Projet de Budget

de la République et canton de Genève pour 2008

REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

Sommaire

Projet de loi établissant le budget administratif pour l'année 2008 ..... **5**
Projet de budget administratif 2008 ..... **10**
Exposé des motifs du Conseil d'Etat à l'appui du budget 2008 ..... **11**
1. Un budget rassurant 15
2. Freiner la croissance des charges 17
3. Accélérer les réformes 18
4. La conjoncture en Suisse et à Genève 24
5. Les recettes fiscales 27
6. Caractéristiques nouvelles d'un budget incomparable 30
7. Impact de la mise en œuvre des normes IPSAS 33
8. Politique d'investissements 38
États financiers selon les normes IPSAS **49**
Commentaire technique à l'appui du budget 2008 ..... **73**

Tableaux
Classification par nature et par département des charges de fonctionnement 91
Classification par nature et par département des revenus de fonctionnement 93
Comparaison par nature des charges de fonctionnement 2006-2008 95
Comparaison par nature des revenus de fonctionnement 2006-2008 97
Subventions accordées de 2006 à 2008 :
Indemnités accordées (par département et par service) 99
Aides financières accordées (par département et par service) 103
Allocations accordées à des personnes physiques (par département et par service) 113
Subventions non soumises à la LIAF accordées (par département et par service) 117
Détail des subventions n'ayant pas de ligne propre 123
Planification de la diminution des postes de 5 % de 2006 à 2009 et évolution des effectifs lors du passage du budget 2007 au projet budget 2008 127
Évolution du nombre de postes budgétés 128

Budget de fonctionnement

Consolidation Etat **133**
01. Chancellerie d'Etat 135
02. Finances 153
03. Instruction publique 189
04. Institutions 229
05. Constructions et technologies de l'information 289
06. Territoire 345
07. Solidarité et emploi 377
08. Économie et santé 413
11. Grand Conseil 437
12. Cour des Comptes 445
14. Pouvoir judiciaire (proposition de budget du Conseil d'Etat) 451
14. Pouvoir judiciaire (projet de la commission de gestion du PJ) 457

Budget d'investissements

Plan comptable 2008 468
01. Chancellerie d'Etat 477
02. Finances 479
03. Instruction publique 483
04. Institutions 493
05. Constructions et technologies de l'information 497
06. Territoire 535
07. Solidarité et emploi 549
08. Économie et santé 553
11. Grand Conseil 561
14. Pouvoir judiciaire (proposition de budget du Conseil d'Etat) 563

PROJET DE LOI

Projet de loi établissant le budget administratif de l'Etat de Genève pour l'exercice 2008 (D 3 70)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève,
vu les articles 54, 56, 80, 81, 82, 83, 96, 97 et 117 de la constitution de la République et canton de Genève, du 24 mai 1847;
vu la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat de Genève, du 7 octobre 1993,
décrète ce qui suit :

Chapitre I Contributions publiques

Art. 1 Perception des impôts

Le Conseil d'Etat perçoit les impôts conformément aux lois en vigueur.

Art. 2 Perception des centimes additionnels

Il est perçu en 2008, au profit de l'Etat, les centimes additionnels prévus au chapitre II de la présente loi.

Chapitre II Centimes additionnels

Art. 3 Personnes physiques

[1] Il est perçu 47,5 centimes, par franc et fraction de franc, sur le montant des impôts cantonaux sur le revenu et la fortune des personnes physiques.
[2] En application de la loi ouvrant un crédit quadriennal (2005-2008) de 364 512 749 F destiné à financer l'aide et les soins à domicile, du 17 décembre 2004, il est perçu, en 2008, 1 centime additionnel supplémentaire, par franc et fraction de franc, sur le montant des impôts cantonaux sur le revenu et la fortune des personnes physiques.

Art. 4 Personnes morales

Il est perçu :

a) 88,5 centimes, par franc et fraction de franc, sur le montant de l'impôt cantonal sur le bénéfice des personnes morales;
b) 77,5 centimes, par franc et fraction de franc, sur le montant de l'impôt cantonal sur le capital des personnes morales;
c) 1 centime additionnel, par franc et fraction de franc, sur le montant de l'impôt cantonal sur le bénéfice et le capital des personnes morales au titre de financement pour le capital de dotation de l'Etat de Genève en faveur de la Fondation pour la halle 6, conformément à la loi n° 8312, du 27 octobre 2000.

Art. 5 Successions et enregistrement

Il est perçu :

a) pour les successions ouvertes après le 31 décembre 2007, 110 centimes, par franc et fraction de franc, sur les droits prévus aux articles 19 à 21 de la loi sur les droits de succession, du 26 novembre 1960; les successions ouvertes avant le 1er janvier 2008 restent soumises aux centimes additionnels prévus par la loi budgétaire de l'année du décès;

b) 110 centimes, par franc et fraction de franc, sur les droits prévus dans la loi sur les droits d'enregistrement, du 9 octobre 1969, à l'exception des amendes. Les actes enregistrés avant le 1er janvier 2008 restent soumis aux centimes additionnels prévus par la loi budgétaire de l'année de leur enregistrement.

Chapitre III Budget administratif

Art. 6 Budget administratif

Le budget administratif de l'Etat de Genève pour 2008 est annexé à la présente loi.

Art. 7 Fonctionnement

[1] Les charges s'élèvent à 7 067 779 398 F et les revenus à 6 946 816 432 F hors imputations internes et subventions redistribuées.

[2] L'excédent de charges s'élève à 120 962 966 F et à 267 732 799 F avant dotations et dissolutions de provisions.

Art. 8 Investissements

[1] Les dépenses d'investissement sont arrêtées à 602 473 590 F et les recettes à 549 257 944 F.

[2] Les investissements nets s'élèvent à 53 215 646 F.

Chapitre IV Dérogations

Art. 9 Cas d'urgence pour une dépense nouvelle

A titre exceptionnel, si des circonstances particulières empêchent absolument le Conseil d'Etat de consulter le Grand Conseil avant d'engager une dépense nouvelle, le gouvernement doit immédiatement, après avoir engagé la dépense, transmettre au Grand Conseil un projet de loi la sanctionnant.

Chapitre V Emprunts

Art. 10 Emprunts

[1] Pour assurer l'exécution du budget administratif, le Conseil d'Etat est autorisé à émettre des emprunts en 2008, au nom de l'Etat de Genève.

[2] Le Conseil d'Etat peut, en outre, renouveler en 2008 les emprunts venant à échéance ou remboursés par anticipation.

[3] Le Conseil d'Etat peut, par ailleurs, effectuer les emprunts nécessaires à l'exécution de la loi n° 8194 du 19 mai 2000 relative à la Banque cantonale de Genève et à la Fondation de valorisation pour assurer les avances de trésorerie et les remboursements des pertes sur réalisations d'actifs.

Chapitre VI Garantie de l'Etat

Art. 11 Facturation

La rémunération des engagements de pied de bilan de l'Etat est fixée pour l'année 2008 à 0,125 % pour l'ensemble des entités concernées sous réserve du taux de la Banque cantonale de Genève fixé à 0,081%. Seule exception à cette règle, la facturation forfaitaire concernant la Banque cantonale de Genève (Fondation de valorisation) qui s'élève à 1 000 000 F.

Le détail de la rémunération des engagements de pied du bilan de l'Etat est le suivant :

TPG	0,125%
Fondation de l'Ecole internationale de Genève	0,125%
Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID)	0,125%
Banque cantonale de Genève (BCGe)	0,081%
Fondation de valorisation	1'000'000
Fondation Cité universitaire	0,125%
Institut d'études sociales (IES)	0,125%
Fondation des parkings	0,125%
Fondation des parkings (Etoile)	0,125%
Fondation des parkings (Sous-Moulin)	0,125%
Fondation des parkings (Genève-Plage)	0,125%
Fondation des parkings (Alpes)	0,125%
Fondation halle 6	0,125%
Fondation de l'expression associative	0,125%

La liste des engagements ci-dessus peut évoluer en cours d'exercice en fonction des engagements décidés par le Conseil d'Etat et/ou le Grand Conseil.

Chapitre VII Dispositions finales

Art. 12 Référendum

Selon les articles 53 et 54 de la Constitution de la République et canton de Genève, du 24 mai 1847, l'article 10 (emprunts) est soumis au délai référendaire de 40 jours.

Certifié conforme
Le chancelier d'Etat : Robert Hensler

Projet de budget administratif 2008

	Projet de budget 2008	Budget 2007	Compte 2006
Fonctionnement			
Revenus (Hors imputations internes et subventions à redistribuer)	6'946'816'432	6'562'883'689	7'144'785'005
Charges (Hors imputations internes et subventions à redistribuer)	7'067'779'398	6'753'971'454	6'939'435'778
Résultat net	**-120'962'966**	**-191'087'765**	**205'349'227**
Résultat net hors provisions	-267'732'799	-422'528'265	127'011'058
Investissement			
Recettes (Hors imputations internes)	549'257'944	277'816'873	54'329'620
Dépenses (Hors imputations internes)	602'473'590	532'126'068	453'844'840
Investissements nets	**53'215'646**	**254'309'195**	**399'515'221**

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et Messieurs les députés,

Le budget 2008 qui vous est présenté par le Conseil d'Etat présente cinq caractéristiques majeures :

- Il est **rassurant**, parce que nettement plus favorable que ne le faisait craindre le Plan financier quadriennal 2006-2009, présenté le 11 juin dernier.

- Il est **tourné vers l'avenir**. Il concrétise la volonté du Conseil d'Etat de freiner la croissance des charges, tout en menant à bien de nouveaux projets qui vont dans le sens de l'optimisation des conditions-cadres de l'économie, d'une amélioration des prestations et de l'utilisation rationnelle et économe des moyens mis à disposition.

- Il est marqué par les fortes **réévaluations des recettes fiscales** pour les années 2006 et 2007.

- Il est **incomparable** avec les précédents, à la suite de l'adoption des normes IPSAS, de la nouvelle péréquation fédérale et de nombreuses décisions prises au niveau cantonal. Son élaboration a été très éprouvante pour les collaboratrices et les collaborateurs concernés.

- Il prévoit une **diminution de la dette**, grâce à l'acceptation par le peuple des transferts d'actifs et aux bons résultats enregistrés lors des exercices précédents.

1. Un budget rassurant

Dans l'introduction de son premier plan de mesures du 30 mars 2006, après avoir observé que les recettes avaient en moyenne augmenté de 3%, le Conseil d'Etat affirmait : « Sur cette base, les simulations qui ont été établies montrent qu'en limitant à 1% la croissance globale des charges de l'Etat (hors imputations internes et subventions redistribuées) il sera possible d'atteindre l'équilibre en 2009, sauf événement majeur affectant notre économie ou transfert massif de charges de la Confédération hors du cadre de la nouvelle répartition des tâches (RPT). »

Le Conseil d'Etat a malheureusement constaté, dès le mois de juin 2006, que le cadre de la RPT avait littéralement explosé et que le bilan global de la nouvelle péréquation inter-cantonale estimé par la Confédération était passé de 1,4 million (chiffre annoncé lors de la votation populaire) à 88 millions de francs, montant finalement revu à 95,1 millions pour 2004/2005, ce qui représente finalement une détérioration du résultats de 108 millions pour le budget 2008. A cette somme est venue s'ajouter une contribution de 21 millions, puis de 42 millions de francs, pour le régime transitoire de l'assurance-invalidité, ainsi que des transferts de charges nouvelles dans le domaine de l'asile.

Opportunément, une croissance nettement plus vigoureuse que prévu pour les exercices 2006 et 2007, qui se répercute sur l'exercice 2008, devrait permettre de contrebalancer les effets négatifs de la RPT sur les prochains exercices.

Lors de la présentation du plan financier quadriennal 2006-2009 le 11 juin 2007, le gouvernement cantonal était demeuré circonspect en indiquant : « Hors des impacts de la facture de la RPT et des effets IPSAS, tout semble indiquer que le Conseil d'Etat pourra atteindre ses objectifs initiaux. »

Il n'en demeure pas moins qu'avec un déficit projeté dans le PFQ de quelque 157 millions de francs en 2008 avant application des normes IPSAS - correspondant à un déficit de 217 millions de francs avec des états financiers présentés aux normes IPSAS - les perspectives semblaient maussades au moment de la présentation du PFQ.

Conscient toutefois de la robustesse inattendue de la croissance au premier trimestre 2007, et du fait que les estimations des recettes fiscales au 30 avril sont généralement encore inférieures à la réalité, le Conseil d'Etat avait clairement indiqué au mois de juin que deux voies restaient ouvertes : soit les recettes fiscales, comme l'on pouvait raisonnablement l'espérer, permettraient d'améliorer substantiellement le résultat projeté dans le PFQ, soit le gouvernement se trouverait dans l'obligation de présenter de nouvelles mesures d'économie ou d'augmentation de recettes, en sortant du cadre fixé dans le discours de Saint-Pierre.

Objectifs plus ambitieux

C'est donc avec satisfaction que le Conseil d'Etat constate que, sur la base de l'actualisation des prévisions fiscales à fin juillet 2007, il peut aujourd'hui présenter un budget tablant sur **un déficit de 60 millions de francs hors effets IPSAS,** et de 120 millions en intégrant les répercussions de l'application de ces nouvelles normes sur les états financiers de l'Etat de Genève.

Ce résultat est d'autant plus rassurant que l'expérience a montré que l'avance de la taxation pendant la procédure budgétaire et les résultats de l'enquête auprès du panel de grandes entreprises, effectué au cours du mois de septembre, conduisent en période de croissance à une augmentation des revenus avant le vote du budget.

Les nouvelles prévisions de croissance pour 2007 et 2008 autorisent le Conseil d'Etat à redéfinir son objectif initial de façon un peu plus ambitieuse : **sauf récession majeure, le retour à l'équilibre du compte de fonctionnement sera atteint en 2009, hors des effets IPSAS, mais en incluant le coût de la RPT**.

Le gouvernement s'en tient pour l'heure à la méthode choisie au début de la législature, soit le retour à l'équilibre par des effets de rationalisation, d'augmentation de la productivité et de réduction des coûts, sans augmentation des impôts, ni remise en cause de certaines prestations de l'Etat.

Certains reprocheront au Conseil d'Etat de ne pas se fixer un objectif plus ambitieux encore, mais le gouvernement, inspiré par le vieil adage « la prudence est mère de toutes les vertus », s'en tiendra à sa ligne de conduite.

Jusqu'à présent, il est vrai, grâce à la vigueur de l'économie, le Conseil d'Etat a pris une forte avance sur sa feuille de route. Mais nous sommes ici dans le domaine de l'éphémère. Les incertitudes actuelles au niveau de l'économie mondiale rappellent fort à propos que l'on ne peut jamais tabler avec certitude sur une situation économique aussi florissante que celle que nous connaissons depuis maintenant trois ans.

D'autre part, il faut rappeler que l'Etat de Genève a choisi, pour respecter le principe d'échéance, d'inclure dans ses comptes des recettes fiscales estimées, qui comporteront toujours une marge d'erreur. La meilleure manière d'éviter les mauvaises surprises est de « laisser une peu d'espace pour les bonnes surprises ».

On gardera enfin à l'esprit que, pour les exercices 2006 et 2007, les bons résultats s'expliquent en bonne partie par les différentiels positifs sur les exercices antérieurs, qui ne sont pas prévisibles par nature et ne figurent d'ailleurs jamais dans le budget.

Renoncer pour innover

Le Conseil d'Etat entend conserver une marge budgétaire afin de concrétiser le principe « **renoncer pour innover** », qui constitue le fondement de sa politique d'assainissement des finances publiques, et qu'il a d'ailleurs concrétisé en maintenant un volume d'investissement très élevé.

Si certaines réformes n'exigent pas d'importants montants - par exemple, le remplacement des maître-sse-s principaux-ales et des inspecteurs-trices par des chef-fe-s d'établissement dans l'enseignement primaire -, d'autres impliquent un coût non-négligeable, qu'il s'agisse de l'introduction progressive d'un treizième salaire en lieu et place de la prime de fidélité, de la réorganisation du corps de police ou d'une rémunération plus adaptée pour les cadres de l'Etat.

Ces réformes, parmi d'autres, sont toutes indispensables à l'amélioration du fonctionnement de l'Etat et ne pourront être sans cesse repoussées. Les difficultés que rencontre l'administration pour s'adjoindre des compétences dans certains domaines cruciaux sont de nature à freiner durablement les avancées d'une réforme qui va pourtant bon train depuis le début de la législature.

2. Freiner la croissance des charges

Toute la méthode du Conseil d'Etat repose sur une maîtrise très stricte des charges ordinaires de l'Etat, la réduction du déficit s'opérant par la différence entre la croissance des recettes et celles des dépenses. Il va sans dire que plus la croissance économique est vigoureuse, plus la méthode donne des résultats rapides, comme on l'a observé en 2006, et comme on le constatera très vraisemblablement au compte 2007.

Compte tenu de l'impact de la RPT sur le budget 2008, le Conseil d'Etat a fait observer des règles strictes aux services et aux différentes entités subventionnées. **L'annuité décalée** a été accordée au personnel, mais son impact (1,3% de la masse salariale) est compensé par une **diminution correspondante des postes**. Une exception a été consentie en faveur du corps enseignant et des forces de sécurité.

Les services et les entités - hormis quelques exceptions motivées - ont également consenti une réduction de 0,6% sur la masse salariale. C'est ainsi que la croissance des charges du personnel hors des effets RPT et IPSAS n'est pour le moment que de 0,5% entre le budget 2007 et le budget 2008.

Sur trois ans, les charges du personnel n'ont augmenté que de 0,4% en moyenne annuelle, malgré l'indexation partielle en 2006 et complète en 2007, ainsi que le versement de l'annuité décalée en 2006, 2007, 2008 et l'introduction du principe d'engagement du personnel dans la classe de fonction définitive.

Cet effort permet au Conseil d'Etat de disposer de la marge de manœuvre nécessaire pour finaliser la négociation avec les organisations représentatives du personnel concernant l'introduction progressive d'un treizième salaire, en lieu et place de la prime de fidélité.

Un effort considérable a également été consenti par les services pour les dépenses générales. Tenant compte de la possibilité de report budgétaire, le Conseil d'Etat a effectué une **coupe de 7,5% sur les dépenses générales**. Une exception a été décidée pour l'entretien des bâtiments, dont le budget est en hausse.

Ajoutons à cela que les aides financières sont équivalentes à celles figurant au budget 2008. C'est donc une fois de plus la rubrique des **allocations à des tiers** (dépenses d'assistance et prestations complémentaires AVS/AI) qui génère la majeure partie de la croissance des charges, ainsi que l'augmentation de charges liées à une augmentation des recettes (irrécouvrables de l'AFC, versement aux communes frontalières de la part de l'impôt à la source leur revenant).

Effets des plans de mesures

Les économies qui ont été effectuées dans le cadre du budget 2008 l'ont été notamment par la poursuite de la **mise en œuvre des plans de mesures** du Conseil d'Etat des 30 mars 2006 et 14 septembre 2006, totalisant 122 mesures. Pour mémoire, le premier plan de mesures P1 (2006-2009) est estimé à 166 millions de gains nets et le deuxième plan de mesures P2 (2007-2010) à plus de 53 millions de gains nets, soit un total supérieur à **219 millions**, hors effets des transferts d'actifs.

Les objectifs financiers prévus au projet de budget 2008 pour les deux plans de mesures se montent à 55,26 millions (hors effets des transfert d'actifs) et concernent l'ensemble de l'administration.

Ils se répartissent comme suit :

- **Fonctionnement** : les gains nets s'élèvent à **56,02 millions de francs**, dont 44,14 millions d'économies nettes sur les charges de fonctionnement et 11,88 millions de revenus de fonctionnement supplémentaires.

- **Investissements** : les coûts nets sont chiffrés à **0,76 million de francs** et correspondent à des dépenses d'investissements.

3. Accélérer les réformes

L'ensemble des économies demandées à l'administration ont pour objectif de combler le déficit structurel, mais également de permettre à l'Etat de s'adapter aux besoins nouveaux (actuels et futurs) de la société.

Les priorités que se sont fixées les départements pour 2008 témoignent de la volonté du Conseil d'Etat d'innover et d'améliorer aussi bien l'efficacité et l'efficience des services publics. C'est la concrétisation du principe « renoncer pour innover ».

C'est également la reconnaissance du fait que l'équilibre durable des finances publiques genevoises ne pourra être réalisé uniquement sur des gains de productivité : l'Etat doit être attentif à améliorer les conditions-cadres genevoises, pour assurer la prospérité future de notre canton.

Si ces réformes sont évidemment spécifiques à chaque département, elles concourent toutes à des objectifs fixés par le discours de Saint-Pierre :

- **Restaurer l'autorité de l'Etat :**
  - améliorer la gouvernance;
  - développer la culture de l'évaluation dans les services publics;
  - augmenter les effectifs dans le domaine de la sécurité;
  - lutter plus efficacement contre le travail au noir;
  - assurer des conditions d'incarcération acceptables.
- **Améliorer les conditions-cadres dans la perspective d'un développement durable :**
  - renforcer le système éducatif et la formation des jeunes;
  - prendre le virage de la « société à 2000 watts »;
  - faire aboutir le projet d'agglomération;
  - créer les espaces nécessaires pour le développement;
  - faciliter la construction de logements pour toutes les classes de la population;
  - prioriser les investissements.
- **Simplifier la vie des usagers et le travail de l'administration :**
  - alléger les procédures;
  - clarifier les rôles dans le secteur de la santé;
  - développer l'information et l'administration en ligne;
  - Introduire la taxation automatique pour les déclarations les plus simples.
- **Renforcer la solidarité :**
  - dispositif cantonal contre le chômage fondé sur la requalification et les emplois de solidarité**;**
  - commencer à relever le défi du vieillissement, par la mise à disposition de 184 nouveaux lits dans les EMS;
  - créer 176 nouvelles places résidentielles ou de travail pour les personnes handicapées.

Dans ce cadre, les priorités des différents départements sont les suivantes :

Chancellerie d'Etat

- **Préparation de ITU Telecom World 2009**

En 2008, la chancellerie sera fortement impliquée dans la préparation d'ITU Telecom World 2009. Un nouveau concept d'accueil des grandes manifestations internationales est développé dans le cadre de plusieurs groupes de travail. Le succès de l'édition 2009 est déterminant pour le choix de la ville hôte des éditions futures et au niveau des retombées économiques importantes qui en découlent.

- **Développement du « guichet universel »**

Le terme « guichet universel » recouvre à la fois la simplification des procédures administratives et leur accès en un lieu unique. Douze procédures sont concernées à l'heure actuelle. Elles pourront être initiées depuis le centre de documentation et de publications (CDP), situé dans l'Hôtel de Ville. Il s'agit d'une prestation supplémentaire offerte au public, sans coût supplémentaire.

- **Efficience accrue dans la communication**

La chancellerie poursuit son effort de réduction des coûts des publications officielles (Annuaire officiel, Rapport de gestion, Compte, Budget, Projet de budget). Une réduction de 40% des tirages a été mise en œuvre grâce à une extension de la mise à disposition de ces documents via intranet et/ou internet. En outre, il sera créé une Feuille d'avis officielle (FAO) en ligne, disponible en complément à l'abonnement pour la version papier.

Département des finances

- **Nouveau système d'évaluation des fonctions**

Sur la base du répertoire des emplois de référence de l'Etat, l'OPE développera un nouveau système d'évaluation des fonctions permettant de rémunérer correctement les savoir-faire et les responsabilités de chaque métier et position hiérarchique.

- **Mise en place de la caisse centralisée**

La caisse centralisée de l'Etat vise à optimiser la gestion des liquidités. La mesure touche les entités subventionnées, lesquelles, depuis la mise en place du dispositif, voient leur subvention versée de manière plus en phase avec leurs besoins. En utilisant les outils de la CFI (comptabilité financière intégrée), la Trésorerie générale de l'Etat est ainsi en mesure d'agir positivement sur les décaissements et, par la même occasion, de réduire le recours à l'emprunt.

- **Automatisation de la taxation et optimisation des remboursements**

L'administration fiscale cantonale va initier un processus d'automatisation de la taxation 2008 de certaines personnes physiques (environ 25 000 cas), dans le prolongement de ce qui ce fait pour les titres et l'immobilier. Ce concept produira ses effets dès le début de la taxation 2008, soit au début 2009. Le contribuable qui remplira les critères de vérification automatique recevra dans des délais très courts (deux semaines) son bordereau et l'éventuel remboursement du montant payé en trop. D'autre part, l'AFC va être en mesure de rembourser directement sur les comptes bancaires ou postaux les montants en faveur des contribuables. Cette action se concrétisera pleinement lors de l'introduction des derniers modules informatiques, dans le premier semestre 2008. Le contribuable qui aura indiqué son numéro de compte recevra directement la somme versée en trop.

Département de l'instruction publique

- **Réorganisation de l'enseignement primaire**

La réorganisation de l'enseignement primaire inclut, dès la rentrée 2008, la création de directions pour une centaine d'établissements scolaires qui seront rattachés directement à la direction générale. Ces nouvelles structures renforcent l'autonomie des établissements, améliorent le dispositif de suivi des élèves en difficulté et créent des conseils d'établissement qui permettront d'associer plus étroitement les partenaires de l'école. Ces profondes modifications s'effectueront dans le cadre du budget, par la réallocation des moyens déjà destinés aujourd'hui à l'enseignement primaire. Les adaptations de l'école genevoise sont indispensables pour poursuivre l'harmonisation scolaire inter-cantonale en cours (école à 4 ans, horaire scolaire, introduction de l'anglais, standards de compétences, plan d'études romand).

Le Réseau d'enseignement prioritaire (REP) fait partie intégrante de la réorganisation de l'enseignement primaire. A la rentrée 2007, six établissements scolaires ont intégré le REP. En 2008, d'autres écoles devraient venir les rejoindre et bénéficier de :

- l'affectation différenciée des ressources;
- la présence d'un éducateur dans chaque établissement;
- une action coordonnée des écoles avec les professionnels de l'Office de la jeunesse, les associations locales, les communes, etc. pour améliorer le climat de confiance autour et à l'intérieur de l'école.

- **Contre-projet sur l'organisation du Cycle d'orientation**

Le DIP prépare sous l'égide du Conseil d'Etat, en collaboration avec la commission de l'enseignement et de l'éducation, un projet de contre-projet sur l'organisation du cycle d'orientation, après le rejet par le Grand Conseil des deux initiatives 134 et 138. Il présentera son projet de contre-projet dès janvier 2008, après un processus de consultation. Le texte permettra de garantir la cohérence du parcours scolaire des élèves entre l'enseignement primaire, le cycle d'orientation et le post-obligatoire. Au-delà de la rédaction du contre-projet, cette démarche permettra de réaliser un nouveau projet d'envergure pour le cycle d'orientation.

- **Création de sept pôles pour la formation professionnelle**

La formation professionnelle est organisée, depuis la rentrée 2007, par famille de métiers : arts appliqués, commerce, construction, nature et environnement, santé et social, services et hôtellerie/restauration, technique. Cette organisation – prévue dans la nouvelle Loi sur la formation professionnelle – réunit dans un même dispositif toutes les personnes qui s'engagent dans ces formations, de la formation initiale en deux ans aux écoles supérieures, en passant par le CFC ou la maturité professionnelle. Elle rassemble dans une structure claire – le pôle – tout ce qui concourt au succès de la formation au sein d'un même champ professionnel : les centres de formation professionnelle, les associations professionnelles, les commissaires d'apprentissage et les conseiller-ère-s en formation de l'OFPC. Cette refonte vise également à améliorer la cohérence de la formation professionnelle, en harmonisant les liens entre le secondaire II et les formations HES.

- **Consolidation dans le domaine de l'enseignement supérieur**

  - **Nouvelle loi sur l'université**

Le Conseil d'Etat a déposé le 29 août 2007 un projet de loi sur l'Université qui renforce son autonomie et le pilotage des autorités politiques. Il va permettre à l'Université de remplir ses missions de service public et de resserrer l'intervention du Grand Conseil et du Conseil d'Etat sur l'essentiel. L'entrée en vigueur de la loi en 2008 correspondra avec le message du Conseil fédéral relatif à l'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation pendant les années 2008 à 2011. Ce projet de loi s'inscrit dans le prolongement de la votation fédérale constitutionnelle du 21 mai 2006 sur la formation, mais également comme une conséquence inévitable de la crise universitaire de l'année 2006, qui a mis en évidence les graves lacunes de la législation actuelle et a révélé l'urgence de cette réforme.

  - **HES-SO Genève**

Entre 2008 et 2011, la HES-SO Genève participera activement aux travaux de la HES-SO qui visent notamment à se doter d'une nouvelle convention intercantonale sur l'ensemble des domaines de formation introduits dans la loi fédérale révisée, ou encore à harmoniser ses formations selon le modèle de Bologne.

  - **Unité d'enseignement supérieur**

Un groupe de projet est mis en place en vue de créer une direction unique de l'enseignement supérieur. Il aura notamment pour mission de travailler avec le rectorat à l'élaboration de la convention d'objectifs de l'Université, à l'adaptation de la gouvernance et au suivi du développement de la HES-SO.

Département des institutions

- **Mise en œuvre de conditions d'incarcération acceptables**

Le département des institutions, tout en respectant le plan financier quadriennal, a fait porter l'effort principal, sur le plan du budget 2008, sur le domaine pénitentiaire puisque le nouvel établissement d'exécution de peine de la Brenaz ouvrira ses portes au début de l'année et pourra accueillir soixante-huit détenus, soulageant d'autant la prison de Champ-Dollon. C'est, en effet, manifestement le domaine pénitentiaire qui requiert un effort particulier pour garantir une incarcération dans des conditions de dignité et de sécurité acceptables, tant en ce qui concerne les personnes détenues que le personnel pénitentiaire.

- **Amélioration de la sécurité à Genève**

Pour les années 2009 et 2010, l'effort principal sera porté sur la police, tant en ce qui concerne la rémunération des policiers que leur nombre, puisqu'il est prévu pour l'année 2010 une augmentation du Corps de la gendarmerie de cinquante unités. Les autres projets et développements du département, telle que la réorganisation de la police ou le projet de loi sur les ASM concourent eux aussi à une amélioration de la sécurité à Genève sans pour autant grever de manière significative le budget de l'Etat.

Département des constructions et des technologies de l'information

- **Entretien du patrimoine immobilier de l'Etat**

Les dépenses consacrées à l'entretien du patrimoine immobilier de l'Etat sont en augmentation dans le PB 2008. Il s'agit de l'un des seuls postes des dépenses générales qui augmentent. Cela traduit la volonté du Conseil d'Etat d'entretenir correctement ses bâtiments, de manière à en conserver la valeur. Cet effort se constate également dans les investissements de renouvellement de la direction des bâtiments.

- **Nouvelle politique du logement**

La loi du 24 mai 2007 sur la construction de logements d'utilité publique a consacré une nouvelle politique du logement (NPL). Si les travaux de mise en place de la NPL ont débuté en 2007, c'est en 2008 que de nouvelles pratiques se concrétiseront, notamment en termes d'organisation des fondations immobilières de droit public et de politique foncière et financière. Le budget des investissements comporte une dépense de 30 millions pour permettre à l'Etat de poursuivre la constitution du parc de logements d'utilité publique.

- **Gestion rationnelle des investissements**

L'Etat de Genève est confronté à une augmentation de ses besoins d'investissement. Afin d'y faire face en période de redressement des finances publiques, le Conseil d'Etat entend améliorer la gestion des investissements. Cela s'est d'ores et déjà traduit par :

- le remplacement de la loi budgétaire annuelle (LBA) par des crédits de programme pluriannuels pour les investissements de renouvellement; les projets de loi y relatifs, valables pour 2008, 2009 et 2010, seront déposés devant le Grand Conseil dans la foulée du PB 2008;
- la création d'une commission étatique de priorisation des investissements;
- la préparation d'une planification décennale des investissements.

- **Optimisation des locaux de l'Etat**

Le Conseil d'Etat a décidé de rationaliser l'utilisation des surfaces administratives occupées par les services de l'Etat. Ce travail, qui a débuté en 2006, se révèle complexe. Il devrait déboucher sur la libération de bureaux dans la Vieille-Ville, le regroupement de certains services et la décision de réaliser ou de ne pas réaliser un nouvel ensemble administratif.

- **Développement de l'administration en ligne**

Suite à la loi 8593, le Conseil d'Etat entend développer les prestations de l'administration en ligne à l'intention de la population et des entreprises. Cette réforme aura également un impact sur l'organisation et les processus de travail de l'administration.

Département du territoire

- **Mise en œuvre du projet d'agglomération franco-valdo-genevois**

Après la validation, en décembre 2007, par le Conseil d'Etat, du projet définitif et son envoi à la Confédération, il s'agira, durant l'année 2008, de préciser les principes contenus dans ce document par des schémas directeurs de secteurs, recouvrant de larges périmètres. Cette description plus précise de l'avenir de notre agglomération transfrontalière impliquera un très important engagement du département du territoire, concernant la quasi-totalité des services et directions qui en dépendent (aménagement du territoire - mobilité - environnement - nature et paysage - eau - agriculture - affaires extérieures). Dans le même temps, le Grand Conseil sera saisi de la question de la gouvernance transfrontalière, ceci par le biais d'un projet de loi permettant la création d'organismes de coopération transfrontalière de droit suisse.

- **Développement du secteur Praille - Acacias - Vernets (PAV)**

Suite à la validation par le Conseil d'Etat du *masterplan*, le 9 mai 2007, la direction de l'aménagement, en coordination avec la Fondation des terrains industriels (FTI), a entrepris plusieurs démarches visant à créer les conditions pour accueillir les 20 000 emplois et 6 000 logements supplémentaires prévus. Il s'agit, en premier lieu, d'établir, puis de mener en 2008 les procédures des différents plans d'affectations préalables à l'introduction de la mixité désirée à cet endroit. Cet important travail consistera à établir un ou plusieurs avant-projets de loi pour modifier la zone, actuellement industrielle, visant à préciser l'aménagement des terrains. Ce processus sera mené en parallèle avec plusieurs études d'aménagement, indispensables pour définir les règles, de manière à garantir un aménagement de qualité et respectueux des principes environnementaux, tout en veillant à l'optimisation économique des opérations.

- **Plan directeur de l'énergie : vers une société à 2000 watts**

Les objectifs de la politique énergétique se fondent sur la législation sur l'énergie et le CO_2, sur les principes du développement durable, sur les obligations contractées par la Suisse dans le cadre du protocole de Kyoto, ainsi que sur la vision à long terme d'une « société à 2000 watts », à l'appui d'un approvisionnement durable. La matérialisation de ces objectifs repose sur la mise en œuvre du Plan directeur de l'énergie (PDE), dont les 13 programmes d'action constituent l'un des points forts de l'action environnementale du Conseil d'Etat en 2008.

Département de la solidarité et de l'emploi

- **Une autre politique pour l'emploi et l'insertion**

La nouvelle loi contre le chômage, adoptée en juin 2007, dotera le canton d'un dispositif beaucoup plus performant de retour en emploi, en consacrant des moyens substantiels à des mesures de requalification des chômeurs les plus vulnérables, en améliorant l'insertion en entreprise et en apportant, avec les emplois de solidarité, une réponse durable pour les demandeurs d'emplois en grande difficulté.

- **Lutte plus efficace contre le travail au noir**

La lutte contre le travail au noir sera dotée de moyens supplémentaires, notamment pour les abus en matière d'assurances sociales, afin de garantir les efforts de solidarité collective et d'assurer une concurrence sincère entre les entreprises.

- **Effort de solidarité avec les personnes âgées ou handicapées**

En dix-huit mois, 176 nouvelles places, résidentielles ou de travail, seront offertes dans les établissements pour personnes handicapées et 184 nouveaux lits seront ouverts dans des EMS. La qualité de la prise en charge des personnes handicapées sera également améliorée, avec la création des Etablissements publics pour l'intégration.

- **Modernisation de deux régies publiques : l'AIG et Palexpo**

Après l'adoption du transfert d'actifs, l'Aéroport international de Genève vient d'ouvrir le chantier qui lui permettra d'augmenter la qualité et les capacités d'accueil de son aérogare principale. La structure juridique de Palexpo sera modifiée, afin de lui permettre de financer sa modernisation et de conserver sa compétitivité sur le marché des places de foires mondiales.

Département de l'économie et de la santé

- **Simplification des procédures**

La population attend de son administration qu'elle soit facilement accessible, moderne et efficace : il est nécessaire de simplifier les procédures et les démarches administratives. La réalisation d'un projet pilote permettant de gérer en ligne les autorisations de pratique pour les professionnels de la santé et d'exploitation pour les institutions de santé s'inscrit dans cette démarche et constitue une réussite. Il s'agira en 2008 d'étendre cette démarche aux autres secteurs du département délivrant des autorisations, afin de répondre au mieux aux attentes de ceux qui les sollicitent, particuliers ou entreprises.

- **Allègements pour le secteur du commerce**

Les entreprises du commerce genevois souffrent d'une réglementation lourde, aux interlocuteurs multiples, qui engendre des surcharges administratives importantes. Dès lors, la fusion entre le service des autorisations et patentes et l'office cantonal de l'inspection du commerce - qui sera définitive au 1er décembre 2007 - permettra de faciliter les échanges entre entrepreneurs et administration, puisqu'il n'y aura plus qu'une seule porte d'entrée pour les entreprises du commerce genevois. Cette fusion a parallèlement été l'occasion de revoir et de simplifier plus de trente règlements relatifs au commerce. Les bases sont ainsi posées pour la rédaction d'une loi-cadre sur le commerce, qui permettra de dynamiser ce secteur, tout en clarifiant les rôles et les responsabilités respectives des entreprises du commerce genevois et de l'Etat.

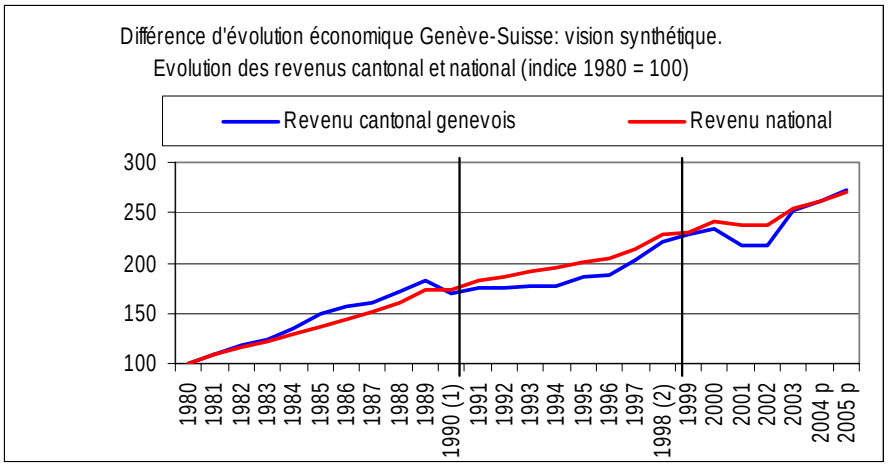
- **Création d'un réseau de soins et clarification des rôles**

Le DES a déterminé dans un projet de loi les principes directeurs pour la création d'un réseau de soins. Celui-ci concernera tous les prestataires de soins et permettra une amélioration significative, s'agissant de l'information, de l'orientation et de la délivrance des prestations ; ces dernières seront ainsi assurées au bon endroit et au bon moment afin de répondre aux besoins et aux attentes de la population, notamment âgée. Par ailleurs, et conformément aux nouvelles dispositions prévues par la LIAF, le rôle, les responsabilités ainsi que les prestations fournies, tant par les institutions d'aide et de soins à domicile que par les Hôpitaux universitaires de Genève, font l'objet de contrat de prestations, précisant ainsi ce qui est attendu de chacun pour répondre aux besoins de la population en matière de prise en charge et en fonction d'un véritable plan stratégique.

4. La conjoncture en Suisse et à Genève

Les années 1990 ont connu une croissance économique faible en Suisse et presque nulle à Genève. Au tournant du siècle, on assiste à une reprise fragile et irrégulière, avec deux pics de croissance en 1998 et 2000 (variations du PIB en termes réels de 2,6% en 1998 et de 3,6% en 2000). Depuis 2004, la croissance économique de la Suisse gagne en vigueur et en régularité. Ainsi, le PIB progresse de 2,5% en 2004, de 2,4% en 2005 et de 3,2% en 2006. La croissance ne faiblit guère en 2007. Lors de chacun des deux premiers trimestres de l'année, le PIB a augmenté de 0,7% en termes réels par rapport au trimestre précédent.

Pour l'instant, le cycle conjoncturel ne laisse entrevoir aucun signe de retournement.



Depuis 2004, l'économie suisse croît à un rythme plus rapide que celle des principaux pays de l'Union européenne, ce qui constitue un fait nouveau. En 2006, le dynamisme des services financiers et des industries d'exportation ont porté l'économie suisse; en 2007, les investissements, la consommation privée et les exportations de services jouent un rôle moteur. Toutes les branches d'activité participent à l'évolution actuelle, avec un dynamisme moindre pour la construction.

Ce tableau ne semble pour l'heure guère devoir être assombri par le processus de correction et de normalisation des marchés financiers déclenché par la crise du crédit hypothécaire à risque aux Etats-Unis. Après leur apogée de juin, les cours de la bourse ont subi de fortes fluctuations et une chute marquée à la mi-août, avant de se redresser.

Les avis des experts divergent quant à l'ampleur, la durée et l'impact sur l'économie réelle de ce processus de correction. Toutefois, les risques qu'il fait peser sur l'économie suisse semblent confinés et faibles, notamment en raison de l'excellent climat conjoncturel.

Économie genevoise en pleine forme

Comme de coutume, l'économie genevoise se caractérise par une **volatilité nettement plus marquée** que l'économie suisse dans son ensemble. Après la plongée de 2003, la reprise s'enclenche en 2004, se renforce et s'élargit à tous les domaines d'activités en 2005 et 2006.

En 2007, la haute conjoncture perdure. La marche des affaires est bonne, voire excellente, dans les principales branches d'activité. Tant l'appréciation portée par l'ensemble des acteurs de l'économie genevoise que les perspectives qu'ils émettent pour les mois à venir sont positives.

En outre, les « fondamentaux » sont excellents : le renchérissement est insignifiant, le marché de l'emploi connaît une embellie significative, le commerce extérieur reste dynamique. Les exportations continuent de croître à un rythme soutenu, les importations, dopées par la demande intérieure, progressent fortement.

En forte croissance depuis 2005, l'emploi poursuit sa progression. Quant au chômage, son recul s'est accéléré depuis le début de l'année. Cette amélioration sur le marché du travail profite à l'ensemble des branches d'activité. La masse salariale enregistre une croissance vigoureuse; au 2e trimestre, sa variation annuelle moyenne est de 9,5% en termes nominaux.

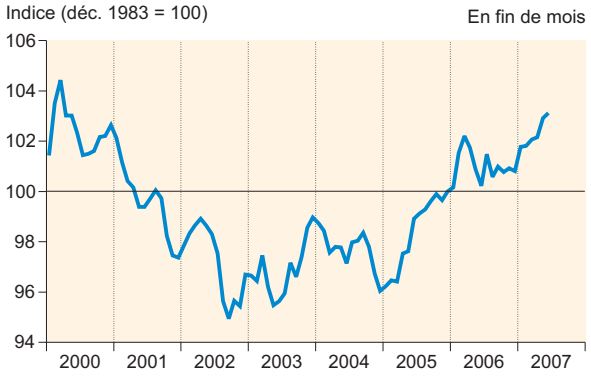
La marche des affaires demeure très bonne dans l'industrie; à un léger essoufflement en début d'année succède un regain de dynamisme au cours de l'été. Dans la construction, la marche des affaires est satisfaisante, meilleure pour le second œuvre, plus maussade dans le gros œuvre. Le commerce de détail connaît un développement important, avec une hausse marquée des chiffres d'affaires. Pour l'hôtellerie, à une année qualifiée d'exceptionnelle en 2006, succède un exercice tout aussi bon.

Dans ce contexte, seuls quelques indicateurs montrent des signes d'essoufflement ou tendent vers la stabilité. Plus que d'un retournement conjoncturel, cela peut augurer d'une poursuite de la croissance à un rythme légèrement moins soutenu.

Indicateur avancé en hausse

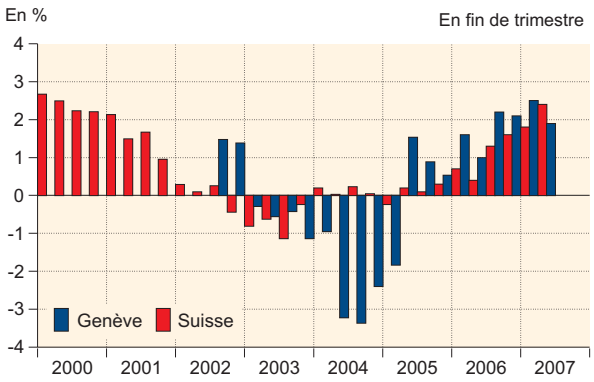
Anticipant l'évolution de la conjoncture économique à Genève pour les 6 à 9 prochains mois, **l'indicateur LEA-PICTET-OCSTAT (LPO) progresse encore au 2e trimestre**. Il laisse présager la poursuite d'une conjoncture très favorable. Il n'annonce donc pas de retournement de tendance, la croissance économique demeurant robuste.

Indicateur avancé LEA-PICTET-OCSTAT de l'économie genevoise



Source : Laboratoire d'économie appliquée de l'Université de Genève

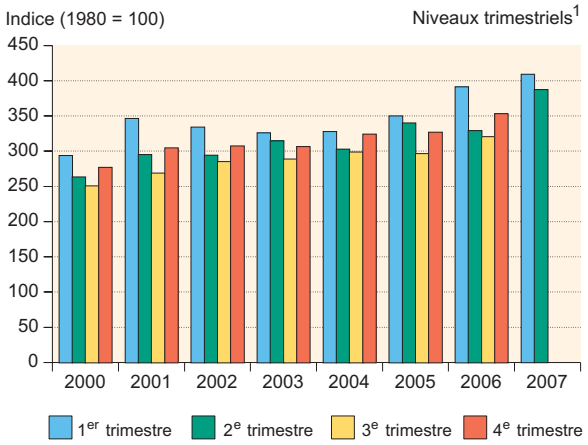
Variation annuelle du nombre d'emplois [1]



[1] Emplois dans les secteurs secondaire et tertiaire (sans le secteur public international ni les services domestiques).

Source : Office fédéral de la statistique - Statistique trimestrielle de l'emploi

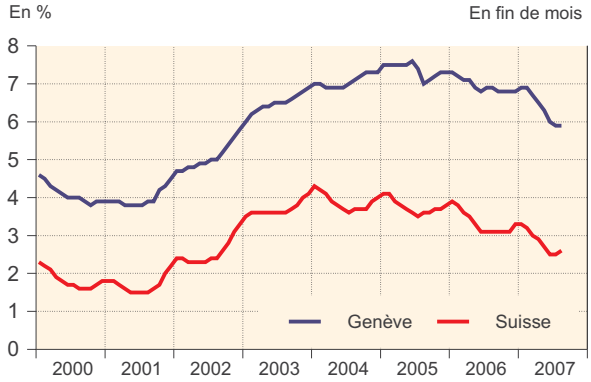
Masse salariale versée dans le canton de Genève



[1] L'indice du 1er trimestre de chaque année subit entre autres l'influence du versement des primes de fin d'année.
Rupture de série entre 2000 et 2001 après ajustements dus à des changements de réglementation.

Source : Office cantonal de la statistique

Taux de chômage



Source : Secrétariat d'Etat à l'économie / Office cantonal de l'emploi

Stabilisation à un haut niveau

Selon les « Tendances conjonctures, été 2007 », établies par le **Secrétariat d'Etat à l'économie** (SECO), « la vigueur de la croissance économique se maintient en Suisse et cette dernière repose sur une large assise ».

De son côté, la **Banque nationale suisse** estime dans sa dernière analyse, publiée le 13 septembre dernier, que malgré des incertitudes accrues pesant sur l'évolution des marchés financiers, « grâce à la solidité de l'économie suisse, on peut s'attendre à une poursuite de la croissance ». Pour l'année en cours, la BNS prévoit de nouveau une progression du PIB réel de la Suisse proche de 2,5%.

Pour l'heure, aucun dérapage ni signe de surchauffe ne sont observés. Les perspectives de l'économie mondiale restent bonnes pour 2007 et 2008, même si le rythme de croissance ralentit quelque peu. La croissance économique en Suisse devrait se poursuivre et continuer d'exercer une influence positive sur le marché du travail. Dans plusieurs régions de l'OCDE, le marché immobilier résidentiel et le niveau des taux d'intérêt réel représentent des facteurs de risque.

Le SECO relaie les prévisions du « Groupe d'experts de la Confédération », lesquels estiment le taux de croissance du PIB suisse à 2,3% en 2007 et à 1,9% en 2008, une progression de l'emploi (en équivalents plein-temps) de 1,9% en 2007 et de 0,8% en 2008, un taux de chômage de 2,7% en 2007 et de 2,4% en 2008, tous ces taux ayant été revus à la hausse depuis le début de l'année. En ce qui concerne la progression de l'indice suisse des prix à la consommation, une variation de 0,6% pour 2007 et de 1,2% pour 2008 est prévue.

A Genève, le **Groupe de perspectives économiques**, qui réunit des experts du secteur privé et du secteur public, anticipe les évolutions suivantes : PIB suisse en termes réels, + 2,5% en 2007 et + 2,2% en 2008; renchérissement à Genève, + 0,6% en 2007 et + 1,0% en 2008; taux de chômage à Genève, 6,3% en 2007 et 5,5% en 2008.

Ces prévisions, qui se fondent sur une analyse et une interprétation critique de celles effectuées par diverses institutions - et notamment par les banques - sont légèrement plus optimistes que celle du Groupe d'experts de la Confédération. Toutefois, les ordres de grandeur et les tendances sont identiques : **la croissance économique se poursuit, mais à un rythme légèrement ralenti**.

5. Les recettes fiscales

Les recettes fiscales du projet de budget s'inscrivent dans une augmentation mesurée par rapport au résultat des comptes 2006. Si la croissance est marquée par rapport au budget 2007, c'est que celui-ci n'avait pas suffisamment anticipé le dynamisme enregistré durant la première moitié de 2007. Pour 2008, la croissance attendue reste mesurée.

Partant, les **hypothèses de croissance** retenues pour 2008 sont les suivantes :

Impôt sur le revenu : + 2,9%
Impôt sur la fortune : + 1,4%
Impôt sur le bénéfice : + 0,3%
Impôt sur le capital : + 1,0%
Impôt à la source : + 5,4%

Le département des finances table sur des recettes fiscales globales, périodiques et non-périodiques, de **5 207,7 millions** au projet de budget 2008, en augmentation de **393,5 millions (8,2%)** comparé au budget 2007, et de **93,3 millions (1,8%)** par rapport aux comptes 2006.

Impôts sur les personnes physiques

Le projet de budget fixe l'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques à 3 471,4 millions, dépassant de 251,9 millions (7,8%) le budget 2007 et en augmentation de 239,4 millions (7,4%) comparé aux comptes 2006. Le présent projet se situe à 38,2 millions (1,1%) en dessous de la projection du compte 2007.

Le bond en avant est donc la conséquence de la **mise à jour des estimations 2007**, et non du taux de croissance 2008. Ce dernier demeure prudemment modéré, tenant ainsi compte de l'analyse du GPE qui prévoit un ralentissement de la croissance en 2008 (voir tableau ci-dessous).

Impôts par année fiscale actualisés à fin juillet 2007

	2005	2006	2007	2008
PP IBO	2'474.0	2'551.6	2'611.1	2'680.5
Taux de croissance		3.1%	2.3%	2.7%
Impôt à la source	562.4	640.6	710.5	748.8
Taux de croissance		13.9%	10.9%	5.4%
Total PP	3'036.5	3'192.2	3'321.5	3'429.3
Taux de croissance		5.1%	4.1%	3.2%

Une part importante de cette augmentation de la base d'estimation provient de **l'impôt à la source**. En effet, une meilleure analyse de cet impôt, rendue possible par la mise à disposition de données plus précises, a conduit à augmenter considérablement le montant qui lui revient dans le projet de budget 2008.

C'est l'élément principal de ce dépassement, représentant à lui seul un accroissement de 140,4 millions par rapport au budget 2007.

(Les arrondis peuvent modifier les totaux)	COMPTE 2004	COMPTE 2005	COMPTE 2006	BUDGET 2007	PBUDGET 2008	ECARTS			
						PB08-B07		PB08-C06	
						millions	%	millions	%
Impôt courant sur le revenu et la fortune	2'353.8	2'429.2	2'512.1	2'561.2	2'680.4	119.2	4.7%	168.3	6.7%
Impôt à la source	584.0	554.9	596.7	608.5	748.9	140.4	23.1%	152.2	25.5%
Sous-total impôt courant	**2'937.8**	**2'984.1**	**3'108.8**	**3'169.7**	**3'429.3**	**259.6**	**8.2%**	**320.5**	**10.3%**
Correctif des estimations	**-27.7**	**36.8**	**62.6**					**-62.6**	***///***
Impôt sur prestation en capital	26.7	24.1	21.7	23.0	24.5	1.5	6.5%	2.8	13.1%
Rectifications de taxations	7.4	-20.2	17.1	10.0	5.6	-4.4	***///***	-11.5	***///***
Amendes et majorations	16.4	9.4	15.4	10.0	5.2	-4.8	***///***	-10.2	***///***
Sous-total autres éléments	**50.5**	**13.2**	**54.2**	**43.0**	**35.3**	**-7.7**	***///***	**-18.9**	***///***
Sous-total impôt PP avant écriture de régularisation	**2'960.5**	**3'034.1**	**3'225.6**	**3'212.7**	**3'464.6**	**251.9**	**7.8%**	**239.0**	**7.4%**
Ecriture de régularisation reliquat		-139.5							
Taxe personnelle	**6.0**	**6.0**	**6.4**	**6.8**	**6.8**	**0.0**	***///***	**0.4**	**5.7%**
TOTAL IMPÔT PP	**2'966.5**	**2'900.6**	**3'232.0**	**3'219.5**	**3'471.4**	**251.9**	**7.8%**	**239.4**	**7.4%**

Impôt sur les personnes morales

L'impôt sur le bénéfice et le capital des personnes morales s'élève à **1 156,5 millions**, en augmentation de 90,3 millions (8,5%) par rapport au budget 2007, et en baisse de 158,9 millions (12,1%) comparé aux comptes 2006. A l'instar de l'impôt sur les personnes physiques, la croissance de 8,5% par rapport au budget 2007 est relativisée lorsqu'on observe le taux de croissance 2008 de 0,4%, après prise en compte de l'effet de base 2007.

Quant à la baisse du projet de budget en comparaison des comptes 2006, elle s'explique principalement par les **différentiels d'estimation de 159,7 millions enregistrés dans les comptes 2006**. En réalité, le projet de budget 2008 progresse légèrement par rapport aux deux années précédentes. Il faut néanmoins noter que le niveau atteint en 2006 représente un record historique, et son maintien est en soi un excellent résultat (cf. tableau ci-dessous).

Impôts par année fiscale actualisés à fin juillet 2007

	2005	2006	2007	2008
PM	1'116.9	1'137.1	1'146.3	1'150.9
Taux de croissance		1.8%	0.8%	0.4%

(Les arrondis peuvent modifier les totaux)	COMPTE 2004	COMPTE 2005	COMPTE 2006	BUDGET 2007	PBUDGET 2008	ECARTS			
						PB08-B07		PB08-C06	
						millions	%	millions	%
Impôt courant sur le bénéfice	655.8	786.1	910.8	872.4	945.4	73.0	8.4%	34.6	3.8%
Impôt courant sur le capital	178.7	175.4	191.3	188.7	205.6	16.9	8.9%	14.3	7.5%
Sous-total impôt courant	**834.5**	**961.5**	**1'102.1**	**1'061.2**	**1'151.0**	**89.8**	**8.5%**	**48.9**	**4.4%**
Correctif des estimations	**53.1**	**71.9**	**159.7**					-159.7	///
Rectifications de taxations	-19.8	13.4	52.3	5.0	3.5	-1.5	///	-48.8	-93.3%
Amendes et majorations	7.3	3.4	1.3	0.0	2.0	2.0	///	0.7	55.5%
Sous-total autres éléments	***-12.5***	***16.8***	***53.6***	***5.0***	***5.5***	**0.5**	///	-48.1	///
Ecriture de régularisation reliquat		-14.2							
TOTAL IMPÔT PM	**914.7**	**1'036.0**	**1'315.4**	**1'066.2**	**1'156.5**	**90.3**	**8.5%**	**-158.9**	**-12.1%**

/// : non significatif

Impôts non-périodiques

Le **dynamisme du secteur immobilier** en 2006 continue d'être jugé bon. Le département des finances table sur une conjoncture favorable également en 2008, notamment au vu du résultat des comptes 2006 et des résultats des huit premiers mois de l'année, qui sont très supérieurs aux montants inscrits au budget 2007. La vitalité du marché immobilier, fondée notamment sur une forte expansion du marché des appartements en PPE, devrait avoir un impact direct sur l'impôt sur les bénéfices et gains immobiliers, les droits d'enregistrements et, dans une moindre mesure, sur l'impôt immobilier complémentaire.

L'impôt sur le bénéfice et gains immobiliers (impôts spéciaux) et **l'impôt sur les enregistrements**, qui reflètent principalement le volume des affaires et des transactions, devraient s'élever respectivement à 71,0 millions et 178,0 millions, soit les montants enregistrés en 2006, avec une progression de 11,0 millions (18,3%) et 16,0 millions (9,9%) par rapport au budget 2007, fortement sous-évalué.

L'impôt immobilier complémentaire, ou impôt foncier, davantage lié à l'expansion du parc immobilier et à sa valorisation qu'au volume des transactions, se fixe à 108,0 millions, soit au même niveau que le montant prévu au budget 2007. Il progresse de 5,2 millions (5,1%) par rapport au résultat 2006.

Globalement, le projet de budget fixe le montant de ces trois impôts liés au marché immobilier à **357,0 millions**, contre 330,0 millions au budget 2007 sous-évalué, constituant une progression de 27,0 millions de francs (8,2%). Par rapport aux comptes 2006, la croissance est de 5,2 millions (1,5%).

Quant à **l'impôt sur les successions**, il s'élève à 95,0 millions. Il est conforme au résultat 2006 et en augmentation de 20,4 millions (27,3%) par rapport au budget 2007.

(Les arrondis peuvent modifier les totaux)	COMPTE 2004	COMPTE 2005	COMPTE 2006	BUDGET 2007	PBUDGET 2008	ECARTS			
						PB08-B07		PB08-C06	
						millions	%	millions	%
Impôts fonciers	101.3	108.7	102.8	108.0	108.0	0.0	0.0%	5.2	5.1%
Impôts spéciaux	31.5	46.5	70.8	60.0	71.0	11.0	18.3%	0.2	0.3%
Produit de l'enregistrement et timbre	166.2	170.2	178.2	162.0	178.0	16.0	9.9%	-0.2	-0.1%
Produit des successions	248.8	145.3	95.4	74.6	95.0	20.4	27.3%	-0.4	-0.4%
Autres impôts cantonaux	105.5	115.8	119.8	123.9	127.8	3.9	3.1%	8.0	6.7%
TOTAL AUTRES IMPÔTS	**653.3**	**586.5**	**567.0**	**528.5**	**579.8**	**51.3**	**9.7%**	**12.8**	**2.3%**

Les **autres impôts cantonaux**, qui sont composés principalement de l'impôt sur les véhicules, devraient augmenter de 3,9 millions (3,1%) au regard du budget 2007.

Au total, l'ensemble des autres impôts se monte à 579,8 millions, en progression de 51,3 millions (9,7%) par rapport au budget 2007, et de 12,8 millions (2,3%) comparé au résultat 2006.

Impôt fédéral direct

Dans le sillage des impôts cantonaux, la part cantonale (17%) de l'impôt fédéral direct s'établit à **255,1 millions**, en progression de 25,7 millions (11,2%) par rapport au budget 2007 et en baisse de 30,5 millions (10,7%) comparé au résultat 2006.

Cette baisse provient des différentiels importants enregistrés dans les comptes 2006, qui ne sont pas reconduits au projet de budget 2008 (par principe, les différentiels d'estimation ne peuvent figurer dans budget).

6. Caractéristiques nouvelles d'un budget incomparable

Le Conseil d'Etat a souvent décrit l'année 2008 comme celle de tous les dangers. Pour l'heure, le budget 2008 aura surtout été celui de toutes les complications! Ce projet de budget concrétise une série de décisions politiques prises au niveau communal, cantonal et fédéral, qui lui donnent des caractéristiques nouvelles qui rendent, sinon impossibles, du moins très délicates, des comparaisons pertinentes avec les exercices antérieurs.

Pour mémoire ces décisions sont les suivantes :

- L'entrée en vigueur de la **nouvelle péréquation financière inter-cantonale (RPT)**, accompagnée d'autres mesures de transferts des charges de la Confédération sur les cantons. *(Page 28)*
- L'accord passé, le 21 juin, entre le Conseil d'Etat, l'ACG et la Ville de Genève sur un **transferts de charges et de recettes** pour la période 2008-2009 qui remplace les mesures décidées par le Grand Conseil pour les exercices 2006 et 2007 (numéro de la loi). *(Page 29)*
- La suppression des **doublons Ville-Etat** en matière de subventionnement et de contrôle des institutions sociales, qui a profondément modifié la répartition des compétences dans ce domaine entre les deux collectivités. *(Page 30)*
- L'acceptation par le peuple genevois des **transferts d'actifs** concernant l'AIG, les TPG et les SIG le 17 juin 2007. *(Page 30)*
- L'entrée en vigueur des **normes IPSAS** au 1er janvier 2008, décidée par le Grand Conseil le 20 mai 2005. *(Page 31)*

Ces décisions ont des effets importants, tant sur les charges que les recettes, qui exigent que le gouvernement maîtrise bien les conséquences de chacune d'entre elles pour s'assurer que les objectifs qu'il s'est fixés puissent être atteints.

Facture de la RPT

Au mois de juillet 2007, l'administration fédérale a transmis les montants des versements compensatoires au titre de la RPT pour l'année 2008. A ce titre, le canton de Genève, ayant un indicateur des ressources supérieur à la moyenne nationale, doit contribuer à la péréquation des ressources, instruments visant à la diminution des disparités financières cantonales, pour un montant de 329.3 millions. Il est ainsi le 2e canton contributeur, derrière Zurich.

En contrepartie, le canton reçoit au titre de la compensation des charges excessives 69,7 millions pour le domaine de la structure de la population (prise en compte de la pauvreté, la structure d'âge et l'intégration des étrangers) et 30,4 millions pour le domaine ville-centre (prise en compte de la taille de la commune, la densité de la population et du taux emploi).

Pour le budget 2008, la mise en place du nouveau système de péréquation représente un coût de 229,3 millions.

Le canton doit également contribuer à la dotation du système de compensation des cas de rigueur, mécanisme permettant de diminuer les impacts de l'entrée en vigueur de la RPT pour les cantons à faible potentiel de ressources, pour un montant de 6,9 millions. **Au total, la contribution nette du canton atteint 236,1 millions**.

Cette charge supplémentaire est en partie compensée par l'abandon du système de péréquation actuel. Ce dernier inclut le désenchevêtrement de certains domaines d'activités, soit une nouvelle répartition des compétences et des responsabilités entre la Confédération et les cantons ainsi que l'abandon des suppléments péréquatifs basés sur l'indice de capacité financière.

Pour l'année 2008, ces modifications représentent un **allègement de 114,5 millions** (106,3 pour le budget de fonctionnement et 8,2 pour les investissements). A ces impacts s'ajoute également, suite aux transferts des actifs des routes nationales à la Confédération, une diminution des amortissements de - 21,9 millions.

De l'abandon du système de péréquation découle la prise en charge des prestations collectives a posteriori de l'assurance-invalidité. Suite aux dernières décisions des Chambres fédérales, le canton de Genève doit s'acquitter **d'un montant supplémentaire de 42,4 millions**, montant entièrement compensé par une dissolution de la provision constituée durant les années 2006 et 2007.

Au final, l'entrée en vigueur de la RPT se concrétise dans le budget de fonctionnement 2008 par des charges supplémentaires de 291,8 millions et des recettes supplémentaires de 183,9 millions. Il s'en suit une détérioration du résultat de 107,9 millions. L'impact total représente un coût de 99,7 millions.

Ce chiffre est plus élevé que les 95 millions figurant au dernier bilan global de la Confédération, ce dernier montant indiquant quelles auraient été les conséquences de l'introduction du système en 2004/2005. On relèvera enfin que le coût de la RPT est destiné à augmenter au cours des prochaines années.

Accord entre l'Etat et les communes

L'accord passé entre l'Etat et les communes genevoises a pour objectif de faire face, de façon transitoire, à une augmentation pour l'Etat des coûts de la solidarité, au sens large, et des coûts financiers dus à la nouvelle péréquation et répartition des tâches entre la Confédération et les cantons, au moyen d'une participation financière appropriée des communes, estimée globalement à **60,1 millions** de francs en 2008.

Cet accord a été concrétisé par une série de projets de loi qui ont été déposés par le Conseil d'Etat devant le Grand Conseil, le 28 juin 2007.

Ce dispositif provisoire est destiné à aboutir, à l'horizon de l'année 2010, à une meilleure répartition des compétences entre l'Etat et les communes ainsi qu'à un nouveau système de péréquation financière intercommunale remédiant aux défauts du système actuel.

C'est ainsi que les sources de financement du **Fonds d'équipement communal** (FEC) sont modifiées, en attribuant l'essentiel de son financement aux communes elles-mêmes. De nouvelles tâches intercommunales sont attribuées au fonds, antérieurement assumées par l'Etat.

L'accord se décline en 10 mesures :

1. Suppression de la part de l'impôt sur les bénéfices et les gains immobiliers versée par l'Etat aux communes.

2. Prorogation du régime actuel de participation des communes aux frais de perception, à concurrence de 4,5% des montants perçus chaque année, et versement au FEC du tiers des revenus découlant de cette participation.

3. Suppression définitive de l'affectation au FEC d'une part des droits d'enregistrement.

4. Prorogation de la participation des communes à la compensation financière en faveur des collectivités locales françaises à concurrence d'un tiers, et versement au FEC d'un quart des revenus découlant de cette participation.

5. Modification des statuts du FEC, dont les éléments essentiels sont les suivants:

- Participation au financement de prestations publiques intercommunales, de nature cantonale à hauteur de 17 millions/an.
- Prorogation pour deux ans de la suspension de la rémunération du capital actif du FEC.

6. Reprise par le FEC du financement de la création de places de crèches, préalablement assumé par l'Etat .

7. Reprise par le FEC, puis par les communes, du financement du GIAP (activités parascolaires), la part de l'Etat passant de 50 % à 10 %.

8. Transfert aux communes des tâches opérationnelles dans le domaine de la sécurité civile, assumées préalablement par l'Etat .

9. Reprise par les communes du financement de la signalisation verticale non lumineuse.

10. Reprise par le FEC des subventions d'investissement pour la construction des écoles enfantines et primaires.

Répartition Ville - Canton des subventions « social-santé »

La loi répartissant les subventions dans le domaine social-santé entre la Ville de Genève et l'Etat a été adoptée le 30 novembre 2006. Suite au moratoire d'une année souhaité par le Conseil municipal de la Ville de Genève, cette nouvelle répartition sera effective au 1er janvier 2008.

Elle implique, pour le budget 2008, de nombreux mouvements concernant les subventionnés. Certains disparaissent et leur subvention est reprise par la Ville de Genève. D'autres voient leur subvention augmentée de la part jusqu'alors assumée par cette dernière.

Si la neutralité générale des coûts est assurée pour l'Etat, cette nouvelle répartition modifie très sensiblement les critères et les montants attribués à certaines entités subventionnées. Elle permettra de simplifier considérablement les procédures de subventionnement et de contrôle pour plus d'une centaine d'institutions genevoises.

Transferts d’actifs

L’acceptation par le peuple, le 17 juin 2007, des transferts d’actifs à l’AIG, à SIG et aux TPG se solde par une baisse des charges de 119,4 millions de francs et une diminution des revenus de fonctionnement de 121,9 millions en 2008. Les transferts d'actifs ont ainsi un impact négatif global sur le résultat net de **2,5 millions** en 2008. Le budget 2007 intègre déjà les effets sur le compte de fonctionnement des transferts à l’AIG et aux TPG.

7. Impacts de la mise en œuvre des normes comptables IPSAS

L'introduction des normes comptables internationales pour le secteur public (ci-après, normes IPSAS) engendre une modification fondamentale de la structure des états financiers. Alors que la pratique liée au modèle harmonisé de comptabilité des collectivités publiques suisses (MCH) était principalement axée sur le compte de fonctionnement, notamment sur le solde de ce dernier, le passage aux normes IPSAS implique de considérer chacun des éléments constitutifs des états financiers comme ayant une importance équivalente.

Les états financiers sont composés du compte de fonctionnement, du compte des investissements, du bilan, du tableau de flux de trésorerie, du tableau de variation des capitaux propres, des notes annexes aux états financiers ainsi que du rapport du réviseur. Ils ont pour objectif d'appréhender globalement la situation et les performances financières de l'Etat de Genève et de permettre aux lecteurs et décideurs de se forger leur propre opinion.

Dans cette perspective, la présentation doit notamment répondre aux caractéristiques qualitatives de l'intelligibilité, de la comparabilité, de la fiabilité, de la prééminence de la substance sur la forme, de la neutralité et de l'exhaustivité. Elle doit donc être synthétique, compréhensible par des lecteurs ayant une connaissance raisonnable de la comptabilité et exempte de commentaires subjectifs et d'opinions.

Au moment de l'établissement du budget, parmi les éléments constitutifs, seuls le budget de fonctionnement, le budget d'investissement, le tableau prévisionnel de flux de trésorerie, le tableau prévisionnel de variation des capitaux propres et les notes annexes sont présentés.

À relever que la caractéristique de comparabilité n'est pas garantie dans le cadre de l'établissement du projet de budget 2008 en raison du fait que ni le budget 2007, ni le compte 2006 n'ont été retraités en fonction des normes IPSAS. Toutefois, la comparabilité sera garantie dans le cadre de l'établissement des états financiers 2008 (mars 2009).

Clés de lecture des nouveaux états financiers

Le **budget de fonctionnement** doit offrir une image fidèle de la performance financière de l'Etat de Genève. Il est composé des revenus et des charges de fonctionnement et enregistre les opérations selon le principe de la comptabilité d'exercice. Le solde du budget de fonctionnement est le résultat net.

La présentation doit être synthétique, ce qui implique de regrouper les données selon une classification plus agrégée que celle prévue par le plan comptable. Elle doit permettre une analyse par étape du résultat net, afin de mieux appréhender la nature des activités de l'Etat de Genève. Elle met ainsi en évidence un **résultat d'exploitation** correspondant à l'activité principale et périodique de l'Etat de Genève. Les opérations liées au **financement de l'Etat** de Genève doivent être isolées. Enfin, les éléments d'ajustement relatifs à des erreurs comptables commises dans le passé ou à des changements de méthodes comptables doivent également être identifiés.

Lors de l'élaboration du budget, aucun élément d'ajustement n'est prévu par hypothèse.

Le **budget d'investissement** doit offrir une image fidèle de l'évolution de la situation financière du patrimoine administratif, c'est-à-dire des actifs affectés de manière durable à l'exécution d'une tâche publique. Il est composé des recettes et dépenses d'investissement et enregistre les opérations selon le principe de la comptabilité d'exercice. Le solde du budget d'investissement est l'investissement net.

Pour faciliter la compréhension des mouvements du patrimoine administratif, la présentation du budget d'investissement emprunte la même classification que celle proposée au bilan de l'Etat de Genève. Il s'agit d'une rupture avec la pratique MCH qui utilisait une classification axée sur le droit budgétaire.

Élément entièrement nouveau avec l'introduction des normes IPSAS, le **tableau de flux de trésorerie** permettra d'appréhender dans les comptes les variations des liquidités durant l'exercice, en montrant de quelles manières elles sont générées et pour quelles activités elles sont utilisées. Il offrira ainsi un point de vue complémentaire aux informations relatées dans les comptes de fonctionnement et d'investissement.

Autre élément entièrement nouveau, le **tableau de variation des capitaux propres** documentera l'évolution des fonds propres de l'Etat de Genève, à savoir le résultat net de l'exercice, les attributions et prélèvements sur les fonds propres affectés, notamment les financements spéciaux ainsi que les variations de valeur des actifs sans impact sur le compte de fonctionnement, par exemple les gains et pertes comptables non réalisées sur les titres du patrimoine financier.

Outre des descriptifs succincts de l'Etat de Genève et des méthodes comptables utilisées, les **notes annexes** contiennent des informations complémentaires - et plus détaillées - sur les postes figurant dans les tableaux principaux. Grâce à une systématique de note, le lecteur est renvoyé des tableaux principaux vers les notes annexes de façon à découvrir des compléments d'informations. Par ailleurs, les notes fournissent des informations par secteur d'activité, sur les engagements conditionnels, sur la gestion des risques financiers.

Les notes annexes ne contiennent aucune appréciation, car elles doivent pouvoir être auditées par le réviseur de l'Etat de Genève.

Lors de l'élaboration budgétaire, certains tableaux ne peuvent être documentés, en raison notamment du fait qu'aucun bilan prévisionnel n'est établi.

Impacts financiers

L'introduction des normes IPSAS à l'Etat de Genève induit plusieurs effets sur ses états financiers. Ces effets ont été pris en compte dans le cadre de l'élaboration du budget 2008 et sont résumés par thèmes comme suit (hors imputations internes):

		Fonctionnement			Investissement		
		Charges	Revenus	Total	Dépenses	Recettes	Total
Prestations aux collaborateurs		10.1	18.8	**8.7**	-	-	-
Immobilisations	*Immobilisations corporelles*	90.7	5.1	**-85.6**	-	-	-
	Activation charges personnel, immo. incorporelles	-13.6	-	**13.6**	13.6	-	**-13.6**
	Recette d'investissement TCMC	-	-	-	-	-65.0	**-65.0**
Location-financement		27.9	27.9	-	-	40.6	**40.6**
Provisions	*CEVA*	-16.1	-	**16.1**	-	-	-
	Actualisation de la provision FdV	4.2	-	**-4.2**	-	-	-
Subventions non monétaires		20.4	20.4	-	-	-	-
Fonds	*Fonds alloués par des tiers avec conditions*	1.0	1.0	-	-	-	-
	Fonds propres affectés	1.3	-1.7	**-3.0**	3.0	0.6	**-2.4**
Transfert fonctionnement - investissement		7.0	0.6	**-6.4**	-6.5	-0.1	**6.4**
Divers	*Compensation fin. aux communes françaises*	-60.1	-60.1	-	-	-	-
	Charges et revenus non budgétisés	0.4	0.4	-	-	-	-
	HESSO et HESS2	1.9	1.9	-	-	-	-
	Divers	-0.4	0.2	**0.5**	1.6	-	**-1.6**
Total des effets IPSAS		**74.6**	**14.4**	**-60.2**	**11.7**	**-23.9**	**-35.7**

- **Prestations aux collaborateurs**

Dans le cadre des salaires, l'impact résulte principalement de la mise en application du principe d'échéance.

La comptabilisation des charges dues au Plend était réalisée en fonction des décaissements et non pas en totalité lors de la prise du Plend. Il en résulte une diminution des charges de 12,3 millions de francs, puisque ces dernières auraient dues être reconnues précédemment.

Les pensions des magistrats étaient également enregistrées comme charges au moment de leur décaissement. Avec IPSAS, ces pensions sont valorisées et provisionnées et la variation nette sur l'exercice 2008 implique une augmentation de charges de l'ordre de 4,1 millions de francs.

Enfin, une dissolution de provision de 0,5 million de francs est estimée pour les heures supplémentaires.

- **Immobilisations**

Les normes IPSAS génèrent 90,7 millions de francs d'amortissements supplémentaires. L'augmentation des amortissements résultent des éléments suivants :

- Réévaluation des actifs.
- Amortissements dès la mise en service de l'actif.
- Activation par composantes.
- Modification des durées d'amortissement afin de correspondre à la durée d'utilité des composantes.

Concernant les subventions d'investissement reçues, elles n'ont pas été réévaluées en fonction de la réévaluation du patrimoine immobilier de l'Etat. Quant aux produits différés liés aux subventions d'investissement, une simulation a été réalisée sur la base des subventions concernant le DIP, le DES, le développement du réseau de trams et le CEVA. Cette simulation donne un montant global de produit différé de 5,1 millions de francs.

Certaines charges de personnel internes doivent également être activées dans le cadre de projets spécifiques. C'est le cas également concernant d'autres types de charges devant être activées dans le cadre d'immobilisations incorporelles. Il en résulte un transfert du fonctionnement vers l'investissement pour un montant global de 13,6 millions de francs.

Enfin, les recettes d'investissement doivent être enregistrées selon le principe d'échéance et non à l'encaissement à l'instar des dépenses d'investissement. Ainsi, les recettes concernant les travaux du tram Cornavin - Meyrin - CERN (TCMC) sont diminuées de 65,0 millions de francs. Le montant annuel inscrit en recette correspond bien au taux de subventionnement admis, soit 50% du montant des dépenses.

- **Location-financement**

Les bâtiments des HUG ainsi que ceux de l'Université sont suffisamment spécifiques pour entrer dans la catégorie de « location-financement » ou leasing. Cela implique les changements suivants pour l'Etat :

- Reconnaissance d'une créance envers l'entité en lieu et place de l'immobilisation.
- Suppression de l'amortissement et comptabilisation d'une subvention non monétaire afin que l'entité puisse assumer cet amortissement. Cette subvention doit donner les moyens à l'entité de rembourser sa créance vis-à-vis de l'Etat de Genève. L'effet est de 40,6 millions de francs.
- Reconnaissance de revenus d'intérêts avec en regard une subvention non monétaire afin que l'entité puisse assumer le service de la dette. L'effet est de 27,9 millions de francs.
- Ces changements n'ont pas d'impact sur le résultat net de l'Etat mais ont un impact sur le compte d'investissement qui enregistre une recette de 40,6 millions de francs correspondant au remboursement de la créance résultant de la location-financement.
- Il est à relever que cela n'équivaut en aucun cas à un transfert de propriété juridique du bien (même après remboursement complet de la location-financement) mais à la reconnaissance de la réalité économique.

- **Provisions**

Une provision avait le caractère de réserve et ne résulte pas de la définition stricte des provisions. Ils s'agit de la réserve CEVA dont l'attribution doit être enregistrée après détermination du résultat. Cette réserve sera considérée comme un fonds propre affecté (voir la note ci-après sur les fonds). L'effet sur le budget 2008 est de 16,1 millions de francs.

Pour autant que les montants soient significatifs, il doit être procédé à l'actualisation des provisions pour risque et charges. L'actualisation consiste à déterminer la valeur aujourd'hui d'une série de flux de liquidités qui se produiront dans le futur, en prenant en compte le gain d'opportunité lié au fait que ces décaissements se produiront dans le futur, et non pas aujourd'hui (valeur temps de l'argent). C'est le cas concernant la

provision pour pertes de la Fondation de valorisation des actifs de la BCGe. L'effet est de 4,2 millions de francs de constitution de la provision.

- **Subventions non monétaires**

Les subventions non monétaires doivent être reconnues de manière systématique dans le cadre du budget de l'Etat. Ces subventions concernent principalement la mise à disposition gratuite de locaux, de personnel ou de matériel informatique. Un revenu du même montant est reconnu en contrepartie. Ces subventions non monétaires (hors location-financement) représentent un montant de 20,4 millions de francs sans effet sur le résultat net de l'Etat.

- **Fonds**

D'importants changements de pratique sont intervenus dans le cadre de la comptabilisation des charges et des revenus liés aux fonds. Pour ce faire, la typologie suivante a été définie :

- Fonds alloués par des tiers sans condition (anciennement fonds spéciaux).
- Fonds alloués par des tiers avec conditions (anciennement fonds spéciaux).
- Fonds propres affectés (anciennement financements spéciaux, provisions à caractère de réserve ainsi que certains fonds alimentés par le compte d'investissement).
- La première catégorie n'a pas d'effet sur le budget de fonctionnement. En effet, ceux existant auront dus être reconnus comme des revenus et viendront donc impacter le bilan d'entrée dans le cadre des comptes 2008.

Les fonds correspondant à la deuxième catégorie ne faisaient pas l'objet de budgétisation puisqu'ils étaient gérés par le biais du compte de bilan. Avec les directives d'application DiCo-GE, les charges résultant de ces fonds ont été budgétisées ainsi qu'un produit différé du même montant. Il n'y a aucun effet sur le résultat net.

Les fonds propres affectés sont quant à eux gérés comme des réserves après attribution du résultat et non plus équilibrés par le biais des natures 38 et 48. L'effet net sur le budget est négatif de 3,0 millions de francs.

- **Transfert entre le fonctionnement et l'investissement**

Des transferts ont été effectués entre le fonctionnement et l'investissement. Ils résultent soit de charges ne correspondant pas à la définition d'élément activable soit de dépenses pouvant être activées dans le cadre de projets. Le transfert net est de 6,4 millions de francs de l'investissement vers le fonctionnement.

- **Divers**

La part des communes genevoises pour la compensation financière en faveur des communes frontalières genevoises ne doit pas être enregistrée en revenu et en charge dans les comptes de l'Etat. Le montant est de 60,1 millions de francs sans effet sur le résultat net de l'Etat de Genève.

8. Politique d'investissements

Le budget de l'exercice 2008 est marqué par la mise en œuvre du « règlement sur les investissements », entré en vigueur le 30 novembre 2006, qui prévoit la présentation des investissements sous forme de projets de loi.

A savoir :

1) des projets de loi pour des « **crédits d'ouvrage ou d'acquisition** » ou « **dépenses nouvelles** »

   Les crédits y relatifs sont destinés aux financements d'actifs nouveaux ou à l'extension substantielle d'actifs existants. Ils correspondent aux crédits « Grands-Travaux » (GT) selon l'ancienne terminologie.

2) des projets de loi pour des « **crédits de programme** » ou « **dépenses liées** »

   Les crédits de programme remplacent les crédits présentés antérieurement dans le cadre de la loi budgétaire annuelle (LBA). Ils sont destinés au renouvellement des actifs ou à l'extension limitée d'actifs existants. Leur durée de validité maximale est fixée à 4 ans, contrairement aux anciens crédits de la LBA dont la disponibilité était limitée à l'exercice budgétaire. Il convient toutefois de souligner que, pour la première application du règlement sur les investissements, les crédits de programme couvrent une période ramenée à 3 ans afin de la faire coïncider avec le cycle législatif.

La généralisation à tous les investissements d'une budgétisation pluriannuelle constitue une avancée importante dans la mesure où elle permet une meilleure planification à moyen terme des investissements et facilitera les nécessaires arbitrages entre les projets (possibilité de réallocation budgétaire dans le cadre de l'enveloppe du crédit considéré). Signalons à cet égard que l'administration s'est dotée d'une instance transversale d'arbitrage - la commission de priorisation des investissements - composée des principaux acteurs dans le domaine des investissements.

Les **crédits de programme** établis dans le cadre du présent budget, d'une durée de 3 ans et qui couvrent la période 2008 - 2010, sont au nombre de 16 :

- 10 crédits de programme « départementaux » destinés à l'acquisition de biens d'investissement courants ou spécifiques pour les entités suivantes :

  Grand Conseil
  Pouvoir judiciaire
  Chancellerie
  Finances
  Instruction publique
  Institutions
  Constructions et technologies de l'information
  Territoire
  Solidarité et emploi
  Économie et santé

- 3 crédits de programme « Etat » relatifs à des biens d'investissement spécialisés qu'il est nécessaire de traiter distinctement :

  Direction des bâtiments
  Direction du génie civil
  Centre des technologies de l'information

- 3 crédits de programme pour les investissements liés des établissements publics autonomes suivants :

  Université de Genève
  Hôpital universitaire de Genève
  Fondation pour les terrains industriels de Genève

Pour appréhender les évolutions du budget 2008, il est important de noter qu'il n'existe pas une correspondance parfaite entre les dépenses qui ressortaient de la LBA et les actuels crédits de programme. Il apparaît en effet que certaines dépenses préalablement prévues dans un projet de loi (GT) ont été transférées vers les crédits de programme, ou inversement, afin de se conformer au règlement sur les investissements (ex: maintenance des ascenseurs, extension du parc informatique).

D'autre part, les crédits encore en vigueur relevant du train annuel des lois d'investissement ont été classés dans la catégorie des crédits d'ouvrage / acquisition.

La mise en œuvre du règlement sur les investissements est indissociable d'autres mesures de réorganisation parmi lesquelles il faut citer :

La **centralisation auprès du DCTI des flux relevant de la gestion de projets** (investissements et charges liées) laquelle s'inscrit dans le cadre de la centralisation de la fonction Finances, décidée par le Conseil d'Etat.

La généralisation de la **gestion des investissements par projet** qui implique le déploiement du module ad hoc de la CFI à l'ensemble des flux concernés.

L'adoption d'un **nouveau plan comptable** pour les investissements (dépenses et recettes) et les comptes de bilan. Ce plan comptable est issu des travaux de la Conférence des directeurs cantonaux des Finances dans le cadre de la mise à jour du modèle comptable harmonisé pour les cantons et les communes (MCH2). En outre, celui-ci a été adapté en vue de l'application des normes IPSAS.

Les **normes IPSAS** qui introduisent des besoins d'information plus étendus tels que la distinction entre les immobilisations corporelles et incorporelles, la séparation entre les actifs en cours de réalisation et les actifs en exploitation, l'amortissement des immobilisations selon leur durée de vie effective, etc.

La mise en place du **module de la CFI dédié à la gestion des immobilisations** par objet ou groupe d'objets qui recense également les composants des actifs complexes comme les bâtiments et les constructions de génie civil.

Corollairement à l'introduction des mesures précitées, il a été nécessaire d'adopter une structure de numérotation des projets permettant d'assurer un suivi approprié des investissements et des immobilisations. En l'occurrence, le numéro de projet est structuré de la manière suivante :

a) un **préfixe** permettant de classer les investissements par genre :

   les crédits d'ouvrage ou d'acquisition (10)
   les crédits de programme (20)
   les participations permanentes / dotations (30)
   les prêts (40)

b) le **numéro de la loi** dans laquelle s'inscrit le crédit d'investissement

c) le **code interne** du projet (arborescence des sous-projets)

Illustration : projet d'investissement n° 1010027 (crédit d'acquisition 10 + n° du PL 10027)

Situation des investissements 2008

Dépenses :	Comptes 2006	Budget 2007	PB 2008 Hors IPSAS	ECART PB 2008 Hors IPSAS / Budget 2007	Impacts IPSAS	TOTAL PB 2008 (yc IPSAS)
Crédits d'ouvrage (hors trams)	172'333'225	387'382'823	359'740'178	-27'642'645	-3'904'308	355'835'870
Trams	41'308'879	52'700'000	105'150'000	52'450'000		105'150'000
Crédits d'ouvrage autofinancés	18'342'737	57'500'000	14'600'000	-42'900'000		14'600'000
Crédits de programme	142'324'900	174'693'138	256'352'020	81'658'882	8'140'700	264'492'720
Dotations et prêts	70'746'506	49'486'800	54'895'000	5'408'200	7'500'000	62'395'000
Autres investissements	8'788'593	8'236'457		-8'236'457		0
Dépenses brutes Avant transferts d'actifs et réduction globale	**453'844'840**	**729'999'218**	**790'737'198**	**60'737'980**	**11'736'392**	**802'473'590**
Réduction globale		-225'000'000	-200'000'000	25'000'000		-200'000'000
Dépenses brutes avant transferts d'actifs	**453'844'840**	**504'999'218**	**590'737'198**	**85'737'980**	**11'736'392**	**602'473'590**
Transferts d'actif		3'126'850		-3'126'850		0
Dotations liées aux transferts d'actifs		24'000'000		-24'000'000		0
TOTAL Dépenses brutes	**453'844'840**	**532'126'068**	**590'737'198**	**58'611'130**	**11'736'392**	**602'473'590**
Recettes :						
Crédits d'ouvrage (hors trams)	15'130'375	4'945'000	22'743'592	17'798'592		22'743'592
Trams	-6'202'338	4'000'000	105'000'000	101'000'000	-65'000'000	40'000'000
Crédits d'ouvrage autofinancés	346'236	400'000	250'000	-150'000		250'000
Crédits de programme	3'686'452	31'442'000	11'865'599	-19'576'401	-75'000	11'790'599
Dotations et prêts	1'160'848	1'890'500	765'000	-1'125'500	41'159'638	41'924'638
Autres investissements	40'208'047	11'463'206		-11'463'206		0
Recettes brutes Avant transferts d'actifs	**54'329'620**	**54'140'706**	**140'624'191**	**86'483'485**	**-23'915'362**	**116'708'829**
Transferts d'actif		223'676'167	432'549'115	208'872'948		432'549'115
TOTAL Recettes brutes	**54'329'620**	**277'816'873**	**573'173'306**	**295'356'433**	**-23'915'362**	**549'257'944**
Investissements nets :						
Crédits d'ouvrage (hors trams)	157'202'849	382'437'823	336'996'586	-45'441'237	-3'904'308	333'092'278
Trams	47'511'217	48'700'000	150'000	-48'550'000	65'000'000	65'150'000
Crédits d'ouvrage autofinancés	17'996'501	57'100'000	14'350'000	-42'750'000		14'350'000
Crédits de programme	138'638'448	143'251'138	244'486'421	101'235'283	8'215'700	252'702'121
Dotations et prêts	69'585'659	47'596'300	54'130'000	6'533'700	-33'659'638	20'470'362
Autres investissements	-31'419'454	-3'226'749		3'226'749		0
Investissements nets Avant transferts d'actifs et réduction globale	**399'515'221**	**675'858'512**	**650'113'007**	**-25'745'505**	**35'651'754**	**685'764'761**
Réduction globale		-225'000'000	-200'000'000	25'000'000		-200'000'000
TOTAL Investissements nets Avant transferts d'actifs	**399'515'221**	**450'858'512**	**450'113'007**	**-745'505**	**35'651'754**	**485'764'761**
Transferts d'actif		-196'549'317	-432'549'115	-235'999'798		-432'549'115
TOTAL Investissements nets	**399'515'221**	**254'309'195**	**17'563'892**	**-236'745'303**	**35'651'754**	**53'215'646**

Investissements nets-nets	Comptes 2006	Budget 2007	PB 2008 Hors IPSAS	Impacts IPSAS	TOTAL PB 2008 (yc IPSAS)
TOTAL Investissements nets	399'515'221	254'309'195	17'563'892	35'651'754	53'215'646
Investissements nets autofinancés nat. 54-64	-17'996'501	-57'100'000	-14'350'000		-14'350'000
Investissements nets non-amortis nat. 500+510+52+58-62-68	-54'036'611	-74'498'623	-62'230'000	-2'340'000	-64'570'000
TOTAL Investissements nets-nets Après transferts d'actifs	**327'482'108**	**122'710'572**	**-59'016'108**	**33'311'754**	**-25'704'354**

Principales dépenses d'investissement prévues en 2008 :

Crédit de programme :	*CP*	*en millions*
Lignes de tramways - construction		105.2
Rénovation des bâtiments (y.c. subventions)	CP	66.0
Renouvellement & améliorations (TIC) informatique & télécommunication	CP	47.2
HUG - subvention	CP	45.9
Fondation logement FPLC - dotation		45.0
HUG maternité 3ème étape - construction		25.0
Réseau radio de la Police - équipement		21.9
CEVA - subvention		20.0
Collège Aimée Stitelmann - construction		18.0
Université - subvention	CP	18.0
CMU 5ème étape - construction		17.0
CO Drize - construction		15.0
Collège Sismondi - construction		15.0
Mesures OPB - construction		15.0
Extensions (TIC) informatique & télécommunication		12.0
EMS 2ème phase - subvention		12.0
CO Cayla - construction		11.7

Prise en compte de l'incidence des normes IPSAS sur l'enveloppe des investissements :

en millions

1. Dépenses : Incidence nette des reclassements Fonctionnement vers Investissement Investissement vers Fonctionnement	**+ 11.7**
2. Recettes : Trams : rattrapage de recettes, par le découvert au bilan * Locations-financement : remboursement de prêts Divers Total	 - 65.0 + 40.6 + 0.5 **- 23.9**
Incidence totale (1-2)	**+ 35.6**

** Les corrections portant sur des événements passés (avant 2008) sont effectuées par le bilan, sans transiter par le compte des investissements, afin de ne pas fausser les états financiers 2008*

Dépenses et recettes avant transferts d'actifs	AVANT IPSAS	Ajuste-ments IPSAS	APRES IPSAS
Dépenses brutes	790.7	+ 11.7	802.4
./. Recettes brutes	140.6	- 23.9	116.7
= Dépenses nettes	**650.1**	**+ 35.6**	**685.7**
./. Réduction globale	200.0		
= Investissements nets	**450.1**		
Enveloppe du PFQ	**450.0**		
Ajustements IPSAS	**+ 35.6**		
Enveloppe du PFQ ajustée	**485.6**		

Afin de neutraliser l'incidence des IPSAS, et de conserver un objectif d'investissement identique, il est nécessaire d'ajuster l'enveloppe ressortant du PFQ d'un montant d'environ F 36 millions pour la porter à F 486 millions. A contrario, la non prise en compte de cet ajustement reviendrait à réduire les investissements de l'Etat par rapport à l'objectif fixé avant l'introduction des normes IPSAS.

La réduction globale des investissements, de F 200 millions, est répartie dans les départements proportionnellement à leur volume de dépenses nettes, hors investissements autofinancés et transferts d'actifs.

Soulignons en outre que le PB 2008, hors incidences IPSAS et transferts d'actifs, respecte l'enveloppe des F 450 millions du PFQ.

Amortissement des immobilisations

Les normes IPSAS ont induit d'importants changements dans la définition des catégories d'immobilisations et de leurs durées d'amortissement. Elles sont définies comme suit :

Catégorie d'immobilisations *Méthode de l'amortissement linéaire*	**Durée en années**
Mobilier, machines, matériels de bureau	
Mobilier de bureau (équipement d'une place de travail) ……..	15
Appareils de bureau électriques ou mécaniques ……..	10
Appareils et matériels techniques	
Appareils scientifiques et pédagogiques ……	10
Equipements de garages et ateliers ……	15
Tailleuses, tronçonneuses, tondeuses, etc ……	10
Véhicules et matériels de transport	
Voitures ……	5
Motos, vélos ……	5
Camions ……..	10
Remorques et véhicules industriels ……	10
Autocars, bus ……	10
Autres véhicules spécialisés ……	15
Bateaux ……	20
Equipements informatiques	
Micro-informatique (poste fixe) ……	5
PC Portables ……..	3
Imprimantes de bureau ……	5
Imprimantes pour impressions de masse ……..	10
Serveurs ……..	8
Logiciels bureautiques ……..	5
Progiciels ……	15

Licences ……..	4
Equipements de télécommunication	
Téléphones fixes …….	5
Téléphones portables ……...	3
Equipements actifs de télécommunication …….	5
Câblages, fibres optiques …….	15
Terrains ……..	non amorti
Bâtiments	
- Gros œuvre 1 …….	70
Gros œuvre et ouvrages assimilés / Etudes d'exécution	
- Gros œuvre 2 …….	30
Façades / Toitures / Menuiseries extérieurs	
- Equipements techniques …….	25
Electricité / Chauffage - ventilation / Sanitaires / Ascenseurs	
- Aménagements intérieurs ……..	25
Second œuvre / Finitions intérieures	
Génie civil	
- Infrastructure / Gros œuvre / Canalisations…….	90
- Revêtement ……..	20
- Electromécanique route / tunnel ……..	15 / 10

Catégorie d'immobilisations (suite)	**Durée en années**
Méthode de l'amortissement linéaire	

Subvention d'investissement accordée	
Durée moyenne	
Construction Bâtiments …….	40
Construction Génie civil …….	60
Biens meubles …….	10

ou Durées selon composants (définis supra)	
Subvention d'investissement reçue	
Durée moyenne	
Construction Bâtiments ……..	40
Construction Génie civil ……..	60
Biens meubles ……..	10
ou Durées selon composants (définis supra)	

Avec l'entrée en vigueur des normes IPSAS, les amortissements sont constatés à la mise en service de l'immobilisation et non plus en fonction des dépenses constatées 2 ans auparavant, selon la méthode dite de l'amortissement N-2.

La charge d'amortissement 2008, compte tenu de l'application des normes IPSAS et des transferts d'actifs, est déterminée de la manière suivante :

(en millions)	Ajustement	Amortissement
Amortissement 2008 hors toutes mesures		277
Incidence du transfert d'actifs aux SIG	- 32	
Incidence du transfert d'actifs à la Confédération (RPT)	- 22	
Total	- 54	

Incidences des normes IPSAS		
Hausse d'amortissement due à :		
o l'évaluation des constructions à leur coût présumé correspondant à la valeur de remplacement nette (évaluation EPIE effectuée en 2004) o l'application de nouvelles durées d'amortissement o l'amortissement dès la mise en service de l'actif	+ 91	
Baisse d'amortissement due à :		
l'application de la norme IPSAS sur la location-financement pour les actifs exploités par l'Université, les HUG et les cliniques Jolimont-Montana	- 41	
Incidence nette des normes IPSAS	+ 50	
Ajustement total	- 4	
Amortissement du PB 2008		273

Amortissement du budget 2007	282
Amortissement du PB 2008	273
Variation 2007 / 2008	- 9

Par rapport à 2007, la charge d'amortissement du patrimoine administratif (nature 331) est en baisse de F 9 millions.

L'application des normes IPSAS entraîne une hausse nette d'amortissement de F 50 millions due principalement à la prise en compte des valeurs d'actifs (valeur de remplacement nette) issues de l'évaluation du patrimoine immobilier de l'Etat (EPIE). Celle-ci a été réalisée en 2004 par des experts qualifiés mandatés à cet effet. Sur la base de cette expertise, il a été possible de définir la valeur des composants d'une immobilisation lesquels doivent être gérés dorénavant en comptabilité comme des actifs distincts, selon un plan d'amortissement spécifique.

Cette incidence est toutefois intégralement compensée par une diminution des amortissements de F 54 millions, conséquence des transferts d'actifs à la Confédération et aux SIG.

Par ailleurs, la norme IPSAS sur la location-financement engendre une diminution de charges d'amortissements de F 41 millions car les immobilisations mises à disposition de l'Université, des HUG et des cliniques de Jolimont & Montana sont reclassées au bilan de l'Etat en tant que prêts, conformément aux dispositions de la norme. Symétriquement, les entités précitées enregistreront l'actif immobilisé et une dette dans leur bilan en contrepartie. Afin de pouvoir constater le remboursement et la rémunération de cette dette, il est prévu de leur octroyer une subvention non monétaire (nature 3631) composée de deux parties :

- un montant équivalent à l'amortissement calculé sur les immobilisations pour le remboursement de la dette ;
- un montant pour le coût de la dette (au taux moyen de la dette de l'Etat, soit 3 %).

L’opération se traduit par un jeu d’écritures réciproques sans incidence sur le résultat de l'Etat et des entités. Elle permet aux entités d’inscrire à l’actif les immobilisations dont elles ont la jouissance et d’enregistrer la charge d’amortissement y relative, même si elles ne sont pas propriétaires de ces biens. Il est en effet important de souligner que l’Etat est et demeurera propriétaire des immobilisations car la location-financement ne constitue pas un transfert de propriété. Le dispositif prévu par la norme IPSAS a exclusivement pour but de rendre compte de la réalité économique; il n’empêche ni ne favorise de futurs transferts de la propriété des actifs vers ces entités dont la décision relève de la seule compétence du législateur.

Etats financiers selon les normes IPSAS

États financiers

1. Tableaux financiers

1.1. Budget de fonctionnement [1]

Budget de fonctionnement en millions de CHF

		note	P-budget 2008	Budget 2007	Compte 2006	écart 2008 vs 2007	écart 2008 vs 2006
REVENUS	Impôts	1	5'484.5	5'055.9	5'413.2	428.6	71.3
	Amendes, patentes et concessions	2	78.1	56.9	55.0	21.1	23.1
	Revenus des biens du PA	3	211.1	200.3	231.8	10.9	-20.6
	Revenus provenant de contreprestations	4	306.9	370.5	394.9	-63.6	-88.0
	Subventions, dédommagements et transferts	5	495.8	432.2	459.1	63.5	36.6
	Dissolution et utilisation de provisions	13	131.4	68.7	191.8	62.7	-60.4
	Produits différés de subventions d'investissements	6	5.1			5.1	5.1
	Autres revenus	7	7.8	5.2	35.3	2.6	-27.5
	Revenus Fondation de valorisation - actifs BCGe	16	142.0	257.0	208.8	-115.0	-66.8
	Attributions aux financements spéciaux			12.9	16.6	-12.9	-16.6
	Revenus d'exploitation		**6'862.7**	**6'459.8**	**7'006.5**	**402.9**	**-143.9**
CHARGES	Charges de personnel	8	1'909.5	1'920.4	1'893.4	-10.9	16.1
	Dépenses générales	9	393.3	460.1	432.5	-66.9	-39.3
	Subventions accordées	10	3'189.7	3'037.8	2'960.7	151.9	229.0
	Charges de dédommagements et de transferts	11	656.5	387.0	405.1	269.5	251.4
	Amortissements du patrimoine administratif	12	272.8	281.8	288.9	-9.0	-16.1
	Dotation à provisions	13	100.4	79.3	274.6	21.1	-174.2
	Créances irrécouvrables		69.3	61.9	162.8	7.4	-93.5
	Charges Fondation de valorisation - actifs BCGe	16	122.8	172.0	127.1	-49.2	-4.3
	Prélèvements sur les financements spéciaux			6.4	15.8		
	Charges d'exploitation		**6'714.3**	**6'406.7**	**6'561.0**	**307.6**	**153.3**
	RÉSULTAT D'EXPLOITATION		**148.4**	**53.0**	**445.5**	**95.3**	**-297.2**
	Revenus financiers	14	84.1	103.1	138.2	-19.0	-54.1
	Charges financières	14	353.5	347.3	378.4	6.2	-25.0
	RESULTAT NET		**-121.0**	**-191.1**	**205.3**	**70.1**	**-326.3**

[1] Le budget 2007 ainsi que le compte 2006 correspondent aux données inscrites respectivement dans les lois n°s 9925 et 10023. Ils ne sont pas établis selon les nouvelles normes comptables (DiCo-GE) en vigueur à l'Etat de Genève dès le 1.1.2008. De ce fait, la comparabilité temporelle et par nature n'est pas systématiquement garantie.

1.2. Budget d'investissement [2]

Budget d'investissement

en millions de CHF

		note	P-budget 2008	Budget 2007	Compte 2006	écart 2008 vs 2007	écart 2008 vs 2006
RECETTES	Remboursements de créances ou des prêts	12	1.3	6.7	8.7	-5.4	-7.4
	Remboursements de location-financement	12	40.6			40.6	40.6
	Subventions reçues	5, 12	74.8	47.1	16.5	27.6	58.3
	Transferts au patrimoine financier	12	432.5	223.7	29.0	208.9	403.5
	Recettes d'investissement	**15**	**549.3**	**277.5**	**54.2**	**271.7**	**495.0**
DÉPENSES	Créances et prêts	12	10.0	5.3	1.4	4.6	8.6
	Participations	12	52.4	69.2	69.5	-16.7	-17.1
	Immobilisations corporelles	12	538.4	520.9	316.8	17.5	221.6
	Immobilisations incorporelles	12	52.6			52.6	52.6
	Subventions accordées	10, 12	149.0	161.4	66.0	-12.4	83.0
	Réduction linéaire	12	-200.0	-225.0		25.0	-200.0
	Dépenses d'investissement	**15**	**602.5**	**526.5**	**452.4**	**76.0**	**150.1**
	INVESTISSEMENTS NETS		**-53.2**	**-249.0**	**-398.1**	**195.8**	**344.9**

[2] Le budget 2007 ainsi que le compte 2006 correspondent aux données inscrites respectivement dans les lois n°s 9925 et 10023. Ils ne sont pas établis selon les nouvelles normes comptables (DiCo-GE) en vigueur à l'Etat de Genève dès le 1.1.2008. De ce fait, la comparabilité temporelle et par nature n'est pas systématiquement garantie.

1.3. Tableau de variation des capitaux propres [3]

Tableau de variation des capitaux propres

en millions de CHF

		note	Résultat reporté	Réserve des financements spéciaux	Réserve des fonds propres affectés	Total
VARIATION 2008	**Solde au 31 décembre 2008**	*17*				**-**
	Résultat net de l'exercice		-121.0			**-121.0**
	Financements spéciaux		1.8	-1.8		**-**
	Fonds propres affectés		-11.1		11.1	**-**
	Solde au 31 décembre 2007	*17*				**-**

[3] Le tableau de variation des capitaux propres n'indique pas la fortune ou le découvert net au 31.12.2007 et 31.12.2008 ni l'état des réserves. Ces éléments seront fournis lors de l'établissement du bilan d'entrée selon les directives d'application des normes ISPAS.

2. Notes relatives aux états financiers

2.1. Généralités

a) Descriptif Etat de Genève

Le canton de Genève est un petit canton suisse de 282 km2 (0.6% de la superficie de la Suisse), très densément peuplé et cosmopolite. Il abrite 445 306 habitants à fin 2006 (presque 6% de la population suisse). Près de quatre personnes sur 10 est de nationalité étrangère. La croissance de la population active genevoise est forte depuis quelques années, du fait de flux migratoires importants affectant principalement les personnes en âge de travailler.

Le canton de Genève se fonde sur une économie riche et de plus en plus diversifiée. Il bénéficie d'un revenu cantonal par habitant supérieur d'environ 16% à la moyenne suisse (environ 63 000 CHF par habitant selon les chiffres provisoires pour l'année 2005). Le tissu économique du canton est fortement tertiarisé (84% de l'emploi local).

Institutionnellement, l'autorité législative est détenue par le Grand Conseil, composé de 100 députés élus pour un mandat de quatre ans par la population genevoise. Selon les principes politiques de la démocratie directe, la Constitution genevoise définit que toutes les lois adoptées par le Grand Conseil sont soumises soit au régime du référendum facultatif, soit à celui du référendum obligatoire. L'autorité exécutive est exercée par le Conseil d'Etat composés de sept magistrats élus tous les quatre ans par la population genevoise. Le Conseil d'Etat désigne l'un de ses membres à sa présidence pour une durée d'un an ainsi qu'un Chancelier d'Etat pour la durée d'une législature. L'autorité judiciaire est détenue par le Procureur général de la République et canton de Genève élu tous les quatre ans par la population genevoise.

Le canton de Genève possède quarante-cinq communes dont la plus importante est la Ville de Genève. Les communes genevoises sont autonomes institutionnellement, politiquement, financièrement et fiscalement.

b) Normes comptables

Les états financiers de l'Etat de Genève sont préparés pour la première fois dans le cadre de l'exercice 2008 conformément aux directives comptables édictées par le Conseil d'Etat (ci-après DiCo-GE) et basées sur les normes IPSAS (normes comptables internationales pour le secteur public édictées par l'IPSAS Board).

Les états financiers sont préparés selon le principe de la comptabilité d'exercice, à savoir lorsque les opérations se réalisent indépendamment du moment où un mouvement de trésorerie a lieu.

Les états financiers ont été préparés selon le principe des coûts historiques. Ainsi, la valeur attribuée aux postes des états financiers reflète les coûts à la date d'origine des opérations ou des faits visés, à l'exception de certains actifs et passifs évalués à la juste valeur.

Sauf indication contraire, l'ensemble des états financiers sont présentés en millions de francs suisses.

Dérogations

Dans le cadre de l'élaboration des DiCo-GE, il est apparu que certains principes figurant dans les normes IPSAS ne correspondaient pas à la présentation d'une image fidèle principalement pour des raisons d'inadéquation entre lesdites normes et les spécificités des collectivités publiques suisses. Ces dérogations ainsi que leurs motivations sont les suivantes :

- *Non retraitement des exercices antérieurs*

Lors d'un changement de méthode comptable ou lors de la correction d'une erreur significative sur les exercices antérieurs, les normes comptables internationales prescrivent de retraiter les années antérieures et de corriger le bilan d'entrée.

Le Conseil d'Etat estime qu'il n'est pas judicieux de retraiter des états financiers qui ont été formellement approuvés par le Grand Conseil et propose de faire figurer, dans la seule année en cours, dans une rubrique "éléments d'ajustement" du compte de fonctionnement, l'ensemble des effets relatifs aux années antérieurs en dérogation avec les normes IPSAS.

A relever que dans les notes annexes aux états financiers, le retraitement des exercices antérieurs est réalisé ce qui permet d'appréhender les effets d'un changement de méthode comptable ou des corrections d'une erreur significative sur le résultat net.

- *Provisionnement des coûts de démantèlement*

Les normes comptables internationales IPSAS prévoient que les coûts anticipés de démantèlement des immobilisations corporelles soient inclus dans la valeur de l'actif lors de sa première valorisation, avec comme contrepartie l'inscription d'une provision au passif. Les coûts anticipés de démantèlement sont alors amortis dans le compte de fonctionnement sur la durée de vie de l'actif et parallèlement la provision est utilisée.

Le Conseil d'Etat déroge à la norme et traite les coûts de démantèlement comme des provisions constituées par des charges, selon les principes des normes comptables internationales IPSAS relatifs aux provisions et passifs éventuels. Il estime plus pertinent d'un point de vue de gestion, qu'un seul schéma comptable soit utilisé pour les constitutions, utilisations et dissolutions des provisions.

- *Information relative aux parties liées*

Les normes comptables internationales IPSAS prévoient de publier le montant global de la rémunération des membres proches de la famille des principaux dirigeants.

Les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de l'organisation, de la direction et du contrôle des activités de l'entité présentant les états financiers. Pour l'Etat de Genève, les principaux dirigeant comprennent : les conseillers d'Etat, le(la) chancelier(ère) d'Etat, le(la) procureur(e) général(e), les

secrétaires généraux (y compris le(la) secrétaire général(e) du pouvoir judiciaire, le(la) sautier(ère) et les directeurs généraux.

L'Etat étant le principal employeur du canton et les procédures d'engagement ainsi que les salaires versés dans la fonction publique étant transparents, le Conseil d'Etat estime que cette information n'est pas pertinente pour le lecteur des états financiers.

Information sur la reconnaissance du découvert des caisses de prévoyance

Aucune norme comptable internationale IPSAS ne traite des caisses de pension.

Les normes d'information financière IFRS prévoient que le déficit technique des caisses de pension, évalué selon les principes des unités de crédits projetées, doit être entièrement provisionné dans les états financiers de l'entité-employeur.

Toutefois, ces normes ne sont pas entièrement satisfaisantes d'un point de vue conceptuel. Elles ne prennent pas en considération les spécificités des caisses de pension publiques suisses en capitalisation partielle avec garantie de l'Etat basée sur sa pérennité.

Elles ne sont pas non plus satisfaisantes du point de vue de l'information délivrée qui ne correspond pas à la réalité économique (et donc au principe de l'image fidèle) ni au principe de la pertinence selon lequel l'information délivrée doit faciliter les décisions des dirigeants. Le provisionnement de l'entier du déficit technique revient à surévaluer les risques de la collectivité octroyant sa garantie car les difficultés financières d'une caisse sont réelles lorsque le taux de capitalisation franchit un taux planché (différent de 100%) correspondant à l'objectif de couverture, fixé par les statuts en fonction de la législation (objectif de couverture).

Enfin, les normes comptables internationales IPSAS indiquent qu'en cas d'absence de norme ou de traitement comptable spécifique, ce sont avant tout les dispositions et commentaires traitant de questions similaires dans le cadre des mêmes normes IPSAS qui doivent s'appliquer.

Pour ces raisons, les DiCo-GE reconnaissent les engagements découlant de la garantie de l'Etat accordée aux caisses de pensions publiques selon les principes des normes comptables internationales IPSAS relatifs aux provisions et passifs éventuels. Selon ces principes, une provision doit être comptabilisée lorsqu'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources sera nécessaire. Si cela n'est pas le cas, l'engagement doit être indiqué en pied de bilan, comme actuellement dans la rubrique « passif éventuel ». Ces principes sont aussi ceux qui ont été retenus par les normes comptables suisses (Swiss GAAP RPC 16).

La nécessité d'une provision est affaire de jugement, sur la base des informations existantes relatives aux projections de santé financière des caisses de pension et de rapports d'experts indépendants. Ce jugement est fondé sur des critères objectifs et stables dans le temps. Dans tous les cas, la baisse du degré de couverture d'une caisse publique en dessous de son objectif de couverture est une indication qu'une provision doit être comptabilisée.

Mise en œuvre différée de certaines DiCo-GE

L'information sectorielle ne peut pas être fournie dans le cadre des états financiers 2008 au moment de la présentation du budget 2008.

Pour des raisons de difficultés de mise en œuvre, les états financiers consolidés ne sont pas présentés. Il est envisagé de présenter pour la première fois des états financiers consolidés de l'Etat de Genève pour l'exercice comptable 2010.

Comparaison temporelle

Les états financiers du budget 2007 et du comptes 2006 sont établis selon les mêmes regroupements que le budget 2008 mais n'ont pas été retraités selon les DiCo-GE. Ils ne sont donc pas systématiquement comparables.

2.2. Principes et méthodes comptables

a) États financiers

Le bilan, le compte de fonctionnement, le compte d'investissement, le tableau de flux de trésorerie, le tableau de variation des capitaux propres, les notes annexes et le rapport du réviseur présentés constituent les états financiers individuels de la République et canton de Genève.

Au niveau du budget, seuls le budget de fonctionnement, le budget d'investissement, le tableau de flux de trésorerie, le tableau de variation des capitaux propres et les notes annexes sont présentés.

Budget de fonctionnement

Le budget de fonctionnement est composé des revenus et des charges.

Les revenus sont des entrées brutes d'avantages économiques ou de potentiel de service au cours de l'exercice lorsque ces entrées conduisent à une augmentation des fonds propres.

Les charges sont des diminutions d'avantages économiques ou de potentiel de service au cours de l'exercice sous forme de sortie ou de consommation d'actifs, ou de survenance de passifs qui ont pour résultat de diminuer les fonds propres.

Bilan (non présenté dans le cadre du budget)

Le bilan est composé des actifs et des passifs.

Les actifs sont des ressources contrôlées par une entité du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques ou un potentiel de service. Les actifs représentent ainsi la liste des moyens d'activités présents et leur valeur.

Les passifs sont des obligations actuelles de l'entité résultant d'événements passés et dont l'extinction devrait se traduire pour l'entité par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service. Les passifs établissent la liste des prétentions des ayants droit (propriétaires ou créanciers) sur les moyens d'activités non consommés qu'ils financent et leur valeur.

En tant que critère primaire d'ordonnancement, sont présentés séparément les actifs courants et non courants ainsi que les passifs courants et non courants. En tant que critère secondaire d'ordonnancement, les actifs courants et non courants sont présentés en fonction de leur ordre de disponibilité et les passifs courants et non courants en fonction de leur ordre d'exigibilité.

Budget d'investissement

Le budget d'investissement est un compte statistique reflétant les mouvements du patrimoine administratif, c'est-à-dire des actifs affectés de manière durable à l'exécution d'une tâche publique.

Le budget d'investissement est composé des recettes et des dépenses.

Les recettes d'investissement représentent soit le financement mis à disposition de l'Etat de Genève par un tiers dans le cadre de l'acquisition ou de la construction d'un actif du patrimoine administratif, soit le produit lié à l'aliénation d'un actif inscrit au patrimoine administratif lors de son transfert au patrimoine financier.

Les dépenses d'investissement correspondent aux dépenses induites par l'acquisition ou la construction d'une immobilisation corporelle, incorporelle, l'octroi d'une subvention à un tiers, d'un prêt ou d'un capital de dotation inscrits au patrimoine administratif.

Le budget d'investissement représente un outil de gestion de la répartition des compétences décisionnelles entre le Conseil d'Etat (pouvoir exécutif) et le Grand Conseil (pouvoir législatif). Il répond ainsi au droit budgétaire en vigueur.

Tableau de flux de trésorerie (non présenté dans le cadre du budget)

Classés selon les activités d'exploitation, d'investissement et de financement, le tableau de flux de trésorerie identifie les sources des entrées et sorties de trésorerie de l'exercice ainsi que le solde de trésorerie à la date de la clôture. Les intérêts financiers nets figurent dans les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation.

La méthode indirecte est utilisée pour établir le tableau de flux de trésorerie à l'exception des opérations liées à la Fondation de valorisation des actifs de la BCGe. Cette méthode consiste à ajuster le résultat net de l'exercice de toutes les opérations sans effet de trésorerie ainsi que de tout décalage ou régularisation d'entrées ou de sorties de trésorerie liées à l'exploitation. Pour les opérations liées à la Fondation de valorisation des actifs de la BCGe, le tableau de flux de trésorerie est établi selon la méthode directe en fonction des encaissements et décaissements réels.

Tableau de variation des capitaux propres

Le tableau de variation des capitaux propres illustre l'évolution des fonds propres de l'Etat de Genève. Il met en évidence les sources de l'augmentation ou de la diminution des fonds propres de l'Etat de Genève.

La variation totale des fonds propres découle du résultat net de l'exercice, des revenus et charges comptabilisées directement au titre de la variation des fonds propres en application des principes et méthodes comptables de l'Etat de Genève (DiCo-GE).

b) Revenus

D'une manière générale, les revenus sont reconnus lorsqu'il est probable que les avantages économiques associés reviendront à l'Etat de Genève et qu'ils peuvent être estimés avec fiabilité.

Les revenus fiscaux de l'exercice en cours sont reconnus par une estimation des impôts dus sur la base des revenus et de la fortune des contribuables durant l'exercice en cours. Lorsque les bordereaux d'impôts pour un exercice

sont notifiés, des différentiels d'estimation sont comptabilisés.

Les dons et fonds propres affectés à un but précis, de même que les subventions reçues, sont reconnus l'année où sont encourues les dépenses opérationnelles financées, ceci afin de respecter le principe de correspondance des charges et produits.

c) Prestations aux collaborateurs

Les prestations aux collaborateurs sont comptabilisées de façon à faire correspondre la comptabilisation des charges liées aux employés avec la période pendant laquelle l'Etat de Genève bénéficie du travail de ses employés.

Les vacances cumulables non prises en fin d'exercice, de même que les heures supplémentaires, font l'objet de provisions. Les engagements de retraite à la charge directe de l'Etat de Genève (pont AVS, pensions des conseillers d'Etat et des magistrats) sont également provisionnés sur la base d'expertises actuarielles, au fur et à mesure de l'avancement de carrière des collaborateurs. Les indemnités de fin de contrat de travail (Plend) sont enregistrées en charge lors de l'annonce du départ du collaborateur.

Les engagements de l'Etat de Genève envers les caisses de pension sont reconnus selon les règles prévues en matière de provisions et de passifs éventuels.

d) Subventions (indemnités et aides financières)

Subventions de fonctionnement

Les subventions de fonctionnement reçues sont comptabilisées en revenus sur une base systématique, sur les périodes nécessaires pour les rattacher aux coûts liés qu'elles sont censées compenser.

Les subventions de fonctionnement octroyées sont comptabilisées en charges sur une base systématique, sur les périodes nécessaires pour les rattacher aux coûts liés qu'elles sont censées compenser.

Les subventions non monétaires sont valorisées dans les états financiers, comme une charge de subvention, tandis qu'un revenu non monétaire est valorisé dans le même temps, comptabilisé en fonction de sa nature.

Subventions liées à des actifs (subventions d'investissement)

Les subventions reçues, liées à des actifs, sont comptabilisées comme des recettes d'investissement puis reconnues en actif négatif, dans une rubrique spécifique. Elles sont comptabilisées en produit différé dans le compte de fonctionnement, sur une base systématique correspondant à la durée d'utilité de l'actif subventionné.

Les subventions octroyées, liées à des actifs, qui correspondent à des aides financières sont comptabilisées en charge comme des subventions de fonctionnement.

Les subventions octroyées, liées à des actifs, qui correspondent à des indemnités sont comptabilisées comme des dépenses d'investissement puis reconnues à l'actif, dans une rubrique spécifique. Elles sont amorties sur une base systématique correspondant à la durée d'utilité de l'actif subventionné.

e) Allocations à des personnes physiques

Les allocations aux personnes physiques sont comptabilisées dans les états financiers de l'Etat de Genève lorsque

- les conditions d'octroi sont remplies par le bénéficiaire,
- la prestation est due pour une période comprise dans l'exercice comptable concerné (principe d'engagement).

f) Immobilisations corporelles

Évaluation initiale

Principes généraux

Une immobilisation corporelle qui remplit les conditions pour une comptabilisation en tant qu'actif est comptabilisée à son coût d'acquisition. Le coût d'une immobilisation corporelle est le montant de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie payé ou la juste valeur de toute autre contrepartie donnée pour acquérir un actif au moment de son acquisition ou de sa construction.

Pour des raisons de matérialité, des seuils d'activations ont été définis en fonction des immobilisations considérées :

- Bâtiments et génie civil 20'000 F
- Équipements et mobiliers 3'000 F

L'Etat de Genève menant une politique d'emprunt globale sans lien avec ses immobilisations, les coûts d'emprunts en résultant ne sont pas activés.

Acquisition par voie d'échange

L'acquisition d'une immobilisation corporelle réalisée par voie d'échange est traitée comme une opération ordinaire de cession / acquisition. Ainsi, le bien remis donne lieu à une sortie d'actif à sa valeur comptable tandis que l'actif reçu est enregistré à sa juste valeur au jour de la transaction. Si la juste valeur des deux actifs échangés n'est pas équivalente, la plus ou moins-value induite est reconnue dans l'exercice au cours duquel la transaction a lieu.

Actifs d'héritage

Certains actifs sont considérés comme des biens du patrimoine historique, artistique ou culturel comme, par exemple, les monuments et bâtiments historiques, les sites archéologiques, les réserves naturelles ou les œuvres d'art. Ce type d'actifs possède les caractéristiques suivantes :

- Leur valeur en termes culturel, environnemental, éducatif et historique est peu susceptible d'être entièrement reflétée par une valeur financière basée uniquement sur un prix du marché ;
- Des engagements légaux peuvent imposer des restrictions à leur cession ou d'autres contraintes particulières (ex. mise à l'inventaire ou classement selon la loi sur la protection des monuments, de la nature et des sites - L 4 05 LPMNS) ;

- Ils sont souvent irremplaçables et leur valeur peut augmenter avec le temps même si leur état physique se détériore ; et
- Il peut être difficile d'estimer leur durée de vie qui, dans certains cas, atteint plusieurs centaines d'années.

Les bâtiments historiques sont valorisés au coût de reproduction dans les états financiers. Les frais d'entretien contribuant à maintenir le bien en bon état sont comptabilisés en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Évaluation postérieure

Après comptabilisation initiale en tant qu'actif, une immobilisation corporelle est comptabilisée à son coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Amortissements

L'amortissement d'une immobilisation corporelle commence à sa mise en service, c'est-à-dire dès qu'il se trouve à l'endroit et dans l'état nécessaire pour pouvoir l'exploiter de la manière prévue. L'amortissement cesse lorsque l'actif est décomptabilisé. Le montant amortissable d'une immobilisation corporelle est réparti de façon systématique sur sa durée d'utilité. La dotation aux amortissements est comptabilisée en charge, sauf si elle est incluse dans le coût de fabrication d'un autre actif. Sauf cas particulier, aucune valeur résiduelle n'est prévue.

Les amortissements sont déterminés pour chaque composant ayant un coût significatif par rapport au coût total de l'objet. Ils sont calculés de manière linéaire en fonction des longévités des immobilisations concernées qui tiennent compte des durées d'utilisation et de l'obsolescence technologique.

Les terrains ne sont pas amortis.

Dépenses postérieures

Les dépenses postérieures à l'acquisition d'un élément, qui a déjà été reconnu en tant qu'immobilisation corporelle, sont ajoutées à la valeur comptable de l'actif lorsqu'il est probable que des avantages économiques futurs ou un potentiel de service qui dépassent le niveau de performance le plus récemment mesuré pour cet actif, vont à l'Etat de Genève.

Dépréciation d'actifs

L'Etat de Genève apprécie à chaque date de clôture s'il existe un quelconque indice montrant qu'un de ses actifs pris individuellement a pu perdre de sa valeur. Il fait de même pour déterminer si une perte de valeur comptabilisée précédemment a diminué ou s'est éteinte.

S'il existe un indice montrant qu'un actif a pu perdre de sa valeur, la perte de valeur est déterminée en comparant la valeur comptable et la valeur recouvrable. Si cette dernière est inférieure à la valeur comptable, l'actif est déprécié. La valeur recouvrable est déterminée par comparaison entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente ou la valeur d'utilité. La valeur la plus élevée est prise en considération.

La détermination de la valeur d'utilité est différente selon que l'on a affaire à :

- Un actif générant des avantages économiques (des flux de trésorerie futurs) :

  La valeur d'utilité est alors calculée en actualisant les estimations des entrées et sorties de trésoreries futures générées par l'utilisation continue de l'actif.

- Un actif ne générant pas d'avantages économiques mais un potentiel de service :

  La valeur d'utilité est définie comme la valeur actuelle du potentiel de service de l'actif. Le choix de l'approche la plus appropriée pour déterminer la valeur d'utilité dépend notamment de la disponibilité des données et de la nature de la dépréciation. De manière générale le coût de remplacement net est utilisé.

Les immeubles du patrimoine historique, artistique ou culturel, faisant l'objet d'un traitement spécifique, ne sont pas soumis aux tests de dépréciation d'actifs.

Décomptabilisation

La plus ou moins-value résultant de la cession d'immobilisations corporelles est comptabilisé en charge ou revenu de l'exercice concerné et est commenté dans les notes annexes.

g) Immobilisations incorporelles

Évaluation initiale

Principes généraux

En l'absence de norme IPSAS spécifique traitant des immobilisations incorporelles non génératrice de trésorerie (mais générant un potentiel de service), les principes et méthodes des immobilisations corporelles ont été repris par analogie pour l'ensemble des immobilisations incorporelles.

Une immobilisation incorporelle est évaluée initialement au coût. Elle doit être identifiable, être contrôlée et générer des avantages économiques futurs ou du potentiel de service. Elle est comptabilisée si, et seulement si, les deux conditions cumulatives suivantes sont respectées :

- Il est probable que des avantages économiques futurs ou un potentiel de service attribuables à l'actif iront à l'Etat de Genève.
- Le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Lorsqu'une immobilisation incorporelle fait partie intégrante des installations, elle est traitée en tant qu'immobilisation corporelle.

Immobilisations incorporelles acquises séparément

L'immobilisation incorporelle est comptabilisée initialement à son coût, c'est-à-dire au prix d'achat (y compris les droits de douane et autres taxes non remboursables) et tout coût directement attribuable à la préparation de l'actif en vue de son utilisation prévue.

Immobilisations incorporelles générées en interne

Le coût d'une immobilisation incorporelle générée en interne comprend tous les coûts, directement attribuables nécessaires pour créer, produire et préparer l'immobilisation pour qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue.

Deux phases sont identifiables lors de la comptabilisation d'immobilisations incorporelles générées en interne :

- Une phase de recherche ;

  Aucune immobilisation incorporelle résultant de la recherche n'est activée. Les dépenses pour la recherche doivent être comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

- Une phase de développement ;

  Une immobilisation incorporelle résultant du développement est activée si, et seulement si, il est démontré cumulativement :

  - La faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente.
  - L'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre.
  - La capacité à utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle.
  - La façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques ou du potentiel de service futurs probables.
  - La disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle.
  - La capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Les coûts de développement initialement constatés en charges ne sont pas immobilisés ultérieurement.

Évaluation postérieure

Après comptabilisation initiale en tant qu'actif, une immobilisation incorporelle est comptabilisée à son coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Amortissements

L'amortissement d'une immobilisation incorporelle commence à sa mise en service, c'est-à-dire dès qu'il se trouve à l'endroit et dans l'état nécessaire pour pouvoir l'exploiter de la manière prévue. L'amortissement cesse lorsque l'actif est décomptabilisé. Le montant amortissable d'une immobilisation incorporelle est réparti de façon systématique sur sa durée d'utilité. La dotation aux amortissements est comptabilisée en charge, sauf si elle est incluse dans le coût de fabrication d'un autre actif. Sauf cas particulier, aucune valeur résiduelle n'est prévue.

Sauf exception, les amortissements sont calculés de manière linéaire sur 8 ans au maximum.

Dépenses postérieures

En général, la plupart des dépenses ultérieures maintiennent les avantages économiques futurs ou le potentiel de service incorporés dans une immobilisation incorporelle existante, plutôt que de satisfaire à la définition d'une immobilisation incorporelle et aux critères d'activation. Ces dépenses sont donc généralement comptabilisées en charges.

Dépréciation d'actifs

Les méthodes comptables sont identiques à celles prévues pour les immobilisations corporelles.

Décomptabilisation

La plus ou moins-value résultant de la cession d'immobilisations est comptabilisé en charge ou revenu de l'exercice concerné et est commenté dans les notes annexes.

h) Immeubles de placement

Évaluation initiale

Principes généraux

Un immeuble de placement doit être évalué initialement à son coût.

Si l'immeuble de placement est construit par l'entité, l'évaluation jusqu'à la date d'achèvement se fait selon les principes décrits pour les immobilisations corporelles. Si celui-ci est acheté par l'entité, le coût comprend son prix d'achat ainsi que toutes les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'immeuble de placement.

Les éléments principaux d'un immeuble de placement comme par exemple, les ascenseurs, la toiture ou encore la chaufferie ne sont pas comptabilisés distinctement mais font partie intégrante de la juste valeur de l'immeuble de placement.

Évaluation postérieure

Le modèle de la réévaluation est appliqué. Il prescrit qu'après comptabilisation initiale en tant qu'actif, un immeuble de placement est comptabilisé à sa juste valeur diminuée des coûts de la vente. Une plus ou moins-value résultant d'une variation de la juste valeur est comptabilisée en revenu ou charge dans le compte de fonctionnement dans la période au cours de laquelle elle se produit. Cette réévaluation intervient chaque année.

Amortissements

Il n'y a pas d'amortissement des immeubles de placement ces derniers étant réévalués annuellement.

Dépenses postérieures

Les dépenses ultérieures relatives à un immeuble de placement sont ajoutées à la valeur comptable de l'immeuble de placement lorsqu'il est probable que des avantages économiques futurs, au-delà du niveau de performance défini à l'origine de l'actuel immeuble de placement, vont à l'Etat de Genève. Dans ce cas de figure, peut être considéré par exemple les travaux de rénovation permettant d'amener l'immeuble de placement acquis à son état de fonctionnement.

Toutes les autres dépenses sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Dépréciation d'actifs

Il n'y a pas de dépréciation des immeubles de placement puisque ces derniers sont réévalués chaque année.

Décomptabilisation

Un immeuble de placement est décomptabilisé lors de sa sortie ou lorsque aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa sortie. Les plus ou moins-values constatées lors de la sortie d'un immeuble de placement sont déterminées par différence entre le produit net de la sortie et la valeur comptable de l'actif. La différence est comptabilisée en revenu ou en charge de l'exercice.

i) Instruments financiers

Les créances et prêts, les autres immobilisations financières, les dettes fournisseurs, les autres engagements et les emprunts à court, moyen et long terme sont valorisés à leur juste valeur lors de leur acquisition, puis selon la méthode du coût amorti.

La trésorerie et équivalents de trésorerie, les titres et les participations sont enregistrés à leur coût, lors de leur acquisition, et, ensuite, évalués à leur juste valeur, lorsque celle-ci peut être déterminée. Les variations non réalisées de juste valeur sont comptabilisées dans les fonds propres, sauf s'il existe une indication objective de dépréciation d'un titre ou d'une participation. Dans ce cas, la dépréciation est comptabilisée dans le compte de fonctionnement.

Lorsque la juste valeur ne peut être déterminée, les titres et les participations restent enregistrés à leur coût initial, sauf lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation. Dans ce cas, la dépréciation est comptabilisée dans le compte de fonctionnement.

L'Etat de Genève utilise également des instruments financiers qui réduisent l'exposition aux fluctuations des taux d'intérêts et aux risques de change. Ces instruments sont initialement enregistrés à leur coût à la date de valeur et, ensuite, évalués à leur juste valeur.

La méthode du traitement des gains ou pertes résultant de cette évaluation dépend de la relation entre l'instrument financier (dérivé) et l'élément dont il couvre le risque. Lors de la conclusion du contrat, le dérivé est désigné comme :

- Instrument répondant aux critères de couverture des flux de trésorerie. Les changements de valeur sont enregistrés dans les fonds propres, dans le poste "Réserve de couverture".
- Instrument répondant aux critères de couverture de juste valeur. Les changements de valeur sont enregistrés dans le compte de fonctionnement, en compensation des variations de juste valeur de l'élément dont le risque est couvert.
- Instrument ne répondant pas aux critères de couverture au sens de la norme. Les changements de valeur sont enregistrés immédiatement dans le compte de fonctionnement.

Pendant la période en cours, tout montant payé ou reçu dans le cadre des titres et participations est constaté comme charge ou revenu de l'exercice concerné.

j) Provisions

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées lorsque :

- L'entité a une obligation actuelle générée par un événement passé.
- Il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.
- Une estimation fiable du montant de l'obligation peut être réalisée.

L'estimation du montant de l'obligation est basée sur des critères économiques appliqués d'une façon constante.

Provisions pour dépréciation d'actifs

Les provisions pour dépréciation d'actifs sont des corrections de valeur des actifs de l'entité. Elles sont comptabilisées en actifs négatifs au bilan.

Passifs éventuels

Les passifs éventuels sont reconnus dans les annexes aux états financiers lorsque :

- L'entité a une obligation potentielle, résultant d'un événement passé, et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous son contrôle, ou
- L'entité a une obligation actuelle résultant d'événements passés, mais qui n'est pas comptabilisée car il n'est pas probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation, ou le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

k) Fonds

Les fonds sont catégorisés en :

- Fonds alloués par des tiers avec conditions
- Fonds alloués par des tiers sans condition
- Fonds propres affectés
- Fonds propres libres

Les revenus des fonds alloués par des tiers avec conditions sont reconnus l'année où sont encourues les dépenses y relatives.

Les revenus des fonds alloués par des tiers sans condition sont reconnus lorsqu'il est probable que les avantages économiques associés reviendront à l'Etat de Genève et qu'ils peuvent être estimés avec fiabilité.

Les charges et revenus des fonds propres affectés sont reconnus selon les règles générales de la comptabilité d'exercice. Une réserve au sein des fonds propres est créée pour chaque fonds propre affecté et alimentée à hauteur du résultat du fonds durant l'exercice. Les financements spéciaux appartiennent à la catégorie des fonds propres affectés.

Les fonds propres libres font partie des fonds propres de l'Etat de Genève.

2.3. Annexes aux états financiers

1. Impôts

Les revenus d'impôts pour l'exercice sont les suivants :

	PB 2008	B 2007	C 2006	*PB08 vs B07*	*PB08 vs C06*
1. Impôts sur les personnes physiques (PP)					
Impôts sur le revenu					
- Imposition au barême ordinaire	2'251.9	2'179.8	2'107.3	*72.1*	*144.6*
- Imposition à la source	743.1	604.1	589.8	*139.0*	*153.3*
- Imposition sur les prestations en capital	29.9	27.2	27.9	*2.7*	*2.0*
Total estimations	3'024.9	2'811.1	2'725.1	*213.8*	*299.8*
Correctif des estimations des années précédentes			39.7	-	*-39.7*
Rectifications de taxations	6.5	8.0	12.2	*-1.5*	*-5.7*
Total impôts sur le revenu	3'031.4	2'819.1	2'777.0	*212.3*	*254.4*
Impôt sur la fortune					
Estimation	428.6	381.4	404.8	*47.2*	*23.8*
Correctif des estimations des années précédentes			22.9	-	*-22.9*
Rectifications de taxations	-0.9	2.0	5.6	*-2.9*	*-6.5*
Total impôts sur la fortune	427.7	383.4	433.2	*44.3*	*-5.5*
Amendes et majorations	5.5	10.2	15.4	*-4.7*	*-9.9*
Taxe personnelle	6.8	6.8	6.432	-	*0.4*
Total impôt personnes physiques	**3'471.4**	**3'219.5**	**3'232.0**	***251.9***	***239.4***
2. Impôts sur les personnes morales					
Impôts sur le bénéfice					
Estimation	946.3	872.4	910.8	*73.9*	*35.5*
Correctif des estimations des années précédentes			158.0	-	*-158.0*
Rectifications de taxations	2.6	4.0	32.1	*-1.4*	*-29.5*
Total impôts sur le bénéfice	948.9	876.4	1'101.0	*72.5*	*-152.1*
Impôts sur le capital					
Estimation	204.7	188.7	191.3	*16.0*	*13.4*
Correctif des estimations des années précédentes			18.6	-	*-18.6*
Rectifications de taxations	0.9	1.0	3.0	*-0.1*	*-2.1*
Total impôts sur le capital	205.6	189.7	212.9	*15.9*	*-7.3*
Amendes et majorations	2.0		1.5	*2.0*	*0.5*
Total impôts personnes morales	**1'156.5**	**1'066.2**	**1'315.4**	***90.3***	***-158.9***
3. Autres impôts cantonaux					
Impôts fonciers	108.0	108.0	102.8	-	*5.2*
Impôts spéciaux	71.0	60.0	70.8	*11.0*	*0.2*
Produit de l'enregistrement et timbre	178.0	162.0	178.2	*16.0*	*-0.2*
Produit des successions	95.0	74.6	95.4	*20.4*	*-0.4*
Autres impôts cantonaux (1)	127.8	123.9	119.8	*3.9*	*8.0*
Total autres impôts	**579.8**	**528.5**	**567.0**	***51.3***	***12.8***
4. Autres revenus d'impôts					
Part cantonale à l'impôt fédéral direct	255.1	229.4	285.6	*25.7*	*-30.5*
Part cantonale à l'impôt anticipé	20.2	8.0	11.1	*12.2*	*9.1*
Part cantonale à la taxe militaire	1.5	4.3	2.1	*-2.8*	*-0.6*
Total autres revenus d'impôts	**276.8**	**241.7**	**298.8**	***35.1***	***-22.0***
Total impôts	**5'484.5**	**5'055.9**	**5'413.2**	***428.6***	***71.3***

(1) Les autres impôts comprennent les impôts sur les véhicules à moteurs, les impôts sur les bateaux, la taxe sur les compagnies d'assurance contre l'incendie, les impôts sur les casinos.

Au moment de l'établissement du budget aucune projection n'est effectuée en ce qui concerne les correctifs des estimations des années précédentes.

2. Amendes, patentes et concessions

Les amendes, patentes et concessions se décomposent de la manière suivante :

	PB 2008	B 2007	C 2006	*PB08 vs B07*	*PB08 vs C06*
Amendes	59.9	43.4	43.2	*16.5*	*16.7*
Patentes	17.4	12.5	11.1	*4.9*	*6.3*
Concessions	0.8	1.1	0.7	*-0.3*	*0.1*
Total	**78.1**	**56.9**	**55.0**	***21.1***	***23.1***

Les amendes, patentes et concessions sont des revenus découlant de prestations sans contrepartie directe. Les patentes et concessions sont des revenus que l'Etat collecte sur des autorisations d'exercer et sur des redevances pour des utilisations du domaine public.

3. Revenus des biens du PA

Les revenus des biens du patrimoine administratif pour l'exercice sont les suivants :

	PB 2008	B 2007	C 2006	*PB08 vs B07*	*PB08 vs C06*
Part cantonale au bénéfice de la BNS	89.6	64.6	64.8	*25.0*	*24.8*
Intérêts sur prêts	29.7	1.7	1.9	*28.1*	*27.8*
Participations	44.8	41.9	45.7	*2.9*	*-0.9*
Immeubles	47.1	92.2	119.4	*-45.1*	*-72.3*
Total revenus des biens du PA	**211.1**	**200.3**	**231.8**	***10.9***	***-20.6***

Les revenus des immeubles comprennent des redevances de droits de superficie et d'utilisation du domaine public, des produits de location et des produits de parcomètres.

4. Revenus provenant de contreprestations

Les revenus provenant de contreprestations pour l'exercice sont les suivants :

	PB 2008	B 2007	C 2006	*PB08 vs B07*	*PB08 vs C06*
Emoluments	141.0	123.1	131.9	*17.8*	*9.1*
Dédommagements de tiers	124.1	130.4	146.2	*-6.3*	*-22.1*
Redevances d'utilisation et prestations de service	25.4	99.0	99.7	*-73.6*	*-74.3*
Autres revenus provenant de contreprestations	16.4	17.9	17.1	*-1.6*	*-0.7*
Total revenus provenant de contreprestations	**306.9**	**370.5**	**394.9**	***-63.6***	***-88.0***

Les dédommagements de tiers comprennent des cotisations des prestations complémentaires en cas de maladie, d'accident ou de grossesse (PCM) perçues par les caisses de chômage, des indemnités de l'assurance accident et militaire, ainsi que des remboursements de prestations, d'affranchissements et de frais de poursuites. Quant aux autres revenus, ils sont composés de pensions d'établissements spécialisés, écolages, ventes de marchandises et remboursements de frais administratifs.

5. Subventions, dédommagements et transferts

Les subventions suivantes ont été reçues pendant l'exercice.

	Subv. de fonctionnement					Subv. d'investisement				
	PB 2008	B 2007	C 2006	*PB08 vs B07*	*PB08 vs C06*	PB 2008	B 2007	C 2006	*PB08 vs B07*	*PB08 vs C06*
Subventions acquises										
Confédération	232.7	195.3	191.4	*37.5*	*41.3*	69.6	46.6	5.8	*23.0*	*63.8*
Communes	0.1	0.1	0.1	-	-	3.7	-	2.6	*3.7*	*1.2*
Autres	8.9	4.8	25.3	*4.0*	*-16.4*	1.4	0.5	8.1	*0.9*	*-6.7*
Sous-total subventions acquises	**241.7**	**200.2**	**216.8**	***41.5***	***24.9***	**74.8**	**47.1**	**16.5**	***27.6***	***58.3***
Versements du fonds de péréquation	-	31.7	31.4	*-31.7*	*-31.4*					
Revenus de la péréquation financière (RPT)	100.1	-	-	*100.1*	*100.1*					
Part des communes à la compensation financière en faveur des communes françaises	-	56.6	53.0	*-56.6*	*-53.0*					
Dédommagements de collectivités publiques - Confédération	73.9	72.1	72.2	*1.7*	*1.6*					
Dédommagements de collectivités publiques - Communes	72.7	64.1	79.4	*8.7*	*-6.7*					
Dédommagements de collectivités publiques - Autres	7.3	7.4	6.2	*-0.1*	*1.1*					
Total subventions, dédommagements et transferts	**495.8**	**432.2**	**459.1**	***63.5***	***36.6***					

Les revenus de la péréquation financière intercantonale proviennent de la compensation pour charges excessives liées à la structure socio-démographique du canton.

Il est à relever que la « part des communes genevoises pour la compensation financière en faveur des communes françaises » disparaît des revenus et des charges 2008 puisqu'il s'agit d'un prélèvement pour le compte d'un tiers. Il s'agit là d'un important changement de pratique qui réduit la comparabilité temporelle.

6. Produits différés de subventions d'investissements

Les subventions d'investissements reçues sont comptabilisées en actif négatif et génèrent un produit différé découlant de leur utilisation. Ce produit différé est calculé en fonction de la durée d'utilité de l'immobilisation que la subvention d'investissement a financée. Les amortissements sont budgétisés sur la valeur brute des immobilisations et le produit différé est reconnu en revenu.

7. Autres revenus

Au total, les autres revenus pour l'exercice sont les suivants :

	PB 2008	B 2007	C 2006	*PB08 vs B07*	*PB08 vs C06*
Fonds alloués par des tiers	2.6	-	-	*2.6*	*2.6*
Autres revenus	5.2	5.2	35.3	*-0.1*	*-30.1*
Total des autres revenus	**7.8**	**5.2**	**35.3**	***2.6***	***-27.5***

8. Charges de personnel

	PB 2008	B 2007	C 2006	*PB08 vs B07*	*PB08 vs C06*
Mécanismes salariaux					
Indexation [1]	0% mais indexation complémentaire 2007 de 0.2%	0.4% + 0.2% conditionné aux résultats	0.40%		
Allocation unique de vie chère [2]	0.40%	0.50%	0.41%		
Progression de la prime de fidélité [3]	oui	oui partiellement [4]	oui partiellement [4]		
Annuité [5]	annuité décalée	annuité décalée	annuité décalée		
Charges de personnel					
Traitements	1'862.9	1'861.7	1'835.0	*1.2*	*27.9*
Plend, retraités	36.5	47.5	47.6	*-10.9*	*-11.1*
Formation	3.4	3.9	3.2	*-0.5*	*0.1*
Autres	6.8	7.4	7.6	*-0.6*	*-0.8*
Total	**1'909.5**	**1'920.4**	**1'893.4**	***-10.9***	***16.1***

Les mécanismes salariaux sont calculés sur les traitements.

[1] **Indexation :** adaptation des traitements proportionnelle à l'évolution de l'indice genevois des prix à la consommation. (cette adaptation impacte la grille salariale)

[2] **Allocation unique de vie chère** : montant versé et destiné aux employés se situant dans les 1 à 13 de l'échelle des traitements mais dont le traitement n'excède pas CHF 73'000.- . (cette compensation n'impacte pas la grille salariale).

[3] **Prime de fidélité** : élément des mécanismes salariaux de l'Etat qui récompense la fidélité des employés.

[4] **Progression de la prime de fidélité** : uniquement pour les personnes ayant droit pour la première fois.

[5] **Annuité :** élément des mécanismes salariaux de l'Etat qui prend en considération l'expérience précédant l'engagement et l'expérience acquise tout au long de la carrière des employés.

9. Dépenses générales

Les dépenses générales se décomposent comme suit :

	PB 2008	B 2007	C 2006	*PB08 vs B07*	*PB08 vs C06*
Fluides (eau, énergie, combustibles)	38.9	37.9	40.0	*1.0*	*-1.1*
Loyers	61.3	61.3	55.3	*-0.0*	*6.0*
Mandats	157.4	161.5	142.5	*-4.1*	*14.9*
Entretien	76.5	136.4	136.1	*-59.9*	*-59.6*
Autres	59.1	63.0	58.7	*-3.9*	*0.5*
Total dépenses générales	**393.3**	**460.1**	**432.5**	***-66.9***	***-39.3***

10. Subventions accordées

Les subventions de fonctionnement sont présentées selon les catégories de la loi sur les indemnités et les aides financières (par type de subvention) ou selon les politiques publiques (par prestation).

A relever que le terme « monétaire » indique si l'opération donne lieu à un flux de trésorerie. Il ne correspond donc pas systématiquement à un encaissement ou décaissement dans l'exercice en application du principe de comptabilité d'exercice.

	Subv. de fonctionnement									
	monétaires					non monétaires				
	PB 2008	B 2007	C 2006	*PB08 vs B07*	*PB08 vs C06*	PB 2008	B 2007	C 2006	*PB08 vs B07*	*PB08 vs C06*
Indemnités	1'841.0	1'713.9	1'667.6	*127.1*	*173.5*	100.5	12.9	10.4	*87.7*	*90.1*
Aides financières	75.8	70.1	67.9	*5.6*	*7.9*	2.8	1.0	1.0	*1.8*	*1.8*
Allocations accordées à des tiers	1'088.9	989.2	968.6	*99.7*	*120.3*	-	-	-	-	-
Non soumises à la LIAF	80.3	250.7	245.3	*-170.4*	*-165.0*	0.5	-	-	*0.5*	*0.5*
	3'086.0	**3'024.0**	**2'949.3**	***62.0***	***136.6***	**103.8**	**13.9**	**11.4**	***89.9***	***92.3***

	Subv. de fonctionnement				
	PB 2008	B 2007	C 2006	*PB08 vs B07*	*PB08 vs C06*
Subventions monétaires	3'086.0	3'024.0	2'949.3	*62.0*	*136.6*
Subventions non monétaires	103.8	13.9	11.4	*89.9*	*92.3*
Total subventions accordées	**3'189.7**	**3'037.8**	**2'960.7**	***151.9***	***229.0***

Aux termes de l'article 2 de la loi sur les indemnités et aides financières (LIAF), **l'aide financière** est un avantage pécuniaire ou monnayable accordé à des bénéficiaires étrangers à l'administration cantonale afin de permettre la réalisation des tâches d'intérêt public que ceux-ci se sont librement décidés d'assumer. Depuis l'introduction des normes IPSAS, les subventions d'investissements qui ont un caractère d'aide financière ne sont plus activées et sont enregistrées au budget de fonctionnement.

L'indemnité consiste en une prestation financière ou monnayable accordée à des tiers étrangers à l'administration cantonale pour compenser des charges financières découlant de tâches prescrites ou déléguées par le droit cantonal et qu'ils assument (financement de tâches déléguées).

Quant à **l'allocation accordée à des tiers**, elle est définie aux articles 35 et 36 de la LGAF et recouvre, notamment, toutes les prestations accordées à une personne physique.

	Subv. de fonctionnement									
	monétaires					non monétaires				
	PB 2008	B 2007	C 2006	*PB08 vs B07*	*PB08 vs C06*	PB 2008	B 2007	C 2006	*PB08 vs B07*	*PB08 vs C06*
Administration générale	16.7	15.8	15.3	*0.9*	*1.5*	0.3	-	-	*0.3*	*0.3*
Ordre public et sécurité, défense	16.9	16.7	15.1	*0.2*	*1.8*	0.1	-	-	*0.1*	*0.1*
Formation	548.9	512.6	495.9	*36.2*	*53.0*	62.3	-	-	*62.3*	*62.3*
Culture, sport et loisirs, église	53.9	65.2	64.0	*-11.3*	*-10.1*	1.4	1.0	1.0	*0.5*	*0.5*
Santé	894.8	867.5	863.8	*27.3*	*31.1*	24.7	3.7	1.6	*21.0*	*23.1*
Sécurité sociale	1'371.1	1'378.6	1'338.5	*-7.5*	*32.6*	12.9	9.2	8.9	*3.7*	*4.0*
Trafic	167.2	161.7	141.9	*5.5*	*25.3*	1.0	-	-	*1.0*	*1.0*
Protection de l'environnement et aménagement du territoire	16.2	6.4	3.2	*9.7*	*12.9*				-	-
Economie nationale	17.3	16.4	16.7	*0.9*	*0.5*	1.1	-	-	*1.1*	*1.1*
Finances et impôts	-17.0	-17.0	-5.0	-	*-12.0*	-	-	-	-	-
Total subventions accordées	**3'086.0**	**3'024.0**	**2'949.3**	***62.0***	***136.6***	**103.8**	**13.9**	**11.4**	***89.9***	***92.3***

	Subv. de fonctionnement				
	PB 2008	B 2007	C 2006	*PB08 vs B07*	*PB08 vs C06*
Subventions monétaires	3'086.0	3'024.0	2'949.3	*62.0*	*136.6*
Subventions non monétaires	103.8	13.9	11.4	*89.9*	*92.3*
Total subventions accordées	**3'189.7**	**3'037.8**	**2'960.7**	***151.9***	***229.0***

Les subventions d'investissement sont présentées selon les politiques publiques :

	Subv. d'investissement				
	PB 2008	**B 2007**	**C 2006**	***PB08 vs B07***	***PB08 vs C06***
Administration générale	1.0	1.8	0.8	*-0.8*	*0.2*
Ordre public et sécurité, défense	-	-	-	-	-
Formation	18.2	6.1	10.2	*12.1*	*8.0*
Culture, sport et loisirs, église	1.0	1.0	-	-	*1.0*
Santé	72.2	45.5	25.3	*26.8*	*47.0*
Sécurité sociale	35.5	70.9	22.8	*-35.3*	*12.8*
Trafic	20.7	32.3	5.2	*-11.6*	*15.5*
Protection de l'environnement et aménagement du territoire	0.3	0.1	-	*0.3*	*0.3*
Economie nationale	-	3.9	1.8	*-3.9*	*-1.8*
Finances et impôts	-	-	-	-	-
Total subventions accordées	**149.0**	**161.4**	**66.0**	***-12.4***	***83.0***

11. Charges de dédommagements et de transferts

Les charges de dédommagements et de transferts comprennent les parts et contributions sans affectation et les dédommagements à des tiers. Dans les autres dédommagements sont, entre autres, compris les frais de pension des détenus genevois hors canton, l'écolage pour cours hors canton, la part de l'Etat à l'entretien et à la construction du réseau routier de la ville de Genève et les indemnités aux CFF pour les trains régionaux.

	PB 2008	**B 2007**	**C 2006**	***PB08 vs B07***	***PB08 vs C06***
Compensation financière aux communes françaises	120.2	171.7	159.1	*-51.5*	*-38.9*
Autres parts et contributions sans affectation	381.7	50.3	59.8	*331.5*	*321.9*
Mesures cantonales contre le chômage	108.3	120.1	138.4	*-11.9*	*-30.2*
Autres dédommagements à des tiers	46.3	44.9	47.8	*1.4*	*-1.4*
Total charges de dédommagements et de transferts	**656.5**	**387.0**	**405.1**	***269.5***	***251.4***

Il est à relever que la « compensation financière aux communes françaises » enregistre la part assumée par l'Etat. Il s'agit d'une rupture dans la pratique puisque pour les années 2006 et 2007, cette rubrique enregistrait toute la rétrocession réalisée vers les communes françaises, y compris celle assumée par les communes genevoises. Ce changement de pratique réduit la comparabilité temporelle.

12. Patrimoine administratif

Le patrimoine administratif comprend les actifs affectés de manière durable à l'exécution d'une tâche publique. Ses variations sont en partie reflétées dans le cadre du compte d'investissement (dépenses et recettes).

De manière complète les actifs figurant au patrimoine administratif varient comme suit.

		Créances de location-financement	Participations	Autres actifs financiers	Immobilisations corporelles					Immobilisations incorporelles	Subventions d'investissements reçues	Subventions d'investissements accordées	**TOTAL**
					Génie civil	Bâtiments	Équipement	Autres	**TOTAL**				
Total des mouvements du patrimoine administratif		**40.6**	**-52.4**	**-8.7**	**-159.5**	**182.3**	**-108.2**	**-20.5**	**-105.9**	**-52.6**	**79.9**	**-149.0**	**-214.5**
Investissements nets (1)		**40.6**	**-52.4**	**-8.7**	**-159.5**	**182.3**	**-108.2**	**-20.5**	**-105.9**	**-52.6**	**74.8**	**-149.0**	**-53.2**
Dépenses			52.4	10.0	184.4	225.3	108.2	20.5	**538.4**	52.6		149.0	**802.5**
Réduction linéaire													**-200.0**
Recettes	Transfert d'actifs				24.9	407.6			**432.5**				**432.5**
	Autres	40.6		1.3							74.8		**116.7**
Amortissements nets											**5.1**		**-267.7**
Amortissements													**272.8**
Produits différés											5.1		**5.1**

(1) - : augmentation des investissements ; + diminution des investissements

Le solde des immobilisations et actifs financiers au 31.12.2007 sera disponible au moment de l'établissement du bilan d'entrée selon les nouvelles normes DiCo-GE. Les informations comparatives ne sont pas présentées dans ce tableau en raison de la non-comparabilité des données avec les années précédentes.

Les amortissements n'ont pu être repartis selon les différentes catégories. Ils le seront dans le cadre des comptes.

13. Provisions

Les variations de provisions sont les suivantes :

	Dotation de provision	Utilisation de provision	Dissolution de provision
Provisions pour risques et charges			
Caisse Pensions des Magistrats	22.4	18.3	
Heures supplémentaires		0.5	
Heures supplémentaires de la Police & Prison	4.0		
Assainissement des sites contaminés		1.6	
Provision pour arriérés paiements "part cantonale AI" (RPT)		42.4	
Autres provisions	4.8	1.1	
Total provisions pour risques et charges	**31.2**	**63.9**	**-**
Provisions pour dépréciation d'actifs			
Débiteurs douteux AFC	65.0	65.0	
Débiteurs douteux SCARPA	8.4	2.5	
Total provisions pour dépréciations d'actifs	**73.4**	**67.5**	**-**
Total provisions (hors FdV)	**100.4**	**131.4**	**-**

Pensions à charge de l'Etat

Les engagements liés à des pensions payées directement par l'Etat sont provisionnés. Il s'agit de la caisse de prévoyance des magistrats du pouvoir judiciaire et de la caisse de prévoyance des conseillers d'Etat. Sont également inclus les indexations à charge de l'Etat pour la caisse de prévoyance des fonctionnaires de police et de la prison. Ces engagements sont valorisés par un expert en prévoyance professionnelle en fonction des bases techniques VZ 2000 (4,5%) postnumerando.

Provision pour heures supplémentaires

Les engagements liés à des soldes d'heures supplémentaires (hors Police & Prison) sont provisionnés.

Sur la base des heures supplémentaires en solde, du constat de variation de ces heures sur une tendance baissière pour 2008 et sur la base d'un salaire moyen par collaborateur, le calcul produit une utilisation de provision sur cet exercice.

Les engagements liés à des vacances non prises sont provisionnés dès 2008 également, mais le budget 2008 est construit sur l'hypothèse que la variation de cette provision durant l'exercice est nulle.

Provision pour heures supplémentaires de la Police & Prison

Cette provision enregistre les montants potentiellement dus pour couvrir le stock d'heures supplémentaires (heures supplémentaires cumulées) du personnel policier et du personnel gardien de Champ-Dollon. Les heures supplémentaires sont valorisées au tarif horaire de F 60.-. Par conséquent, la provision prévue au bilan à fin 2008 correspond à la couverture d'environ 522'000 heures (à savoir environ 505'000 heures supplémentaires pour la police et 17'000 pour la prison).

Provision pour assainissement des sites contaminés

Les activités industrielles et les déchets du 20ème siècle ont parfois laissé des traces indésirables dans notre sous-sol, sous forme de matières polluantes. Enterrées et oubliées, ces substances peuvent néanmoins menacer l'environnement - en particulier les eaux de surface et les nappes. Il s'agit par conséquent d'assainir les sites contaminés.

L'Etat de Genève a doté les comptes 2006 d'une provision de 21,8 millions CHF afin de couvrir les dépenses relatives aux sept sites contaminés connus à ce jour : Site Ancienne usine à gaz (Artamis), Stand de tir Cartigny, Techform Fine Chemicals SA, Décharge de Châtillon, Parker-Lucifer, Hess, Step du nant d'Avril.

En 2008, l'Etat de Genève a prévu de procéder à des travaux de décontamination. La provision sera dès lors utilisée en fonction des coûts prévus, soit 1,6 millions.

Provision pour arriérés paiements "part cantonale AI" (RPT)

La réforme de la péréquation intercantonale (RPT) prévoit dès le 1er janvier 2008 que l'AI n'assume plus le coût des prestations collectives. Toutefois, le système de paiement à posteriori implique que l'AI devra encore verser plusieurs milliards de CHF aux institutions dans la période transitoire (2008-2011). Comme ces engagements ont été pris en vertu de l'ancien droit, ils ne sont

pas assumés seulement par l'AI, mais sont cofinancés par la Confédération et les cantons (à hauteur respectivement de 3/8 et 1/8 selon la clé de financement de l'ancien droit).

Les services de la Confédération ont estimé la charge pour le Canton de Genève à 42,4 millions, en fonction des obligations fixées par l'ancien droit mais en tenant compte de la nouvelle règle de répartition décidée par les chambres fédérales le 22 juin 2007, soit 4/8 pour la Confédération et 2/8 pour les cantons. L'Etat de Genève a provisionné l'entier de la charge dans les comptes 2006 et 2007.

Selon la loi fédérale du 22 juin 2007, qui devrait entrer en vigueur le 1er janvier 2008 (point 5. "Loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité", art. 78, al. 4), le paiement doit être effectué durant l'année suivant l'entrée en vigueur de la loi. Dès lors, partant du principe que les paiements s'effectueront en 2008, le PB-2008 prévoit une charge (subvention) de 42,4 millions ainsi qu'une utilisation de provision d'un montant identique. La provision sera donc soldée au 31.12.2008.

14. Revenus et charges financières

	PB 2008	B 2007	C 2006	*PB08 vs B07*	*PB08 vs C06*
Revenus du patrimoine financier					
Capitaux du patrimoine financier	13.3	11.0	5.7	*2.2*	*7.6*
Immeubles du patrimoine financier	36.9	39.5	27.0	*-2.5*	*9.9*
Gains comptables sur placements du patrimoine financier	8.8	29.5	77.1	*-20.7*	*-68.3*
Total revenus du patrimoine financier	**59.0**	**79.9**	**109.7**	***-20.9***	***-50.8***
Divers					
Intérêts fiscaux rémunératoires	24.8	23.0	26.1	*1.8*	*-1.3*
Autres	0.4	0.2	2.4	*0.2*	*-2.1*
Total divers	**25.1**	**23.2**	**28.5**	***1.9***	***-3.4***
Total revenus financiers	**84.1**	**103.1**	**138.2**	***-19.0***	***-54.1***

	PB 2008	B 2007	C 2006	*PB08 vs B07*	*PB08 vs C06*
Intérêts de la dette					
Court terme	27.9	31.3	14.0	*-3.4*	*13.9*
Moyen et long terme	313.3	287.5	326.4	*25.8*	*-13.1*
Envers des entités partic.	4.0	8.1	4.7	*-4.1*	*-0.7*
Autres	3.1	13.2	12.3	*-10.1*	*-9.3*
Total intérêts de la dette	**348.3**	**340.1**	**357.5**	***8.2***	***-9.2***
Divers					
Intérêts fiscaux moratoires	5.2	7.2	8.9	*-2.0*	*-3.7*
Amortissements du PF	-	-	12.1	-	*-12.1*
Autres	0.0	0.0	0.0	*-0.0*	*0.0*
Total divers	**5.2**	**7.2**	**21.0**	***-2.0***	***-15.8***
Total charges financières	**353.5**	**347.3**	**378.4**	***6.2***	***-25.0***

Les autres intérêts de la dette comprennent les éléments suivants : les intérêts sur les engagements courants, les frais et coûts financiers ainsi que les caps et swaps.

Les gains comptables sur les placements du patrimoine financier sont enregistrés directement en capitaux propres à la mise ne application des normes IPSAS. Ce changement de pratique réduit la comparabilité temporelle.

15. Investissements

Les **crédits d'ouvrage**, également appelés investissements nouveaux sont des dépenses qui ont pour but l'acquisition ou la construction d'actifs nouveaux. Ils font l'objet d'une loi formelle spécifique qui se traduit par la présentation d'un crédit d'ouvrage ou d'acquisition qui est valable pour la durée de réalisation du projet

Les **crédits de programme**, également appelés investissements liés résultent de deux types de dépenses :

- les dépenses servant au remplacement ou au renouvellement d'un objet déjà existant sans en modifier la fonctionnalité et la nature;
- les dépenses résultant de l'application de lois fédérales, cantonales ou de l'exécution de décisions judiciaires qui ne laissent à l'autorité d'exécution qu'une marge de manœuvre restreinte ou nulle.

Un crédit de programme fait l'objet d'une loi formelle spécifique qui se traduit par la présentation d'un crédit de programme. Ce crédit de programme est valable quatre années. Passé ce délai, le crédit ne peut plus être utilisé que pour les objets qui ont été engagés.

	PB 2008		B 2007		C 2006		*PB08 vs B07*		*PB08 vs C06*	
	Recettes	**Dépenses**	**Recettes**	**Dépenses**	**Recettes**	**Dépenses**	***Recettes***	***Dépenses***	***Recettes***	***Dépenses***
Crédits d'ouvrage	495.5	475.6	233.0	500.7	9.3	232.0	*262.5*	*-25.1*	*486.3*	*243.6*
Crédits de programme	11.8	264.5	31.4	174.7	3.7	142.3	*-19.7*	*89.8*	*8.1*	*122.2*
Capitaux de dotation	-	52.4	-	69.2	-	69.5	-	*-16.7*	-	*-17.1*
Prêts	41.9	10.0	1.9	5.3	1.2	1.4	*40.0*	*4.6*	*40.8*	*8.6*
Réduction globale	-	-200.0	-	-225.0	-	-	-	*25.0*	-	*-200.0*
Autres	-	-	11.2	6.9	40.1	8.6	*-11.2*	*-6.9*	*-40.1*	*-8.6*
Total investissements	**549.3**	**602.5**	**277.5**	**531.8**	**54.2**	**453.7**	***271.7***	***70.6***	***495.0***	***148.7***

16. Fondation de valorisation des actifs de la BCGe

La Fondation de Valorisation des Actifs de la Banque cantonale de Genève (la Fondation de valorisation) a été créée en 2000 par l'Etat de Genève pour contribuer à l'assainissement de la Banque Cantonale de Genève. Alors fortement grevée par de nombreuses créances difficilement recouvrables et insuffisamment provisionnées, remontant à la période de la crise immobilière des années 1990, la BCGE avait un besoin impératif de trouver une solution d'assainissement financier. Au nombre des mesures nécessaires pour sauvegarder la Banque, l'Etat a créé une fondation destinée à prendre en charge ces créances afin que la BCGE puisse poursuivre son activité et assurer sa pérennité.

Les objectifs de la Fondation de valorisation sont de gérer, rentabiliser, valoriser et surtout de réaliser, au meilleur prix, les actifs qui lui ont été transférés par la BCGE. La Fondation de valorisation est un établissement de droit public, créé le 19 mai 2000 (loi 8194) avec un capital de dotation de CHF 100'000 apporté par l'Etat de Genève.

a) Les charges et revenus de fonctionnement liés à la Fondation de valorisation se décomposent selon le tableau ci-dessous.

	CHARGES DE FONCTIONNEMENT						REVENUS DE FONCTIONNEMENT						
	(1)	(2)		(3)	(4)	**(5)**	(6)	(7)		(8)	(9)	**(10)**	**(5)-(10)**
	Pertes sur créances immobilières	Provision sur créances immobilières - Evaluation des risques	- Valeur temps (actualisation)	Provision sur avances (exploitation) à la Fondation	Charges nettes d'exploitation de la Fondation (dès 2008)	**TOTAL**	Réduction de pertes sur créances immobilières	Provision sur créances immobilières - Utilisation	- Dissolution	Provision sur avances (exploitation) à la Fondation - Dissolution	Remboursements de la BCGe (dès 2008)	**TOTAL**	**Solde net des opérations Fondation**
2000	19.7	2'700.0		186.0		**2'905.7**		19.7	0.0			**19.7**	**2'886.0**
2001	194.6	0.3		50.0		**244.9**	0.3	194.6	0.0			**194.9**	**50.0**
2002	292.2	1.2		0.0		**293.5**	1.2	292.2	0.0	13.0		**306.5**	**-13.0**
2003	748.8	15.7		0.0		**764.5**	15.7	748.8	0.0	0.0		**764.5**	**0.0**
2004	478.3	26.7		0.0		**505.0**	26.7	478.3	0.0	0.0		**505.0**	**0.0**
2005	237.5	0.0		0.0		**237.5**	57.2	237.5	190.2	73.5		**558.4**	**-320.9**
2006	104.1	0.0		23.0		**127.1**	24.7	104.1	80.0	0.0		**208.8**	**-81.7**
B2007	172.0	0.0		0.0		**172.0**	15.0	172.0	70.0	0.0		**257.0**	**-85.0**
PB2008	90.0	0.0	4.2		28.6	**122.8**	15.0	90.0	30.0		7.0	**142.0**	**-19.2**
Total	**2'337.2**	**2'744.0**	**4.2**	**259.0**	**28.6**	**5'373.0**	**155.9**	**2'337.2**	**370.2**	**86.5**	**7.0**	**2'956.8**	**2'416.2**

Pertes sur créances immobilières

Les pertes sur les créances immobilières (1), sous déductions des réductions de pertes sur créances immobilières (6), constituent l'essentiel des charges. Pour les couvrir, une provision de 2'700 millions (2) a été constituée, dans les comptes 2000. La provision est utilisée en fonction des pertes comptabilisées annuellement (7). Elle est réévaluée en fonction de l'estimation du risque global de perte, lequel est en diminution étant donné l'évolution favorable du marché immobilier depuis l'année 2000, d'où les dissolutions de provisions effectuées (7). Enfin, avec l'introduction des normes IPSAS, l'estimation de la provision sur les créances immobilières doit également prendre en considération la notion de valeur temps de la provision (actualisation) correspondant au principe de l'escompte. Ainsi, en fonction des échéances prévues pour l'utilisation de la provision sur les créances immobilières, sur la base des taux de rendement des obligations de la Confédération

correspondants, la provision sur les créances immobilières doit être actualisée et donc dotée à hauteur de 4.2 millions au PB-2008 (2).

Exploitation de la Fondation de valorisation

Outre le paiement des pertes, l'Etat effectue des avances de trésorerie pour assurer l'exploitation de la Fondation de valorisation. Ces avances figurent à l'actif du bilan jusqu'en 2007. Dès 2008, elles seront comptabilisées en charges (4) et la provision (3), constituée à hauteur de 50% pour couvrir le risque sur le recouvrement des avances, sera dissoute lors des opérations de bilan d'entrée. Quant aux remboursements des avances que la BCGe effectue depuis 2006, ils figureront en revenus (9).

b) Les encaissements et décaissements de trésorerie liés à la Fondation se décomposent comme suit :

	Créances immobilières	Exploitation Fondation		Total des sorties nettes de trésorerie
	Pertes nettes payées	Avances nettes / Charges nettes payées	Rembours-ements de la BCGe	
2000	19.7	42.1		**61.8**
2001	67.4	91.4		**158.9**
2002	158.8	8.2		**167.0**
2003	298.2	71.7		**369.9**
2004	250.2	35.2		**285.4**
2005	292.7	50.4		**343.1**
2006	250.8	48.1	2.2	**296.7**
B 2007	320.0	13.2	7.0	**326.2**
PB 2008	300.0	28.6	7.0	**321.6**
Total	**1'957.8**	**389.0**	**16.2**	**2'330.6**

17. Tableau de variation des capitaux propres - définitions

Le tableau de variation des capitaux propres permet de prévoir la variation de la fortune (ou du déficit reporté si son total est négatif) de l'Etat de Genève. Au résultat reporté de l'exercice antérieur, on ajoute le résultat net du budget de fonctionnement.

Sur ce résultat, des attributions sont faites aux fonds propres affectés, notamment aux financements spéciaux, qui sont des éléments réservés au sein de la fortune (ou du déficit reporté) de l'Etat de Genève.

De plus, certains revenus et charges non réalisés sur des instruments financiers sont comptabilisés directement dans les fonds propres, en application des principes et méthodes comptables des DiCo-GE. Ces éléments sont identifiés dans la rubrique « réserve de réévaluation ». Au budget, le tableau de variation des capitaux propres est construit sur l'hypothèse que ces revenus et charges non réalisés sur des instruments financiers sont nuls.

Commentaire technique

COMMENTAIRE TECHNIQUE

À L'APPUI DU PROJET DE BUDGET 2008

1. PRESENTATION DU PROJET DE BUDGET

Le budget de fonctionnement courant de l'Etat de Genève présente un déficit de 121,0 millions contre 157 millions annoncés au PFQ. Hors IPSAS, le déficit s'élève à 60,7 millions et le résultat devient excédentaire sans les effets de la RPT : + 47,2 millions.

Enfin, il convient de noter que le résultat d'exploitation tel que défini par IPSAS (sans les charges et revenus financiers) est bénéficiaire de 148,4 millions.

Les charges courantes, sans imputations internes et subventions redistribuées, atteignent 7'067,8 millions et 6'701,7 millions sans IPSAS et la RPT. Cette dernière impacte en effet les charges de +291,8 millions et IPSAS de + 74,3 millions. La croissance globale des charges incluant ces deux effets atteint 4,7% avec RPT et IPSAS et 0,8 % sans entre 2007 et 2008.

Enfin, s'agissant de la croissance des charges 2005-2008, elle s'élève à 1,0% avec IPSAS, RPT, les transferts d'actifs et les transferts canton/communes et à 0,4% sans.

Les investissements nets atteignent 485,8 millions et 53,2 millions après transferts d'actifs. A noter qu'IPSAS péjore les investissements pour 35,7 millions. Par ailleurs, le projet de budget 2008 voit la mise en œuvre du nouveau règlement sur les investissements et le remplacement de la loi budgétaire annuelle (LBA) par des crédits de programmes.

Les investissements sont largement autofinancés (227 %).

2. EVOLUTION DES CHARGES DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT COURANT

Charges courantes de l'Etat de Genève

en millions de F	B2007	PB2008 hors RPT/IPSAS	*PB2008 hors RPT/IPSAS /B2007*	PB2008	*PB2008/ B2007*
Charges de personnel	**1'920.4**	**1'930.0**	***0.5%***	**1'909.5**	***-0.6%***
Dépenses générales	**460.1**	**386.6**	***-16.0%***	**393.3**	***-14.5%***
Intérêts passifs et frais d'emprunts	**347.3**	**353.5**	***1.8%***	**353.5**	***1.8%***
Amortissements, provisions, réserves, irrécouvrables	**422.9**	**408.0**	***-3.5%***	**446.7**	***5.6%***
Parts et contributions sans affectation	**221.9**	**225.8**	***1.7%***	**501.9**	***126.2%***
Dédommagement à des tiers	**337.1**	**274.1**	***-18.7%***	**273.2**	***-18.9%***
Subventions accordées	**3'037.8**	**3'118.5**	***2.7%***	**3'189.7**	***5.0%***
Attributions aux financements spéciaux	**6.4**	**5.3**	***-16.5%***	**-**	***-100.0%***
TOTAL CHARGES	**6'754.0**	**6'701.7**	***-0.8%***	**7'067.8**	***4.6%***

2.1. Charges de personnel (nature 30)

Les **charges de personnel de l'Etat** du projet de budget 2008 s'élèvent à **1'909,5 millions**.

Impacts budgétaires majeurs sur les charges de personnel natures 30

en millions F (exercice à 2 décimales)

Budget 2007 des charges de personnel	**+ 1'916.74**	Budget 2007
Traitements		
Annuité 2007	+ 15.72	effet induit de l'annuité 2007 sur 2008
Annuité 2008	+ 6.84	effet annuité décalée 2008
Progression de la prime de fidélité	+ 4.07	progression de la prime de fidélité de 5 %
Indexation 0.2 %	+ 3.61	impact de l'indexation complémentaire 2007 de 0.2% sur 2008
Augmentation de la réduction linéaire	- 11.63	passage de 25.03 à 36.66 millions
Passage classe de fonction	+ 4.75	selon protocole d'accord
Réévaluation des fonctions	+ 13.68	selon protocole d'accord
Effets des plans de mesures	- 18.58	économies réalisées dans le cadre P1, P2 et efficience
sous-total 1	**+ 18.46**	
Autres		
Transfert hors administration centrale	- 1.26	transferts de 12.57 postes aux SIG
Caisse de pension	- 8.80	diminution de la cotisation spéciale sur la Caisse de la Police
RPT	+ 1.26	nouveaux postes en lien avec la RPT
Fiches arbitrage CE	+ 1.28	Décision CE
IPSAS	- 21.71	changement des normes comptables
Saisies complémentaires départements	+ 3.57	modifications budgétaires
sous-total 2	**- 25.66**	

Projet de budget 2008 des charges de personnel	**+ 1'909.54**	diminution de 7.20 millions par rapport au Budget 2007

2.1.1. Evolution des charges de personnel

Par rapport au budget 2007 voté, les charges de personnel diminuent de 7.2 millions et représentent une baisse de 0.38%.

-30-	Charges de personnel	PB2008	Budget 2007	Ecart PB08/BU07	Ecart en %
300	Autorités, commissions et juges	31'021'449	30'208'280	813'169	2.69%
301	Traitement du personnel	836'455'843	841'396'964	-4'941'121	-0.59%
302	Traitement du corps enseignant	689'744'562	674'529'822	15'214'740	2.26%
303	Assurances sociales	118'867'260	117'487'119	1'380'141	1.17%
304	Caisse de pension et prévoyance	173'988'630	181'843'723	-7'855'093	-4.32%
305	Assurance maladie et accidents	12'810'475	12'545'085	265'390	2.12%
306	Prestations en nature	2'176'763	2'190'000	-13'237	-0.60%
307	Prestations aux retraités	36'514'785	47'464'200	-10'949'415	-23.07%
308	Personnel temporaire, chômeurs	1'203'223	1'695'850	-492'627	-29.05%
309	Formation, recrutement, div. charges	6'756'941	7'378'527	-621'586	-8.42%
Total		**1'909'539'931**	**1'916'739'570**	**-7'199'639**	**-0.38%**

Cette baisse s'explique essentiellement par :

- Une augmentation de la réduction linéaire qui est passée de 25,0 à 36,7 millions.
- Une réduction des charges liées aux caisses de pensions de 8,8 millions (voir exposé des motifs du département des Institutions).
- Les normes IPSAS (-21,7millions) sur les prestations aux retraités et à l'activation des charges de personnel.
- Les économies réalisées par les plans de mesures.

A titre de rappel, la masse salariale 2008 budgétisée a été réduite de 36,7 millions dans le but de diminuer le différentiel budget/comptes lié à la rotation sur les postes. Cette réduction technique est ventilée dans les départements. Certains départements ont pu ventiler le montant inscrit sur la nature de la réduction technique linéaire sur une autre rubrique de charge.

2.1.2. Mécanismes salariaux

Pour l'année 2008, le Conseil d'Etat s'est engagé à l'égard de la fonction publique à poursuivre la reprise partielle des mécanismes salariaux. Il est prévu de :

- verser une annuité décalée au 1er juillet 2008; à l'exclusion du corps enseignant pour lequel le versement interviendra au 1er janvier 2009.

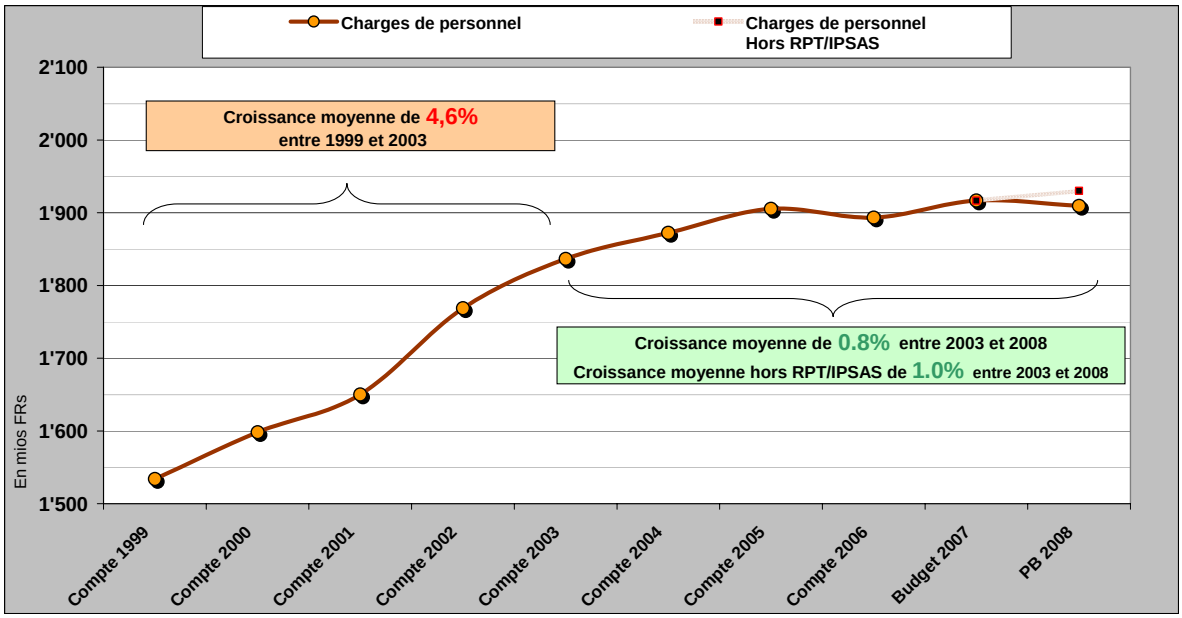
- réinstaurer une progression de la prime de fidélité.

De plus, une indexation complémentaire concernant l'exercice 2007 de 0,2% prendra son plein effet sur l'exercice 2008. Cette indexation sera versée à la condition de voir les comptes 2007 positifs.

L'effort de stabilisation des charges de personnel entamé en 2006 se poursuit en 2008. Par conséquent, nous constatons un projet de budget 2008 équivalent aux résultats de l'exercice 2005 (PB 2008 = 1,910 milliards et C2005 = 1,905 milliards).

VARIATION DES CHARGES DE PERSONNEL
(hors emplois temporaires)
ENTRE 1999 ET 2008

(En mios FRs)	*Compte 1999*	*Compte 2000*	*Compte 2001*	*Compte 2002*	*Compte 2003*	*Compte 2004*	*Compte 2005*	*Compte 2006*	*Budget 2007*	***PB 2008***
Charges de personnel	**1'534**	**1'598**	**1'650**	**1'769**	**1'837**	**1'872**	**1'905**	**1'893**	**1'917**	**1'910**



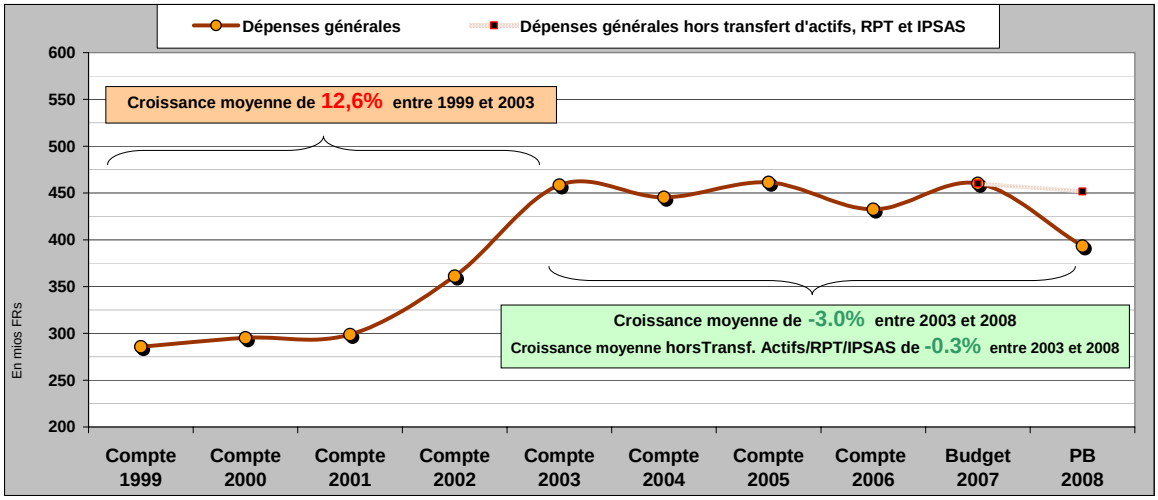
2.2. Dépenses générales (nature 31)

Les dépenses générales comprennent, entre autres, les assurances, les mandats à des tiers, les locations auprès de tiers, les frais d'affranchissement, les fluides, les frais d'entretien des bâtiments, les marchandises, les fournitures scolaires et de bureau et les transports scolaires. Elles s'élèvent au projet de budget 2008 à 393,3 millions, soit une diminution de 66,9 millions (-14,5%) par rapport au budget 2007. Sans tenir compte des transferts d'actifs (-65,1 millions), de la RPT (+0,7 million) et d'IPSAS (+6 millions, application du règlement des investissements), les dépenses générales s'élèvent à 451,7 millions (-1,8% par rapport au budget 2007).

Le tableau suivant montre l'effort qui a été accompli ces dernières années.

VARIATION DES DEPENSES GENERALES ENTRE 1999 ET 2008

(En mios FRs)	*Compte 1999*	*Compte 2000*	*Compte 2001*	*Compte 2002*	*Compte 2003*	*Compte 2004*	*Compte 2005*	*Compte 2006*	*Budget 2007*	*PB 2008*
Dépenses générales	**286**	**295**	**299**	**361**	**458**	**445**	**461**	**433**	**460**	**393**



D'une croissance moyenne de 12,6% durant les années 1999 à 2003, les dépenses générales sont désormais stabilisées au niveau des comptes 2003 (hors RPT, transferts d'actifs et IPSAS). Afin d'atteindre cet objectif, un effort de 7,5% a été demandé, lors du processus budgétaire, aux départements sur les dépenses générales à l'exception de l'entretien des bâtiments.

2.3. Intérêts passifs (nature 32)

Pour 2008, les intérêts passifs directs hors intérêts fiscaux, ont été budgétisés à 348,3 millions, en augmentation de 2,4% par rapport au budget 2007 qui affichait 340,1 millions. Cette évolution résulte principalement de la hausse des taux d'intérêts à court, moyen et long termes ainsi que du plafonnement de la dette décidé par le Conseil d'Etat; le montant budgété tient compte également de l'impact des mesures adoptées par le Conseil d'Etat, notamment les opérations de transfert d'actifs.

Pour rappel, les charges d'intérêt dans les comptes 2006 ont été enregistrées à hauteur de 357,4 millions.

Pour la dette à moyen et long termes, un total de 1'507 millions d'emprunts devra être remboursé en 2008, dont 700 millions d'emprunts publics.

Le chapitre consacré à la gestion de la dette et à la trésorerie, revient plus en détails sur la stratégie suivie durant l'année 2007 et les perspectives 2008.

2.4. Amortissements, provisions, réserves et irrécouvrables (nature 33)

2.4.1. Amortissements du patrimoine financier (nature 330)

Il n'y a pas, en 2008 d'amortissements prévu pour le patrimoine financier.

2.4.2. Amortissements ordinaires du patrimoine administratif (nature 331)

- voir exposé des motifs du Conseil d'Etat

2.4.3. Dotations et dissolutions de provisions (nature 338-439)

Le principe de dotation et dissolution de provisions est le suivant : les dissolutions sont inscrites à hauteur des irrécouvrables présumés du service, les dotations sont établies à hauteur des risques estimés en matière de débiteurs. La situation est ensuite examinée en fin d'année et les provisions réajustées en fonction des risques.

Les dotations de provisions inscrites au projet de budget 2008 s'élèvent à 104,6millions, en hausse de 25,3 millions par rapport au budget 2007. La provision AFC est reconstituée à hauteur de sa dissolution pour 2006, soit 65,0 millions (supérieure de 10,0 millions à celle de 2007). La provision relative à la Fondation de valorisation est dotée de 4,2 millions et dissoute de 120,0 millions.

Les dissolutions de provisions se montent à 251,4 millions.

Pour l'année 2008 les dotations et dissolutions se répartissent de la manière suivante :

Projet de budget 2008 - Provisions

Provisions	Dotations	Utilisation
Débiteurs douteux de l'AFC	65.0 mios	65.0 mios
Assainissements des sites contaminés		1.6 mios
SCARPA	8.4 mios	2.5 mios
Pensions Magistrats	22.4 mios	18.5 mios
Heures supplémentaires personnel Etat		0.3 mios
Heures supplémentaires de la police et prison	4.0 mios	
Pouvoir Judiciaire		0.4 mios
Office de la jeunesse	0.4 mios	0.6 mios
DSE - arriérés paiements "part cantonale AI" (RPT)		42.4 mios
DSE - Autres	0.1 mios	
Office orientation & formation professionnelle	0.2 mios	0.1 mios
Total provisions avant BCGe	**100.4 mios**	**131.4 mios**
BCGe, Fondation de valorisation	4.2 mios	120.0 mios
Total provisions	**104.6 mios**	**251.4 mios**

2.4.4. Créances irrécouvrables (nature 339)

Les créances irrécouvrables sont, pour l'essentiel, les créances ayant fait l'objet d'actes de défauts de biens. Elles sont supérieures de 7,4 millions à celles de 2007, atteignant 69,3 millions de francs en 2008.

Les irrécouvrables de l'administration fiscale cantonale constituent l'essentiel de ce montant, avec 48 millions, auxquels il convient d'ajouter 4 millions de remises et 9,6 millions d'imputations forfaitaires non remboursées par la Confédération (double imposition liée à des accords internationaux).
L'imputation forfaitaire sert à éliminer la double imposition internationale sur des dividendes, des intérêts et des redevances de licences en vertu des conventions de double imposition conclues par la Suisse. Elle consiste en un dégrèvement des impôts suisses en compensation des impôts prélevés par les pays contractants. Elle s'applique aux PP et aux PM (mais les PP n'ont pas le droit de cumuler). Elle est à la charge de la Confédération à raison de 1/3 et le 2/3 restant est supporté par le canton et les communes.

A noter qu'au chapitre des recettes, les récupérations d'actes de défauts de biens atteignent 3.8 millions.

2.5. Parts et contributions sans affectation (nature 34)

Les parts et contributions sans affectation, avec 501,9 millions, varient de 280 millions par rapport au budget 2007.

Cette variation trouve son origine dans deux phénomènes particuliers. D'une part, il s'agit du nouveau montant payé à la Confédération suite au nouveau système de péréquation (+336,2 millions) et d'autre part, d'un changement de méthode de comptabilisation. Ce dernier, lié à l'introduction des normes IPSAS, consiste à enregistrer uniquement la part nette de la charge revenant au canton pour la compensation financière aux communes frontalières françaises (-60,1 millions). Ce changement est neutre sur le résultat puisqu'il est compensé sur les revenus (voir chapitre les parts à des recettes sans affectation, nature 44).

La progression de la compensation financière aux communes frontalières françaises, hors effet IPSAS, est de +8,6 millions.

De plus, grâce à l'accord entre le canton et les communes, les charges diminuent de 6 millions (sécurité civile) au département des Finances.

2.6. Dédommagements à des collectivités publiques (nature 35)

Les dédommagements à des collectivités publiques (273,2 millions) représentent les prestations effectuées par d’autres collectivités pour le compte de l’Etat de Genève. Cette nature enregistre une diminution 63,9 millions par rapport au budget 2007.

Les charges de la Fondation de valorisation enregistrées sur cette nature baissent de 53,4 millions (voir chapitre sur la Fondation de valorisation des actifs de la BCGe).

De plus, la baisse du chômage fait ressentir ses effets sur le projet de budget 2008 et se traduit par une baisse des charges à hauteur de 12 millions.

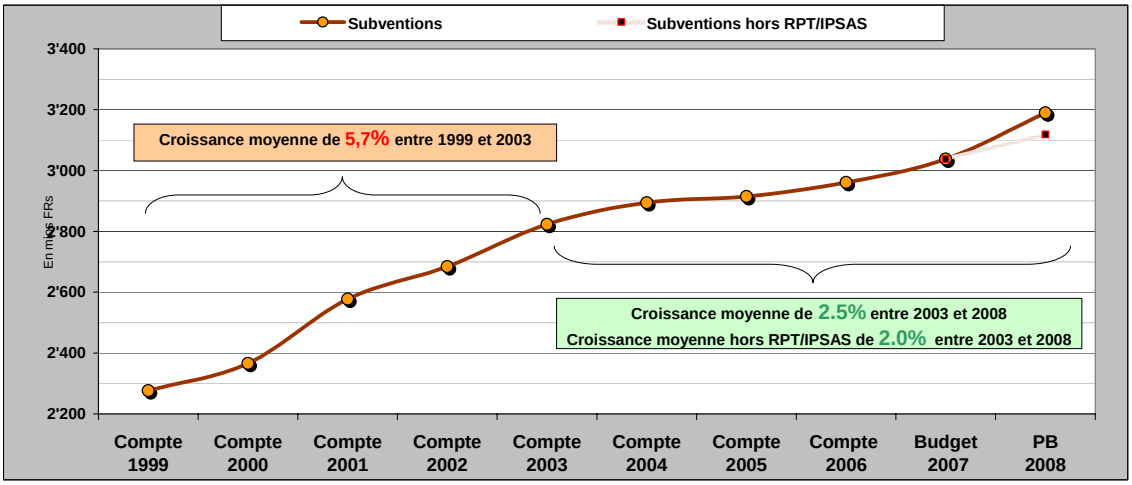
2.7. Subventions accordées (nature 36)

La liste exhaustive des subventions accordées par département et service selon les catégories de la LIAF (loi sur les indemnités et aides financières) figure en annexe dans le projet de budget.

En hausse de 151,9 millions (+5%) par rapport au budget 2007, les subventions se montent à 3'189,7 millions. Sans tenir compte de la RPT (-23,6 millions) et d'IPSAS (94,9 millions), les subventions s'élèvent à 3'118,5 millions (+80,7 millions soit +2,7%).

VARIATION DES SUBVENTIONS
(avec retraitement du fonds de péréquation)
ENTRE 1999 ET 2008

(En mios FRs)	*Compte 1999*	*Compte 2000*	*Compte 2001*	*Compte 2002*	*Compte 2003*	*Compte 2004*	*Compte 2005*	*Compte 2006*	*Budget 2007*	*PB 2008*
Subventions	**2'277**	**2'366**	**2'577**	**2'684**	**2'823**	**2'895**	**2'915**	**2'961**	**3'038**	**3'190**



D'une croissance moyenne de 5,7% entre les années 1999 et 2003, les subventions progressent de 2% par an entre 2003 et 2008 hors RPT et IPSAS.

On relèvera la rigueur qui marque l'évolution des indemnités, soit une croissance de +1,27% hors RPT et IPSAS (1'748,7 millions). Ainsi, celles-ci sont stables, à l'exception de la Fondation officielle de la jeunesse (FOJ), des transports collectifs et des déchets spéciaux SIG.

Les aides financières (71,6 millions hors RPT et IPSAS) sont gelées. Les allocations à des personnes physiques (dépenses d'assistance et prestations complémentaires AVS/AI, allocations familiales, subsides assurance-maladie, Hospice, allocations logement) progressent de 7,15% pour atteindre 1'059,5 millions hors RPT et IPSAS et génèrent ainsi la majeure partie de la croissance des charges.

Evolution des subventions par type

	C2006	B2007	PB2008 hors RPT/IPSAS	PB2008/ B2007	PB2008 total
Indemnités	**1'678.0**	**1'726.8**	**1'748.7**	**1.27%**	**1'941.5**
Aides financières	**69.4**	**71.5**	**71.6**	**0.12%**	**79.0**
Allocations à des personnes physiques	**968.1**	**988.9**	**1'059.5**	**7.15%**	**1'088.5**
non soumises à la LIAF	**245.3**	**250.7**	**238.7**	**-4.79%**	**80.7**
Total	**2'960.7**	**3'037.8**	**3'118.5**	**2.65%**	**3'189.7**

Dans le cadre des normes IPSAS, représentant un impact de 94,9 millions, 89,5 millions sont dus à des subventions non monétaires. Celles-ci sont compensées par un revenu ou une diminution de charges dans une autre nature. Elles concernent les locations-financements des HUG et Université, la mise à disposition de locaux, des intérêts sur prêts et des capitaux de dotation.

La RPT impacte les secteurs suivants : éducation, transports publics, handicap et intégration sociale, personnes âgées et aide à domicile.

2.8. Subventions redistribuées (nature 37)

D'un montant de 26,7 millions, les subventions redistribuées – subventions pour lesquelles l'Etat ne joue que le rôle d'intermédiaire - sont présentées, comme les imputations internes, dans un volet séparé. En effet, leur influence sur le résultat est nulle (montant équivalent en charges comme en revenus). Elles ne sont d'ailleurs pas présentées dans le cadre des états financiers IPSAS.

2.9. Attributions aux financements spéciaux (nature 38)

Avec l'introduction des normes IPSAS, les attributions aux financements spéciaux disparaissent.

En effet, cette nature de charges était utilisée pour équilibrer un financement spécial dont les revenus étaient supérieurs aux charges. Avec IPSAS il n'y a plus d'équilibrage des financements spéciaux et ceux-ci influencent donc le résultat. L'impact est de -5,3 millions sur les charges par rapport à 2007.

2.10. Imputations internes (nature 39)

Par imputations internes, on désigne la facturation et la répartition des charges entre services de l'administration cantonale. Elles permettent de mieux apprécier le coût des services et d'ajuster en conséquence le montant des prestations et subventions. Elles n'ont donc pas d'influence sur le résultat. Elles ne sont d'ailleurs pas présentées dans le cadre des états financiers IPSAS.

Ces imputations internes atteignent, en 2008, 508,4 millions (montant identique en revenus); elles sont principalement constituées par la ventilation à travers les services des intérêts de la dette consécutifs aux investissements ainsi qu'aux charges de bâtiments. Ces dernières sont établies par le département des Constructions et des Technologies de l'Information (DCTI) sur la base de clés de répartition calculées au prorata de la superficie occupée par chaque service. L'année 2008 a vu l'introduction de la refacturation des frais informatiques en valorisant un coût par poste informatique.

3. EVOLUTION DES REVENUS DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT COURANT

Les revenus de l'Etat de Genève figurent au projet de budget 2008 pour un montant de 6'946,8 millions de francs (sans imputations internes et subventions redistribuées). La progression sur 2007 est de 383,9 millions, soit 5.9 %.

L'exercice 2008 est caractérisé par le passage aux normes IPSAS et la nouvelle péréquation intercantonale. Ces deux éléments augmentent les revenus au projet de budget pour un montant total de 198 millions, soit +183,9 millions liés à la RPT et +14,1 millions liés aux normes IPSAS.

Enfin, rappelons que les transferts d'actifs réalisés sur l'exercice 2008 (SIG), génèrent quand à eux, une diminution des revenus d'environ 120 millions.

Revenus courants de l'Etat de Genève

en millions de F	B2007	PB2008 hors RPT/IPSAS	*PB2008 hors RPT/IPSAS /B2007*	PB2008	*PB2008/ B2007*
Impôts	**4'814.2**	**5'207.7**	***8.2%***	**5'207.7**	***8.2%***
Patentes et concessions	**13.5**	**18.2**	***34.1%***	**18.2**	***34.1%***
Revenus des biens	**243.7**	**161.8**	***-33.6%***	**210.9**	***-13.5%***
Recettes diverses	**739.6**	**571.1**	***-22.8%***	**640.2**	***-13.4%***
Parts à des recettes sans affectation	**395.0**	**425.5**	***7.7%***	**466.5**	***18.1%***
Dédommagement de collectivités publiques	**143.7**	**153.9**	***7.1%***	**153.9**	***7.1%***
Subventions acquises	**200.2**	**205.7**	***2.7%***	**249.5**	***24.6%***
Prélèvements sur les financements spéciaux	**12.9**	**4.9**	***-61.7%***	**-**	***-100.0%***
TOTAL REVENUS	**6'562.9**	**6'748.9**	***2.8%***	**6'946.8**	***5.9%***

3.1 Recettes fiscales (nature 40)

Voir exposé des motifs du Conseil d'Etat.

3.2. Les patentes et concessions (nature 41)

Les patentes et concessions sont budgétisées à 18,2 millions en 2008, en hausse de 4,6 millions. Cette variation est due à une nouvelle redevance (en matière de droit d'eau pour le captage des eaux souterraines) de 5 millions au SIG.

3.3.Revenus des biens (nature 42)

Les revenus des biens totalisent 210,8 millions soit une diminution de 32,8 millions par rapport à 2007 et de 129,6 millions par rapport aux comptes 2006. Rappelons cependant que ces derniers incluent des écritures comptables de régularisation pour un montant de 54,3 millions et bénéficient de la bonne santé économique de l'année 2006.

Parmi ces 210,8 millions, 49 millions sont dus à l'application des normes IPSAS. Sans prendre en compte cet élément, l'écart au budget 2007 atteint 81.9 millions dont 62.6 millions sont directement liés aux transferts d'actifs. De plus, 19,5 millions sont imputables à la non reconduction de gains comptables escomptés sur les ventes de terrains.

3.4. Recettes diverses (hors dissolution de provisions) (nature 43)

Les recettes diverses, composées principalement des dissolutions de provisions des dédommagements de tiers et d'émoluments administratifs, s'élèvent à 640.2 millions soit en nette diminution de 99.4 millions par rapport au budget 2007 et de 198.5 millions comparé aux comptes 2006.
Les recettes diverses sont impactées par l'application des normes IPSAS pour un montant de 20.6 millions ainsi que par l'entrée en vigueur de la RPT à hauteur de 48.4 millions.
En prenant en compte ces éléments, les recettes diverses, pour l'année 2008, sont budgétées à hauteur de 571.1 millions contre 739.6 millions au précédent budget, soit une diminution de plus de 168 millions. Les dissolutions de provisions, présentées sous le point 2.4.3., expliquent majoritairement cette évolution. Les transferts d'actifs impliquent une diminution de 50 millions.
Les émoluments administratifs sont projetés à la hausse avec +17.8 millions suite à un transfert de la nature 436 (dédommagements à des tiers) pour le registre foncier. Les amendes augmentent également de 16.5 millions.

3.4.1. Les dissolutions de provisions et réserves (nature 439) .

Voir chapitre dissolutions de provisions et réserves.

3.5. Les parts à des recettes sans affectation (nature 44)

Le montant au projet de budget 2008 se monte à 466,5 millions, en augmentation de 71,5 millions par rapport au budget précédent.

La nouvelle péréquation intercantonale génère un effet positif sur les revenus de 101,1 millions. Cette augmentation est composée des éléments suivants :

- Intégration du nouveau montant de la péréquation intercantonale versé par la Confédération, soit +100,1 millions et suppression du versement au fond de péréquation inscrit au budget 2007, soit -31,7 millions.

- Augmentation de la part cantonale au bénéfice de la Banque Nationale Suisse qui atteint le montant de 89,6 millions, soit une augmentation de 25 millions.

- Augmentation de la part cantonale à l'impôt anticipé de 12,2 millions, dont 8,2 millions sont dus à la nouvelle péréquation.

Un changement de méthode de comptabilisation, lié à l'introduction des normes IPSAS, consiste à enregistrer uniquement la part nette de la charge revenant au canton pour la compensation financière au communes frontalières françaises (-60,1 millions). Cela induit que le revenu, représentant la part des communes genevoises, disparaît au projet de budget 2008. Ce changement est neutre sur le résultat puisqu'il est compensé sur les charges (voir chapitre les parts et contributions sans affectation nature 34).

Enfin, la part cantonale à l'impôt fédéral direct progresse de 25,7 millions par rapport au budget 2007 pour atteindre un montant de 255,1 millions. Cette variation est la résultante de l'évolution des impôts cantonaux.

3.7. Les dédommagements de collectivités publiques (nature 45)

Les dédommagements de collectivités publiques compensent les services rendus par l'Etat pour le compte d'autres collectivités (Confédération, cantons, communes). D'un montant de 153,9 millions, elles sont en augmentation de 10,3 millions (+7,1%).

Cette variation se décompose entre :

- L'augmentation de la redevance poids lourd de 1,5 million (16,1 millions au projet de budget 2008) ;

- L'augmentation de la participation des communes de 8,6 millions (57,5 millions au projet de budget 2008) ;

3.7. Les subventions acquises (nature 46)

Les subventions acquises (249,5 millions) émanent pour l'essentiel de la Confédération. Elles sont en augmentation de 49,2 millions (+24,6%). Cependant, hors RPT (34,4 millions) et hors IPSAS (9,4 millions) , l'augmentation est de 5,4 millions. La variation se décompose entre :

- Les subsides de la Confédération aux assurés à ressources modestes (101,6 millions) diminuent de -14,8 millions (RPT) ;
- Les prestations complémentaires Fédérales (PCF) aux personnes âgées (91,6 millions) augmentent de +66,5 millions (dont 65,8 millions RPT) ;
- La participation de la Confédération aux frais administratifs OCPA (2,4 millions) augmente de +2,4 millions (RPT) ;
- Les subventions LFPR pour la formation professionnelle (24 millions) augmentent de +11,2 millions (dont 8 millions RPT) ;
- La subvention de l'OFAS est supprimée, soit -23,8 millions (RPT) ;
- Les fonds alloués par des tiers (2,6 millions) augmentent de +2,6 millions (IPSAS) ;
- Les produits différés de subventions d'investissements (5,1 millions) augmentent de +5,1 millions (IPSAS) ;

3.8. Les subventions à redistribuer (nature 47)

D'un montant égal aux subventions redistribuées figurant dans les charges, soit 26,7 millions, les subventions à redistribuer – subventions pour lesquelles l'Etat ne joue que le rôle d'intermédiaire - sont présentées, comme les imputations internes, dans un deuxième volet. En effet, leur influence sur le résultat est nulle (montant équivalent en charges comme en revenus). Elles ne sont d'ailleurs pas présentées dans le cadre des états financiers IPSAS.

3.9. Les prélèvements sur les financements spéciaux (nature 48)

Avec l'introduction des normes IPSAS, les prélèvements sur les financements spéciaux disparaissent.

En effet, cette nature de revenus était utilisée pour équilibrer un financement spécial dont les charges étaient supérieures aux revenus. Avec IPSAS il n'y a plus d'équilibrage des financements spéciaux et ceux-ci influencent donc le résultat. L'impact est de -4,9 millions sur les revenus par rapport à 2007.

3.10. Les imputations internes (nature 49)

Par imputations internes, on désigne la facturation et la répartition des charges entre services de l'administration cantonale. Elles permettent de mieux apprécier le coût des services et d'ajuster en conséquence le montant des prestations et subventions. Elles n'ont donc pas d'influence sur le résultat. Elles ne sont d'ailleurs pas présentées dans le cadre des états financiers IPSAS.

En 2008, les imputations internes totalisent 508,4 millions, montant équivalent aux charges inscrites. Elles sont principalement constituées par la recette figurant au département des Constructions et des Technologies de l'Information (DCTI) sur la base de clés de répartition calculées au prorata de la superficie occupée par chaque service. L'année 2008 a vu l'introduction de la refacturation des frais informatiques en valorisant un coût par poste informatique.

4. FONDATION DE VALORISATION DES ACTIFS DE LA BANQUE CANTONALE DE GENEVE (BCGe)

La Fondation de valorisation a été créée par la loi 8194 du 19 mai 2000 pour contribuer à l'assainissement de la Banque Cantonale de Genève. Ses objectifs sont de gérer, rentabiliser, valoriser et surtout de réaliser au meilleur prix les actifs qui lui ont été transférés par la BCGe. Le département des Finances assure le suivi administratif, financier et comptable des dossiers et donne un avis sur les budgets et les comptes de la Fondation de valorisation.

4.1. Pertes sur réalisation de biens immobiliers

Les pertes comptabilisées en charge par l'Etat totalisent 2,1 milliards F depuis le début de l'activité de la Fondation jusqu'au 31.12.2006. Les réductions de pertes et gains de revente comptabilisés en produit s'élèvent à 125,9 millions à la même date. Le marché immobilier est toujours favorable et porteur. Pour 2008, le budget des nouvelles pertes à comptabiliser est fixé à 90 millions F. Il est naturellement en baisse, compte tenu du fait que la Fondation s'approche de la fin de son activité, prévue en 2009. Le budget des gains de revente à comptabiliser est fixé à 15 millions.

Les pertes enregistrées dans les charges de l'Etat sont contrebalancées par des revenus d'un montant équivalent, correspondant à l'utilisation de la provision pour pertes constituée initialement à 2,7 milliards F dans les comptes 2000 et dissoute de 190,2 millions F à fin 2005 et de 80 millions à fin 2006. Afin de poursuivre l'adaptation de la provision pour pertes au risque final estimé actuellement à 2,2 milliards F (taux de perte moyen de 41 %), il est prévu de la dissoudre de 70 millions F supplémentaires à fin 2007 et de 30 millions supplémentaires à fin 2008.

En termes de trésorerie, l'Etat couvre les pertes concernant les ventes de la Fondation à des tiers. Ces pertes, payées par l'Etat, totalisent 1'337,8 millions F depuis le début de l'activité de la Fondation jusqu'au 31.12.2006. Pour 2007, les paiements de l'Etat devraient être inférieurs à la prévision de 320 millions F. Les paiements de 2008 sont prévus à 300 millions F, la justesse de ces prévisions dépendant essentiellement de la date de l'acquisition par l'Etat des immeubles de logement figurant sur la liste sélectionnée par lui, achat dont les conséquences se répartiront sur les exercices 2007 et 2008 en termes de désengagement financier de la Fondation et de paiement des pertes correspondantes par l'Etat.

A fin 2006, le cumul du désengagement de la Fondation envers ses créanciers (BCGe et Depfa Bank) s'élève à 3,5 milliards F, soit environ 66% de l'engagement total initial de 5,3 milliards F.

4.2. Avances à la Fondation remboursables par la BCGe

L'Etat avance chaque année les fonds nécessaires au bon fonctionnement de la Fondation, conformément aux dispositions légales. A fin 2006, le montant total des avances déjà effectuées par l'Etat était de 345 millions F et devrait se monter à environ 358 millions F à fin 2007. Auparavant activées au bilan, les avances annuelles seront dès 2008 passées directement dans les charges de l'Etat, pour un montant estimé à 28,6 millions F en 2008.

De même, les remboursements d'avances effectués par la BCGe sur son résultat annuel, calculés selon l'accord de remboursement correspondant à une attribution spéciale de 20% du total des dividendes - ordinaire et supplémentaire - distribués, seront passés en produit de l'Etat dès 2008. Le produit attendu pour 2008 est de 7 millions F.

L'année 2005 étant la première année d'application de cet accord, la BCGe a versé à l'Etat de Genève, pour la première fois en 2006, la part prévue de 20% sur l'ensemble des dividendes versés, soit 2,2 millions F et 3,6 millions F en 2007 sur la base des dividendes versés par la BCGe sur son résultat net 2006.

5. TRESORERIE GENERALE DE L'ETAT DE GENEVE

5.1. Gestion de la dette

La gestion de la dette durant l'année 2007 s'inscrit dans la continuité des principes adoptés depuis 2003. La Trésorerie Générale a procédé en 2007 tant à des refinancements à court terme que des opérations à long terme et ceci, dans le cadre de la stratégie fixée par le Conseil d'Etat :

- fixer le taux moyen de la dette à 2,8% au maximum;
- fixer la proportion maximale des emprunts à taux variable à 30%;
- fixer la proportion maximale des emprunts à court terme à 25%;
- maintenir la durée moyenne des emprunts dont l'échéance est supérieure à 1 année idéalement à 6,5 ans;
- planifier les remboursements d'emprunts pour un lissage de l'échéancier avec plafond annuel moyen.

La politique active en matière de gestion de la dette a permis à l'Etat de Genève de contenir le coût de la dette tout en maîtrisant le risque de liquidités et le risque de taux. Le taux moyen de la dette est inférieur à 3%, mais reste légèrement au-dessus de la cible visée ce qui est essentiellement dû à la très forte progression en 2007 des taux d'intérêts à court terme. L'évolution générale des taux d'intérêts demeure haussière voire stable, le taux moyen de la dette risque donc d'augmenter en 2008.

Le projet "Caisse centralisée" a poursuivi sa mise en place durant l'année 2007. Il vise à optimiser les flux et les coûts financiers par une centralisation optimale et maximale des liquidités. La mise en place du projet devrait se prolonger durant l'année 2008 et dès lors porter ses fruits en termes d'économies.

Pour rappel, en 2007, les intérêts passifs (hors intérêts fiscaux) ont été budgétisés à 338,8 millions F. Dans le cadre du projet de budget 2008, les intérêts passifs (hors intérêts fiscaux) ont été budgétisés à 352,8 millions F. Cette évolution tient compte d'une hausse des taux d'intérêt à court, moyen et long termes, ainsi que du plafonnement du niveau de la dette à 13 milliards F par décision du Conseil d'Etat, le montant budgété tient compte également de l'impact des mesures adoptées par le Conseil d'Etat, notamment les opérations de transfert d'actifs.

TABLEAUX

CLASSIFICATION PAR NATURE ET PAR DÉPARTEMENT DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT COURANTES
PROJET DE BUDGET 2008

	LIBELLÉ	ÉTAT DE GENÈVE	CHANCELLERIE	FINANCES	INSTRUCTION PUBLIQUE	INSTITUTIONS	CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	TERRITOIRE	SOLIDARITE ET EMPLOI	ECONOMIE ET SANTE	GRAND CONSEIL	COUR DES COMPTES	POUVOIR JUDICIAIRE
30	**CHARGES DE PERSONNEL**	**1'909'539'931**	**10'469'887**	**135'630'324**	**1'030'958'182**	**354'844'809**	**122'730'918**	**63'787'041**	**85'875'684**	**31'382'022**	**7'692'308**	**3'129'193**	**63'039'563**
300	AUTORITÉS, COMMISSIONS ET JUGES	31'021'449	1'953'948	521'300	421'900	305'645	883'755	394'191	243'659	513'730	4'132'000	741'605	20'909'716
301	TRAITEMENTS DU PERSONNEL	836'455'843	7'025'089	80'574'169	177'304'925	281'720'211	101'847'963	52'835'320	71'177'605	25'680'942	2'717'428	1'914'938	33'657'253
302	TRAITEMENT DU CORPS ENSEIGNANT	689'744'562			689'744'562								
303	ASSURANCES SOCIALES	118'867'260	685'860	6'186'150	66'250'560	21'508'960	7'837'970	4'060'880	5'448'690	1'998'150	516'140	202'620	4'171'280
304	CAISSE DE PENSION ET DE PRÉVOYANCE	173'988'630	757'210	8'965'410	92'130'220	39'353'420	11'417'750	5'916'350	8'224'050	2'898'850	269'240	227'790	3'828'340
305	ASSURANCE MALADIE ET ACCIDENTS	12'810'475	27'900	251'700	2'690'850	8'853'795	319'030	165'290	221'750	81'310	20'990	8'240	169'620
306	PRESTATIONS EN NATURE	2'176'763		10'000	6'100	1'869'913	89'450	201'300					
307	PRESTATIONS AUX RETRAITÉS	36'514'785		35'221'595	1'293'190								
308	PERSONNEL TEMPORAIRE, CHÔMEURS	1'203'223	19'880		256'514	45'485	238'800	213'710	34'930	209'040	36'510		148'354
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	6'756'941		3'900'000	859'361	1'187'380	96'200		525'000			34'000	155'000
31	**DÉPENSES GÉNÉRALES**	**393'257'651**	**4'749'940**	**14'004'747**	**42'113'668**	**50'716'801**	**223'687'001**	**33'669'282**	**5'542'827**	**7'839'007**	**2'521'580**	**173'188**	**8'239'610**
310	FOURN. BUREAU, IMPRIMÉS, MATÉRIEL	21'834'776	784'500	1'304'329	11'934'171	2'932'741	1'199'005	1'146'575	695'813	433'411	521'080	29'776	853'375
311	MOBILIER, MACHINES ET VÉHICULES	3'821'048	0	46'855	1'646'887	659'058	705'300	479'767	119'385	133'774	12'500	9'522	8'000
312	EAU, ÉNERGIE, COMBUSTIBLES	38'914'900					38'050'000	864'900					
313	MARCHANDISES	17'708'106	8'000	61'621	5'206'715	8'026'874	2'755'800	1'103'423	11'565	527'508			6'600
314	ENTRETIEN DES IMMEUBLES	51'871'500					45'321'200	6'550'300					
315	ENTRETIEN DE MOBILIER PAR DES TIERS	24'638'124	7'500	22'423	1'285'671	2'375'985	19'965'950	717'485	42'565	92'748	121'000		6'797
316	LOYERS, FERMAGES, REDEVANCES	61'302'289	104'000	155'901	3'080'670	828'542	56'268'600	267'622	215'747	120'891	28'000	4'890	227'426
317	DÉBOURS	15'754'464	434'600	497'040	2'889'057	7'331'083	1'501'000	1'177'284	786'745	435'977	336'000	9'000	356'678
318	HONORAIRES, PREST. DE SERVICE DE TIERS	157'412'444	3'411'340	11'916'578	16'070'497	28'562'518	57'920'146	21'361'926	3'671'007	6'094'698	1'503'000	120'000	6'780'734
32	**INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS**	**353'478'421**	**-**	**353'473'421**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**5'000**
320	ENGAGEMENTS COURANTS	1'305'000		1'300'000									5'000
321	DETTES À COURT TERME	27'883'750		27'883'750									
322	DETTES À MOYEN ET LONG TERME	313'325'896		313'325'896									
323	DETTES ENVERS DES ENTITÉS PARTIC.	4'013'775		4'013'775									
328	FRAIS ET COUTS FINANCIERS	1'750'000		1'750'000									
329	AUTRES INTÉRÊTS PASSIFS	5'200'000		5'200'000									
33	**AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES**	**446'663'406**	**-**	**254'448'455**	**1'542'963**	**9'202'035**	**111'046'879**	**17'975'658**	**17'680'066**	**34'247'230**	**166'850**	**-**	**353'270**
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	272'786'806		101'251'455	541'963	4'048'035	110'324'279	17'955'658	4'420'066	34'015'230	166'850		63'270
338	PROVISIONS ET RESERVES	104'624'000		91'592'000	571'000	4'000'000	-	11'000	8'450'000				
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	69'252'600		61'605'000	430'000	1'154'000	722'600	9'000	4'810'000	232'000			290'000
34	**PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION**	**501'892'733**	**-**	**490'409'733**	**-**	**7'083'000**	**-**	**4'400'000**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
340	PART DES COMMUNES AUX RECETTES	4'400'000						4'400'000					
346	COMPENSATION FINANCIÈRE AUX COMMUNES FRANÇAISES	120'166'727		120'166'727									
348	PART AUX ALLOC. FAM. IMPOT DOM.	336'222'173		336'222'173									
349	AUTRES PARTS	41'103'833		34'020'833		7'083'000							

CLASSIFICATION PAR NATURE ET PAR DÉPARTEMENT DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT COURANTES
PROJET DE BUDGET 2008

	LIBELLÉ	ÉTAT DE GENÈVE	CHANCELLERIE	FINANCES	INSTRUCTION PUBLIQUE	INSTITUTIONS	CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	TERRITOIRE	SOLIDARITE ET EMPLOI	ECONOMIE ET SANTE	GRAND CONSEIL	COUR DES COMPTES	POUVOIR JUDICIAIRE
35	**DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS**	**273'209'751**	**-**	**118'611'000**	**6'039'000**	**13'140'150**	**14'522'000**	**6'113'736**	**108'270'000**	**101'000**	**-**	**-**	**6'412'865**
350	CONFÉDÉRATION	17'568'616				1'059'500		5'747'116	10'750'000	12'000			
351	CANTONS	24'226'815			6'039'000	11'722'150	7'000	36'800		9'000			6'412'865
352	COMMUNES	15'283'320				358'500	14'515'000	329'820		80'000			
353	PROPRES ETABLISSEMENTS	118'611'000		118'611'000									
355	DEDOMMAGEMENT A DES INSTITUTIONS PRIVEES	5'500'000							5'500'000				
356	DEDOMMAGEMENT A DES PERSONNES PHYSIQUES	92'020'000							92'020'000				
36	**SUBVENTIONS ACCORDÉES**	**3'189'737'505**	**851'425**	**-15'526'100**	**668'411'748**	**18'969'304**	**81'716'481**	**191'244'461**	**1'297'025'718**	**935'789'468**	**-**	**-**	**11'255'000**
360	CONFÉDÉRATION	43'898'569	616'125					835'611	42'433'833	13'000			
361	CANTONS	66'494'408			63'017'000			2'154'500	82'442	1'240'466			
362	COMMUNES	8'087'033		1'000	2'955'000		1'159'000	2'358'083		1'613'950			
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	1'460'920'168		611'600	369'550'206	1'303'300	6'808'819	170'735'262	119'751'431	792'159'550			
364	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	38'749'025	235'300	726'000	35'218'000	411'725		1'808'000	-	350'000			
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	488'415'580		135'300	124'311'042	8'485'607	7'098'662	9'308'005	202'974'462	136'102'502			
366	PERSONNES PHYSIQUES	1'088'807'722			73'360'500	1'398'672	66'650'000	50'000	931'783'550	4'310'000			11'255'000
367	ÉTRANGER	11'365'000				7'370'000		3'995'000					
369	SUBVENTIONS REMBOURSEES	-17'000'000		-17'000'000									
	TOTAUX INTERMÉDIAIRES	***7'067'779'398***	***16'071'252***	***1'351'051'580***	***1'749'065'561***	***453'956'099***	***553'703'279***	***317'190'178***	***1'514'394'295***	***1'009'358'727***	***10'380'738***	***3'302'381***	***89'305'308***
37	**SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES**	**26'726'800**	**-**	**-**	**231'000**	**-**	**233'000**	**25'062'800**	**1'200'000**	**-**	**-**	**-**	**-**
371	CANTONS	736'000						736'000					
372	COMMUNES	506'000					201'000	305'000					
373	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	600'000							600'000				
374	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	270'000						270'000					
375	INSTITUTIONS PRIVÉES	24'313'800					32'000	23'681'800	600'000				
376	PERSONNES PHYSIQUES	301'000			231'000			70'000					
39	**IMPUTATIONS INTERNES**	**508'382'675**	**2'181'731**	**41'298'966**	**117'090'526**	**97'710'969**	**181'040'573**	**19'125'074**	**22'033'949**	**15'650'957**	**1'844'247**	**49'880**	**10'355'803**
390	IMPUTATIONS INTERNES	1'080'500					850'000	230'500					
391	FRAIS DE BÂTIMENTS	202'458'463	526'700	5'448'527	86'854'111	24'444'287	65'354'427	3'274'133	8'576'147	4'195'679	104'085	-	3'680'367
392	INTÉRÊTS DE LA DETTE	110'227'551		2'045'000	1'285'000	514'000	91'510'596	5'234'955	1'762'000	7'853'000	17'000		6'000
394	RÉTROCESSIONS DE RECETTES	56'775'197		15'465'197		39'750'000	20'000	1'540'000					
395	INFORMATIQUE	122'794'616	1'646'031	12'340'242	28'690'815	30'695'982	19'303'450	8'050'586	10'645'054	3'202'278	1'715'862	49'880	6'454'436
396	SUBVENTIONS	400'000							-	400'000			
397	FACTURATION INTERNE	14'626'348	9'000	6'000'000	240'600	2'306'700	4'002'100	794'900	1'050'748		7'300		215'000
399	AUTRES IMPUTATIONS INTERNES	20'000			20'000								
	TOTAUX GÉNÉRAUX	**7'602'888'873**	**18'252'983**	**1'392'350'546**	**1'866'387'087**	**551'667'068**	**734'976'852**	**361'378'052**	**1'537'628'244**	**1'025'009'684**	**12'224'985**	**3'352'261**	**99'661'111**

CLASSIFICATION PAR NATURE ET DÉPARTEMENT DES REVENUS DE FONCTIONNEMENT COURANTS
PROJET DE BUDGET 2008

	LIBELLÉ	ÉTAT DE GENÈVE	CHANCELLERIE	FINANCES	INSTRUCTION PUBLIQUE	INSTITUTIONS	CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	TERRITOIRE	SOLIDARITE ET EMPLOI	ECONOMIE ET SANTE	GRAND CONSEIL	COUR DES COMPTES	POUVOIR JUDICIAIRE
40	**IMPÔTS**	**5'207'707'804**	**-**	**5'082'020'000**	**-**	**88'450'000**	**-**	**-**	**13'887'804**	**23'350'000**	**-**	**-**	**-**
400	IMPÔTS SUR LE REVENU ET LA FORTUNE	3'471'400'000		3'464'600'000						6'800'000			
401	IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE ET CAPITAL	1'156'500'000		1'156'500'000									
402	IMPÔTS FONCIERS	108'000'000		108'000'000									
403	IMPÔTS SPÉCIAUX	71'000'000		71'000'000									
404	PRODUIT DE L'ENREGISTREMENT ET TIMBRE	178'000'000		178'000'000									
405	PRODUIT DES SUCCESSIONS	95'000'000		95'000'000									
406	AUTRES IMPÔTS CANTONAUX	127'807'804		8'920'000		88'450'000			13'887'804	16'550'000			
41	**PATENTES ET CONCESSIONS**	**18'169'250**	**800'000**	**200'000**	**-**	**-**	**4'535'000**	**12'022'000**	**50'000**	**562'250**	**-**	**-**	**-**
410	PATENTES	17'369'250		200'000			4'535'000	12'022'000	50'000	562'250			
411	CONCESSIONS	800'000	800'000										
42	**REVENUS DES BIENS**	**210'855'272**	**53**	**61'264'801**	**11'475'143**	**60'500**	**84'402'548**	**26'641'013**	**26'351'700**	**658'980**	**-**	**-**	**534**
420	BANQUES	182'574		160'574		22'000							
421	CRÉANCES	24'964'474	53	24'848'694	5'143	17'500	40'200	650	51'700				534
422	CAPITAUX DU PATRIMOINE FINANCIER	13'262'205		11'677'205				1'585'000					
423	IMMEUBLES DU PATRIMOINE FINANCIER	36'927'000					30'627'000		6'300'000				
424	GAINS COMPTABLES SUR LES PLACEMENTS DU PATRIMOINE FINANCIER	8'800'000		3'800'000			5'000'000						
425	PRÊTS DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	29'734'097		802'869			28'022'915	858'813		49'500			
426	PART. PERM. DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	44'760'641		9'369'811		6'000	6'436'500	13'048'150	15'300'000	600'180			
427	IMMEUBLES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	47'058'796		5'460'463	11'470'000	15'000	14'264'933	11'148'400	4'700'000	-			
429	AUTRES REVENUS	5'165'485		5'145'185	-		11'000			9'300			
43	**RECETTES DIVERSES**	**640'208'472**	**2'033'350**	**248'611'500**	**31'925'209**	**157'368'459**	**45'487'400**	**31'494'161**	**83'231'158**	**13'749'235**	**27'200**	**-**	**26'280'800**
431	ÉMOLUMENTS ADMINISTRATIFS	140'970'022	1'029'350	2'295'000	471'500	73'401'500	30'921'500	2'649'951	1'057'095	9'610'426			19'533'700
432	PENSIONS D'ÉTABLISSEMENTS SPÉCIALISÉS	8'734'400			8'024'000	710'400							
433	ÉCOLAGES	852'896			852'896								
434	REDEVANCES D'UTIL. ET PREST. DE SERVICE	25'441'834	10'000	82'000	2'736'600	6'422'470	310'000	11'699'600	395'000	2'886'164			900'000
435	VENTES DE MARCHANDISES	5'897'713	860'000	56'000	1'269'163	2'037'300	584'500	573'850		51'300	25'000		440'600
436	DÉDOMMAGEMENTS DE TIERS	146'099'274	134'000	42'378'500	17'861'050	16'771'789	12'219'400	14'574'760	36'735'230	625'845	2'200		4'796'500
437	AMENDES	59'918'500				58'030'000	552'000	391'000	110'000	575'500			260'000
438	REMBOURSEMENT FRAIS ADMINISTRATIFS	900'000					900'000						
439	DISSOLUTIONS DE PROVISIONS	251'393'833		203'800'000	710'000	-5'000		1'605'000	44'933'833				350'000
44	**PARTS À DES RECETTES SANS AFFECTATION**	**466'498'049**	**-**	**466'498'049**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
440	PART À DES RECETTES FÉDÉRALES	346'194'094		346'194'094									
442	PART À L'IMPÔT ANTICIPÉ	20'200'000		20'200'000									
448	RPT	100'103'955		100'103'955									

CLASSIFICATION PAR NATURE ET DÉPARTEMENT DES REVENUS DE FONCTIONNEMENT COURANTS
PROJET DE BUDGET 2008

	LIBELLÉ	ÉTAT DE GENÈVE	CHANCELLERIE	FINANCES	INSTRUCTION PUBLIQUE	INSTITUTIONS	CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	TERRITOIRE	SOLIDARITE ET EMPLOI	ECONOMIE ET SANTE	GRAND CONSEIL	COUR DES COMPTES	POUVOIR JUDICIAIRE
45	**DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES**	**153'916'373**	**-**	**57'713'000**	**5'453'900**	**24'051'400**	**19'422'745**	**3'040'760**	**44'234'568**	**-**	**-**	**-**	**-**
450	CONFÉDÉRATION	73'859'473		18'000		7'568'400	19'082'745	2'955'760	44'234'568				
451	CANTONS	7'303'900			5'103'900	2'130'000		70'000					
452	COMMUNES	72'743'000		57'695'000	350'000	14'353'000	330'000	15'000					
453	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	10'000					10'000						
46	**SUBVENTIONS ACQUISES**	**249'461'212**	**-**	**9'541'300**	**32'417'760**	**6'224'000**	**1'157'000**	**2'865'200**	**195'580'252**	**1'675'700**	**-**	**-**	**-**
460	CONFÉDÉRATION	232'748'101			27'447'149	6'224'000	947'000	2'530'200	195'580'252	19'500			
461	CANTONS	285'000						285'000					
462	COMMUNES	120'000		120'000									
463	PROPRES ETABLISSEMENTS	1'330'700			1'330'700								
464	FONDS ALLOUES PAR DES TIERS	2'621'011		61'300	903'511					1'656'200			
466	PERSONNES PHYSIQUES	210'000					210'000						
467	SUBVENTIONS ETRANGERS	50'000						50'000					
468	PRODUITS DIFFERES DE SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS	5'100'000		5'100'000	-								
469	AUTRES SUBVENTIONS	6'996'400		4'260'000	2'736'400								
	TOTAUX INTERMÉDIAIRES	***6'946'816'432.00***	***2'833'403***	***5'925'848'650***	***81'272'012***	***276'154'359***	***155'004'693***	***76'063'134***	***363'335'482***	***39'996'165***	***27'200***	***-***	***26'281'334***
47	**SUBVENTIONS À REDISTRIBUER**	**26'726'800**	**-**	**-**	**231'000**	**-**	**233'000**	**25'062'800**	**1'200'000**	**-**	**-**	**-**	**-**
470	CONFÉDÉRATION	25'916'800			21'000		233'000	24'462'800	1'200'000				
472	COMMUNES	600'000						600'000					
473	PROPRES ETABLISSEMENTS	210'000			210'000								
49	**IMPUTATIONS INTERNES**	**508'382'675**	**524'368**	**110'028'917**	**3'601'148**	**66'631'251**	**323'010'466**	**2'640'970**	**456'629**	**1'299'503**	**83'030**	**-**	**106'393**
490	IMPUTATIONS INTERNES	1'080'500						1'080'500					
491	REVENUS DES BÂTIMENTS	202'458'463	504'368	76'366	3'601'148	3'564'354	193'514'650	198'870	456'629	352'655	83'030		106'393
492	CHARGES ET INTÉRÊTS	110'227'551		109'952'551		275'000							
494	PARTS À DES RECETTES	56'775'197				53'545'197	1'850'000	1'310'000	-	70'000			
495	INFORMATIQUE	122'794'616					122'794'616						
496	SUBVENTIONS	400'000								400'000			
497	FACTURATIONS INTERNES	14'626'348				9'246'700	4'851'200	51'600		476'848			
499	AUTRES IMPUTATIONS INTERNES	20'000	20'000										
	TOTAUX GÉNÉRAUX	**7'481'925'907**	**3'357'771**	**6'035'877'567**	**85'104'160**	**342'785'610**	**478'248'159**	**103'766'904**	**364'992'111**	**41'295'668**	**110'230**	**-**	**26'387'727**

COMPARAISON PAR NATURE DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT 2008/2006

Nature	Libellés	Projet de Budget 2008	Écart par rapport au Budget 2007		Budget 2007	Compte 2006
30	**CHARGES DE PERSONNEL**	**1'909'539'931**	**-7'199'639**	**-0.38%**	**1'916'739'570**	**1'893'403'729**
300	AUTORITÉS, COMMISSIONS ET JUGES	31'021'449	581'919	1.91%	30'439'530	29'236'382
301	TRAITEMENTS DU PERSONNEL	836'455'843	-4'709'871	-0.56%	841'165'714	832'182'656
302	TRAITEMENTS DU CORPS ENSEIGNANT	689'744'562	15'214'740	2.26%	674'529'822	664'429'034
303	ASSURANCES SOCIALES	118'867'260	1'380'141	1.17%	117'487'119	113'621'536
304	CAISSE DE PENSION ET DE PRÉVOYANCE	173'988'630	-7'855'093	-4.32%	181'843'723	183'723'731
305	ASSURANCE MALADIE ET ACCIDENTS	12'810'475	265'390	2.12%	12'545'085	11'840'022
306	PRESTATIONS EN NATURE	2'176'763	-13'237	-0.60%	2'190'000	2'168'524
307	PRESTATIONS AUX RETRAITÉS	36'514'785	-10'949'415	-23.07%	47'464'200	47'565'342
308	PERSONNEL TEMPORAIRE, CHÔMEURS	1'203'223	-492'627	-29.05%	1'695'850	1'069'303
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	6'756'941	-621'586	-8.42%	7'378'527	7'567'199
31	**DÉPENSES GÉNÉRALES**	**393'257'651**	**-66'890'926**	**-14.54%**	**460'148'577**	**432'515'661**
310	FOURN. BUREAU, IMPRIMÉS, MATÉRIEL	21'834'776	-3'676'288	-14.41%	25'511'064	24'108'073
311	MOBILIER, MACHINES ET VÉHICULES	3'821'048	-1'396'492	-26.77%	5'217'540	4'122'059
312	EAU, ÉNERGIE, COMBUSTIBLES	38'914'900	1'019'000	2.69%	37'895'900	39'989'250
313	MARCHANDISES	17'708'106	-546'765	-3.00%	18'254'871	16'873'160
314	ENTRETIEN DES IMMEUBLES	51'871'500	-59'716'000	-53.51%	111'587'500	115'026'137
315	ENTRETIEN DE MOBILIER PAR DES TIERS	24'638'124	-220'451	-0.89%	24'858'575	21'046'262
316	LOYERS, FERMAGES, REDEVANCES	61'302'289	-19'341	-0.03%	61'321'630	55'262'329
317	DÉBOURS	15'754'464	699'160	4.64%	15'055'304	13'563'858
318	HONORAIRES, PREST. DE SERVICE DE TIERS	157'412'444	-4'051'797	-2.51%	161'464'241	142'524'525
319	REPORTS DE CREDIT	-	1'018'048	-100.00%	-1'018'048	7
32	**INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS**	**353'478'421**	**6'207'655**	**1.79%**	**347'270'766**	**366'344'205**
320	ENGAGEMENTS COURANTS	1'305'000	578'000	79.50%	727'000	1'321'700
321	DETTES À COURT TERME	27'883'750	-3'420'750	-10.93%	31'304'500	13'970'652
322	DETTES À MOYEN ET LONG TERME	313'325'896	25'845'330	8.99%	287'480'566	326'423'398
323	DETTES ENVERS DES ENTITÉS PARTIC.	4'013'775	-4'070'725	-50.35%	8'084'500	4'746'750
328	FRAIS ET COUTS FINANCIERS	1'750'000	-	0.00%	1'750'000	1'856'679
329	AUTRES INTÉRÊTS PASSIFS	5'200'000	-12'724'200	-70.99%	17'924'200	18'025'026
33	**AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES**	**446'663'406**	**23'757'613**	**5.62%**	**422'905'793**	**761'382'083**
330	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE FINANCIER	-	-		-	12'096'518
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	272'786'806	-8'972'387	-3.18%	281'759'193	288'881'345
335	MOINS-VALUE NON REALISEES SUR PLACEMENTS FINANCIERS	-	-		-	156
338	PROVISIONS ET RESERVES	104'624'000	25'333'500	31.95%	79'290'500	297'606'663
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	69'252'600	7'396'500	11.96%	61'856'100	162'797'401
34	**PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION**	**501'892'733**	**279'965'233**	**126.15%**	**221'927'500**	**218'886'654**
340	PART DES COMMUNES AUX RECETTES	4'400'000	-	0.00%	4'400'000	4'078'020
341	CONTRIBUTIONS À DES COMMUNES	-	-		-	223'616
342	PART DES COMMUNES AUX IMPÔTS SPÉCIAUX	-	-		-	54'568
343	PART DES COMMUNES TAXES ASSUR. INC.	-	-3'080'000	-100.00%	3'080'000	3'077'477
344	PART POMPIERS TAXES D'ASSURANCE CONTRE L' INCENDIE	-	-3'080'000	-100.00%	3'080'000	3'077'477
346	COMPENSATION FINANCIÈRE AUX COMMUNES FRANÇAISES	120'166'727	-51'494'773	-30.00%	171'661'500	159'094'602
347	PART DES COMM. À L'IMPÔT S/ LA DISSOLUTION DES RÉSERVES ET	-	-		-	-177'562
348	PART AUX ALLOC. FAM. IMPOT DOM.	336'222'173	336'222'173		-	-
349	AUTRES PARTS	41'103'833	1'397'833	3.52%	39'706'000	49'458'455

COMPARAISON PAR NATURE DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT 2008/2006

Nature	Libellés	Projet de Budget 2008	Écart par rapport au Budget 2007		Budget 2007	Compte 2006
35	**DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS**	**273'209'751**	**-63'841'314**	**-18.94%**	**337'051'065**	**290'328'322**
350	CONFÉDÉRATION	17'568'616	-340'384	-1.90%	17'909'000	20'054'132
351	CANTONS	24'226'815	654'950	2.78%	23'571'865	21'011'877
352	COMMUNES	15'283'320	-691'680	-4.33%	15'975'000	20'686'247
353	PROPRES ETABLISSEMENTS	118'611'000	-53'389'000	-31.04%	172'000'000	104'952'741
355	DEDOMMAGEMENT A DES INSTITUTIONS PRIVEES	5'500'000	964'000	21.25%	4'536'000	4'899'673
356	DEDOMMAGEMENT A DES PERSONNES PHYSIQUES	92'020'000	-11'039'200	-10.71%	103'059'200	118'723'653
36	**SUBVENTIONS ACCORDÉES**	**3'189'737'505**	**151'900'952**	**5.00%**	**3'037'836'553**	**2'960'748'000**
360	CONFÉDÉRATION	43'898'569	-161'259'931	-78.60%	205'158'500	195'088'902
361	CANTONS	66'494'408	60'865'240	1081.25%	5'629'168	4'098'267
362	COMMUNES	8'087'033	-12'436'917	-60.60%	20'523'950	18'550'084
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	1'460'920'168	66'127'880	4.74%	1'394'792'288	1'365'664'331
364	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	38'749'025	1'205'800	3.21%	37'543'225	47'699'969
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	488'415'580	95'331'678	24.25%	393'083'902	358'231'209
366	PERSONNES PHYSIQUES	1'088'807'722	100'027'202	10.12%	988'780'520	967'932'732
367	ÉTRANGER	11'365'000	2'040'000	21.88%	9'325'000	8'482'507
369	SUBVENTIONS REMBOURSEES	-17'000'000	-	0.00%	-17'000'000	-5'000'000
38	**ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX**	**-**	**-6'391'630**	**-100.00%**	**6'391'630**	**15'827'125**
380	VERSEMENT SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX	-	-3'691'630	-100.00%	3'691'630	12'127'125
381	DOTATION AUX FONDS SPÉCIAUX	-	-2'700'000	-100.00%	2'700'000	3'700'000
	TOTAUX INTERMÉDIAIRES	***7'067'779'398***	***317'507'944***	***4.70%***	***6'750'271'454***	***6'939'435'778***
37	**SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES**	**26'726'800**	**-3'019'200**	**-10.15%**	**29'746'000**	**523'986'695**
370	CONFÉDÉRATION	-	-		-	222'429
371	CANTONS	736'000	-1'493'400	-66.99%	2'229'400	1'684'146
372	COMMUNES	506'000	141'600	38.86%	364'400	359'030
373	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	600'000	-	0.00%	600'000	485'684'802
374	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	270'000	235'600	684.88%	34'400	-
375	INSTITUTIONS PRIVÉES	24'313'800	-1'759'600	-6.75%	26'073'400	35'683'624
376	PERSONNES PHYSIQUES	301'000	-143'400	-32.27%	444'400	352'665
39	**IMPUTATIONS INTERNES**	**508'382'675**	**108'105'967**	**27.01%**	**400'276'708**	**348'732'894**
390	IMPUTATIONS INTERNES	1'080'500	-3'752'030	-77.64%	4'832'530	4'090'111
391	FRAIS DE BÂTIMENTS	202'458'463	-7'360'287	-3.51%	209'818'750	164'356'871
392	INTÉRÊTS DE LA DETTE	110'227'551	3'127'806	2.92%	107'099'745	110'953'071
394	RÉTROCESSIONS DE RECETTES	56'775'197	-5'450'786	-8.76%	62'225'983	50'332'732
395	INFORMATIQUE	122'794'616	122'644'616	81763.08%	150'000	300'000
396	SUBVENTIONS	400'000	-3'608'000	-90.02%	4'008'000	4'009'549
397	FACTURATION INTERNE	14'626'348	2'504'648	20.66%	12'121'700	14'670'559
399	AUTRES IMPUTATIONS INTERNES	20'000	-	0.00%	20'000	20'000
	TOTAUX GÉNÉRAUX	**7'602'888'873**	**422'594'711**	**5.89%**	**7'180'294'162**	**7'812'155'367**

COMPARAISON PAR NATURE DES REVENUS DE FONCTIONNEMENT 2008/2006

Nature	Libellés	Projet de Budget 2008	Écart par rapport au Budget 2007		Budget 2007	Compte 2006
40	**IMPÔTS**	**5'207'707'804**	**393'481'804**	**8.17%**	**4'814'226'000**	**5'114'392'222**
400	IMPÔTS SUR LE REVENU ET LA FORTUNE	3'471'400'000	251'900'000	7.82%	3'219'500'000	3'232'032'033
401	IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE ET CAPITAL	1'156'500'000	90'300'000	8.47%	1'066'200'000	1'315'368'476
402	IMPÔTS FONCIERS	108'000'000	-	0.00%	108'000'000	102'802'466
403	IMPÔTS SPÉCIAUX	71'000'000	11'000'000	18.33%	60'000'000	70'808'675
404	PRODUIT DE L'ENREGISTREMENT ET TIMBRE	178'000'000	15'994'000	9.87%	162'006'000	178'190'701
405	PRODUIT DES SUCCESSIONS	95'000'000	20'400'000	27.35%	74'600'000	95'415'287
406	AUTRES IMPÔTS CANTONAUX	127'807'804	3'887'804	3.14%	123'920'000	119'774'583
409	CONTRIBUTION SPECIALE	-	-		-	-
41	**PATENTES ET CONCESSIONS**	**18'169'250**	**4'624'750**	**34.14%**	**13'544'500**	**11'803'984**
410	PATENTES	17'369'250	4'874'750	39.02%	12'494'500	11'088'999
411	CONCESSIONS	800'000	-250'000	-23.81%	1'050'000	714'985
42	**REVENUS DES BIENS**	**210'855'272**	**-32'865'698**	**-13.48%**	**243'720'970**	**340'490'442**
420	BANQUES	182'574	115'574	172.50%	67'000	179'622
421	CRÉANCES	24'964'474	1'827'644	7.90%	23'136'830	28'321'245
422	CAPITAUX DU PATRIMOINE FINANCIER	13'262'205	2'248'379	20.41%	11'013'826	5'694'132
423	IMMEUBLES DU PATRIMOINE FINANCIER	36'927'000	-2'528'790	-6.41%	39'455'790	27'003'673
424	GAINS COMPTABLES SUR LES PLACEMENTS DU PATRIMOINE FINANCIER	8'800'000	-20'660'000	-70.13%	29'460'000	77'050'424
425	PRÊTS DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	29'734'097	28'074'097	1691.21%	1'660'000	1'910'502
426	PART. PERM. DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	44'760'641	3'244'688	7.82%	41'515'953	45'668'811
427	IMMEUBLES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	47'058'796	-45'122'491	-48.95%	92'181'287	119'400'969
429	AUTRES REVENUS	5'165'485	-64'799	-1.24%	5'230'284	35'261'064
43	**RECETTES DIVERSES**	**640'208'472**	**-99'424'436**	**-13.44%**	**739'632'908**	**838'761'719**
431	ÉMOLUMENTS ADMINISTRATIFS	140'970'022	17'843'072	14.49%	123'126'950	131'869'889
432	PENSIONS D'ÉTABLISSEMENTS SPÉCIALISÉS	8'734'400	-101'030	-1.14%	8'835'430	7'788'587
433	ÉCOLAGES	852'896	3'896	0.46%	849'000	1'068'478
434	REDEVANCES D'UTIL. ET PREST. DE SERVICE	25'441'834	-73'582'876	-74.31%	99'024'710	99'713'628
435	VENTES DE MARCHANDISES	5'897'713	-1'460'788	-19.85%	7'358'501	7'105'558
436	DÉDOMMAGEMENTS DE TIERS	146'099'274	693'957	0.48%	145'405'317	170'899'657
437	AMENDES	59'918'500	16'516'500	38.05%	43'402'000	43'208'919
438	REMBOURSEMENT FRAIS ADMINISTRATIFS	900'000	-	0.00%	900'000	1'162'170
439	DISSOLUTIONS DE PROVISIONS	251'393'833	-59'337'167	-19.10%	310'731'000	375'944'833
44	**PARTS À DES RECETTES SANS AFFECTATION**	**466'498'049**	**71'531'754**	**18.11%**	**394'966'295**	**448'008'607**
440	PART À DES RECETTES FÉDÉRALES	346'194'094	15'876'094	4.81%	330'318'000	383'857'991
441	PART A DES RECETTES CANTONALES	-	-		-	-
442	PART À L'IMPÔT ANTICIPÉ	20'200'000	12'200'000	152.50%	8'000'000	11'119'083
445	PART À LA COMPENSATION FINANCIÈRE EN FAVEUR DES COMMUNES FRANÇAISES	-	-56'648'295	-100.00%	56'648'295	53'031'534
448	RPT	100'103'955	100'103'955		-	-
45	**DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES**	**153'916'373**	**10'253'988**	**7.14%**	**143'662'385**	**157'880'980**
450	CONFÉDÉRATION	73'859'473	1'722'338	2.39%	72'137'135	72'229'668
451	CANTONS	7'303'900	-129'350	-1.74%	7'433'250	6'233'740
452	COMMUNES	72'743'000	8'661'000	13.52%	64'082'000	79'407'572
453	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	10'000	-	0.00%	10'000	10'000
458	DÉFICIT SERVICES NPM	-	-		-	-
46	**SUBVENTIONS ACQUISES**	**249'461'212**	**49'225'706**	**24.58%**	**200'235'506**	**216'817'444**
460	CONFÉDÉRATION	232'748'101	37'479'595	19.19%	195'268'506	191'416'616
461	CANTONS	285'000	285'000		-	299'281
462	COMMUNES	120'000	-	0.00%	120'000	120'000
463	PROPRES ETABLISSEMENTS	1'330'700	-3'300	-0.25%	1'334'000	1'370'956
464	FONDS ALLOUES PAR DES TIERS	2'621'011	2'621'011		-	-
466	PERSONNES PHYSIQUES	210'000	-1'180'000	-84.89%	1'390'000	1'821'092
467	SUBVENTIONS ETRANGERS	50'000	-	0.00%	50'000	26'118
468	PRODUITS DIFFERES DE SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS	5'100'000	5'100'000		-	-
469	AUTRES SUBVENTIONS	6'996'400	4'923'400	237.50%	2'073'000	21'763'380

COMPARAISON PAR NATURE DES REVENUS DE FONCTIONNEMENT 2008/2006

Nature	Libellés	Projet de Budget 2008	Écart par rapport au Budget 2007		Budget 2007	Compte 2006
48	**PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX**	**-**	**-12'895'125**	**-100.00%**	**12'895'125**	**16'629'607**
480	PRÉLÈVEMENTS SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX	-	-12'895'125	-100.00%	12'895'125	16'629'607
481	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FONDS SPÉCIAUX	-	-		-	-
	TOTAUX INTERMÉDIAIRES	***6'946'816'432***	***383'932'743***	***5.85%***	***6'562'883'689***	***7'144'785'005***
47	**SUBVENTIONS À REDISTRIBUER**	**26'726'800**	**-3'019'200**	**-10.15%**	**29'746'000**	**523'986'695**
470	CONFÉDÉRATION	25'916'800	-2'869'200	-9.97%	28'786'000	178'252'725
471	CANTONS	-	-		-	343'956'425
472	COMMUNES	600'000	40'000	7.14%	560'000	633'662
473	PROPRES ETABLISSEMENTS	210'000	-190'000	-47.50%	400'000	204'280
475	INSTITUTIONS PRIVEES	-	-		-	913'843
476	PERSONNES PHYSIQUES	-	-		-	25'760
49	**IMPUTATIONS INTERNES**	**508'382'675**	**108'105'967**	**27.01%**	**400'276'708**	**348'732'894**
490	IMPUTATIONS INTERNES	1'080'500	-3'752'030	-77.64%	4'832'530	4'090'111
491	REVENUS DES BÂTIMENTS	202'458'463	-7'360'287	-3.51%	209'818'750	164'356'871
492	CHARGES ET INTÉRÊTS	110'227'551	3'127'806	2.92%	107'099'745	110'953'071
494	PARTS À DES RECETTES	56'775'197	-5'450'786	-8.76%	62'225'983	50'332'732
495	INFORMATIQUE	122'794'616	122'644'616	81763.08%	150'000	300'000
496	SUBVENTIONS	400'000	-3'608'000	-90.02%	4'008'000	4'009'549
497	FACTURATIONS INTERNES	14'626'348	2'504'648	20.66%	12'121'700	14'670'559
498	VENTES DE BIENS	-	-		-	-
499	AUTRES IMPUTATIONS INTERNES	20'000	-	0.00%	20'000	20'000
	TOTAUX GÉNÉRAUX	**7'481'925'907**	**489'019'510**	**6.99%**	**6'992'906'397**	**8'017'504'594**

INDEMNITES ACCORDEES DE 2006 A 2008 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE

L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Numéros de lois fédérales	Numéros de lois cantonales	Contrat/ Convention	LIAF	PROJET DE BUDGET 2008	VARIATION PB 2008 / B 2007		BUDGET 2007	COMPTE 2006
TOTAL ETAT							**1'941'580'026**	***214'793'609***	***12.4%***	**1'726'786'417**	**1'678'005'669.01**
03.11.00.00	365 03701	INSTITUT UNIVERSITAIRE DE HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES (IUHEI)	LF 414.20			IND	-	*-7'260'000*	*-100.0%*	7'260'000	7'260'000.00
03.11.00.00	365 03701	INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES ET DU DEVELOPPEMENT (IHEID)	LF 414.20	PL en cours	Convention d'objectif en cours	IND	13'117'000	*13'117'000*			
03.11.00.00	365 03801	INSTITUT UNIVERSITAIRE ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT (IUED)	LF 414.20			IND	-	*-4'585'290*	*-100.0%*	4'585'290	4'585'290.00
03.11.00.00	365 09201	RÉSEAU UNIVERSITAIRE INTERNATIONAL DE GENÈVE	LF 420.1			IND		*-1'194'000*	*-100.0%*	1'194'000	1'194'000.00
03.11.00.00	365 13702	SUBVENTION NON MONETAIRE - IHEID	LF 414.20	PL en cours	Convention d'objectif en cours	IND	1'198'410	*1'198'410*			
03.13.00.00	365 00106	CONSERVATOIRE DE MUSIQUE DE GENÈVE		C 1 10		IND	10'131'000	*-40'990*	*-0.4%*	*10'171'990*	*10'733'990.00*
03.13.00.00	365 00205	INSTITUT JAQUES DALCROZE		C 1 10		IND	3'539'000	*-17'020*	*-0.5%*	*3'556'020*	*3'556'020.00*
03.13.00.00	365 00301	CONSERVATOIRE POPULAIRE DE MUSIQUE		C 1 10		IND	13'338'000	*-39'000*	*-0.3%*	*13'377'000*	*13'377'000.00*
03.13.00.00	365 10205	SUBVENTION NON MONETAIRE - INSTITUT JAQUES DALCROZE		C 1 10		IND	1'238'112	*1'238'112*			
03.13.00.00	365 10301	SUBVENTION NON MONETAIRE - CONSERVATOIRE POPULAIRE DE MUSIQUE		C 1 10		IND	92'004	*92'004*			
03.21.00.00	362 00601	GROUPEMENT INTERCOMMUNAL ANIMATION PARASCOLAIRE (GIAP)		C 1 10		IND	2'660'000	*-9'990'000*	*-79.0%*	12'650'000	13'575'000.00
03.25.00.00	361 07701	CONTRIBUTIONS INTERCANTONALES - HESSO	LF 414.71	C 1 26 / C 1 27		IND	36'771'000	*2'072'000*	*6.0%*	*34'699'000*	*33'496'800.00*
03.25.00.00	361 07801	CONTRIBUTIONS INTERCANTONALES - HESS2	LF 414.71	C 1 26 / C 1 29		IND	23'417'000	*-6'565'000*	*-21.9%*	*29'982'000*	*29'446'600.00*
03.25.00.00	363 03101	ÉCOLE SUPÉRIEURE D'INFORMATIQUE ET DE GESTION (ESIG)	LF 412.10	C 1 26		IND	1'400'000	*-78'100*	*-5.3%*	1'478'100	1'478'100.00
03.25.00.00	363 03501	HAUTE ECOLE DE MUSIQUE		C 1 10		IND	12'109'000	*401'000*	*3.4%*	11'708'000	11'146'000.00
03.25.00.00	363 07701	CONDITIONS LOCALES PARTICULIERES - HESSO	LF 414.71	C 1 26 / C 1 27		IND	617'000	*617'000*			
03.25.00.00	363 07801	CONDITIONS LOCALES PARTICULIERES - HESS2	LF 414.71	C 1 26 / C 1 29		IND	3'774'000	*3'774'000*			
03.25.00.00	363 17701	SUBVENTION NON MONETAIRE - CONDITIONS LOCALES PARTICULIERES SUR CHARGES D'INFRASTRUCTURE - HESSO	LF 414.71	C 1 26 / C 1 27		IND	9'470'000	*9'470'000*			
03.25.00.00	363 17801	SUBVENTION NON MONETAIRE - CONDITIONS LOCALES PARTICULIERES SUR CHARGES D'INFRASTRUCTURE - HESS2	LF 414.71	C 1 26 / C 1 29		IND	2'000'000	*2'000'000*			
03.26.00.00	363 00102	ALLOCATIONS AU FONCTIONNEMENT DE L'UNIVERSITÉ	LF 414.20	C 1 30		IND	280'639'000	*1'782'000*	*0.6%*	278'857'000	270'084'000.00
03.26.00.00	363 10102	SUBVENTION NON MONETAIRE - UNIVERSITÉ DE GENEVE	LF 414.20	C 1 30		IND	48'051'234	*48'051'234*			
03.31.00.00	364 03101	FONDATION GENEVOISE POUR L'ANIMATION SOCIOCULTURELLE		J 6 11	Convention	IND	18'385'000	*-63'200*	*-0.3%*	18'448'200	18'115'200.00
03.31.00.00	365 02001	FONDATION SGIPA	AF du 3.10.2003 modifiant l'art. 197, ch. 4 de la Constitution	J 6 35	Contrat de prestations	IND	3'062'000	*700'589*	*29.7%*	2'361'411	*10'495'700.00*
03.31.00.00	365 05701	FOYER RÉSIDENCE LE VOLTAIRE	LF 412.10	J 6 15 / C 2 05 L 6347		IND	214'000	*-980*	*-0.5%*	214'980	214'980.00
03.31.00.00	365 07101	FONDATION OFFICIELLE DE LA JEUNESSE (FOJ)	3 modifiant l'art. 1	J 6 15 / J 6 35		IND	22'276'000	*8'286'400*	*59.2%*	13'989'600	13'989'600.00
03.31.00.00	365 07201	ASSOCIATION MONTBRILLANT COMMUNICATION SURDITÉ	LF 831.20	J 6 35		IND	-	*-330'400*	*-100.0%*	330'400	330'400.00
03.31.00.00	365 07301	FONDATION ENSEMBLE	difiant l'art. 197, c	J 6 35		IND	5'310'000	*1'653'194*	*45.2%*	3'656'806	
03.31.00.00	365 07402	FONDATION CLAIR-BOIS	difiant l'art. 197, c	J 6 35		IND	11'841'000	*2'350'323*	*24.8%*	9'490'677	
03.31.00.00	365 07501	FOYER LA CARAVELLE	LF 341	J 6 35		IND	961'000	*133'120*	*16.1%*	827'880	827'880.00
03.31.00.00	365 07601	ASTURAL	LF 341 LF 831.20	J 6 35		IND	8'121'000	*1'626'800*	*25.1%*	6'494'200	6'494'200.00

INDEMNITES ACCORDEES DE 2006 A 2008 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE

L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Numéros de lois fédérales	Numéros de lois cantonales	Contrat/ Convention	LIAF	PROJET DE BUDGET 2008	VARIATION PB 2008 / B 2007		BUDGET 2007	COMPTE 2006
03.31.00.00	365 07701	ÉCOLE PROTESTANTE D'ALTITUDE (EPA)	LF 341 LF 831.20 AF du 3.10.2003 modifiant l'art. 197, ch. 4 de la Constitution	J 6 35		IND	1'892'000	*635'650*	*50.6%*	1'256'350	1'256'350.00
03.31.00.00	365 07801	HOSPICE GÉNÉRAL	LF 341 LF 831.20	J 6 35		IND	-	*-6'688'070*	*-100.0%*	6'688'070	6'688'070.00
03.31.00.00	365 07901	ATELIER X		J 6 35		IND	340'000	*-1'190*	*-0.3%*	341'190	341'190.00
03.31.00.00	365 08001	ASSOCIATION CATHOLIQUE D'ACTION SOCIALE (ACAS)	LF 341	J 6 35		IND	5'322'000	*248'280*	*4.9%*	5'073'720	5'073'720.00
03.31.00.00	365 08102	LA VOIE LACTEE	difiant l'art. 197, c	J 6 35		IND	318'000	*318'000*			
03.31.00.00	365 08202	L'ARC	difiant l'art. 197, c	J 6 35		IND	750'000	*750'000*			
03.31.00.00	365 17501	SUBVENTION NON MONETAIRE - FOYER LA CARAVELLE	LF 341	J 6 35		IND	95'000	*95'000*			
03.32.00.00	365 08501	FONDATION POUR LA FORMATION DES ADULTES - GENEVE "IFAGE"	LF 412.10	C 2 08		IND	2'318'500	*1'025'000*	*79.2%*	1'293'500	1'293'500.00
03.32.00.00	365 08701	ÉCOLE HÔTELIÈRE DE GENÈVE	LF 412.10	C 2 05		IND	933'000	*505'150*	*118.1%*	427'850	427'850.00
03.32.00.00	365 09101	SUBVENTION QUALIFICATION + (CFC POUR ADULTES) *	LF 412.10	C 2 05 / C 2 08 / Extrait PV C.E. du 7.07.1999		IND	1'293'500	-	*0.0%*	1'293'500	788'163.50
03.32.00.00	365 18701	SUBVENTION NON MONETAIRE - GASTROSUISSE EHG	LF 412.10	C 2 05		IND	117'936	*117'936*			
04.03.12.00	364 00119	CENTRE D'ACCUEIL POUR LA GENÈVE INTERNATIONALE (CAGI)		Loi 10044	statuts du CAGI, signés par le canton de GE et la Confédération	IND	185'300	-	*0.0%*	185'300	185'300.00
04.03.12.00	364 10119	SUBVENTION NON MONETAIRE - CENTRE D'ACCUEIL POUR LA GENÈVE INTERNATIONALE (CAGI)		Loi 10044	statuts du CAGI, signés par le canton de GE et la Confédération	IND	92'700	*92'700*			
04.05.01.00	363 00412	FONDATION OFFICIELLE DE LA JEUNESSE - FOYER LE PERTUIS		J 6 15		IND	921'700	-	*0.0%*	921'700	921'700.00
05.06.00.00	363 18050	SUBVENTION NON MONETAIRE - INTERÊTS SUR DOTATIONS FIDP			Décision ICF	IND	4'788'819	*788'819*	*19.7%*	*4'000'000*	*4'351'182.00*
05.06.00.00	363 18051	SUBVENTION NON MONETAIRE - INTERÊTS SUR DOTATIONS FPLC			Décision ICF	IND	1'050'000	*50'000*	*5.0%*	*1'000'000*	*1'044'366.00*
05.06.00.00	365 08150	INDEMNITE POUR RENTE DROIT SUPERFICIE + COUVERTURE BUD. EXPL. CITE U		PL en cours		IND	280'000	*-539'000*	*-65.8%*	819'000	
05.06.00.00	365 18050	SUBVENTION NON MONETAIRE - PRÊT FONDATION LOGEMENT DES ETUDIANTS (FULE)		I 4 05		IND	50'000	-	*0.0%*	*50'000*	*40'050.00*
05.06.00.00	365 18150	SUBVENTION NON MONETAIRE - INDEMNITE POUR RENTE DROIT SUPERFICIE + COUV. BUD EXPL. CITE U		PL en cours		IND	539'000	*539'000*			
05.06.00.00	365 18151	SUBVENTION NON MONETAIRE - INDEMNITE POUR INTERET + RENTE DROIT SUPERFICIE + COUV. BUD EXPL. EXTENSION CITE U		PL en cours		IND	334'000	*-366'000*	*-52.3%*	*700'000*	
06.01.00.00	363 00104	INDEMNITE DE RESTRUCTURATION DECHETS SPECIAUX SIG		9826		IND	9'000'000	*9'000'000*			
06.03.00.00	363 00107	AUGMENTATION SUBVENTION AUX TPG DUE AU TRANSFERT D'ACTIF				IND		*-5'300'936*	*-100.0%*	*5'300'936*	
06.03.00.00	363 00113	TRANSPORTS PUBLICS GENEVOIS		9898	Contrat de prestation	IND	160'908'262	*28'302'571*	*21.3%*	*132'605'691*	*116'015'342.70*
06.03.00.00	363 00212	SUBVENTION SPECIALE POUR LE RENOUVELLEMENT DU MATERIEL ROULANT		9898	Contrat de prestation	IND	-	-		*-*	*12'000'000.00*
06.03.00.00	363 00601	RESTITUTION RESULTAT				IND		-			*1'848'409.00*
06.03.00.00	363 10221	SUBVENTION NON MONETAIRE - SUBVENTION FONDATION DES PARKINGS				IND	258'000	*258'000*		*-*	*-*
06.03.00.00	365 00124	SOCIETE DES MOUETTES GENEVOISES NAVIGATION S.A.			Contrat de prestation	IND	1'896'960	*160'960*	*9.3%*	*1'736'000*	*1'834'997.65*
06.03.00.00	365 00502	FRAIS COMMUNAUTÉ TARIFAIRE			Contrat de prestation	IND	300'000	*-10'550'000*	*-97.2%*	*10'850'000*	*321'114.00*
06.03.00.00	365 00602	GARANTIE POUR DIMINUTION DES CONTRIBUTIONS FÉDÉRALES (PAB)	PAB 2004			IND	351'954	*-348'046*	*-49.7%*	*700'000*	*20'000.00*

INDEMNITES ACCORDEES DE 2006 A 2008 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE

L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Numéros de lois fédérales	Numéros de lois cantonales	Contrat/ Convention	LIAF	PROJET DE BUDGET 2008	VARIATION PB 2008 / B 2007		BUDGET 2007	COMPTE 2006
06.03.00.00	363 10221	SUBVENTION NON MONETAIRE - SUBVENTION FONDATION DES PARKINGS				IND	3'000	*3'000*		-	-
06.06.00.00	365 10103	SUBVENTION NON MONETAIRE - OPAGE, DOTATION				IND	150	*150*			-
06.06.00.00	365 10407	SUBVENTION NON MONETAIRE - PRESTATIONS DE SERVICE ET MISE A DISPOSITION DE LOCAUX EN FAVEUR DE L'OPAGE				IND	90'000	*90'000*			-
06.10.00.00	363 07150	UNIVERSITE POUR JOURNAL D'ARCHITECTURES (FACES)			lettre	IND	-	-		-	20'000.00
07.14.11.00	363 00101	EPH-ETABLISSEMENTS SOCIO-ÉDUCATIFS POUR PERSONNES HANDICAPÉES MENTALES - EPSE - FONCTIONNEMENT		LOI K 1 40 - Pas de PL valide		IND	-	*-12'629'475*	*-100.0%*	12'629'475	*12'550'000.00*
07.14.11.00	363 00121	HOSPICE GÉNÉRAL : FONCTIONNEMENT		LOI J 4 05 / PA 603.03		IND	82'670'083	*1'499'538*	*1.8%*	*81'170'545*	*74'112'000.00*
07.14.11.00	363 00301	EPH-CENTRE D'INTÉGRATION PROFESSIONNELLE - FONCTIONNEMENT		LOI K 1 35 pas de PL valide		IND		*-3'657'021*	*-100.0%*	3'657'021	*3'490'000.00*
07.14.11.00	363 00401	EPH-CENTRE D'INTÉGRATION PROFESSIONNELLE - IMMEUBLE		LOI K 1 35 pas d'arrêté valide		IND		*-60'620*	*-100.0%*	60'620	*60'620.00*
07.14.11.00	363 00501	EPI- ETABLISSEMENT PUBLICS POUR L'INTEGRATION - FONCTIONNEMENT				IND	32'822'044	*32'822'044*			
07.14.11.00	363 10121	SUBVENTION NON MONETAIRE : HOSPICE GÉNÉRAL, UTILISATION IMMEUBLE		LOI J 4 05 / PA 603.03		IND	305'472	*305'472*			
07.14.11.00	363 10801	SUBVENTION NON MONETAIRE - EPI- ETABLISSEMENT PUBLICS POUR L'INTEGRATION - IMMEUBLE		LOI K 1 40 - Pas de PL valide		IND	3'799'332	*778'622*	*25.8%*	*3'020'710*	*3'020'710.00*
07.14.11.00	365 00134	EMS - SUBVENTION D'EXPLOITATION *		LOI J 7 20 - Pas de PL valide		IND	87'735'000	*2'240'000*	*2.6%*	85'495'000	*81'661'746.00*
07.14.11.00	365 00160	HUG - ATELIER LES CORDIERS				IND	638'020	*638'020*			
07.14.11.00	365 00161	HUG - FOYER LES BAINS				IND	667'519	*667'519*			
07.14.11.00	365 00162	HUG - FOYER LES PAQUIS				IND	871'951	*871'951*			
07.14.11.00	365 00232	EPH-CENTRE ESPOIR (ARMÉE DU SALUT)		LOI K 1 36 PL 9902 (2008)		IND	4'036'116	*2'744'116*	*212.4%*	1'292'000	*1'292'000.00*
07.14.11.00	365 00234	ANNUALISATION DES PLACES EPH CREEES EN 2007 ET NOUVELLES PLACES 2008				IND	7'267'774	*7'267'774*			
07.14.11.00	365 00304	EPH-FHP FONDATION POUR L'HÉBERGEMENT PERSONNES HANDICAPÉES PSYCHIQUES		LOI K 1 36 - Pas de PL valide		IND	6'680'184	*2'875'184*	*75.6%*	3'805'000	*3'805'000.00*
07.14.11.00	365 00405	EPH-FONDATION AIGUES VERTES		LOI K 1 36 - Pas de PL valide		IND	12'545'282	*6'881'009*	*121.5%*	5'664'273	*5'537'000.00*
07.14.11.00	365 00504	EPH-CLAIR-BOIS FONDATION EN FAVEUR DES PERSONNES POLYHANDICAPÉES		LOI K 1 36 PL 9902 (2007 et 2008)		IND	13'252'828	*6'167'259*	*87.0%*	7'085'569	*15'459'000.00*
07.14.11.00	365 00603	EPH-FONDATION ENSEMBLE		LOI K 1 36 - Pas de PL valide		IND	7'844'932	*4'759'450*	*154.3%*	3'085'482	*6'342'080.00*
07.14.11.00	365 00610	LAVI - ASSOCIATION DU CENTRE GENEVOIS DE CONSULTATION POUR LES VICTIMES D'INFRACTIONS		PL 9587 / J 4 10 - PL 9902		IND	820'000	*20'000*	*2.5%*	800'000	800'000.00
07.14.11.00	365 00702	EPH-FOYER HANDICAP		LOI K 1 36 - Pas de PL valide		IND	15'685'330	*11'209'384*	*250.4%*	4'475'946	*4'405'000.00*
07.14.11.00	365 00802	EPH-ASSOCIATION LA COROLLE - COMMUNAUTÉ DE L'ARCHE		LOI K 1 36 - Pas de PL valide		IND	2'066'391	*1'580'391*	*325.2%*	486'000	*486'000.00*
07.14.11.00	365 00902	EPH-FONDATION TRAJETS POUR L'INTÉGRATION SOCIALE		LOI K 1 36 PL 9902 (2008)		IND	4'628'727	*2'851'923*	*160.5%*	1'776'804	*1'724'000.00*
07.14.11.00	365 01002	EPH-LA MAISON DES CHAMPS		LOI K 1 36 - Pas de PL valide		IND	1'379'308	*277'365*	*25.2%*	1'101'943	*1'101'943.00*
07.14.11.00	365 02002	EPH -SOCIETE GENEVOISE POUR L'INTEGRATION PROFESIONNELLE D'ADOLESCENTS ET D'ADULTES - SGIPA		LOI K 1 36 - Pas de PL valide		IND	14'945'707	*8'011'418*	*115.5%*	6'934'289	

INDEMNITES ACCORDEES DE 2006 A 2008 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE

L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Numéros de lois fédérales	Numéros de lois cantonales	Contrat/ Convention	LIAF	PROJET DE BUDGET 2008	VARIATION PB 2008 / B 2007		BUDGET 2007	COMPTE 2006
07.14.11.00	365 04501	ASSOCIATION POUR L'APPARTEMENT DE JOUR		PL 9902 (2008)	contrat de partenariat	IND	510'972	*310'972*	*155.5%*	*200'000*	*200'000.00*
07.14.11.00	365 06010	ARGOS - ASSOCIATION SPÉCIALISÉE DANS L'AIDE À L'ABSTINENCE ET À L'INSERTION DES PERSONNES TOXICO-DÉPENDANTES	812.121	PL 9902 (2008)		IND	2'835'000	*35'000*	*1.3%*	2'800'000	2'800'000.00
07.14.11.00	365 07910	ASSOCIATION ARCADE 84		PL 9902 (2008)		IND	403'200	*309'738*	*331.4%*	93'462	90'000.00
07.14.11.00	365 10405	SUBVENTION NON MONETAIRE - EPH-FONDATION AIGUES VERTES, UTILISATION IMMEUBLE		LOI K 1 36 - Pas de PL valide		IND	38'539	*38'539*			
07.14.11.00	365 10504	SUBVENTION NON MONETAIRE - EPH-CLAIR-BOIS FONDATION EN FAVEUR DES PERSONNES POLYHANDICAPÉES, UTILISATION IMMEUBLE		LOI K 1 36 PL 9902 (2007 et 2008)		IND	205'092	*205'092*			
07.14.11.00	365 10603	SUBVENTION NON MONETAIRE - EPH-FONDATION ENSEMBLE, UTILISATION IMMEUBLE		LOI K 1 36 - Pas de PL valide		IND	30'544	*30'544*			
07.14.11.00	365 10702	SUBVENTION NON MONETAIRE - EPH-FOYER HANDICAP, UTILISATION IMMEUBLE		LOI K 1 36 - Pas de PL valide		IND	260'820	*260'820*			
07.14.11.00	365 10902	SUBVENTION NON MONETAIRE - EPH-FONDATION TRAJETS POUR L'INTÉGRATION SOCIALE, UTILISATION IMMEUBLE		LOI K 1 36 PL 9902 (2007 et 2008)		IND	18'396	*18'396*			
07.14.11.00	365 11102	SUBVENTION NON MONETAIRE - FONDATION POUR L'EXPLOITATION DE PENSIONS POUR PERSONNES ÂGÉES LA VESPÉRALE, UTILISATION IMMEUBLE		PL9831 - PA 649.01		IND	416'000	-	*0.0%*	416'000	*416'000.00*
07.14.11.00	365 12002	SUBVENTION NON MONETAIRE - EPH -SOCIETE GENEVOISE POUR L'INTEGRATION PROFESIONNELLE D'ADOLESCENTS ET D'ADULTES - SGIPA, UTILISATION IMMEUBLE				IND	691'150	*691'150*			
08.03.21.00	365 00117	FSASD (Fondation des services d'aide et de soins à domicile) - INDEMNITE DE FONCTIONNEMENT		K 1 05		IND	110'377'078	*25'444'789*	*30.0%*	84'932'289	83'458'000.00
08.03.21.00	365 10141	INDEMNITE NON MONETAIRE - FSASD MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL		K 1 05		IND	188'607	*-51'173*	*-21.3%*	239'780	
08.03.21.00	365 10142	INDEMNITE NON MONETAIRE - FSASD MISE A DISPOSITION DE MATERIEL INFORMATIQUE		K 1 05		IND	2'271'357	*379'899*	*20.1%*	1'891'458	
08.05.11.00	363 00108	INDEMNITE UNITE EIS - UNIVERSITE DE GENEVE		K 2 05		IND	20'000	*20'000*			
08.05.11.00	363 00117	INDEMNITE DE FONCTIONNEMENT HÔPITAUX UNIVERSITAIRES DE GENEVE (HUG)		K 2 05		IND	635'922'645	*-35'922'355*	*-5.3%*	*671'845'000*	*668'795'000.00*
08.05.11.00	363 00119	INDEMNITE DE FONCTIONNEMENT CLINIQUE DE JOLIMONT ET MONTANA		K 2 05		IND	15'721'990	*-23'010*	*-0.1%*	*15'745'000*	*15'975'000.00*
08.05.11.00	363 00209	INDEMNITE RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT HÔPITAUX UNIVERSITAIRES DE GENEVE (HUG)		K 2 05		IND	75'000'000	-	*0.0%*	*75'000'000*	*75'000'000.00*
08.05.11.00	363 00210	INDEMNITE HUG MISSION D'INTERET GENERAL		K 2 05		IND	38'540'000	*38'540'000*			
08.05.11.00	363 00216	HUG - CENTRALE 144		K 1 21		IND	-	*-1'757'000*	*-100.0%*	1'757'000	1'757'000.00
08.05.11.00	363 10106	INDEMNITE NON MONETAIRE - MISE A DISPOSITION PERSONNEL UNITE EIS		K 2 05		IND	280'525	*280'525*			
08.05.11.00	363 10110	INDEMNITE NON MONETAIRE - CLINIQUE JOLIMONT ET MONTANA, LOCATION FINANCEMENT BATIMENT ET EQUIPEMENT		K 2 05		IND	8'000	*8'000*			
08.05.11.00	363 10111	INDEMNITE NON MONETAIRE - HUG, LOCATION FINANCEMENT BATIMENTS ET EQUIPEMENTS		K 2 05		IND	11'701'000	*11'701'000*			
08.05.11.00	363 10112	INDEMNITE NON MONETAIRE - HUG, LOCATION FINANCEMENT INTERETS DE LA DETTE		K 2 05		IND	8'681'000	*8'681'000*			
08.05.11.00	363 10112	INDEMNITE NON MONETAIRE - CLINIQUE JOLIMONT ET MONTANA, LOCATION FINANCEMENT INTERETS DE LA DETTE		K 2 05		IND	9'000	*9'000*			
08.05.11.00	363 10202	INDEMNITE NON MONETAIRE UTILISATION TERRAINS ET BATIMENTS CLINIQUE JOLIMONT ET MONTANA		K 2 05		IND	1'575'390	-	*0.0%*	*1'575'390*	*1'575'390.00*
08.07.11.00	365 00315	FONDATION POUR LE TOURISME		I 1 60		IND	485'000	-	*0.0%*	485'000	485'000.00
08.07.11.00	365 01302	SUBVENTION OPI		Arrêté du CE du 21.11.2001		IND	1'265'000	*275'000*	*27.8%*	*990'000*	*990'000.00*
08.07.21.00	363 00103	SUBVENTION FAE - FONDATION AIDE AUX ENTREPRISES		I 1 37		IND	4'700'000	*-1'000'000*	*-17.5%*	5'700'000	5'745'115.16
08.07.21.00	365 10171	SUBVENTION NON MONETAIRE - FAE, CAPITAL DE DOTATION				IND	600'180	*600'180*		-	-

AIDES FINANCIERES ACCORDEES DE 2006 A 2008 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE

L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Numéros de lois fédérales	Numéros de lois cantonales	Contrat/ Convention	LIAF	PROJET DE BUDGET 2008	VARIATION PB 2008 / B 2007		BUDGET 2007	COMPTE 2006
TOTAL ETAT							**78'524'886**	***7'400'308***	***10.4%***	**71'124'578**	**68'878'376.45**
01.02.02.00	364 00413	MANDAT INTERNATIONAL (CENTRE D'ACCUEIL POUR LES DELEGATIONS ET ONG)		8248		AF	92'700	-	*0.0%*	92'700	92'700.00
01.02.02.00	364 00509	SERVICE D'INFORMATION ANTI-RACISME (ARIS)				AF	-	-		-	27'750.00
01.02.02.00	364 10413	SUBVENTION NON MONETAIRE EN FAVEUR DE MANDAT INTERNATIONAL				AF	134'000	*134'000*			
01.02.02.00	364 10509	SUBVENTION NON MONETAIRE EN FAVEUR SERVICE D'INFORMATION ANTI-RACISME (ARIS)				AF	8'600	*8'600*		-	
02.22.00.00	362 08301	SUBV. LEGS ROTHSCHILD (VILLE DE GENEVE)				AF	1'000	*1'000*			
02.22.00.00	364 10601	SUBVENTION NON MONETAIRE - PARKING BAUD-BOYY 2 A 10 - INTERETS SUR PRETS				AF	726'000	*726'000*			
02.22.00.00	365 05802	SUBV FDS LANGLAND-AUBERT (ENFANCE MALHEUREUSE)				AF	300	*300*			
02.22.00.00	365 05803	SUBV. FDS ECKERT (EN FAVEUR DE L'ENFANCE)Subv. Fds Eckert (en faveur de l'enfance)				AF	60'000	*60'000*			
02.22.00.00	365 10181	SUBVENTION NON MONETAIRE - FEDERATION DES CAFETIERS - CAPITAL DE DOTATION - INTERETS SUR PRETS				AF	15'000	*15'000*			
02.22.00.00	365 10182	SUBVENTION NON MONETAIRE - FONDATION POUR L'HISTOIRE DES SUISSES A L'ETRANGER - INTERETS SUR PRETS				AF	60'000	*60'000*			
03.11.00.00	364 03401	CENTRE INTERCANTONAL D'INFORMATION SUR LES CROYANCES		PL en cours		AF	200'000	-	*0.0%*	200'000	180'000.00
03.11.00.00	365 03301	ASSOCIATION MONDIALE POUR ÉCOLE INSTRUMENT DE PAIX		C 1 10		AF	32'830	-	*0.0%*	32'830	32'830.00
03.11.00.00	365 06401	UNIVERSITÉ DU 3 ÈME ÂGE		Loi 5893		AF	69'650	-	*0.0%*	69'650	69'650.00
03.11.00.00	365 06801	CONTRIBUTION À LA PROMOTION DE LA PAIX *		Rubrique instaurée dans le cadre du PB 1999 bis		AF	218'900	-	*0.0%*	218'900	130'825.10
03.11.00.00	365 06901	FONDATION GIPRI				AF	199'000	-	*0.0%*	199'000	199'000.00
03.11.00.00	365 09801	SUBVENTIONS PONCTUELLES *		Rubrique instaurée selon remarque 4.3.5 du rapport ICF 02-24 sur comptes Etat 2001		AF	99'500	-	*0.0%*	99'500	22'000.00
03.11.00.00	365 09902	FONDS SPECIAUX - SUBVENTIONS AUX INSTITUTIONS PRIVEES		Arrêté CE Relatif à la création et à la règlementation du «Fonds Vivre ensemble»		AF	200'000	*200'000*			
03.13.00.00	362 00501	FONDATION ARTS DE LA SCÈNE ET DE L'IMAGE - ST.GERVAIS		C 3 05		AF	295'000	-	*0.0%*	*295'000*	*285'000.00*
03.13.00.00	363 01301	INSTITUT NATIONAL GENEVOIS		C 3 05 / C 3 10	convention de subvention-nement en préparation	AF	60'000	*-30'000*	*-33.3%*	*90'000*	*90'000.00*
03.13.00.00	363 11301	SUBVENTION NON MONETAIRE - INSTITUT NATIONAL GENEVOIS		C 3 05 / C 3 10	convention de subvention-nement en préparation	AF	40'272	*40'272*			
03.13.00.00	364 00201	THÉÂTRE DE CAROUGE ET ATELIER		C 3 05	convention de subvention-nement tripartite à renouveler en conformité à la LIAF	AF	2'500'000	-	*0.0%*	*2'500'000*	*2'500'000.00*

AIDES FINANCIERES ACCORDEES DE 2006 A 2008 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE
L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Numéros de lois fédérales	Numéros de lois cantonales	Contrat/ Convention	LIAF	PROJET DE BUDGET 2008	VARIATION PB 2008 / B 2007		BUDGET 2007	COMPTE 2006
03.13.00.00	364 00601	CENTRE D'ANIMATION CINÉMATOGRAPHIQUE		C 3 05		AF	371'000	-	0.0%	*371'000*	*371'000.00*
03.13.00.00	364 00801	ORCHESTRE DE LA SUISSE ROMANDE		C 3 05		AF	8'500'000	-	0.0%	*8'500'000*	*8'500'000.00*
03.13.00.00	364 00901	MARIONNETTES DE GENÈVE		C 3 05	convention de subvention-nement tripartite	AF	600'000	-	0.0%	*600'000*	*600'000.00*
03.13.00.00	364 01101	AM STRAM GRAM		C 3 05	convention de subvention-nement tripartite	AF	912'000	-	0.0%	*912'000*	*912'000.00*
03.13.00.00	364 01201	FONDATION BODMER		C 3 05 / Courrier C.E. 23.02.1971 / PL en cours	Convention de subvention-nement en cours	AF	500'000	-	0.0%	*500'000*	*500'000.00*
03.13.00.00	364 01401	FONDATION D'ART DRAMATIQUE		C 3 05 / PA 273.01 Statut de la Fondation d'Art dramatique de Genève du 14.03.1980		AF	2'250'000	-	0.0%	*2'250'000*	*2'250'000.00*
03.13.00.00	364 06001	FONDAMCO		Loi 9418, PL en cours	convention de subvention-nement tripartite en cours	AF	1'000'000	-	0.0%	*1'000'000*	*995'000.00*
03.13.00.00	365 00403	ONDINE GENEVOISE		C 1 10		AF	220'000	*-40'000*	*-15.4%*	*260'000*	*260'000.00*
03.13.00.00	365 00501	CADETS DE GENÈVE		C 1 10		AF	337'300	-	0.0%	*337'300*	*337'300.00*
03.13.00.00	365 00601	CONCOURS DE GENEVE		C 3 05		AF	248'750	-	0.0%	*248'750*	*248'750.00*
03.11.00.00	365 00701	AIDE AUX FORMATIONS INDÉPENDANTES *		C 3 05 / Règlement interne	Contrats de confiance et contrats de prestations	AF		*-490'000*	*-100.0%*	*490'000*	*462'500.00*
03.13.00.00	365 00801	ORCHESTRE DE CHAMBRE DE GENÈVE		C 3 05	convention de subvention-nement tripartite	AF	560'000	-	0.0%	*560'000*	*497'500.00*
03.13.00.00	365 00901	FONCTION : CINÉMA		C 3 05 / Loi 5892		AF	99'500	-	0.0%	*99'500*	*99'500.00*
03.13.00.00	365 01001	THÉÂTRE DU GRUTLI		C 3 05 /Loi 6135		AF	149'250	-	0.0%	*149'250*	*149'250.00*
03.13.00.00	365 01301	THEATRE DU LOUP		C 3 05 / Loi 9755	convention de subvention-nement tripartite	AF	300'000	-	0.0%	*300'000*	*298'500.00*
03.13.00.00	365 01601	FONDATION ETM		C 1 10 / Loi 6679		AF	735'000	-	0.0%	*735'000*	*689'530.00*
03.13.00.00	365 01701	ASSOCIATION ESPACE MUSICAL		Loi 8400		AF	149'350	*20'000*	*15.5%*	*129'350*	*129'350.00*
03.13.00.00	365 01901	CONTRECHAMPS		C 3 05	avenant à la convention de subvention-nement tripartite	AF	400'000	-	0.0%	*400'000*	*398'000.00*
03.13.00.00	365 02301	GRANDES MANIFESTATIONS *		C 3 05 / Loi 7149		AF	147'500	*-250'000*	*-62.9%*	*397'500*	*397'500.00*
03.13.00.00	365 02601	RENCONTRES INTERNATIONALES DE GENÈVE		C 3 05		AF	62'680	-	0.0%	*62'680*	*62'680.00*
03.13.00.00	365 02701	AIDE PONCTUELLE A LA CULTURE *		C 3 05		AF	1'225'000	*-70'000*	*-5.4%*	*1'295'000*	*1'295'000.00*
03.13.00.00	365 03001	MUSÉE INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE ET CROISSANT-ROUGE	LF 432.41	PL en cours	convention de subvention-nement en cours	AF	555'000	*790*	*0.1%*	*554'210*	*554'210.00*
03.13.00.00	365 04101	TEATRO MALANDRO		C 3 05		AF	150'000	*150'000*			
03.13.00.00	365 05901	ASSOCIATION POUR L'ENCOURAGEMENT DE LA MUSIQUE IMPROVISEE (AMR)		C 1 10	convention de subvention-nement tripartite	AF	238'800	-	0.0%	*238'800*	*238'800.00*

AIDES FINANCIERES ACCORDEES DE 2006 A 2008 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE
L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Numéros de lois fédérales	Numéros de lois cantonales	Contrat/ Convention	LIAF	PROJET DE BUDGET 2008	VARIATION PB 2008 / B 2007		BUDGET 2007	COMPTE 2006
03.13.00.00	365 06601	AIDE AUX COMPAGNIES INDÉPENDANTES *		C 3 05 / Règlement interne	Divers contrats et conventions	AF	1'000'000	*410'000*	*69.5%*	*590'000*	*572'120.00*
03.13.00.00	365 06701	DIFFUSION ET ÉCHANGES CULTURELS *		C 3 05 / Loi 6905		AF	524'870	-	*0.0%*	*524'870*	*580'080.00*
03.13.00.00	365 09301	ATELIERS D'ETHNOMUSICOLOGIE		C 3 05	convention de subvention-nement tripartite en cours	AF	129'350	-	*0.0%*	*129'350*	*129'350.00*
03.13.00.00	365 09401	CINEMA TOUT ECRAN		C 3 05	convention de subvention-nement tripartite en cours	AF	149'250	-	*0.0%*	*149'250*	*149'250.00*
03.13.00.00	365 09501	FESTIVAL DE LA BATIE		C 3 05		AF	450'000	-	*0.0%*	*450'000*	*450'000.00*
03.13.00.00	365 09703	FONDATION POUR L'ECRIT		PL en cours	convention de subvention-nement tripartite en cours	AF	250'000	*250'000*			
03.13.00.00	365 09902	FONDS SPECIAUX - SUBVENTIONS AUX INSTITUTIONS PRIVEES		Arrêté CE relatif au règlement du Fonds de soutien à l'édition		AF	200'000	*200'000*			
03.21.00.00	365 02801	GROUPEMENT D'ASSOCIATIONS DE PARENTS D'ÉLÈVES (GAPP / FAPECO)		C 1 10.21		AF	19'900	-	*0.0%*	19'900	19'900.00
03.22.00.00	365 02801	GROUPEMENT D'ASSOCIATIONS DE PARENTS D'ELEVES (GAPP / FAPECO)		C 1 10.24		AF	10'000	-	*0.0%*	10'000	10'000.00
03.22.00.00	365 03201	ÉCOLE ET QUARTIER VERSOIX		C 1 10		AF	67'000	*7'000*	*11.7%*	60'000	59'700.00
03.23.00.00	365 01501	450EME ANNIVERSAIRE DU COLLEGE CALVIN				AF	100'000	*100'000*			
03.23.00.00	365 02901	CULTURE ET RENCONTRE		C 1 10		AF	105'000	*6'500*	*6.6%*	98'500	98'500.00
03.31.00.00	365 03101	ECOLE DES PARENTS		J 6 05		AF	316'410	-	*0.0%*	316'410	316'410.00
03.31.00.00	365 04401	GROUPEMENT LIAISON GENEVOIS DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE (GLAJ)		J 6 05, rapport motion 4829-B		AF	130'000	-	*0.0%*	130'000	129'350.00
03.31.00.00	365 04701	COLONIES DE VACANCES *		J 6 05 / PL 10086		AF	1'439'000	*195'250*	*15.7%*	1'243'750	1'230'853.00
03.31.00.00	365 04801	UNIONS CHRÉTIENNES		J 6 05		AF	90'000	-	*0.0%*	90'000	89'550.00
03.31.00.00	365 04901	ASSOCIATION DU SCOUTISME GENEVOIS		J 6 05		AF		*-195'000*	*-100.0%*	195'000	194'020.00
03.31.00.00	365 05001	FONDATION SUISSE DU SERVICE SOCIAL INTERNATIONAL		J 6 05 / PL 10086		AF	348'250	-	*0.0%*	348'250	348'250.00
03.31.00.00	365 05301	GROUPEMENT GENEVOIS CENTRE ENTRAIDE AUX MÉTHODES ACTIVES (CEMEA)		J 6 05 / C 2 08		AF	129'350	-	*0.0%*	129'350	129'350.00
03.31.00.00	365 05401	SPORT - ENCADREMENT ET ENTRAINEMENT DES JEUNES (7-9 ANS)		B 6 15, règlements d'application		AF	190'000	-	*0.0%*	190'000	
03.31.00.00	365 05601	CENTRE CONSULTATION POUR LES VICTIMES D'ABUS SEXUELS	LF 312.5			AF	30'000	*30'000*		-	-
03.31.00.00	365 05801	SOUTIEN A L'ENFANCE *		J 6 05 / J 6 25	Contrat de prestations avec Pro Juventute	AF	501'660	*185'000*	*58.4%*	316'660	316'660.00
03.32.00.00	365 03501	FONDATION POUR L'AVENIR		Loi du 14.10.1944 portant une modification à la loi du 18 juin 1921 accordant une allocation à la Fondation pour l'Avenir		AF	12'000	-	*0.0%*	12'000	12'000.00
03.32.00.00	365 03901	UNIVERSITÉ OUVRIÈRE DE GENÈVE (UOG)		C 1 10 / C 2 05 / Loi 6958		AF	983'060	-	*0.0%*	983'060	983'060.00

AIDES FINANCIERES ACCORDEES DE 2006 A 2008 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE
L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Numéros de lois fédérales	Numéros de lois cantonales	Contrat/ Convention	LIAF	PROJET DE BUDGET 2008	VARIATION PB 2008 / B 2007		BUDGET 2007	COMPTE 2006
03.32.00.00	365 05501	UNIVERSITÉ POPULAIRE DE GENÈVE		C 1 10 / C 2 05 et règlement / Amendements B1984 votés séance GC du 16.12.1983		AF	145'000	-	*0.0%*	145'000	80'590.00
03.32.00.00	365 08801	COURS À DIVERS ORGANISMES *	LF 412.10	C 2 05 / C 2 08		AF	642'000	*32'400*	*5.3%*	609'600	595'057.40
03.32.00.00	365 08901	SUBVENTION CANTONALE POUR LA FORMATION DE BASE - COURS INTERENTREPRISES *	LF 412.10	C 2 05		AF	1'073'000	*222'600*	*26.2%*	850'400	627'441.00
03.32.00.00	365 09001	ASSOCIATION DES RÉPÉTITOIRES - ARA		C 2 05		AF	426'000	*4'000*	*0.9%*	422'000	421'500.00
04.01.01.00	365 00319	SECTIONS GENEVOISES DE SAUVETAGE SUR LE LAC LÉMAN			coutume (subv. date d'avant 1975)	AF	32'338	-	*0.0%*	32'338	32'338.00
04.01.01.00	365 00416	MUSIQUE DE LA POLICE			coutume (subv. date d'avant 1975)	AF	42'984	-	*0.0%*	42'984	42'984.00
04.01.01.00	365 00711	COMMISSION INTERNATIONALE DES JURISTES			Coutume (subv. date de 1985)	AF	22'385	-	*0.0%*	22'385	22'385.00
04.01.01.00	365 00915	PRESIDENCE : SUBVENTIONS DIVERSES *				AF	19'900	-	*0.0%*	19'900	8'000.00
04.01.01.00	365 01010	ASSOCIATION VIRES		Loi 9675		AF	430'000	*200'000*	*87.0%*	230'000	228'850.00
04.01.01.00	365 01112	CLUB ALPIN SUISSE			Coutume (subv. date de 1977)	AF	8'000	-	*0.0%*	8'000	7'950.00
04.03.10.00	365 00103	F-INFORMATION - FILIGRANE		8827		AF	515'000	-	*0.0%*	515'000	515'000.00
04.03.10.00	365 00300	DIVERSES ASSOCIATIONS FEMININES *		9351		AF	70'000	-	*0.0%*	70'000	69'400.00
04.03.11.00	365 00616	CENTRE DE CONTACT SUISSE-IMMIGRES		A 2 55	Convention de partenariat	AF	300'000	-	*0.0%*	300'000	300'000.00
04.03.11.00	365 00810	ASSOCIATION CONTRE LE RACISME "ACOR"		A 2 55	Convention de partenariat	AF	100'000	-	*0.0%*	100'000	100'000.00
04.03.11.00	365 00916	SUBVENTIONS LIEES A DES MANDATS DE PRESTATIONS *		A 2 55		AF	123'000	*100'000*	*434.8%*	23'000	30'000.00
04.03.11.00	365 01016	UNIVERSITE POPULAIRE ALBANAISE		7995	Convention de partenariat	AF	110'000	*-100'000*	*-47.6%*	210'000	210'000.00
04.03.11.00	365 01115	UNIVERSITE POPULAIRE ALBANAISE (OCE FORMATION CHOMEURS)			Logistique des mesures du marché du travail (LMMT	AF	87'000	-	*0.0%*	87'000	87'000.00
04.03.11.00	365 01201	ASSOCIATION D'ENTRAIDE AUX RÉFUGIÉS CAMARADA		8104	Convention de partenariat	AF	290'000	*50'000*	*20.8%*	240'000	240'000.00
04.03.11.00	365 01303	ASSOCIATION MAISON KULTURA		A 2 55	Convention de partenariat	AF	65'000	*35'000*	*116.7%*	30'000	
04.03.11.00	365 09813	SUBVENTIONS LIEES AUX SUBVENTIONS COMM. FED. DES ETRANGERS *		A 2 55		AF	-	*-40'000*	*-100.0%*	40'000	
04.03.11.00	365 09912	BUREAU DE L'INTEGRATION : AUTRES SUBVENTIONS *		A 2 55		AF	250'000	*170'000*	*212.5%*	80'000	64'364.00
04.03.12.00	364 00212	CLUB SUISSE DE LA PRESSE		Loi 10044	Participation de l'Etat de GE, conjointement notamment avec la Confédération et la Ville	AF	69'525	-	*0.0%*	69'525	69'525.00
04.03.12.00	364 10212	SUBVENTION NON MONETAIRE - CLUB SUISSE DE LA PRESSE		Loi 10044	Participation de l'Etat de GE, conjointement notamment avec la Confédération et la Ville	AF	64'200	*64'200*			
05.01.00.00	365 07150	ASSOCIATION HANDICAPES ARCHITECTURE URBANISME (HAU)			Lettre	AF	20'000	-	*0.0%*	20'000	20'000.00
05.04.00.00	363 00151	FONDATION DU STADE DE GENEVE - DROIT DE SUPERFICIE (PART CFF)			7263 - 7568	AF	-	*-325'000*	*-100.0%*	325'000	324'920.00
05.04.00.00	365 06150	COUVERTURE DEFICIT EXPLOITATION DE GENÈVE-PLAGE			Convention	AF	780'000	-	*0.0%*	780'000	750'414.00
05.04.00.00	365 07350	ECOLE INTERNATIONALE (DIFF. S/DROIT DE SUPERFICIE)			Conseil d'Etat	AF	423'212	-	*0.0%*	423'212	
05.06.00.00	365 07151	SUBVENTION AU RASSEMBLEMENT EN FAVEUR D'UNE POLITIQUE SOCIALE DU LOGEMENT			Lettre	AF	50'000	-	*0.0%*	50'000	50'000.00

AIDES FINANCIERES ACCORDEES DE 2006 A 2008 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE
L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Numéros de lois fédérales	Numéros de lois cantonales	Contrat/ Convention	LIAF	PROJET DE BUDGET 2008	VARIATION PB 2008 / B 2007		BUDGET 2007	COMPTE 2006
05.07.00.00	365 06250	FRAIS D'ENTRETIEN CATHÉDRALE ST-PIERRE			Conseil d'Etat 6266	AF	108'000	-	0.0%	108'000	108'000.00
05.07.00.00	365 07456	SUBVENTION AUX INSTITUTIONS PRIVEES DANS LE CADRE DU FONDS MNS				AF	270'000	270'000			
05.09.00.00	363 10350	SUBVENTION NON MONETAIRE - FONDATION DU STADE DE GENEVE - INTERETS SUR LE CAPITAL DE DOTATION, contrepartie 426.02			7263 - 7568	AF	660'000	1'220	0.2%	658'780	669'120.00
05.09.00.00	363 10450	SUBVENTION NON MONETAIRE - FONDATION DU STADE DE GENEVE - DROIT DE SUPERFICIE PART ETAT, contrepartie 427.52			7263 - 7568	AF	310'000	-14'920	-4.6%	324'920	310'000.00
06.01.00.00	365 00131	PRESIDENCE ET SECRETARIAT GENERAL : SUBVENTIONS DIVERSES ASSOCIATIONS *				AF	32'500	-57'500	-63.9%	90'000	72'500.00
06.02.00.00	365 00312	CÉRÉMONIE À LA MÉMOIRE DES SOLDATS MORTS AU SERVICE DU PAYS (MON-REPOS)				AF	500	-	0.0%	500	500.00
06.02.00.00	365 00614	MUSÉE MILITAIRE GENEVOIS				AF	54'000	-	0.0%	54'000	54'000.00
06.02.00.00	365 00716	VIEUX-ARTILLEURS (ENTRETIEN DES UNIFORMES)				AF	2'000	-	0.0%	2'000	2'000.00
06.03.00.00	365 08002	TRANSPORTS COLLECTIFS - SUBVENTIONS DIVERSES *				AF	80'000	80'000			
06.05.00.00	363 10108	SUBVENTION NON MONETAIRE - MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL ET LOCAUX A LA FONDATION NEPTUNE				AF	190'000	190'000			
06.05.00.00	365 07018	FONDS FORESTIER : SUBVENTIONS DIVERSES		M 5 10		AF	43'000	33'000	330.0%	10'000	-
06.05.00.00	365 07117	FONDS FORESTIER : SUBVENTIONS DIVERSES (LIEES AUX SUBVENTIONS FEDERALES) *	RS 921	M 5 10		AF		-33'000	-100.0%	33'000	15'000.00
06.05.00.00	365 08213	SUBVENTIONS RELATIVES À LA NATURE ET AUX SITES NATURELS		M 5 35		AF	38'000	-	0.0%	38'000	11'250.00
06.05.00.00	365 08311	SUBVENTIONS RELATIVES A L'EDUCATION A LA NATURE	RS 451			AF	10'000	-	0.0%	10'000	35'024.00
06.05.00.00	365 08312	SUBVENTIONS RELATIVES À LA FAUNE		M 5 05		AF	30'000	-30'000	-50.0%	60'000	35'597.20
06.05.00.00	365 10101	SUBVENTION NON MONETAIRE - FONDATION NEPTUNE, DOTATION				AF	30'000	30'000			
06.06.00.00	362 07210	AMÉLIORATIONS FONCIÈRES		M 1 05 / M 1 05.01		AF	200'000	200'000			
06.06.00.00	364 07210	AMÉLIORATIONS FONCIÈRES				AF	250'000	250'000			
06.06.00.00	364 07510	AGRIGE - VULGARISATION	RS 910.1 L Agr	M 2 05	Convention du 20.12.2004	AF	163'000	-	0.0%	163'000	163'000.00
06.06.00.00	364 07610	UNION MARAICHERE DE GENEVE, VULGARISATION	RS 910.1 L Agr	M 2 05	Convention du 20.12.2004	AF	91'000	-	0.0%	91'000	91'000.00
06.06.00.00	364 09911	AGRICULTURE : SUBVENTIONS DIVERSES *		M 2 05		AF	5'000	-	0.0%	5'000	-
06.06.00.00	365 02220	AMÉLIORATIONS STRUCTURELLES	RS 700 / 700.01	M 1 05 / M 1 05.01		AF	600'000	600'000			
06.06.00.00	365 07813	SOCIÉTÉS ET ORGANISATIONS AGRICOLES		M 2 05		AF	106'000	94'500	821.7%	11'500	10'365.50
06.06.00.00	365 08212	SUBVENTION À L'AOVG (ASSOCIATION DES ORGANISATIONS VITICOLES GENEVOISES)		M 2 05		AF		-32'000	-100.0%	32'000	32'000.00
06.06.00.00	365 09912	AGRICULTURE : AUTRES SUBVENTIONS *		M 2 05		AF	3'000	-	0.0%	3'000	-
06.06.00.00	365 12420	SUBVENTION NON MONETAIRE - PRETS A TAUX PREFERENTIELS				AF	85'000	85'000			
06.90.66.00	365 00231	AOVG (ASSOCIATION DES ORGANISATIONS VITICOLES GENEVOISES)		M 2 50		AF		-54'000	-100.0%	54'000	52'314.85
06.90.66.00	365 00406	SUBVENTION A LA COMMUNAUTE INTERPROF. DES VINS DE GENEVE (CIVG)				AF	-	-		-	5'400.00
07.04.01.00	365 00505	PROGRAMME D'OCCUPATION		pas de base légale formelle		AF	200'000	-	0.0%	200'000	-
07.04.01.00	365 05910	ASSOCIATION LE TRIALOGUE		Pas d'arrêté valide		AF	-	-80'000	-100.0%	80'000	80'000.00
07.09.51.00	365 09910	FONDS DE PREVENTION DE LA VIOLENCE : ACTIONS PONCTUELLES		J 4 10 04 - Pas d'arrêté valide		AF	-	-		-	400'000.00
07.14.11.00	363 09910	FONDS DE LUTTE CONTRE LA DROGUE : ACTIONS SOCIALES ET PONCTUELLES *		Loi cantonale - Pas d'arrêté valide		AF	100'000	-	0.0%	100'000	70'000.00
07.14.11.00	365 00235	EPH - PRO ENTREPRISE SOCIALE PRIVEE				AF	2'613'227	2'613'227			
07.14.11.00	365 00236	EPH - POINT DU JOUR				AF	279'585	279'585			
07.14.11.00	365 00512	LE RACARD - CENTRE D'HÉBERGEMENT ET LIEU DE VIE AVEC SOUTIEN PSYCHOSOCIAL		Pas de PL valide	contrat de partenariat	AF	-	-375'000	-100.0%	375'000	375'000.00
07.14.11.00	365 00812	CROIX ROUGE GENEVOISE		Loi 6013		AF	900'000	50'000	5.9%	850'000	850'000.00
07.14.11.00	365 01000	CENTRE DE LIAISON DES ASSOCIATIONS FEMININES GENEVOISES (CLAFG)		PL 9902 (2008)		AF	18'000	18'000			
07.14.11.00	365 01811	FONDATION TRANSPORT HANDICAP - MOBILITÉ POUR TOUS		Loi ^8540 (à renouveler)		AF	150'000	-	0.0%	150'000	150'000.00

AIDES FINANCIERES ACCORDEES DE 2006 A 2008 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE
L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Numéros de lois fédérales	Numéros de lois cantonales	Contrat/ Convention	LIAF	PROJET DE BUDGET 2008	VARIATION PB 2008 / B 2007		BUDGET 2007	COMPTE 2006
07.14.11.00	365 02010	PRO JUVENTUTE - CARTE FAMILLE GIGOGNE		PL 9902 (2008)		AF	-	*-180'000*	*-100.0%*	180'000	180'000.00
07.14.11.00	365 02110	ASSOCIATION DES FAMILLES MONOPARENTALES		PL 9902	contrat de partenariat	AF	88'500	*30'000*	*51.3%*	58'500	58'500.00
07.14.11.00	365 02211	COMPAGNA		Loi 6240 (à renouveler (Arrêté) PL 9902 (2008)		AF	35'000	*10'000*	*40.0%*	25'000	25'000.00
07.14.11.00	365 02310	PRO MENTE SANA ASSOCIATION ROMANDE		PL 9902 (2008)		AF	205'000	*5'000*	*2.5%*	*200'000*	*200'000.00*
07.14.11.00	365 02312	PRO-FILIA GENÈVE		PL 9902 (2008)		AF	30'250	*10'000*	*49.4%*	20'250	20'250.00
07.14.11.00	365 02410	FÉDÉRATION GENEVOISE DE SERVICES PRIVÉS DE CONSULTATIONS CONJUGALES ET FAMILIALES		Loi 5334 (à renouveler) PL 9902 (2008)		AF	300'000	*70'000*	*30.4%*	230'000	230'000.00
07.14.11.00	365 02510	ASSOCIATION PAROLE		PL 9902 (2008)	contrat de partenariat	AF	125'000	*10'000*	*8.7%*	*115'000*	*115'000.00*
07.14.11.00	365 03100	FONDATION HEALTH ON THE NET		PL 9364 (2005-2008)		AF	685'000	-	*0.0%*	*685'000*	*700'000.00*
07.14.11.00	365 03200	SOLIDARITE FEMMES		PL 9688 (2006-2007) - PL 9902 (2008)	contrat de partenariat	AF	726'000	*126'000*	*21.0%*	*600'000*	*600'000.00*
07.14.11.00	365 03202	PRO SENECTUTE				AF	30'600	*30'600*			
07.14.11.00	365 03210	AGORA				AF	15'000	*15'000*			
07.14.11.00	365 03210	FONDATION PHENIX		Loi 8586 (à renouveler)		AF	370'000	-	*0.0%*	370'000	370'000.00
07.14.11.00	365 03400	ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DES PERSONNES ÂGÉES EN ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX (EMS) ET DE LEURS FAMILLES (APAF)		L 9426 - PL 9902 (2008)		AF	205'000	*5'000*	*2.5%*	*200'000*	*75'500.00*
07.14.11.00	365 03410	FORUM SANTE		Arrêté 2008-2009		AF	40'000	-	*0.0%*	40'000	20'000.00
07.14.11.00	365 03600	ASSOCIATION VIOL SECOURS		L 9750 (2006-2008) - PL 9902 (2008)	contrat de partenariat	AF	295'000	*40'000*	*15.7%*	*255'000*	*240'000.00*
07.14.11.00	365 03700	ASSOCIATION CÉRÉBRAL GENÈVE		L 9359 (2004-2007) (à renouveller)		AF	80'000	-	*0.0%*	*80'000*	*40'000.00*
07.14.11.00	365 03810	ASSUAS - ASSOCIATION SUISSE DES ASSURÉS		PL en cours		AF	40'000	-	*0.0%*	40'000	40'000.00
07.14.11.00	365 03900	ASSOCIATION AUTREMENT AUJOURD'HUI		L 9427 (2004-2007) - PL 9902 (2008)		AF	155'200	*85'200*	*121.7%*	*70'000*	*70'000.00*
07.14.11.00	365 04000	ASSOCIATION LA PÂQUERETTE DES CHAMPS		Pas de PL valide		AF	205'000	-	*0.0%*	*205'000*	*205'000.00*
07.14.11.00	365 04010	CGV - CENTRE GENEVOIS DU VOLONTARIAT		Loi 6367 (à renouveler)		AF	-	*-80'000*	*-100.0%*	80'000	40'000.00
07.14.11.00	365 04310	TÉL 143 LA MAIN TENDUE		PL 9902 (2008)		AF	127'800	*24'300*	*23.5%*	103'500	103'500.00
07.14.11.00	365 04410	LE CARE (CARITAS ACCUEIL RENCONTRE ECHANGE)		Pas d'arrêté valide		AF		*-110'000*	*-100.0%*	110'000	55'000.00
07.14.11.00	365 04510	LA COULOU - ABRI POUR SANS ABRI		Pas d'arrêté valide		AF		*-100'000*	*-100.0%*	100'000	200'000.00
07.14.11.00	365 04610	CENTRE SOCIAL PROTESTANT GENÈVE - ATELIER GALIFFE		Loi 5926 (à renouveler) PL 9902 (2008)		AF	570'851	*270'851*	*90.3%*	300'000	300'000.00
07.14.11.00	365 04702	ENTREPRISE SOCIALE L'ORANGERIE		PL 9902 (2008)	contrat de partenariat	AF	246'000	*75'000*	*43.9%*	*171'000*	*171'000.00*
07.14.11.00	365 04710	CARITAS-GENÈVE		PL 9902 (2008)		AF	430'000	*130'000*	*43.3%*	300'000	300'000.00
07.14.11.00	365 04802	SOS FEMMES		PL 9902 (2008)	contrat de partenariat	AF	355'000	*75'000*	*26.8%*	*280'000*	*280'000.00*
07.14.11.00	365 04902	ARABELLE FOYER D'HÉBERGEMENT AVEC CRÈCHE		PL 9902 (2008)		AF	545'000	*45'000*	*9.0%*	*500'000*	*500'000.00*
07.14.11.00	365 04910	ARMÉE DU SALUT - ACCUEIL DE NUIT		-		AF	-	*-145'000*	*-100.0%*	145'000	145'000.00
07.14.11.00	365 05002	IPT FONDATION INTÉGRATION POUR TOUS		PL 9902 (2008)		AF	191'500	*31'500*	*19.7%*	*160'000*	*160'000.00*

AIDES FINANCIERES ACCORDEES DE 2006 A 2008 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE
L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE	SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Numéros de lois fédérales	Numéros de lois cantonales	Contrat/ Convention	LIAF	PROJET DE BUDGET 2008	VARIATION PB 2008 / B 2007		BUDGET 2007	COMPTE 2006
07.14.11.00	365	05101	MAISON GENEVOISE DES MÉDIATIONS		PL 10042 en cours		AF	128'000	-	0.0%	*128'000*	*64'000.00*
07.14.11.00	365	05102	APPARTENANCES - GENEVE				AF	95'000	*95'000*			
07.14.11.00	365	05103	BIRD - BUREAU D'INTEGRATION DES REFUGIES POUR DEMAIN				AF	25'000	*25'000*			
07.14.11.00	365	05104	ELISA				AF	35'000	*35'000*			
07.14.11.00	365	05105	EPER				AF	25'000	*25'000*			
07.14.11.00	365	05110	PLURIELS - CENTRE DE CONSULTATION ET D'ÉTUDES ETHNOPSYCHOLOGIQUES POUR MIGRANTS		PL 9902 (2007 et 2008)		AF	235'000	*15'000*	*6.8%*	220'000	220'000.00
07.14.11.00	365	06110	ASSOCIATION POUR LE BATEAU GENÈVE		-		AF	-	*-200'000*	*-100.0%*	200'000	200'000.00
07.14.11.00	365	06210	ASSOCIATION POUR LE PATRIMOINE INDUSTRIEL - API		Arrêté 2008-2009		AF	151'000	-	*0.0%*	151'000	151'000.00
07.14.11.00	365	06302	ASSOCIATION ANYATAS POUR PERSONNES MENTALEMENT HANDICAPÉES		Arrêté 2008-2010		AF	40'000	-	*0.0%*	40'000	20'000.00
07.14.11.00	365	06400	ASSOCIATION DANSE HABILE		PL 9902 (2008)		AF	35'000	*35'000*			
07.14.11.00	365	06500	HELIOS - ACTIONS SOUTIEN INTÉGRATION PERSONNES HANDICAPÉES		K 1 36		AF	500'000	-	*0.0%*	500'000	90'319.60
07.14.11.00	365	06610	INSIEME GENÈVE - ASSOCIATION GENEVOISE DE PARENTS ET D'AMIS DE PERSONNES MENTALEMENT HANDICAPÉES		L 9674 (2005-2008)		AF	110'000	*50'000*	*83.3%*	60'000	60'000.00
07.14.11.00	365	07215	FONDATION TRANSPORT HANDICAP		Loi 6529 (à renouveler)		AF	649'000	*22'500*	*3.6%*	626'500	626'500.00
07.14.11.00	365	07411	FÉDÉRATION SUISSE DE CONSULTATION EN MOYENS AUXILIAIRES POUR PERSONNES HANDICAPÉES - FSCMA		Arrêté en cours 2008-2011		AF	2'500	-	*0.0%*	2'500	
07.14.11.00	365	07512	DIVERSES ACTIONS SOCIALES PONCTUELLES		Pas d'arrêté valide		AF	750'000	-	*0.0%*	750'000	18'900.00
07.14.11.00	365	07612	PRO-INFIRMIS		PL 9902 (2008)		AF	159'500	*19'500*	*13.9%*	140'000	140'000.00
07.14.11.00	365	07810	FONDATION CAP LOISIRS		Loi 6312 (à renouveler) PL 9902 (2008)		AF	1'000'100	*25'100*	*2.6%*	975'000	975'000.00
07.14.11.00	365	08310	ANTENNE DROGUE FAMILLE - ASSOCIATION GENEVOISE DES PERSONNES CONCERNÉES PAR LES PROBLÈMES LIÉS À LA DROGUE	812.121	Arrêté 2008-2010		AF	36'000	-	*0.0%*	36'000	18'000.00
07.14.11.00	365	08812	PROJECT ASSOCIATION		Arrêté 2008-2010		AF	38'000	-	*0.0%*	38'000	38'000.00
07.14.11.00	365	08910	CEFCA - CENTRE DE FORMATION CONTINUE POUR ADULTES		Loi 6259 (à renouveler)		AF	67'500	-	*0.0%*	67'500	67'500.00
07.14.11.00	365	09110	AGIS - ASSOCIATION GENEVOISE D'INSERTION SOCIALE		PL 9902 (2008)		AF	48'350	*20'000*	*70.5%*	28'350	14'175.00
07.14.11.00	365	09310	CLUB EN FAUTEUIL ROULANT GENÈVE				AF	-	*-50'000*	*-100.0%*	50'000	50'000.00
07.14.11.00	365	09610	ASSOCIATION RÉALISE		Pas PL valide		AF	499'323	*149'323*	*42.7%*	350'000	350'000.00
07.14.11.00	365	09710	CARREFOUR-RUE / ORGANISME DE PRÉVENTION ET D'ACTION SOCIALE				AF		*-182'480*	*-100.0%*	182'480	182'480.00
07.14.11.00	365	09810	CARREFOUR PRISON		PL 9902 (2008)		AF	175'000	*25'000*	*16.7%*	150'000	150'000.00
07.14.11.00	365	09911	FONDS DE LUTTE CONTRE LA DROGUE : ACTIONS SOCIALES ET PONCTUELLES *		Loi cantonale - Pas d'arrêté valide		AF	400'000	-	*0.0%*	*400'000*	*520'025.05*
07.14.11.00	365	09913	BÉNÉFICIAIRES DU DROIT DES PAUVRES *		LOI D 3 05		AF	500'000	-	*0.0%*	*500'000*	*175'400.00*
07.14.11.00	365	10812	SUBVENTION NON MONETAIRE - SECT. GENEVOISE CROIX-ROUGE - LOCATION				AF	46'610	*46'610*			
07.14.11.00	365	12911	SUBVENTION NON MONETAIRE - EMMAUS - LOCATION				AF	144'531	*144'531*			
07.14.11.00	365	13700	SUBVENTION NON MONETAIRE - ASSOCIATION CEREBRAL GENEVE - LOCATION				AF	124'345	*124'345*			
07.14.11.00	365	14610	SUBVENTION NON MONETAIRE - CENTRE SOCIAL PROTESTANT GENÈVE, UTILISATION IMMEUBLE		Loi 5926 (à renouveler)		AF	43'383	*43'383*			
07.14.11.00	365	14710	SUBVENTION NON MONETAIRE - CARITAS-GENÈVE, UTILISATION IMMEUBLE		PL 9902		AF	29'025	*29'025*			
07.14.33.00	366	00601	OFFICE CANTONAL DES PERSONNES AGEES : JOURNAL GENERATIONS				AF	-	-		-	137'500.00
07.90.52.00	365	02210	AU CŒUR DES GROTTES - FOYER POUR FEMMES SEULES OU AVEC LEURS ENFANTS		Pas de PL valide		AF	-	*-250'000*	*-100.0%*	250'000	250'000.00
07.90.52.00	365	02911	EMMAÜS GENÈVE		Pas d'arrêté valide		AF	-	-		-	50'000.00
07.90.52.00	365	03500	AVIVO - ASSOCIATION DE DÉFENSE ET DE DÉTENTE DE TOUS LES RETRAITÉS ET FUTURS RETRAITÉS		Pas d'arrêté valide		AF	-	*-75'000*	*-100.0%*	75'000	75'000.00
07.90.52.00	365	03800	LESTIME		L 9428 (2004-2007)		AF	-	*-100'000*	*-100.0%*	100'000	100'000.00

AIDES FINANCIERES ACCORDEES DE 2006 A 2008 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE
L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Numéros de lois fédérales	Numéros de lois cantonales	Contrat/ Convention	LIAF	PROJET DE BUDGET 2008	VARIATION PB 2008 / B 2007		BUDGET 2007	COMPTE 2006
07.90.52.00	365 04602	ASPASIE		Pas de PL valide	contrat de partenariat	AF	-	*-347'000*	*-100.0%*	347'000	347'000.00
08.01.11.00	365 00114	SERVICE FINANCIER : RESERVE POUR DECISIONS CE ET GC		Conseil d'Etat		AF	970'000	*-180'000*	*-15.7%*	*1'150'000*	*927'907.00*
08.01.11.00	365 00116	FONDATION IRIS		8815		AF	-	-		-	861'000.00
08.03.21.00	365 00204	DIR GEN. DES CASS - AUTRES INSTITUTIONS - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT *		K 1 05		AF	5'186'580	*1'043'638*	*25.2%*	4'142'942	3'733'300.00
08.03.21.00	365 00306	ACTIONS PONCTUELLES D'AIDE A DOMICILE*		K 1 05		AF	250'000	*250'000*			
08.05.11.00	365 00110	DIME DE L'ALCOOL : ACTIONS DE PRÉVENTIONS *		D 1 30.04		AF	1'100'000	-	*0.0%*	*1'100'000*	*1'071'000.00*
08.05.11.00	365 00138	ACTION DE PREVENTION DE LA SANTE *		RD-490A		AF	390'900	*-272'492*	*-41.1%*	663'392	612'454.50
08.05.11.00	365 00206	FEGPA - FEDERATION GENEVOISE POUR LA PREVENTION DE L'ALCOOLISME		acc. Prest.		AF	446'200	-	*0.0%*	*446'200*	*430'000.00*
08.05.11.00	365 00302	CROIX-BLEUE GENEVOISE		acc. Prest.		AF	110'000	-	*0.0%*	*110'000*	*70'000.00*
08.05.11.00	365 02112	LIGUE PULMONAIRE GENEVOISE	818.101	K 1 15		AF	12'500	*350*	*2.9%*	12'150	12'150.00
08.05.11.00	365 02212	LIGUE GENEVOISE CONTRE LE RHUMATISME	818.101	K 1 15		AF	91'000	-	*0.0%*	91'000	81'000.00
08.05.11.00	365 04311	RIEN NE VA PLUS - CENTRE DE PREVENTION DES PROBLEMES DU JEU EXCESSIF		9576		AF	154'800	-	*0.0%*	*154'800*	*10'000.00*
08.05.11.00	365 07014	GROUPE SIDA-GENÈVE		6064	contrat de partenariat	AF	1'770'000	-	*0.0%*	1'770'000	1'520'000.00
08.05.11.00	365 07115	DIALOGAI		6064	contrat de partenariat	AF	705'000	-	*0.0%*	705'000	680'000.00
08.05.11.00	365 07209	PVA (PERSONNES VIVANT AVEC)		6064	contrat de partenariat	AF	210'000	-	*0.0%*	210'000	200'000.00
08.05.11.00	365 07401	PREMIERE LIGNE		6064	contrat de partenariat	AF	2'560'000	-	*0.0%*	2'560'000	2'500'000.00
08.05.11.00	365 07610	ASI-GENEVE ASSOCIATION SUISSE DES INFIRMIERES-INFIRMIERS SECTION DE GENEVE		K 2 05		AF	150'000	-	*0.0%*	150'000	150'000.00
08.05.11.00	365 07911	ASSOCIATION POUR LA PRÉVENTION DU TABAGISME		acc. Prest.		AF	500'000	-	*0.0%*	500'000	500'000.00
08.05.11.00	365 08210	FONDATION GENEVOISE POUR LE DEPISTAGE DU CANCER DU SEIN		RD-490A		AF	1'000'000	-	*0.0%*	1'000'000	1'000'000.00
08.05.11.00	365 08513	FEGEMS (FEDERATION GENEVOISE DES EMS)			Contrat de partenariat	AF	2'355'000	*-145'000*	*-5.8%*	2'500'000	2'300'000.00
08.05.11.00	365 08601	ASFAG				AF	100'000	-	*0.0%*	100'000	
08.05.11.00	365 09702	ACTION PRÉVENTION DU JEU *		I 3 12		AF	45'200	-	*0.0%*	*45'200*	-
08.05.41.00	365 07211	ASSOCIATION DES PHARMACIENS		K 3 05		AF	-	-		-	14'000.00
08.07.21.00	365 00903	SUBVENTION LAPMI				AF		-			1'310'697.25
08.07.21.00	365 01212	INCUBATEUR - E-CLOSION		9067		AF	2'500'000	*200'000*	*8.7%*	2'300'000	2'176'000.00
08.07.21.00	365 10152	SUBVENTION NON MONETAIRE - FONGITS, INTERETS SUR PRETS DU PA				AF	4'500	*4'500*		-	-
08.07.21.00	365 10161	SUBVENTION NON MONETAIRE - OGCM, CAPITAL DE DOTATION				AF	45'000	*45'000*		-	-

ALLOCATIONS ACCORDEES A DES PERSONNES PHYSIQUES DE 2006 A 2008 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE

L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Numéros de lois fédérales	Numéros de lois cantonales	Contrat/ Convention	LIAF	PROJET DE BUDGET 2008	VARIATION PB 2008 / B 2007		BUDGET 2007	COMPTE 2006
TOTAL ETAT							**1'088'907'722**	***99'669'202***	***10.1%***	**989'238'520**	**968'581'269.84**
02.22.00.00	366 00103	REMISE DE COTISATIONS AVS				PP		-			*326'743.20*
03.11.00.00	366 00701	FONDS ANIMATION JEUNESSE		Rubrique instaurée dans le cadre du PB 1987 voté le 19.12.1986		PP	330'000	-	*0.0%*	330'000	339'381.00
03.13.00.00	366 00901	AIDE AUX JEUNES CRÉATEURS (CINÉMA + VIDÉO)		Loi 6137		PP	600'000	-	*0.0%*	*600'000*	*525'000.00*
03.13.00.00	366 04601	SUBVENTION A LA RESTAURATION COLLECTIVE				PP	250'000	-	*0.0%*	*250'000*	*315'535.80*
03.13.00.00	366 06501	SFCAC - SUBVENTIONS DIVERSES		L 4 30.04		PP	148'000	*40'000*	*37.0%*	*108'000*	*188'790.45*
03.22.00.00	366 06001	EXCURSIONS SCOLAIRES, CLASSES MULTICOLORES (CYCLE D'ORIENTATION)		J 6 05		PP	320'000	-	*0.0%*	320'000	301'371.85
03.23.00.00	366 06001	EXCURSIONS SCOLAIRES, CLASSES MULTICOLORES (POST-OBLIGATOIRE)		J 6 05		PP	699'500	*-7'500*	*-1.1%*	707'000	584'396.55
03.23.00.00	366 09902	FONDS SPECIAUX - SUBVENTIONS AUX PERSONNES PHYSIQUES		Legs, testaments, règlements de fonds		PP	23'000	*23'000*			
03.25.00.00	366 07701	TAXES SCOLAIRES - HESSO	LF 414.71	C 1 26 / C 1 27		PP	833'000	*833'000*			
03.25.00.00	366 07801	TAXES SCOLAIRES - HESS2	LF 414.71	C 1 26 / C 1 29		PP	2'950'000	*2'950'000*			
03.31.00.00	365 04201	POUR ENSEIGNEMENT MINEURS INVALIDES PLACES EN INSTITUTIONS PRIVÉES		J 3 55.03		PP	330'000	-	*0.0%*	330'000	319'960.00
03.31.00.00	366 00501	APPUI SOCIAL		J 6 05		PP	191'000	-	*0.0%*	191'000	177'687.10
03.31.00.00	366 00602	SUSBSIDES POUR LA FORMATION SCOLAIRE SPECIALE	difiant l'art. 197, ch. 2 de la Constitutio			PP	17'680'000	*17'680'000*			
03.31.00.00	366 06001	EXCURSIONS SCOLAIRES / CLASSES MULTICOLORES		J 6 05 / C 1 10.21		PP	750'000	-	*0.0%*	750'000	750'000.00
03.31.00.00	366 08001	FRAIS DE PLACEMENTS	Convention intercantonale relatvie aux institutions sociales (CIIS)	E 4 30 / J 6 05 / PL 9962		PP	7'880'000	-	*0.0%*	7'880'000	7'589'793.55
03.31.00.00	366 09902	FONDS SPECIAUX - SUBVENTIONS AUX PERSONNES PHYSIQUES		Arrêtés CE relatifs au règlement du Fonds social et Lombard		PP	20'000	*20'000*			
03.32.00.00	366 00101	ALLOCATIONS D'APPRENTISSAGE		C 2 05		PP	4'102'000	-	*0.0%*	4'102'000	4'012'995.00
03.32.00.00	366 00201	REMBOURSEMENT DE TAXES POUR APPRENTIS		C 2 05		PP	263'000	-	*0.0%*	263'000	246'338.25
03.32.00.00	366 00301	ALLOCATIONS POUR LE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL		C 2 05		PP	22'000	-	*0.0%*	22'000	21'667.00
03.32.00.00	366 00401	REMBOURSEMENT DE TAXES POUR LE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL		C 1 20 / C 2 05		PP	1'033'000	-	*0.0%*	1'033'000	1'097'608.00
03.32.00.00	366 01001	ALLOCATIONS ÉTUDES AUTOMATIQUES		C 1 20		PP	23'098'000	*1'545'000*	*7.2%*	21'553'000	21'763'954.50
03.32.00.00	366 02001	ALLOCATIONS ÉTUDES SPÉCIALES		C 1 20		PP	369'000	-	*0.0%*	369'000	385'356.00
03.32.00.00	366 02101	CONVERSIONS DE PRÊTS EN ALLOCATIONS		C 1 20		PP	779'000	-	*0.0%*	779'000	739'293.00
03.32.00.00	366 03001	ALLOCATIONS D'ENTRAIDE		C 1 30		PP	534'000	-	*0.0%*	534'000	550'000.00
03.32.00.00	366 04001	REMBOURSEMENT TAXES		C 1 20		PP	603'000	*-20'000*	*-3.2%*	623'000	532'766.00
03.32.00.00	366 04201	REMBOURSEMENT DES ECOLAGES DE MUSIQUE		C 1 20		PP	462'000	-	*0.0%*	462'000	502'302.00
03.32.00.00	366 05001	ALLOCATIONS D'ENCOURAGEMENT A LA FORMATION		C 1 20 / C 2 05		PP	6'884'000	-	*0.0%*	6'884'000	7'418'711.95
03.32.00.00	366 05201	CHEQUES FORMATION		C 2 05 / C 2 08		PP	2'337'000	-	*0.0%*	2'337'000	2'366'717.10
03.32.00.00	366 09902	FONDS SPECIAUX - SUBVENTIONS AUX PERSONNES PHYSIQUES		Testament en 1980 de Mme Ehrhardt-Hornung et arrêté CE relatif au Fonds Ehrhardt Hornung		PP	200'000	*200'000*			

ALLOCATIONS ACCORDEES A DES PERSONNES PHYSIQUES DE 2006 A 2008 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE

L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Numéros de lois fédérales	Numéros de lois cantonales	Contrat/ Convention	LIAF	PROJET DE BUDGET 2008	VARIATION PB 2008 / B 2007		BUDGET 2007	COMPTE 2006
04.05.02.00	366 00213	PRISON DE CHAMP-DOLLON : PECULE ET VETEMENTS		F 1 50.04		PP	685'000	-	*0.0%*	685'000	670'031.65
04.05.04.00	366 00117	RECLASSEMENT DES DETENUS LIBERES		E 4 50.15		PP	177'110	-	*0.0%*	177'110	177'923.00
04.05.05.00	366 00213	PECULE ET VETEMENTS		F 1 50.12		PP	536'562	*281'840*	*110.6%*	254'722	247'136.65
05.06.00.00	366 07750	SUBVENTION AU LOGEMENT SOCIAL		I 4 05		PP	35'525'000	*-1'475'000*	*-4.0%*	37'000'000	39'836'482.40
05.06.00.00	366 07850	CHARGES DES PRÊTS SANS INTÉRÊTS ET À TAUX RÉDUITS (HCM-HLM)		I 4 05		PP	95'000	*-5'000*	*-5.0%*	100'000	
05.06.00.00	366 07950	ALLOCATIONS DE LOGEMENT "SECTEUR SUBVENTIONNÉ"		I 4 05		PP	11'200'000	*1'200'000*	*12.0%*	10'000'000	10'728'512.19
05.06.00.00	366 08050	ALLOCATIONS DE LOGEMENT "SECTEUR LIBRE"		I 4 05		PP	11'450'000	*1'350'000*	*13.4%*	10'100'000	9'823'868.75
05.06.00.00	366 08150	SUBVENTION EN FAVEUR DES HABITATIONS MIXTES		I 4 05		PP	8'190'000	*3'190'000*	*63.8%*	5'000'000	5'056'738.70
05.06.00.00	366 08250	SUBVENTION EPARGNE LOGEMENT		I 4 55		PP	100'000	*90'000*	*900.0%*	10'000	
05.06.00.00	366 08850	PRISES EN CHARGE DES LOYERS IMPAYÉS DE PERSONNES ÉVACUÉES ET RELOGÉES			Convention	PP	50'000	*-30'000*	*-37.5%*	80'000	14'589.80
05.07.00.00	366 07456	SUBVENTION AUX PERSONNES PHYSIQUES DANS LE CADRE DU FONDS MNS				PP	40'000	*40'000*			
07.11.05.00	366 00501	APPUI SOCIAL		J 6 05		PP	110'000	*60'000*	*120.0%*	50'000	19'001.00
07.11.05.00	366 00502	SUBSIDES PARTIELS AUX ASSURES A RESSOURCES MODESTES				PP		-			17'251.30
07.14.11.00	366 00102	HOSPICE GENERAL : PRESTATIONS AUX PERSONNES PHYSIQUES		J 4 05		PP	179'032'850	*17'700'462*	*11.0%*	*161'332'388*	*170'632'388.00*
07.14.11.00	366 00112	LAVI - ASSOCIATION DU CENTRE GENEVOIS DE CONSULTATION POUR LES VICTIMES D'INFRACTIONS (PRESTATIONS DESTINÉES AUX VICTIMES)	312.5	PL 9587 / J 4 11		PP	581'000	-	*0.0%*	581'000	581'000.00
07.14.11.00	366 00200	INSTANCE D'INDEMNISATION LAVI	312.5	PL 9587 / J 4 12		PP	990'000	-	*0.0%*	990'000	1'109'534.50
07.14.11.00	366 00302	ALLOCATION FAMILIALES POUR PERSONNES NON ACTIVES				PP	19'000'000	*19'000'000*			
07.14.11.00	366 00409	MESURES DE SOUTIEN AUX PERSONNES AGEES (101 LAVS)				PP	894'000	*894'000*			
07.14.29.00	366 00415	HOSPICE GENERAL : SUBVENTION COMPLEMENTAIRE OCAI				PP		-			8'300'000.00
07.14.33.00	366 00114	PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES FEDERALES (PCF) - OCPA		LOI FÉDÉRALE + LOI J 7 10 (APPLICATION)		PP	279'290'174	*30'395'108*	*12.2%*	248'895'066	249'903'345.28
07.14.33.00	366 00214	ABONNEMENTS TPG - OCPA		LOI J 7 15 + RÈGLEMENT J 7 15 10		PP	6'400'000	*-164'000*	*-2.5%*	6'564'000	6'185'261.00
07.14.33.00	366 00314	OFFICE CANTONAL DES PERSONNES AGEES : SERVICE SOCIAL		LOI J 4 05		PP	10'000	-	*0.0%*	10'000	1'490.00
07.14.33.00	366 00412	PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES CANTONALES (PCC) - OCPA		LOI J 7 15		PP	167'145'526	*-8'831'708*	*-5.0%*	175'977'234	167'568'882.33
07.14.33.00	366 00512	OFFICE CANTONAL DES PERSONNES AGEES : PRESTATIONS D'ASSISTANCE		LOI J 4 05		PP	4'450'000	-	*0.0%*	4'450'000	5'024'425.71
07.14.51.00	366 00118	SUBSIDES AUX ASSURÉS À RESSOURCES MODESTES OU DEBITEURS		J 3 05		PP	183'600'000	*7'500'000*	*4.3%*	176'100'000	143'551'079.10
07.14.51.00	366 00313	CRÉANCE IRRÉCOUVRABLES DES ASSURÉS À RESSOURCES MODESTES	LAMAL			PP	39'000'000	*4'500'000*	*13.0%*	34'500'000	27'244'868.25
07.14.51.00	366 00502	SUBSIDES PARTIELS AUX ASSURÉS À RESSOURCES MODESTES	LAMAL			PP	51'100'000	-	*0.0%*	51'100'000	56'288'084.15
08.05.11.00	366 00212	HOSPITALISATION HORS CANTON	832.1			PP	3'600'000	-	*0.0%*	3'600'000	4'361'254.60
08.07.61.00	366 04001	REMBOURSEMENTS TAXES				PP	710'000	*710'000*			
14.01.00.00	366 00110	EMOLUMENTS DE L'ASSISTANCE JURIDIQUE	143A LOJ	ART. 6 CEDH 29 et 30 Cst		PP	1'524'729	*-145'271*	*-8.7%*	1'670'000	1'286'253.90
14.01.00.00	366 00215	TRADUCTIONS, TÉMOINS, EXPERTISES AJ	143A LOJ	ART. 6 CEDH 29 et 30 Cst		PP	293'325	*168'513*	*135.0%*	124'812	509'896.50
14.01.00.00	366 00311	FRAIS D'ASSISTANCE JURIDIQUE	143A LOJ	ART. 6 CEDH 29 et 30 Cst		PP	9'436'946	*-23'242*	*-0.2%*	9'460'188	8'385'566.78
14.01.00.00	366 00312	FRAIS D'ASSISTANCE JURIDIQUE (FRAIS D'ENQUETES)	143A LOJ	ART. 6 CEDH 29 et 30 Cst		PP		-			36.00

SUBVENTIONS NON SOUMISES A LA LIAF ACCORDEES DE 2006 A 2008 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE

L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Numéros de lois fédérales	Numéros de lois cantonales	Contrat/ Convention	LIAF	PROJET DE BUDGET 2008	VARIATION PB 2008 / B 2007		BUDGET 2007	COMPTE 2006
TOTAL ETAT							**80'724'871**	***-169'962'167***	***-67.8%***	**250'687'038**	**245'282'684.95**
01.01.02.00	360 00110	CONFÉRENCE DES GOUVERNEMENTS CANTONAUX		contribution cantonale		NS	175'000	-	*0.0%*	175'000	163'755.00
01.01.02.00	360 00210	FONDATION POUR LA COLLABORATION CONFÉDÉRALE		contribution cantonale		NS	431'625	*394'625*	*1066.6%*	37'000	27'245.00
01.01.02.00	360 00311	CONTRIBUTION À LA BADAC		contribution cantonale		NS	9'500	-	*0.0%*	9'500	9'222.00
02.21.00.00	363 00100	FONDATION EVE EDMOND KAISER (CRÈCHE HOFIN)		8910		NS	608'600	-	*0.0%*	*608'600*	*608'600.00*
02.21.00.00	369 00101	SUBVENTIONS PRISES EN CHARGE PAR LE FEC		9679		NS	-17'000'000	-	*0.0%*	*-17'000'000*	*-5'000'000.00*
02.23.00.00	363 10120	SUBVENTION NON MONETAIRE - FONDATION DE VALORISATION - CAPITAL DE DOTATION				NS	3'000	*3'000*		-	-
02.29.99.00	365 00104	PRESTATIONS DU FONDS DE LA LOTERIE SUISSE À NUMÉROS			Dissolution par arrêté du CE 20.06.07	NS	-	*-357'000*	*-100.0%*	*357'000*	*376'600.00*
03.11.00.00	361 00501	CONFÉRENCE INTERCANTONALE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE (SR/TI)		C 1 05		NS	1'141'000	*-92'000*	*-7.5%*	1'233'000	1'232'787.00
03.11.00.00	361 00601	CONFÉRENCE SUISSE DES DIRECTEURS CANTONAUX DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE		C 1 05		NS	657'000	*-6'000*	*-0.9%*	663'000	667'257.00
03.11.00.00	361 00701	COMMISSION PUBLICATION COLLECTION CH		C 1 05 / Arrêté CE du 6.10.1999		NS	5'000	-	*0.0%*	5'000	4'604.00
03.11.00.00	361 00801	CONTRIBUTIONS INTERCANTONALES DIVERSES		C 1 05		NS	130'000	*-20'000*	*-13.3%*	150'000	57'543.00
03.11.00.00	361 00901	CROIX-ROUGE, SOINS INFIRMIERS				NS	-	-		-	297'935.00
03.11.00.00	361 01101	CONFÉRENCE UNIVERSITAIRE SUISSE		C 1 33		NS	285'000	*-18'000*	*-5.9%*	303'000	323'586.00
03.11.00.00	361 02601	COTISATIONS INTERCANTONALES		C 1 05		NS	60'000	*-20'000*	*-25.0%*	80'000	56'625.85
03.11.00.00	365 09601	PROJETS REGIONAUX ET TRANSFRONTALIERS		Loi 5853 / Diverses conventions interrégionales et transfrontalières		NS	124'370	-	*0.0%*	124'370	17'124.94
03.13.00.00	362 06150	SFCAC - SUBVENTIONS AUX COMMUNES		L 4 30.04		NS		*-40'000*	***-100.0%***	*40'000*	-
03.25.00.00	361 02901	CONTRIB. HAUTE ECOLE DE THEATRE DE SUISSE ROMANDE (HETSR)		C 1 23		NS	320'000	-	*0.0%*	320'000	311'972.00
03.25.00.00	363 03201	ÉCOLE SUPÉRIEURE DES BEAUX ARTS DE GENEVE		C 1 10		NS	7'014'700	*100'400*	*1.5%*	6'914'300	6'914'300.00
03.31.00.00	362 00801	CONTRIBUTION DE L'ETAT AU FINANCEMENT DES CRECHES *		J 6 29, transfert aux Communes dès 2008		NS	-	*-2'000'000*	*-100.0%*	2'000'000	1'288'500.00
03.31.00.00	365 07001	INSTITUTIONS HORS CANTON ACCUEILLANT DES MINEURS	Convention inter	PL 9962		NS	179'100	-	*0.0%*	179'100	455'818.95
03.32.00.00	361 02201	SUBVENTION CANTONALE POUR LA FORMATION DE BASE - COURS INTERENTREPRISES HORS CANTON	LF 412.10	C 2 05		NS	231'000	*3'000*	*1.3%*	228'000	158'544.20
03.32.00.00	363 02401	SUBVENTION CANTONALE ORDINAIRE AU FFPP	LF 412.10	C 2 05		NS	1'875'000	-	*0.0%*	1'875'000	1'950'000.00
03.32.00.00	363 02501	SUBVENTION CANTONALE EXTRAORDINAIRE AU FFPP	LF 412.10	C 2 08		NS	2'500'000	*1'400'000*	*127.3%*	1'100'000	1'100'000.00
04.01.01.00	363 00215	FONDATION ROMANDE DE DETENTION ADMINISTRATIVE	142.20 142.31	F 2 12.04		NS	300'000	-	*0.0%*	300'000	220'430.00
04.01.01.00	363 10215	SUBVENTION NON MONETAIRE - FONDATION ROMANDE DE DETENTION ADMINISTRATIVE	142.20 142.31	F 2 12.04		NS	75'600	*75'600*			
04.03.01.00	365 08013	PARTICIPATION DE L'ETAT AUX FRAIS ELECTORAUX		Art 83 A5 05		NS	20'000	*-300'000*	*-93.8%*	320'000	80'000.00
04.05.01.00	363 10115	SUBVENTION NON MONETAIRE - FONDATION ROMANDE POUR TOXICOMANES				NS	6'000	*6'000*			
04.90.01.00	367 00113	COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT DANS LE TIERS-MONDE		E 4 70		NS	270'000	*-230'000*	*-46.0%*	500'000	381'960.00
04.90.02.00	365 00229	FEDERATION GENEVOISE DE COOPERATION		D 1 06	Contrat de partenariat	NS	3'000'000	*500'000*	*20.0%*	2'500'000	2'499'615.00
04.90.02.00	365 00303	COMITE INTERNATIONAL CROIX-ROUGE (CICR)		D 1 06	Convention	NS	3'000'000	-	*0.0%*	3'000'000	3'000'000.00
04.90.02.00	367 00112	AIDE AUX PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT		D 1 06		NS	5'800'000	*200'000*	*3.6%*	5'600'000	5'566'556.00
04.90.02.00	367 00310	AIDE AUX MISSIONS DES PAYS LES MOINS AVANCES (PMA)		D 1 06		NS	1'300'000	*300'000*	*30.0%*	1'000'000	1'029'762.00
05.04.00.00	365 07250	LOCATION AUPRÈS DE TIERS POUR ONG	Accord Conf-Canton-OMC, accord siège OMC annexe "L" PMA du 27.1.95			NS	150'000	*-22'000*	*-12.8%*	172'000	

SUBVENTIONS NON SOUMISES A LA LIAF ACCORDEES DE 2006 A 2008 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE

L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Numéros de lois fédérales	Numéros de lois cantonales	Contrat/ Convention	LIAF	PROJET DE BUDGET 2008	VARIATION PB 2008 / B 2007		BUDGET 2007	COMPTE 2006
05.04.00.00	365 07251	LOCATION AUPRÈS DE TIERS POUR PMA ET OMC	Décision CF		ExPV 7297-2001 du 30 mai 2001	NS	1'200'000	-	0.0%	1'200'000	962'361.00
05.04.00.00	365 07252	LOCATION AUPRÈS DE TIERS POUR ONUSIDA			Lettre CE 722-96 du 31.7.1996	NS	-	-		-	230'000.00
05.07.00.00	362 07456	SUBVENTION AUX COMMUNES DANS LE CADRE DU FONDS MNS				NS	64'000	64'000			
05.07.00.00	365 06151	FRAIS D'ENTRETIEN DU MUSÉE HABITAT RURAL DE BALLENBERG			Convention 6143	NS	32'000	-	0.0%	32'000	32'000.00
05.11.01.00	362 07011	INSTRUCTION	520.1	G 2 05		NS	68'000	-	0.0%	68'000	84'007.25
05.11.02.00	362 07015	SUBVENTION MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENT		D 3 05 Titre X F 4 05		NS	14'000	-160'000	-92.0%	174'000	193'882.90
05.11.01.00	362 07211	MATERIEL	520.1	G 2 05		NS	113'000	-	0.0%	113'000	63'559.30
05.11.01.00	365 07015	INSTRUCTION	520.1	G 2 05		NS	650	-	0.0%	650	100.00
05.11.02.00	365 07111	ASSOCIATION POUR LA FORMATION DE JEUNES SAPEURS-POMPIERS		F 4 05		NS	1'000	-	0.0%	1'000	2'200.00
05.11.01.00	365 07212	SERVICE CANTONAL DE LA PROTECTION CIVILE : MATÉRIEL (INSTITUTIONS. PRIVÉES)	520.1	G 2 05		NS	2'400	-	0.0%	2'400	-
05.11.02.00	365 07711	FÉDÉRATION DES CORPS DE SAPEURS-POMPIERS		F 4 05		NS	4'000	-	0.0%	4'000	6'400.00
05.11.01.00	365 09915	DIVERSES SUBVENTIONS	520.1	G 2 05		NS	4'400	-	0.0%	4'400	8'900.00
05.90.01.00	362 07016	COMMISSION CANTONALE DU SPORT-TOTO : SUBVENTIONS ORDINAIRES - COMMUNES		I 3 15.09		NS	700'000	-800'000	-53.3%	1'500'000	800'000.00
05.90.01.00	362 07110	COMMISSION CANTONALE DU SPORT-TOTO : SUBVENTIONS CONDITIONNELLES - COMMUNES		I 3 15.09		NS	50'000	-150'000	-75.0%	200'000	10'000.00
05.90.01.00	362 07212	SUBVENTION DE PROJETS SPORTIFS DE MOYENNE ET GRANDE ENVERGURE - COMMUNES		I 3 15.09		NS	150'000	-50'000	-25.0%	200'000	-
05.90.01.00	365 07012	ASSOCIATIONS ET SOCIÉTÉS SPORTIVES - SUBVENTIONS ORDINAIRES		I 3 15.09		NS	2'400'000	100'000	4.3%	2'300'000	2'479'865.00
05.90.01.00	365 07112	ASSOCIATIONS ET SOCIÉTÉS SPORTIVES - SUBVENTIONS CONDITIONNELLES		I 3 15.09		NS	50'000	-50'000	-50.0%	100'000	113'000.00
05.90.01.00	365 07214	SUBVENTION DE PROJETS SPORTIFS DE MOYENNE ET GRANDE ENVERGURE		I 3 15.09		NS	200'000	-300'000	-60.0%	500'000	-
05.90.01.00	365 08811	ASSOCIATIONS ET SOCIÉTÉS SPORTIVES - AIDE EN FAVEUR DES SÉLECTIONS SPORTIVES CANTONALES		I 3 15.09		NS	200'000	-	0.0%	200'000	175'000.00
06.01.00.00	365 01014	COMPAGNIE GÉNÉRALE DE NAVIGATION SUR LE LÉMAN (CGN)			convention intercantonale (accord de prestation en cours de finalisation)	NS	1'345'000	145'000	12.1%	1'200'000	1'348'602.00
06.01.00.00	365 10102	SUBVENTION NON MONETAIRE - COMPAGNIE GÉNÉRALE DE NAVIGATION SUR LE LÉMAN (CGN), PRÊT			convention intercantonale (accord de prestation en cours de finalisation)	NS	204'849	204'849			
06.01.00.00	365 10104	SUBVENTION NON MONETAIRE - COMPAGNIE GÉNÉRALE DE NAVIGATION SUR LE LÉMAN (CGN), INTERETS SUR PRÊT			convention intercantonale (accord de prestation en cours de finalisation)	NS	20'964	20'964			
06.01.00.00	367 00311	FORUM ENGELBERG	Débat des chambres fédérales du 11 sept. 1989		Fondé en 1990	NS	-	-		-	11'250.00
06.02.00.00	363 00105	HABILLEMENT ET ÉQUIPEMENT DES MUSIQUES CANTONALES		G 1 25.03		NS	6'000	-	0.0%	6'000	-
06.02.00.00	363 00203	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AUX MUSIQUES CANTONALES		G 1 25.03		NS	60'000	-	0.0%	60'000	60'000.00
06.02.00.00	363 00302	RÉTRIBUTION DES CHEFS DE MUSIQUE		G 1 25.03		NS	163'000	1'000	0.6%	162'000	158'861.80
06.02.00.00	363 10103	SUBVENTION NON MONETAIRE - ELITE CORPS DE MUSIQUE, LOCAUX				NS	75'000	75'000			
06.02.00.00	363 10104	SUBVENTION NON MONETAIRE - LANDWEHR CORPS DE MUSIQUE, LOCAUX				NS	75'000	75'000			
06.02.00.00	365 09601	PROJETS REGIONAUX ET TRANSFRONTALIERS				NS	140'000	140'000			-
06.02.00.00	365 09602	GLCT- RECTANGLE D'OR		PL en cours		NS	-	-80'000	-100.0%	80'000	-
06.02.00.00	365 09814	GLCT - TELEPHERIQUE DU SALEVE		9731		NS	300'000	-	0.0%	300'000	150'000.00
06.02.00.00	365 09912	SERVICE DES AFFAIRES EXTERIEURES : AUTRES SUBVENTIONS *				NS	30'000	-60'000	-66.7%	90'000	47'800.00
06.02.00.00	367 00214	INTERREG IV		8510		NS	250'000	-	0.0%	250'000	323'010.00

SUBVENTIONS NON SOUMISES A LA LIAF ACCORDEES DE 2006 A 2008 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE

L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Numéros de lois fédérales	Numéros de lois cantonales	Contrat/ Convention	LIAF	PROJET DE BUDGET 2008	VARIATION PB 2008 / B 2007		BUDGET 2007	COMPTE 2006
06.03.00.00	360 00107	INDEMNITES TARIFAIRES UNIRESO POUR LES CFF				NS	835'611	*835'611*			
06.03.00.00	363 00511	INDEMNITES AUX TPG POUR LE TRAFIC REGIONAL		9898	Contrat de prestation	NS		*-9'500'000*	*-100.0%*	*9'500'000*	*9'203'400.00*
06.03.00.00	365 00404	INDEMNITÉS AUX TPN POUR LE TRAFIC RÉGIONAL		H 1 50	Convention Etat Ge - TPN	NS	207'028	*27'028*	*15.0%*	*180'000*	*96'531.50*
06.03.00.00	367 00114	INDEMNITES A LA SNCF POUR LES TRAINS REGIONAUX		H 1 50	Traité d'exploitation du 02.09.1991	NS	630'000	*-60'000*	*-8.7%*	*690'000*	*529'460.51*
06.03.00.00	367 00402	PARTICIPATION LIGNES TC CONSEIL GENERAL 74 (GLCT)				NS	2'005'000	*1'830'000*	*1045.7%*	*175'000*	
06.04.00.00	360 00115	PROGRAMME CONFÉDÉRATION/CANTONS				NS		*-28'000*	*-100.0%*	*28'000*	*25'083.00*
06.04.00.00	360 00212	INFOENERGIE			Conférence romande des délégués à l'énergie	NS		*-30'000*	*-100.0%*	*30'000*	*15'674.50*
06.04.00.00	361 00115	FONDS ENERGIE DES COLLECTIVITES PUBLIQUES : SUBVENTIONS ACCORDÉES AU CANTON		L 2 40		NS	2'154'500	*354'500*	*19.7%*	*1'800'000*	*271'951.25*
06.04.00.00	362 00111	SOUTIEN AUX ACT. D'INFO., DE SENSIBILISATION ET DE FORM. AUX COMMUNES		L 1 20 art. 36		NS	150'000	*150'000*			
06.04.00.00	362 00113	FONDS ENERGIE DES COLLECTIVITES PUBLIQUES : SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX COMMUNES		L 2 40		NS	1'751'083	*351'083*	*25.1%*	*1'400'000*	*474'600.00*
06.04.00.00	364 00314	ENCOURAGEMENT A L'UTILISATION D'ENERGIES RENOUVELABLES ET A L'UTILISATION RATIONNELLE DE L'ENERGIE		L 2 30.01		NS	1'000'000	-	*0.0%*	*1'000'000*	*500'000.00*
06.04.00.00	364 00414	ENCOURAGEMENT AU RECOURS A L'ENERGIE RENOUVELABLE		L 2 30.01		NS	-	-		*-*	*500'000.00*
06.04.00.00	364 00117	SOUTIEN AUX ACTIVITÉS D'INFORMATION, DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION A LA SADEC		L 1 20 art. 36		NS	100'000	-	*0.0%*	*100'000*	*100'000.00*
06.05.00.00	362 07014	FONDS FORESTIER : SUBVENTIONS AUX COMMUNES (LIEES AUX SUBVENTIONS FEDERALES)	RS 921	M 5 10		NS	52'000	-	*0.0%*	*52'000*	*23'326.00*
06.05.00.00	365 07912	INDEMNITÉS AUX PÊCHEURS PROFESSIONNELS POUR L'ÉCOULEMENT DU POISSON BLANC	Art 31 du Concordat intercantonal sur la pêche dans le Lac Léman du 7 oct. 1999		Convention du 6 mai 2004	NS	2'100	-	*0.0%*	*2'100*	*1'600.00*
06.05.00.00	365 08412	SUBVENTIONS SUITE AUX DÉGÂTS CAUSES PAR DES SANGLIERS	RS 922.2	M 5 05		NS		-			*135'250.85*
06.05.00.00	365 08511	SUBVENTIONS SUITE AUX DÉGÂTS DUS A LA FAUNE		M 5 05		NS	200'000	-	*0.0%*	*200'000*	*20'909.45*
06.06.00.00	362 08010	LUTTE OBLIGATOIRE CONTRE MALADIES ET RAVAGEURS	RS 910.1/ RS 916.20	M 2 15.06		NS	5'000	*-13'000*	*-72.2%*	18'000	3'259.00
06.06.00.00	364 07310	AGRIDEA	RS 910.1 L Agr		Fondé le 6.6.1958	NS	500	*-52'000*	*-99.0%*	52'500	51'347.00
06.06.00.00	364 07410	CENTRALE SUISSE DE CULTURE MARAÎCHÈRE		M 2 05		NS	9'000	-	*0.0%*	9'000	8'650.00
06.06.00.00	364 07710	RECHERCHE ET VULGARISATION BIOLOGIQUE		M 2 05		NS	7'000	*-3'000*	*-30.0%*	10'000	-
06.06.00.00	364 08910	SERVICE DE CONSULTATION EN MATIÈRE D'ÉCONOMIE LAITIÈRE	RS 916.351.0	K 5 10.03		NS		-			31'161.10
06.06.00.00	364 09110	CENTRE NATIONAL DU CHEVAL		Loi 9122		NS	5'000	-	*0.0%*	5'000	5'000.00
06.06.00.00	364 09210	OFFICE INTERCANTONAL DE CERTIFICATION	LF Amélioration de l'agriculture art 18a, 18b, 18c	M 2 05	Convention du 1.7.1988	NS	7'500	*-500*	*-6.3%*	8'000	7'458.00
06.06.00.00	365 00120	MESURES D'URGENCE EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE GENEVOISE	RS 910.1/ RS 914.11	M 2 36 / M 2 36.01		NS		-			-176'175.40
06.06.00.00	365 00222	SUBVENTION AU FONDS DE COMPENSATION AGRICOLE		Loi 9122		NS		*-300'000*	*-100.0%*	300'000	300'000.00
06.06.00.00	365 00320	PROMOTION AGRICOLE		Loi 9122		NS	2'240'000	*570'000*	*34.1%*	1'670'000	1'670'000.00
06.06.00.00	365 01017	MODES DE PRODUCTION ET MATIERES PREMIERES RENOUVELABLES		Loi 9122		NS	50'000	-	*0.0%*	50'000	20'000.00
06.06.00.00	365 01116	PRESERVATION ESPACE RURAL ET RESSOURCES NATURELLES		Loi 9122		NS	222'000	*127'000*	*133.7%*	95'000	-
06.06.00.00	365 07210	AMÉLIORATIONS FONCIÈRES	RS 700 / 700.01	M 1 05 / M 1 05.01		NS	40'000	-	*0.0%*	40'000	18'725.20
06.06.00.00	365 08012	LUTTE OBLIGATOIRE CONTRE MALADIES ET RAVAGEURS	RS 910.1/ RS 916.20	M 2 15.06		NS	30'000	*5'000*	*20.0%*	25'000	-
06.06.00.00	365 08711	ENCOURAGEMENT À L'ÉLEVAGE ET L'AMÉLIORATION DU BÉTAIL	RS 916.31	M 3 10.03		NS	100'000	-	*0.0%*	100'000	69'054.40
06.06.00.00	365 09311	CONTRIBUTIONS POUR DES PRESTATIONS ÉCOLOGIQUES		M 5 30 / M 5 30.01		NS	420'000	*-180'000*	*-30.0%*	600'000	377'038.00
06.08.00.00	360 00112	FONDS CANTONAL DE RENATURATION : PARTICIPATION A LA CONFEDERATION		L 2 05.27		NS	-	*-20'000*	*-100.0%*	*20'000*	*-*
06.08.00.00	362 00113	FONDS CANTONAL DE RENATURATION : SUBVENTIONS ACCORDEES AUX COMMUNES		L 2 05.27		NS	200'000	-	*0.0%*	*200'000*	*135'000.00*

SUBVENTIONS NON SOUMISES A LA LIAF ACCORDEES DE 2006 A 2008 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE

L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Numéros de lois fédérales	Numéros de lois cantonales	Contrat/ Convention	LIAF	PROJET DE BUDGET 2008	VARIATION PB 2008 / B 2007		BUDGET 2007	COMPTE 2006
06.08.00.00	364 08511	MANŒUVRE DU BARRAGE DU SEUJET		L 2 15.03 Conv. SIG		NS	170'000	-	*0.0%*	*170'000*	*165'000.00*
06.08.00.00	366 07010	FONDS CANTONAL DE RENATURATION : PARTICIPATION À DES PRIVÉS		L 2 05.27		NS	50'000	-	*0.0%*	*50'000*	*38'248.00*
06.08.00.00	367 00211	CIPEL (COMMISSION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DU LEMAN)	Convention du 16.11.1962 entre le CF et Gouv.Rép. Française	Accord du 20.11.1980 sur la déphosphatisation des eaux du Lac Léman		NS	110'000	-	*0.0%*	*110'000*	*96'943.25*
06.08.00.00	367 07010	FONDS CANTONAL DE RENATURATION : PARTICIPATION DANS LE CADRE DES CONTRATS DE RIVIÈRES TRANSFRONTALIERS		L 2 05.27		NS	1'000'000	-	*0.0%*	*1'000'000*	*543'564.99*
06.90.66.00	365 00320	SUBVENTION AU FONDS DE PROMOTION AGRICOLE		M 2 50		NS		*-436'000*	*-100.0%*	436'000	423'274.90
07.04.01.00	365 00219	INTERMITTENTS DU SPECTACLE		Pas d'arrêté valide		NS	150'000	-	*0.0%*	150'000	150'000.00
07.04.02.00	364 00121	SUBVENTION EN FAVEUR DE LA POLITIQUE DU MARCHE DU TRAVAIL				NS	-	-		-	137'550.25
07.14.11.00	360 00111	PART DU CANTON À L'AVS	831.10 art. 103			NS	-	*-82'553'000*	*-100.0%*	82'553'000	79'434'100.00
07.14.11.00	360 00211	PART DU CANTON À L'AI	831.20 art. 78			NS	42'433'833	*-79'859'167*	*-65.3%*	122'293'000	115'400'822.00
07.14.11.00	361 00211	CSIAP - CONFÉRENCE SUISSE DES INSTITUTIONS D'ASSISTANCE PUBLIQUE		Intercantonal		NS	14'000	-	*0.0%*	14'000	13'740.00
07.14.11.00	361 00312	CONFÉRENCE DES DIRECTEURS DES AFFAIRES SOCIALES		Intercantonal		NS	63'942	*8'340*	*15.0%*	55'602	53'524.00
07.14.11.00	361 00410	FÉDÉRATION ROMANDE ET TESSINOISE DES SERVICES DE CONSULTATION CONJUGALE		Intercantonal		NS	4'500	-	*0.0%*	4'500	2'250.00
07.14.11.00	363 00112	COMMISSION MIXTE DE TOXICOMANIE		K1 75 03		NS	4'500	-	*0.0%*	4'500	1'399.55
07.14.11.00	363 00210	COMMISSION CANTONALE DE LA FAMILLE		J5 03 06		NS	50'000	-	*0.0%*	50'000	49'965.00
07.14.11.00	366 01002	CONTRIBUTION AU PLACEMENT HORS CANTON DANS LE CADRE DE LA CIIS				NS	180'000	-	*0.0%*	180'000	
08.01.11.00	361 00210	CONFÉRENCE DIRECTEURS AFFAIRES SANITAIRES			Intercantonal	NS	195'972	-	*0.0%*	195'972	138'181.00
08.01.11.00	361 00511	OBSERVATOIRE DE LA SANTE			Intercantonal	NS	90'000	*3'600*	*4.2%*	86'400	3'800.00
08.01.11.00	361 01010	CRASS - CONFÉRENCE ROMANDE AFFAIRES SANITAIRES SOCIALES			Intercantonal	NS	365'694	-	*0.0%*	365'694	390'368.75
08.01.15.00	362 00112	SOUTIEN AUX AGENDAS 21 COMMUNAUX		A 2 60		NS	50'000	-	*0.0%*	50'000	50'000.00
08.01.15.00	365 00221	PRIX CANTONAL DU DEVELOPPEMENT DURABLE		A 2 60		NS	40'000	-	*0.0%*	40'000	40'000.00
08.03.21.00	362 00100	SUBVENTIONS AUX COMMUNES POUR LES LOCAUX MIS A DISPOSITIN DU CASS		K 1 05		NS	1'563'950	-	*0.0%*	1'563'950	1'563'950.00
08.05.11.00	361 00113	INTERASSOCIATION DE SAUVETAGE			Convent. Intercantonale	NS	30'000	-	*0.0%*	30'000	30'000.00
08.05.11.00	361 00201	CENTRE DE DOCUMENTATION LAUSANNE			Convent. Intercantonale	NS	20'000	-	*0.0%*	20'000	20'000.00
08.05.11.00	361 00301	PIPADES				NS	10'000	-	*0.0%*	10'000	
08.05.11.00	364 00101	ONEX SANTE				NS	50'000	-	*0.0%*	50'000	
08.05.41.00	361 00311	CENTRE SUISSE INFORMATION TOXICOLOGIQUE			Intercantonal	NS	68'800	*3'800*	*5.8%*	65'000	63'598.00
08.05.51.00	365 00107	SUBVENTIONS SUITE A DES EPIZOOTIES		M 3 25		NS	14'000	-	*0.0%*	*14'000*	-
08.07.11.00	360 00114	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ACCORDÉE À L'OFFICE NATIONAL DU TOURISME			cotisation	NS	13'000	-	*0.0%*	13'000	13'000.00
08.07.11.00	361 00117	RESEAU ROMAND CCSO				NS	450'000	*-365'900*	*-44.8%*	*815'900*	*727'121.00*
08.07.11.00	361 02602	CDEP-SO CONF. DEPT ECONOMIE PUBLIQUE DE SUISSE OCCIDENTALE				NS	10'000	*10'000*			
08.07.11.00	365 00207	PRIX MICHEL BAETTIG				NS	5'000	-	*0.0%*	5'000	
08.07.11.00	365 00314	LEONARDO			Accord intercantona	NS	25'000	-	*0.0%*	25'000	*25'000.00*
08.07.11.00	365 00506	BIO ALPS				NS	120'000	*60'000*	*100.0%*	60'000	
08.07.11.00	365 00604	FFSRT (FONDATION FRANCO-SUISSE POUR RECHERCHES ET TECHNOLOGIES)			Accord international	NS	35'000	-	*0.0%*	35'000	*35'000.00*
08.07.21.00	364 00102	MIPIM				NS	110'000	-	*0.0%*	110'000	
08.07.21.00	364 00115	PROMOTION ECONOMIQUE FRAIS DE FONCTIONNEMENT		I 1 36		NS	-	-		-	145'627.46
08.07.21.00	364 00202	BIODATA				NS	30'000	*-20'000*	*-40.0%*	50'000	
08.07.21.00	364 00302	BIO ALPS - ADM.				NS	-	*-60'000*	*-100.0%*	60'000	
08.07.21.00	364 00401	PRIX INDUSTRIE ET HORLOGERIE				NS	60'000	*29'000*	*93.5%*	31'000	
08.07.21.00	364 00402	EURO 2008				NS	60'000	*60'000*			
08.07.21.00	364 00403	TELECOM 2009				NS	40'000	*40'000*			

SUBVENTIONS NON SOUMISES A LA LIAF ACCORDEES DE 2006 A 2008 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE

L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Numéros de lois fédérales	Numéros de lois cantonales	Contrat/ Convention	LIAF	PROJET DE BUDGET 2008	VARIATION PB 2008 / B 2007		BUDGET 2007	COMPTE 2006
08.07.21.00	365 00514	OFFICE GENEVOIS DE CAUTIONNEMENT MUTUEL POUR COMMERÇANTS ET ARTISANS		pas de base légale formelle		NS		-			19'400.00
08.07.21.00	365 00615	OFFICE SUISSE D'EXPANSION COMMERCIALE			cotisation	NS	4'000	-	*0.0%*	4'000	4'000.00
08.07.21.00	365 00914	SERVICE DE L'INTÉRÊT AUX PMI		I 1 37		NS		-			8'210.25
08.07.61.00	365 00115	FEDERATION ROMANDE DES CONSOMMATRICES, SECTION GENEVOISE			cotisation	NS	15'600	-	*0.0%*	*15'600*	*15'600.00*

DETAIL DES SUBVENTIONS N'AYANT PAS DE LIGNE PROPRE

CR	Nature et sous-nature	Libellé	PB 2008
DIP			**7'968'180**
03.11.00.00	**365.06801**	**Contribution à la promotion de la paix**	**218'900**
		Rubrique prévue pour le financement de projets ponctuels non connus à l'avance (octroi sur étude des dossiers reçus dans le courant de l'année)	
03.11.00.00	**365.09801**	**Subventions ponctuelles**	**98'000**
		Rubrique prévue pour le financement de projets ponctuels non connus à l'avance (octroi sur étude des dossiers reçus dans le courant de l'année)	
03.13.00.00	**365.02301**	**Grandes manifestations**	**147'500**
		Black Movie	50'000
		Les autres bénéficiaires ne sont pas connus dans le cadre budgétaire (montants accordés sur étude des dossiers reçus). Solde 97'500 F.	
03.13.00.00	**365.02701**	**Aide ponctuelle à la culture**	**1'225'000**
		Théâtre des Amis	100'000
		Neopostist Ahrrrt	30'000
		Théâtre de l'Usine	50'000
		Les autres bénéficiaires ne sont pas connus dans le cadre budgétaire (montants accordés sur étude des dossiers reçus). Solde 1'045'000	
03.13.00.00	**365.06601**	**Aide aux compagnies indépendantes**	**1'000'000**
		Helvetic Shakespeare Company	120'000
		Fondation Parano	100'000
		Alias Compagnie	160'000
		100% Acrylique	120'000
		Les autres bénéficiaires ne sont pas connus dans le cadre budgétaire (contrats mis au concours). Solde 500'000 F	
03.13.00.00	**365.06701**	**Diffusion et échanges culturels**	**524'870**
		Bureau culturel	30'000
		ASMV/Le Chat Noir	50'000
		Les autres bénéficiaires ne sont pas connus dans le cadre budgétaire (montants accordés sur étude des dossiers reçus). Solde 444'870	
03.31.00.00	**365.04701**	**Colonies de vacances**	**1'243'750**
		Centre protestant de vacances	310'000
		Association du scoutisme genevois	270'000
		Caritas-Jeunesse	185'000
		Vacances Nouvelles	95'000
		Mouvement de la jeunesse suisse romande	70'000
		Bien que les bénéficiaires sont en général les mêmes d'une année à l'autre, les montants octroyés pour les colonies et camps de vacances ne sont pas connus dans le cadre budgétaire (octroi en fonction des journées de camps réelles)	
03.31.00.00	**365.05801**	**Soutien à l'enfance**	**501'660**
		Pro Juventute	
		Fédération Genève enfants	
		Bureau genevois d'adoption	
		Espace adoption	
		Les attributions définitives seront connues ultérieurement.	
03.32.00.00	**365.08801**	**Cours à divers organismes**	**642'000**
		Voie-F	197'500
		Association Lire et Ecrire	
		CEBIG	
		ISFB	
		Commission paritaire des métiers du bâtiment, Second Œuvre, Genève (gypserie-peinture)	
		ALPDS	
		Association Genevoise des Assistantes en pharmacie	

DETAIL DES SUBVENTIONS N'AYANT PAS DE LIGNE PROPRE

CR	Nature et sous-nature	Libellé	PB 2008
		Les autres bénéficiaires et les montants octroyés ne sont pas connus dans le cadre budgétaire mais font l'objet de prévisions (octroi en fonction des dépenses déterminantes des organisateurs de cours et stages de perfectionnement et des reconnaissances des acquis par le CEBIG)	
03.32.00.00	**365.08901**	**Subv. cantonale pour la formation de base - Cours interentreprise**	**1'073'000**
		Association des Médecins-Dentistes de Genève	
		Association des Pharmacies du canton de Genève	
		Commission Genevoise des Cours d'Introduction pour Techniciens Dentistes	
		UIG - UNIA pour la gestion du Centre d'Enseignement Professionnel (CEP)	
		AMFIS - Association des Maîtres Ferblantiers et Installateurs Sanitaires du canton de Genève	
		AGEMEL - Association Genevoise pour les Métiers de Laboratoire	
		Union des Fabricants d'Horlogerie de Genève, Vaud et Valais	
		Centre de Formation de l'Etat de Genève (administration)	
		Communauté d'Intérêts pour la Formation Commerciale de Base (CIFC-GE)	
		Association des Transitaires de Genève (transport)	
		Association Genevoise de Formation Professionnelle en Assurances (assurances privées)	
		Association Genevoise des Agences de Voyages	
		Association Professionnelle des Gérants et Courtiers en immeubles de Genève (immobilier)	
		Les autres bénéficiaires et les montants octroyés ne sont pas connus dans le cadre budgétaire mais font l'objet de prévisions (octroi en fonction des cours pratiques de formation dispensés par les associations professionnelles et leur coût effectif)	
03.32.00.00	**365.09101**	**Subv. Qualification+**	**1'293'500**
		Les bénéficiaires et montants octroyés ne sont pas connus dans le cadre budgétaire mais font l'objet de prévisions (octroi en fonction des heures de formations suivies et du nombre de bilans de compétences réalisés au CEBIG)	
DI			**462'900**
04.01.01.00	**365.00915**	**Conseil d'Etat et Secrétariat général "Subventions diverses"**	**19'900**
		Rubrique prévue pour le financement de manifestations ou d'activités ponctuelles non connues à l'avance	
04.03.10.00	**365.00300**	**Service pour la promotion de l'égalité entre hommes et femmes "Diverses associations féminines"**	**70'000**
		Association pour les archives de la vie privée	30'000
		Centre de liaison des associations féminines Genevoises	30'000
		Autres divers non connus à ce jour	10'000
04.03.11.00	**365.00916**	**Bureau de l'intégration "Subventions liées à des mandats de prestations"**	**123'000**
		Rubrique prévue pour le financement de manifestations ou d'activités ponctuelles non connues à l'avance	123'000
04.03.11.00	**365.09912**	**Bureau de l'intégration "Subventions diverses"**	**250'000**
		Rubrique prévue pour le financement de manifestations ou d'activités ponctuelles non connues à l'avance	250'000
DT			**142'500**
06.01.00.00	**365.00131**	**Présidence et secrétariat général : subventions diverses associations**	**32'500**
		Association pour le droit à l'environnement	5'000
		Groupement cantonal genevois des associations de parents d'élèves des écoles primaires et enfantines (GAPP)	7'500
		Les Amis du Museum - Société auxiliaire du Museum d'histoire naturelle	6'000
		Zig Zag Zoug - Chasse au trésor 2006	4'000
		Institut d'architecture	5'000
		Le Respect	5'000
06.02.00.00	**365.09912**	**Service des affaires extérieures : Autres subventions**	**30'000**
		Agedri	15'000

DETAIL DES SUBVENTIONS N'AYANT PAS DE LIGNE PROPRE

CR	Nature et sous-nature	Libellé	PB 2008
		Midis de l'Europe	15'000
06.03.00.00	**365.08002**	**Transports collectifs - subventions diverses**	**80'000**
		GAPP Pedibus	30'000
		Genève Roule	50'000
DSE			**88'735'000**
07.14.11.00	**363.09910**	**FONDS DE LUTTE CONTRE LA DROGUE : ACTIONS SOCIALES ET PONCTUELLES**	**100'000**
		Rubrique prévue pour le financement de manifestations ou d'activités ponctuelles non connues à l'avance.	
07.14.11.00	**365.00134**	**EMS - SUBVENTION D'EXPLOITATION**	**87'735'000**
		Armée du Salut - Amitié Résidence	1'377'600
		Arénières, Résidence Les	1'459'600
		Beauregard Résidence	1'000'400
		Béthel Foyer	582'200
		Bon Séjour Résidence de	2'058'200
		Bruyères, Les	1'730'200
		Butini	1'120'023
		Champagne, Résidence de la	1'410'400
		Charmettes, Les	2'558'400
		Charmilles, Les	2'369'800
		Châtaigniers, Les	3'075'000
		Châtelaine (nouveau)	2'147'273
		Coccinelle, La	992'200
		Eynard Fatio	2'443'600
		Fort Barreau, Résidence	1'525'200
		Franchises, Résidence des	1'722'000
		Genévriers, Les	615'000
		Hanna, Résidence d'	1'746'600
		Happy Days, Résidence	375'833
		Happy Days (2), Résidence (nouveau)	372'068
		Jardins de Choulex, Résidence Les	582'200
		Jura, Résidence	1'148'000
		Lauriers, Les	1'566'200
		Léman, Le	705'200
		Louvière, Domaine de la	1'473'797
		Maison de retraite du Petit-Saconnex	4'526'400
		Mandement, Résidence	1'123'400
		Marronniers, Les	787'200
		Méridienne, La	483'800
		Mimosas, Les	836'400
		Nant-d'Avril, Résidence	893'800
		Notre-Dame	1'082'400
		Nouveau-Kermont, Le	2'222'200
		Pervenches, Les	1'599'000
		Petite Boissière, La	1'656'400
		Pins, Les (nouveau)	1'480'879
		Pressy, Maison de	524'800
		Prieuré, Le	2'540'863
		Providence, La	1'673'044
		Rive, de la (nouveau)	1'783'685
		Rhodanienne, La	393'600
		Saconnay, Résidence	1'197'200

DETAIL DES SUBVENTIONS N'AYANT PAS DE LIGNE PROPRE

CR	Nature et sous-nature	Libellé	PB 2008
		St-Paul, Foyer	2'402'600
		Sapins, Résidence Les	606'800
		Terrassière, La	1'812'200
		Tilleuls, Résidence Les	1'697'400
		La Tour, Maison de	977'135
		Val Fleury	6'715'800
		Vallon, Foyer	1'558'000
		Vendée, Résidence	1'623'600
		Vessy, Maison	5'198'800
		Villa Mona	1'066'000
		Villereuse, Résidence	844'600
		Enveloppe pour ajustements	2'270'000
07.14.11.00	**365.09911**	**FONDS DE LUTTE CONTRE LA DROGUE : ACTIONS SOCIALES ET PONCTUELLES**	**400'000**
		Rubrique prévue pour le financement de manifestations ou d'activités ponctuelles non connues à l'avance.	
07.14.11.00	**365.09913**	**BÉNÉFICIAIRES DU DROIT DES PAUVRES**	**500'000**
		Rubrique prévue pour le financement de manifestations ou d'activités ponctuelles non connues à l'avance.	
DES			**8'491'430**
08.03.21.00	**362.00100**	**LOCAUX MIS A DISPOSITION DES CASS**	**1'563'950**
		Communes	1'563'950
08.03.21.00	**365.00204**	**DGCASS : Foyes de jour - autres institutions**	**5'186'580**
		Foyer de jour Aux 5 Colosses	492'210
		Foyer de jour Butini	492'210
		Foyer de jour Le Caroubier	492'210
		Foyer de jour Livada	492'210
		Foyer de jour Soubeyran	492'210
		Foyer de jour Oasis	492'210
		Foyer de jour Relais Dumas	444'320
		Foyer De La Rive	1'032'000
		Sages-femmes à domicile	497'000
		Chaperon rouge	260'000
08.03.21.00	**365.00306**	**DGCASS : Actions ponctuelles aide à domicile**	**250'000**
		Actions ponctuelles	250'000
08.05.11.00	**365.00110**	**Dime de l'alcool : actions de prévention**	**1'100'000**
		Actions ponctuelles	100'000
		CIPRET	500'000
		FEGPA	500'000
08.05.11.00	**365.00138**	**DGS : Actions de prévention de la santé**	**390'900**
		Actions ponctuelles	390'900

Planification de la diminution des postes de 5 % de 2006 à 2009 et évolution des effectifs lors du passage du budget 2007 au projet budget 200

Département	En nombre de postes supprimés	En %	Budget 2006	Nombre de postes supprimés au 31.12.2006	Nombre de postes supprimés en 2007 (B07-B06)	Budget 2007	Projet budget 2008: Nombre de postes supprimés en 2008 (B08-B07) Mesures 2008	RPT	Trans-ferts interne Petit Etat	Trans-ferts externe	Transferts intra département	Augmen-tation postes	Projet budget 2008 sans transferts et sans RPT1)	Projet budget 2008	Nombre de postes restant à supprimer du 01.01.2008 au 31.12.2009	% d'atteinte de l'objectif à fin 2008
CHA	-3.10	-5.01	61.93	0.00	-1.50	60.43	-1.60		1.00				58.83	**59.83**	0.00	100%
DF	-39.35	-5.02	783.75	-8.80	-13.90	769.85	-10.00		7.80				759.85	**767.65**	-6.65	83%
DIP PAT [5]	-83.3	-5.01	1'664.10	-13.8	-6.42	1'657.68	0.00	6.20 [6]	-3.40		23.63	25.00 [8]	1'657.68	**1'709.11**	-63.08	24%
DIP ENS	109.30	2.02	5'397.96	38.5	36.02	5'433.98	0.00				-23.63		5'433.98	**5'410.35**	34.78	
Total DIP	26.00	0.37	7'062.06	24.7	29.6	7'091.66	0.00	6.20	-3.40		0.00	25.00	7'091.66	**7'119.46**	-28.30	
DI sans police et OFPEN [4]	-67.47	-5.71	1'180.95	-7.50	3.23	1'184.18	-10.00		-0.20				1'174.18	**1'173.98**	-53.20	21%
DI Police et OFPEN	71.69	4.73	1'517.00	2.55	39.85	1'556.85	0.00						1'556.85	**1'556.85**	29.29	
Total DI	-4.22	-0.16	2'697.95	-4.95	43.08	2'741.03	-10.00		-0.20				2'731.03	**2'730.83**	-23.91	
DCTI	-57.03	-5.00	1'141.21	-22.90	-24.32	1'116.89	-19.68		-1.00				1'097.21	**1'096.21**	9.87	117%
DT	-26.30	-5.00	525.50	-7.30	-6.90	518.60	-7.14		-15.00	-12.57 [7]			511.46	**483.89**	-4.96	81%
D.S.E. [2]	-21.08	-5.00	421.54 [2]	0.00	-9.13	412.41 [2]	-6.01	3.40 [6]					406.40 [2]	**409.80** [2]	-5.94	72%
D.E.S. [3]	-15.40	-5.00	307.92	-3.00	-6.12	216.31	-3.78		10.80				212.53	**223.33**	-2.50	84%
Total	-313.03	-5.00	6'086.90	-63.30	-65.06	5'936.35	-58.21	9.60	0.00	-12.57	0.00	25.00	5'878.14	**5'923.80**	-126.46	60%
SGC			19.97			20.97	1.00						21.97	21.97		
PJ			391.52			412.92						10.00	412.92	422.92		

[1] Dans le projet de budget 2008, les transferts inter-département et la RPT ne sont pas inclus afin de pouvoir suivre sur la même base la diminution des postes dans les départements.

[2] La différence entre 39,28 postes (courrier du 17.11.06) et 21,08 postes est due à la non prise en compte des 276 postes OCE part fédérale pour lequel l'effort de réduction s'effectue sur les postes d'auxiliaires (Budget total D.S.E. 685.80).

[3] Non compris les 86.49 postes transfert interdépartemental et dotation extraordinaire CE de 1 poste portant le nombre de postes budgétés du D.E.S. à 216.31.

[4] Le chiffre indiqué dans le courrier du 17.11.06 était différent, le pourcentage est lui identique.

[5] Dans les 209,6 poste supprimés annoncés dans le courrier du 17 novembre 2006 étaient inclus la réallocations des postes internes.

[6] RPT : +6,2 postes au DIP et + 3,4 postes au DSE

[7] DT : 12.57 postes transférés aux SIG

[8] DIP : Mise en place des directions d'établissements d'enseignement primaire pour la rentrée 2008, cette réorganisation sera réalisée sans moyens financiers supplémentaires mais par l'utilisation des ressources existantes : réallocations de postes et transformation de « crédits francs » en postes (25 postes)

Evolution du nombre de postes budgétés (OPE - 8.oct.2007)

ENTITES	Nombre de postes au budget 1996	Nombre de postes au budget 1997	Nombre de postes au budget 1998	Nombre de postes au budget 1999	Nombre de postes au budget 2000	Nombre de postes au budget 2001	Nombre de postes au budget 2002	Nombre de postes au budget 2003	Nombre de postes au budget 2004	Nombre de postes au budget 2005	Nombre de postes au budget 2006	Nombre de postes au budget 2007	POSTES PB2008	Nouvelles ENTITES
Chancellerie "stricto sensu"	61.25	47.50	41.21	48.00	48.00	56.80	58.55	62.43	72.28	73.78	61.93	60.43	**59.83** [4]	**CHANC**
Service du Grand Conseil	-	13.75	15.47	12.47	12.97	13.97	19.97	19.97	19.97	19.97	19.97	20.97	**21.97** [5]	**SGC**
CTI	-	73.35	241.65	252.27	252.27	254.97	263.97	280.42	291.42	370.12				**/**
DF	599.10	543.05	548.95	647.00	662.00	725.50	742.60	761.75	756.15	761.75	783.75	769.85	**767.65** [6]	**DF**
											1'664.10	*1'657.68*	***1'709.11***	***DIP-PAT***
											5'397.96	*5'433.98*	***5'410.35***	***DIP-ENS***
DIP	6'599.50	6'620.54	6'505.89	6'568.53	6'578.53	6'692.28	6'804.28	6'917.50	7'015.65	7'090.65	7'062.06 [1]	7'091.66 [2]	**7'119.46** [7]	**DIP**
											1'180.95	*1'184.18*	***1'173.98***	***DI-PAT***
											1'517.00	*1'556.85*	***1'556.85***	***DI-Pol***
DJPS	2'637.16	2'646.66	2'546.13	2'686.84	2'429.89	2'529.24	2'586.74	2'674.10	2'718.60	2'725.40	2'697.95	2'741.03 [2]	**2'730.83** [8]	**DI**
PJ	-	-	-	-	281.95	304.45	317.75	355.02	389.52	389.52	391.52	412.92 [2]	**422.92** [9]	**PJ**
DAEL	743.75	726.75	712.35	719.04	719.04	732.24	743.24	759.09	728.24	728.24	1'141.21	1'116.89	**1'096.21** [10]	**DCTI**
DIAE	787.44	646.96	579.93	593.00	596.10	611.10	594.45	514.65	526.50	527.50	525.50	518.60	**483.89** [11]	**DT**
DEEE	258.71	260.85	236.04	585.24	586.24	541.77	522.18	532.01	530.51	532.41	696.69 [1]	688.41	**685.80** [12]	**D.S.E**
DASS	348.35	345.10	324.30	233.60	245.20	252.15	367.75	386.05	391.55	396.35	307.92	216.31 [3]	**223.33** [13]	**D.E.S**
DAM	60.70	59.70	57.29	56.00	56.00	55.00	55.00	52.00	47.00	47.00				**/**
Sous-total administration centrale	**12'095.96**	**11'984.21**	**11'809.21**	**12'401.99**	**12'468.19**	**12'769.47**	**13'076.48**	**13'314.99**	**13'487.39**	**13'662.69**	**13'688.50**	**13'637.07**	**13'611.89**	**Sous-total administration centrale**
HES	-	-	177.08	203.61	234.73	301.11	285.60	483.75	522.56	532.44	543.80	525.02	**514.86**	**HES**
Université	1'726.35	1'726.64	1'668.50	1'700.50	1'753.39	1'762.91	1'771.00	1'819.90	1'908.14	1'934.29	1'938.00	1'938.00	**1'944.23**	**Université**
Sous-total Uni-HES (subventionnés DIP)	**1'726.35**	**1'726.64**	**1'845.58**	**1'904.11**	**1'988.12**	**2'064.02**	**2'056.60**	**2'303.65**	**2'430.70**	**2'466.73**	**2'481.80**	**2'463.02**	**2'459.09**	**Sous-total Uni-HES (subventionnés DIP)**
HUG	7'685.15	7'716.85	7'716.85	7'865.15	7'864.25	7'948.25	8'138.15	8'450.90	8'622.65	8'720.55	8'685.65	8'842.00	**8'348.00** [14]	**HUG**
Joli-Mont	119.00	119.00	119.00	119.00	119.00	119.00	119.00	121.00	206.00	206.00	206.00	206.00	**207.00**	**Joli-Mont et Montana**
Montana	80.00	80.00	80.00	80.00	80.00	81.00	81.00	81.00						
Hospice général	616.00	626.00	629.00	655.00	670.00	599.40	555.60	613.90	676.40	711.40	715.80	756.69	**697.00**	**Hospice général**
EPSE	187.00	187.00	187.00	198.50	198.50	198.50	224.50	224.50	215.00	241.75	241.75	241.75	**337.25**	**EPI**
CIP-CRPH	40.00	40.00	40.00	40.00	40.00	40.00	40.00	79.60	86.75	86.75	86.75	86.75		
Sous-total Etablissements publics médicaux	**8'727.15**	**8'768.85**	**8'771.85**	**8'957.65**	**8'971.75**	**8'986.15**	**9'158.25**	**9'570.90**	**9'806.80**	**9'966.45**	**9'935.95**	**10'133.19**	**9'589.25**	**Sous-total Etablissements publics médicaux**
Total "Grand Etat"	**22'549.46**	**22'479.70**	**22'426.64**	**23'263.75**	**23'428.06**	**23'819.64**	**24'291.33**	**25'189.54**	**25'724.89**	**26'095.87**	**26'106.25**	**26'233.28**	**25'660.23**	**Total "Grand Etat"**

Commentaires

- PB 1998 / DIAE / Suite au rattachement de l'usine des Cheneviers aux SIG
- *PB 1998 / CTI / Transfert des postes au CTI sur 2 années*
- *PB 1998 / DIP / Transfert 67.80 postes du Centre de Lullier du DIAE au DIP*
- *PB 1999 / DIP / Transfert 8.50 postes du registre des tumeurs du DASS au DIP*
- *PB 1999 / DIP /Transfert de 17.42 postes subventionnés de l'IFAGE et de l'IERS vers les HES*

- PB 1999 Suite au changement législatif supprimant le statut d'employé non permanent intervenu courant 1998, l'équivalent de 546.59 postes ont été régularisé au budget 1999

- PB 2000 / 6'646.53 postes en tenant compte des 68 postes supplémentaires accordés par la commission des finances dès septembre 2000.

- PB 2001 / HUG / + 56 postes au département de psychiatrie dès le 1.10.2001.

- PB 2001 / 8.3 postes transférés en cours d'année au Pouvoir Judiciaire. Dans le même temps, le service des votations et élections (4.25 postes) et la cellule de sécurité des systèmes d'information (2.5 postes) ont été transférés en Chancellerie

- PB 2002 / Transfert de 37,25 postes du post-obligatoire aux HES et réintégration des foyers Feux-Verts lors de la création l'office pénitentiaire

- PB 2002 / DASS / 112,50 postes liés à la création des Centres d'action sociale et de santé par le biais du transfert de 46.70 postes de l'aide à domicile et de 65.8 postes de l'Hospice général

- PB 2003 / HES / 161,40 postes supplémentaires sont issus de la création de la HES-S2 (santé-social).

- PB 2003 / PJ / En octobre 2003, le PL relatif à la commission de surveillance des OPF a été voté

- PB 2003 / DIAE /Suite au départ du service du traitement des eaux (69.60.00) au SIG , le budget 2003 du DIAE a diminué de 91.40 postes

- PB 2003 / HG (correction à la version publiée): dans les postes inscrits en 2003, soit 661,40, il y a 47,5 postes non permanents. Par conséquent, dans un soucis de clarté et de comparabilité, la Présidence du DASS a décidé d'enveler dans la présentation les 47,5 postes pour 2003 et 2004

- PB 2004 / HES / +24.54 postes nouveaux suite à l'augmentation des effectifs d'étudiants et pour répondre aux exigences HES relatives aux missions de recherches et développement et prestations à des tiers.

- PB 2004 / Université : correctif sur la dotation 2004 (en lien avec la diminution de la subvention votée)

- PB 2004 / Hospice général : correctif sur la dotation 2004 (en lien avec la diminution de la subvention votée)

- PB 2005 / Université : +28.53 nouveaux postes du Plan de développement 2005 financés par la hausse de la subvention fédérale de base et les soldes budgétaires reportés.

- PB 2006 : Nouvelle structure de l'administration mise en place le 5/12/05

[1] Transfert de la SGIPA 31.61 postes ; 35.5 postes nouveaux supplémentaires, transfert du tuteur adulte 70.3 postes au DSE.

- PB 2007 : [2] 113.25 postes nouveaux supplémentaires dont 40 au DIP, 51.85 au DI et 21.40 au PJ

[3] 86.49 postes transférés du D.E.S à l'Hospice général et FSASD

- PB 2008 : EPSE ET CIP-CRPH deviennent dès le 1er janvier les EPI (établissements publics d'intégration)

[4] CHA : transfert inter-dpt +1 poste

[5] SGC : 1 poste nouveau

[6] DF : transferts inter-dpt +7,8 postes

[7] DIP : transferts inter-dpt -3,4 poste ; RPT +6,2 postes et 25 postes supplémentaires pour la mise en place des directions d'établissements d'enseignement primaire pour la rentrée 2008

[8] DI : transfert inter-dpt : -0.2 poste

[9] PJ : 10 postes nouveaux supplémentaires

[10] DCTI : transfert inter-dpt -1 poste

[11] DT : transferts inter-dpt -13 poste et transferts SIG 12.566 postes

[12] DSE : RPT +3.4 postes

[13] DES : transferts inter-dpt +10.8 postes

[14] Pour 2008, la dotation de postes correspond aux postes réalisés 2007 moins les mesures liées à l'opération Victoria soit, pour 2007, 8'455 moins 107 postes pour Victoria. Le chiffre de 2007 de 8455 postes concerne uniquement la dotation ordinaire et extraordinaire, donc sans la dotation complémentaire évaluée en francs uniquement et qui était aussi comptabilisée dans les exercices précédents.

A titre indicatif, les HUG ont recalculé les effectifs réalisés sans la dotation complémentaire en francs au cours des trois derniers exercices (2005 : 8'368, 2006 : 8'352, 2007 : 8'455).

FSASD A)	-	-	1'094.00	1'187.55	1'205.95	1'356.05	1'395.35	1'395.35	1'395.35	1'395.35	**1'389.75**	**1'376.10**	**1'370.10**	**FSASD** A)
EMS B)	*2'662.00*	*2'696.00*	2'709.00	2'709.00	2'997.00	3'056.00	3'125.00	3'223.00	3'223.00	3'223.00	**3'209.80**	**non communiqué**	**non communiqué**	**EMS** B)

Commentaires relatifs aux entités privées subventionnées

A) Jusqu'en 1997, l'aide à domicile était assurée par plusieurs associations genevoises d'aide à domicile (AGAD, APADO, section genevoise de la Croix-Rou
de postes dans ces associations privées.
Les dotations se réfèrent à la seule FSASD (qui de fédération est devenue une fondation de droit privé en 1999).
En effet, suite à l'arrêté du CE en date du 30 novembre 1998, les différentes associations ont fusionné pour former la Fondation des services d'aide et de soins à domicile (FSASD).

B) Les EMS n'avaient pas l'obligation de renseigner avant l'entrée en vigueur de la LEMS. Par conséquent, les données concernant les exercices 1991 à 1997 peuvent être incomplètes.
Le nombre de postes concernant les EMS n'a pas été communiqué par le DSE, dans une logique de respect de l'autonomie des institutions car le département ne s'occupe plus de la gestion des effectifs mais travaille sur une logique
de masse salariale et d'enveloppe budgétaire.

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Légende :

ND, division par zéro
NS, variation supérieure à + 1000% et - 1000%

Récapitulation du PROJET de Fonctionnement de l'État

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
	RÉCAPITULATION DU PROJET DE L'ÉTAT						
3	**CHARGES**	**7.603.216.786**		**422.922.624**	**5,9**	**7.180.294.162**	**7.812.155.366,83**
4	**REVENUS**		**7.482.253.820**	**489.347.423**	**7,0**	**6.992.906.397**	**8.017.504.594,04**
	COUVERTURE en F	**-120.962.966**		**66.424.799**		**-187.387.765**	**205.349.227,21**
	COUVERTURE en %	**98,41%**			**1,0**	**97,39%**	**102,63%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.909.539.931		-7.199.639	-0,4	1.916.739.570	1.893.403.728,57
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	393.257.651		-66.890.926	-14,5	460.148.577	432.515.660,68
32	INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS	353.478.421		6.207.655	1,8	347.270.766	366.344.205,11
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	446.663.406		23.757.613	5,6	422.905.793	761.382.082,69
34	PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION	501.892.733		279.965.233	126,2	221.927.500	218.886.653,62
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	273.209.751		-63.841.314	-18,9	337.051.065	290.328.322,07
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	3.189.737.505		151.900.952	5,0	3.037.836.553	2.960.748.000,25
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	26.726.800		-3.019.200	-10,1	29.746.000	523.986.695,45
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-6.391.630	-100,0	6.391.630	15.827.124,79
39	IMPUTATIONS INTERNES	508.710.588		108.433.880	27,1	400.276.708	348.732.893,60
40	IMPÔTS		5.207.707.804	393.481.804	8,2	4.814.226.000	5.114.392.222,43
41	PATENTES ET CONCESSIONS		18.169.250	4.624.750	34,1	13.544.500	11.803.983,50
42	REVENUS DES BIENS		210.855.272	-32.865.698	-13,5	243.720.970	340.490.441,87
43	RECETTES DIVERSES		640.208.472	-99.424.436	-13,4	739.632.908	838.761.719,46
44	PARTS À DES RECETTES SANS AFFECTATION		466.498.049	71.531.754	18,1	394.966.295	448.008.607,38
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		153.916.373	10.253.988	7,1	143.662.385	157.880.979,89
46	SUBVENTIONS ACQUISES		249.461.212	49.225.706	24,6	200.235.506	216.817.443,58
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER		26.726.800	-3.019.200	-10,1	29.746.000	523.986.695,45
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-12.895.125	-100,0	12.895.125	16.629.606,88
49	IMPUTATIONS INTERNES		508.710.588	108.433.880	27,1	400.276.708	348.732.893,60

Récapitulation du département
CHANCELLERIE

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
01.00.00.00	**CHANCELLERIE**						
3	**CHARGES**	**18.252.983**		**520.746**	**2,9**	**17.732.237**	**14.916.583,27**
4	**REVENUS**		**3.357.771**	**18.671**	**0,6**	**3.339.100**	**3.076.652,65**
	COUVERTURE en F	**-14.895.212**		**-502.075**		**-14.393.137**	**-11.839.930,62**
	COUVERTURE en %	**18,40%**			**-0,4**	**18,83%**	**20,63%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	10.469.887		-21.373	-0,2	10.491.260	10.087.606,60
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	4.749.940		-1.379.187	-22,5	6.129.127	4.029.454,91
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	851.425		537.225	171,0	314.200	320.672,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	2.181.731		1.384.081	173,5	797.650	478.849,76
41	PATENTES ET CONCESSIONS		800.000	-250.000	-23,8	1.050.000	714.984,65
42	REVENUS DES BIENS		53	3	6,0	50	56,23
43	RECETTES DIVERSES		2.033.350	150.000	8,0	1.883.350	2.078.179,60
46	SUBVENTIONS ACQUISES						645,65
49	IMPUTATIONS INTERNES		524.368	118.668	29,3	405.700	282.786,52

1. CHANCELLERIE D'ETAT

Considérations générales

Le budget de la chancellerie est tributaire de la périodicité des élections qui nécessitent l'organisation d'opérations de dépouillement centralisé de grande envergure, pour lesquelles quelque 800 jurés électoraux sont réunis à Uni-Mail. Pour une parfaite transparence, le budget du dépouillement centralisé des élections figure sur un centre de responsabilité spécifique dont la dotation est réduite les années sans élections ou comportant des opérations nécessitant un engagement moins important. Ce sera le cas en 2008, malgré le fait que la chancellerie d'Etat aura la charge de centraliser les résultats des élections judiciaires et de mettre sur pied un dépouillement centralisé pour l'élection de l'assemblée constituante.

Outre le centre de responsabilité 01.09.51.00, destiné au dépouillement centralisé des élections, qui est en diminution de 900'000 F pour les raisons mentionnées ci-dessus, le projet de budget 2008 de la chancellerie d'Etat est inférieur au budget 2007.

Cette maîtrise des dépenses, due notamment à la mise en place depuis plusieurs années d'un système de gestion des comptes par engagements, permet à la chancellerie de respecter strictement le plan financier quadriennal et de présenter des comptes très favorables, sans aucun dépassement budgétaire.
Par ailleurs, l'application stricte des plans de mesures P 1 et P 2 du Conseil d'Etat a permis une amélioration du budget et des comptes de la chancellerie d'Etat à hauteur de 1,37 million dès l'exercice 2006 et d'atteindre une économie de près de 7 millions sur la législature (voir tableaux des effets des plans de mesure P 1 et P 2 ci-dessous).

Les travaux du groupe efficience, interne à la chancellerie depuis le début de 2006, se poursuivent avec pour objectif d'optimiser les procédures qui peuvent encore l'être tout en maintenant des prestations de qualité.

L'examen régulier des tâches dont les services ont la responsabilité et l'adéquation y relative des cahiers des charges de chaque collaboratrice et collaborateur a permis de renoncer à repourvoir plusieurs postes à la suite de départs naturels et de réduire de 1,6 poste l'effectif inscrit au projet de budget 2008. La réduction de 5% décidée par le Conseil d'Etat sera atteinte dès l'exercice 2008.

Plan de mesures P 2 - objectifs et actions chancellerie d'Etat par mesure	**effet de la mesure sur le budget 2007**	**projection de la mesure sur l'exercice 2008**	**projection de la mesure sur l'exercice 2009**	**effet cumulé de la mesure sur la législature**
2 . Regrouper au sein d'un pool du personnel à disposition du Conseil d'Etat pour des renforts temporaires. La chancellerie a développé la polyvalence et la mobilité de son personnel, ce qui lui permet d'absorber les pics d'activité ponctuels et de parer aux absences sans avoir recours à du personnel temporaire fourni par des entreprises.	**60'000**	60'000	60'000	180'000
4. Facturer les prestations de services fournies par des fonctionnaires selon un taux horaire unifié en fonction du statut de l'intervenant. La chancellerie a examiné les prestations délivrées jusqu'ici à titre gratuit qui pourraient donner lieu à une facturation et a d'ores et déjà pris des décisions dans ce sens.		**10'000**	10'000	20'000
38. S'assurer que le montant des émoluments couvre les charges réelles (coûts de personnel, dépenses générales et 15% de frais d'infrastructure). La chancellerie a réexaminé l'ensemble de ses émoluments conformément aux directives du Conseil d'Etat. Les modifications réglementaires ont été adoptées par le Conseil d'Etat lors de sa séance du 10 janvier 2007. Une nouvelle analyse sera effectuée après mise en place de la comptabilité analytique.		**232'000**	232'000	464'000
Gain financier total des mesures P 2 :	60'000	302'000	302'000	664'000

Plan de mesures P 1 - objectifs et actions chancellerie d'Etat par mesure	effet de la mesure sur le budget 2006	effet de la mesure sur le budget 2007	projection de la mesure sur l'exercice 2008	projection de la mesure sur l'exercice 2009	effet cumulé de la mesure sur la législature
35 . Dégager des économies sur les dépenses générales et sur l'effectif du service du protocole. Il a été décidé de réduire systématiquement d'un tiers la prise en charge de chaque vin d'honneur ou réception et de revisiter l'accueil protocolaire.	**-960'000**	-960'000	-960'000	-960'000	-3'840'000
Diminution de l'effectif du service du protocole d'un demi-poste, à la suite d'un départ naturel.		**-55'013**	-55'013	-55'013	-165'039
16. Réduire de 25 % en quatre ans les dépenses globales de communication (postes et publications). La chancellerie a réorganisé son service de la communication et de l'information en visant une meilleure efficience et en redéfinissant les rôles dévolus à ses collaboratrices et collaborateurs. Par ailleurs, une procédure visant à réduire de 40 % le nombre d'exemplaires des publications officielles en circulation au sein de l'Etat a été mise en oeuvre (annuaire officiel, rapport de gestion, Compte, budget, projet de budget). La consultation des informations contenues dans ces publications est ou sera possible sur intranet ou internet.	**-220'000**	-220'000	-220'000	-220'000	-880'000
Diminution de l'effectif d'un poste, à la suite d'une départ naturel.		**-118'737**	-118'737	-118'737	-356'211
12. Diminuer drastiquement le recours à des consultants externes et s'appuyer davantage sur les compétences d'expertise existant au sein de l'Etat. La chancellerie donne la priorité à ses compétences internes notamment dans le domaine juridique et s'efforce de confier des mandats externes seulement lorsqu'un avis indépendant est absolument indispensable.	**-150'000**	-150'000	-150'000	-150'000	-600'000
7. Limiter le nombre de communiqués et d'annonces que l'Etat publie dans les quotidiens et utiliser la FAO.	**-16'000**	-16'000	-16'000	-16'000	-64'000
24. Lutter contre la surconsommation et l'accroissement de demandes abusives suite aux rabais obtenus. La chancellerie a pris des dispositions pour que cette mesure soit strictement appliquée par ses services sans dépassement de crédit, notamment au moyen du compte d'engagement.	**-26'000**	-39'000	-52'267	-78'267	-195'534
	-	**-13'000**	**-13'267**	**-26'000**	
Total des économies par les mesures P 1 :	-1'372'000	-1'558'750	-1'572'017	-1'598'017	-6'100'784

En caractères gras, la tranche annuelle. Les autres chiffres sont les valeurs cumulées.

01000100 CONSEIL D'ETAT

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
300 Autorités, Commissions et Juges				
Total	1'940'692	-1'638	1'942'330	1'922'889

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	414'500	1'074	413'426	401'283

01010200 SECRETARIAT GENERAL

Missions

Le secrétariat général assure la préparation des séances du Conseil d'Etat et leur déroulement (recueil et consolidation des documents à disposition du gouvernement et du Chancelier d'Etat).

Il se charge de l'établissement et de la diffusion des procès-verbaux et des travaux du secrétariat du Gouvernement.

Le secrétariat général assure également la coordination des activités, la planification des projets et travaux en cours ainsi que la circulation des informations avec l'aide des divers services de la chancellerie.

Pour mener à bien les tâches qui lui sont confiées, le secrétariat général de la chancellerie d'Etat s'appuie sur :

Le contrôle interne et sécurité - Le soutien administratif au collège des secrétaires généraux - La direction administrative et financière - La direction de l'organisation des systèmes d'information et du dépouillement centralisé - Le service des ressources humaines et traducteurs-jurés - Le service administratif du Conseil d'Etat - Le service du protocole - Le service de communication et d'information - La direction des affaires juridiques.

Prestations

Prestations publiques ou de moyens fournis :

Information au grand public - Contrats de partenariat - Célébration des centenaires du canton - Traducteurs-jurés - Système d'information AIGLE - Conseil et support en matière de systèmes d'information et assistance à la maîtrise d'ouvrage

Contribution aux prestations publiques suivantes fournies par d'autres CR :

Promotion des droits civiques et politiques - Naturalisations genevoises, gestion des dossiers en fin de procédure - Organiser, participer aux activités de développement et de gestion du système de vote par internet et effectuer la promotion du système.

Objectifs 2008 / Priorités

Telecom World 2009

En 2008, la Chancellerie sera une nouvelle fois fortement impliquée dans la préparation de Telecom World 2009, après avoir joué un rôle clé dans le retour de cette manifestation à Genève. Le Conseil d'Etat a adopté en mai 2006 un extrait de procès-verbal qui mandate le Chancelier pour présider le groupe de liaison qui réunit les représentants de l'Union internationale des télécommunications (UIT), d'une part, et les représentants des acteurs locaux impliqués dans Telecom (Orgexpo, hôteliers, aéroport international de Genève, etc.), d'autre part. Ce groupe, présidé par le Chancelier, et ses sous-groupes (hébergement, transports, accueil, etc.) ont entamé leurs travaux en 2006 déjà et les poursuivront en 2008. Forte de l'expérience acquise lors de l'organisation de plusieurs éditions de Telecom World, la Chancellerie est appelée à faciliter la mise en place de cette manifestation, notamment en accueillant les exposants lors des "journées des exposants" que l'UIT organise chaque année.

Traitement et circulation des dossiers du Conseil d'Etat et du Grand Conseil

Le système AIGLE sera interconnecté avec les systèmes d'information des départements et services qui doivent préparer des objets pour le Conseil d'Etat afin d'une part de transmettre directement les dossiers au Conseil d'Etat et d'autre part de communiquer automatiquement aux départements et services les décisions prises par le gouvernement.

Les bénéfices en terme d'allègement des tâches administratives (supression des doubles saisies) et le remplacement de la transmission de documents papier par des flux de données va dans le sens des mesures 18 et 19 du plan de mesures du Conseil d'Etat.

Contrôle interne

La formation au contrôle interne des chefs/cheffes de service a commencé en 2007 et se poursuivra en 2008, selon la marche à suivre pour la mise en place du système harmonisé. Un document a été mis à leur disposition et un appui leur est apporté par le référent de la chancellerie au contrôle interne pour l'adaptation du contrôle interne existant aux système transversal.

Feuille d'Avis Officielle (FAO)

Un nouveau graphisme et une mise en page actualisée doivent permettre de promouvoir la Feuille d'Avis Officielle au cours de l'année 2008. En outre, les travaux de rationalisation de gestion des flux pour la parution des annonces officielles entre les servives de l'Etat et l'imprimerie se poursuivront. Ce mode de transmission standardisé et informatisé, dont la mise en place a débuté en 2007, permettra d'éviter les saisies multiples et générera des économies. Pour élargir l'offre, la création d'une FAO en ligne, disponible en complément à l'abonnement à la version papier, est prévue.

Site internet de l'Etat (www.geneve.ch)

Il est prévu d'étendre le déploiement de la charte graphique ainsi que sa nouvelle organisation à l'ensemble des pages du site de l'Etat et d'élaborer une charte éditoriale.

Perspectives 2009

Telecom World 2009

Genève et la Suisse ont pu faire revenir à Genève l'exposition Telecom World 2009. La chancellerie sera fortement impliquée dans la coordination de cette importante manifestation organisée par l'Union internationale des télécommunications (UIT).

De sorte que les engagements pris envers l'UIT puissent être tenus, un certain nombre de manifestations seront financées par le budget de l'Etat (réceptions protocolaires, concept d'accueil et de transports, etc..). Tout doit être mis en œuvre, de sorte que l'édition 2009 de Telecom World soit un succès, permettant à Genève de concourir dans les meilleures conditions possibles afin de décrocher l'organisation 2013 de cette manifestation unique en son genre. En effet, l'enjeu lié à l'accueil des expositions Telecom à Genève dépasse de loin notre canton, toute la région et le Plateau suisse étant concerné par les retombées économiques de cette manifestation.

Changement de législature

La chancellerie devra assurer comme de coutume le soutien organisationnel qui lui incombe dans le cadre du changement de législature qui interviendra durant le dernier trimestre 2009.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	4'608'775	-427'515	5'036'290	4'694'289
Effectifs	40,33	- 3,7	44.03	

Conformément à la décision du Conseil d'Etat de réduire de 5% les effectifs de l'administration, la chancellerie a effectué une diminution de 1,6 poste, ce qui porte à 3,1 postes la réduction totale sur la législature. Le renoncement à repourvoir 1,6 poste à la suite de départs a été rendu possible par la poursuite des travaux du groupe efficience, constitué en chancellerie dès le début de l'année 2006. Il s'est notamment agit d'identifier les tâches et les procédures qui peuvent être optimisées ou abandonnées sans préjudice pour la qualité des prestations.

Un transfert intra-départemental de 3 postes a été réalisé durant l'exercice 2007 entre le secrétariat général et la direction des affaires juridiques. Ce transfert concerne deux personnes du secteur de la législation genevoise et a été réalisé pour une meilleure identification des coûts par prestation.

Le transfert intra-départemental technique d'un dixième de poste a été réalisé durant l'exercice 2007 entre le secrétariat général et le service du protocole, avec l'accord de l'office du personnel de l'Etat

Le Conseil d'Etat a décidé du transfert d'une personne avec son poste du département des finances à la chancellerie d'Etat afin d'assurer un soutien administratif au collège des Secrétaires généraux. Cette personne sera notamment chargée de la gestion des dossiers transversaux.

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006

Total	1'324'134	-189'345	1'513'479	1'284'776

36 Subventions

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	616'125	394'625	221'500	200'222

L'Assemblée plénière de la Conférence des Gouvernements cantonaux (CdC) a définitivement approuvé la réalisation de la Maison des cantons à Berne dont l'ouverture est prévue pour le milieu de l'année 2008. La Maison des cantons est appelée à devenir un centre intercantonal de services et de compétences. Elle constitue une étape importante dans le processus d'amélioration de la collaboration partenariale confédération-cantons et permettra notamment de rassembler la plupart des conférences intercantonales sous un même toit. La quote-part du canton de Genève, calculée en fonction du nombre d'habitants, se décompose comme suit : Coûts d'emménagement 2008 (dépense unique) CHF 370'771. Coûts de fonctionnement annuels (qui s'ajoutent à la contribution annuelle versée par l'Etat de Genève à la Fondation pour la collaboration confédérale) CHF 23'854.

41 Patentes et concessions

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	800'000	-250'000	1'050'000	714'984

Par mesure d'économie, les services de l'Etat et les collectivités publiques ont progressivement renoncé à faire publier certains avis officiels sur la Feuille d'Avis Officielle (FAO), au profit de l'internet. Cette nouvelle pratique, globalement positive pour les finances de l'Etat, a toutefois pour effet de diminuer le chiffre d'affaires de la FAO et, par voie de conséquence, la redevance versée à la chancellerie d'Etat.

43 Recettes diverses

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	1'078'350	230'000	848'350	1'202'520

Conformément à la directive du Conseil d'Etat, la Chancellerie a procédé à un examen du tarif des émoluments qu'elle perçoit et a effectué les adaptations réglementaires.

01020200 SERVICE DU PROTOCOLE

Missions

Le service du protocole assure pour l'Etat la permanence et la qualité de ses relations avec les différentes autorités de la Confédération, le monde diplomatique et consulaire ainsi que les organisations et institutions gouvernementales et non gouvernementales internationales installées à Genève. Il veille à l'application des règles de préséance du canton et permet le bon déroulement protocolaire des manifestations officielles impliquant le Conseil d'Etat ou l'un de ses membres.

Prestations

Prestations publiques ou de moyens fournis :

Accueil de la communauté internationale

Contribution aux prestations publiques suivantes fournies par d'autres CR :

Solidarité internationale

Objectifs 2008 / Priorités

Poursuivre l'adaptation des prestations et des moyens de gestion résultant de la mise en œuvre des mesures fixées par le Conseil d'Etat, à savoir la réduction des effectifs et la limitation des heures supplémentaires effectuées par les assistantes.

Assurer et participer à l'organisation des nombreuses manifestations liées à l'EURO 2008, de même que du 60ème anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme.

Suivre les affaires internationales, comprendre les évolutions et les tendances, afin d'informer le Conseil d'Etat des faits marquants avec une attention toute particulière sur les questions liées aux organisations non gouvernementales et à l'accueil de la communauté internationale.

Poursuivre l'effort d'implantation de nouvelles ONG à Genève en marge du Conseil des Droits de l'Homme, d'une part, et dans tous les secteurs d'activités dans lesquels œuvrent de telles organisations d'autre part.

Fournir, en lien avec la Mission Suisse et sur la base des informations recueillies à cet effet par le réseau diplomatique, un rapport étayé relatif aux prestations offertes aux ONG dans les villes concurrentes de Genève désignées comme telles par le DFAE.

Perspectives 2009

Assurer toutes les dispositions organisationnelles et protocolaires afin de faciliter la transition entre l'ancienne et la nouvelle législature.

Assurer et participer à l'organisation de Telecom World 2009 à Genève.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	986'152	97'112	889'040	902'171
Effectifs	7,6	0,10	7,5	

Le transfert intra-départemental technique d'un dixième de poste a été réalisé durant l'exercice 2007 entre le secrétariat général et le service du protocole, avec l'accord de l'office du personnel de l'Etat.

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	1'768'800	- 134'488	1'903'288	1'677'210

36 Subventions

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	235'300	142'600	92'700	120'450

L'augmentation de 142'600 F est uniquement due à l'inscription au budget des subventions non-monétaires (locaux et prestations informatiques), en conformité avec les normes IPSAS. Dès lors qu'elle donne lieu à une recette équivalente, cette écriture est totalement neutre au niveau de l'Etat.

La subvention monétaire versée à Mandat International est restée rigoureusement identique à celle de 2007, alors que dès janvier 2007, le centre d'information anti-racisme (ARIS) ne reçoit plus de subvention monétaire mais bénéficie uniquement de la mise à disposition des locaux.

01020700 CENTRE DE DOCUMENTATION ET DES PUBLICATIONS

Missions

Les missions du centre de documentation et des publications (CDP) sont multiples. Le centre est entièrement au service de l'usager : il sert de guichet d'orientation vers les nombreuses administrations cantonales et municipales situées en Vieille Ville et dirige l'administré vers le service étatique désiré. Le public peut y obtenir des informations pratiques, y accomplir certaines formalités administratives et également y consulter ou acquérir les publications éditées par l'Etat de Genève, les lois et les règlements.

Le CDP est à disposition aussi bien pour élaborer un projet (députés, membres de l'administration), pour effectuer une recherche (étudiants, professeurs, journalistes) et peut intéresser toute personne en quête de documentation. Les documents à disposition sont régulièrement actualisés et complétés.

On peut également y consulter la Feuille d'avis officielle ainsi que les principaux journaux, les dossiers des récentes conférences de presse du Conseil d'Etat, les principaux documents produits par l'Etat dans les domaines où se déploie l'action publique - notamment en ce qui concerne la promotion économique et l'aide aux entreprises -, les législations cantonale et fédérale et quantité d'ouvrages traitant des activités des organismes parapublics et partenaires. Enfin, une riche collection de dépliants gratuits, présentant en particulier les démarches administratives et simplifiées (Guichet universel), est également à la disposition du grand public.

Le site Internet officiel de l'Etat (www.geneve.ch) peut être consulté sur place, de même que le Système d'information sur la législation (SIL) qui contient notamment le recueil officiel systématique de la législation genevoise en vigueur, les législations de tous les cantons latins, ainsi que le droit fédéral.

Prestations

Contribution aux prestations publiques suivantes fournies par d'autres CR :

Information au grand public - Vente des textes législatifs

Objectifs 2008 / Priorités

Le groupe stratégique du guichet universel présidé par le Chancelier oeuvre dans le domaine des simplifications de procédures au sein de l'administration cantonale. Dans ce contexte il est prévu qu'un certain nombre de démarches puissent être initiées depuis le centre de documentation et de publications (CDP). Les prestations suivantes sont actuellement en cours d'intégration:

changement d'adresse dans le canton - changement de nom en tant qu'étranger/ère - changement de nom en tant que confédéré/e - changement de nom en tant que genevois/e - déclaration de perte ou de vol de livret ou autres attestations délivrées par l'office cantonal de la population (OCP) - déclaration de domicile - annonce de changement d'état-civil - annonce d'arrivée à Genève (ressortissants suisses) - annonce et attestation de départ de Genève - extrait de casier judiciaire - certificat de capacité civile - certificat de bonne vie et mœurs - attestation de séjour - attestation de résidence .

Perspectives 2009

Dans le cadre du groupe stratégique du guichet universel, il est prévu d'étudier l'attribution au CDP d'autres formalités et services à la population.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	196'144	18'214	177'930	173'342
Effectifs	2	0	2	

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	603'500	- 123'282	726'782	589'306

L'application de la mesure P 1 n° 16, portant sur les dépenses de communication et de publications a déjà permis de réduire cette rubrique de 220'000 F dès l'année 2006. D'autres mesures concernant l'impression de la législation genevoise permettent aujourd'hui de diminuer encore cette ligne budgétaire.

43 Recettes diverses

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total				

01020800 DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES

Missions

Fourniture d'une assistance juridique au Conseil d'Etat et à la chancellerie d'Etat de Genève - traitement des recours au Conseil d'Etat - conseils juridiques au Conseil d'Etat, à la chancellerie d'Etat et aux départements, sous forme d'avis de droit, de rapports, de correspondances, etc… - participation au processus législatif, notamment par l'élaboration et/ou le suivi de projets de lois et règlements, de rapports, etc… - conduite de certaines procédures judiciaires - missions spéciales à caractère juridique (ex : cellule d'indemnisation G8) - contribution vis-à-vis des tiers à la transparence et à la compréhension des textes législatifs - secrétariat du médiateur LIPAD (loi sur l'information du public et l'accès aux documents) - supervision et coordination des activités législatives : assistance et traitement des diverses tâches relatives au processus législatif, notamment la correction, la mise en forme et la relecture des projets de lois et de règlements du Conseil d'Etat, en veillant au respect des règles orthographiques, stylistiques, légistiques et à la conformité au droit supérieur - publication des textes officiels législatifs (RSG, ROLG et SIL) tant sous forme papier qu'électronique, et gestion des abonnements à ces publications - élaboration du contenu du SIL (Système d'information sur la législation). Pour rappel, le SIL comprend aujourd'hui la législation de tous les cantons latins ainsi que le droit fédéral. Il est devenu un outil de référence au plan suisse et rapporte à l'Etat de Genève une recette annuelle de 300'000F - tenue et mise à jour des pages "législation" du site internet de l'Etat qui, outre la publication électronique du RSG, recense les modifications récentes, les projets de lois de portée générale en cours, ainsi que les référendums et initiatives du canton depuis 1993 - assurer l'authenticité et la pérennité des textes législatifs, - promotion de la publicité et la connaissance, dans le public, des textes législatifs : faciliter la compréhension de la législation par la complémentarité de ses modes de diffusion - fourniture d'avis de droit ou des renseignements d'ordre juridique à des tiers relativement à la législation genevoise.

Prestations

Prestations publiques ou de moyens fournis :

Analyse, élaboration, préparation, correction, publication et diffusion des textes législatifs - Instruction et traitement des recours au Conseil d'Etat

Objectifs 2008 / Priorités

Maintenir la qualité et la diversité de l'assistance et du conseil juridique fourni à tous les acteurs du processus législatif, au Conseil d'Etat et aux départements.

Assurer l'exactitude et la cohérence de la législation, dans le respect du droit supérieur.

Faciliter la connaissance et la compréhension du public quant à la législation genevoise.

Veiller à l'exactitude et à la célérité des arrêtés sur recours.

Mettre en œuvre le système d’impression à la demande des textes législatifs.

Créer un décennal de législation genevoise sous forme électronique .

Perspectives 2009

Développer le système d'information sur la législation (SIL) ;

Achever la mise à jour des bases de données à vocation juridique, nécessaires à l’accomplissement des missions du service (jurisprudence, avis de droit, doctrine).

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	1'193'928	316'828	877'100	943'939
Effectifs	9,9	3	6,9	

Un transfert intra-départemental de 3 postes a été réalisé durant l'exercice 2007 entre le secrétariat général et la direction des affaires juridiques. Ce transfert concerne deux personnes du secteur de la législation genevoise et a été réalisé pour optimiser l' identification des coûts par prestation.

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	30'700	- 7'356	38'056	30'668

01095100 DEPOUILLEMENT CENTRALISE DES ELECTIONS

Mission

Le service du dépouillement centralisé est en charge des opérations électorales du canton et traite, de manière centralisée, l'ensemble des bulletins de vote de chaque élection qui font l'objet d'un premier tri dans les locaux de vote. Les travaux sont assurés par quelque 800 jurés électoraux qui sont réunis dans le bâtiment d'Uni-Mail.

Prestations

Contribution aux prestations publiques suivantes fournies par d'autres CR :

Exercice et promotion des droits civiques et politiques (dépouillements centralisés des scrutins fédéraux, cantonaux et communaux).

Objectifs 2008 / Priorités

Le dépouillement des élections du pouvoir judiciaire, qui aura lieu en avril 2008 - L'élection de l'assemblée constituante qui, en cas d'acceptation par le souverain qui votera au début de 2008, est planifiée pour le mois d'octobre de la même année. Cette opération nécessitera la mise en place d'un dépouillement centralisé de la même envergure que pour une élection du Grand Conseil.

L'accent sera à nouveau mis sur la sécurité et le développement des plans de secours.

Perspectives 2009

Les élections du Grand Conseil et du Conseil d'Etat donneront lieu à deux importants dépouillements centralisés dont la préparation débutera en 2008 déjà.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	30'070	- 30'310	60'380	

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	608'306	- 925'790	1'534'096	46'209

En 2007, le service du dépouillement centralisé a été en charge du dépouillement centralisé des élections des conseils municipaux, des exécutifs communaux et des chambres fédérales.

En 2006, les seules charges enregistrées par ce centre de responsabilités ont uniquement concerné les opérations de centralisation et de consolidation du résultat des votations.

Pour 2008, un budget réduit est maintenu pour assurer le dépouillement des élections judiciaires ainsi que pour l'élection de la constituante.

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
01.00.00.00	**CHANCELLERIE**						
3	**CHARGES**	**18.252.983**		**520.746**	**2,9**	**17.732.237**	**14.916.583,27**
4	**REVENUS**		**3.357.771**	**18.671**	**0,6**	**3.339.100**	**3.076.652,65**
	COUVERTURE en F	**-14.895.212**		**-502.075**		**-14.393.137**	**-11.839.930,62**
	COUVERTURE en %	**18,40%**			**-0,4**	**18,83%**	**20,63%**
01.00.01.00	**CONSEIL D'ETAT ET CHANCELIER**						
3	**CHARGES**	**2.570.483**		**-33.363**	**-1,3**	**2.603.846**	**2.516.458,82**
4	**REVENUS**		**124.853**	**16.903**	**15,7**	**107.950**	**94.308,71**
	COUVERTURE en F	**-2.445.630**		**50.266**		**-2.495.896**	**-2.422.150,11**
	COUVERTURE en %	**4,86%**			**0,7**	**4,15%**	**3,75%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	2.106.022		2.902	0,1	2.103.120	2.073.079,65
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	414.500		1.074	0,3	413.426	401.283,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	49.961		-37.339	-42,8	87.300	42.096,17
43	RECETTES DIVERSES		85.000	0	0,0	85.000	84.918,30
49	IMPUTATIONS INTERNES		39.853	16.903	73,7	22.950	9.390,41
01.01.02.00	**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**						
3	**CHARGES**	**9.324.107**		**1.222.698**	**15,1**	**8.101.409**	**7.296.744,14**
4	**REVENUS**		**1.963.733**	**-24.147**	**-1,2**	**1.987.880**	**1.938.137,73**
	COUVERTURE en F	**-7.360.374**		**-1.246.845**		**-6.113.529**	**-5.358.606,41**
	COUVERTURE en %	**21,06%**			**-3,5**	**24,54%**	**26,56%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	5.502.701		-501.729	-8,4	6.004.430	5.581.526,70
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	1.324.134		-189.345	-12,5	1.513.479	1.284.776,59
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	616.125		394.625	178,2	221.500	200.222,00
360	CONFÉDÉRATION	616.125		394.625	178,2	221.500	200.222,00
0110	CONFÉRENCE DES GOUVERNEMENTS CANTONAUX	175.000		0	0,0	175.000	163.755,00
0210	FONDATION POUR LA COLLABORATION CONFÉDÉRALE	431.625		394.625	NS	37.000	27.245,00
0311	CONTRIBUTIONS À LA BADAC	9.500		0	0,0	9.500	9.222,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.881.147		1.519.147	419,7	362.000	230.218,85
41	PATENTES ET CONCESSIONS		800.000	-250.000	-23,8	1.050.000	714.984,65
411	CONCESSIONS		800.000	-250.000	-23,8	1.050.000	714.984,65
42	REVENUS DES BIENS		33	3	10,0	30	39,23
43	RECETTES DIVERSES		1.078.350	230.000	27,1	848.350	1.202.520,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
01.01.02.00	**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL** (Suite)						
49	IMPUTATIONS INTERNES		85.350	-4.150	-4,6	89.500	20.593,85
01.02.02.00	**SERVICE DU PROTOCOLE**						
3	**CHARGES**	**3.358.989**		**75.461**	**2,3**	**3.283.528**	**3.025.572,02**
4	**REVENUS**		**352.648**	**111.448**	**46,2**	**241.200**	**225.719,07**
	COUVERTURE en F	**-3.006.341**		**35.987**		**-3.042.328**	**-2.799.852,95**
	COUVERTURE en %	**10,50%**			**3,2**	**7,35%**	**7,46%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.170.642		109.552	10,3	1.061.090	1.077.287,85
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	1.768.800		-134.488	-7,1	1.903.288	1.677.210,72
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	235.300		142.600	153,8	92.700	120.450,00
364	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	235.300		142.600	153,8	92.700	120.450,00
0413	SUBVENTIONS POUR LE MANDAT INTERNATIONAL	92.700		0	0,0	92.700	92.700,00
0509	SERVICE D'INFORMATION ANTI-RACISME						27.750,00
0413	SUBVENTION NON MONÉTAIRE EN FAVEUR DE MANDAT INTERNATIONAL	134.000		134.000	ND		
0509	SUBVENTION NON MONÉTAIRE EN FAVEUR AU SERVICE D'INFORMATION ANTI-RACISME	8.600		8.600	ND		
39	IMPUTATIONS INTERNES	184.247		-42.203	-18,6	226.450	150.623,45
46	SUBVENTIONS ACQUISES						645,65
469	AUTRES SUBVENTIONS						645,65
49	IMPUTATIONS INTERNES		352.648	111.448	46,2	241.200	225.073,42
01.02.07.00	**CENTRE DE DOCUMENTATION ET PUBLICATIONS**						
3	**CHARGES**	**865.908**		**-123.904**	**-12,5**	**989.812**	**817.590,15**
4	**REVENUS**		**913.268**	**-70.102**	**-7,1**	**983.370**	**816.236,04**
	COUVERTURE en F	**47.360**		**53.802**		**-6.442**	**-1.354,11**
	COUVERTURE en %	**105,47%**			**6,1**	**99,35%**	**99,83%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	233.264		21.134	10,0	212.130	204.891,30
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	603.500		-123.282	-17,0	726.782	589.306,60
39	IMPUTATIONS INTERNES	29.144		-21.756	-42,7	50.900	23.392,25
42	REVENUS DES BIENS		20	0	0,0	20	17,00
43	RECETTES DIVERSES		870.000	-80.000	-8,4	950.000	790.741,30
49	IMPUTATIONS INTERNES		43.248	9.898	29,7	33.350	25.477,74

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
01.02.08.00	**DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES**						
3	**CHARGES**	**1.492.650**		**338.264**	**29,3**	**1.154.386**	**1.214.008,29**
4	**REVENUS**		**3.269**	**-15.431**	**-82,5**	**18.700**	**2.251,10**
	COUVERTURE en F	**-1.489.381**		**-353.695**		**-1.135.686**	**-1.211.757,19**
	COUVERTURE en %	**0,22%**			**-1,4**	**1,62%**	**0,19%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.424.718		379.388	36,3	1.045.330	1.150.821,10
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	30.700		-7.356	-19,3	38.056	30.668,15
39	IMPUTATIONS INTERNES	37.232		-33.768	-47,6	71.000	32.519,04
49	IMPUTATIONS INTERNES		3.269	-15.431	-82,5	18.700	2.251,10
01.09.51.00	**DÉPOUILLEMENT CENTRALISÉ DES ÉLECTIONS**						
3	**CHARGES**	**640.846**		**-958.410**	**-59,9**	**1.599.256**	**46.209,85**
	COUVERTURE en F	**-640.846**		**958.410**		**-1.599.256**	**-46.209,85**
	COUVERTURE en %						
30	CHARGES DE PERSONNEL	32.540		-32.620	-50,1	65.160	
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	608.306		-925.790	-60,3	1.534.096	46.209,85

Récapitulation du département
FINANCES

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
02.00.00.00	**FINANCES**						
3	**CHARGES**	**1.392.350.546**		**353.080.759**	**34,0**	**1.039.269.787**	**1.191.366.418,61**
4	**REVENUS**		**6.035.877.567**	**287.704.567**	**5,0**	**5.748.173.000**	**6.247.525.636,90**
	COUVERTURE en F	**4.643.527.021**		**-65.376.192**		**4.708.903.213**	**5.056.159.218,29**
	COUVERTURE en %	**433,50%**			**-119,6**	**553,10%**	**524,40%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	135.630.324		-10.698.579	-7,3	146.328.903	147.302.493,98
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	14.004.747		-2.355.668	-14,4	16.360.415	16.146.976,76
32	INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS	353.473.421		6.209.655	1,8	347.263.766	366.343.228,11
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	254.448.455		134.341.073	111,9	120.107.382	319.144.722,63
34	PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION	490.409.733		279.458.233	132,5	210.951.500	207.695.620,38
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	118.611.000		-53.508.000	-31,1	172.119.000	104.772.948,87
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	-15.526.100		-16.491.700	NS	965.600	1.311.943,20
39	IMPUTATIONS INTERNES	41.298.966		16.125.745	64,1	25.173.221	28.648.484,68
40	IMPÔTS		5.082.020.000	304.594.000	6,4	4.777.426.000	5.077.935.120,97
41	PATENTES ET CONCESSIONS		200.000	-476.000	-70,4	676.000	623.026,60
42	REVENUS DES BIENS		61.264.801	-17.420.682	-22,1	78.685.483	164.620.805,79
43	RECETTES DIVERSES		248.611.500	-90.783.027	-26,7	339.394.527	386.827.543,82
44	PARTS À DES RECETTES SANS AFFECTATION		466.498.049	71.531.754	18,1	394.966.295	448.008.607,38
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		57.713.000	9.335.000	19,3	48.378.000	58.264.842,69
46	SUBVENTIONS ACQUISES		9.541.300	9.161.300	NS	380.000	329.194,00
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX						72.878,10
49	IMPUTATIONS INTERNES		110.028.917	1.762.222	1,6	108.266.695	110.843.617,55

2. FINANCES

2.1. Considérations générales

Le département des finances a maintenu, dans le cadre du projet de budget 2008, ses efforts débutés en 2006 afin non seulement d'atteindre les objectifs généraux qui étaient fixés, mais également d'achever sa réorganisation générale. Comme en 2007, la réalisation du PB08 tient compte de 3 axes spécifiques :

1. La limitation des charges de fonctionnement
2. La stabilisation des intérêts de la dette
3. L'amélioration de la perception des impôts.

Par ailleurs, nombre de réorganisations sont en cours d'achèvement et font l'objet d'un chapitre spécifique.

Mesures d'économies (hors effets IPSAS et RPT)

Sous l'angle des charges courantes, le DF maintient les efforts d'économie en suivant une tendance encore une fois à la baisse. Ainsi, le PB 08 est inférieur d'environ 1 mio au budget prévu en 2007 sans tenir compte des charges résultant de la RPT. Un accent croissant est porté sur la limitation des mandats de tiers (internalisation progressive des prestations) et une meilleure maîtrise des charges de personnel. Les variations prévues sont les suivantes :

- Rubrique 30 (charges de personnel) : augmentation de 1.6 mios (compte tenu des augmentations d'effectifs dues à la centralisation de la fonction finances et de l'office payeur unique notamment. A périmètre constant, la rubrique 30 est en baisse)
- Rubrique 31 (dépenses générales) : réduction de 2.3 mios
- Rubrique 32 (intérêts passifs) : augmentation de 6.2 mios (augmentation prévisible des taux d'intérêt annoncée dans le PFQ).

Comme en 2007, le projet de budget 2008 traduit la volonté de recherche d'efficience et d'une meilleure utilisation des moyens alloués. Le plan de mesures du Conseil d'Etat fait partie intégrante des solutions d'efficience apportées.

Effets IPSAS et RPT

Le projet de budget présenté tient compte des effets IPSAS et RPT. Cependant, le détail ci-dessous montre les effets spécifiques sur l'ensemble des charges du DF précisant que sous chaque centre de responsabilité publié, un commentaire est spécifiquement ajouté.

- Rubrique 3 (Charges) : augmentation de 335 mios - effet RPT
- Rubrique 30 (Charges de personnel) : réduction de 10.7 mios, intégrant une diminution de la charge relative au pont AVS -PLEND à hauteur de 12.3 mios - effet IPSAS
- Rubriques 31 et 32 : pas d'effet IPSAS significatifs à signaler
- Rubrique 33 (Amortissements et provisions) : augmentation de la dotation aux provisions pour risques et charges sur caisses de pensions pour 22.4 mios compensée en partie par une utilisation de la provision à hauteur de 18.8 mios.

Effectifs

La dotation en effectif inscrite permet de maintenir la tendance à la baisse (à périmètre constant) amorcée depuis 2006. Globalement, les effectifs passeront à 767.65 postes au PB 2008, cette augmentation s'expliquant notamment par les effets de la centralisation de la fonction finances ou

encore la création de l'office payeur unique. A périmètre constant depuis 2005, le DF voit ses effectifs se réduire de 33.45 postes, soit une baisse de 4,6 %, proche des 5 % annoncés sur la législature. Un tableau de synthèse est présenté ci-après.

Refonte des centres de responsabilités

En marge du projet organisationnel en cours au sein du DF, une refonte complète de la structure comptable de présentation des directions du département (CR) est proposée au PB08. Le but de cette démarche est non seulement d'intégrer "comptablement" les modifications structurelles du DF, mais également de rendre plus simple et plus lisible la présentation du budget ou des comptes pour le futur. Cette opération a rendu nécessaire la création de CRs "d'historique" lesquels permettent de garder la traçabilité des opérations permettant ainsi la comparaison des données entre elles dans le temps. Les modifications apportées sont les suivantes :

2007	Libellé	2008	Libellé
(ancien CR)		*(nouveau CR)*	
02.01.02.00	SG	02.21.00.00	SG
02.01.08.00	Expédition et courrier		
02.11.00.00	USI		
02.02.00.00	AFE	02.22.00.00	DGFE
02.03.01.00	Dette		
02.03.02.00	TG		
02.07.00.00	CCA		
02.09.41.00	Caisse centralisée		
02.03.03.00	Fond val avances		Opérations fond val
02.03.05.00	Fond val pertes	02.23.00.00	
02.04.00.00	Impôts	02.24.00.00	AFC / IMPOT
02.08.00.00	AFC (services)		
02.03.06.00	Centre de recouvrement ctx		
02.05.00.00	OPE	02.25.00.00	OPE
02.06.00.00	OPE (services)		
02.09.45.00	SIRH		
02.10.00.00	OCSTAT	02.26.00.00	OCSTAT
02.09.01.00	CEPP	02.29.01.00	CEPP
02.09.10.00	ICF	02.29.02.00	ICF
02.09.11.00	SSF	02.29.03.00	SSF
			CRs HISTORIQUES
02.01.03.00	CAFETERIA	02.29.99.10	CAFETERIA
02.01.06.00	DBPF	02.29.99.20	DBPF
02.09.20.00	Swisslotto	02.29.99.30	Swisslotto
02.09.40.00	CFI	02.29.99.40	CFI
02.09.42.00	Ge-Pilote	02.29.99.50	Ge-Pilote

L'incidence de cette restructuration rend quasi inopérante la colonne "Comptes 2006 " en matière de dotation en effectif. En effet, la comparaison entre les années n'intègre pas un périmètre identique.

Cette remarque est également valable pour le budget 2007; un tableau récapitulatif des données 2007 est fourni en en-tête de l'exposé des motifs pour chaque centre de responsabilité.

Concernant le personnel, seul le tableau de suivi des postes budgétés présenté ci-dessous permet de suivre année après année l'évolution des effectifs à périmètre constant.

Évolution des effectifs

CR 2008	Libellé des CR	Comptes 2005 (effectif)	B 2006 (effectif)	B 2007 (effectif)	PB2008 (effectif) périmètre constant 2005	PB2008 (effectif) nouveau périmètre
02.21.00.00	SG	38.94	12.75	21.3	51.5	51.5
	Expédition et courrier	19.2	20	10.4	0	
	OSI	14.3	23.5	0	0	
	OSIL	0	0	15.2	0	
02.22.00.00	DGFE	40.25	45.54	48.84	75.7	82
	CCA	34.86	35.86	30.06	0	
02.24.00.00	ADM. FISCALE AFC	485.35	489.35	493.55	488.8	490.3
02.25.00.00	OPE	70.25	70.25	68.45	65.8	80.7
	SIRH	4	4.5	4.5	4	
02.29.01.00	CEPP	1	1	1	0	0
02.29.02.00	ICF	27	26.9	26.9	26.9	26.9
02.29.03.00	SSF	7.5	8	7.8	7.4	7.4
02.29.99.10	Caféteria	4	4	3.5	0	
02.29.99.20	DBPF	6.9	6.7	0	0	
02.29.99.30	SWISSLOTTO	0	0	0	0	
02.29.99.40	Projet "CFI"	0	0	0	0	
02.29.99.50	GE-Pilote	0	4.75	0	0	
Sous-total périmètre constant 2005		753.55	753.1	731.5	720.1	-
	SPPE	8.2	0	0	0	-
	OPE - Paie DIP	0	0	8.9	8.9	sous OPE
	OPE - SI	0	0	0	2	sous OPE
	DGFE - CGE	0	0	0	6.3	sous DGFE
	AFC - TM	0	0	0	1.5	sous AFC
02.26.00.00	OCSTAT	0	30.65	29.45	28.85	28.85
	Totaux DF	761.75	783.75	760.95	767.65	767.65

N.B. la ligne "sous-total" permet de suivre la tendance à la baisse du DF sur son effectif à périmètre constant. Les services détaillés au-dessous de cette ligne permettent, par la comptabilisation des postes alloués, d'atteindre la dotation finale correspondant au budget précédemment voté ou au projet annoncé.

2.2. Objectifs généraux

En 2008, le DF maintiendra ses efforts visant à la concrétisation des projets stratégiques transversaux essentiels dans le cadre des réformes de l'Etat de Genève ou la poursuite du développement de certains autres en se devant toutefois de tenir compte de l'effort sur les

investissements souhaités par le Conseil d'Etat (- 1'479'586 F), soit une diminution de plus de 30% sur la dotation en investissement initialement annoncée.

Les objectifs généraux se déclinent de la manière suivante :

- Le développement du système de contrôle interne départemental
- Le processus d'établissement du plan financier quadriennal
- L'activation de la seconde étape de la centralisation de la fonction finances
- La préparation d'un budget par prestations (transition progressive en 2009)
- L'application de la nouvelle politique des RH et le développement de l'outil SIRH
- L'aboutissement des réformes structurelles (standardisation des organigrammes, refonte des emplois de référence,…).
- La mise en œuvre de la RPT et application des normes IPSAS
- La fin de déploiement pour le projet "Caisse centralisée".

2.3. Objectifs organisationnels et de ressources humaines

Les nombreux objectifs susmentionnés impliquent une consolidation de l'axe organisationnel du DF. Depuis une année, le département a poursuivi ses efforts de mise en cohérence de son organigramme. La refonte des centres de responsabilité traduit cette nouvelle organisation la rendant plus simple et plus compréhensible.

Le sens de l'action et l'adéquation des ressources ont été fortement privilégiés de sorte que désormais les grandes directions générales sont au nombre de 3 (AFC, DGFE et OPE). L'OCSTAT, pour sa part, apporte, par le biais de ses outils et données statistiques une meilleure perspective d'ensemble de l'environnement socio-économique dans lequel l'Etat évolue.

Cette modification structurelle est également fortement imprégnée de la volonté de standardisation des organigrammes et de refonte des emplois de référence.

En ce sens, 2008 est à considérer comme une phase de consolidation des grandes réformes opérées.

02.21.00.00 SECRETARIAT GENERAL

Ce centre de responsabilité regroupe les centres publiés précédemment sous Secrétariat général, Expédition-courrier et Unité des systèmes d'information.

Regroupement des CRs / budget 2007		Budget 2007 - anciens CRs				Budget 2007 - nouveau CR restructuré	PB 2008 - nouveau CR restructuré
Nature	Description	02.01.02.00 Sec. Gén.	02.01.08.00 Exp. & Courrier	02.11.00.00 USI	Total	02.21.00.00 Secrétariat Général	02.21.00.00 Secrétariat Général
30	Charges de Personnel	1728523	1'115'510	3'526'050	**6'370'083**	**6'370'083**	**5'213'794**
31	Dépenses Générales	5'791'127	87'285	2'758'118	**8'636'530**	**8'636'530**	**8'254'918**
32	Intérêts passifs et frais d'emprunts				**-**		
33	Amortissements, provisions, irrécouvrables	309'000	241'781	4'817'000	**5'367'781**	**5'367'781**	**95'871'347**
34	Parts et contributions sans affectation				**-**		
35	Dédommagements à des collectivités publiques				**-**		
36	Subventions accordées	608'600			**608'600**	**608'600**	**-16'391'400**
37	Subventions redistribuées				**-**		
38	Attributions aux financements spéciaux				**-**		
39	Imputations internes	520'200	99'250	946'200	**1'565'650**	**1'565'650**	**2'741'828**
					-		
40	Impôts				**-**		
41	Patentes et concessions				**-**		
42	Revenus des biens	108'000			**108'000**	**108'000**	**108'000**
43	Recettes diverses	588'000		18'000	**606'000**	**606'000**	**589'000**
44	Parts à des recettes sans affectation				**-**		
45	Dédommagements de collectivités publiques				**-**		
46	Subventions acquises				**-**		
47	Subventions à redistribuer				**-**		
48	Prélèvements sur les financements spéciaux				**-**		
49	Imputations internes	124'900	20'800	27'200	**172'900**	**172'900**	**8'923**

Mission

Unité d'état-major du département, le Secrétariat général fait en sorte que les choix et priorités fixés par le conseiller d'Etat en charge du département soient traduits en actes concrets; il assure le lien permanent et la coordination entre le niveau stratégique et politique et les directions opérationnelles du département. Il prépare les dossiers traités par le Conseil d'Etat et suit ceux du Grand Conseil qui se rapportent au département. Il gère l'information et la communication interne et externe, veille à la mise en place et à la maintenance des systèmes de contrôle interne et de gestion du département ainsi que des entités transversales. Le service des ressources humaines et le service financier du département ainsi que l'Unité des systèmes d'information et le service logistique, lui sont rattachés.

Objectifs 2008 / Priorités

- Adapter l'organisation générale et les dénominations de fonction aux organigrammes standardisés; en optimiser les flux de fonctionnement.
- Veiller au respect des objectifs du Conseil d'Etat en matière de redressement des finances publiques et d'application des mesures d'efficience.
- Assurer la coordination et la supervision des différents projets impliquant des systèmes d'information au sein du DF.
- Renforcer le système de contrôle interne en réactualisation notamment les directives de gestion départementales.
- Garantir la mise en place de la politique souhaitée par le chef de département en exerçant la surveillance nécessaire, et, au besoin, en accompagnant le processus décisionnel des directions générales.

Perspectives 2009

Maintenir les efforts d'économies de moyens afin de respecter les engagements pris par le Conseil d'Etat.

Budget du service

30 Charges de personnel

301 Traitements du personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	4'387'634	- 973'856	5'361.490	N.S
Effectifs	51.5	Voir N.B. sous tableau de gestion des effectifs (point 2.1. - Considérations générales)		

L'augmentation des postes est en partie due à la centralisation de différents types d'activités au sein du SG (service du courrier et logistique notamment). Le but des nouvelles affectations consiste à appliquer une mesure de restructuration progressive des métiers de la logistique afin, qu'au final, la dotation en effectif du Secrétariat général soit comparable à une dotation d'état-major. Les effectifs supplémentaires ont été essentiellement regroupés sous la DAO (direction administrative et organisationnelle).

Trois sous-CR sont dorénavant identifiés sous le secrétariat général, l'un pour le SG à proprement parler, les autres pour la Direction administrative et organisationnelle et l'Unité des systèmes d'information.

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	8'254'918	-381'612	8'636’530	8'327'589

318 Honoraires, prestations de service de tiers

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	7'927'732	+ 1'564'162	6'363'570	7'702'773

L'augmentation sur la nature 318 de 1.5 mios mentionnée ci-dessus a pour origine le transfert de budget de la nature 316 utilisée les années précédentes pour des travaux d'expertises à hauteur de 1.8 mios environ. Au final, c'est donc une réduction d'environ 200'000 F si l'on analyse les 2 positions spécifiques.

369 Subventions remboursées

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	-17'000'000	ND		

Il s'agit de subventions prises en charge par le FEC (Fonds d'équipement communal)

Eléments budgétaires particuliers

Le centre de responsabilité du Secrétariat général est utilisé notamment pour regrouper les incidences des impacts IPSAS d'amortissements sur les investissements de l'ensemble de l'Etat de Genève, rubrique 33. En pratique, ce montant devrait faire l'objet d'une répartition départementale pour un meilleur suivi.

- Impacts IPSAS : amortissements - Impact global Etat (91 mios),
- Impacts RPT : néant
- Impacts transferts d'actifs : néant.

02.22.00.00 DIRECTION GENERALE DES FINANCES DE L'ETAT - DGFE

Ce centre de responsabilité regroupe les centres publiés précédemment sous AFE, CCA, gestion de la dette, trésorerie et caisse centralisée.

Regroupement des CRs / budget 2007		Budget 2007 - anciens CRs						Budget 2007 - nouveau CR restructuré	PB 2008 - nouveau CR restructuré
Nature	Description	02.02.02.00 AFE	02.03.01.00 Gestion de la Dette	02.07.00.00 CCA	02.09.41.00 Caisse Centralisée	02.03.02.00 TG	Total	02.22.00.00 DGFE	02.22.00.00 DGFE
30	Charges de Personnel	5'788'150		3'488'750	616'210		**9'893'110**	**9'893'110**	**11'888'621**
31	Dépenses Générales	192'373	620'829	99'866		807'000	**1'720'068**	**1'720'068**	**1'519'157**
32	Intérêts passifs et frais d'emprunts		338'843'766			1'220'000	**340'063'766**	**340'063'766**	**348'273'421**
33	Amortissements, provisions, irrécouvrables			12'000		5'000	**17'000**	**17'000**	**69'000**
34	Parts et contributions sans affectation						**-**		**336'222'173**
35	Dédommagements à des collectivités publiques						**-**		
36	Subventions accordées						**-**		**862'300**
37	Subventions redistribuées						**-**		
38	Attributions aux financements spéciaux						**-**		
39	Imputations internes	1'116'800		990'250		380'000	**2'487'050**	**2'487'050**	**3'699'325**
							-		
40	Impôts						**-**		
41	Patentes et concessions					200'000	**200'000**	**200'000**	**200'000**
42	Revenus des biens			5'000		50'602'483	**50'607'483**	**50'607'483**	**32'569'337**
43	Recettes diverses	2'500				1'000	**3'500**	**3'500**	**1'000**
44	Parts à des recettes sans affectation					64'934'000	**64'934'000**	**64'934'000**	**189'698'049**
45	Dédommagements de collectivités publiques						**-**		
46	Subventions acquises						**-**		**9'161'300**
47	Subventions à redistribuer						**-**		
48	Prélèvements sur les financements spéciaux						**-**		
49	Imputations internes	292'100	106'719'745	260'200			**107'272'045**	**107'272'045**	**109'977'874**

Mission

- Développer et mettre en œuvre la politique budgétaire, comptable et financière du Conseil d'Etat;
- Elaborer le plan financier quadriennal, conduire le processus menant au vote du budget de l'Etat et assurer le bouclement annuel des comptes d'Etat;
- Assurer les obligations financières de l'Etat ainsi que ses financements à court, moyen et long termes; gérer le portefeuille de la dette de l'Etat en minimisant les coûts et les risques; veiller à ce qu'il y ait en permanence et en flux tendus les liquidités nécessaires à la réalisation des prestations, notamment par la mise en œuvre de la caisse centralisée au sein du petit et grand Etat;
- Assurer le suivi administratif, comptable et financier des demandes d'avances et de paiement des pertes de la Fondation de valorisation;
- Elaborer la politique d'achat de l'Etat en matière de fournitures et de services et approvisionner l'administration et certaines entités publiques ou privées subventionnées dans son domaine de compétence.

Prestations publiques ou de moyens fournis

- Tenir la comptabilité publique, assurer le vote du budget, dresser et arrêter les comptes de bilan, de fonctionnement et d'investissement de l'Etat, avec la description de ses patrimoines administratif et financier, de ses dettes et de ses créances;
- Optimiser la gestion des ressources et des emplois financiers de l'Etat dans le cadre de l'équilibre et de l'unité de trésorerie; contrôler la régularité et l'efficacité des opérations financières au sein de l'administration centrale et des entités concernées;
- Gérer le dossier Fondation de valorisation en application de la loi et au mieux des intérêts de l'Etat;
- Assurer l'expertise et le conseil en matière d'analyse financière, d'établissement de règles comptables et d'analyse économique;
- Encaisser et rembourser certains impôts, vendre les médailles pour chiens, vendre du papier timbré et les timbres fiscaux, agir en caisse des consignations;
- Centraliser les besoins de l'Etat et l'acquisition de fournitures et services dans le cadre d'une politique d'achat commune, rationnelle, efficace, économique, écologique et respectueuse de la réglementation des marchés publics.

Contribution aux prestations publiques suivantes fournies par d'autres CR :

- Encaisser et rembourser certains impôts;
- Payer les salaires, avances, allocations et subventions.

Prestations publiques pouvant faire l'objet de la facturation d'un émolument conformément à l'art. 9 de la LGAF :

- N/a

Objectifs 2008 / Priorités

- Poursuivre la centralisation de la fonction finances de l'Etat au sein de la DGFE et l'harmonisation des pratiques comptables au sein de l'administration;
- Contenir le taux moyen de la dette;
- Finaliser l'optimisation de la gestion des liquidités (encaissements et décaissements) ainsi que la centralisation des flux de liquidités.
- Elaborer un prototype de budget par prestation;
- Poursuivre les transferts d'actifs de l'Etat aux entités concernées;
- Mettre en œuvre les normes IPSAS et fournir un appui opérationnel aux départements; poursuivre la participation intensive aux développements proposés aux niveaux intercantonal et fédéral en matière de réforme du plan comptable des collectivités publiques suisses;
- Intégrer les effets de la RPT dans le budget de l'Etat de Genève et en suivre l'évolution au plan fédéral.

Perspectives 2009

- Stabiliser la dette au niveau moyen de l'année 2006; (continuer de minimiser le coût de la dette existante et optimiser la gestion des risques de taux d'intérêt et de liquidités);
- Consolider les objectifs 2008 de la trésorerie (élargissement de leur périmètre d'application et traitement électronique des informations liées aux flux de liquidités);
- Intégrer toutes les entités concernées dans le dispositif de la caisse centralisée;
- Analyser le niveau de service de la CCA et poursuivre l'amélioration des prestations.

Budget du service

30 Charges de personnel

301 Traitements du personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	9'958’471	+ 1’663’451	8’295’020	7'627’920
Effectifs	82	Voir N.B. sous tableau de gestion des effectifs (point 2.1. - Considérations générales)		

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	1'519’157	-200’911	1'720’068	1'518’778

La réduction des dépenses générales s’explique notamment par la réduction des prestations de mandats externes.

De nouvelles charges générales sont budgétées pour les nouveaux collaborateurs issus de la centralisation finances.

Dans le cadre des dossiers de successions en déshérence assignés au DF dès 2007, des frais d’avocats sont budgétés ainsi que des recettes correspondantes pour 4 mios, dévolues par la loi à la diminution de la dette publique.

32 Intérêts passifs et frais d’emprunts

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	348'273’421	+ 8'209’655	340'063’766	357'464’495

L’augmentation des intérêts passifs s’explique par l’augmentation des taux d’intérêts, ce malgré une dette moyenne en baisse par rapport à 2007.

42 Revenu des biens

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	32'569’337	-18'038'146	50'607’483	136'246’265

La redevance exceptionnelle prélevée sur les recettes des SIG prenant fin, la nature 42 diminue de plus de 18 mios. A relever toutefois que les comptes 2006 (136'246'265) s'expliquent par les plus values comptabilisées sur les titres de la BCGe ainsi que la revalorisation du capital de dotation lié aux travaux de construction de la Halle 7.

Eléments budgétaires particuliers

- Impacts IPSAS : produit différé de subvention d'investissement pour 5.1 mios, + 13 mios au titre des intérêts de la dette (492)
- Impacts RPT : le Centre de responsabilité de la DFGE enregistre les effets de la RPT : charges de péréquation de ressources et compensation des cas de rigueur (336 mios) et recettes liées au volet socio-démographique (pauvreté, vieillesse, intégration des étrangers et villes centres (100 mios)) ainsi que l'augmentation de la part cantonale au bénéfice de la BNS (+ 24 mios)
- Impacts transferts d'actifs : - 18 mios sur la nature 32.

02.23.00.00 OPERATION FONDATION DE VALORISATION ACTIFS BCGe (Avances et Pertes)

Regroupement des CRs / budget 2007		Budget 2007 - anciens CRs				Budget 2007 - nouveau CR restructuré	PB 2008 - nouveau CR restructuré
Nature	Description	02.03.03.00 Fond. Val. Avances	02.03.05.00 Fond. Val. Pertes	Total		02.23.00.00 Fondation de Valorisation	02.23.00.00 Fondation de Valorisation
30	Charges de Personnel			-			
31	Dépenses Générales			-			
32	Intérêts passifs et frais d'emprunts			-			
33	Amortissements, provisions, irrécouvrables			-			**4'192'000**
34	Parts et contributions sans affectation			-			
35	Dédommagements à des collectivités publiques		172'000'000	**172'000'000**		**172'000'000**	**118'611'000**
36	Subventions accordées			-			**3'000**
37	Subventions redistribuées			-			
38	Attributions aux financements spéciaux			-			
39	Imputations internes			-			
				-			
40	Impôts			-			
41	Patentes et concessions			-			
42	Revenus des biens			-			**3'000**
43	Recettes diverses		257'000'000	**257'000'000**		**257'000'000**	**142'000'000**
44	Parts à des recettes sans affectation			-			
45	Dédommagements de collectivités publiques			-			
46	Subventions acquises			-			
47	Subventions à redistribuer			-			
48	Prélèvements sur les financements spéciaux			-			
49	Imputations internes			-			

Avances activées

Mission

Assurer le suivi administratif, comptable et financier des demandes d'avances et de paiement de pertes de la Fondation, conformément aux dispositions de la loi 8194 sur la Fondation et du règlement financier tripartite.

35 Dédommagements à des collectivités publiques

353 Propres établissements

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	118'611'000	-53'389'000	172'000'000	104'133'938

Les pertes sur créances suite aux reprises de biens immobiliers effectuées par la Fondation et aux ventes réalisées à des tiers s'élèvent à 90 mios.

L'Etat va passer sur son résultat annuel dès 2008 les charges de fonctionnement de la Fondation de Valorisation précédemment activées (ex-Avances) pour un montant de 28.6 mios.

43 Recettes diverses

436
439 Dédommagements de tiers et dissolution de provisions pour dépréciations

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	142'000'000	-115'000'000	257'000'000	208'812'440

Les gains sur revente d'immeubles et dissolution-utilisation de la provision sur réalisation des actifs BCGe s'élèvent à 135 mios.

Les remboursements effectués par la BCGe à l'Etat sont inscrits sur une nature 436 "remboursements BCGe des charges de fonctionnement" pour 7 mios.

Eléments budgétaires particuliers

- Impacts IPSAS : actualisation de la provision pour risques sur avances pour 4.1Mios.
- Impacts RPT : néant
- Impacts transferts d'actifs : néant

02.24.00.00 ADMINISTRATION FISCALE - AFC

Ce CR regroupe les charges de l'administration fiscale, les revenus liés aux impôts et recettes fiscales ainsi que celles prévues dans le cadre du centre de recouvrement contentieux de l'Etat.

Regroupement des CRs / budget 2007		Budget 2007 - anciens CRs				Budget 2007 - nouveau CR restructuré	PB 2008 - nouveau CR restructuré
Nature	Description	02.04.00.00 Impôts	02.03.06.00 Recouvrement	02.08.00.00 AFC	Total	02.24.00.00 AFC	02.24.00.00 AFC
30	Charges de Personnel			54'663'960	**54'663'960**	**54'663'960**	**55'269'778**
31	Dépenses Générales			2'751'034	**2'751'034**	**2'751'034**	**1'981'878**
32	Intérêts passifs et frais d'emprunts	7'200'000			**7'200'000**	**7'200'000**	**5'200'000**
33	Amortissements, provisions, irrécouvrables	110'000'000		3'554'601	**113'554'601**	**113'554'601**	**130'067'108**
34	Parts et contributions sans affectation	210'951'500			**210'951'500**	**210'951'500**	**154'187'560**
35	Dédommagements à des collectivités publiques				**-**		
36	Subventions accordées				**-**		
37	Subventions redistribuées				**-**		
38	Attributions aux financements spéciaux				**-**		
39	Imputations internes	14'331'171		4'739'700	**19'070'871**	**19'070'871**	**30'021'441**
					-		
40	Impôts	4'777'426'000			**4'777'426'000**	**4'777'426'000**	**5'082'020'000**
41	Patentes et concessions				**-**		
42	Revenus des biens	25'510'000	2'460'000		**27'970'000**	**27'970'000**	**28'584'464**
43	Recettes diverses	72'235'000		7'000	**72'242'000**	**72'242'000**	**80'205'000**
44	Parts à des recettes sans affectation	328'332'295		1'700'000	**330'032'295**	**330'032'295**	**276'800'000**
45	Dédommagements de collectivités publiques	48'360'000			**48'360'000**	**48'360'000**	**57'695'000**
46	Subventions acquises				**-**		
47	Subventions à redistribuer				**-**		
48	Prélèvements sur les financements spéciaux				**-**		
49	Imputations internes			347'950	**347'950**	**347'950**	**7'701**

Mission

L'AFC est chargée, sur la base des règles de droit fiscal fédéral et cantonal, de procéder à la taxation des impôts périodiques et ponctuels; elle restitue l'impôt anticipé suisse, impute les impôts à la source étrangers et préavise les demandes d'exonération ou d'octroi d'allégements fiscaux. D'autre part, l'AFC perçoit les créances fiscales pour le compte de l'Etat, des communes, de la Confédération ou des Églises officielles, y compris l'impôt à la source, applique la législation et la réglementation en matière fiscale en assistant le Conseil d'Etat dans ses réflexions, par la mise à disposition de son expertise et la fourniture des travaux et documents. En complément, on mentionnera la fonction de vérification, de détection et de répression des fraudes, ainsi que celle relative à la tenue du rôle des contribuables. Enfin, l'AFC est chargée d'estimer les recettes fiscales (budget et comptes), de les comptabiliser et d'en assurer le suivi.

Prestations

- Au public: déterminer l'impôt à payer, le percevoir, répondre aux réclamations.
- A des tiers : mettre à disposition des éléments permettant de calculer le RDU (Revenu Déterminant Unique), les cotisations AVS et la taxe militaire pour certaines catégories de contribuables.

Objectifs 2008 / Priorités

- Réorganiser la direction du contrôle. Rendre cette entité plus efficace. Fixer des objectifs et les suivre. Redéfinir la mission du service de la vérification
- Concrétiser un concept général de formation "métier" interne et externe
- Terminer le déploiement du programme R-Per 2 et poursuivre la refonte informatique avec l'intégration de l'impôt à la source (IS) et de l'impôt sur les bénéfices et gains immobiliers (IBGI)
- Améliorer le traitement de la taxation et de la perception de certaines catégories de contribuables, notamment les indépendants
- Activer le processus d'estimation de la valeur fiscale du parc immobilier genevois

Perspectives 2009

- Généraliser la refonte informatique à tous les impôts
- Rationnaliser la taxation des personnes physiques
- Procéder aux estimations de la valeur fiscale du parc immobilier genevois

Budget du service

30 Charges de personnel

301 Traitements du personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	46’293’298	+494’558	45'798'740	43'567’539
Effectifs	490.3	Voir N.B. sous tableau de gestion des effectifs (point 2.1. - Considérations générales)		

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	1'981'878	-769'156	2'751'034	3'071'867

Le déploiement du programme R-Per 2 permet un gain en frais de remboursement de 750'000.-.Ceci résulte de l'application de la mesure 63 du CE "Effectuer les remboursements d'impôts par virements bancaires".

32 Intérêts passifs

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	5'200'000	-2'000'000	7'200'000	8'878'734

Le montant de 5.2 mios peut être revu ultérieurement en fonction de la nouvelle loi sur la perception.

33 Amortissements, irrécouvrables et provisions

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	130'067'108	+16'512'507	113'554'601	282'993'798

338 Provisions

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	65'000'000	+10'000'000	55'000'000	131'648'207

339 Créances irrécouvrables

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	61'600'000	+6'600'000	55'000'000	146'529'180

339.03.09 Imputations forfaitaires non remboursées par la Confédération

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	9'600'000	+6'100'000	3'500'000	1'784'213

34 Parts et contributions sans affectation

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	154'187'560	-56'763'940	210'951'500	207'695'620

346 Compensation en faveur des communes frontalières françaises

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	120'166'727	-51'494'773	171'661'500	159'094'602

La diminution provient de la comptabilisation en net c'est à dire déduction faite de la part des communes à hauteur de 60 mios.

40 Impôts

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	5'082'020'000	+304'594'000	4'777'426'000	5'077'935'121

Selon prévision des économètres (voir exposé spécifique)

43 Recettes diverses

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	80'205'000	+7'963'000	72'242'000	161'725'790

Augmentation du poste "dissolution de provisions" de 55 millions à 65 millions pour les débiteurs douteux, cette augmentation est compensée par une dotation aux provisions équivalente.

44 Part à recettes sans affectation

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	276'800'000	-53'232'295	330'032'295	383'209'266

La diminution enregistrée est principalement due pour 31 mios à la fin du versement du fonds de péréquation (Effet RPT) et pour 60 mios à la comptabilisation en net de la part des communes genevoises à la compensation financière en faveur des communes françaises. La hausse de la part IFD (+ 25 mios) et de la part à l'impôt anticipé vient atténuer les effets de cette diminution.

442 Part à l'impôt anticipé

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	20'200'000	+12'200'000	8'000'000	11'119'083

Voir l'exposé des économètres sous la partie générale de l'Etat.

45 Dédommagements de collectivités publiques

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	57'695'000	+9'335'000	48'360'000	58'264'843

Augmentation de la retenue aux communes pour la perception de l'impôt

Eléments budgétaires particuliers

- Impacts IPSAS : comptabilisation en net de la compensation financière aux communes frontalières (- 60 mios).
- Impacts RPT : annulation du versement du fonds de péréquation (- 31 mios) et majoration de la part à l'impôt anticipé (+ 8.2 mios)
- Impacts transferts d'actifs : néant

02.25.00.00 OFFICE DU PERSONNEL DE L'ETAT - OPE

Ce centre de responsabilité regroupe les centres publiés précédemment sous OPE, personnel de l'Etat et SIRH.

Regroupement des CRs / budget 2007		Budget 2007 - anciens CRs				Budget 2007 - nouveau CR restructuré	PB 2008 - nouveau CR restructuré
Nature	Description	02.05.00.00 Personnel	02.09.45.00 SIRH	02.06.00.00 OPE	Total	02.25.00.00 OPE	02.25.00.00 OPE
30	Charges de Personnel	50'903'200	1'539'950	13'230'770	**65'673'920**	**65'673'920**	**53'789'885**
31	Dépenses Générales	1'038'561	74'776	244'151	**1'357'488**	**1'357'488**	**1'171'293**
32	Intérêts passifs et frais d'emprunts				**-**		
33	Amortissements, provisions, irrécouvrables		1'147'000	21'000	**1'168'000**	**1'168'000**	**24'249'000**
34	Parts et contributions sans affectation				**-**		
35	Dédommagements à des collectivités publiques				**-**		
36	Subventions accordées				**-**		
37	Subventions redistribuées				**-**		
38	Attributions aux financements spéciaux				**-**		
39	Imputations internes		331'500	1'254'650	**1'586'150**	**1'586'150**	**3'921'047**
					-		
40	Impôts				**-**		
41	Patentes et concessions				**-**		
42	Revenus des biens				**-**		
43	Recettes diverses	7'199'000		75'000	**7'274'000**	**7'274'000**	**24'527'000**
44	Parts à des recettes sans affectation				**-**		
45	Dédommagements de collectivités publiques				**-**		
46	Subventions acquises	260'000			**260'000**	**260'000**	**260'000**
47	Subventions à redistribuer				**-**		
48	Prélèvements sur les financements spéciaux				**-**		
49	Imputations internes		23'550	328'550	**352'100**	**352'100**	**30'001**

Mission

L'office du personnel de l'Etat (OPE) a une mission d'autorité, d'expertise et de gestion dans le domaine des ressources humaines pour l'ensemble de l'administration publique genevoise. Il est chargé d'appliquer et de coordonner entre les différents départements la mise en place de la politique de gestion des ressources humaines choisie par le Conseil d'Etat. Les différents services qui composent l'OPE participent à sa mission générale dans leurs champs de compétences.

Prestations

- Gestion administrative RH : garantir le versement des salaires, la gestion de la rémunération et des assurances de l'Etat. Exercer la surveillance des caisses de pensions publiques. Contrôler l'application des principes, des normes et des outils de gestion du personnel.
- Gestion budgétaire RH : élaborer et coordonner le budget du personnel de l'Etat en mettant en place les outils nécessaires au suivi du budget et de la masse salariale.
- Gestion de l'emploi : décrire et évaluer les fonctions de l'administration, suivre et anticiper l'évolution des métiers. Etablir une gestion prévisionnelle des besoins en compétences et en effectifs. Concevoir des outils de gestion de ressources humaines tels que les organigrammes, les cahiers des charges et la rémunération.
- Gestion des compétences : assurer l'évaluation et le développement de compétences, permettre la formation continue de l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs de l'Etat.
- Gestion des risques et de la santé : garantir la mise en place des mesures de santé et sécurité au travail.

Objectifs 2008 / Priorités

- Mettre en œuvre le nouveau système de rémunération, le répertoire des emplois de référence de l'administration genevoise (RepEr) et le nouveau système d'évaluation des fonctions
- Développer les tableaux de bord budgétaire et les indicateurs de pilotage
- Réorganiser l'OPE compte tenu des décisions du Conseil d'Etat concernant les organigrammes standardisés
- Assurer la bonne conduite du projet SIRH et gérer le suivi des postes par le biais de ce système
- Assister le Conseil d'Etat dans la fusion des caisses de retraite
- Mettre en œuvre la formation des cadres Cap manager 2008
- Appliquer les résultats du projet de suivi des absences à toute l'administration.

Perspectives 2009

Consolider la mise en place des nouvelles politiques (rémunération, recrutement, développement, mobilité et formation) et des nouveaux systèmes (RepEr, SIRH).

Budget du service

30 Charges de personnel

300 Autorités, commissions et juges

	Budget 2008	**Variation 2008/2007**	**Budget 2007**	**Comptes 2006**
Total	321'500	321'500	ND	ND

301 Traitements du personnel

	Budget 2008	**Variation 2008/2007**	**Budget 2007**	**Comptes 2006**
Total	12'184'430	+ 39'250	12'145'180	10'800'485
Effectifs	80.7	Voir N.B. sous tableau de gestion des effectifs (point 2.1. - Considérations générales)		

307 Prestations aux retraités

	Budget 2008	**Variation 2008/2007**	**Budget 2007**	**Comptes 2006**
Total	35'221'595	-11'512'605	46'734'200	46'799'459

Cette diminution est due à l'application des normes IPSAS. Voir ci-dessous.

309 Frais de formation

	Budget 2008	**Variation 2008/2007**	**Budget 2007**	**Comptes 2006**
Total	3'900'000	-659'000	4'559'000	3'797'947

Réduction par transfert de 159'000 F afin de couvrir l'augmentation des dépenses des apprentis et des stagiaires ainsi que des efforts d'économies complémentaires sur la formation à hauteur de 500'000 F.

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	1'171'293	-186'195	1'357'488	898'434

Diminution du budget des dépenses impactant principalement la 310 Fournitures générales et la 318 Prestations à des tiers.

Eléments budgétaires particuliers

Les normes IPSAS ont été appliquées au budget 2008 pour les rubriques suivantes :

- PLEND, les réévaluations des fonctions collectives et individuelles, la caisse de police, des magistrats, des Conseillers d'Etat, des pensionnés de l'Etat et les retraités de la police. Les mêmes normes ont été appliquées sur les vacances et les heures supplémentaires. L'application de ces normes pour la première fois pose quelques difficultés. La méthode sera affinée lors de l'exercice 2009.
- Impacts IPSAS : dotation aux provisions pour 22.4 mios et dissolution à hauteur de 18.8 mios pour l'ensemble des dossiers précités hors PLEND. Pour ce dernier, il s'agit d'une diminution de l'engagement total de l'Etat, ce qui implique une réduction de charge sur la rubrique 307 correspondante en 2008 à hauteur de 10.6 mios.
- Impacts RPT : néant
- Impacts transferts d'actifs : néant

02.26.00.00 OFFICE CANTONAL DE LA STATISTIQUE - OCSTAT

Mission

L'Office cantonal de la statistique (OCSTAT) a pour mission principale la gestion de la fonction statistique cantonale. Il réalise les principales enquêtes statistiques dans le canton, gère, stocke et documente les informations statistiques cantonales et en assure la diffusion; il entretient les relations nécessaires aux niveaux fédéral et régional. D'autre part, l'OCSTAT remplit une fonction transversale en relation avec tous les départements de l'Etat et avec les communes. Son activité est fortement imbriquée avec celle de l'Office fédéral de la statistique.

Prestations

- Les prestations de l'OCSTAT constituent, globalement, l'une des prestations de pilotage de l'Etat.
- L'OCSTAT diffuse par Internet l'ensemble des résultats statistiques dont il dispose. Il édite des publications - essentiellement analytiques ou de référence - vendues par abonnement ou au numéro. Les réponses à des demandes d'information, la fourniture d'ensembles de données importants sur support informatique, les conseils - lorsqu'ils représentent une charge de travail de plus d'une heure - sont facturés.

Objectifs 2008 / Priorités

- Mettre en exploitation le nouveau fichier des bâtiments et le fichier des logements.
- Mettre à disposition les premiers résultats de la statistique de l'aide sociale (SOSTAT) pour le canton de Genève.
- Participer à la mise en place de la Loi sur l'harmonisation des registres (LHR) dans le canton de Genève, notamment à la mise en relation des habitants et des logements.
- Préparer la réalisation du RFE (Recensement fédéral des entreprises) 2008, notamment pour l'Administration publique.
- Procéder à la régionalisation de l'enquête suisse sur la structure des salaires (LSE) 2008, pour le canton de Genève.
- Dans le cadre de l'Observatoire statistique transfrontalier, mettre à disposition des projections démographiques transfrontalières, portant notamment sur l'agglomération franco-valdo-genevoise.

Perspectives 2009

Les perspectives 2008 s'inscrivent dans le cadre des orientations de législature. Plusieurs d'entre elles sont en continuité avec les priorités définies pour 2007.

Budget du service

30 Charges de personnel

301 Traitements du personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	3'417'818	-44'672	3'462'490	3'337'202
Effectifs	28.85	-0.60	29.45	30.65

L'effectif de l'OCSTAT diminue de 0.6 poste en raison de la rationalisation de tâches et du recours à de nouveaux fichiers informatiques (diminution des tâches de saisie).

301.003 Traitement du personnel surnuméraire

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	200'000	-52'540	252'540	46'201

L'externalisation de l'enquête annuelle sur les logements vides a permis de diminuer de 35'000 F la dotation en personnel auxiliaire. Le solde de la diminution correspond aux efforts de rationalisation de l'Office.

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	706'908	- 623	707'531	544'269

Réduction du budget général de la nature 31 en dépit de l'augmentation de 41'592 F des frais de régionalisation d'enquêtes statistiques (31809310), certaines d'entres elles étant à périodicité variable. Nouvelle baisse sensible des frais d'affranchissement.

43 Recettes diverses

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	89'500	-11'000	100'500	198'990

Diminution des recettes de ventes de publications en relation avec la suppression de publications "papier".

02.29.01.00 COMMISSION EXTERNE D'EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES (CEPP)

Mission

Organisme indépendant rattaché administrativement au DF, la commission d'évaluation est chargée de seconder le Conseil d'Etat, la commission de contrôle de gestion et la commission des finances du Grand Conseil dans leurs tâches d'évaluation des politiques de l'Etat et des services publics, des entités dépendant de l'Etat et des entités subventionnées (art.27 et 28 de la Loi sur la surveillance de la gestion administrative et financière et l'évaluation des politiques publiques, D 1 10). La commission agit sur mandat des autorités politiques. Elle peut également prendre elle-même l'initiative d'évaluer une loi ou une politique publique (autosaisie).

Prestations

Prestations publiques ou de moyens fournis :

- Concevoir et réaliser des évaluations, ayant pour but la mise en évidence des effets et de la pertinence des politiques publiques
- Faire des recommandations pour améliorer la pertinence et l'efficacité des politiques publiques, en aidant, notamment, à la décision pour le Conseil d'Etat et le Grand Conseil dans la mise en œuvre des politiques publiques et les révisions législatives;
- Publier des rapports d'évaluation.
- Diffuser des résultats d'évaluation; envoyer des rapports à la presse et aux personnes intéressées; les proposer à disposition du public sur le site Internet www.geneve.ch/cepp; présenter les résultats aux commissions du Grand Conseil, au Conseil d'Etat et aux entités administratives concernées ou intéressées.
- Aider à la formation s'agissant de la méthode évaluative appliquée par la CEPP.

Objectifs 2008 / Priorités

- Réaliser l'évaluation de la réglementation du marché du travail (deuxième phase).
- Réaliser trois autres projets d'évaluation (en cours de définition).

Budget du service

30 Charges de personnel

300 Autorités, commissions et juges

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	190'380	-60	190'440	149'260

Jetons de présence. Les 16 membres de la commission d'évaluation sont indemnisés pour des séances plénières, des séances de sous-commissions et des missions individuelles (analyse de résultats, réalisation et compte-rendu d'entretiens, synthèse, rédaction, etc.).

301 Traitements du personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	256'125	+525	255'600	258'698

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	220'507	+904	219'603	151'339

02.29.02.00 INSPECTION CANTONALE DES FINANCES - ICF

Mission

Organisme indépendant rattaché administrativement au DF, l'inspection cantonale des finances assure la surveillance de la gestion administrative et financière de l'Etat. A ce titre, sa mission est de procéder aux contrôles prévus par la loi, notamment auprès des départements, de la Chancellerie et de leurs services, auprès du service du Grand Conseil, auprès des services centraux et des greffes du Pouvoir judiciaire, auprès des institutions cantonales de droit public, auprès des institutions privées dans lesquelles l'Etat possède une participation financière majoritaire ou une représentation majoritaire au sein des organes supérieurs de l'institution, auprès de tout organisme privé bénéficiant d'une subvention de l'Etat.

Prestations

Prestations publiques ou de moyens fournis :

- Réaliser les audits financiers
- Réaliser les audits de gestion
- Réaliser les audits informatique
- Réaliser les audits de fraude

Objectifs 2008 / Priorités

- Répondre dans une démarche proactive aux attentes du parlement et du gouvernement en leur apportant une aide efficace dans leurs tâches de gestion et de haute surveillance de l'Etat. (art. 4 et 5 LSGAF)
- Assurer que ces derniers reçoivent, via les audits, les informations utiles et nécessaires à la maîtrise des risques de l'Etat.
- Planifier et réaliser les audits en fonction desdits risques (art. 14 LSGAF)
- Assurer l'efficacité et l'efficience de la réalisation des audits dans le respect des normes de la profession. (art. 9 et 10 LSGAF)
- Etre un pôle de compétences à disposition de l'Etat en matière de systèmes de gestion, de normes comptables et de finance (art. 6 LSGAF).

Budget du service

30 Charges de personnel

301 Traitements du personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	3'231'958	+150'908	3'081'050	2'856'665
Effectifs	26.9	0	26.9	26.9

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	116'191	- 15'282	131'473	80'316

02.29.03.00 SURVEILLANCE DES FONDATIONS ET INSTITUTIONS DE PREVOYANCE (SFP)

Mission

Organisme indépendant rattaché administrativement au DF, le service assume la surveillance des fondations de droit privé et des institutions de prévoyance en application des dispositions du règlement relatif à la surveillance des fondations de droit civil et des institutions de prévoyance du 7 juin 2006.

Prestations

Prestations publiques ou de moyens fournis :

- Surveiller les fondations classiques de droit privé;
- Surveiller les institutions de prévoyance;
- Exercer une surveillance des Rentes Genevoises.

Contribution aux prestations publiques suivantes fournies par d'autres CR : annoncer les inscriptions relatives à une fondation auprès du Registre du commerce.

Objectifs 2008 / Priorités

- Finaliser des analyses sur les états financiers 2004 à 2006 des institutions de prévoyance.
- Former en permanence le personnel afin de garantir la qualité des prestations offertes au public.

Perspectives 2009- 2010

Maintenir une qualité de traitement des dossiers optimum en tendant à un autofinancement du service de l'ordre de 95% par le biais des émoluments.

Budget du service

30 Charges de personnel

301 Traitements du personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	844'435	-75'335	919'770	862'858
Effectifs	7.4	-0.4	7.8	8

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	33'895	-30'661	64'556	24'792

43 Recettes diverses

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	1'200'000	+232'473	967'527	1'425'370

02.29.99.10 CAFETERIA

Éléments budgétaires particuliers

Depuis le 1er janvier 2007, la gestion de la cafétéria du Département a été confiée à une société privée.

02.29.99.20 DIRECTION DU BUDGET ET DE LA PLANIFICATION FINANCIERE

Éléments budgétaires particuliers

La Direction du budget et de la planification financière ayant intégré la Direction générale des Finances de l'État dès 2007, son budget 2008 fait partie intégrante du budget de la DGFE.

02.29.99.30 SWISSLOTTO

Éléments budgétaires particuliers

- Par arrêté du Conseil d'État en date du 20 juin 2007, le fonds de la Loterie suisse à numéro (Swisslotto) a été dissout.
- Cette dissolution fait suite à la décision de la Société du Sport -Toto de remplacer la taxe sur les enjeux de Swisslotto et aux jeux additionnels aux cantons, attribués au fonds cantonal, par une autre taxe destinée à la prévention et à la lutte contre la dépendance au jeu. Cette taxe vient alimenter un fonds géré au DES.

02.29.99.40 CFI

Éléments budgétaires particuliers

Le Centre de compétences CFI a été transféré à l'Organisation des systèmes d'information - OSI - dans le cadre du budget 2007. Dès 2008, l'USI (Unité des systèmes d'information) est créée, le Centre de compétences CFI lui est donc naturellement rattaché.

02.29.99.50 GE - PILOTE

Éléments budgétaires particuliers

GE PILOTE a intégré le Centre de responsabilité du Secrétariat général dans le budget 2007.

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
02.00.00.00	**FINANCES**						
3	**CHARGES**	**1.392.350.546**		**353.080.759**	**34,0**	**1.039.269.787**	**1.191.366.418,61**
4	**REVENUS**		**6.035.877.567**	**287.704.567**	**5,0**	**5.748.173.000**	**6.247.525.636,90**
	COUVERTURE en F	**4.643.527.021**		**-65.376.192**		**4.708.903.213**	**5.056.159.218,29**
	COUVERTURE en %	**433,50%**			**-119,6**	**553,10%**	**524,40%**
02.21.00.00	**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**						
3	**CHARGES**	**95.690.487**		**73.141.843**	**324,4**	**22.548.644**	**19.480.369,04**
4	**REVENUS**		**705.923**	**-180.977**	**-20,4**	**886.900**	**953.151,20**
	COUVERTURE en F	**-94.984.564**		**-73.322.820**		**-21.661.744**	**-18.527.217,84**
	COUVERTURE en %	**0,74%**			**-3,2**	**3,93%**	**4,89%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	5.213.794		-1.156.289	-18,2	6.370.083	9.064.102,59
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	8.254.918		-381.612	-4,4	8.636.530	8.327.588,83
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	95.871.347		90.503.566	NS	5.367.781	549.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	95.871.347		90.503.566	NS	5.367.781	549.000,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	-16.391.400		-17.000.000	NS	608.600	608.600,00
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	608.600		0	0,0	608.600	608.600,00
0100	FONDATION EVE EDMOND KAISER (CRÈCHE HOFIN)	608.600		0	0,0	608.600	608.600,00
369	SUBVENTIONS REMBOURSÉES	-17.000.000		-17.000.000	ND		
0101	SUBVENTIONS PRISES EN CHARGE PAR LE FEC	-17.000.000		-17.000.000	ND		
39	IMPUTATIONS INTERNES	2.741.828		1.176.178	75,1	1.565.650	931.077,62
42	REVENUS DES BIENS		108.000	0	0,0	108.000	108.000,00
43	RECETTES DIVERSES		589.000	-17.000	-2,8	606.000	843.812,29
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						63.546,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		8.923	-163.977	-94,8	172.900	1.338,91

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
02.22.00.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES DE L'ETAT - DGFE**						
3	**CHARGES**	**702.533.997**		**348.353.003**	**98,4**	**354.180.994**	**378.145.937,25**
4	**REVENUS**		**341.607.560**	**118.590.532**	**53,2**	**223.017.028**	**318.868.521,06**
	COUVERTURE en F	**-360.926.437**		**-229.762.471**		**-131.163.966**	**-59.277.416,19**
	COUVERTURE en %	**48,63%**			**-14,3**	**62,97%**	**84,32%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	11.888.621		1.995.511	20,2	9.893.110	9.102.438,04
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	1.519.157		-200.911	-11,7	1.720.068	1.518.777,55
32	INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS	348.273.421		8.209.655	2,4	340.063.766	357.464.494,54
320	ENGAGEMENTS COURANTS	1.300.000		580.000	80,6	720.000	1.297.093,21
321	DETTES À COURT TERME	27.883.750		-3.420.750	-10,9	31.304.500	13.970.651,91
322	DETTES À MOYEN ET LONG TERME	313.325.896		25.845.330	9,0	287.480.566	326.423.398,16
323	DETTES ENVERS DES ENTITÉS PARTIC.	4.013.775		-4.070.725	-50,4	8.084.500	4.746.750,40
328	FRAIS ET COûTS FINANCIERS	1.750.000		0	0,0	1.750.000	1.856.678,58
329	AUTRES INTÉRÊTS PASSIFS			-10.724.200	-100,0	10.724.200	9.169.922,28
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	69.000		52.000	305,9	17.000	7.089.034,85
330	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE FINANCIER						369,60
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	64.000		52.000	433,3	12.000	98.000,00
335	MOINS-VALUES NON RÉALISÉES SUR PLACEMENTS FINANCIERS						156,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES						2.325.608,24
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	5.000		0	0,0	5.000	4.664.901,01
34	PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION	336.222.173		336.222.173	ND		
348	RPT	336.222.173		336.222.173	ND		
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES						537.769,90
353	PROPRES ÉTABLISSEMENTS						537.769,90
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	862.300		862.300	ND		326.743,20
362	COMMUNES	1.000		1.000	ND		
8301	SUBV. LEGS ROTHSCHILD (VILLE DE GENÈVE)	1.000		1.000	ND		
364	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	726.000		726.000	ND		
0601	SUBVENTION NON MONÉTAIRE - PARKING BAUD-BOVY 2 À 10 - INTÉRÊTS SUR PRÊTS	726.000		726.000	ND		
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	135.300		135.300	ND		
5802	SUBV. FDS LANGLAND-AUBERT (ENFANCE MALHEUREUSE)	300		300	ND		

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
02.22.00.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES DE L'ETAT - DGFE** (Suite)						
5803	SUBV. FDS ECKERT (EN FAVEUR DE L'ENFANCE)	60.000		60.000	ND		
0181	SUBVENTION NON MONÉTAIRE - FÉDÉRATION DES CAFETIERS - INTÉRÊTS SUR PRÊTS	15.000		15.000	ND		
0182	SUBVENTION NON MONÉTAIRE - FONDATION POUR L'HISTOIRE DES SUISSES À L'ÉTRANGER - INTÉRÊTS SUR PRÊTS	60.000		60.000	ND		
366	PERSONNES PHYSIQUES						326.743,20
0103	REMISE DE COTISATIONS AVS						326.743,20
39	IMPUTATIONS INTERNES	3.699.325		1.212.275	48,7	2.487.050	2.106.679,17
41	PATENTES ET CONCESSIONS		200.000	0	0,0	200.000	218.064,05
410	PATENTES		200.000	0	0,0	200.000	218.064,05
42	REVENUS DES BIENS		32.569.337	-18.038.146	-35,6	50.607.483	136.246.264,60
43	RECETTES DIVERSES		1.000	-2.500	-71,4	3.500	6.778.159,75
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						5.866.355,00
44	PARTS À DES RECETTES SANS AFFECTATION		189.698.049	124.764.049	192,1	64.934.000	64.799.341,00
440	PART À DES RECETTES FÉDÉRALES		89.594.094	24.660.094	38,0	64.934.000	64.799.341,00
448	RPT		100.103.955	100.103.955	ND		
46	SUBVENTIONS ACQUISES		9.161.300	9.161.300	ND		
464	FONDS ALLOUÉS PAR DES TIERS		61.300	61.300	ND		
468	PRODUITS DIFFÉRÉS DE SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		5.100.000	5.100.000	ND		
469	AUTRES SUBVENTIONS		4.000.000	4.000.000	ND		
49	IMPUTATIONS INTERNES		109.977.874	2.705.829	2,5	107.272.045	110.826.691,66
02.23.00.00	**OPÉRATION FONDATION DE VALORISATION ACTIFS BCGE**						
3	**CHARGES**	**122.806.000**		**-49.194.000**	**-28,6**	**172.000.000**	**127.116.921,12**
4	**REVENUS**		**142.003.000**	**-114.997.000**	**-44,7**	**257.000.000**	**208.812.440,06**
	COUVERTURE en F	**19.197.000**		**-65.803.000**		**85.000.000**	**81.695.518,94**
	COUVERTURE en %	**115,63%**			**-33,8**	**149,42%**	**164,27%**
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	4.192.000		4.192.000	ND		22.982.982,80
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	4.192.000		4.192.000	ND		22.982.982,80
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	118.611.000		-53.389.000	-31,0	172.000.000	104.133.938,32

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
02.23.00.00	**OPÉRATION FONDATION DE VALORISATION ACTIFS BCGE** (Suite)						
353	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	118.611.000		-53.389.000	-31,0	172.000.000	104.133.938,32
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	3.000		3.000	ND		
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	3.000		3.000	ND		
0120	SUBVENTION NON MONÉTAIRE - FONDATION DE VALORISATION - CAPITAL DE DOTATION	3.000		3.000	ND		
42	REVENUS DES BIENS		3.000	3.000	ND		
43	RECETTES DIVERSES		142.000.000	-115.000.000	-44,7	257.000.000	208.812.440,06
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		120.000.000	-122.000.000	-50,4	242.000.000	184.133.938,32
02.24.00.00	**ADMINISTRATION FISCALE - AFC**						
3	**CHARGES**	**376.727.765**		**-31.464.201**	**-7,7**	**408.191.966**	**577.683.734,42**
4	**REVENUS**		**5.525.312.165**	**268.933.920**	**5,1**	**5.256.378.245**	**5.709.406.093,89**
	COUVERTURE en F	**5.148.584.400**		**300.398.121**		**4.848.186.279**	**5.131.722.359,47**
	COUVERTURE en %	**1.466,66%**			**178,9**	**1.287,72%**	**988,33%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	55.269.778		605.818	1,1	54.663.960	52.058.083,23
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	1.981.878		-769.156	-28,0	2.751.034	3.071.867,31
32	INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS	5.200.000		-2.000.000	-27,8	7.200.000	8.878.733,57
320	ENGAGEMENTS COURANTS						24.606,50
329	AUTRES INTÉRÊTS PASSIFS	5.200.000		-2.000.000	-27,8	7.200.000	8.854.127,07
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	130.067.108		16.512.507	14,5	113.554.601	282.993.798,13
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	3.467.108		-87.493	-2,5	3.554.601	4.816.412,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	65.000.000		10.000.000	18,2	55.000.000	131.648.206,60
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	61.600.000		6.600.000	12,0	55.000.000	146.529.179,53
34	PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION	154.187.560		-56.763.940	-26,9	210.951.500	207.695.620,38
340	PART DES COMMUNES AUX RECETTES						-248.695,10
341	CONTRIBUTIONS À DES COMMUNES						223.616,35
342	PART DES COMMUNES AUX IMPÔTS SPÉCIAUX						54.568,40
343	PART DES COMMUNES TAXES ASSUR. INC.			-3.080.000	-100,0	3.080.000	3.077.477,03
344	PART POMPIERS TAXES D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE			-3.080.000	-100,0	3.080.000	3.077.477,03
346	COMP. FIN. AUX COMMUNES FRANÇAISES	120.166.727		-51.494.773	-30,0	171.661.500	159.094.601,55
347	PART DES COMM. À L'IMPÔT S/ LA DISSOLUTION DES RÉSERVES ET PROVISIONS						-177.562,20

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
02.24.00.00	**ADMINISTRATION FISCALE - AFC** (Suite)						
349	AUTRES PARTS	34.020.833		890.833	2,7	33.130.000	42.594.137,32
39	IMPUTATIONS INTERNES	30.021.441		10.950.570	57,4	19.070.871	22.985.631,80
40	IMPÔTS		5.082.020.000	304.594.000	6,4	4.777.426.000	5.077.935.120,97
400	IMPÔTS SUR LE REVENU ET LA FORTUNE		3.464.600.000	251.900.000	7,8	3.212.700.000	3.225.599.597,53
11	IMPÔTS SUR LE REVENU (PP) AS-AFC		2.045.000.000	138.200.000	7,2	1.906.800.000	1.883.524.351,33
12	IMPÔT SUPPLÉMENTAIRE SUR LE REVENU (PP) AS-AFC						1.506,60
13	CENTIMES ADDITIONNELS ORDINAIRES SUR LE REVENU (PP) AS-AFC		992.000.000	69.500.000	7,5	922.500.000	908.847.373,10
21	IMPÔTS SUR LA FORTUNE (PP) AS-AFC		248.800.000	25.700.000	11,5	223.100.000	252.028.990,80
22	IMPÔTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LA FORTUNE (PP) AS-AFC		58.100.000	6.000.000	11,5	52.100.000	58.959.410,95
23	CENTIMES ADDITIONNELS ORDINAIRES SUR LA FORTUNE (PP) AS-AFC		120.700.000	12.500.000	11,6	108.200.000	122.237.964,75
401	IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE ET CAPITAL		1.156.500.000	90.300.000	8,5	1.066.200.000	1.315.368.476,34
11	IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE (PM) AS-AFC		501.800.000	39.300.000	8,5	462.500.000	582.541.814,09
13	CENTIMES ADDITIONNELS ORDINAIRES SUR LE BÉNÉFICE (PM) AS-AFC		444.100.000	34.800.000	8,5	409.300.000	514.227.270,20
15	CENTIMES ADDITIONNELS SUR LE BÉNÉFICE - HALLE 6 AS-AFC		5.000.000	400.000	8,7	4.600.000	5.695.348,65
21	IMPÔTS SUR LE CAPITAL (PM)		115.200.000	8.900.000	8,4	106.300.000	119.276.662,25
23	CENTIMES ADDITIONNELS ORDINAIRES SUR LE CAPITAL (PM) AS-AFC		89.200.000	6.800.000	8,3	82.400.000	92.436.109,95
25	CENTIMES ADDITIONNELS SUR LE CAPITAL - HALLE 6 AS-AFC		1.200.000	100.000	9,1	1.100.000	1.191.271,20
402	IMPÔTS FONCIERS		108.000.000	0	0,0	108.000.000	102.802.466,10
01	IMPÔTS IMMOBILIERS COMPLÉMENTAIRES AS-AFC		108.000.000	0	0,0	108.000.000	102.802.466,10
403	IMPÔTS SPÉCIAUX		71.000.000	11.000.000	18,3	60.000.000	70.808.675,45
01	IMPÔT SPÉCIAL SUR BÉNÉFICES IMMOBILIERS AS-AFC		71.000.000	11.000.000	18,3	60.000.000	70.971.750,55
02	IMPÔT SPÉCIAL SUR BÉNÉFICES D'ALIÉNATION DE REMISES, DE LIQUIDATIONS DE CERTAINES ENTREPRISES AS-AFC						537.593,05
03	IMPÔTS SUR PRODUIT DE DISSOLUTION DES RÉSERVES ET PROVISIONS AS-AFC						-700.668,15
404	PRODUIT DE L'ENREGISTREMENT ET DU TIMBRE		178.000.000	15.994.000	9,9	162.006.000	178.190.701,24
01	ENREGISTREMENTS DES ACTES AS-AFC		155.500.000	9.658.000	6,6	145.842.000	155.483.600,69
02	CENTIMES ADDITIONNELS SUR L'ENREGISTREMENT AS-AFC		21.000.000	6.324.000	43,1	14.676.000	21.030.340,55
11	TIMBRES AS-AFC		1.500.000	12.000	0,8	1.488.000	1.676.760,00
405	PRODUIT DES SUCCESSIONS		95.000.000	20.400.000	27,3	74.600.000	95.415.287,33
01	SUCCESSIONS AS-AFC		45.250.000	9.650.000	27,1	35.600.000	55.598.750,95
02	CENTIMES ADDITIONNELS SUR LES SUCCESSIONS AS-AFC		49.750.000	10.750.000	27,6	39.000.000	45.588.107,40
13	ACOMPTES SUCCESSIONS AS-AFC						-5.771.571,02

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
02.24.00.00	**ADMINISTRATION FISCALE - AFC** (Suite)						
406	AUTRES IMPÔTS CANTONAUX		8.920.000	-85.000.000	-90,5	93.920.000	89.749.916,98
06	TAXES SUR LES COMPAGNIES D'ASSURANCES CONTRE L'INCENDIE		8.000.000	300.000	3,9	7.700.000	7.693.692,57
10	IMPÔTS SUR LES CHIENS		850.000	200.000	30,8	650.000	609.100,70
11	FONDS DES ÉPIZOOTIES		70.000	0	0,0	70.000	67.324,00
13	IMPÔTS AUTOS			-85.500.000	-100,0	85.500.000	81.379.799,71
42	REVENUS DES BIENS		28.584.464	614.464	2,2	27.970.000	28.266.537,94
43	RECETTES DIVERSES		80.205.000	7.963.000	11,0	72.242.000	161.725.790,33
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		65.000.000	10.000.000	18,2	55.000.000	138.685.064,60
44	PARTS À DES RECETTES SANS AFFECTATION		276.800.000	-53.232.295	-16,1	330.032.295	383.209.266,38
440	PART À DES RECETTES FÉDÉRALES		256.600.000	-8.784.000	-3,3	265.384.000	319.058.649,53
442	PART À L'IMPÔT ANTICIPÉ		20.200.000	12.200.000	152,5	8.000.000	11.119.083,00
445	PART DES COMM. GEN. À LA COMP. FIN. EN FAVEUR DES COMM. FRONT. FRANC.			-56.648.295	-100,0	56.648.295	53.031.533,85
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		57.695.000	9.335.000	19,3	48.360.000	58.264.842,69
452	COMMUNES		57.695.000	9.335.000	19,3	48.360.000	58.264.842,69
49	IMPUTATIONS INTERNES		7.701	-340.249	-97,8	347.950	4.535,58
02.25.00.00	**OFFICE DU PERSONNEL DE L'ETAT - OPE**						
3	**CHARGES**	**83.131.225**		**13.345.667**	**19,1**	**69.785.558**	**66.263.184,57**
4	**REVENUS**		**24.817.001**	**16.930.901**	**214,7**	**7.886.100**	**6.103.471,85**
	COUVERTURE en F	**-58.314.224**		**3.585.234**		**-61.899.458**	**-60.159.712,72**
	COUVERTURE en %	**29,85%**			**18,6**	**11,30%**	**9,21%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	53.789.885		-11.884.035	-18,1	65.673.920	63.293.861,47
307	PRESTATIONS AUX RETRAITÉS	35.221.595		-11.512.605	-24,6	46.734.200	46.799.458,60
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	3.900.000		-659.000	-14,5	4.559.000	3.797.947,49
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	1.171.293		-186.195	-13,7	1.357.488	898.434,41
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	24.249.000		23.081.000	NS	1.168.000	810.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	1.849.000		681.000	58,3	1.168.000	810.000,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	22.400.000		22.400.000	ND		
39	IMPUTATIONS INTERNES	3.921.047		2.334.897	147,2	1.586.150	1.260.888,69
43	RECETTES DIVERSES		24.527.000	17.253.000	237,2	7.274.000	5.888.180,39
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		18.800.000	16.100.000	596,3	2.700.000	1.675.448,34
46	SUBVENTIONS ACQUISES		260.000	0	0,0	260.000	209.194,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
02.25.00.00	**OFFICE DU PERSONNEL DE L'ETAT - OPE** (Suite)						
469	AUTRES SUBVENTIONS		260.000	0	0,0	260.000	209.194,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		30.001	-322.099	-91,5	352.100	6.097,46
02.26.00.00	**OFFICE CANTONAL DE LA STATISTIQUE - OCSTAT**						
3	**CHARGES**	**5.496.627**		**507.046**	**10,2**	**4.989.581**	**4.662.391,96**
4	**REVENUS**		**209.500**	**-50.400**	**-19,4**	**259.900**	**318.989,50**
	COUVERTURE en F	**-5.287.127**		**-557.446**		**-4.729.681**	**-4.343.402,46**
	COUVERTURE en %	**3,81%**			**-1,4**	**5,21%**	**6,84%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	4.079.628		-52.572	-1,3	4.132.200	3.979.876,20
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	706.908		-623	-0,1	707.531	544.268,96
39	IMPUTATIONS INTERNES	710.091		560.241	373,9	149.850	138.246,80
43	RECETTES DIVERSES		89.500	-11.000	-10,9	100.500	198.989,50
46	SUBVENTIONS ACQUISES		120.000	0	0,0	120.000	120.000,00
462	COMMUNES		120.000	0	0,0	120.000	120.000,00
49	IMPUTATIONS INTERNES			-39.400	-100,0	39.400	
02.29.01.00	**COMMISSION EXTERNE D'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES - CEPP**						
3	**CHARGES**	**732.612**		**1.699**	**0,2**	**730.913**	**623.368,08**
4	**REVENUS**						**16.140,00**
	COUVERTURE en F	**-732.612**		**-1.699**		**-730.913**	**-607.228,08**
	COUVERTURE en %						**2,59%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	512.105		795	0,2	511.310	471.447,80
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	220.507		904	0,4	219.603	151.339,03
39	IMPUTATIONS INTERNES						581,25
43	RECETTES DIVERSES						16.140,00
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						16.140,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
02.29.02.00	**INSPECTION CANTONALE DES FINANCES - ICF**						
3	**CHARGES**	**4.150.149**		**167.176**	**4,2**	**3.982.973**	**3.675.791,59**
4	**REVENUS**		**22.404**	**-39.846**	**-64,0**	**62.250**	**4.556,05**
	COUVERTURE en F	**-4.127.745**		**-207.022**		**-3.920.723**	**-3.671.235,54**
	COUVERTURE en %	**0,54%**			**-1,0**	**1,56%**	**0,12%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	3.866.398		183.348	5,0	3.683.050	3.450.682,05
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	116.191		-15.282	-11,6	131.473	80.316,35
39	IMPUTATIONS INTERNES	167.560		-890	-0,5	168.450	144.793,19
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		18.000	0	0,0	18.000	
450	CONFÉDÉRATION		18.000	0	0,0	18.000	
49	IMPUTATIONS INTERNES		4.404	-39.846	-90,0	44.250	4.556,05
02.29.03.00	**SURVEILLANCE DES FONDATIONS ET DES INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE - SFP**						
3	**CHARGES**	**1.081.684**		**-128.092**	**-10,6**	**1.209.776**	**1.089.281,46**
4	**REVENUS**		**1.200.014**	**220.637**	**22,5**	**979.377**	**1.425.388,01**
	COUVERTURE en F	**118.330**		**348.729**		**-230.399**	**336.106,55**
	COUVERTURE en %	**110,94%**			**30,0**	**80,96%**	**130,86%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.010.115		-89.905	-8,2	1.100.020	1.030.624,29
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	33.895		-30.661	-47,5	64.556	24.791,75
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES						1.906,85
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES						1.906,85
39	IMPUTATIONS INTERNES	37.674		-7.526	-16,7	45.200	31.958,57
42	REVENUS DES BIENS						3,25
43	RECETTES DIVERSES		1.200.000	232.473	24,0	967.527	1.425.370,45
49	IMPUTATIONS INTERNES		14	-11.836	-99,9	11.850	14,31

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
02.29.99.10	**CAFÉTARIA**						
3	**CHARGES**			**-1.173.382**	**-100,0**	**1.173.382**	**1.193.221,96**
4	**REVENUS**			**-1.227.200**	**-100,0**	**1.227.200**	**987.660,85**
	COUVERTURE en F			**-53.818**		**53.818**	**-205.561,11**
	COUVERTURE en %				**-104,6**	**104,59%**	**82,77%**
30	CHARGES DE PERSONNEL			-301.250	-100,0	301.250	329.664,08
31	DÉPENSES GÉNÉRALES			-772.132	-100,0	772.132	793.183,78
39	IMPUTATIONS INTERNES			-100.000	-100,0	100.000	70.374,10
43	RECETTES DIVERSES			-1.201.000	-100,0	1.201.000	987.315,05
49	IMPUTATIONS INTERNES			-26.200	-100,0	26.200	345,80
02.29.99.20	**DIRECTION DU BUDGET ET DE LA PLANIFICATION FINANCIÈRE**						
3	**CHARGES**						**1.110.981,08**
4	**REVENUS**						**837,78**
	COUVERTURE en F						**-1.110.143,30**
	COUVERTURE en %						**0,08%**
30	CHARGES DE PERSONNEL						1.062.995,75
31	DÉPENSES GÉNÉRALES						38.043,00
39	IMPUTATIONS INTERNES						9.942,33
43	RECETTES DIVERSES						800,00
49	IMPUTATIONS INTERNES						37,78
02.29.99.30	**SWISSLOTTO**						
3	**CHARGES**			**-476.000**	**-100,0**	**476.000**	**477.840,65**
4	**REVENUS**			**-476.000**	**-100,0**	**476.000**	**477.840,65**
	COUVERTURE en F						
	COUVERTURE en %				**-100,0**	**100,00%**	**100,00%**
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES			-119.000	-100,0	119.000	101.240,65
351	CANTONS			-119.000	-100,0	119.000	101.240,65
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES			-357.000	-100,0	357.000	376.600,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES			-357.000	-100,0	357.000	376.600,00
0104	PRESTATIONS DU FONDS DE LA LOTERIE SUISSE À NUMÉROS			-357.000	-100,0	357.000	376.600,00
41	PATENTES ET CONCESSIONS			-476.000	-100,0	476.000	404.962,55

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
02.29.99.30	**SWISSLOTTO** (Suite)						
410	PATENTES			-476.000	-100,0	476.000	404.962,55
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX						72.878,10
480	PRÉLÈVEMENTS SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX						72.878,10
02.29.99.40	**CFI**						
3	**CHARGES**						**8.904.789,56**
4	**REVENUS**						**150.546,00**
	COUVERTURE en F						**-8.754.243,56**
	COUVERTURE en %						**1,69%**
30	CHARGES DE PERSONNEL						2.718.967,18
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES						2.302.149,98
31	DÉPENSES GÉNÉRALES						501.579,72
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES						4.718.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF						4.718.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES						966.242,66
43	RECETTES DIVERSES						150.546,00
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						150.546,00
02.29.99.50	**GE-PILOTE**						
3	**CHARGES**						**938.605,87**
	COUVERTURE en F						**-938.605,87**
	COUVERTURE en %						
30	CHARGES DE PERSONNEL						739.751,30
31	DÉPENSES GÉNÉRALES						196.786,07
39	IMPUTATIONS INTERNES						2.068,50

Récapitulation du département
INSTRUCTION PUBLIQUE

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.00.00.00	**INSTRUCTION PUBLIQUE**						
3	**CHARGES**	**1.866.387.087**		**86.188.823**	**4,8**	**1.780.198.264**	**2.223.328.515,58**
4	**REVENUS**		**85.104.160**	**-24.999.821**	**-22,7**	**110.103.981**	**604.294.541,72**
	COUVERTURE en F	**-1.781.282.927**		**-111.188.644**		**-1.670.094.283**	**-1.619.033.973,86**
	COUVERTURE en %	**4,56%**			**-1,6**	**6,18%**	**27,18%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.030.958.182		22.209.610	2,2	1.008.748.572	995.772.187,05
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	42.113.668		-1.867.640	-4,2	43.981.308	42.714.373,25
32	INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS						559,00
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	1.542.963		-27.464.347	-94,7	29.007.310	28.944.013,17
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	6.039.000		856.000	16,5	5.183.000	4.782.853,65
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	668.411.748		88.138.774	15,2	580.272.974	563.861.614,04
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	231.000		-2.104.000	-90,1	2.335.000	499.232.493,75
39	IMPUTATIONS INTERNES	117.090.526		6.420.426	5,8	110.670.100	88.020.421,67
42	REVENUS DES BIENS		11.475.143	11.441.313	NS	33.830	119.695,21
43	RECETTES DIVERSES		31.925.209	2.052.708	6,9	29.872.501	30.034.230,69
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		5.453.900	-259.800	-4,5	5.713.700	4.870.550,50
46	SUBVENTIONS ACQUISES		32.417.760	-12.680.140	-28,1	45.097.900	68.377.708,82
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER		231.000	-2.104.000	-90,1	2.335.000	499.232.493,75
49	IMPUTATIONS INTERNES		3.601.148	-23.449.902	-86,7	27.051.050	1.659.862,75

3. DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

L'année 2008 permettra de concrétiser le travail de coordination des directions générales de l'office de la jeunesse (OJ) et de l'office de formation et d'orientation professionnelle et continue (OFPC) avec les directions générales de l'enseignement primaire, du cycle d'orientation et du postobligatoire.

La simplification de l'organigramme du Département de l'instruction publique (DIP) signifie concrètement que la structure du département est désormais articulée autour d'une unité organisationnelle fondamentale : l'établissement scolaire.

Cette vaste réorganisation a aussi impliqué l'ensemble des fonctions : ressources humaines, finances, contrôle interne, systèmes d'information, logistique, recherche en éducation ; et cela afin d'en assurer le pilotage stratégique au niveau de l'état-major et d'améliorer les prestations de moyens ainsi que la qualité des prestations publiques délivrées dans les établissements d'enseignement et les services. Les mandats liés à la réorganisation des fonctions administratives et financières transversales et pour lesquels bons nombres de travaux avaient déjà été engagés en 2006, ont vu, pour l'essentiel, leur aboutissement au cours de l'année 2007.

Le DIP a procédé à cette réorganisation en poursuivant sa politique de maîtrise et de contrôle des coûts tout en faisant face à l'augmentation constante des effectifs d'élèves et d'étudiants au niveau du postobligatoire, et en dégageant des moyens pour permettre la prise en charge sur les plans social, éducatif et sanitaire des élèves les plus concernés par des actions ciblées en ce domaine.

Dans le contexte financier de l'Etat, le DIP continuera l'effort de maîtrise de ses dépenses ainsi que les mouvements de réallocation de postes et de ressources pour maintenir ses prestations fondamentales tout en réorganisant certaines d'entre elles afin de les rendre plus efficientes. Ces objectifs ambitieux seront atteints par la poursuite et la mise en œuvre des trois plans de mesures tout en respectant le plan financier quadriennal du Conseil d'Etat.

En 2008, le DIP remplira sa mission avec des effectifs constants et poursuivra la réallocation de postes (au nombre de 37) des prestations de moyen vers les prestations publiques grâce aux mesures prises sur le plan du pilotage. Celles-ci permettent de repérer toutes les possibilités qui sont offertes par les réorganisations structurelles et d'optimiser la gestion des ressources humaines en faveur des prestations offertes aux élèves. L'effort est important car en 2007, le département avait procédé à l'arbitrage de l'allocation de 40 nouveaux postes et à la réallocation interne de 60 postes au sein de l'ensemble du département en les affectant entièrement, comme en 2005 et en 2006, aux prestations publiques. S'agissant des dépenses générales, l'objectif se veut lui aussi volontariste puisqu'il s'agit de les maîtriser à un niveau inférieur à celui réalisé en 2006 (-3.5%).

Concernant l'unité organisationnelle fondamentale, l'unité d'enseignement, le DIP continue son travail entrepris en 2007 par :

- La redéfinition des fonctions d'encadrement de proximité des écoles primaires et le fonctionnement des établissements scolaires (mise en place de directions d'école, plus grande autonomie associée à un meilleur compte rendu des activités et des résultats). Ces opérations seront réalisées sans moyens financiers supplémentaires mais par l'utilisation des ressources existantes : réallocations de postes et transformation de « crédits francs » en postes.
- Le regroupement des directions générales de l'enseignement primaire et du cycle d'orientation pour créer une direction de l'enseignement obligatoire ; ce qui permettra la consolidation et la cohérence des parcours de formation et de transition entre les niveaux d'enseignement primaire, secondaire 1 et secondaire 2 et la préparation à l'harmonisation scolaire (école à 4 ans, horaire scolaire, introduction de l'anglais, standards de compétences, plan d'études romand).
- Un projet de règlement relatif à la constitution de Conseil d'établissement dans tous les degrés d'enseignement à la rentrée 2008.
- L'ouverture de l'institut universitaire de formation des enseignants (IUFE), le 1er septembre 2008 avec l'accueil de la première volée d'étudiants qui débuteront leur formation de maîtrise universitaire d'études avancées (MAS) en vue d'exercer la fonction d'enseignants de secondaire. L'ouverture de cet institut universitaire se fera en coordination avec l'Université. L'IUFE proposera

un «bachelor» pour les enseignants du primaire et « un master » pour les enseignants du secondaire, ainsi que pour ceux du primaire qui souhaiterait compléter leur formation. Il accueillera également la formation continue et le perfectionnement professionnel (formation des directeur-trice-s) en collaboration avec d'autres structures (consortium constitué de la FaPSE, l'IDHEAP, la HEP Vaud et l'IFFP).

- La mise en place d'un groupe de projet pour créer une direction unique de l'enseignement supérieur. Il aura notamment pour mission de travailler avec le rectorat à l'élaboration de la convention d'objectifs de l'Université, à l'adaptation de la gouvernance et au suivi du développement de la HES-SO.
- Le projet DIP-Pôles (Centres de formation professionnelle) poursuit son déploiement depuis la rentrée 2007. Le DIP avait déposé en 2007 le projet de loi sur la réorganisation de la formation professionnelle en 7 pôles et a prévu dans le cadre de ce PB 2008 la réalisation de la première tranche des infrastructures nécessaires.
- L'organisation plus rationnelle de l'offre de formation - système à options - et de sa répartition pour la maturité gymnasiale ;
- Le regroupement des écoles d'ingénieurs afin d'optimiser l'emploi de leurs compétences et d'offrir des formations supérieures attractives et de qualité ;
- L'intégration effective de la Haute Ecole de Musique dans le dispositif genevois, qui fera l'objet d'un projet de loi ;
- Le DIP prépare sous l'égide du Conseil d'Etat, en collaboration avec la Commission de l'enseignement et de l'éducation, un projet de contre-projet sur l'organisation du cycle d'orientation, après le rejet par le Grand Conseil des deux initiatives 134 et 138. Il présentera son projet de contre-projet dès janvier 2008, après un processus de consultation. Le texte permettra de garantir la cohérence du parcours scolaire des élèves entre l'enseignement primaire, le cycle d'orientation et le postobligatoire. Au-delà de la rédaction du contre-projet, cette démarche permettra de réaliser un nouveau projet d'envergure pour le cycle d'orientation.
- La poursuite du développement du réseau d'enseignement prioritaire (REP), lancé à la rentrée 2006 pour assurer la qualité des écoles dans les quartiers populaires. Le REP fait partie intégrante de la réorganisation de l'enseignement primaire, tant par une allocation différenciée des moyens avec la présence d'éducateur-trice-s dans chaque établissement. De plus, l'Etat et les Communes se mobilisent pour améliorer les conditions scolaires. Le SRED, qui a rendu son premier rapport intermédiaire sur le projet des Tattes/Gros-Chêne poursuivra l'évaluation en 2008.

Concernant les deux offices, l'Office de la Jeunesse et l'Office de la Formation Professionnelle et Continue, qui viennent en « soutien » opérationnel de l'établissement scolaire, l'année 2008 verra :

- Le dépôt du projet de loi sur l'OJ et la mise en œuvre des recommandations en matière de maltraitance formulées par la Commission d'évaluation des politiques publiques.
- L'évaluation du dispositif de l'enseignement spécialisé et l'application de la RPT, à savoir la reprise des mesures de formation scolaire spéciale de l'AI pour les mineurs handicapés ou à besoins spéciaux par le canton. Le PL vise à adapter la législation genevoise à cette nouvelle répartition des tâches entre le canton et la Confédération ainsi qu'aux lignes directrices sur l'enseignement spécialisé édictées au sein de la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) en mai 2005.
- Le renforcement du suivi individuel des jeunes en difficulté dès la 8e année du Cycle d'orientation afin d'assurer l'entrée dans des formations conduisant à l'obtention d'une certification reconnue.

Les fonctions transversales et les services rattachés se concentreront en 2008 sur :

- Le regroupement, y compris l'intégration du Fonds cantonal d'art contemporain, de toutes les activités pédagogiques liées à la promotion de la culture dans les écoles au sein du service des affaires culturelles, et cela en coordination avec le renforcement du lien entre l'Etat et la Ville de Genève ;
- La réorganisation de la fonction des Ressources humaines du DIP avec une gestion intégrée du personnel enseignant et non-enseignant ;
- Le déploiement du système de contrôle interne ;
- Le renforcement du contrôle financier et comptable, renforcement devant déboucher, à terme, sur le contrôle de gestion opérationnel.

En outre, sur le plan parlementaire, le département, qui a déposé en 2007 un projet de loi sur les sanctions disciplinaires et la création d'un conseil de discipline, prévoit en 2008, le dépôt des projets de loi ou modification de lois relatifs à l'enseignement musical de base, aux bourses et prêts d'études.

La question du titre donnant le droit d'enseigner, tant au primaire qu'au secondaire, devra donner lieu à une modification de loi sur l'instruction publique (C 1 10), les articles 134 et 134A étant concernés pour l'enseignement primaire, les articles 153 et 154 pour l'enseignement secondaire.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT) :

Les incidences financières de la RPT pour le département touche essentiellement les tâches suivantes (+ = charges pour le Canton / - = allègement pour le Canton) :

- La formation scolaire spéciale : +50.97 MCHF
- Les subventions aux organismes formant des spécialistes dans le domaine social (Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation de l'Université de Genève) +3.24 MCHF
- La formation professionnelle -8.00 MCHF
- Les aides à la formation (Bourses et prêts d'études jusqu'au secondaire II) +1.87 MCHF

Totalisant ainsi un montant de **48.08 MCHF**.

Transfert de charges entre l'Etat et les Communes :

Le département de l'instruction publique est concernée par deux domaines relatifs au transfert de charges entre l'Etat et les Communes. Cela allège les charges de fonctionnement de 11.99 MCHF et se répartissent comme suit :

- Groupement intercommunal pour l'animation parascolaire (GIAP) : -9.99 MCHF
- Contribution de l'Etat au financement des crèches : -2.00 MCHF

Les incidences financières des normes IPSAS :

Au niveau du département, les normes IPSAS, ayant une incidence financière identifiée sur le projet de budget, peuvent se résumer comme suit :

1) Comptabilisation des fonds spéciaux

Effets sur les charges de fonctionnement du DIP	+ 1.10 MCHF
Effets sur les revenus de fonctionnement du DIP	- 0.91 MCHF

2) Comptabilisation des locations-financement des bâtiments universitaires

Effets sur les charges de fonctionnement du DIP	+ 13.03 MCHF

3) Comptabilisation des subventions non monétaires

Effets sur les charges de fonctionnement du DIP	+ 2.78 MCHF

4) Reclassification entre charges de fonctionnement et d'investissement

Effets sur les charges de fonctionnement du DIP	+ 0.40 MCHF
Effets sur les dépenses d'investissement du DIP	- 0.40 MCHF

5) Reclassification des flux financiers HES

Effets sur les charges de fonctionnement du DIP	+ 13.34 MCHF
Effets sur les revenus de fonctionnement du DIP	- 13.34 MCHF

6) Reclassification des charges et revenus du centre de séjour à l'étranger

Effets sur les charges de fonctionnement du DIP	+ 0.43 MCHF
Effets sur les revenus de fonctionnement du DIP	- 0.40 MCHF

L'effet global s'élève à 31.09 MCHF pour les charges de fonctionnement, à 14.65 MCHF pour les revenus de fonctionnent et à -0.4 MCHF pour les dépenses d'investissements. A noter que les contreparties de la comptabilisation des locations-financement et des subventions non monétaires se situent au DCTI.

3.1 - Secrétariat Général et services transversaux

Le Chef du Département s'appuie sur le Secrétariat général qui, l'assiste dans tous les devoirs qu'impliquent l'administration générale et le pilotage stratégique du département.

Mission

Le Secrétariat général assure le pilotage stratégique et le suivi de projets issus des 13 priorités du Département. Dans ce cadre, la mise en application de la nouvelle organisation du DIP va permettre d'améliorer l'efficacité des processus de décisions et de faire face aux nombreuses sollicitations et défis afin que les établissements scolaires et les services délivrent des prestations de qualité aux élèves et aux étudiants en lien avec les missions du DIP.

Le Secrétariat général joue également un rôle croissant dans la représentation interdépartementale et au sein des instances intercantonales dans le contexte de l'harmonisation scolaire aux plans suisse et romand.

D'une manière générale, le Secrétariat général assume la responsabilité de son organisation et de son bon fonctionnement. Il définit les priorités du département et, notamment la politique de gestion des ressources humaines et financières. Il assure la coordination entre les directions générales et les services transversaux, ainsi que la surveillance générale des activités afin de les faire exécuter conformément aux lois et aux décisions du Conseil d'Etat.

Prestations de pilotage

- Conduire les priorités stratégiques du département
- Organiser et gérer le département
- Communiquer en interne et externe
- Conseiller juridiquement et institutionnellement
- Gérer les ressources humaines, le budget et les finances et le système de contrôle interne
- Suivre les plans de mesures du Conseil d'Etat
- Piloter le plan financier quadriennal et le projet de budget et leur mise en oeuvre
- Gérer la coordination régionale, intercantonale, fédérale et internationale
- Suivre les affaires de l'enseignement supérieur : Université et HES.

Prestations publiques des services directement rattachés au SG

Les services concernés sont :

- le Service de l'enseignement privé :
  - autoriser et surveiller les écoles privées,
- le Service des affaires culturelles et Fonds cantonal d'art contemporain :
  - permettre l'accès à la culture, promouvoir l'art public, les acteurs et organismes culturels, ainsi que les écoles de musique, soutenir la création artistique et conserver les patrimoines culturel et artistique,
- le SRED :
  - évaluer le système éducatif, effectuer des recherches dans le domaine éducatif, produire et diffuser les résultats,

- le Service technique :
    - surveiller la restauration scolaire, superviser et coordonner tous les travaux dirigés par le DCTI concernant les bâtiments scolaires,
- le Service Le Point :
    - intervenir et soutenir le personnel dans un centre de compétences et de médiations, apporter une expertise de conseil en gestion de crise et accompagner les projets dans les écoles, les quartiers et les communes par des actions de communication et de formation.
- le Services Ecoles-Médias :
    - coordonner les ressources pour l'usage pédagogique des médias, gérer les bibliothèques, médiathèques et centres de documentation de l'enseignement, mettre en place et gérer les systèmes d'information.

Objectifs 2008 / Priorités

Les fonctions transversales ont fait l'objet de réorganisation selon le principe d'harmonisation des organigrammes départementaux. Cela a notamment entraîné la suppression de la Direction générale des Services administratifs et financiers ainsi que le transfert au Département des finances de la section des traitements et la centralisation des opérations de production comptable. Ainsi, l'année 2007 a permis de mettre en place l'ossature générale suivante :

- une direction des finances ;
- une direction de ressources humaines ;
- une direction du système de contrôle interne ;
- une seule entité des systèmes d'information « métiers » de l'instruction publique (service école médias et direction des systèmes d'information et de gestion)
- une unité de coordination des projets stratégiques

L'année 2008 verra le Secrétariat général :

- garantir une coordination efficace entre les directions générales d'enseignement et les directions générales d'offices (OJ et OFPC) afin que ces entités interviennent à la fois sur les mêmes publics cibles tout en offrant d'autres prestations que celles purement de formation (sociales, médicales),
- gérer de manière intégrée les ressources humaines (personnels enseignant et non-enseignant), en coordination étroite avec l'office du personnel de l'Etat ;
- le déploiement opérationnel de l'unité de coordination des projets stratégiques et le système de contrôle interne ;
- développer la culture d'évaluation au sein du DIP et valoriser les résultats des recherches du SRED,
- intégrer le Fonds cantonal d'art contemporain au Service des affaires culturelles afin de définir et mettre en place une politique culturelle publique globale pour l'Etat et le DIP permettant la mise en œuvre d'un projet transversal de la culture avec les degrés d'enseignement du DIP,
- rationnaliser et développer l'emploi de tous les outils multimédias, informatique, internet, (nouvelles technologies) déployés par le SEM, tant en ce qui concerne les prestations de moyens et les prestations publiques, que la communication à l'intention des collaborateurs et des usagers, et en coordination avec l'unité de communication
- développer les outils de prévention (médiation, éducation à la citoyenneté, philosophie pour enfants, régulation des comportements violents) tout en évaluant les résultats des démarches innovantes,
- mettre en œuvre sur le plan opérationnel la réorganisation de l'unité communication et de la direction des finances,

- coordonner la mise à disposition des locaux pour les degrés d'enseignement connaissant une croissance d'effectifs d'élèves (PO, HES-SO Genève) ou réorganiser les espaces disponibles qui découlent des décisions de modification d'organisation (SPMI, SEM, IUFE).

Budget du service

		Budget 2008	Variation 2008/2007*		Budget 2007*	Compte 2006*
30	**Charges de personnel**					
	Frs	28'082'875	461'329	1.67 %	27'621'546	28'117'150.91
	Effectifs	194.613	4.313	2.27 %	190.300	194.604
301	**Traitements du personnel**					
	Frs	20'170'159	132'636	2.19 %	19'737'523	20'367'110.10
	Effectifs	174.163	4.313	2.54 %	169.850	174.150
302	**Traitements du personnel enseignant**					
	Frs	3'126'238	102'468	3.39 %	3'023'770	2'825'715.15
	Effectifs	20.450	-	0.00 %	20.450	20.454
31	**Dépenses générales**					
	Frs	3'302'400	-104'834	-3.08 %	3'407'234	3'055'418.34
36	**Subventions**					
	Frs	72'713'648	2'744'288	3.92 %	69'969'360	70'369'336.49
4	**Revenus sans imputations internes**					
	Frs	1'268'184	-561'316	-30.68 %	1'829'500	991'349.35

** Afin de permettre la comparabilité inter-exercice à périmètre organisationnel constant, la structure 2008 a été répliquée sur le budget 2007 et les comptes 2006. Cela concerne notamment le transfert du SEM du PO vers les services généraux.*

3.2 - Enseignement primaire

Mission

- Délivrer les prestations suivantes à tous les élèves du canton.
- Fournir aux enfants âgés de 3 à 18 ans, qui en ont besoin, les appuis, compléments et soutiens spécialisés nécessaires.

Prestations offertes aux élèves

- Enseignement régulier
- Enseignement complémentaire (appui et études surveillées)
- Enseignement spécialisé
- Enseignement pour élèves allophones (structures d'accueil)
- Intégrer les élèves handicapés
- Evaluer et orienter
- Prévenir dans les domaines de la sécurité et de la santé
- Créer et adapter des situations d'apprentissage
- Créer et adapter les moyens d'enseignement.

Objectifs 2008 / Priorités

- Créer dès la rentrée 2008 des directions pour une centaine d'établissements scolaires directement rattachés à la direction générale,
- Développer l'autonomie des établissements,
- Améliorer les dispositifs de suivi des élèves en difficulté,
- Instaurer des conseils d'établissement afin d'associer plus étroitement les partenaires de l'école,
- Développer le réseau d'enseignement prioritaire (REP) (accueillir pour la rentrée 2008 une dizaine d'autres établissements en plus des 6 déjà intégrés à la rentrée 2007) en généralisant la conclusion de contrats avec la DGEP et en appliquant les critères d'entrée dans le REP (+ de 55% de personnes défavorisées, + 60% d'allophones parmi les enfants). Ce développement sera réalisé en partenariat avec les autorités communales concernées.

L'enseignement primaire finance sa réorganisation par une réallocation de diverses ressources internes : suppression des fonctions actuelles d'inspecteurs et d'inspectrices, de responsables d'école, de maîtresses et maîtres principaux, et en répartissant différemment les tâches entre les différentes fonctions d'enseignants.

Perspectives 2009/2011

Les principales perspectives 2009 porteront sur :

- la création d'une direction générale de l'enseignement obligatoire (primaire et secondaire I et II),
- l'harmonisation scolaire inter-cantonale en cours (école à 4 ans, horaires scolaires, introduction de l'anglais, standard des compétences, plan d'études romand) qui aura été adoptée dans sa globalité à la rentrée 2011,
- la poursuite de l'extension du REP : en fonction de l'évolution démographique et socioculturelle de certains quartiers, certaines écoles dont la majorité des élèves est issue de familles défavorisées pourraient rejoindre le REP (cf. supra).

Budget du service

		Budget 2008	Variation 2008/2007		Budget 2007	Compte 2006
30	**Charges de personnel**					
	Frs	348'924'727	17'788'298	5.37 %	331'136'429	329'168'017.36
	Effectifs	2'540.770	35.439	1.41 %	2'505.331	2'498.918
31	**Dépenses générales**					
	Frs	6'309'000	-437'118	-6.48 %	6'746'118	6'603'360.55
36	**Subventions**					
	Frs	2'679'900	-9'990'000	-78.85 %	12'669'900	13'594'900.00
4	**Revenus sans imputations internes**					
	Frs	4'846'920	-129'300	-2.60 %	4'976'220	4'700'649.48

L'augmentation du personnel est liée en partie (10 postes) au développement du réseau d'enseignement prioritaire (REP) et à l'augmentation de la capacité d'accueil de l'enseignement spécialisé (éducateurs, psychomotriciens et directions des écoles du REP), postes directement liés aux prestations vers les élèves et leurs parents. L'enseignement spécialisé est rattaché administrativement à l'enseignement primaire. Cette augmentation est couverte par des réallocations internes DIP. Elle est aussi due à la réévaluation de fonction des enseignants applicable dès 2007. En ce qui concerne la mise en place des directions d'établissements d'enseignement primaire pour la rentrée 2008, cette réorganisation sera réalisée sans moyens financiers supplémentaires mais par l'utilisation des ressources existantes : réallocations de postes et transformation de « crédits francs » en postes (25 postes).

3.3 - Cycle d'orientation

Mission

- Dispenser un enseignement de culture générale pour les trois derniers degrés de la scolarité obligatoire, c'est-à-dire les enfants âgés de 12 à 15 ans.
- Coordonner les actions d'enseignement avec d'une part, l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire postobligatoire, et d'autre part avec l'ensemble des cantons suisses francophones, dans le cadre de l'Espace romand de formation mis en place par la Conférence intercantonale des directrices et directeurs de l'instruction publique (CIIP).
- Garantir l'acquisition des connaissances et des compétences évaluées à la fin de chaque degré.

Prestations publiques

- Enseignement - cours réguliers
- Enseignement - cours complémentaires
- Encadrement et orientation des élèves
- Structures d'accueil (élèves non francophones)
- Intégration d'élèves handicapés
- Activités culturelles
- Enseignement aux parents

Objectifs 2008 / Priorités

- Participer à l'élaboration d'un projet de contre-projet sur l'organisation du cycle d'orientation afin de garantir la cohérence du parcours scolaire des élèves entre l'enseignement primaire et le cycle d'orientation et le postobligatoire.
- Harmoniser les conditions de promotion à la fin du cycle d'orientation avec celles de l'admission dans l'enseignement secondaire post obligatoire.
- Poursuivre les travaux dans le cadre du plan d'études commun aux cantons romands et mise en place des plans d'études disciplinaires qui en découlent.
- Redéfinir les conditions de prise en charge des élèves en difficultés pendant le cycle d'orientation et à l'issue de celui-ci (bilan d'orientation, redoublement qualitatif, tutorat, etc.) en coordination avec l'OFPC.
- Instaurer des conseils d'établissement (partenariat famille-école) dans tous les collèges du cycle d'orientation.
- Mettre en œuvre du plan d'études de français remanié dans le sens d'un renforcement des compétences de base, en particulier en lecture.
- Étendre le 8ème degré du collège de la Seymaz, 20ème établissement du cycle d'orientation.

Perspectives 2009/2011

- Contribuer à la mise en place du regroupement des directions générales de l'enseignement primaire et du cycle d'orientation, regroupement qui débouchera sur une direction de l'enseignement obligatoire.
- Ouvrir le cycle de Drize afin de désengorger les établissements de la région Arve-Lac, en respectant le seuil maximum de 600 - 650 élèves, garanti d'un encadrement optimal (lutte contre les incivilités, notamment).
- Intégrer le concept d'Espace romand de formation grâce à la redéfinition du nombre et de la place des disciplines enseignées au secondaire 1, l'évaluation commune des compétences et des connaissances des élèves (élaboration d'épreuves de référence romande).
- Implémenter le projet d'unification des degrés d'enseignements du primaire et du secondaire obligatoire.

Budget du service

		Budget 2008	Variation 2008/2007		Budget 2007	Compte 2006
30	**Charges de personnel**					
	Frs	228'360'058	-69'024	-0.03 %	228'429'082	226'450'568.12
	Effectifs	1'525.789	-8.396	-0.55 %	1'534.185	1'531.746
301	**Traitements du personnel**					
	Frs	21'637'809	90'428	0.42 %	21'547'381	21'710'853.85
	Effectifs	217.550	3.517	1.64 %	214.033	213.520
302	**Traitements du personnel enseignant**					
	Frs	170'715'719	-147'631	-0.09 %	170'863'350	169'397'147.90
	Effectifs	1'308.239	-11.913	-0.90 %	1'320.152	1'318.226
31	**Dépenses générales**					
	Frs	6'559'200	-113'162	-1.70 %	6'672'362	7'041'215.98
36	**Subventions**					
	Frs	397'000	7'000	1.79 %	390'000	371'071.85
4	**Revenus sans imputations internes**					
	Frs	2'639'050	99'440	3.92 %	2'539'610	2'616'101.65

L'augmentation du nombre de postes du personnel est liée à l'ouverture du nouveau cycle de la Seymaz. La diminution des postes du PE s'explique essentiellement par les réallocations internes DIP en faveur de l'ESPO pour absorber l'augmentation des élèves à l'ESPO.

3.4 - Enseignement secondaire II postobligatoire

Mission

- Proposer un cursus de formation de 2 à 4 ans aux élèves et apprenant-e-s qui sont âgés entre 15 et 19 ans, afin qu'ils obtiennent un titre reconnu dans les domaines de la formation générale (certificat et maturité spécialisée de l'Ecole de culture générale, maturité gymnasiale du collège de Genève) ou de la formation professionnelle initiale (attestation cantonale de formation professionnelle, attestation fédérale de formation professionnelle initiale, diplôme de commerce, certificat fédéral de capacité, certificat de maturité professionnelle et la maturité technique de l'Ecole d'enseignement technique – EET).
- Préparer l'intégration, en étroite collaboration avec le CO, des élèves qui ne maîtrisent pas suffisamment le français par des classes d'accueil pour élèves non francophones.
- Soutenir les élèves provenant du cycle d'orientation qui ne remplissent pas les critères d'admission du postobligatoire grâce à des classes d'insertion scolaire ou d'insertion professionnelle.
- Proposer différents cursus de formation à des jeunes adultes afin qu'ils puissent obtenir un titre de niveau CITE 3 ou 4 ou accéder à une HES.

Prestations publiques

- Formation postobligatoire générale
- Formation professionnelle initiale
- Formation professionnelle supérieure
- Formation continue
- Structures d'accueil d'élèves non francophones
- Structures d'insertion
- Intégration d'élèves handicapés
- Encouragement et animation des activités culturelles et sportives.

Objectifs 2008 / Priorités

- Installer les conseils d'établissement (partenariat famille-école) au sein de l'ensemble des degrés du postobligatoire.
- Intégrer les 340 élèves et apprenant-e-s supplémentaires pour la rentrée 2008, (sur un total de 21'505), par la création d'une 3ème Ecole de culture générale.
- Adapter certains cursus aux exigences fédérales ou intercantonales.
- Participer à la CDIP concernant la révision du règlement relatif à la reconnaissance des certificats délivrés par les Ecoles de culture générale.
- Réorienter la maturité spécialisée « communication et information ».
- Adapter les grilles horaires des deux Ecoles supérieures (ES) du CEFOPS (Ecole d'hygiéniste dentaire et Ecole de technicien en analyses biomédicales) afin que les cursus soient conformes aux exigences de la LFPr.

Perspectives 2009/2011

- Intégrer les effectifs supplémentaires qui devraient continuer d'augmenter (même si elles seront de moindre importance).
- Poursuivre les objectifs fixés par la CDIP.
- Mettre en place les nouvelles infrastructures entraînées par la hausse des effectifs de ces dernières années (notamment à l'Ecole de culture générale et au collège) et des modifications de l'offre de formation professionnelle (projet DIP-pôles : arts appliqués, commerce, construction, services et hôtellerie/restauration, nature et environnement, santé et social, et technique).
- Atteindre, au plus tard en 2015, l'objectif énoncé par la CDIP en novembre 2006 qui vise à ce que 95 % des jeunes décrochent un diplôme du secondaire II tout en améliorant l'orientation afin que les jeunes perdent moins de temps à changer de voie ou à «patienter dans un sas».
- Intégrer au sein de l'enseignement postobligatoire les effets de la mise en place d'une seule direction de l'enseignement obligatoire (EP et CO), afin de garantir un parcours efficace de l'élève au sein de l'institution.

Budget du service

		Budget 2008	Variation 2008/2007		Budget 2007	Compte 2006
30	**Charges de personnel**					
	Frs	333'873'499	3'098'553	0.94 %	330'774'946	322'208'369.65
	Effectifs	2'157.149	-1.464	-0.02 %	2'157.613	2'132.309
301	**Traitements du personnel**					
	Frs	34'787'346	516'547	1.51 %	34'270'799	35'082'758.35
	Effectifs	351.107	4.900	1.42 %	346.207	345.839
302	**Traitements du personnel enseignant**					
	Frs	245'940'713	2'311'358	0.95 %	243'629'355	236'532'487.35
	Effectifs	1'806.042	-5.364	-0.30 %	1'811.406	1'786.470
31	**Dépenses générales**					
	Frs	13'502'800	563'659	4.36 %	12'939'141	12'774'946.22
36	**Subventions**					
	Frs	927'500	122'000	15.15 %	805'500	11'178'596.55
4	**Revenus sans imputations internes**					
	Frs	31'573'959	6'312'258	24.99 %	25'261'701	24'973'619.57

Pour les raisons évoquées sous le chapitre services généraux, le SEM a été retiré du budget 2007 et des comptes 2006 du PO. De plus, le CEFOPS qui intègre le PO dès le budget 2007 a été ajouté aux comptes 2006 du PO.

L'augmentation du nombre de postes du personnel est liée à l'ouverture de la 3ème Ecole de culture générale. Les réallocations internes DIP ont permis d'absorber la hausse des effectifs d'élèves sans devoir recourir à des demandes de postes supplémentaires. Elle est aussi la conséquence des nouvelles exigences de la loi sur la formation professionnelle. L'augmentation des dépenses générales découle de l'application des normes IPSAS (cf. § IPSAS).

3.5 - Office de la Jeunesse

Mission

- Piloter et coordonner les actions et politiques menées en faveur de l'enfance et de la jeunesse, dans les secteurs de la petite enfance, des foyers d'accueil et de placements pour enfants et adolescents, des activités de loisirs, camps de vacances et activités de jeunesse en collaboration avec de nombreux partenaires publics et privés.

Prestations publiques

- Protection des mineurs et assistance socio-éducative,
- Surveillance des placements d'enfants hors du milieu familial,
- Promotion et protection de la santé dans les écoles,
- Prévention et médecine dentaire pour les élèves des écoles primaires,
- Prévention et traitement médico-pédagogique des troubles du développement,
- Organisation d'activités de loisirs.

Objectifs 2008

- Décliner les mesures de formation scolaire adaptée pour les mineurs handicapés ou à besoins spéciaux et qui découlent de la RPT, en s'appuyant sur le projet de loi destiné à appliquer la législation fédérale,
- Mettre en œuvre les recommandations formulées par la Commission d'évaluation des politiques publiques (CEPP), afin de mieux lutter contre la maltraitance envers les enfants et les jeunes,
- Consolider le nouveau service de protection des mineurs,
- Développer une politique de la petite enfance,
- Réaliser les Assises de l'éducation spécialisée,
- Conclure de multiples contrats de prestations avec les associations subventionnées par l'Office de la jeunesse, en application de la LIAF,
- Mettre en place le revenu déterminant unifié et un barème social pour les prestations publiques du Service des Loisirs et de la Clinique Dentaire de la Jeunesse,
- Renforcer la cohérence des actions des services de l'Office de la Jeunesse dans les lieux d'enseignement, notamment dans les écoles faisant partie du réseau d'enseignement prioritaire (REP),
- Modifier la loi sur la procédure civile de manière à ne plus prévoir d'évaluation sociale systématique de la famille en cas de divorces par requête commune ou de séparation.

En outre, l'office de la jeunesse comprend un certain nombre de services dont les missions et objectifs sont précisées, ci-après :

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Mission

Service des loisirs de la jeunesse (SLJ)

- Contribuer à l'élaboration, la promotion et la coordination des loisirs éducatifs pour les mineurs du canton en gérant des activités périscolaires qui offrent aux enfants et adolescents (4 à 18 ans) des prestations sportives, récréatives, culturelles et de découvertes.

Service des Médico-pédagogique

- Prévenir et traiter des troubles du développement psychologique, sensoriel et psychomoteur, du comportement et de la relation qui entravent la vie sociale et l'apprentissage des mineurs d'une part, et assurer les mesures pédagogiques spécialisées pour les enfants et adolescents handicapés ou ayant des besoins spéciaux et qui ne peuvent pas suivre la scolarité ordinaire, d'autre part.

Service de protection des mineurs (SPMI)

- Aider la famille dans sa tâche éducative, protéger les mineurs et exercer la juridiction pour enfants en assurant l'exécution et le suivi des mandats tutélaires et des mesures de protection de l'enfance ordonnées par l'autorité judiciaire.

Service de Santé de la Jeunesse

- Promouvoir la santé de tous les enfants et jeunes du Canton par des actions de prévention et de protection contre les risques pour la santé, les conduites à risque et les dépendances, les atteintes à la santé et à l'intégrité des enfants menacés par des violences, des abus ou des conditions de vie inadéquates.

Clinique Dentaire de la Jeunesse

- Prévenir et soigner les mineurs des familles du canton dans les domaines de la santé dentaire, de l'orthodontie et des soins auprès des populations vivant dans des conditions sociales défavorisées.

Objectifs 2008

Service des loisirs de la jeunesse (SLJ)

- Dans le cadre de la mise en place du revenu déterminant unifié, mettre en place un barème social pour les prestations du service, en coordination avec le Département de l'économie et de la santé et la Clinique Dentaire de la Jeunesse.

Service Médico-Pédagogique

- Améliorer la prise en charge des mineurs handicapés ou à besoins spéciaux en mettant à niveau les infrastructures existantes.
- Attribuer les ressources éducatives et psycho-pédagogiques dans le domaine de la formation scolaire spéciale en faveur des mineurs handicapés ou à besoins spéciaux, en fonction de la nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons.

Service de protection des mineurs (SPMI)

- Renforcer l'efficacité et l'efficience afin d'assurer le meilleur suivi socio-éducatif des mineurs et des familles.
- Poursuivre, dans ce contexte, les formations communes aux collaborateurs et collaboratrices du service visant à partager une même vision des missions du service.

Service de Santé de la Jeunesse

- Garantir des prestations de même niveau tout en faisant face à l'augmentation de la charge résultant de la hausse du nombre d'élèves dans les écoles.
- Mettre en œuvre la réforme organisationnelle du service de santé de la jeunesse, en intégrant les propositions émanant d'une équipe multidisciplinaire mise sur pied durant l'année 2007 au sein du service.
- Participer à la mise en place du réseau d'enseignement prioritaire.

Clinique Dentaire de la Jeunesse

- Mettre en place un barème social pour les prestations du service en coordination avec le Département de l'Economie et de la Santé, le Service des Loisirs, dans le cadre du revenu déterminant unifié.
- Participer au réseau d'enseignement prioritaire (REP) en luttant activement contre la carie dentaire dans les zones à risques.
- Mettre en application et informer tous les partenaires intéressés de la nouvelle valeur du point pour la facturation des soins dentaires.

Budget du service

		Budget 2008	Variation 2008/2007		Budget 2007	Compte 2006
30	**Charges de personnel**					
	Frs	68'962'980	1'011'932	1.49 %	67'951'048	67'645'137.19
	Effectifs	541.289	2.958	0.55 %	538.331	528.006
301	**Traitements du personnel**					
	Frs	57'499'225	603'307	1.06 %	56'895'918	56'418'765.30
	Effectifs	541.289	2.958	0.55 %	538.331	528.006
31	**Dépenses générales**					
	Frs	10'436'268	-1'227'528	-10.52 %	11'663'796	10'335'061.60
36	**Subventions**					
	Frs	109'091'770	25'628'766	30.71 %	83'463'004	66'667'401.25
4	**Revenus sans imputations internes**					
	Frs	10'876'150	-23'407'150	-68.28 %	34'283'300	40'114'449.52

Hormis les effets liés à la RPT et au transfert Etat-Communes, l'élément majeur caractérisant l'évolution des subventions au sein de l'office est constituée par la compensation de 1.34 KFrs consécutive à la diminution annoncée à partir de 2008 des subventions de l'office fédéral de la justice dont bénéficient les institutions genevoises d'éducation spécialisée (cf. § RPT).

3.6 - OFPC - Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue

Mission

- Faciliter la gestion individuelle des parcours de formation, l'orientation des jeunes et des adultes, la réussite de la formation scolaire et professionnelle.
- Renforcer l'apprentissage tout au long de la vie et la formation continue des adultes,
- Contribuer à l'évolution d'un système de formation performant et améliorer la lisibilité du système par une information sur l'ensemble des filières et leurs débouchés.

Prestations publiques

- Informer et documenter les études et les professions.
- Insérer professionnellement les jeunes et personnes à risque d'exclusion.
- Qualifier professionnellement les jeunes et les adultes.
- Promouvoir la formation professionnelle et prospecter.
- Aider à l'orientation scolaire et professionnelle.
- Développer la qualité de la formation professionnelle, initiale et continue.
- Financer l'offre et la demande de formation professionnelle et continue.

Objectifs 2008 / priorités

- Créer une cité des métiers permanente en offrant au public de plus grandes possibilités d'information et d'orientation. Cette réalisation se fera avec les ressources existantes au niveau de l'OFPC.
- Faciliter la transition du secondaire 1 au secondaire 2 par l'élaboration d'un bilan d'orientation pour les élèves du cycle et la mise en place d'une expérimentation dans quelques établissements scolaires.
- Réduire le taux de résiliation et d'échec aux examens des apprentis et apprenties par le renforcement du projet "Réussir" avec plus de suivi individualisé des jeunes en difficultés.
- Maintenir une offre suffisante en matière de places d'apprentissage et valoriser de nouvelles filières de formation professionnelle, notamment dans le domaine santé-social.
- Développer la formation initiale en deux ans, diversifier les filières et faciliter l'insertion des jeunes en difficulté.
- Mieux structurer l'offre de préformation, renforcer la qualification professionnelle des adultes et poursuivre la mise en œuvre des recommandations de la commission externe d'évaluation des politiques publiques.
- Moderniser l'octroi des allocations d'études et d'apprentissage et préparer une nouvelle loi cantonale.
- Intégrer le système de financement par forfait dans le cadre de la formation professionnelle, de la formation continue et des cours interentreprises.

Perspectives 2009

- Mettre en application la nouvelle loi cantonale sur les bourses et prêts d'études.
- Mettre en œuvre les dispositifs prévus par la nouvelle loi sur la formation professionnelle et sur l'information et l'orientation scolaire et professionnelle.
- Introduire une certification qualité pour les centres de formation professionnelle et pour les prestations d'information et d'orientation.
- Renforcer le dispositif d'orientation au cycle d'orientation et du suivi individualisé des élèves.
- Organiser la troisième cité des métiers à Palexpo avec les milieux professionnels.
- Mettre en place le nouveau système de financement des cours interentreprises.

Budget du service

		Budget 2008	Variation 2008/2007		Budget 2007	Compte 2006
30	**Charges de personnel**					
	Frs	22'754'043	-81'478	-0.36 %	22'835'521	22'182'943.82
	Effectifs	159.950	-6.050	-3.65 %	165.900	159.510
301	**Traitements du personnel**					
	Frs	18'798'761	-145'240	-0.77 %	18'944'001	18'587'372.30
	Effectifs	159.850	-6.050	-3.65 %	165.900	159.510
31	**Dépenses générales**					
	Frs	2'004'000	-548'657	-21.49 %	2'552'657	2'904'340.56
36	**Subventions**					
	Frs	53'235'996	5'035'086	10.45 %	48'200'910	48'075'414.90
4	**Revenus sans imputations internes**					
	Frs	16'729'749	4'902'149	41.45 %	11'827'600	14'006'015.65

La réduction des effectifs s'explique par les réallocations internes DIP.
L'augmentation des revenus provient essentiellement des subventions fédérales suite à l'entrée en vigueur du forfait fédéral, des remboursements des allocations d'encouragement à la formation et des écolages d'apprentis en provenance des autres cantons (modification de tarifs).

3.7 - HES - Hautes Ecoles Spécialisées

(le budget des HES fait l'objet d'une publication plus détaillée de la part de l'institution)

Mission

- S'acquitter des missions fédérales qui incombent aux HES : développement des formations de base, de la recherche appliquée et des prestations de service à des tiers ainsi que de la formation continue à l'attention des diplômé-e-s ou des professionnels.
- Suivre les directions prises dans le cadre du nouveau modèle de gouvernance de la HES-SO approuvé par la Confédération en 2003.
- Renforcer la cohésion entre les écoles qui la composent et élaborer, avec leur appui, sa stratégie de développement.

Prestations publiques et moyens fournis

- Enseignement – études principales (diplôme HES, bachelor, master)
- Enseignement - Formation continue (certificat, diplôme d'études postgrade, MAS, EMBA)
- Recherche appliquée et Développement (Ra&D)
- Prestations de services à des tiers

Budget du service

		Budget 2008	Variation 2008/2007		Budget 2007	Compte 2006
36	**Subventions**	**100'675'700**	**14'758'400**	**17.18 %**	**85'917'300**	**83'520'893.00**
	HES-SO subvention	**47'691'000**	**47'691'000**			
	- Subvention monétaire	38'221'000	3'522'000	10.15 %	34'699'000	33'496'800.00
	Contribution intercantonale	*36'771'000*	*36'771'000*			
	Conditions locales particulières	*617'000*	*617'000*			
	Taxes scolaires	*833'000*	*833'000*			
	- Subvention non monétaire	9'470'000	9'470'000			
	HES-S2 subvention	**32'141'000**	**32'141'000**			
	- Subvention monétaire	30'141'000	159'000	0.53 %	29'982'000	29'446'600.00
	Contribution intercantonale	*23'417'000*	*23'417'000*			
	Conditions locales particulières	*3'774'000*	*3'774'000*			
	Taxes scolaires	*2'950'000*	*2'950'000*			
	- Subvention non monétaire	2'000'000	2'000'000			
	HETSR	320'000	-	0.00 %	320'000	311'972.00
	HEM	12'109'000	401'000	3.43 %	11'708'000	11'146'000.00
	ESIG	1'400'000	-78'100	-5.28 %	1'478'100	1'478'100.00
	ESBA	7'014'700	100'400	1.45 %	6'914'300	6'914'300.00
	CCSO	-	-815'900	-100.00 %	815'900	727'121.00

4	**Revenus**	**13'338'000**	**13'338'000**		**-**	**1'000'000.00**
	Retour de subvention	1'868'000	1'868'000			1'000'000.00
	HES-SO revenu non monétaire	9'470'000	9'470'000			
	HES-S2 revenu non monétaire	2'000'000	2'000'000			
36/4	**Subventions / Revenus**	**87'337'700**	**1'420'400**	**1.65 %**	**85'917'300**	**82'520'893.00**

Cette nouvelle présentation des rubriques budgétaires pour la HES-SO et la HES-S2 permet, d'une part, de s'adapter aux normes comptables IPSAS et de répondre, d'autre part, aux recommandations de l'inspection cantonale de finances. Cette dernière recommande en effet de faire apparaître plus distinctement les principales catégories de flux financiers liant l'Etat et les établissements intégrés au réseau HES. Les données ont été retraitées en conséquence.

Objectifs 2008 / Priorités

Après de nombreuses années de croissance des effectifs étudiants, les écoles de la HES-SO Genève arrivent à maturité avec une quasi stabilité des effectifs.

Selon le système de financement HES-SO, les charges de fonctionnement de ces écoles sont principalement couvertes par les montants forfaitaires par étudiant-e que verse le réseau intercantonal HES, selon un calcul équitable pour tous ses membres. Malgré la stabilité des effectifs, le coût pour le canton augmente en raison de la hausse des forfaits étudiants (coût moyen par étudiant-e à la charge des cantons) mais aussi par l'augmentation du nombre d'étudiant-e-s genevois-es envoyé-e-s dans le réseau HES. Il est à noter que l'augmentation de la participation fédérale au financement des écoles S2 ne permet pas de compenser l'augmentation décrite ci-dessus à ce stade. Néanmoins, certaines décisions encore à prendre d'ici à la fin de l'année 2007 pourraient profiter au canton de Genève et diminuer sa participation financière.

La subvention relative au CCSO-Réseau romand et l'antenne genevoise est transférée au département de l'économie et de la santé. Ce transfert s'inscrit dans la mise en œuvre de la mesure n° 32 et 33 du plan de mesure 2 consistant à regrouper au niveau cantonal et régional les différentes structures de promotion économique et d'aides aux entreprises.

Durant l'année 2008, la HES-SO Genève poursuivra la mise en œuvre des projets suivants :

- la nouvelle Haute école d'art et de design, qui a réuni, dès début 2007, l'Ecole supérieure de beaux-arts et la Haute école d'arts appliqués selon une logique de proximité et d'enrichissement mutuel de leurs champs d'activités,
- la fusion des deux écoles d'ingénieurs,
- l'intégration effective de la Haute Ecole de Musique dans le dispositif genevois,
- la réorganisation des tâches entre la direction générale et les écoles dans un souci d'efficacité et d'allocation optimale des ressources.

Perspectives 2009-2011

- Avec l'entrée en vigueur de la nouvelle Convention intercantonale HES-SO prévue pour 2008, les domaines arts et musique seront définitivement intégrés dans l'offre de formation du réseau romand. La HES-SO Genève entend dès lors constituer un pôle artistique riche, réunissant l'art, le design et la musique. Par ailleurs, les liens évidents entre les deux écoles d'ingénieurs de Genève et de Lullier déboucheront sur leur unification. Les rapprochements entre les écoles qui la constituent devraient permettre le déploiement d'une stratégie en matière de bâtiments axée sur 2 sites selon une logique de fonctionnement et de développement communs.

Entre 2008 et 2011, la HES-SO Genève participera activement aux travaux de la HES-SO visant notamment à :

- Se doter d'une nouvelle Convention intercantonale relative à l'ensemble des domaines de formation introduits dans la loi fédérale révisée.
- Harmoniser ses formations selon le modèle de Bologne et développer son offre de cours masters.
- Mettre en place un statut du personnel enseignant HES commun à toutes les écoles.
- Organiser son fonctionnement selon la notion de prestations, grâce notamment à des « conventions d'objectifs ».

3.8 - Université de Genève

(le budget de l'Université fait l'objet d'une publication plus détaillée de la part de l'institution)

Mission

- donner à ses étudiants une formation académique, les initier à la recherche et contribuer à l'éducation permanente ;
- contribuer à la recherche scientifique, au renouvellement et au développement des connaissances scientifiques ;
- développer et diffuser une culture fondée sur les connaissances scientifiques ;
- faire prendre conscience de la responsabilité que la communauté universitaire assume à l'égard de la société.

Budget du service

		Budget 2008	Variation 2008/2007		Budget 2007	Compte 2006
36	**Subventions**	**328'690'234**	**49'833'234**	**17.87 %**	**278'857'000**	**270'084'000.00**
	Allocation au fonctionnement de l'Université	280'639'000	1'782'000	0.64 %	278'857'000	270'084'000.00
	Subvention non monétaire	48'051'234	48'051'234			

La variation s'explique par la compensation du retrait de la Confédération dans le cadre de la RPT (-3.24M°) et l'application d'une indexation de 0.2 % et de 0.6 % de réduction sur la masse salariale. La subvention non monétaire correspond à la location financement qui s'élève à 48 M° en application des normes IPSAS. (cf § RPT et IPSAS).

Objectifs 2008 / Priorités / Perspectives 2009

Pour l'Université de Genève, 2008 est une année charnière. De grands chantiers sont engagés :

- Les Pôles de recherche sont attribués par la Confédération en Génétique et en Physique et sont progressivement intégrés par des réallocations budgétaires. Celui de Sciences affectives planifie son intégration.
- Le Pôle international se développe avec, entre autres, le Bachelor en Relations internationales et la consolidation de l'Institut des Hautes Etudes Internationales et du Développement (IHEID).
- Les Sciences de l'Environnement, confortées par l'afflux d'étudiants dès l'ouverture du nouveau Master, s'institutionnalisent en créant L'Institut des Sciences de l'Environnement (ISE), et développent leurs programmes de recherche.
- L'Institut Universitaire de Formation des Enseignants (IUFE) achève la mise en place de son organisation et de ses programmes. Il ouvre ses portes dès la mise à disposition de locaux.
- L'Université développe ses outils d'évaluation à l'accueil et l'accompagnement des étudiantes et des étudiants.
- La nouvelle Loi sur l'Université est mise en œuvre dès son adoption par le Grand Conseil avec, entre autres, la préparation de la Convention d'Objectif, du Plan Stratégique, et des Statuts.

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.00.00.00	**INSTRUCTION PUBLIQUE**						
3	**CHARGES**	**1.866.387.087**		**86.188.823**	**4,8**	**1.780.198.264**	**2.223.328.515,58**
4	**REVENUS**		**85.104.160**	**-24.999.821**	**-22,7**	**110.103.981**	**604.294.541,72**
	COUVERTURE en F	**-1.781.282.927**		**-111.188.644**		**-1.670.094.283**	**-1.619.033.973,86**
	COUVERTURE en %	**4,56%**			**-1,6**	**6,18%**	**27,18%**
03.11.00.00	**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**						
3	**CHARGES**	**29.173.595**		**-55.032.008**	**-65,4**	**84.205.603**	**93.628.286,73**
4	**REVENUS**		**572.461**	**257.611**	**81,8**	**314.850**	**10.835.591,94**
	COUVERTURE en F	**-28.601.134**		**55.289.619**		**-83.890.753**	**-82.792.694,79**
	COUVERTURE en %	**1,96%**			**1,6**	**0,37%**	**11,57%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	7.403.861		-4.616.492	-38,4	12.020.353	11.313.249,72
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	35.108		33.108	NS	2.000	-454,60
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	583.000		-1.006.740	-63,3	1.589.740	1.085.948,31
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	342.340		342.340	ND		
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	342.340		342.340	ND		
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	18.067.660		-51.901.700	-74,2	69.969.360	70.053.409,34
361	CANTONS	2.278.000		-156.000	-6,4	2.434.000	2.640.337,85
0501	CONFÉRENCE INTERCANTONALE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE SR / TI	1.141.000		-92.000	-7,5	1.233.000	1.232.787,00
0601	CONFÉRENCE SUISSE DIRECTEURS CANTONAUX INSTRUCTION PUBLIQUE	657.000		-6.000	-0,9	663.000	667.257,00
0701	COMMISSION PUBLICATION COLLECTION " CH "	5.000		0	0,0	5.000	4.604,00
0801	CONTRIBUTIONS INTERCANTONALES DIVERSES	130.000		-20.000	-13,3	150.000	57.543,00
0901	CROIX-ROUGE, SOINS INFIRMIERS						297.935,00
1101	CONFÉRENCE UNIVERSITAIRE SUISSE	285.000		-18.000	-5,9	303.000	323.586,00
2601	COTISATIONS INTERCANTONALES	60.000		-20.000	-25,0	80.000	56.625,85
362	COMMUNES			-335.000	-100,0	335.000	285.000,00
0501	SAINT - GERVAIS, FONDATION ARTS DE LA SCÈNE ET DE L'IMAGE			-295.000	-100,0	295.000	285.000,00
6150	SUBVENTIONS AUX COMMUNES			-40.000	-100,0	40.000	
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS			-90.000	-100,0	90.000	90.000,00
1301	INSTITUT NATIONAL GENEVOIS			-90.000	-100,0	90.000	90.000,00
364	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	200.000		-16.633.000	-98,8	16.833.000	16.808.000,00
0201	THÉATRE DE CAROUGE ET ATELIER			-2.500.000	-100,0	2.500.000	2.500.000,00
0601	CENTRE D'ANIMATION CINÉMATOGRAPHIQUE			-371.000	-100,0	371.000	371.000,00
0801	ORCHESTRE DE LA SUISSE ROMANDE			-8.500.000	-100,0	8.500.000	8.500.000,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.11.00.00	**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL** (Suite)						
0901	MARIONNETTES DE GENÈVE			-600.000	-100,0	600.000	600.000,00
1101	AM STRAM GRAM			-912.000	-100,0	912.000	912.000,00
1201	FONDATION BODMER			-500.000	-100,0	500.000	500.000,00
1401	FONDATION D'ART DRAMATIQUE			-2.250.000	-100,0	2.250.000	2.250.000,00
3401	CENTRE INTERCANTONAL D'INFORMATION SUR LES CROYANCES	200.000		0	0,0	200.000	180.000,00
6001	FONDAMCO			-1.000.000	-100,0	1.000.000	995.000,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	15.259.660		-34.087.700	-69,1	49.347.360	49.365.690,49
0106	CONSERVATOIRE DE MUSIQUE DE GENÈVE			-10.171.990	-100,0	10.171.990	10.733.990,00
0205	INSTITUT JAQUES - DALCROZE			-3.556.020	-100,0	3.556.020	3.556.020,00
0301	CONSERVATOIRE POPULAIRE DE MUSIQUE			-13.377.000	-100,0	13.377.000	13.377.000,00
0403	ONDINE GENEVOISE			-260.000	-100,0	260.000	260.000,00
0501	CADETS DE GENÈVE			-337.300	-100,0	337.300	337.300,00
0601	CONCOURS DE GENÈVE			-248.750	-100,0	248.750	248.750,00
0701	AIDE AUX FORMATIONS INDÉPENDANTES			-490.000	-100,0	490.000	462.500,00
0801	ORCHESTRE DE CHAMBRE DE GENÈVE			-560.000	-100,0	560.000	497.500,00
0901	FONCTION : CINÉMA			-99.500	-100,0	99.500	99.500,00
1001	THÉATRE DU GRüTLI			-149.250	-100,0	149.250	149.250,00
1301	THÉATRE DU LOUP			-300.000	-100,0	300.000	298.500,00
1601	FONDATION ETM			-735.000	-100,0	735.000	689.530,00
1701	ASSOCIATION ESPACE MUSICAL			-129.350	-100,0	129.350	129.350,00
1901	CONTRECHAMPS			-400.000	-100,0	400.000	398.000,00
2301	GRANDES MANIFESTATIONS			-397.500	-100,0	397.500	397.500,00
2601	RENCONTRES INTERNATIONALES			-62.680	-100,0	62.680	62.680,00
2701	AIDE PONCTUELLE À LA CULTURE			-1.295.000	-100,0	1.295.000	1.295.000,00
3001	MUSÉE INTERNATIONAL CROIX - ROUGE ET CROISSANT - ROUGE			-554.210	-100,0	554.210	554.210,00
3301	ASSOCIATION MONDIALE POUR L'ÉCOLE INSTRUMENT DE PAIX	32.830		0	0,0	32.830	32.830,00
3701	INSTITUT UNIVERSITAIRE DE HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES (IUHEI)			-7.260.000	-100,0	7.260.000	7.260.000,00
3702	INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES ET DU DÉVELOPPEMENT (IHEID)	13.117.000		13.117.000	ND		
3801	INSTITUT UNIVERSITAIRE D'ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT (IUED)			-4.585.290	-100,0	4.585.290	4.585.290,00
4601	SUBVENTION À LA RESTAURATION COLLECTIVE			-250.000	-100,0	250.000	
5901	ASSOCIATION POUR L'ENCOURAGEMENT DE LA MUSIQUE IMPROVISÉE			-238.800	-100,0	238.800	238.800,00
6401	UNIVERSITÉ DU 3 ÈME ÂGE	69.650		0	0,0	69.650	69.650,00
6501	SFCAC - SUBVENTIONS DIVERSES			-108.000	-100,0	108.000	188.790,45
6601	AIDE AUX COMPAGNIES INDÉPENDANTES			-590.000	-100,0	590.000	572.120,00
6701	DIFFUSION ET ÉCHANGES CULTURELS			-524.870	-100,0	524.870	580.080,00
6801	CONTRIBUTION À LA PROMOTION DE LA PAIX	218.900		0	0,0	218.900	130.825,10
6901	FONDATION GIPRI	199.000		0	0,0	199.000	199.000,00
9201	RÉSEAU UNIVERSITAIRE INTERNATIONAL DE GENÈVE			-1.194.000	-100,0	1.194.000	1.194.000,00
9301	ATELIERS D'ETHNOMUSICOLOGIE			-129.350	-100,0	129.350	129.350,00
9401	CINÉMA TOUT ÉCRAN			-149.250	-100,0	149.250	149.250,00
9501	FESTIVAL DE LA BATIE			-450.000	-100,0	450.000	450.000,00
9601	PROJETS RÉGIONAUX ET TRANSFRONTALIERS	124.370		0	0,0	124.370	17.124,94

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.11.00.00	**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL** (Suite)						
9801	SUBVENTIONS PONCTUELLES	99.500		0	0,0	99.500	22.000,00
9902	FONDS SPÉCIAUX - SUBVENTIONS AUX INSTITUTIONS PRIVÉES	200.000		200.000	ND		
3702	SUBVENTION NON MONÉTAIRE - IHEID	1.198.410		1.198.410	ND		
366	PERSONNES PHYSIQUES	330.000		-600.000	-64,5	930.000	864.381,00
0701	FONDS ANIMATION JEUNESSE	330.000		0	0,0	330.000	339.381,00
0901	AIDE AUX JEUNES CRÉATEURS (CINÉMA ET VIDÉO)			-600.000	-100,0	600.000	525.000,00
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES						10.741.168,36
370	CONFÉDÉRATION						222.428,90
371	CANTONS						28.875,00
372	COMMUNES						52.750,00
375	INSTITUTIONS PRIVÉES						10.437.114,46
39	IMPUTATIONS INTERNES	2.776.734		2.150.584	343,5	626.150	434.511,00
42	REVENUS DES BIENS		5.073	5.073	ND		
43	RECETTES DIVERSES		167.100	9.500	6,0	157.600	54.024,90
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		400.000	400.000	ND		
451	CANTONS		400.000	400.000	ND		
46	SUBVENTIONS ACQUISES						34.000,00
469	AUTRES SUBVENTIONS						34.000,00
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER						10.741.168,36
470	CONFÉDÉRATION						2.991.679,85
471	CANTONS						7.305.504,81
472	COMMUNES						52.750,00
475	INSTITUTIONS PRIVÉES						391.233,70
49	IMPUTATIONS INTERNES		288	-156.962	-99,8	157.250	6.398,68
03.12.00.00	**SERVICES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS**						
3	**CHARGES**	**0**		**-7.274.326**	**-100,0**	**7.274.326**	**8.779.724,66**
4	**REVENUS**		**0**	**-1.616.600**	**-100,0**	**1.616.600**	**765.400,56**
	COUVERTURE en F			**5.657.726**		**-5.657.726**	**-8.014.324,10**
	COUVERTURE en %				**-22,2**	**22,22%**	**8,72%**
30	CHARGES DE PERSONNEL			-6.007.853	-100,0	6.007.853	6.740.123,83
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES			-89.000	-100,0	89.000	32.835,20
31	DÉPENSES GÉNÉRALES			-359.023	-100,0	359.023	640.853,02

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.12.00.00	**SERVICES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS** (Suite)						
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES			-302.000	-100,0	302.000	276.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF			-302.000	-100,0	302.000	276.000,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES						315.535,80
365	INSTITUTIONS PRIVÉES						315.535,80
4601	SUBVENTION À LA RESTAURATION COLLECTIVE						315.535,80
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES						96.425,00
375	INSTITUTIONS PRIVÉES						96.425,00
39	IMPUTATIONS INTERNES			-605.450	-100,0	605.450	710.787,01
42	REVENUS DES BIENS			-32.800	-100,0	32.800	966,11
43	RECETTES DIVERSES			-97.100	-100,0	97.100	169.145,22
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES			-400.000	-100,0	400.000	498.473,15
451	CANTONS			-400.000	-100,0	400.000	498.473,15
46	SUBVENTIONS ACQUISES			-1.000.000	-100,0	1.000.000	
469	AUTRES SUBVENTIONS			-1.000.000	-100,0	1.000.000	
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER						96.425,00
470	CONFÉDÉRATION						96.425,00
49	IMPUTATIONS INTERNES			-86.700	-100,0	86.700	391,08
03.13.00.00	**SERVICES PARTAGÉS ET LOGISTIQUES**						
3	**CHARGES**	**78.858.993**		**78.858.993**	**ND**		**-23.834,74**
4	**REVENUS**		**708.170**	**708.170**	**ND**		**19.279,38**
	COUVERTURE en F	**-78.150.823**		**-78.150.823**			**43.114,12**
	COUVERTURE en %	**0,90%**			**0,9**		**-80,89%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	20.679.014		20.679.014	ND		
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	1.988		1.988	ND		
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	2.719.400		2.719.400	ND		-24.052,74
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	54.645.988		54.645.988	ND		
362	COMMUNES	295.000		295.000	ND		
0501	SAINT - GERVAIS, FONDATION ARTS DE LA SCÈNE ET DE L'IMAGE	295.000		295.000	ND		

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.13.00.00	**SERVICES PARTAGÉS ET LOGISTIQUES** (Suite)						
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	100.272		100.272	ND		
1301	INSTITUT NATIONAL GENEVOIS	60.000		60.000	ND		
1301	SUBVENTION NON MONÉTAIRE - INSTITUT NATIONAL GENEVOIS	40.272		40.272	ND		
364	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	16.633.000		16.633.000	ND		
0201	THÉATRE DE CAROUGE ET ATELIER	2.500.000		2.500.000	ND		
0601	CENTRE D'ANIMATION CINÉMATOGRAPHIQUE	371.000		371.000	ND		
0801	ORCHESTRE DE LA SUISSE ROMANDE	8.500.000		8.500.000	ND		
0901	MARIONNETTES DE GENÈVE	600.000		600.000	ND		
1101	AM STRAM GRAM	912.000		912.000	ND		
1201	FONDATION BODMER	500.000		500.000	ND		
1401	FONDATION D'ART DRAMATIQUE	2.250.000		2.250.000	ND		
6001	FONDAMCO	1.000.000		1.000.000	ND		
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	36.619.716		36.619.716	ND		
0106	CONSERVATOIRE DE MUSIQUE DE GENÈVE	10.131.000		10.131.000	ND		
0205	INSTITUT JAQUES - DALCROZE	3.539.000		3.539.000	ND		
0301	CONSERVATOIRE POPULAIRE DE MUSIQUE	13.338.000		13.338.000	ND		
0403	ONDINE GENEVOISE	220.000		220.000	ND		
0501	CADETS DE GENÈVE	337.300		337.300	ND		
0601	CONCOURS DE GENÈVE	248.750		248.750	ND		
0801	ORCHESTRE DE CHAMBRE DE GENÈVE	560.000		560.000	ND		
0901	FONCTION : CINÉMA	99.500		99.500	ND		
1001	THÉATRE DU GRüTLI	149.250		149.250	ND		
1301	THÉATRE DU LOUP	300.000		300.000	ND		
1601	FONDATION ETM	735.000		735.000	ND		
1701	ASSOCIATION ESPACE MUSICAL	149.350		149.350	ND		
1901	CONTRECHAMPS	400.000		400.000	ND		
2301	GRANDES MANIFESTATIONS	147.500		147.500	ND		
2601	RENCONTRES INTERNATIONALES	62.680		62.680	ND		
2701	AIDE PONCTUELLE À LA CULTURE	1.225.000		1.225.000	ND		
3001	MUSÉE INTERNATIONAL CROIX - ROUGE ET CROISSANT - ROUGE	555.000		555.000	ND		
4101	TEATRO MALANDRO	150.000		150.000	ND		
5901	ASSOCIATION POUR L'ENCOURAGEMENT DE LA MUSIQUE IMPROVISÉE	238.800		238.800	ND		
6601	AIDE AUX COMPAGNIES INDÉPENDANTES	1.000.000		1.000.000	ND		
6701	DIFFUSION ET ÉCHANGES CULTURELS	524.870		524.870	ND		
9301	ATELIERS D'ETHNOMUSICOLOGIE	129.350		129.350	ND		
9401	CINÉMA TOUT ÉCRAN	149.250		149.250	ND		
9501	FESTIVAL DE LA BATIE	450.000		450.000	ND		
9703	FONDATION POUR L'ÉCRIT	250.000		250.000	ND		
9902	FONDS SPÉCIAUX - SUBVENTIONS AUX INSTITUTIONS PRIVÉES	200.000		200.000	ND		
0205	SUBVENTION NON MONÉTAIRE - INSTITUT JAQUES-DALCROZE	1.238.112		1.238.112	ND		
0301	SUBVENTION NON MONÉTAIRE - CONSERVATOIRE POPULAIRE DE MUSIQUE	92.004		92.004	ND		
366	PERSONNES PHYSIQUES	998.000		998.000	ND		
0901	AIDE AUX JEUNES CRÉATEURS (CINÉMA ET VIDÉO)	600.000		600.000	ND		

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.13.00.00	**SERVICES PARTAGÉS ET LOGISTIQUES** (Suite)						
4601	SUBVENTION À LA RESTAURATION COLLECTIVE	250.000		250.000	ND		
6501	SFCAC - BOURSES / AIDE À LA PRODUCTION	148.000		148.000	ND		
39	IMPUTATIONS INTERNES	814.591		814.591	ND		218,00
42	REVENUS DES BIENS						19.279,38
43	RECETTES DIVERSES		83.000	83.000	ND		
46	SUBVENTIONS ACQUISES		613.011	613.011	ND		
464	FONDS ALLOUÉS PAR DES TIERS		613.011	613.011	ND		
49	IMPUTATIONS INTERNES		12.159	12.159	ND		
03.21.00.00	**ENSEIGNEMENT PRIMAIRE**						
3	**CHARGES**	**361.928.903**		**9.712.156**	**2,8**	**352.216.747**	**351.067.715,98**
4	**REVENUS**		**4.867.270**	**-480.400**	**-9,0**	**5.347.670**	**4.707.303,05**
	COUVERTURE en F	**-357.061.633**		**-10.192.556**		**-346.869.077**	**-346.360.412,93**
	COUVERTURE en %	**1,34%**			**-0,2**	**1,52%**	**1,34%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	348.924.727		17.788.298	5,4	331.136.429	329.168.017,36
307	PRESTATIONS AUX RETRAITÉS	1.293.190		563.190	77,1	730.000	765.883,80
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	112.740		-3.312	-2,9	116.052	85.796,70
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	6.309.000		-437.118	-6,5	6.746.118	6.603.360,55
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	227.000		43.000	23,4	184.000	200.676,29
330	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE FINANCIER						59.676,29
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	227.000		43.000	23,4	184.000	141.000,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	2.679.900		-9.990.000	-78,8	12.669.900	13.594.900,00
362	COMMUNES	2.660.000		-9.990.000	-79,0	12.650.000	13.575.000,00
0601	GROUPEMENT INTERCOMMUNAL POUR L'ANIMATION PARASCOLAIRE	2.660.000		-9.990.000	-79,0	12.650.000	13.575.000,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	19.900		0	0,0	19.900	19.900,00
2801	GROUPEMENT D'ASSOCIATION DES PARENTS D'ÉLÈVES (GAPP / FAPECO)	19.900		0	0,0	19.900	19.900,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	3.788.276		2.307.976	155,9	1.480.300	1.500.761,78
42	REVENUS DES BIENS		20	0	0,0	20	63.767,74
43	RECETTES DIVERSES		3.866.200	-90.000	-2,3	3.956.200	3.704.770,54

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.21.00.00	**ENSEIGNEMENT PRIMAIRE** (Suite)						
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		600.000	-20.000	-3,2	620.000	493.976,20
451	CANTONS		250.000	-20.000	-7,4	270.000	189.750,00
452	COMMUNES		350.000	0	0,0	350.000	304.226,20
46	SUBVENTIONS ACQUISES		380.700	-19.300	-4,8	400.000	438.135,00
460	CONFÉDÉRATION		380.700	-19.300	-4,8	400.000	438.135,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		20.350	-351.100	-94,5	371.450	6.653,57
03.22.00.00	**CYCLE D'ORIENTATION**						
3	**CHARGES**	**254.421.488**		**-1.264.686**	**-0,5**	**255.686.174**	**249.349.070,76**
4	**REVENUS**		**3.367.422**	**-3.851.138**	**-53,4**	**7.218.560**	**2.791.536,95**
	COUVERTURE en F	**-251.054.066**		**-2.586.452**		**-248.467.614**	**-246.557.533,81**
	COUVERTURE en %	**1,32%**			**-1,5**	**2,82%**	**1,12%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	228.360.058		-69.024	0,0	228.429.082	226.450.568,12
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	109.340		15.340	16,3	94.000	76.941,65
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	6.559.200		-113.162	-1,7	6.672.362	7.041.215,98
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	2.152.126		71.346	3,4	2.080.780	1.929.744,55
330	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE FINANCIER						6.139,55
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	2.152.126		71.346	3,4	2.080.780	1.923.605,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	397.000		7.000	1,8	390.000	371.071,85
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	77.000		7.000	10,0	70.000	69.700,00
2801	GROUPEMENT D'ASSOCIATION DES PARENTS D'ÉLÈVES (GAPP / FAPECO)	10.000		0	0,0	10.000	10.000,00
3201	ECOLE ET QUARTIER VERSOIX	67.000		7.000	11,7	60.000	59.700,00
366	PERSONNES PHYSIQUES	320.000		0	0,0	320.000	301.371,85
6001	EXCURSIONS SCOLAIRES	320.000		0	0,0	320.000	301.371,85
39	IMPUTATIONS INTERNES	16.953.104		-1.160.846	-6,4	18.113.950	13.556.470,26
42	REVENUS DES BIENS		50	40	400,0	10	16.945,83
43	RECETTES DIVERSES		2.550.600	41.000	1,6	2.509.600	2.487.275,82
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		87.200	57.200	190,7	30.000	111.880,00
451	CANTONS		87.200	57.200	190,7	30.000	111.880,00
46	SUBVENTIONS ACQUISES		1.200	1.200	ND		

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.22.00.00	**CYCLE D'ORIENTATION** (Suite)						
464	FONDS ALLOUÉS PAR DES TIERS		1.200	1.200	ND		
49	IMPUTATIONS INTERNES		728.372	-3.950.578	-84,4	4.678.950	175.435,30
03.23.00.00	**ENSEIGNEMENT SECONDAIRE POSTOBLIGATOIRE**						
3	**CHARGES**	**386.453.779**		**-6.769.441**	**-1,7**	**393.223.220**	**371.843.676,43**
4	**REVENUS**		**33.207.999**	**-825.452**	**-2,4**	**34.033.451**	**23.603.327,84**
	COUVERTURE en F	**-353.245.780**		**5.943.989**		**-359.189.769**	**-348.240.348,59**
	COUVERTURE en %	**8,59%**			**-0,1**	**8,66%**	**6,35%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	333.873.499		-6.494.787	-1,9	340.368.286	317.918.487,13
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	354.468		24.493	7,4	329.975	275.698,25
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	13.502.800		-894.812	-6,2	14.397.612	13.019.586,56
32	INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS						559,00
329	AUTRES INTÉRÊTS PASSIFS						559,00
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	4.554.073		-152.849	-3,2	4.706.922	5.351.715,42
330	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE FINANCIER						30.332,21
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	4.554.073		-152.849	-3,2	4.706.922	5.288.133,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES						32.544,90
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES						705,31
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	680.000		0	0,0	680.000	257.215,00
351	CANTONS	680.000		0	0,0	680.000	257.215,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	927.500		122.000	15,1	805.500	11.178.596,55
364	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE						10.495.700,00
2001	SGIPA						10.495.700,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	205.000		106.500	108,1	98.500	98.500,00
1501	450ÈME ANNIVERSAIRE DU COLLÈGE CALVIN	100.000		100.000	ND		
2901	CULTURE ET RENCONTRES	105.000		6.500	6,6	98.500	98.500,00
366	PERSONNES PHYSIQUES	722.500		15.500	2,2	707.000	584.396,55
6001	EXCURSIONS SCOLAIRES	699.500		-7.500	-1,1	707.000	584.396,55
9902	FONDS SPÉCIAUX - SUBVENTIONS AUX PERSONNES PHYSIQUES	23.000		23.000	ND		
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	210.000		-190.000	-47,5	400.000	522.609,44
375	INSTITUTIONS PRIVÉES						522.609,44

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.23.00.00	**ENSEIGNEMENT SECONDAIRE POSTOBLIGATOIRE** (Suite)						
376	PERSONNES PHYSIQUES	210.000		-190.000	-47,5	400.000	
39	IMPUTATIONS INTERNES	32.705.907		841.007	2,6	31.864.900	23.594.907,33
42	REVENUS DES BIENS						16.972,26
43	RECETTES DIVERSES		6.020.059	173.258	3,0	5.846.801	6.095.585,95
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						9.000,00
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		2.267.500	-1.582.000	-41,1	3.849.500	1.501.565,00
451	CANTONS		2.267.500	-1.582.000	-41,1	3.849.500	1.501.565,00
46	SUBVENTIONS ACQUISES		23.286.400	7.579.000	48,3	15.707.400	14.876.182,30
460	CONFÉDÉRATION		21.731.000	7.544.000	53,2	14.187.000	13.505.226,00
463	PROPRES ÉTABLISSEMENTS		1.330.700	-3.300	-0,2	1.334.000	1.370.956,30
464	FONDS ALLOUÉS PAR DES TIERS		69.300	69.300	ND		
469	AUTRES SUBVENTIONS		155.400	-31.000	-16,6	186.400	
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER		210.000	-190.000	-47,5	400.000	522.609,44
473	PROPRES ÉTABLISSEMENTS		210.000	-190.000	-47,5	400.000	
475	INSTITUTIONS PRIVÉES						522.609,44
49	IMPUTATIONS INTERNES		1.424.040	-6.805.710	-82,7	8.229.750	590.412,89
03.24.00.00	**CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE SANTÉ-SOCIAL**						
3	**CHARGES**						**16.064.793,48**
4	**REVENUS**						**2.911.234,60**
	COUVERTURE en F						**-13.153.558,88**
	COUVERTURE en %						**18,12%**
30	CHARGES DE PERSONNEL						13.461.532,65
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES						38.229,58
31	DÉPENSES GÉNÉRALES						1.097.884,55
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES						185.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF						185.000,00
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES						253.634,00
351	CANTONS						253.634,00
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES						208.040,30

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.24.00.00	**CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE SANTÉ-SOCIAL** (Suite)						
375	INSTITUTIONS PRIVÉES						3.760,30
376	PERSONNES PHYSIQUES						204.280,00
39	IMPUTATIONS INTERNES						858.701,98
42	REVENUS DES BIENS						0,50
43	RECETTES DIVERSES						811.980,75
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES						1.439.750,00
451	CANTONS						1.439.750,00
46	SUBVENTIONS ACQUISES						447.043,40
460	CONFÉDÉRATION						441.701,00
469	AUTRES SUBVENTIONS						5.342,40
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER						208.040,30
473	PROPRES ÉTABLISSEMENTS						204.280,00
476	PERSONNES PHYSIQUES						3.760,30
49	IMPUTATIONS INTERNES						4.419,65
03.25.00.00	**HAUTE ÉCOLE SPÉCIALISÉE DE GENÈVE**						
3	**CHARGES**	**111.288.887**		**16.805.140**	**17,8**	**94.483.747**	**208.885.147,83**
4	**REVENUS**		**13.634.146**	**12.160.596**	**825,3**	**1.473.550**	**119.055.230,68**
	COUVERTURE en F	**-97.654.741**		**-4.644.544**		**-93.010.197**	**-89.829.917,15**
	COUVERTURE en %	**12,25%**			**10,7**	**1,56%**	**57,00%**
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	456.358		-89.939	-16,5	546.297	
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	456.358		-89.939	-16,5	546.297	
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	2.350.000		0	0,0	2.350.000	2.249.215,35
351	CANTONS	2.350.000		0	0,0	2.350.000	2.249.215,35
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	100.675.700		14.758.400	17,2	85.917.300	83.520.893,00
361	CANTONS	60.508.000		60.188.000	NS	320.000	311.972,00
2901	CONTRIBUTION HAUTE ECOLE DE THEATRE DE SUISSE ROMANDE (HETSR)	320.000		0	0,0	320.000	311.972,00
7701	CONTRIBUTIONS INTERCANTONALES - HESSO	36.771.000		36.771.000	ND		
7801	CONTRIBUTIONS INTERCANTONALES - HESS2	23.417.000		23.417.000	ND		

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.25.00.00	**HAUTE ÉCOLE SPÉCIALISÉE DE GENÈVE** (Suite)						
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	36.384.700		-48.396.700	-57,1	84.781.400	82.481.800,00
3001	HAUTE ÉCOLE SPÉCIALISÉE DE SUISSE OCCIDENTALE			-34.699.000	-100,0	34.699.000	33.496.800,00
3101	ECOLE SUPÉRIEURE D'INFORMATIQUE ET DE GESTION	1.400.000		-78.100	-5,3	1.478.100	1.478.100,00
3201	ECOLE SUPÉRIEURE DES BEAUX - ARTS DE GENÈVE	7.014.700		100.400	1,5	6.914.300	6.914.300,00
3401	HES, SANTÉ - SOCIAL			-29.982.000	-100,0	29.982.000	29.446.600,00
3501	HAUTE ÉCOLE DE MUSIQUE	12.109.000		401.000	3,4	11.708.000	11.146.000,00
7701	CONDITIONS LOCALES PARTICULIÈRES - HESSO	617.000		617.000	ND		
7801	CONDITIONS LOCALES PARTICULIÈRES - HESS2	3.774.000		3.774.000	ND		
7701	CONDITIONS LOCALES PARTICULIÈRES SUR CHARGES D'INFRASTRUCTURE - HESSO	9.470.000		9.470.000	ND		
7801	CONDITIONS LOCALES PARTICULIÈRES SUR CHARGES D'INFRASTRUCTURE - HESS2	2.000.000		2.000.000	ND		
365	INSTITUTIONS PRIVÉES			-815.900	-100,0	815.900	727.121,00
6301	CENTRE CIM DE SUISSE OCCIDENTALE - GENÈVE (CCSO)			-815.900	-100,0	815.900	727.121,00
366	PERSONNES PHYSIQUES	3.783.000		3.783.000	ND		
7701	TAXES SCOLAIRES - HESSO	833.000		833.000	ND		
7801	TAXES SCOLAIRES - HESS2	2.950.000		2.950.000	ND		
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES						117.874.754,35
373	PROPRES ÉTABLISSEMENTS						117.874.754,35
39	IMPUTATIONS INTERNES	7.806.829		2.136.679	37,7	5.670.150	5.240.285,13
42	REVENUS DES BIENS		11.470.000	11.470.000	ND		
46	SUBVENTIONS ACQUISES		1.868.000	1.868.000	ND		1.000.000,00
469	AUTRES SUBVENTIONS		1.868.000	1.868.000	ND		1.000.000,00
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER						117.874.754,35
470	CONFÉDÉRATION						36.392.954,35
471	CANTONS						81.481.800,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		296.146	-1.177.404	-79,9	1.473.550	180.476,33

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.26.00.00	**UNIVERSITÉ**						
3	**CHARGES**	**353.777.757**		**13.364.321**	**3,9**	**340.413.436**	**690.555.358,02**
4	**REVENUS**		**823.422**	**-8.526.878**	**-91,2**	**9.350.300**	**383.251.581,80**
	COUVERTURE en F	**-352.954.335**		**-21.891.199**		**-331.063.136**	**-307.303.776,22**
	COUVERTURE en %	**0,23%**			**-2,5**	**2,75%**	**55,50%**
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	-7.671.025		-27.467.861	-138,7	19.796.836	19.400.582,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	-7.671.025		-27.467.861	-138,7	19.796.836	19.400.582,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	328.690.234		49.833.234	17,9	278.857.000	270.084.000,00
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	328.690.234		49.833.234	17,9	278.857.000	270.084.000,00
0102	ALLOCATION AU FONCTIONNEMENT DE L'UNIVERSITÉ	280.639.000		1.782.000	0,6	278.857.000	270.084.000,00
0102	SUBVENTION NON MONÉTAIRE - UNIVERSITÉ DE GENÈVE	48.051.234		48.051.234	ND		
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES						367.788.047,80
373	PROPRES ÉTABLISSEMENTS						367.788.047,80
39	IMPUTATIONS INTERNES	32.758.548		-9.001.052	-21,6	41.759.600	33.282.728,22
46	SUBVENTIONS ACQUISES						15.000.000,00
469	AUTRES SUBVENTIONS						15.000.000,00
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER						367.788.047,80
470	CONFÉDÉRATION						112.704.047,80
471	CANTONS						255.084.000,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		823.422	-8.526.878	-91,2	9.350.300	463.534,00
03.31.00.00	**OFFICE DE LA JEUNESSE**						
3	**CHARGES**	**204.791.424**		**30.909.176**	**17,8**	**173.882.248**	**154.131.286,47**
4	**REVENUS**		**11.177.184**	**-25.603.616**	**-69,6**	**36.780.800**	**40.455.323,85**
	COUVERTURE en F	**-193.614.240**		**-56.512.792**		**-137.101.448**	**-113.675.962,62**
	COUVERTURE en %	**5,46%**			**-15,7**	**21,15%**	**26,25%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	68.962.980		1.011.932	1,5	67.951.048	68.537.264,42
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	222.855		-7.645	-3,3	230.500	116.432,60
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	10.436.268		-1.227.528	-10,5	11.663.796	10.345.236,46
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	1.240.671		107.671	9,5	1.133.000	1.089.249,13
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	390.671		111.671	40,0	279.000	311.003,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.31.00.00	**OFFICE DE LA JEUNESSE** (Suite)						
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	421.000		0	0,0	421.000	321.202,35
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	429.000		-4.000	-0,9	433.000	457.043,78
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	109.091.770		25.628.766	30,7	83.463.004	66.667.792,60
362	COMMUNES			-2.000.000	-100,0	2.000.000	1.288.500,00
0801	CONTRIBUTION DE L'ETAT AU FONCTIONNEMENT DES CRÈCHES			-2.000.000	-100,0	2.000.000	1.288.500,00
364	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	18.385.000		-63.200	-0,3	18.448.200	18.115.200,00
3101	FONDATION GENEVOISE POUR L'ANIMATION SOCIOCULTURELLE	18.385.000		-63.200	-0,3	18.448.200	18.115.200,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	64.185.770		9.991.966	18,4	54.193.804	38.746.611,95
2001	FONDATION SGIPA	3.062.000		700.589	29,7	2.361.411	
3101	ECOLE DES PARENTS	316.410		0	0,0	316.410	316.410,00
4201	POUR ENSEIGNEMENT AUX MINEURS, INVALIDES PLACÉS EN INSTITUTIONS PRIVÉES	330.000		0	0,0	330.000	319.960,00
4401	GROUPEMENT LIAISON GENEVOIS ASSOCIATION JEUNESSE (GLAJ)	130.000		0	0,0	130.000	129.350,00
4701	COLONIES DE VACANCES	1.439.000		195.250	15,7	1.243.750	1.230.853,00
4801	UNIONS CHRÉTIENNES	90.000		0	0,0	90.000	89.550,00
4901	ASSOCIATION DU SCOUTISME GENEVOIS			-195.000	-100,0	195.000	194.020,00
5001	FONDATION SUISSE DU SERVICE SOCIAL INTERNATIONAL	348.250		0	0,0	348.250	348.250,00
5301	GROUPEMENT GENEVOIS CENTRES D'ENTRAINEMENT AUX MÉTHODES ACTIVES (CEMEA)	129.350		0	0,0	129.350	129.350,00
5401	SPORT - ENCADREMENT ET ENTRAÎNEMENT DES JEUNES (7-9) ANS	190.000		0	0,0	190.000	
5601	CENTRE DE CONSULTATION POUR LES VICTIMES D'ABUS SEXUELS	30.000		30.000	ND		
5701	FOYER RÉSIDENCE " LE VOLTAIRE "	214.000		-980	-0,5	214.980	214.980,00
5801	SOUTIEN À L'ENFANCE	501.660		185.000	58,4	316.660	316.660,00
7001	INSTITUTIONS HORS CANTON ACCUEILLANT DES MINEURS	179.100		0	0,0	179.100	455.818,95
7101	FONDATION OFFICIELLE DE LA JEUNESSE	22.276.000		8.286.400	59,2	13.989.600	13.989.600,00
7201	ASSOCIATION MONTBRILLANT COMMUNICATION SURDITE			-330.400	-100,0	330.400	330.400,00
7301	FONDATION ENSEMBLE	5.310.000		1.653.194	45,2	3.656.806	
7402	FONDATION CLAIR-BOIS	11.841.000		2.350.323	24,8	9.490.677	
7501	FOYER LA CARAVELLE	961.000		133.120	16,1	827.880	827.880,00
7601	ASTURAL	8.121.000		1.626.800	25,1	6.494.200	6.494.200,00
7701	ECOLE PROTESTANTE D'ALTITUDE (EPA)	1.892.000		635.650	50,6	1.256.350	1.256.350,00
7801	HOSPICE GÉNÉRAL			-6.688.070	-100,0	6.688.070	6.688.070,00
7901	ATELIER X	340.000		-1.190	-0,3	341.190	341.190,00
8001	ASSOCIATION CATHOLIQUE D'ACTION SOCIALE (ACAS)	5.322.000		248.280	4,9	5.073.720	5.073.720,00
8102	LA VOIE LACTÉE	318.000		318.000	ND		
8202	L'ARC	750.000		750.000	ND		
7501	SUBVENTION NON MONÉTAIRE - FOYER LA CARAVELLE	95.000		95.000	ND		
366	PERSONNES PHYSIQUES	26.521.000		17.700.000	200,7	8.821.000	8.517.480,65
0501	APPUI SOCIAL	191.000		0	0,0	191.000	177.687,10

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.31.00.00	**OFFICE DE LA JEUNESSE** (Suite)						
0602	SUBSIDES POUR LA FORMATION SCOLAIRE SPÉCIALE	17.680.000		17.680.000	ND		
6001	EXCURSIONS SCOLAIRES	750.000		0	0,0	750.000	750.000,00
8001	FRAIS DE PLACEMENTS	7.880.000		0	0,0	7.880.000	7.589.793,55
9902	FONDS SPÉCIAUX - SUBVENTIONS AUX PERSONNES PHYSIQUES	20.000		20.000	ND		
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	21.000		11.000	110,0	10.000	122.240,50
371	CANTONS						85.120,50
373	PROPRES ÉTABLISSEMENTS						22.000,00
376	PERSONNES PHYSIQUES	21.000		11.000	110,0	10.000	15.120,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	15.038.735		5.377.335	55,7	9.661.400	7.369.503,36
42	REVENUS DES BIENS						797,93
43	RECETTES DIVERSES		10.769.150	360.850	3,5	10.408.300	9.310.248,08
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		579.000	429.000	286,0	150.000	403.866,98
46	SUBVENTIONS ACQUISES		107.000	-23.768.000	-99,6	23.875.000	30.803.403,51
460	CONFÉDÉRATION		87.000	-23.788.000	-99,6	23.875.000	27.011.653,51
464	FONDS ALLOUÉS PAR DES TIERS		20.000	20.000	ND		
469	AUTRES SUBVENTIONS						3.791.750,00
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER		21.000	11.000	110,0	10.000	122.240,50
470	CONFÉDÉRATION		21.000	11.000	110,0	10.000	15.120,00
471	CANTONS						85.120,50
476	PERSONNES PHYSIQUES						22.000,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		280.034	-2.207.466	-88,7	2.487.500	218.633,83
03.32.00.00	**OFPC - OFFICE POUR L'ORIENTATION, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET CONTINUE**						
3	**CHARGES**	**85.692.261**		**6.879.498**	**8,7**	**78.812.763**	**79.047.289,96**
4	**REVENUS**		**16.746.086**	**2.777.886**	**19,9**	**13.968.200**	**15.898.731,07**
	COUVERTURE en F	**-68.946.175**		**-4.101.612**		**-64.844.563**	**-63.148.558,89**
	COUVERTURE en %	**19,54%**			**1,8**	**17,72%**	**20,11%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	22.754.043		-81.478	-0,4	22.835.521	22.182.943,82
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	22.862		-138	-0,6	23.000	17.794,90
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	2.004.000		-548.657	-21,5	2.552.657	2.904.340,56
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	241.420		-16.055	-6,2	257.475	511.045,78
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	90.420		-99.055	-52,3	189.475	356.900,95
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	150.000		85.000	130,8	65.000	154.140,85

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.32.00.00	**OFPC - OFFICE POUR L'ORIENTATION, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET CONTINUE** (Suite)						
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	1.000		-2.000	-66,7	3.000	3,98
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	3.009.000		856.000	39,8	2.153.000	2.022.789,30
351	CANTONS	3.009.000		856.000	39,8	2.153.000	2.022.789,30
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	53.235.996		5.035.086	10,4	48.200.910	48.075.414,90
361	CANTONS	231.000		3.000	1,3	228.000	158.544,20
2201	SUBVENTION CANTONALE POUR LA FORMATION DE BASE - COURS INTERENTREPRISES HORS CANTON	231.000		3.000	1,3	228.000	158.544,20
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	4.375.000		1.400.000	47,1	2.975.000	3.050.000,00
2401	SUBVENTION CANTONALE AU FFPP	1.875.000		0	0,0	1.875.000	1.950.000,00
2501	SUBVENTION CANTONALE EXTRAORDINAIRE AU FFPP	2.500.000		1.400.000	127,3	1.100.000	1.100.000,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	7.943.996		1.907.086	31,6	6.036.910	5.229.161,90
3501	FONDATION POUR L'AVENIR	12.000		0	0,0	12.000	12.000,00
3901	UNIVERSITÉ OUVRIÈRE	983.060		0	0,0	983.060	983.060,00
5501	UNIVERSITÉ POPULAIRE DE GENÈVE	145.000		0	0,0	145.000	80.590,00
8501	INSTITUT DE FORMATION DES ADULTES - GENÈVE	2.318.500		1.025.000	79,2	1.293.500	1.293.500,00
8701	SUBVENTIONS À L'ÉCOLE HOTELIÈRE	933.000		505.150	118,1	427.850	427.850,00
8801	SUBVENTIONS POUR COURS À DIVERS ORGANISMES	642.000		32.400	5,3	609.600	595.057,40
8901	SUBVENTION CANTONALE POUR LA FORMATION DE BASE - COURS INTERENTREPRISES	1.073.000		222.600	26,2	850.400	627.441,00
9001	ASSOCIATION DES RÉPETITOIRES ARA	426.000		4.000	0,9	422.000	421.500,00
9101	SUBVENTION QUALIFICATION+ (CFC POUR ADULTES)	1.293.500		0	0,0	1.293.500	788.163,50
8701	SUBVENTION NON MONÉTAIRE - GASTROSUISSE EHG	117.936		117.936	ND		
366	PERSONNES PHYSIQUES	40.686.000		1.725.000	4,4	38.961.000	39.637.708,80
0101	ALLOCATIONS D'APPRENTISSAGE	3.944.000		-158.000	-3,9	4.102.000	4.012.995,00
0201	REMBOURSEMENTS DE TAXES POUR APPRENTIS	286.000		23.000	8,7	263.000	246.338,25
0301	ALLOCATION POUR PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL	3.000		-19.000	-86,4	22.000	21.667,00
0401	REMBOURSEMENTS DE TAXES POUR PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL	983.000		-50.000	-4,8	1.033.000	1.097.608,00
1001	ALLOCATIONS ÉTUDES - AUTOMATIQUES	21.523.000		-30.000	-0,1	21.553.000	21.763.954,50
2001	ALLOCATIONS ÉTUDES - SPÉCIALES	383.000		14.000	3,8	369.000	385.356,00
2101	CONVERSION DE PRÊTS EN ALLOCATIONS	800.000		21.000	2,7	779.000	739.293,00
3001	ALLOCATIONS D'ENTRAIDE	534.000		0	0,0	534.000	550.000,00
4001	REMBOURSEMENT TAXES	267.000		-356.000	-57,1	623.000	532.766,00
4201	REMBOURSEMENT DES ÉCOLAGES DE MUSIQUE	600.000		138.000	29,9	462.000	502.302,00
5001	ALLOCATIONS D'ENCOURAGEMENT À LA FORMATION	7.663.000		779.000	11,3	6.884.000	7.418.711,95
5201	CHÈQUES FORMATION	3.500.000		1.163.000	49,8	2.337.000	2.366.717,10

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.32.00.00	**OFPC - OFFICE POUR L'ORIENTATION, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET CONTINUE** (Suite)						
9902	FONDS SPÉCIAUX - SUBVENTIONS AUX PERSONNES PHYSIQUES	200.000		200.000	ND		
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES			-1.925.000	-100,0	1.925.000	1.879.208,00
375	INSTITUTIONS PRIVÉES			-1.925.000	-100,0	1.925.000	1.879.208,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	4.447.802		3.559.602	400,8	888.200	1.471.547,60
42	REVENUS DES BIENS			-1.000	-100,0	1.000	965,46
43	RECETTES DIVERSES		8.469.100	1.572.200	22,8	6.896.900	7.401.199,43
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		131.000	1.000	0,8	130.000	123.140,85
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		2.099.200	1.285.000	157,8	814.200	824.906,15
451	CANTONS		2.099.200	1.285.000	157,8	814.200	824.906,15
46	SUBVENTIONS ACQUISES		6.161.449	2.045.949	49,7	4.115.500	5.778.944,61
460	CONFÉDÉRATION		5.248.449	1.759.549	50,4	3.488.900	4.056.496,85
464	FONDS ALLOUÉS PAR DES TIERS		200.000	200.000	ND		
469	AUTRES SUBVENTIONS		713.000	86.400	13,8	626.600	1.722.447,76
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER			-1.925.000	-100,0	1.925.000	1.879.208,00
470	CONFÉDÉRATION			-1.925.000	-100,0	1.925.000	1.879.208,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		16.337	-199.263	-92,4	215.600	13.507,42

Récapitulation du département
INSTITUTIONS

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.00.00.00	**INSTITUTIONS**						
3	**CHARGES**	**551.667.068**		**44.297.714**	**8,7**	**507.369.354**	**508.538.066,56**
4	**REVENUS**		**342.785.610**	**111.501.290**	**48,2**	**231.284.320**	**233.992.439,60**
	COUVERTURE en F	**-208.881.458**		**67.203.576**		**-276.085.034**	**-274.545.626,96**
	COUVERTURE en %	**62,14%**			**16,6**	**45,59%**	**46,01%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	354.844.809		-8.398.178	-2,3	363.242.987	348.831.743,68
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	50.716.801		152.788	0,3	50.564.013	42.570.024,39
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	9.202.035		4.739.895	106,2	4.462.140	26.219.814,30
34	PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION	7.083.000		507.000	7,7	6.576.000	6.864.317,74
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	13.140.150		-94.050	-0,7	13.234.200	11.765.374,25
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	18.969.304		1.405.340	8,0	17.563.964	17.008.210,30
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX						353.788,29
39	IMPUTATIONS INTERNES	97.710.969		45.984.919	88,9	51.726.050	54.924.793,61
40	IMPÔTS		88.450.000	88.450.000	ND		
42	REVENUS DES BIENS		60.500	14.400	31,2	46.100	57.524,61
43	RECETTES DIVERSES		157.368.459	6.837.480	4,5	150.530.979	147.015.413,24
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		24.051.400	-477.470	-1,9	24.528.870	29.652.979,30
46	SUBVENTIONS ACQUISES		6.224.000	-50.000	-0,8	6.274.000	6.166.175,00
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-250.000	-100,0	250.000	108.141,90
49	IMPUTATIONS INTERNES		66.631.251	16.976.880	34,2	49.654.371	50.992.205,55

4. INSTITUTIONS

4.1. Préambule

Le département des institutions, tout en respectant le plan financier quadriennal (PFQ), a fait porter l'effort principal, sur le plan du budget 2008, sur le domaine pénitentiaire puisque le nouvel établissement d'exécution de peine de la Brenaz ouvrira ses portes au début de l'année et pourra accueillir soixante-huit détenus, soulageant d'autant la prison de Champ-Dollon. C'est, en effet, manifestement le domaine pénitentiaire qui requiert un effort particulier pour garantir une incarcération dans des conditions de dignité et de sécurité acceptable, tant en ce qui concerne les personnes détenues que le personnel pénitentiaire.

Pour les années 2009 et 2010, l'effort principal sera porté sur la police, tant en ce qui concerne la rémunération des policiers que leur nombre puisqu'il est prévu pour l'année 2010 une augmentation du Corps de la gendarmerie de cinquante unités.

Les autres projets et développements du département, telle que la réorganisation de la police ou le projet de loi sur les ASM concourent eux aussi à une amélioration de la sécurité à Genève sans pour autant grever de manière significative le budget de l'Etat.

4.2. Charges de fonctionnement

Les charges totales du DI au projet de budget 2008 s'élèvent à un peu plus de F 499.1 millions, soit une diminution globale de F 8.3 millions par rapport au budget 2007. Hors imputations internes, la diminution est de F 1.7 million (soit un budget de charges hors imputations internes de F 454.0 millions).

Cette évolution est la résultante de variations positives ou négatives selon les rubriques, dont les principales sont :

- diminution de F 8.4 millions des charges de personnel. Les cotisations versées par l'Etat à la CP ont été diminuée de F 8.8 millions, pour tenir compte du fait que la CP est disposée à renoncer à la contribution spéciale que lui versait chaque année l'Etat, en contrepartie d'une plus grande indépendance de gestion. Pour le surplus, les mécanismes salariaux ont pu être compensés par des mesures sur les postes;
- augmentation de F 4.7 millions des amortissements, provisions et irrécouvrables (rubrique 33). Cela est dû, d'une part, à une dotation de F 4 millions à la provision pour heures supplémentaires de la police et de la prison en prévision des heures qui seront effectuées lors de l'Euro 2008 et, d'autre part, au fait que le produit de l'impôt auto a été transféré du DF au DI, avec les charges pour débiteurs irrécouvrables qui l'accompagnent;
- augmentation de F 1.4 million des subventions en raison, d'une part, d'une augmentation de F 1 million des subventions versées au titre de la solidarité internationale et, d'autre part, de l'enregistrement de subventions non monétaires.

Par ailleurs, le projet de budget 2008 se situe à F 11.1 millions en-dessous du plan financier quadriennal, principalement en raison des charges de personnel et des dépenses générales.

4.3. Revenus de fonctionnement

Au projet de budget 2008, les revenus globaux du DI sont de F 341.4 millions, en augmentation de F 110.2 millions par rapport au budget 2007. Hors imputations internes, l'augmentation est de F 94.8 millions (soit un budget pour les revenus de F 276.2 millions hors imputations internes).

Cette évolution s'explique par deux éléments principaux :

- d'une part, le rapatriement du produit de l'impôt sur les véhicules à moteur du DF au DI qui génère un revenu supplémentaire de F 88.45 millions par rapport à 2007;
- d'autre part, des recettes diverses en forte augmentation en raison des prévisions d'encaissement des amendes d'ordre et contraventions.

4.4. Degré d'autofinancement

En raison des éléments décrits précédemment, le degré d'autofinancement (ratio de couverture charges/revenus) passe de 45.6 % en 2007 à plus de 68.4 % pour le budget 2008.

4.5. Commentaires par service

04.01.01.00 CONSEIL D'ETAT ET SECRETARIAT GENERAL

Mission

Le secrétariat général du DI :

- assure la direction et l'administration du département, en application des décisions du chef du département et du Conseil d'Etat;
- définit les stratégies de travail et coordonne les activités opérationnelles des services;
- gère l'ensemble des ressources humaines du département et contribue à l'élaboration du budget de l'Etat;
- traite les objets parlementaires liés au domaine de compétence du département et collabore aux travaux des Commissions parlementaires;
- assure les relations avec le Pouvoir judiciaire et la Police;
- gère le contentieux impliquant des personnes au bénéfice des privilèges et immunités diplomatiques dans le respect des Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires et des Accords de siège en lien avec la Mission permanente de la Suisse auprès des organisations internationales.

Prestations

Prestations publiques fournies :

- Délivrance d'autorisations d'exercer des professions conférant des attributions de police ;
- Délivrance d'autorisations d'exercer des professions juridiques ou réglementées et surveillance de ces professions ;
- Délivrance des autorisations de manifester sur la voie publique ;
- Surveillance des procédés de réclame ;
- Etablissement et mise à disposition d'un catalogue recensant des fichiers contenant des données personnelles.

Objectifs 2008 / Priorités

Pour 2008, les objectifs du secrétariat général sont :

- améliorer les synergies entre les services du département chargés de la sécurité publique et ceux qui sont actifs dans le domaine des droits humains;
- renforcer la cohérence de l'action publique des services compétents dans le domaine de la population;
- mettre en service l'établissement de La Brenaz pour infléchir le phénomène de surpopulation carcérale à la prison de Champ-Dollon;
- répondre à tous les objets parlementaires en suspens.

Perspectives 2009

Pour le futur, le secrétariat général du DI entend :

- veiller à ce que la police dispose du personnel qui corresponde aux effectifs légaux et qui permette de faire face aux nouvelles missions à remplir dans le domaine de la Genève internationale;
- poursuivre la mise en œuvre progressive de la planification pénitentiaire;
- renforcer la cohérence de l'action départementale dans le domaine des droits humains;
- veiller à la mise en œuvre des différentes réformes du droit fédéral.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	- 4'499'450	- 2'949'521	- 1'549'929	3'063'474.90
Effectifs	21.30	- 3.20	24.50	

L'effectif indiqué comprend les collaborateurs-trices du secrétariat général au sens strict du terme, ainsi que les services généraux. L'effectif du service des ressources humaines apparaît désormais sous son propre centre de responsabilité (voir 04.01.05.00 ci-après).

Les montants figurant en francs incluent la réduction technique linéaire pour l'ensemble du département (- 7.1 millions).

36 Subventions accordées

363 Propres établissements

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	375'600	+ 75'600	300'000	220'430.00

Eléments budgétaires particuliers

L'augmentation de subvention constatée est due à l'application des normes IPSAS. En effet, le montant supplémentaire de 75'600 F inscrit au projet de budget correspond à une subvention tacite pour mise à disposition de locaux en faveur de la Fondation romande pour détention administrative. Ce montant est sans incidence sur le résultat de l'Etat, puisque un revenu de montant équivalent est enregistré au niveau du DCTI.

04.01.03.00 DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES

Mission

La direction départementale des finances (DDF) supervise la gestion financière du département, tant dans l'élaboration du budget que dans son exécution et dans le bouclement des comptes. La DDF apporte appui et conseil aux services sur toutes les questions financières et veille au respect des principes prévus par la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat (D 1 05).

Prestations

Prestations publiques fournies :

- Légalisation de documents officiels

Objectifs 2008 / Priorités

L'objectif principal de la DDF pour l'année 2008 est le bon déroulement, pour le département des institutions, de la mise en œuvre des normes IPSAS, aussi bien dans l'élaboration du budget que dans l'établissement des comptes.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	805'192	+ 174'692	630'500	644'523.95
Effectifs	7	+1	6	

La direction départementale des finances a été dotée d'une ressource supplémentaire dans le cadre de la gestion départementale des effectifs.

43 Recettes diverses

431 Emoluments administratifs

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	1'328'000	+ 1'208'000	120’000	121'965.80

L’augmentation sur cette rubrique est due au transfert des légalisations du service des passeports et de la nationalité à la direction départementale des finances. En effet, dans le cadre du budget 2008, un montant de 1.2 million de revenus a été transféré du CR 04.03.02.00 au CR 04.01.03.00.

04.01.04.00 ORGANISATION, PLANIFICATION ET SYSTEMES D'INFORMATION

Mission

Le service Organisation, Planification et Systèmes d'Information (OPSI) agit en tant que responsable de la maîtrise d'ouvrage départementale. Ses objectifs sont les suivants :

- assurer une vision transversale dans les domaines touchant l'organisation (processus) et les systèmes d'information;
- soutenir et accompagner les services et offices du DI dans leurs projets de changements.

Prestations

Prestations de moyens fournies :

- Conseil et support en matière de système d'information et assistance à la maîtrise d'ouvrage

Objectifs 2008 / Priorités

Pour 2008, les objectifs de l'OPSI sont les suivants :

- terminer et stabiliser les projets en cours;
- se concentrer sur le nécessaire et l'indispensable liés aux évolutions des systèmes d'information du DI (particulièrement en regard avec les projets confédéraux, tels que la loi sur l'harmonisation des registres - LHR, les accords de Schengen-Dublin, etc.);
- poursuivre la cartographie des systèmes d'information et des flux de communications du DI, tout en intégrant la description des processus;
- étudier la mise en place d'outils de pilotage stratégiques départementaux en matière de systèmes d'information permettant une meilleure vision et une meilleure gestion des projets dans le temps.

Perspectives 2009

Pour 2009, le service souhaite compléter et finaliser les instruments de pilotage stratégiques en matière de systèmes d'information et de suivi des projets.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	2'184'828	+ 526'808	1'658'020	1'996'011.65
Effectifs	15.50	+ 4.52	10.98	

Le département n'a pas prévu d'augmenter l'effectif de la direction des systèmes d'information en 2008, qui sera maintenu à 10.98 postes. Les 15.50 postes indiqués reflètent toutefois la situation réelle de ce service dont le dépassement est couvert par la gestion départementale des effectifs.

04.01.05.00 RESSOURCES HUMAINES

Mission

Le service des ressources humaines est chargé de la mise en œuvre de la politique des ressources humaines définie par le Conseil d'Etat.

Il conseille et assiste les chefs de service dans leurs préoccupations relatives à la gestion des ressources humaines.

Il veille au respect des lois et des directives émises par l'Office du personnel de l'Etat et assurer la cohérence transversale et l'égalité de traitement de l'ensemble des collaborateurs du département.

Objectifs 2008 / Priorités

- Préparer la mise en place de la décentralisation de la gestion administrative prévue par la motion 1658.
- Mettre en application la politique de recrutement définie par le Conseil d'Etat.
- Participer à la mise en œuvre de la nouvelle politique de rémunération.

Perspectives 2009

Les priorités du service des ressources humaines pour 2009 seront de favoriser la mise en application du contrôle interne aux processus RH et de poursuivre les travaux liés à la M 1658.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	756'957	+ 756'957	0	0
Effectifs	6.10	+ 6.10	0	

Le service des ressources humaines du département, composé de 3.40 postes en 2006, a bénéficié d'une unité supplémentaire (0.80 poste) sur la gestion départementale des effectifs et du transfert de 2 unités (1.9 poste) suite à la suppression de la direction générale des offices des poursuites et des faillites.

04.03.01.00 SERVICE DES VOTATIONS ET ELECTIONS

Mission

Le service a pour mission d'assurer l'exercice et la promotion des droits civiques et politiques, conformément à la Constitution et à la loi sur l'exercice des droits politiques (A 5 05).

Prestations

Prestations publiques fournies :

- organisation et dépouillement des votations et élections ;
- contrôle et suivi des initiatives et des référendums ;
- organisation et contrôle de scrutins pour le compte de tiers .

Objectifs 2008 / Priorités

Assurer l'organisation des scrutins suivants :

- votations populaires des 24 février, 1er juin, 28 septembre et 30 novembre 2008 ;
- élection générale des magistrats du Pouvoir judiciaire (20 avril 2008) ;
- élection de l'Assemblée constituante (sous réserve) : 19 octobre 2008.

Perspectives 2009

Le calendrier des opérations électorales n'est pas encore fixé. Il est vraisemblable qu'en plus des élections du Grand Conseil et du Conseil d'Etat, le service organise quatre votations fédérales et cantonales.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	1'301'842	- 59'708	1'361'550	1'120'374.85
Effectifs	6.00	6.00	0	

La surcharge de travail de ce service continuera d'être couverte par le recours à des auxiliaires (à l'heure). En outre, la mise en application, dès le 1er janvier 2008, de l'annualisation du temps de travail permettra une plus grande souplesse dans les horaires du personnel et une économie au niveau du défraiement des heures supplémentaires effectuées régulièrement par les collaborateurs-trices de ce service.

36 Subventions accordées

365 Institutions privées

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	20'000	- 300'000	320'000	80'000.00

Cette rubrique enregistre les versements de l'Etat au titre de participation aux frais électoraux. Le montant prévu pour 2008 est faible, car les seules élections prévues sont les élections judiciaires.

04.03.02.00 SERVICE DES PASSEPORTS ET DE LA NATIONALITE

Mission

Autorité cantonale de surveillance en matière de documents d'identité, le service des passeports et de la nationalité a pour principale mission de contrôler les demandes de passeports et de cartes d'identité en provenance des communes genevoises, puis de les scanner à l'office fédéral de la police et de les introduire dans la base de données de la Confédération pour fabrication des documents commandés.

Prestations

Prestations publiques fournies :

- Délivrance de documents d'identité provisoires et définitifs ;
- Délivrance de certificats de nationalité.

Objectifs 2008 / Priorités

Au cours de l'année 2008, qui constituera une période charnière, le service des passeports et de la nationalité continuera son activité de contrôle des documents d'identité commandés dans les communes, tout en se préparant à l'introduction du nouveau passeport biométrique (fin 2009), qui impliquera une restructuration complète du service.

Perspectives 2009

Le service des passeports et de la nationalité devra, au printemps 2009, participer aux premiers tests, conformément au calendrier prévu par la Confédération, avant de reprendre, au deuxième semestre 2009, toutes les commandes de passeports biométriques dans le centre de saisie qui sera créé dans les nouveaux locaux du service, route de Chancy, à Onex.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	686'000	- 31'650	717'650	782'350.20
Effectifs	8.20	0	8.20	

Bien que la charge de ce service soit en augmentation, dans le cadre de la préparation à l'introduction du nouveau passeport biométrique, il n'est pas prévu d'augmentation d'effectif avant 2009.

43 Recettes diverses

431 Emoluments administratifs

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	80'000	- 1'710'000	1'790'000	889'243.65

Depuis le mois de mai 2007, la légalisation de documents a été transférée du service des passeports et de la nationalité à la direction départementale des finances. Budgétairement parlant, la situation est régularisée dans le cadre du présent projet de budget. Ainsi, 1.2 million de revenus ont été transférés du CR 04.03.02.00 au CR 04.01.03.00.

Pour le surplus, les prévisions 2008 ont été revues pour les émoluments liés à la délivrance de documents d'identité, de manière à mieux cadrer avec les perspectives réelles d'encaissements.

04.03.03.00 DIRECTION CANTONALE DE L'ETAT CIVIL

Mission

La direction cantonale de l'état civil a pour mission de surveiller, par délégation du Conseil d'Etat et sous la surveillance du département des institutions, l'exercice et la gestion de l'état civil dans le canton de Genève.

Prestations

Prestations publiques fournies :

- tenue à jour des registres d'état civil ;
- surveillance des offices d'état civil ;
- délivrance d'autorisation de mariage d'un étranger ;
- traitement des requêtes en changement de nom ;
- fourniture d'informations aux tiers concernant les registres d'état civil.

Objectifs 2008 / Priorités

Les objectifs du service pour 2008 sont les suivants :

- formation des officiers de l'état civil pour la mise en œuvre de la loi sur les étrangers;
- contrôle régulier de l'état de la ressaisie des données du registre informatisé Infostar qui servira de base pour l'établissement des nouveaux passeports dès 2009;
- réorganisation du secteur "naturalisations" du service, afin que les candidats à la nationalité suisse puissent être inscrits, dès le début de la procédure de naturalisation, directement dans le registre informatisé Infostar. Cela permettra non seulement de délivrer les documents d'identité dès l'acquisition de la nationalité suisse, mais également d'éviter qu'un changement d'état civil des requérants (naissance, mariage, divorce, etc.) ne soit pas connu lors de la prestation de serment;
- regroupement des arrondissements de l'état civil afin de répondre aux objectifs d'efficience et de professionnalisation voulus par le législateur fédéral et améliorer les prestations des officiers d'état civil à l'égard des administrés.

Perspectives 2009

En 2009, le service poursuivra le regroupement des arrondissements de l'état civil, afin d'arriver à terme à 7 arrondissements au lieu des 18 actuels.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	1'409'050	+ 7'600	1'401'450	813'668.50
Effectifs	9.00	0	9.00	

Ce service est en mesure s'assurer ses prestations en 2008 avec l'effectif actuel. A noter que depuis 2007 une « task force » a été mise sur pied, composée de personnel auxiliaire (5 personnes) afin de résorber les retards dans le traitement des dossiers.

35 Dédommagements à des collectivités publiques

351 Cantons

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	154'700	- 247'000	401'700	210'310.25

45 Dédommagements de collectivités publiques

452 Communes

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	153'000	- 247'000	400'000	208'362.05

En vertu de l'ordonnance fédérale sur l'état civil, l'exploitation de la base de données centrale pour l'état civil Infostar est gérée par la Confédération, mais financée par les cantons. A cet égard, une convention existe entre l'Office fédéral de la justice et la Conférence des autorités cantonales de surveillance de l'état civil (CAC).

Ainsi, la Confédération adresse à la CAC une facture pour l'exploitation d'Infostar et la CAC refacture aux cantons leur part au prorata de leur population. La part genevoise est payée par la direction cantonale de l'état civil sur un compte de nature 351.

Toutefois, au plan genevois, la facture est supportée au final par les communes. En effet, la direction cantonale de l'état civil répercute intégralement les coûts sur les arrondissements d'état civil, proportionnellement à leur population. Ces montants sont enregistrés sur un compte de nature 452.

Ainsi, les montants en lien avec Infostar sur les comptes 351 et 452 s'annulent par cette opération et sont sans effet sur le résultat de l'Etat.

En 2007, le montant facturé par la Confédération était plus important, car il comportait le remboursement de la part d'investissement à charge des cantons pour la mise en œuvre du système Infostar.

04.03.04.00 OFFICE CANTONAL DE LA POPULATION

Mission

L'office cantonal de la population (OCP) est chargé d'établir et de tenir à jour un répertoire général des habitants du canton. Il fournit aux divers départements cantonaux, aux administrations municipales et au public les renseignements et documents qui leur sont nécessaires.

L'OCP est aussi chargé de gérer les rôles électoraux en ce qui concerne les Suisses et il assure, en ce qui concerne les étrangers l'application de la loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers et ses règlements d'exécution.

Pour le compte de l'office fédéral des migrations (ODM), l'OCP enregistre également les requérants d'asile, procède à leur audition et instruit leur procédure selon la loi fédérale sur l'asile.

Prestations

Prestations publiques fournies :

- délivrance d'autorisations de séjour ;
- délivrance d'autorisations de travail ;
- délivrance ou prolongation de visas ;
- délivrance d'attestations et fourniture de renseignements figurant dans le registre des habitants ;
- enregistrement, audition et instruction de la procédure d'asile ;
- établissement et tenue à jour du registre des habitants.

Objectifs 2008 / Priorités

En 2008, les priorités de l'OCP porteront sur :

- la formation du personnel à l'interne et à l'externe en vue de l'entrée en vigueur des nouvelles loi fédérale sur les étrangers et loi sur l'asile le 1er janvier 2008 ;
- la mise en application de Symic (base de données fédérale qui remplace la base RCE2) ;
- la rédaction de la loi cantonale d'application de la loi fédérale sur l'harmonisation des registres (LHR) ;
- l'application des accords de Schengen - Dublin.

Perspectives 2009

Pour 2009, l'OCP entend :

- poursuivre la mise en application de la LHR qui doit être finalisée au plus tard le 1er février 2010 ;
- gérer le renouvellement des permis émis pour 5 ans en grand nombre depuis 2004 ;
- mettre en application les nouveaux documents à données biométriques.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	15'360'073	- 84'869	15'444'942	14'652'506.45
Effectifs	162.16	- 6.60	168.76	

La diminution de l'effectif de l'office cantonal de la population est planifiée depuis deux ans. Cette mesure s'inscrit dans le cadre de la décision du Conseil d'Etat de diminuer de 5 % les effectifs jusqu'en 2009. Il s'agit du non-renouvellement de postes libérés suite à des départs naturels.

Par ailleurs, les décisions de la Confédération en matière d'asile ont conduit au transfert d'une unité du service asile au service de la solidarité internationale.

Les premiers résultats du regroupement au sein des mêmes locaux avec trois autres services du département sont attendus courant 2008.

04.03.05.00 SERVICE DES AUTOMOBILES ET DE LA NAVIGATION

Mission

Le service des automobiles et de la navigation gère l'admission des personnes et des véhicules à la circulation routière et à la navigation :

- administrativement et techniquement;
- de manière préventive et répressive;
- dans le domaine de la sécurité routière et navale.

Prestations

Prestations publiques fournies :

- taxation et perception de l'impôt sur les véhicules à moteur et de l'impôt sur les bateaux;
- délivrance des permis de conduire pour les véhicules à moteur;
- immatriculation de véhicules;
- contrôle technique des véhicules à moteur;
- délivrance des permis bateaux et contrôle technique des bateaux;
- prise de mesures administratives concernant les conducteurs de véhicules à moteur et de bateaux;
- mise en fourrière et gestion des véhicules.

Objectifs 2008 / Priorités

Pour 2008, les objectifs du service sont les suivants :

- réalisation d'un nouveau système informatique métier pour tout le périmètre des activités du SAN (1.4.2008);
- implémentation de la base de données fédérale des détenteurs de véhicules « MOFIS Online » et du système informatique national « Attestation d'assurances électroniques » (29.9.2008);
- introduction de modifications légales fédérales, en particulier la suppression de la possibilité de conduire des véhicules de la catégorie F en cas de retrait de permis et de la possibilité de conduire un véhicule de cette catégorie pour les conducteurs ayant moins de 18 ans (1.1.2008);
- application d'une nouvelle ordonnance fédérale réglant la profession de moniteur de conduite (1.1.2008);
- remplacement de l'ensemble de l'équipement des pistes de contrôles techniques en vue de sa mise en conformité par rapport aux normes fédérales d'assurance qualité (31.12.2008);
- étude d'impact et travaux préparatoires (adaptation des processus, formation, etc.) en vue de l'introduction de la nouvelle ordonnance fédérale sur l'admission des chauffeurs professionnels (dès 2009);
- mise en application des nouvelles dispositions légales cantonales en matière d'imposition des bateaux (fractionnement) (1.4.2008);
- mise en application des nouvelles dispositions légales cantonales en matière d'imposition des voitures de livraison (en cas de rejet du référendum obligatoire du 16.12.2007 : dès janvier 2008);
- délocalisation provisoire de la fourrière cantonale en raison des travaux du CEVA.

Perspectives 2009

- Application des processus fédéraux d'assurance-qualité en matière de contrôles techniques et d'examens de conduite.
- Application des dispositions de l'ordonnance fédérale sur l'admission des chauffeurs professionnels, avec des conséquences importantes, notamment sur les processus opérationnels et les ressources humaines (examen théorique passant de 45 minutes à 4 h et modification profonde de l'examen pratique).
- Application d'un nouveau système d'imposition concernant les véhicules automobiles, en fonction des décisions du Grand Conseil et du résultat du référendum (PL sera déposé à la fin 2007 ou au début 2008).
- 1ère échéance des permis à durée probatoire (3 ans dès le 1.12.2005), impliquant le renouvellement d'au moins 5'000 permis de conduire supplémentaires.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	11'082'007	-146'183	11'228'190	10'557'912.90
Effectifs	122.92	- 3.00	125.92	

La diminution de l'effectif du service des automobiles et de la navigation s'inscrit dans le cadre de la décision du Conseil d'Etat de réduire de 5 % les effectifs jusqu'en 2009. Il s'agit du non-renouvellement de postes libérés suite à des départs naturels.

33 Amortissements, provisions, irrécouvrables

339 Créances irrécouvrables

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	660'000	+ 660'000	0	0

40 Impôts

406 Autres impôts cantonaux

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	88'450'000	+ 88'450'000	0	0

Jusqu'en 2007, le produit de l'impôt sur les véhicules à moteur était enregistré dans les comptes du DF. Dès 2008, ce montant est transféré au DI et apparaît dorénavant dans les comptes du service des automobiles et de la navigation.

Parallèlement à l'enregistrement du produit de l'impôt, il convient de prévoir un montant pour amortir les éventuels débiteurs irrécouvrables (nature 339).

04.03.06.00 SERVICE CANTONAL DES NATURALISATIONS

Mission

Le service a pour mission le traitement, le suivi administratif et la conduite d'enquête en matière d'acquisition, de ré-acquisition ou de libération de la nationalité suisse et genevoise ou du droit de cité genevois.

Il traite notamment les procédures de naturalisations ordinaires pour étrangers, les naturalisations genevoises de Confédérés, les réintégrations dans la nationalité suisse et genevoise, la réintégration dans le droit de cité genevois, les libérations de la nationalité suisse et genevoise ou, pour les Confédérés, du droit de cité genevois.

Il procède à la conduite d'enquêtes en matière de naturalisation facilitée à la demande de l'Office fédéral des migrations, Il peut également être appelé à réaliser des enquêtes pour d'autres cantons.

Il veille au respect de l'application de la législation en vigueur.

Prestations

Prestations publiques fournies :

- instruction administrative des demandes de naturalisations;
- réalisation des enquêtes;
- transmission d'informations relatives à l'acquisition et à la perte de la nationalité.

Objectifs 2008 / Priorités

Pour 2008, le service souhaite maintenir un délai de traitement des procédures de naturalisation entre 18 et 24 mois. Toutefois, le délai dépend également de l'intervention d'autres services de l'Etat (notamment la direction cantonale de l'état civil) et le service des naturalisations ne le maîtrise donc pas entièrement.

Perspectives 2009

Une récente décision du Conseil de l'Europe visant à autoriser la conservation de la nationalité européenne lors de l'acquisition volontaire d'une autre nationalité va vraisemblablement accroître le nombre de demandes déposées par des ressortissants européens, notamment espagnols ou allemands.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	1'997'076	- 141'954	2'139'030	1'816'705.05
Effectifs	17.00	- 2.00	19.00	

La diminution de l’effectif est le résultat d’une réaffectation en interne et du non-renouvellement d’un poste suite à un départ naturel qui s’inscrit dans le cadre de la décision du Conseil d’Etat de réduire de 5% les effectifs jusqu’en 2009.

43 Recettes diverses

431 Emoluments administratifs

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	2'500’000	- 380’000	2'880’000	2'499'886.60

Depuis quelques temps, le service constate une certaine diminution dans les demandes de naturalisations. Cela se répercute dans les comptes par un tassement des émoluments administratifs.

04.03.07.00 SERVICE CANTONAL DES OBJETS TROUVES

Mission

Le service a pour mission de gérer l'ensemble des objets trouvés du canton qui lui sont transmis par différents services publics (police, TPG, mairies, etc.), par les grandes entreprises privées de la place (Migros, Manor, La Poste, etc.) et les citoyens et résidents de passage dans la ville.

Prestations

Prestations publiques fournies :

- réception, gestion et restitution des objets trouvés.

Objectifs 2008 / Priorités

Le service souhaite développer les moyens techniques et spécialisés, tels que les accès à des fichiers de police, afin d'améliorer le taux de restitutions des objets.

De manière générale, le service doit assumer toujours plus de dépôts, avec une infrastructure inchangée.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	532'616	+ 13'876	518'740	519'465.70
Effectifs	6.00	0	6.00	

Ce service est en mesure d’assurer ses prestations en 2008 avec son effectif actuel.

04.03.09.00 ARCHIVES D'ETAT

Mission

Les Archives d’Etat sont responsables de la gestion et de la conservation des archives publiques. Le service a pour tâches la mise en valeur des fonds publics (inventaire, édition, exposition et publication) et l’encouragement à la constitution de fonds privés. Il veille également à la bonne gestion des archives communales. Dans le domaine de la consultation des fonds, les Archives d’Etat veillent à la protection des données personnelles sensibles et au respect de la loi sur l’information du public et l’accès aux documents (LIPAD).

Prestations

Prestations publiques fournies :

- acquisition et conservation de longue durée des archives et imprimés;
- diffusion et valorisation des fonds d'archives et des imprimés;
- inspection des archives communales.

Objectifs 2008 / Priorités

Les objectifs pour 2008 sont :

- protection des documents à forte valeur sur le marché : inventorisation, numérisation et/ou microfilmage ;
- développement de la collaboration avec les archivistes départementaux ;
- inventorisation des fonds d'archives publiques des XIXe et XXe siècles ;
- édition des registres du Conseil, dans une optique de mise en valeur du patrimoine ;
- poursuite du programme Interreg IIIA, intitulé « Terres et pouvoirs partagés entre Genève et Savoie »;
- organisation d'une exposition et d'un colloque sur Genève et la Seconde Guerre mondiale.

Perspectives 2009

Dès 2009, le service entend :

- numériser les plans cadastraux anciens et les registres des paroisses et de l'état civil (XVIe – XIXe siècles) en vue de leur conservation, de l'acquisition des données et de leur diffusion;
- poursuivre les programmes de mise en valeur (éditions, expositions, inventaires);
- rechercher une solution répondant au manque d'espace et aux problèmes de locaux du service.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	1'717'278	- 48'972	1'766'250	1'639'108.75
Effectifs	16.60	0.00	16.60	

Ce service est mesure d'assurer ses prestations en 2008 avec son effectif actuel.

04.03.10.00 SERVICE DE LA PROMOTION DE L'EGALITE ENTRE HOMMES ET FEMMES

Mission

Le service pour la promotion de l'égalité entre hommes et femmes (SPPE) et sa commission consultative mènent des actions conformément au règlement du Conseil d'Etat B 1 30.12 qui les institue. La mission du service découle notamment de la Convention internationale pour l'interdiction de toutes les discriminations à l'égard des femmes. Le SPPE veille à l'application des articles 8 de la Constitution fédérale et 2A de la Constitution genevoise sur l'égalité et de la loi fédérale sur l'égalité (LEg). Les tâches prioritaires du service pour toutes les questions liées à l'égalité entre hommes et femmes sont les suivantes : législation, information et sensibilisation, conseils et expertise, accueil et orientation, études, enquêtes et statistiques, documentation. Il accueille, informe, oriente et rend la population et l'administration attentives aux questions liées à l'égalité. Le SPPE travaille en collaboration avec le Bureau fédéral de l'égalité et les bureaux romands de l'égalité. Il entretient d'étroites relations avec le tissu associatif genevois et les autres départements de l'administration genevoise.

Prestations

Prestations publiques fournies :

- promotion de l'égalité dans la formation, en politique, au travail et dans la famille;
- prévention de la violence à l'égard des femmes;
- promotion politique et juridique de l'égalité et suppression de toute discrimination à l'égard des femmes dans la législation.

Objectifs 2008 / Priorités

Les objectifs principaux du SPPE pour 2008 sont les suivants :

- prévention contre les violences faites aux femmes : prévention des mutilations génitales féminines, prévention du mariage forcé, actions définies dans le cadre de la campagne sur la traite des femmes lors de l'Euro 2008;
- femmes et travail : mise en route des activités liés aux objectifs du Conseil d'Etat pour les femmes cadres dans l'administration cantonale, sensibilisation et échange sur les outils pour une meilleure articulation des temps privés et professionnels à l'intention des entreprises, diffusion et suivi pour Genève d'une étude romande sur le cumul de la tarification des crèches et des impôts sur le revenu des femmes;
- représentation politique : publication, en collaboration avec l'Université de Genève, d'une étude sur les candidates et élues genevoises depuis 1961;
- formation : diffusion, en partenariat avec les écoles professionnelles, de l'outil pédagogique *Profil+* pour les jeunes et leurs enseignants, organisation de la 8e journée des filles.

Perspectives 2009

Le SPPE assurera en 2009, pour ses dossiers prioritaires (travail, représentation politique, prévention des violences, formation), le suivi des actions débutées en 2008. Il articulera également ses priorités en fonction des recommandations reçues par l'ONU au 3ème rapport de la Suisse dans le cadre de l'application de la CEDEF prévues en 2008. En tant qu'année électorale, 2009 verra en tous les cas la représentation des femmes en politique priorisée.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	734'488	+ 24'208	710'280	722'614.45
Effectifs	6.70	0.00	6.70	

Ce service est en mesure d'assurer ses prestations en 2008 avec son effectif actuel.

04.03.11.00 BUREAU DE L'INTEGRATION

Mission

Le bureau de l'intégration (BIE) est chargé de la réalisation des objectifs de la loi sur l'intégration des étrangers (A 2 55). Il aide à promouvoir, en s'appuyant sur les organismes publics ou privés existant concernés par l'intégration, l'accès des étrangers à tous les vecteurs d'intégration, notamment dans les domaines suivants :

- l'éducation et la formation générale, professionnelle et continue;
- la connaissance et l'accès au tissu social genevois, notamment par l'apprentissage de la langue et la participation aux manifestations culturelles, sportives et de loisirs;
- l'accès aux associations et institutions compétentes en matière d'assurances, d'aides sociales, de garde d'enfants, de soins, d'emploi et de logement;
- l'accès aux associations d'étrangers et à celles qui ont pour but l'accueil et l'intégration des étrangers;
- la connaissance de leurs droits, notamment en collaboration avec le service pour la promotion de l'égalité entre hommes et femmes;
- la connaissance et, le cas échéant, la mise en œuvre des dispositions pénales sur le racisme.

Le bureau de l'intégration apporte son soutien aux partenaires publics et privés concernés par l'intégration et favorise leurs contacts, leur collaboration et leur coordination. Il cherche également à sensibiliser la population résidente du canton à la diversité culturelle et informe régulièrement sur l'ensemble des activités en cours et sur les changements réalisés.

Prestations

Prestations publiques fournies :

- intégration des étrangers et coordination des actions d'intégration des partenaires publics et privés;
- connaissance et mise en œuvre des dispositions pénales sur le racisme.

Objectifs 2008 / Priorités

Pour 2008, le BIE :

- encourage et accompagne la conception de projets ODM et genevois en faveur de l'intégration des étrangers. Une fois réalisés, il en analyse les impacts;
- recadre les activités contractuelles des entités au bénéfice d'un contrat de prestations. Il redéfinit les objectifs et en fixe d'autres si nécessaire;
- crée ou recrée des liens avec les partenaires privés ou publics concernés par l'intégration (associations entre services de l'Etat, communes, etc.) avec un effort particulier dans le domaine scolaire et de la jeunesse;
- entreprend des démarches afin de lutter contre les discriminations (liées à l'origine) et le racisme dont il a connaissance. Par ailleurs, avec la collaboration des partenaires concernés (CRAN, LICRA, ACOR SOS-Racisme, etc.), il mène des actions de prévention et de sensibilisation;
- enrichit ses connaissance en matière de migration et d'intégration des étrangers afin d'être en mesure de proposer une politique adaptée à ces problématiques;
- informe et communique, de façon généralisée ou ciblée, sur ses objectifs, ses activités et ses missions. Il est particulièrement attentif aux problèmes quotidiens des Genevois et, si nécessaire, en accord avec le département, il donne son point de vue ou son éclairage.

Perspectives 2009

Outre la continuation des objectifs fixés en 2008, le BIE adapte ses activités aux perspectives et objectifs dictés par la nouvelle législation fédérale (LEtr et OIE) et développe la communication auprès du public et des partenaires institutionnels et privés.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	897'772	- 30'568	928'340	1'015'914.65
Effectifs	4.90	- 0.10	5.00	

Ce service est en mesure d’assurer ses prestations en 2008 avec son effectif actuel.

36 Subventions accordées

365 Institutions privées

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	1'325'000	+ 215'000	1'110'000	1'031'364

L'augmentation sur cette rubrique est composée de trois éléments :

- augmentation de 50'000 F de la subvention à l'association Camarada. A partir de 2008, certaines contributions dont l'association bénéficiait de la part de la Confédération vont disparaître, en raison notamment de la réorganisation de la politique fédérale dans ce domaine. Afin de compenser partiellement ces pertes et d'éviter à Camarada de devoir suspendre certaines de ses activités, le bureau de l'intégration souhaite augmenter la subvention cantonale;
- augmentation de 35'000 F de la subvention à l'association Maison Kultura. A la différence de la plupart des associations étrangères, constituées sur des frontières nationales ou ethniques, Maison Kultura est une plateforme interassociative totalement ouverte à toutes les composantes de l'immigration. En cela, elle apporte à l'action traditionnelle des associations immigrées une dimension nouvelle et fondamentale en matière d'intégration : l'interaction entre populations différentes, entre projets, entre modes de faire. Maison Kultura a signé avec le BIE une première convention de partenariat en juin 2005, portant sur une subvention annuelle de 30'000 F. Pour 2008, le BIE souhaite augmenter la subvention de l'association, de manière à lui permettre de consolider et de développer sa structure;
- augmentation de 130'000 F des subventions diverses. Afin de simplifier l'organisation du budget et la gestion des subventions diverses, le BIE a souhaité fusionner deux rubriques budgétaires (365.09813 « Subventions liées aux subventions commission fédérale des étrangers » et 365.09912 « Autres subventions »). Par ailleurs, le montant dédié aux subventions diverses a globalement augmenté, pour compenser le désengagement annoncé par la Confédération dans ce domaine. En effet, à partir de janvier 2008, une partie importante des petits et moyens projets d'intégration que la Commission fédérale des étrangers soutenait depuis des années avec des contributions maximales de 15'000 F n'auront plus droit au financement fédéral. Seuls les projets liés aux cours de langues pourront bénéficier de l'argent fédéral. Par conséquent, l'augmentation de 130'000 F sera aussi bien un rattrapage par rapport à la réalité des besoins du BIE qu'une compensation du désengagement de la Confédération.

Les subventions seront mises en conformité avec la LIAF pour 2008, en intégrant les augmentations ci-dessus.

04.03.12.00 DELEGUE A LA GENEVE INTERNATIONALE

Mission

Dans le cadre de l'application de la loi sur les relations et le développement de la Genève internationale (A 2 65), le délégué à la Genève internationale a pour mission de pérenniser et renforcer le rôle de la Genève internationale.

Prestations

Prestations publiques fournies :

- veille stratégique afin d'anticiper les risques et les opportunités pour la Genève internationale;
- mise en œuvre de la stratégie de développement de la Genève internationale;
- orientation et suivi des demandes courantes en provenance de la Genève internationale.

Objectifs 2008 / Priorités

Les objectifs pour 2008 sont les suivants :

- soutenir l'action conduite par le Conseil d'Etat et les services de l'administration cantonale dans le domaine du développement de la Genève internationale;
- améliorer la qualité des relations et favoriser les synergies entre les différents partenaires de la Genève internationale, en particulier la Confédération et la Ville de Genève.

Perspectives 2009

Considérant la réforme des Nations Unies et la tendance au renforcement de la concurrence de villes étrangères désireuses d'accueillir des organisations internationales, il deviendra nécessaire d'envisager des investissements d'une certaine importance pour assurer l'avenir de la Genève internationale.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	479'839	+ 8'029	471'810	471'379.85
Effectifs	3.50	0.00	3.50	

Ce service est en mesure d'assurer ses prestations en 2008 avec sont effectif actuel.

36 Subventions accordées

364 Sociétés d'économie mixte

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	411'725	+ 156'900	254'825	254'825

Eléments budgétaires particuliers

L'augmentation des subventions constatée est due à l'application des normes IPSAS. En effet, le montant supplémentaire de 156'900 F inscrite au projet de budget correspond à des subventions tacites pour mise à disposition de locaux en faveur du Centre d'accueil pour la Genève internationale (92'700 F) et du Club suisse de la Presse (64'200 F). Ces montants sont sans incidence sur le résultat de l'Etat, puisque des revenus de montants équivalents sont inscrits au niveau du DCTI.

04.03.13.00 DELEGUE AUX VIOLENCES DOMESTIQUES

Mission

Le Bureau du Délégué aux violences domestiques, directement subordonné au Conseil d'Etat, remplit des tâches de coordination, d'évaluation et d'information, telles que prévues dans la loi sur les violences domestiques (F 1 30).

Prestations

Prestations publiques fournies :

- coordination des actions de l'Etat en matière de lutte contre les violences domestiques avec celles des institutions publiques ou privées actives dans ce domaine;
- évaluation régulière des actions entreprises, tant par les acteurs publics que privés, pour les améliorer et les adapter si nécessaire;
- Information à la population sur la problématique des violences domestiques et sur les ressources mises à disposition des personnes concernées.

Objectifs 2008 / Priorités

Pour 2008, les objectifs sont :

- coordinations inter-institutionnelle (commission consultative sur les violences domestiques - CCVD) et intra-institutionnelle ("groupes de pilotage sur les violences domestiques" chargés d'établir des modes de collaboration interne et de développer des collaborations concertées avec les services de l'administration cantonale luttant contre les violences domestiques et les institutions publiques ou privées actives dans le même domaine);
- implémentation des procédés de récolte de données dans la plupart des institutions impliquées dans la CCVD. Une première analyse statistique sera effectuée sur ces données;
- organisation de colloques et de conférences;
- ouverture d'une ligne téléphonique "violences domestiques" 24h/24.

Perspectives 2009

En 2009, les perspectives principales sont en lien avec l'analyse des objectifs fixés pour 2008. Il s'agira notamment d'exploiter la première statistique annuelle "violences domestiques" pour le canton de Genève, ainsi que la première évaluation de la ligne téléphonique disponible 24h/24.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	139'480	+ 139'480	0	0.00
Effectifs	0.00	0.00	0.00	

Ce service est composé de deux personnes sous contrat d'auxiliaire. Précédemment, les montants y relatifs figuraient au budget du secrétariat général.

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	9'500	+ 9'500	0	0

En 2007, le délégué aux violences domestiques était intégré dans les comptes du secrétariat général du département. Dès 2008, il a été décidé de lui affecter un centre de responsabilité spécifique, afin d'en identifier les activités et les coûts. Les montants inscrits au budget pour ce service ont été prélevés, tant pour les charges de personnel que pour les dépenses générales, sur le budget du secrétariat général (CR 04.01.01.00).

04.04.00.00 CORPS DE POLICE

Mission

En application de la loi sur la police (F 1 50), le corps de police est chargé d'assurer la tranquillité, la sécurité et l'ordre publics, la police judiciaire et administrative, la police de la circulation, la police des étrangers, l'exécution des décisions judiciaires et administratives ainsi que la coordination des préparatifs et la conduite en cas de catastrophe et en matière de défense générale.

Dans l'exécution des tâches requérant l'usage de la force publique, la police prête assistance aux autres services de l'Etat qui la requièrent.

La police contribue également à la prévention de la criminalité. En cas de nécessité et en l'absence d'autres organismes pouvant intervenir, elle prête aide et secours aux personnes dans le besoin.

Prestations

Prestations publiques fournies :

- déclenchement, coordination, mise en place et conduite du dispositif OSIRIS;
- planification et conduite des grands événements par la mise sur pied des conditions de sécurité;
- émission et traitement des amendes d'ordre et des contraventions;
- gestion (prévention, interpellation, prise de mesures conservatoires, enquêtes) des infractions relevant de l'atteinte au patrimoine;
- gestion (prévention, interpellation, prise de mesures, enquêtes) des infractions relevant de l'atteinte à l'intégrité corporelle (y compris sexuelle);
- gestion (prévention, interpellation, prise de mesures conservatoires, enquêtes) des autres infractions;
- maintien de la sécurité et de l'ordre publics par des actions de prévention, de répression et par des interventions;
- garantie de la sécurité du milieu international et de la protection de l'Etat;
- exécution des tâches relatives à la police des étrangers;
- exécution des tâches de police mortuaire;
- exécution des décisions prises par les autorités judiciaires et administratives;
- délivrance d'attestations et d'autorisations;
- renseignements et traitements des demandes émanant du public;
- poursuites et sanctions aux interdictions d'exploiter des jeux d'argent ou des maisons de jeux.

Objectifs 2008 / Priorités

Pour 2008, les principales priorités de la police sont :

- le projet POLYCOM (réseau radio national de sécurité);
- le bon déroulement de l'Euro 2008;
- la mise en production de l'application MICADO au service des contraventions;
- la réorganisation de la fonction financière et la création d'un poste de contrôle interne;
- le projet CYCLOPE (caméras de surveillance);
- la création d'une inspection générale des services;
- la poursuite de l'application de la motion 1296.

Perspectives 2009

Pour 2009, les objets d'ores et déjà connus sont :

- le projet SYCOTRIN (transfert automatiques des données radars);
- le regroupement des compétences techniques et scientifiques au sein d'une section scientifique de la police;
- la conférence de l'UIT "Telecom World 2009".

Budget du service

30 Charges de personnel

		Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301	**Traitements du personnel**				
	Total	177'478'324	- 398'576	177'876'900	169'614'899.35
	Effectifs totaux	1'658.86	- 3.00	1'661.86	
Dont:	Etat-major	20.00	0.00	20.00	
	Police judiciaire	293.00	0.00	293.00	
	Gendarmerie	783.00	0.00	783.00	
	PSI	197.00	0.00	197.00	
	Personnel administratif	365.86	- 3.00	368.86	

La réduction de deux postes s'inscrit dans le cadre de la décision du Conseil d'Etat de diminuer de 5% les effectifs jusqu'en 2009.

Un poste a été transféré au département des finances, dans le cadre de la centralisation de la fonction finance.

La police genevoise connaît une augmentation d'activité dans pratiquement tous les domaines qui relève de sa compétence. Ces dernières années, le département a limité, dans la mesure du raisonnablement exigible, les demandes aux besoins lorsqu'elles pouvaient être comblées par des mesures de réorganisation interne ou des outils informatiques.

Toutefois, le département entend procéder à une augmentation de l'effectif de la gendarmerie par l'engagement de 50 unités supplémentaires dès 2009 pour une entrée en fonction en 2010.

L'augmentation de cet effectif aura pour conséquence un accroissement de l'activité policière d'abord mais également une hausse de la charge administrative qui l'entoure. Conformément aux exigences de la motion 1298, cela nécessitera une augmentation en parallèle, du personnel administratif, en appui aux forces de l'ordre.

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	21'503'384	+ 3'054'628	18'448'756	19'233'874.00

33 Amortissements, provisions, irrécouvrables

338 Provisions et réserves

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	4'000'000	+ 4'000'000	0	18'790'000.00

Des montants de 2'692'890 F (dépenses générales) et 4'000'000 F (dotation à provision) sont prévus dans le PFQ en 2008 en lien avec l'Euro 2008. Il s'agit des surcoûts générés à la police pour assurer la sécurité de l'événement. Pour les dépenses générales, il s'agit par exemple de financer l'engagement massif du personnel et des véhicules (frais de subsistance du personnel, carburant pour les véhicules) ou la mise sur pied du dispositif OSIRIS. Par ailleurs, le montant de 4 millions doit permettre de provisionner les heures supplémentaires générées par cet événement. Au tarif actuel de provisionnement de 60.-/h, cela représente environ 67'000 heures supplémentaires.

34 Parts et contributions sans affectation

349 Autres parts

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	7'083'000	+ 507'000	6'576'000	6'864'317.00

Depuis plusieurs années, les montants rétrocédés par le service des contraventions à la Ville de Genève et aux autres communes pour les amendes d'ordre et contraventions encaissées par le service des contraventions pour leur compte augmentent. Cette augmentation s'est infléchie dans le temps, mais elle existe toujours en 2008 pour la Ville de Genève (+ 400'000). Outre cela, les prévisions pour d'autres rétrocessions (autres cantons, CFF, TPG) augmentent également de 107'000 F.

Il est toutefois à relever que les rétrocessions ont lieu sur les montants encaissés, qui sont enregistrés dans des comptes de nature 437.

43 Recettes diverses

431 Emoluments administratifs

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	7'673'000	+ 744'000	6'929'000	6'570'857.00

436 Dédommagements de tiers

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	5'033'500	+ 757'295	4'276'205	4'118'658.00

437 Amendes

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	58'000'000	+ 16'300'000	41'700'000	41'697'188.16

Les prévisions d'encaissement d'amendes et contraventions sont en très forte augmentation en 2008. La raison principale en est que le passage au numérique rend les radars beaucoup plus performants, du fait, notamment, qu'il n'y a plus de films à changer.

Une augmentation du produit des amendes d'ordre et contraventions a des impacts également sur les émoluments du service des contraventions (nature 431) et sur les remboursements de frais postaux et de frais de poursuite (nature 436).

04.05.01.00 DIRECTION DE L'OFFICE PENITENTIAIRE

Mission

La direction de l'office pénitentiaire est chargée de mettre en œuvre une politique pénitentiaire cohérente et homogène conformément aux décisions prises par les autorités exécutives, législatives et judiciaires. Elle assure, conformément à la législation en vigueur, la direction opérationnelle des services et établissements qui lui sont subordonnés. Elle représente le canton au sein des organes du Concordat latin pour l'exécution des peines et mesures pour adultes ainsi qu'auprès des autorités fédérales compétentes.

La direction de l'office pénitentiaire met en œuvre la planification pénitentiaire décidée par le Conseil d'Etat. Elle assure, conjointement avec le département constructeur et les établissements publics concernés, le pilotage des projets de construction d'établissements de détention en cours ou à venir. Elle s'assure des ressources financières et des moyens humains, y compris sous l'angle du subventionnement, en vue d'atteindre les objectifs assignés.

Objectifs 2008 / Priorités

La direction de l'office pénitentiaire a pour objectif de poursuivre les réalisations en application de la planification pénitentiaire décidée par le Conseil d'Etat et par mesures de lutte contre la surpopulation carcérale, notamment :

- ouverture de la nouvelle prison de la Brenaz;
- réalisation d'un établissement d'exécution des mesures (mesures thérapeutiques selon l'article 59, alinéa 3, du CPS, internement selon l'article 64 CPS);
- développement d'une vision et d'une culture de travail transversales pour favoriser une amélioration qualitative des prestations dans les domaines opérationnels (contrôle interne, gestion administrative et financière, maîtrise d'ouvrage informatique, etc.)

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	573'355	+ 11'815	561'540	563'054.30
Effectifs	4.00	0.00	4.00	

Ce service est en mesure d’assurer ses prestations en 2008 avec son effectif actuel.

35 Dédommagements à des collectivités publiques

351 Cantons

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	503’000	- 77’000	580’000	292'117.25

Dès 2008, la Confédération participera à hauteur de 30 % environ au financement du Centre suisse de formation pour le personnel pénitentiaire (CSFPP). Cela représente environ 1 million, dont bénéficieront les cantons au prorata de leur participation actuelle. Pour le canton de Genève, la diminution a été estimée à 77'000 F.

36 Subventions accordées

363 Propres établissements

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	927’700	+ 6’000	921’700	921’700.00

42 Revenus de biens

426 Participations permanentes du patrimoine administratifs

Total	6’000	+ 6’000	0	0

Eléments budgétaires particuliers

L’augmentation des subventions et la nouvelle rubrique 426 sont dues à l’application des normes IPSAS. En effet, le montant de 6'000 F correspond à une subvention tacite en lien avec le capital de dotation de l’Etat de Genève à la Fondation romande pour toxicomanes. Ce capital de dotation, d’un montant de 100'000 F, ne fait l’objet d’aucune rémunération financière, mais, s’agissant d’un avantage financier (mise à disposition gratuite de fonds), c’est une subvention tacite qu’il convient de faire apparaître dans les comptes, à la fois en charge et en revenus.

04.05.02.00 PRISON DE CHAMP-DOLLON

Mission

La prison de Champ-Dollon a pour mission d'accueillir les prévenus (hommes et femmes), les condamnés en attente de transfert, les détenu-e-s à titre extraditionnel, les personnes sur ordre des autorités fédérales et les personnes condamnées à une peine d'arrêts ou d'emprisonnement de 3 mois au plus, ou qui doivent subir un solde de peine d'une durée inférieure à 3 mois, pour autant qu'elles ne puissent être placées dans un établissement pour des condamnés à des courtes peines.

Prestations

Prestations publiques fournies :

- Accueil et détention des prévenus et des condamnés.

Objectifs 2008 / Priorités

Avec l'ouverture du nouvel établissement de la Brenaz, la prison de Champ-Dollon souhaite retrouver un nombre moyen de 400 détenu-e-s et pouvoir ainsi assurer la sécurité de l'établissement, tout en adaptant les prestations en faveur de la population carcérale.

Perspectives 2009

Le service prévoit de poursuivre le recrutement du personnel de surveillance et de démarrer, en collaboration avec le DCTI, le chantier d'agrandissement et de rénovation de la prison.

Budget du service

30 Charges de personnel

		Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301	**Traitements du personnel**				
	Total	26'182'440	- 227'260	26'409'700	26'460'236.85
	Effectifs	233.70	- 0.30	234.00	
Dont:	Personnel administratif	13.70	0.00	13.70	
	Personnel gardien	220.00	- 0.30	220.30	

L'ouverture de la nouvelle structure de détention (Brenaz) permet d'envisager un retour à environ 400 détenus. Malgré cela, la prison restera en surpopulation, puisqu'elle est prévue pour accueillir 270 détenus. Dès lors, le département souhaite maintenir, pour l'année 2008, un effectif constant à Champ-Dollon.

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	3'835'759	- 151'337	3'987'096	3'761'578.00

La diminution sur les dépenses générales provient principalement des frais relatifs à la nourriture des détenus. En effet, l'ouverture du nouvel établissement de la Brenaz devrait ramener le nombre moyen de détenus de Champ-Dollon aux environs de 420 et, en conséquence, réduire les frais de nourriture (voir aussi 04.05.05.00 ci-après).

Eléments budgétaires particuliers

Outre l'élément ci-dessus, un montant de 70'000 F est transféré du budget d'investissement au budget de fonctionnement en application des normes IPSAS.

35 Dédommagements à des collectivités publiques

351 Cantons

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	380'000	+ 150'000	230'000	0

Jusqu'en 2006, les frais de détention préventive hors canton étaient pris en charge sur les budgets du SAPEM. Depuis 2007, avec l'augmentation de la détention préventive hors canton suite à l'accord passé avec la prison de la Tuilière pour décharger Champ-Dollon, un budget spécifique a été inscrit au niveau de Champ-Dollon pour enregistrer ces frais. Avec le recul, il convient d'adapter ce budget aux besoins pour 2008.

04.05.03.00 SERVICE DE L'APPLICATION DES PEINES ET DES MESURES

Mission

Le service de l'application des peines et mesures (SAPEM) reçoit des tribunaux pénaux genevois et des tribunaux militaires les jugements concernant :

- les peines privatives de liberté;

- les mesures;

- les peines avec sursis et règles de conduite.

Le service reçoit également des peines déléguées par d'autres cantons en fonction du domicile des condamné-e-s (peines jusqu'à 6 mois) ou lors de peines prononcées dans différents cantons (la peine la plus longue régit la compétence). Selon les mêmes critères, le SAPEM délègue également aux autres cantons des peines à faire exécuter.

En vertu du CPS et du droit concordataire romand, le SAPEM fixe les modalités des peines et des mesures prononcées à l'encontre des adultes (placement dans l'établissement d'exécution de peine, octroi d'un régime progressif, préavis quant à une remise de peine).

Prestations

Prestations publiques fournies :

- organisation et contrôle de l'exécution des courtes peines;
- organisation et contrôle de l'exécution des longues peines;
- organisation et contrôle de l'exécution des mesures;
- contrôle des conditions de l'octroi du sursis.

Objectifs 2008 / Priorités

Les objectifs du service pour 2008 peuvent être définis comme suit :

- utilisation optimale du nouvel établissement de la Brenaz (transfert des condamnés à des courtes peines);
- mise à exécution progressivement des courtes peines de détention des condamnées ne répondant pas aux convocations;
- poursuite de la collaboration intercantonale (placement du maximum de condamnés dans les établissements d'exécution de peines concordataires et non concordataires);
- diminution des délais d'attente pour les transferts hors canton des condamnés à des longues peines;
- finalisation des changements nécessaires suite à l'entrée en vigueur du code pénal modifié (modification des mesures notamment).

Perspectives 2009

Pour 2009, le service entend :

- revenir à la normale pour l'exécution des sanctions pénales grâce à la mise à disposition de places supplémentaires à Genève (La Brenaz) et dans les autres cantons;
- développer l'exécution anticipée des peines (placement à Bellechasse par exemple).

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	1'053'081	+ 135'391	917'690	789'584.95
Effectifs	8.50	+ 1.00	7.50	

Dans le cadre de réaffectations internes, un poste de l'office des faillites a été transféré au SAPEM.

04.05.04.00 SERVICE DE PROBATION ET D'INSERTION

Mission

En application de son règlement et de l'article 93 du code pénal suisse, le Service de probation et d'insertion a pour mission de favoriser l'intégration sociale des détenu-e-s à la prison de Champ-Dollon et des condamné-e-s avec sursis ou libéré-e-s conditionnellement qui sont astreint-e-s à une assistance de probation. Cela consiste, notamment, à apporter un soutien, des conseils sociaux et administratifs et une aide à la formation et à l'insertion professionnelle. L'assistance de probation implique de préserver les personnes prises en charge de la commission de nouvelles infractions. Le service reçoit également toute personne majeure qui s'adresse à lui moins d'un an après avoir été l'objet d'une condamnation à une peine ou une mesure de sûreté.

Prestations

Prestations publiques fournies :

- prévention de la récidive par la réinsertion des détenus libérés astreints à une mesure de patronage (article 47 CPS) ou des personnes volontaires;
- soutien psycho-social aux détenus incarcérés à Champ-Dollon et dans les pénitenciers du Concordat romand;
- surveillance "discrète" des patronnés et dénonciation à l'autorité compétente.

Objectifs 2008 / Priorités

Pour 2008, les priorités du service sont de :

- développer des contrats de travail en entreprise;
- augmenter les possibilités de formation ad hoc pour les détenus libérés;
- mettre sur pied le projet "ferme" en commençant par l'implantation de serres;
- améliorer la prise en charge sociale et l'orienter vers la prise en charge du risque de récidive;
- donner une stabilité au nouveau secteur d'animation et d'hébergement, en souffrance depuis quelques années et à nouveau en stand by depuis le décès du responsable du secteur.

Perspectives 2009

Dès 2009, le service souhaite rechercher des alternatives à ses structures d'hébergement afin de mettre l'accent sur la réinsertion socioprofessionnelle et la prise en charge plus pointue des délinquants dans le but de les préserver encore mieux de la récidive

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	3'734'143	+ 87'983	3'646'160	3'592'667.10
Effectifs	39.65	0.00	39.65	

L'augmentation de la population carcérale se répercute inévitablement sur le service de probation et d'insertion.

Pour faire face à l'accroissement des activités de ce service, le département lui avait attribué 4 postes supplémentaires dans le cadre de la gestion départementale des effectifs. Deux postes ont été stabilisés sur le budget 2007. Les deux autres devaient l'être sur le budget 2008, mais au vu des contraintes en matière de réduction d'effectif, le département a décidé de maintenir l'effectif au même niveau et de couvrir un éventuel dépassement par la gestion départementale des effectifs.

04.05.05.00 SERVICE DES ETABLISSEMENTS DE DETENTION

Mission

Le service des établissements de détention gère des établissements de détention accueillant des personnes condamnées et fait exécuter des peines sous la forme du travail d'intérêt général ou des arrêts domiciliaires.

Prestations

Prestations publiques fournies :

- accueil et détention des adultes condamnés à des courtes peines, des fins de peine et en détention ordinaire;
- accueil et détention des mineur-e-s;
- organisation et contrôle de l'exécution des peines alternatives;
- organisation et contrôle des prestations en travail pour mineur-e-s.

Objectifs 2008 / Priorités

La priorité principale du service pour 2008 sera l'ouverture du nouvel établissement de la Brenaz, prévu pour accueillir 68 détenus.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	12'033'030	+ 2'001'790	10'031'240	9'173'414.95
Effectifs	125.21	- 0.50	125.70	

Comme les autres services rattachés à l'Office pénitentiaire, le service des établissements de détention a vu son activité s'accroître proportionnellement à l'augmentation de la population carcérale. Outre les postes liés à la nouvelle structure de détention, deux postes supplémentaires lui ont été octroyés en 2007. Avec l'effectif actuel, le service est en mesure d'assurer ses prestations en 2008.

La diminution relevée s'inscrit dans le cadre de la mesure dictée par le Conseil d'Etat, visant à favoriser les temps partiels.

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	2'685'397	+ 537'575	2'147'822	1'967'902.00

43 Recettes diverses

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	530'314	+ 150'940	379'374	341'813.00

45 Dédommagements de collectivités publiques

451 Cantons

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	1'440'000	+ 120'000	1'320'000	976'318.00

L'ouverture du nouvel établissement de détention de la Brenaz est prévu pour la fin de l'année 2007. Ainsi, en 2008, cet établissement supplémentaire déploiera ses pleins effets du point de vue budgétaire (contre un mois seulement au budget 2007). Cela a des incidences sur les dépenses générales, les recettes diverses (recettes de pensions, recettes d'épicerie et de location de téléviseurs, produits des ateliers) et les frais de placement facturés aux cantons placeurs.

Eléments budgétaires particuliers

Outre les éléments mentionnés ci-dessus, un montant de 32'000F a été transféré du budget d'investissement au budget de fonctionnement (dépenses générales) en application des normes IPSAS.

04.07.02.00 OFFICE DES POURSUITES

Mission

L'office des poursuites (OP) est chargé de l'application de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP), de ses ordonnances d'exécution, des législations, autres lois spéciales et des circulaires, instructions et avis du Tribunal fédéral y relatifs. L'OP donne suite aux réquisitions de poursuite, de continuer la poursuite, de vente et de prise d'inventaire que lui transmettent les créanciers. L'OP exécute aussi les ordonnances de séquestre qui lui sont transmises par le Tribunal de première instance. Il délivre également des extraits de ses registres à tout tiers rendant un intérêt vraisemblable.

Prestations

Prestations publiques fournies :

- établissement et notification des actes de poursuites (commandement de payer et commination de faillites);
- exécution des saisies et des séquestres et établissement des inventaires de poursuites;
- réalisation des actifs et distribution des deniers dans le cadre des procédures de poursuites;
- tenue du registre des pactes de réserve de propriété et du registre sur l'engagement du bétail;
- délivrance d'attestations et d'extraits.

Objectifs 2008 / Priorités

Pour 2008, les objectifs sont les suivants :

- dépôt d'un projet de loi dans le cadre de la refonte du système d'information de l'office des poursuites;
- mise en place opérationnelle du scannage des réquisitions de poursuite (traitement automatisé du commandement de payer);
- édition du commandement de payer dans le délai d'une semaine dès réception de la réquisition de poursuite;

- poursuite de la collaboration avec le canton de Vaud en matière de formation;
- mise en place de procédures de gestion des risques (contrôle interne).

Perspectives 2009

L'année 2009 doit voir le démarrage opérationnel du processus de refonte informatique. L'office vise aussi la réduction du délai et l'amélioration de la qualité dans le traitement des dossiers, en particulier dans le domaine de l'exécution des saisies. Il doit aussi formaliser l'ensemble des processus métiers de chacun de ses services afin d'assurer la formation des collaborateurs et l'harmonisation des méthodes de travail.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	18'040'402	+ 8'022	18'032'380	14'291'822.00
Effectifs	185.43	- 3.72	189.51	

La réduction s'inscrit dans le cadre de la décision du Conseil d'Etat de diminuer de 5% les effectifs jusqu'en 2009.

Par ailleurs, deux unités ont été transférées au service RH du département.

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	8'386'092	- 773'393	9'159'485	7'348'422.00

La variation sur les dépenses générales est principalement due aux frais liés à la gestion des dossiers. En effet, depuis plusieurs années, en application d'une recommandation de l'ICF, les offices des poursuites et des faillites comptabilisent au brut les frais et revenus liés aux dossiers dont ils ont la gestion. Cela signifie que toute dépense liée à un dossier est comptabilisée dans un compte de charge et sa couverture, c'est-à-dire son imputation dans le dossier, est comptabilisée dans un compte de revenus. Ces éléments sont extrêmement difficiles à budgétiser, car les offices ne savent pas à l'avance quel type de dossier ils auront à gérer, toutefois, au final, ces opérations sont neutres sur le résultat de l'Etat.

Eléments budgétaires particuliers

Outre cela, un montant de 20'000 F a été transféré du budget de fonctionnement (dépenses générales) au budget d'investissements en application des normes IPSAS.

04.07.03.00 OFFICE DES FAILLITES

Mission

L'office des faillites (OF) est chargé de l'application de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP). En particulier, il a pour mission d'exécuter les jugements de faillite prononcés par le juge (tribunal de première instance), ainsi que de liquider les successions répudiées. L'OF délivre également des extraits de ses registres à tout tiers rendant un intérêt vraisemblable.

Prestations

Prestations publiques fournies :

- détermination des actifs et passifs d'une faillite ou d'une succession répudiée;
- réalisation des actifs et distribution des deniers dans le cadre des procédures de faillites;
- délivrance d'attestations et extraits.

Objectifs 2008 / Priorités

Pour 2008, les objectifs de l'OF sont les suivants :

- mise en place du contrôle interne par un comité de gestion des risques;
- mise en place de la nouvelle organisation de l'office des faillites;
- réduction du nombre de dossiers faillite sous gestion et maintien d'un bon niveau de qualité dans le traitement des affaires;
- poursuite de l'aménagement du local des archives des comptabilités des faillites;
- développement de la nouvelle application informatique de l'office (refonte) en collaboration avec le CTI.

Perspectives 2009

En 2009, la première partie de la nouvelle application informatique et la nouvelle organisation de l'office pourront être mises en œuvre.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	6'497'167	+ 12'547	6'484'620	5'581'022.35
Effectifs	58.00	- 2.00	60.00	

La diminution de l'effectif a pour origine une réaffectation dans un autre service du département ainsi que le non-renouvellement d'un poste suite à un départ naturel, dans le cadre de la décision du Conseil d'Etat de réduire de 5% les effectifs jusqu'en 2009.

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	5'466'622	- 1'763'636	7'230'258	2'978'118.00

La variation sur les dépenses générales est principalement due aux frais liés à la gestion des dossiers. En effet, depuis plusieurs années, en application d'une recommandation de l'ICF, les offices des poursuites et des faillites comptabilisent au brut les frais et revenus liés aux dossiers dont ils ont la gestion. Cela signifie que toute dépense liée à un dossier est comptabilisée dans un compte de charge et sa couverture, c'est-à-dire son imputation dans le dossier, est comptabilisée dans un compte de revenus. Ces éléments sont extrêmement difficiles à budgétiser, car les offices ne savent pas à l'avance quel type de dossier ils auront à gérer, toutefois, au final, ces opérations sont neutres sur le résultat de l'Etat.

Eléments budgétaires particuliers

Outre cela élément, un montant de 65'000 a été transféré du budget de fonctionnement (dépenses générales) au budget d'investissements en application des normes IPSAS.

04.90.01.00 FONDS DE LUTTE CONTRE LA DROGUE

04.90.02.00 SOLIDARITE INTERNATIONALE

Mission

Le service de la solidarité internationale a été mis sur pied en 2003, avec pour mission d'appliquer la loi sur le financement de la solidarité internationale (D 1 06). Selon cette loi, le canton de Genève devrait consacrer au moins 0,7% de son budget annuel de fonctionnement à la solidarité internationale, en soutenant des projets ou des actions de coopération au développement, d'aide humanitaire, de promotion de la paix et de défense des droits humains.

Conformément au règlement d'application de la loi, le service canalise les demandes de financement des ONG ou associations requérantes et gère les dossiers sur la base de critères unifiés pour l'ensemble de l'Etat.

Le service est également chargé du suivi et du contrôle des projets, ainsi que des conventions signées avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et la Fédération Genevoise de Coopération (FGC). Les actions qui se déroulent à Genève en relation avec la solidarité internationale sont traitées avec le service du protocole de la Chancellerie.

Le service est ainsi chargé de la gestion budgétaire de l'enveloppe allouée à la Solidarité internationale, il est aussi en charge de la gestion du fonds de lutte contre la drogue en faveur des pays en voie de développement.

Prestations

Prestations publiques fournies :

- évaluation des demandes de soutien financier des projets de solidarité internationale;
- suivi et contrôle des projets financés par le canton de Genève dans le cadre de la solidarité internationale;
- suivi des actions de solidarité internationale pour des bénéficiaires à Genève;
- coordination avec les partenaires extérieurs actifs dans la solidarité internationale;
- sensibilisation et information au grand public.

Objectifs 2008 / Priorités

Les objectifs pour 2008 sont les suivants :

- poursuivre la progression pour atteindre peu à peu l'objectif fixé par la loi et le Conseil d'Etat;
- assurer l'instruction des dossiers et l'évaluation des projets de coopération au développement et d'aide humanitaire;
- augmenter la contribution à la Fédération Genevoise de Coopération et garantir le suivi du contrat de prestations;
- augmenter la transparence budgétaire des contributions à travers une nouvelle rubrique destinée aux bourses des étudiants du Sud (cette ligne budgétaire sera gérée conjointement par le service de la solidarité internationale et le DIP);
- assurer le suivi des projets soutenus et garantir la bonne utilisation des fonds;
- augmenter les synergies avec les autres départements de l'Etat et avec les institutions suisses travaillant dans l'aide au développement;
- augmenter la visibilité des actions de la solidarité internationale;
- augmenter les actions visant à sensibiliser le public et les institutions genevoises aux enjeux de la solidarité internationale.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	543'221	+ 168'011	375'210	331'283.25
Effectifs	4.60	+ 1.60	3.00	

L'augmentation de l'effectif provient d'une réaffectation de l'office cantonal de la population et d'un poste octroyé dans le cadre de la gestion départementale des effectifs.

36 Subventions accordées

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	13’100’000	+ 1'000’000	12'100’000	12'095'933.00

Afin de tendre vers l’objectif de 0.7 % prévu par la loi sur le financement de la solidarité internationale, le Conseil d’Etat souhaite augmenter progressivement les moyens alloués à la solidarité internationale. Pour 2008, cela se traduit par une augmentation de 1 million des subventions accordées.

Eléments budgétaires particuliers

Jusqu’en 2007, le Fonds de lutte contre la drogue et la Solidarité internationale, comptabilisés selon les principes des financements spéciaux, présentaient un équilibre entre charges et revenus aussi bien dans les budgets que dans les comptes. Cet équilibre se faisait par des comptes de nature 380 ou 480. Dès 2008, en application des normes IPSAS, les financements spéciaux ne seront plus équilibrés dans les comptes, mais présenteront leur situation réelle.

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.00.00.00	**INSTITUTIONS**						
3	**CHARGES**	**551.667.068**		**44.297.714**	**8,7**	**507.369.354**	**508.538.066,56**
4	**REVENUS**		**342.785.610**	**111.501.290**	**48,2**	**231.284.320**	**233.992.439,60**
	COUVERTURE en F	**-208.881.458**		**67.203.576**		**-276.085.034**	**-274.545.626,96**
	COUVERTURE en %	**62,14%**			**16,6**	**45,59%**	**46,01%**
04.01.00.00	**PRÉSIDENCE, SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**						
3	**CHARGES**	**3.506.265**		**3.506.265**	**ND**		
4	**REVENUS**		**9.473.795**	**9.473.795**	**ND**		
	COUVERTURE en F	**5.967.530**		**5.967.530**			
	COUVERTURE en %	**270,20%**			**270,2**		
30	CHARGES DE PERSONNEL	-587.393		-587.393	ND		
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	77.380		77.380	ND		
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	1.425.583		1.425.583	ND		
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	117.669		117.669	ND		
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	67.669		67.669	ND		
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	50.000		50.000	ND		
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	400.000		400.000	ND		
351	CANTONS	400.000		400.000	ND		
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	931.207		931.207	ND		
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	375.600		375.600	ND		
0215	FONDATION ROMANDE DE DÉTENTION ADMINISTRATIVE	300.000		300.000	ND		
0215	FONDATION ROMANDE DE DÉTENTION ADMINISTRATIVE - SUBVENTIONS NON MONÉTAIRES	75.600		75.600	ND		
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	555.607		555.607	ND		
0319	SUBVENTIONS AUX SECTIONS GENEVOISES DE SAUVETAGE SUR LE LAC LÉMAN	32.338		32.338	ND		
0416	SUBVENTIONS À LA MUSIQUE DE LA POLICE	42.984		42.984	ND		
0711	COMMISSION INTERNATIONALE DES JURISTES	22.385		22.385	ND		
0915	SUBVENTIONS DIVERSES	19.900		19.900	ND		
1010	ASSOCIATION VIRES	430.000		430.000	ND		
1112	CLUB ALPIN SUISSE	8.000		8.000	ND		
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.219.199		1.219.199	ND		

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.01.00.00	**PRÉSIDENCE, SECRÉTARIAT GÉNÉRAL** (Suite)						
42	REVENUS DES BIENS		1.000	1.000	ND		
43	RECETTES DIVERSES		4.957.500	4.957.500	ND		
46	SUBVENTIONS ACQUISES		200.000	200.000	ND		
460	CONFÉDÉRATION		200.000	200.000	ND		
49	IMPUTATIONS INTERNES		4.315.295	4.315.295	ND		
04.01.01.00	**CONSEIL D'ETAT ET SECRÉTARIAT GÉNÉRAL - DI**						
3	**CHARGES**			**-1.648.439**	**-100,0**	**1.648.439**	**6.925.613,92**
4	**REVENUS**			**-5.780.100**	**-100,0**	**5.780.100**	**7.470.099,09**
	COUVERTURE en F			**-4.131.661**		**4.131.661**	**544.485,17**
	COUVERTURE en %				**-350,6**	**350,64%**	**107,86%**
30	CHARGES DE PERSONNEL			1.509.299	-100,0	-1.509.299	3.906.470,06
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES			-85.000	-100,0	85.000	3.745,45
31	DÉPENSES GÉNÉRALES			-1.319.442	-100,0	1.319.442	1.401.078,15
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES			-92.389	-100,0	92.389	79.244,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF			-92.389	-100,0	92.389	79.244,00
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES			-380.000	-100,0	380.000	285.342,55
351	CANTONS			-380.000	-100,0	380.000	285.342,55
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES			-655.607	-100,0	655.607	562.937,00
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS			-300.000	-100,0	300.000	220.430,00
0215	FONDATION ROMANDE DE DÉTENTION ADMINISTRATIVE			-300.000	-100,0	300.000	220.430,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES			-355.607	-100,0	355.607	342.507,00
0319	SUBVENTIONS AUX SECTIONS GENEVOISES DE SAUVETAGE SUR LE LAC LÉMAN			-32.338	-100,0	32.338	32.338,00
0416	SUBVENTIONS À LA MUSIQUE DE LA POLICE			-42.984	-100,0	42.984	42.984,00
0711	COMMISSION INTERNATIONALE DES JURISTES			-22.385	-100,0	22.385	22.385,00
0915	SUBVENTIONS DIVERSES			-19.900	-100,0	19.900	8.000,00
1010	ASSOCIATION VIRES			-230.000	-100,0	230.000	228.850,00
1112	CLUB ALPIN SUISSE			-8.000	-100,0	8.000	7.950,00
39	IMPUTATIONS INTERNES			-710.300	-100,0	710.300	690.542,16
43	RECETTES DIVERSES			-3.900.500	-100,0	3.900.500	3.001.202,95

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.01.01.00	**CONSEIL D'ETAT ET SECRÉTARIAT GÉNÉRAL - DI** (Suite)						
46	SUBVENTIONS ACQUISES			-200.000	-100,0	200.000	194.010,00
460	CONFÉDÉRATION			-200.000	-100,0	200.000	194.010,00
49	IMPUTATIONS INTERNES			-1.679.600	-100,0	1.679.600	4.274.886,14
04.01.02.00	**SOMMET DU G8**						
3	**CHARGES**			**-2.250**	**-100,0**	**2.250**	
4	**REVENUS**			**-600**	**-100,0**	**600**	
	COUVERTURE en F			**1.650**		**-1.650**	
	COUVERTURE en %				**-26,7**	**26,67%**	
39	IMPUTATIONS INTERNES			-2.250	-100,0	2.250	
49	IMPUTATIONS INTERNES			-600	-100,0	600	
04.01.03.00	**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES**						
3	**CHARGES**			**-867.827**	**-100,0**	**867.827**	**813.164,54**
4	**REVENUS**			**-503.000**	**-100,0**	**503.000**	**560.014,76**
	COUVERTURE en F			**364.827**		**-364.827**	**-253.149,78**
	COUVERTURE en %				**-58,0**	**57,96%**	**68,87%**
30	CHARGES DE PERSONNEL			-751.490	-100,0	751.490	766.525,81
31	DÉPENSES GÉNÉRALES			-8.687	-100,0	8.687	5.380,55
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES			-50.000	-100,0	50.000	21.397,65
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES			-50.000	-100,0	50.000	21.397,65
39	IMPUTATIONS INTERNES			-57.650	-100,0	57.650	19.860,53
42	REVENUS DES BIENS			-1.000	-100,0	1.000	749,43
43	RECETTES DIVERSES			-487.000	-100,0	487.000	559.253,50
49	IMPUTATIONS INTERNES			-15.000	-100,0	15.000	11,83

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.01.04.00	**ORGANISATION, PLANIFICATION ET SYSTÈME D'INFORMATION**						
3	**CHARGES**			**-2.137.306**	**-100,0**	**2.137.306**	**2.461.622,84**
4	**REVENUS**			**-7.200**	**-100,0**	**7.200**	
	COUVERTURE en F			**2.130.106**		**-2.130.106**	**-2.461.622,84**
	COUVERTURE en %				**-0,3**	**0,34%**	
30	CHARGES DE PERSONNEL			-1.977.050	-100,0	1.977.050	2.390.338,15
31	DÉPENSES GÉNÉRALES			-132.506	-100,0	132.506	53.482,50
39	IMPUTATIONS INTERNES			-27.750	-100,0	27.750	17.802,19
49	IMPUTATIONS INTERNES			-7.200	-100,0	7.200	
04.03.01.00	**SERVICE DES VOTATIONS ET ÉLECTIONS**						
3	**CHARGES**	**4.194.281**		**5.223**	**0,1**	**4.189.058**	**3.120.181,63**
4	**REVENUS**		**82.000**	**-168.700**	**-67,3**	**250.700**	
	COUVERTURE en F	**-4.112.281**		**-173.923**		**-3.938.358**	**-3.120.181,63**
	COUVERTURE en %	**1,96%**			**-4,0**	**5,98%**	
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.510.792		-69.388	-4,4	1.580.180	1.326.503,74
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	2.189.896		26.920	1,2	2.162.976	1.538.151,30
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES			-9.002	-100,0	9.002	46.891,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF			-9.002	-100,0	9.002	46.891,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	20.000		-300.000	-93,8	320.000	80.000,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	20.000		-300.000	-93,8	320.000	80.000,00
8013	PARTICIPATION DE L'ETAT AUX FRAIS ÉLECTORAUX	20.000		-300.000	-93,8	320.000	80.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	473.593		356.693	305,1	116.900	128.635,59
43	RECETTES DIVERSES		82.000	-138.000	-62,7	220.000	
49	IMPUTATIONS INTERNES			-30.700	-100,0	30.700	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.03.02.00	**SERVICE DES PASSEPORTS ET DE LA NATIONALITÉ**						
3	**CHARGES**	**1.243.501**		**110.098**	**9,7**	**1.133.403**	**1.125.837,03**
4	**REVENUS**		**583.269**	**-2.135.431**	**-78,5**	**2.718.700**	**2.462.137,05**
	COUVERTURE en F	**-660.232**		**-2.245.529**		**1.585.297**	**1.336.300,02**
	COUVERTURE en %	**46,91%**			**-193,0**	**239,87%**	**218,69%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	818.260		-36.980	-4,3	855.240	925.672,77
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	168.490		-18.673	-10,0	187.163	150.076,50
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	20.000		0	0,0	20.000	14.827,60
350	CONFÉDÉRATION	20.000		0	0,0	20.000	14.827,60
39	IMPUTATIONS INTERNES	236.751		165.751	233,5	71.000	35.260,16
43	RECETTES DIVERSES		80.000	-1.710.000	-95,5	1.790.000	889.243,65
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		500.000	-410.000	-45,1	910.000	1.570.642,30
452	COMMUNES		500.000	-410.000	-45,1	910.000	1.570.642,30
49	IMPUTATIONS INTERNES		3.269	-15.431	-82,5	18.700	2.251,10
04.03.03.00	**DIRECTION CANTONALE DE L'ÉTAT CIVIL**						
3	**CHARGES**	**2.122.391**		**-285.700**	**-11,9**	**2.408.091**	**1.401.729,72**
4	**REVENUS**		**576.531**	**-330.669**	**-36,4**	**907.200**	**512.137,08**
	COUVERTURE en F	**-1.545.860**		**-44.969**		**-1.500.891**	**-889.592,64**
	COUVERTURE en %	**27,16%**			**-10,5**	**37,67%**	**36,54%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.702.580		9.770	0,6	1.692.810	967.297,92
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	15.000		0	0,0	15.000	14.000,00
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	42.044		-28.437	-40,3	70.481	29.521,44
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	154.700		-247.000	-61,5	401.700	210.310,25
351	CANTONS	154.700		-247.000	-61,5	401.700	210.310,25
39	IMPUTATIONS INTERNES	223.067		-20.033	-8,2	243.100	194.600,11
43	RECETTES DIVERSES		300.000	0	0,0	300.000	246.811,40
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		156.400	-247.000	-61,2	403.400	211.580,05
450	CONFÉDÉRATION		3.400	0	0,0	3.400	3.218,00
452	COMMUNES		153.000	-247.000	-61,8	400.000	208.362,05

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.03.03.00	**DIRECTION CANTONALE DE L'ÉTAT CIVIL** (Suite)						
49	IMPUTATIONS INTERNES		120.131	-83.669	-41,1	203.800	53.745,63
04.03.04.00	**OFFICE CANTONAL DE LA POPULATION**						
3	**CHARGES**	**24.276.259**		**2.030.906**	**9,1**	**22.245.353**	**20.644.205,85**
4	**REVENUS**		**7.937.234**	**-228.616**	**-2,8**	**8.165.850**	**6.539.340,54**
	COUVERTURE en F	**-16.339.025**		**-2.259.522**		**-14.079.503**	**-14.104.865,31**
	COUVERTURE en %	**32,70%**			**-4,0**	**36,71%**	**31,68%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	18.271.183		-92.798	-0,5	18.363.981	17.394.084,44
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	735.317		-517.305	-41,3	1.252.622	766.077,35
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	55.575		54.575	NS	1.000	1.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	55.575		54.575	NS	1.000	1.000,00
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	1.588.950		-16.050	-1,0	1.605.000	1.451.529,30
350	CONFÉDÉRATION	1.039.500		-10.500	-1,0	1.050.000	942.212,00
351	CANTONS	549.450		-5.550	-1,0	555.000	509.317,30
39	IMPUTATIONS INTERNES	3.625.234		2.602.484	254,5	1.022.750	1.031.514,76
42	REVENUS DES BIENS						13,46
43	RECETTES DIVERSES		7.747.250	0	0,0	7.747.250	6.319.241,02
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		150.000	0	0,0	150.000	179.460,00
450	CONFÉDÉRATION		150.000	0	0,0	150.000	179.460,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		39.984	-228.616	-85,1	268.600	40.626,06
04.03.05.00	**SERVICE DES AUTOMOBILES ET DE LA NAVIGATION**						
3	**CHARGES**	**20.850.452**		**4.166.996**	**25,0**	**16.683.456**	**19.933.314,90**
4	**REVENUS**		**117.287.300**	**88.660.900**	**309,7**	**28.626.400**	**28.190.986,95**
	COUVERTURE en F	**96.436.848**		**84.493.904**		**11.942.944**	**8.257.672,05**
	COUVERTURE en %	**562,52%**			**390,9**	**171,59%**	**141,43%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	13.223.847		-173.703	-1,3	13.397.550	12.466.768,46
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	2.000		0	0,0	2.000	
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	2.052.499		-106.430	-4,9	2.158.929	1.885.040,63

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.03.05.00	**SERVICE DES AUTOMOBILES ET DE LA NAVIGATION** (Suite)						
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	726.009		665.582	NS	60.427	2.072.978,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	66.009		5.582	9,2	60.427	72.978,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES						2.000.000,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	660.000		660.000	ND		
39	IMPUTATIONS INTERNES	4.848.097		3.781.547	354,6	1.066.550	3.508.527,81
40	IMPÔTS		88.450.000	88.450.000	ND		
406	AUTRES IMPÔTS CANTONAUX		88.450.000	88.450.000	ND		
13	IMPÔTS AUTOS		88.450.000	88.450.000	ND		
43	RECETTES DIVERSES		27.719.300	411.800	1,5	27.307.500	27.064.662,15
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		595.000	-3.000	-0,5	598.000	597.592,80
450	CONFÉDÉRATION		595.000	-3.000	-0,5	598.000	597.592,80
49	IMPUTATIONS INTERNES		523.000	-197.900	-27,5	720.900	528.732,00
04.03.06.00	**SERVICE CANTONAL DES NATURALISATIONS**						
3	**CHARGES**	**3.097.595**		**-29.340**	**-0,9**	**3.126.935**	**2.510.373,62**
4	**REVENUS**		**2.585.067**	**-407.883**	**-13,6**	**2.992.950**	**2.665.555,40**
	COUVERTURE en F	**-512.528**		**-378.543**		**-133.985**	**155.181,78**
	COUVERTURE en %	**83,45%**			**-12,3**	**95,72%**	**106,18%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	2.383.926		-169.604	-6,6	2.553.530	2.175.574,77
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	284.715		-26.940	-8,6	311.655	220.484,55
39	IMPUTATIONS INTERNES	428.954		167.204	63,9	261.750	114.314,30
42	REVENUS DES BIENS						290,00
43	RECETTES DIVERSES		2.500.000	-386.000	-13,4	2.886.000	2.508.936,20
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		80.000	5.000	6,7	75.000	152.840,00
450	CONFÉDÉRATION		80.000	5.000	6,7	75.000	152.840,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		5.067	-26.883	-84,1	31.950	3.489,20

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.03.07.00	**SERVICE CANTONAL DES OBJETS TROUVÉS**						
3	**CHARGES**	**853.991**		**142.623**	**20,0**	**711.368**	**688.547,40**
4	**REVENUS**		**178.165**	**-16.885**	**-8,7**	**195.050**	**180.139,32**
	COUVERTURE en F	**-675.826**		**-159.508**		**-516.318**	**-508.408,08**
	COUVERTURE en %	**20,86%**			**-6,6**	**27,42%**	**26,16%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	636.156		16.726	2,7	619.430	612.147,21
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	26.777		-211	-0,8	26.988	23.384,05
39	IMPUTATIONS INTERNES	191.058		126.108	194,2	64.950	53.016,14
43	RECETTES DIVERSES		178.000	0	0,0	178.000	179.968,45
49	IMPUTATIONS INTERNES		165	-16.885	-99,0	17.050	170,87
04.03.09.00	**ARCHIVES D'ETAT**						
3	**CHARGES**	**3.854.274**		**339.175**	**9,6**	**3.515.099**	**2.948.684,05**
4	**REVENUS**		**40.262**	**-161.338**	**-80,0**	**201.600**	**25.766,36**
	COUVERTURE en F	**-3.814.012**		**-500.513**		**-3.313.499**	**-2.922.917,69**
	COUVERTURE en %	**1,04%**			**-4,7**	**5,74%**	**0,87%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	2.050.588		-58.272	-2,8	2.108.860	1.929.213,80
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	516.809		22.570	4,6	494.239	343.950,47
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	23.000		0	0,0	23.000	
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	23.000		0	0,0	23.000	
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	210.000		0	0,0	210.000	210.000,00
352	COMMUNES	210.000		0	0,0	210.000	210.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.053.877		374.877	55,2	679.000	465.519,78
43	RECETTES DIVERSES		20.000	0	0,0	20.000	16.081,20
46	SUBVENTIONS ACQUISES		4.000	0	0,0	4.000	4.536,00
460	CONFÉDÉRATION		4.000	0	0,0	4.000	4.536,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		16.262	-161.338	-90,8	177.600	5.149,16

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.03.10.00	**SERVICE DE PROMOTION DE L'ÉGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES**						
3	**CHARGES**	**1.625.572**		**33.745**	**2,1**	**1.591.827**	**1.553.804,84**
4	**REVENUS**		**749**	**-3.001**	**-80,0**	**3.750**	**11.539,20**
	COUVERTURE en F	**-1.624.823**		**-36.746**		**-1.588.077**	**-1.542.265,64**
	COUVERTURE en %	**0,05%**			**-0,2**	**0,24%**	**0,74%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	897.508		29.758	3,4	867.750	871.326,13
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	137.524		9.947	7,8	127.577	92.603,50
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	585.000		0	0,0	585.000	584.400,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	585.000		0	0,0	585.000	584.400,00
0103	FONDS - INFORMATION - FILIGRANE	515.000		0	0,0	515.000	515.000,00
0300	DIVERSES ASSOCIATIONS FÉMININES	70.000		0	0,0	70.000	69.400,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	5.540		-5.960	-51,8	11.500	5.475,21
43	RECETTES DIVERSES		700	0	0,0	700	11.489,20
49	IMPUTATIONS INTERNES		49	-3.001	-98,4	3.050	50,00
04.03.11.00	**BUREAU DE L'INTÉGRATION**						
3	**CHARGES**	**2.619.754**		**78.990**	**3,1**	**2.540.764**	**2.411.065,87**
4	**REVENUS**		**200.000**	**-137.000**	**-40,7**	**337.000**	**272.131,20**
	COUVERTURE en F	**-2.419.754**		**-215.990**		**-2.203.764**	**-2.138.934,67**
	COUVERTURE en %	**7,63%**			**-5,6**	**13,26%**	**11,29%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.082.832		-35.928	-3,2	1.118.760	1.190.296,43
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	211.922		-34.082	-13,9	246.004	117.761,55
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	1.325.000		215.000	19,4	1.110.000	1.031.364,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	1.325.000		215.000	19,4	1.110.000	1.031.364,00
0616	SUBVENTIONS AU CENTRE DE CONTACT SUISSE, IMMIGRÉS	300.000		0	0,0	300.000	300.000,00
0810	SUBVENTIONS PROJETS ANTIRACISTES	100.000		0	0,0	100.000	100.000,00
0916	SUBVENTIONS LIÉES À DES MANDATS DE PRESTATIONS	123.000		100.000	434,8	23.000	30.000,00
1016	UNIVERSITÉ POPULAIRE ALBANAISE	110.000		-100.000	-47,6	210.000	210.000,00
1115	UNIVERSITÉ POPULAIRE ALBANAISE (OCE : FORMATION CHÔMEURS)	87.000		0	0,0	87.000	87.000,00
1201	ASSOCIATION D'ENTRAIDE AUX RÉFUGIÉS CAMARADA	290.000		50.000	20,8	240.000	240.000,00
1303	ASSOCIATION MAISON KULTURA	65.000		35.000	116,7	30.000	
9813	SUBVENTIONS LIÉES AUX SUBVENTIONS COMMISSION FÉDÉRALE DES ÉTRANGERS			-40.000	-100,0	40.000	
9912	AUTRES SUBVENTIONS	250.000		170.000	212,5	80.000	64.364,00
39	IMPUTATIONS INTERNES			-66.000	-100,0	66.000	71.643,89

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.03.11.00	**BUREAU DE L'INTÉGRATION** (Suite)						
43	RECETTES DIVERSES						22.131,20
46	SUBVENTIONS ACQUISES		200.000	-50.000	-20,0	250.000	250.000,00
460	CONFÉDÉRATION		200.000	-50.000	-20,0	250.000	250.000,00
49	IMPUTATIONS INTERNES			-87.000	-100,0	87.000	
04.03.12.00	**DÉLÉGUÉ À LA GENÈVE INTERNATIONALE**						
3	**CHARGES**	**1.206.133**		**146.028**	**13,8**	**1.060.105**	**867.718,12**
4	**REVENUS**		**1.471**	**-6.929**	**-82,5**	**8.400**	**1.012,98**
	COUVERTURE en F	**-1.204.662**		**-152.957**		**-1.051.705**	**-866.705,14**
	COUVERTURE en %	**0,12%**			**-0,7**	**0,79%**	**0,12%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	573.709		9.759	1,7	563.950	568.263,35
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	203.944		-5.286	-2,5	209.230	31.416,15
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	411.725		156.900	61,6	254.825	254.825,00
364	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	411.725		156.900	61,6	254.825	254.825,00
0119	SUBVENTIONS AU CENTRE D'ACCUEIL POUR LA GENÈVE INTERNATIONALE	185.300		0	0,0	185.300	185.300,00
0212	SUBVENTIONS AU CLUB SUISSE DE LA PRESSE	69.525		0	0,0	69.525	69.525,00
0119	CENTRE D'ACCUEIL POUR LA GENÈVE INTERNATIONALE - SUBVENTIONS NON MONÉTAIRES - LOCATION	92.700		92.700	ND		
0212	CLUB SUISSE DE LA PRESSE - SUBVENTIONS NON MONÉTAIRES	64.200		64.200	ND		
39	IMPUTATIONS INTERNES	16.755		-15.345	-47,8	32.100	13.213,62
49	IMPUTATIONS INTERNES		1.471	-6.929	-82,5	8.400	1.012,98
04.03.13.00	**DÉLÉGUÉ AUX VIOLENCES DOMESTIQUES**						
3	**CHARGES**	**195.000**		**195.000**	**ND**		
	COUVERTURE en F	**-195.000**		**-195.000**			
	COUVERTURE en %						
30	CHARGES DE PERSONNEL	185.500		185.500	ND		
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	9.500		9.500	ND		

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.04.00.00	**CORPS DE POLICE**						
3	**CHARGES**	**333.991.728**		**31.686.747**	**10,5**	**302.304.981**	**313.347.366,46**
4	**REVENUS**		**141.533.445**	**22.192.470**	**18,6**	**119.340.975**	**129.144.291,78**
	COUVERTURE en F	**-192.458.283**		**-9.494.277**		**-182.964.006**	**-184.203.074,68**
	COUVERTURE en %	**42,38%**			**2,9**	**39,48%**	**41,21%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	227.381.882		-7.445.578	-3,2	234.827.460	223.188.514,48
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	1.041.000		0	0,0	1.041.000	483.898,26
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	21.503.384		3.054.628	16,6	18.448.756	19.233.874,75
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	7.130.138		4.056.773	132,0	3.073.365	22.222.018,32
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	3.090.138		106.773	3,6	2.983.365	3.432.937,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	4.000.000		4.000.000	ND		18.790.000,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	40.000		-50.000	-55,6	90.000	-918,68
34	PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION	7.083.000		507.000	7,7	6.576.000	6.864.317,74
349	AUTRES PARTS	7.083.000		507.000	7,7	6.576.000	6.864.317,74
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	125.000		77.500	163,2	47.500	54.408,50
351	CANTONS	125.000		77.500	163,2	47.500	54.408,50
39	IMPUTATIONS INTERNES	70.768.324		31.436.424	79,9	39.331.900	41.784.232,67
42	REVENUS DES BIENS		17.000	-100	-0,6	17.100	11.178,02
43	RECETTES DIVERSES		76.591.000	9.798.795	14,7	66.792.205	72.921.988,12
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		-5.000	-7.905.000	-100,1	7.900.000	14.940.000,00
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		20.880.000	57.530	0,3	20.822.470	25.756.962,70
450	CONFÉDÉRATION		6.740.000	47.080	0,7	6.692.920	6.729.076,00
451	CANTONS		440.000	10.450	2,4	429.550	429.309,70
452	COMMUNES		13.700.000	0	0,0	13.700.000	18.598.577,00
46	SUBVENTIONS ACQUISES		5.000.000	0	0,0	5.000.000	5.057.650,00
460	CONFÉDÉRATION		5.000.000	0	0,0	5.000.000	5.057.650,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		39.045.445	12.336.245	46,2	26.709.200	25.396.512,94

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.05.01.00	**DIRECTION DE L'OFFICE PÉNITENTIAIRE**						
3	**CHARGES**	**3.649.263**		**1.399.705**	**62,2**	**2.249.558**	**2.211.188,80**
4	**REVENUS**		**6.000**	**6.000**	**ND**		
	COUVERTURE en F	**-3.643.263**		**-1.393.705**		**-2.249.558**	**-2.211.188,80**
	COUVERTURE en %	**0,16%**			**0,2**		
30	CHARGES DE PERSONNEL	681.325		14.245	2,1	667.080	676.081,00
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	80.750		-28	0,0	80.778	70.070,95
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	503.000		-77.000	-13,3	580.000	540.797,95
351	CANTONS	503.000		-77.000	-13,3	580.000	540.797,95
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	927.700		6.000	0,7	921.700	921.700,00
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	927.700		6.000	0,7	921.700	921.700,00
0412	FONDATION OFFICIELLE DE LA JEUNESSE, FOYER LE PERTUIS	921.700		0	0,0	921.700	921.700,00
0115	FONDATION ROMANDE POUR TOXICOMANES - SUBVENTIONS NON MONÉTAIRES - CAPITAL DE DOTATION	6.000		6.000	ND		
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.456.488		1.456.488	ND		2.538,90
42	REVENUS DES BIENS		6.000	6.000	ND		
04.05.02.00	**PRISON DE CHAMP-DOLLON**						
3	**CHARGES**	**42.474.784**		**-1.210.274**	**-2,8**	**43.685.058**	**43.331.531,17**
4	**REVENUS**		**2.034.925**	**-650.275**	**-24,2**	**2.685.200**	**3.163.586,92**
	COUVERTURE en F	**-40.439.859**		**559.999**		**-40.999.858**	**-40.167.944,25**
	COUVERTURE en %	**4,79%**			**-1,4**	**6,15%**	**7,30%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	33.982.390		-1.698.415	-4,8	35.680.805	35.306.028,71
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	52.000		0	0,0	52.000	25.818,95
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	3.835.759		-151.337	-3,8	3.987.096	3.761.578,30
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	351.723		-93.234	-21,0	444.957	1.482.027,52
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	347.723		-93.234	-21,1	440.957	437.221,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES						1.040.370,20
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	4.000		0	0,0	4.000	4.436,32
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	528.500		148.500	39,1	380.000	148.500,00
351	CANTONS	380.000		150.000	65,2	230.000	
352	COMMUNES	148.500		-1.500	-1,0	150.000	148.500,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.05.02.00	**PRISON DE CHAMP-DOLLON** (Suite)						
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	685.000		0	0,0	685.000	670.031,65
366	PERSONNES PHYSIQUES	685.000		0	0,0	685.000	670.031,65
0213	PÉCULE ET VÊTEMENTS	685.000		0	0,0	685.000	670.031,65
39	IMPUTATIONS INTERNES	3.091.412		584.212	23,3	2.507.200	1.963.364,99
43	RECETTES DIVERSES		1.790.800	3.000	0,2	1.787.800	2.959.886,42
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						1.340.000,00
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		250.000	0	0,0	250.000	207.582,50
451	CANTONS		250.000	0	0,0	250.000	207.582,50
49	IMPUTATIONS INTERNES		-5.875	-653.275	-100,9	647.400	-3.882,00
04.05.03.00	**SERVICE DE L'APPLICATION DES PEINES ET MESURES**						
3	**CHARGES**	**11.271.926**		**144.959**	**1,3**	**11.126.967**	**9.851.162,25**
4	**REVENUS**		**1.635**	**-7.665**	**-82,4**	**9.300**	**478,84**
	COUVERTURE en F	**-11.270.291**		**-152.624**		**-11.117.667**	**-9.850.683,41**
	COUVERTURE en %	**0,01%**			**-0,1**	**0,08%**	**0,00%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.258.131		162.081	14,8	1.096.050	937.880,47
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	385.178		-239	-0,1	385.417	258.281,62
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	9.610.000		0	0,0	9.610.000	8.568.625,60
351	CANTONS	9.610.000		0	0,0	9.610.000	8.568.625,60
39	IMPUTATIONS INTERNES	18.617		-16.883	-47,6	35.500	86.374,56
42	REVENUS DES BIENS						145,23
43	RECETTES DIVERSES						-791,95
49	IMPUTATIONS INTERNES		1.635	-7.665	-82,4	9.300	1.125,56
04.05.04.00	**SERVICE DE PROBATION ET D'INSERTION**						
3	**CHARGES**	**5.175.431**		**-36.550**	**-0,7**	**5.211.981**	**4.906.502,89**
4	**REVENUS**		**105.000**	**-62.500**	**-37,3**	**167.500**	**89.900,55**
	COUVERTURE en F	**-5.070.431**		**-25.950**		**-5.044.481**	**-4.816.602,34**
	COUVERTURE en %	**2,03%**			**-1,2**	**3,21%**	**1,83%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	4.456.943		106.043	2,4	4.350.900	4.284.721,57
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	212.553		-2.568	-1,2	215.121	160.802,31

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.05.04.00	**SERVICE DE PROBATION ET D'INSERTION** (Suite)						
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	177.110		0	0,0	177.110	177.923,00
366	PERSONNES PHYSIQUES	177.110		0	0,0	177.110	177.923,00
0117	RECLASSEMENT DES DÉTENUS LIBÉRÉS	177.110		0	0,0	177.110	177.923,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	328.825		-140.025	-29,9	468.850	283.056,01
43	RECETTES DIVERSES		105.000	60.600	136,5	44.400	89.900,55
49	IMPUTATIONS INTERNES			-123.100	-100,0	123.100	
04.05.05.00	**SERVICE DES ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION**						
3	**CHARGES**	**18.339.243**		**3.295.739**	**21,9**	**15.043.504**	**13.834.589,40**
4	**REVENUS**		**2.865.946**	**169.922**	**6,3**	**2.696.024**	**2.048.143,60**
	COUVERTURE en F	**-15.473.297**		**-3.125.817**		**-12.347.480**	**-11.786.445,80**
	COUVERTURE en %	**15,63%**			**-2,3**	**17,92%**	**14,80%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	14.348.760		2.430.050	20,4	11.918.710	10.895.622,18
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	2.685.397		537.575	25,0	2.147.822	1.967.902,79
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	62.921		18.921	43,0	44.000	24.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	62.921		18.921	43,0	44.000	24.000,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	536.562		281.840	110,6	254.722	247.136,65
366	PERSONNES PHYSIQUES	536.562		281.840	110,6	254.722	247.136,65
0213	PÉCULE ET VÊTEMENTS	536.562		281.840	110,6	254.722	247.136,65
39	IMPUTATIONS INTERNES	705.603		27.353	4,0	678.250	699.927,78
43	RECETTES DIVERSES		530.314	150.940	39,8	379.374	341.813,40
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		1.440.000	120.000	9,1	1.320.000	976.318,95
451	CANTONS		1.440.000	120.000	9,1	1.320.000	976.318,95
46	SUBVENTIONS ACQUISES		820.000	0	0,0	820.000	659.979,00
460	CONFÉDÉRATION		820.000	0	0,0	820.000	659.979,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		75.632	-101.018	-57,2	176.650	70.032,25

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.07.01.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DES OFFICES DES POURSUITES ET DES FAILLITES**						
3	**CHARGES**	**3.523.947**		**-361.553**	**-9,3**	**3.885.500**	**5.122.716,06**
4	**REVENUS**		**45.824**	**-880.226**	**-95,1**	**926.050**	**31.016,50**
	COUVERTURE en F	**-3.478.123**		**-518.673**		**-2.959.450**	**-5.091.699,56**
	COUVERTURE en %	**1,30%**			**-22,5**	**23,83%**	**0,61%**
30	CHARGES DE PERSONNEL						1.999.865,70
31	DÉPENSES GÉNÉRALES						85.502,80
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES			-314.000	-100,0	314.000	
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF			-314.000	-100,0	314.000	
39	IMPUTATIONS INTERNES	3.523.947		-47.553	-1,3	3.571.500	3.037.347,56
49	IMPUTATIONS INTERNES		45.824	-880.226	-95,1	926.050	31.016,50
04.07.02.00	**OFFICE DES POURSUITES**						
3	**CHARGES**	**33.929.676**		**3.092.761**	**10,0**	**30.836.915**	**24.959.290,44**
4	**REVENUS**		**33.865.200**	**1.903.600**	**6,0**	**31.961.600**	**31.545.891,75**
	COUVERTURE en F	**-64.476**		**-1.189.161**		**1.124.685**	**6.586.601,31**
	COUVERTURE en %	**99,81%**			**-3,8**	**103,65%**	**126,39%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	21.558.882		7.252	0,0	21.551.630	16.949.302,31
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	8.386.092		-773.393	-8,4	9.159.485	7.348.422,96
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	435.000		385.000	770,0	50.000	24.165,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	335.000		335.000	ND		
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	100.000		50.000	100,0	50.000	24.165,00
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES						281.032,50
353	PROPRES ÉTABLISSEMENTS						281.032,50
39	IMPUTATIONS INTERNES	3.549.702		3.473.902	NS	75.800	356.367,67
42	REVENUS DES BIENS		20.500	8.500	70,8	12.000	25.124,67
43	RECETTES DIVERSES		25.351.000	-1.886.000	-6,9	27.237.000	23.954.530,86
49	IMPUTATIONS INTERNES		8.493.700	3.781.100	80,2	4.712.600	7.566.236,22

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.07.03.00	**OFFICE DES FAILLITES**						
3	**CHARGES**	**14.720.193**		**-1.094.865**	**-6,9**	**15.815.058**	**10.215.235,76**
4	**REVENUS**		**9.316.595**	**-198.005**	**-2,1**	**9.514.600**	**5.725.650,73**
	COUVERTURE en F	**-5.403.598**		**896.860**		**-6.300.458**	**-4.489.585,03**
	COUVERTURE en %	**63,29%**			**3,1**	**60,16%**	**56,05%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	7.766.877		16.477	0,2	7.750.400	6.699.608,23
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	5.466.622		-1.763.636	-24,4	7.230.258	2.978.118,97
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	300.000		0	0,0	300.000	246.092,81
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	300.000		0	0,0	300.000	246.092,81
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.186.694		652.294	122,1	534.400	291.415,75
42	REVENUS DES BIENS		16.000	0	0,0	16.000	20.023,80
43	RECETTES DIVERSES		9.145.595	-57.655	-0,6	9.203.250	5.655.246,82
49	IMPUTATIONS INTERNES		155.000	-140.350	-47,5	295.350	50.380,11
04.90.01.00	**FONDS DE LUTTE CONTRE LA DROGUE**						
3	**CHARGES**	**270.000**		**-230.000**	**-46,0**	**500.000**	**381.960,00**
4	**REVENUS**		**270.000**	**-230.000**	**-46,0**	**500.000**	**381.960,00**
	COUVERTURE en F						
	COUVERTURE en %	**100,00%**				**100,00%**	**100,00%**
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	270.000		-230.000	-46,0	500.000	381.960,00
367	ETRANGER	270.000		-230.000	-46,0	500.000	381.960,00
0113	COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT DANS LE TIERS MONDE	270.000		-230.000	-46,0	500.000	381.960,00
43	RECETTES DIVERSES		270.000	20.000	8,0	250.000	273.818,10
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-250.000	-100,0	250.000	108.141,90
480	PRÉLÈVEMENTS SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-250.000	-100,0	250.000	108.141,90

Récapitulation du département
CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
05.00.00.00	**CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION**						
3	**CHARGES**	**734.976.852**		**36.643.502**	**5,2**	**698.333.350**	**685.195.662,75**
4	**REVENUS**		**478.248.159**	**173.712.395**	**57,0**	**304.535.764**	**246.607.941,36**
	COUVERTURE en F	**-256.728.693**		**137.068.893**		**-393.797.586**	**-438.587.721,39**
	COUVERTURE en %	**65,07%**			**21,5**	**43,61%**	**35,99%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	122.730.918		-10.008.487	-7,5	132.739.405	132.901.967,43
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	223.687.001		11.249.139	5,3	212.437.862	202.269.709,07
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	111.046.879		-23.960.392	-17,7	135.007.271	153.464.163,16
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	14.522.000		-650.000	-4,3	15.172.000	20.121.303,10
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	81.716.481		3.396.119	4,3	78.320.362	78.289.519,29
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	233.000		0	0,0	233.000	226.900,00
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-2.592.000	-100,0	2.592.000	4.090.399,96
39	IMPUTATIONS INTERNES	181.040.573		59.209.123	48,6	121.831.450	93.831.700,74
41	PATENTES ET CONCESSIONS		4.535.000	200.000	4,6	4.335.000	4.237.828,64
42	REVENUS DES BIENS		84.402.548	14.403.748	20,6	69.998.800	29.829.104,01
43	RECETTES DIVERSES		45.487.400	602.430	1,3	44.884.970	40.049.083,55
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		19.422.745	16.105.000	485,4	3.317.745	3.294.906,70
46	SUBVENTIONS ACQUISES		1.157.000	-2.380.000	-67,3	3.537.000	4.024.211,70
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER		233.000	0	0,0	233.000	226.900,00
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-1.336.399	-100,0	1.336.399	247.399,35
49	IMPUTATIONS INTERNES		323.010.466	146.117.616	82,6	176.892.850	164.698.507,41

5. DEPARTEMENT DES CONSTRUCTIONS ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

1.1 Priorités du département

1. Entretien du patrimoine immobilier de l'Etat

Les moyens consacrés à l'entretien du patrimoine immobilier de l'Etat sont en augmentation. Cela traduit la volonté du Conseil d'Etat d'entretenir correctement ses bâtiments, de manière à en conserver la valeur. Cet effort se constate également dans les investissements de renouvellement de la direction des bâtiments.

2. Politique du logement

La loi du 24 mai 2007 sur la construction de logements d'utilité publique a consacré une nouvelle politique du logement (NPL). Si les travaux de mise en place de la NPL ont débuté en 2007, c'est en 2008 que de nouvelles pratiques se concrétiseront, notamment en termes d'organisation des fondations immobilières de droit public et de politique foncière et financière. Le budget des investissements comporte une dépense de 30 millions pour permettre à l'Etat de poursuivre la constitution du parc de logements d'utilité publique.

3. Gestion des investissements

L'Etat de Genève est confronté à une augmentation de ses besoins d'investissement. Afin d'y faire face en période de redressement des finances publiques, le Conseil d'Etat entend améliorer la gestion des investissements. Cela s'est d'ores et déjà traduit par :

Le remplacement de la loi budgétaire annuelle (LBA) par des crédits de programme pluriannuels pour les investissements de renouvellement. Les projets de loi y relatifs, valables pour 2008, 2009 et 2010, seront déposés devant le Grand Conseil dans la foulée du projet de budget 2008.

La création d'une commission étatique de priorisation des investissements.

La préparation d'une planification décennale des investissements.

4. Optimisation des locaux de l'Etat

Le Conseil d'Etat a décidé de rationaliser l'utilisation des surfaces administratives occupées par les services de l'Etat. Ce travail, qui a débuté en 2006, se révèle complexe. Il devrait déboucher par la libération de bureaux dans la Vieille-Ville, le regroupement de certains services et la décision de réaliser ou de ne pas réaliser un nouvel ensemble administratif.

5. Administration en ligne

Suite à la loi 8593, le Conseil d'Etat entend développer les prestations de l'administration en ligne à l'intention de la population et des entreprises. Cette réforme aura également un impact sur l'organisation et les processus de travail de l'administration.

1.2 Budget consolidé du département

	PB 2008 - Total	ECART 2007 / 2008	Budget 2007 - Total
CHARGES			
30 Charges de personnel	122'730'918	-10'008'487	132'739'405
31 Dépenses générales	223'687'001	11'249'139	212'437'862
33 Amortissements, provisions, irrécouvrables	111'046'879	-23'960'392	135'007'271
35 Dédommagements à des collectivités publiques	14'522'000	-650'000	15'172'000
36 Subventions accordées	81'716'481	3'396'119	78'320'362
37 Subventions redistribuées	233'000	0	233'000
38 Attributions aux financements spéciaux	0	-2'592'000	2'592'000
Total charges hors imputations internes	**553'936'279**	**-22'565'621**	**576'501'900**
39 Imputations internes	181'040'573	59'209'123	121'831'450
Total charges avec imputations internes	**734'976'852**	**36'643'502**	**698'333'350**
REVENUS			
41 Patentes et concessions	4'535'000	200'000	4'335'000
42 Revenus des biens	84'402'548	14'403'748	69'998'800
43 Recettes diverses	45'487'400	602'430	44'884'970
45 Dédommagements de collectivités publiques	19'422'745	16'105'000	3'317'745
46 Subventions acquises	1'157'000	-2'380'000	3'537'000
47 Subventions à redistribuer	233'000	0	233'000
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	0	-1'336'399	1'336'399
Total revenus hors imputations internes	**155'237'693**	**27'594'779**	**127'642'914**
49 Imputations internes	323'010'466	146'117'616	176'892'850
Total revenus avec imputations internes	**478'248'159**	**173'712'395**	**304'535'764**

1.3 Charges consolidées du département

Hors imputations internes, l'ensemble des charges du DCTI diminue de 22,5 millions pour les principales raisons indiquées ci-après. Les explications détaillées figurent dans les CR concernés.

1.3.1 Charges de personnel

Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007
122'730'918	-10'008'487	132'739'405
1096.21	-20.68	1116.89

La diminution des charges de personnel (-10 millions) est essentiellement liée à l'activation des salaires des collaborateurs internes du CTI qui travaillent sur des projets d'investissement, ceci conformément aux normes IPSAS sur les immobilisations et aux recommandations de l'ICF.

Hormis cette activation, les charges de personnel sont stables, la réduction progressive des effectifs compensant les effets des mécanismes salariaux.

A cet égard, il convient par ailleurs de souligner que le budget tient compte des départs échelonnés en cours d'année des personnes qui ne seront pas remplacées. Ainsi, la réduction de nombre de postes prévue en 2008 (-20,6) ne sera effective qu'au terme de l'exercice. L'objectif de réduction de 5% des effectifs à l'horizon 2009 sera alors atteint.

1.3.1 Autres charges (hors imputations internes)

31 Dépenses générales +11,2 millions

Adaptation à la hausse des charges des bâtiments (+8,2)

Effets IPSAS impliquant le transfert des études du budget des investissements sur le fonctionnement (+3,0) et un changement de comptabilisation du fonds MNS (+2,4)

Effets de la RPT (+0,6) et du transfert canton-communes (-0,2)

Euro 2008 (+1,6) et diverses charges nouvelles (+1,7)

Diminution des charges informatiques (-6,1)

33 Amortissements, provisions, irrécouvrables –24 millions

Effet de la RPT pour les routes nationales

35 Dédommagements à des collectivités publiques -0,65 million

Effet du transfert de charges du canton aux communes

36 Subventions accordées + 3,4 millions

Augmentation des subventions au logement (+4,8)

Diminution des subventions du Sport-Toto (-1,3)

38 Attributions aux financements spéciaux (-2,6)

Effets IPSAS sur les financements spéciaux de la direction du patrimoine et des sites et de la commission du Sport-Toto

1.4 Revenus consolidés du département

Hors imputations internes, l'ensemble des revenus du DCTI augmente de 27,6 millions pour les principaux motifs indiqués ci-après. Les explications détaillées figurent dans les CR concernés.

41 Patentes et concessions + 0,2 million

Versements du Sport-Toto

42 Revenus des biens + 14,4 millions

Effets IPSAS sur les intérêts liés aux locations-financements (+27,8) et le patrimoine administratif des bâtiments (+6,1)

Réduction des gains comptables sur les placements financiers (-19,5)

43 Recettes diverses + 0,6 million

Augmentation du revenu des émoluments du registre foncier

45 Dédommagements de collectivités publiques + 16,1 millions

Transfert des revenus de la RPLP du DT au DCTI

46 Subventions acquises -2,4 millions

Effet de la RPT – routes nationales (-2,1)

Effet IPSAS - fonds MNS (+0,9)

Diminution des remboursements d'allocations logement (-1,2)

48 Prélèvements sur les financements spéciaux -1,3 million

Effet IPSAS – Commission du Sport-Toto

05.01.00.00 Secrétariat général

Mission

Le secrétariat général s'assure que les choix politiques, les orientations et priorités stratégiques fixés par le chef du département soient traduits dans les actes et garantit une bonne coordination avec toutes les directions du département et des autres administrations; il veille à la mise en place du contrôle interne et de gestion du département et des entités qui lui sont rattachées.

Avec une nouvelle organisation de l'état-major du département, entrée en vigueur le 1er janvier 2007, est intervenue une clarification entre les fonctions d'état-major proprement dites et les fonctions de support.

Les fonctions de support ont été réunies en une direction comprenant les ressources humaines, les systèmes d'information, la logistique (domaines jusqu'alors directement rattachés au secrétariat général) et les ressources financières.

Cette nouvelle organisation se veut une réponse aux exigences du Conseil d'Etat en matière d'efficience, en dotant le département d'une structure efficace au service des différentes directions qui le composent, et en permettant une meilleure collaboration transversale avec les autres départements.

Prestations

Prestations publiques ou de moyens fournis :

Relations avec le Conseil d'Etat et le Grand Conseil

Politique cantonale du sport

Opérations foncières

Prestations de pilotage

Contrôle interne et de gestion

Communication

Contribution aux prestations publiques suivantes fournies par d'autres CR :

Toutes les prestations publiques du DCTI

Prestations publiques pouvant faire l'objet de la facturation d'un émolument conformément à l'art. 9 de la LGAF :

Inscription au Tableau des mandataires professionnellement qualifiés

Objectifs 2008 / Priorités

Organisation de l'Euro 2008

Optimisation des locaux

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	374'828	- 3'170'727	3'545'555	6'453'982.03

La réduction technique est de 4'074'848 pour tout le DCTI est inscrite au secrétariat général. Sans elle, les charges réelles de personnel de ce CR se montent à F 4'449'676.-.

301 Traitements du personnel

Total	-135'327	-3'065'297	2'929'970	5'397'224.95
Effectifs	30.00	-18.46	48.46	

La variation des effectifs résulte de la réorganisation des fonctions d'état-major (ORFEM) ainsi que de plusieurs transferts internes et réaffectations de postes au sein du département dont les détails figurent dans les CR concernés.

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	5'965'800	4'851'838	1'113'962	951'835.40

31 -427'772 transférés du secrétariat général à la direction de support

310 : -28'070 **311** : -1'977 **316** : -197'725 **318** : -200'000

317 Débours -83'390 transférés aux directions

318 Honoraires, prestations de services de tiers + 5'163'000

+ 3'000'000 Frais d'études. Selon les normes IPSAS, ces études ne correspondent pas à un investissement, mais à une charge de fonctionnement.

+1'565'000 Mandats Euro 2008 : honoraires et frais liés au centre de presse, aux réseaux, aux parkings, aux médias, à la communication.

+ 100'000: Frais de communication liés à la LUP. Selon les normes IPSAS, ces frais ne correspondent pas à un investissement, mais à une charge de fonctionnement.

+720'000 Frais d'études, d'expertises diverses : subvention à la fondation du stade de Genève (500'000), honoraires liés à la présidence de la fondation du stade de Genève (130'000), études SIBAT/OPTID (90'000)

-200'000 concernant diverses prestations transférées à la direction de support

33 Amortissements, provisions, irrécouvrables

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	596'000	-2'778'457	3'374'457	28'683'391.75

331 -2'778'457 amortissements ordinaires du patrimoine administratif.

39 Imputations internes

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	1'933'623	781'823	1'151'800	1'274'932.92

42 Revenus des biens

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	27'850'596	27'550'596	300'000	221'820.77

425 Prêts du patrimoine administratif + 27'550'596

Revenu nouveau (+27'850'596) qui n'était pas budgétisé auparavant. Les normes IPSAS préconisent d'inscrire les intérêts liés aux locations-financement en tant que revenu du patrimoine administratif.

Suppression des revenus liés aux zones NNI (-300'000).

43 Recettes diverses

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	577'000	7'030	569'970	521'211.20

45 Dédommagements de collectivités publiques

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	16'122'000	16'122'000	0	0.00

450 Dédommagement de la Confédération (+16'122'000). Ce montant était auparavant inscrit au DT. Il s'agit du revenu lié à la RPLP.

49 Imputations internes

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	7'503	-278'997	286'500	233'263.85

05.02.00.00 Direction de la police des constructions

Mission

Assurer le traitement des dossiers d'autorisation de construire dans les délais les plus raisonnables possibles, suivi du contentieux lié aux décisions notifiées et vérification de la conformité des travaux réalisés.

Prestations

Prestations publiques ou de moyens fournis :

Conseil et information en matière de police des constructions

Défense de l'intérêt général et maintien de l'ordre public en matière de construction

Délivrance d'autorisations de construire en fonction de la LCI et LDTR

Délivrance d'autorisations de mise en service

Sécurité des chantiers

Contribution aux prestations publiques suivantes fournies par d'autres CR :

Préavis donnés pour les requêtes en autorisation de construire de divers services

Expertises, contrôles et autorisations Département du Territoire

Prestations publiques pouvant faire l'objet de la facturation d'un émolument conformément à l'art. 9 de la LGAF :

Permis des machinistes et grutiers.

Autorisations de construire

Autorisations de mise en service.

Objectifs 2008 / Priorités

Simplifier les procédures d'autorisations de construire et de mises en service

Responsabiliser les mandataires professionnellement qualifiés

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	6'899'440	-277'090	7'176'530	8'978'693.48

301 Traitements du personnel

Total	5'715'500	-215'420	5'930'920	7'436'119.10
Effectifs	54.05	-0.74	54.79	

Transfert au secrétariat général	-1.00
Ajustement taux d'activité	0.26

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	178'600	-25'150	203'750	226'301.30

317 Débours - 11'150

318 Honoraires, prestations de services de tiers - 14'000

Transfert d'une cotisation versée dorénavant par la sécurité civile -12'000

33 Amortissements, provisions, irrécouvrables

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	2'000'000	0	2'000'000	1'130'885.60

331 Amortissement lié aux dépenses annuelles sur les lois 7292 et 8883 subventions découlant de la LDTR.

39 Imputations internes

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	915'415	666'765	248'650	141'585.89

43 Recettes diverses

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	3'150'000	75'000	3'075'000	2'610'306.00

431 Ajustement des émoluments :

- administratifs (+ 50'000)
- permis d'habiter (+100'000)
- divers (-50'000).

437 Amendes + 25'000 : augmentation des redevances pour infractions

49 Imputations internes

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	956	-64'344	65'300	649.80

05.04.00.00 Direction des bâtiments

Mission

Planifier, concevoir et construire des bâtiments publics (universités, hôpitaux, écoles et divers) pour les différents services de l'Etat de Genève (Grand Etat).

Maintenir, rénover, transformer et exploiter le parc immobilier en propriété ou en location. Étudier, planifier, prioriser, exécuter tous les travaux (bâtiments et installations techniques). Gérer les approvisionnements énergétiques (mazout, gaz, électricité, eau, etc.) et les contrats d'entretiens (installations, sécurité). Assurer l'inventaire des biens et sa mise à jour.

Gérer administrativement le patrimoine immobilier (conclusion de baux à loyer, droits de superficie et actes ayant trait à des charges foncières) et les locaux loués par l'administration auprès de tiers privés. Assurer le nettoyage quotidien de l'ensemble des surfaces occupées par l'administration cantonale (administratifs, scolaires et universitaires).

Prestations

Prestations publiques ou de moyens fournis :

Mise à disposition de locaux pour les services de l'Etat

Études et constructions de bâtiments et équipements publics

Activités de soutien aux organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales ou organismes à but sociaux

Maintenance du parc immobilier de l'Etat (en propriété ou en location)

Gestion immobilière du patrimoine privé de l'Etat

Délivrance d'autorisation d'utiliser le domaine public terrestre

Contribution aux prestations publiques suivantes fournies par d'autres CR :

Établissement des préavis pour autorisation de fouille de la Direction du Génie civil

Élaboration de projets artistiques de la direction du patrimoine et des sites. Œuvre d'art intégrée lors de construction

Expertises techniques et suivis de chantier pour les bâtiments de la direction du patrimoine et des sites

Études, transactions foncières et négociations des opérations foncières

Prestations publiques pouvant faire l'objet de la facturation d'un émolument conformément à l'art. 9 de la LGAF : Aucune

Objectifs 2008 / Priorités

Entretien du patrimoine immobilier de l'Etat

Améliorer l’entretien et la rénovation des bâtiments afin de préserver la valeur du patrimoine

Poursuivre la mis en œuvre des mesures d'assainissement énergétique

Optimiser l’occupation et l’allocation des surfaces afin de freiner la croissance des locations

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	25'232'311	-166'569	25'398'880	25'572'810'89

301 Traitements du personnel

Total	21'148'961	-148'139	21'297'100	21'739'699.65
Effectifs	252.45	-14.16	266.61	
Suppression de postes		-14.00		
Ajustement taux d'activité		-0.16		

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	147'505'850	8'235'407	139'270'443	136'824'686.27

311 Achat de machines de nettoyage pour immeubles publics - 100'000

312 Eau, énergie, combustibles + 2'245'600 :

Le budget des combustibles pour immeubles publics augmente de 1'890'000 en raison de la hausse des prix. Cependant, les effets liés au projet de loi sur l'assainissement énergétique devraient permettre d'économiser 1'000'000 et de limiter ainsi l'augmentation totale à 890'000.

A cela s'ajoutent les augmentations suivantes :

Electricité pour immeubles publics (+395'300)

Augmentation du prix est planifiée pour 2008 (+200'000) et exploitation de Battelle par le DCTI (+200'000).

Eau pour immeubles publics (+150'000)

Augmentation de la taxe d'épuration (+80'000) et exploitation de Battelle par le DCTI (+70'000).

Chauffage pour locaux loués (+560'300)

Combustible pour immeubles locatifs (+150'000)

Eau pour immeubles locatifs (+100'000)

313 Marchandises - 180'904

Achat matériel incendie et installations de sécurité (-200'000)

L'achat de ce type de matériel tend à diminuer car un assainissement a été opéré entre 2004 et 2005 (voir nature 315).

Matériel et produits de nettoyage (+23'171)

314 Entretien des immeubles + 4'241'400

Ce poste a fait l'objet de plusieurs adaptations afin de maintenir en bon état le patrimoine bâti et de tenir compte des dépenses effectives d'entretien:

Achats clefs & cylindres (-30'000)

Contrats d'entretien jardiniers (+200'000)

Contrats pour entretien divers (+750'000)

La technicité dans les bâtiments augmente et engendre des contrats d'entretien et des frais induits plus importants (contrats sur les onduleurs, groupes électrogènes, régulation, systèmes électriques).

Entretien courant (+3'300'000)

Cette augmentation est justifiée par le vieillissement du parc, son extension régulière et les déprédations croissantes (+1'300'000). En outre, l'adaptation aux normes IPSAS et au nouveau règlement des investissements implique le transfert des travaux de moins de 20'000.-, auparavant considérées comme des investissements, sur le budget de fonctionnement 314 (+2'000'000).

Frais induits - canalisations (+200'000) et stations de pompage (+25'000)

Entretien courant des façades et toitures (-220'000)

Réduction liée à la suppression des contrats "Tags" - "grafitis" et ce au bénéfice de nettoyages au coup par coup. De plus, les investissements de type "crédits de programmes" comprennent un important projet de réfection des toitures et façades sur plusieurs bâtiments. Cet assainissement permettra de réduire les interventions de réparation ponctuelles et provisoires imputées sur le fonctionnement.

Contrats pour l'entretien des canalisations (-30'000)

Entretien par le service de la gérance des immeubles locatifs (-70'000)

Frais induits pour ascenseurs & portes automatiques (+10'000)

Participation aux frais exploitation des bâtiments non-hospitaliers (+90'000)

315 Augmentation des frais d'entretien courant du matériel incendie + 400'000.

Le parc immobilier étant davantage équipé en installations de sécurité, le nombre de contrats et d'interventions de surveillance augmente sensiblement. Cette hausse est compensée pour moitié par une réduction des achats de matériel (voir nature 313).

316 Ce poste augmente en raison des nouvelles locations correspondant aux besoins des départements:

Loyers, fermages, redevances + 2'271'000

Location auprès de tiers (+1'521'000)

Location auprès de tiers refacturés aux utilisateurs (+750'000)

317 Débours +22'140

318 Honoraires, prestations de service de tiers - 663'829

Cette nature fait l'objet de plusieurs ajustements à la hausse et à la baisse afin de tenir compte des obligations nouvelles, des effets de la sous-traitance du nettoyage et de la réalité des charges constatées:

Blanchissage et nettoyage de tapis et rideaux (+80'571)

Assurance incendie (-53'800)

Dépollution des terrains de l'Etat (+200'000)

Frais de nettoyage des immeubles publics/entretien journalier (+298'800)

Frais de nettoyage des immeubles publics/entretien journalier payés par la gérance (+50'000)

Frais de surveillance des immeubles publics (+100'000)

Participations diverses (+30'000)

Mandats à des tiers (-20'000)

Frais de gestion Battelle (+100'000)

La comptabilisation au net des frais ci-dessous engendre une sensible diminution des charges compensée par une disparition des revenus correspondants:

Frais surveillance des parkings (-1'050'000)

Frais gestion des parkings (-400'000)

33 Amortissements, provisions, irrécouvrables

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	46'517'445	2'374'876	44'142'569	41'922'774.05

331 Amortissements ordinaires du patrimoine administratifs + 2'374'876

36 Subventions accordées

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	2'553'212	-347'000	2'900'212	2'267'695.00

363 Fondation du Stade de Genève . droit de superficie - part CFF (-325'000)

365 Location auprès de tiers pour ONG (-22'000)

38 Attributions aux financements spéciaux

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	0	-202'000	202'000	72'339.35

380 Versement sur financements spéciaux -202'000: Aucune attribution prévue

39 Imputations internes

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	122'705'338	49'544'238	73'161'100	57'524'602.48

42 Revenus des biens

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	44'979'652	+ 5'782'932	39'196'720	23'093'854.58

423 Immeubles du patrimoine financier - 2'728'790

425 Prêts du patrimoine administratif + 122'319 (IPSAS)

426 Participation permanente du patrimoine administratif + 1'500 (IPSAS)

427 Immeuble du patrimoine administratif +8'387'903 (IPSAS)

43 Recettes diverses

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	3'626'000	-2'107'900	5'733'900	3'511'166.73

435 Ventes de marchandises - 1'000

436 Dédommagements de tiers - 2'106'900

Remboursement unique SIG (-1'600''000) et autres remboursements liés à divers frais (- 506'900)

48 Prélèvements sur les financements spéciaux

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	0	-202'000	202'000	72'399.35

480 Prélèvements sur financements spéciaux -202'000

Aucune attribution prévue

49 Imputations internes

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	193'423'631	35'159'831	158'263'800	151'999'658.81

05.05.00.00 Direction du génie civil

Mission

Prestations publiques ou de moyens fournis :

Construction des routes cantonales

Gros entretien des routes cantonales

Entretien courant du réseau routier cantonal

Assainissement du bruit routier des routes cantonales

Réalisation d'infrastructure pour le réseau des transports publics

Soutien politique, administratif et financier au projet CEVA

Ateliers de mécanique et garage

Tâches effectuées pour la Confédération (RPT)

Construction des routes nationales

Gros entretien des routes nationales

Entretien courant et exploitation des routes nationales

Assainissement du bruit routier des routes nationales

Contribution aux prestations publiques suivantes fournies par d'autres CR :

Coordonner l'aménagement du territoire avec l'application de l'OPB (routes cantonales et nationales) du Domaine de l'aménagement du territoire.

Contribution à l'élaboration des plans d'assainissement du Bruit routier sur les routes cantonales de l'Office cantonal de la mobilité.

Rétablissement des boucles inductives suite à une réfection de chaussées de l'Office cantonal de la mobilité.

Préavis, contrôle et expertise et gestion des suivis d'assainissement pour le bruit des routes cantonales et nationales du Service cantonal de protection contre le bruit et les rayonnements non ionisants.

Délivrance de préavis (Étude d'Impact sur l'Environnement) d'autorisation d'infrastructures de transports publics (trams, trains) du Service cantonal d'étude de l'impact sur l'environnement.

Expertises techniques et suivis de chantier (Préavis) de la Direction du patrimoine et des sites.

Planifier les infrastructures de transport en phase opérationnelle du Domaine de l'aménagement du territoire.

Étude technique et construction des infrastructures environnementales en matière de transports publics du Service des constructions environnementales

Prestations publiques pouvant faire l'objet de la facturation d'un émolument conformément à l'art. 9 de la LGAF :

Demandes d'occupation du domaine public cantonal, taxes pour ouverture de fouilles.

Objectifs 2008 / Priorités

Sur le réseau routier cantonal (RC), études et aménagements planifiés de pistes et de bandes cyclables ainsi que de passerelles pour piétons; études et réalisations d'aménagements de modération du trafic et de sécurité (giratoires, etc.).

Sur le réseau des routes nationales (RN), fin des travaux de gros entretien du tronçon UPlaNS "Aéroport" et poursuite de la mise à niveau des installations électromécaniques ainsi que de l'étude des projets d'intérêt cantonal.

Études des projets d'assainissement planifiés et mise en place des mesures d'assainissement du bruit routier sur les réseaux RC et RN.

Poursuite de l'extension des nouvelles lignes de tramways avec les travaux de la 2ème étape du Tram Cornavin-Meyrin-CERN (TCMC) et le démarrage des travaux du Tram Cornavin-Onex-Bernex (TCOB).

Participation, par la reconstruction du pont de Lully (RC64), au projet de la 2ème étape de la renaturation de l'Aire .

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	16'514'221	205'351	16'308'870	15'287'332.42
301 Traitements du personnel				
Total	13'837'771	165'651	13'672'120	12'912'582.50
Effectifs	152.80	-1.29	154.09	
Suppression de postes		-1.00		
Ajustement taux d'activité		-0.29		

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	13'149'400	627'729	12'521'671	12'337'469.15

311 Mobilier, machines et véhicules -100'000 : transfert sur crédit de programme

SMRC Achat, renouvellement matériel et outillage (-100'000)

312 Eau, énergie, combustibles -990'000

Eclairage des routes - forfait (-870'000)

Eclairage contre-route sous la halle 6 (-100'000)

La consommation électrique pour l'éclairage de la Halle 6 est, dorénavant, prise en charge par la Fondation ORGEXPO.

Ponts-éclairage des tunnels (-20'000)

Transfert des travaux de maintenance et d'entretien du réseau de l'éclairage public, sur rubrique 314 à la demande de l'ICF (-830'000). Prise en charge par la DOA des dépenses liées aux stations de pompage (-40'000).

313 Marchandises + 103'930 : Augmentation de prix du carburant pour les véhicules et engins

Carburants (+125'004)

Pneumatiques (-9'761)

Veto - radio - téléphones -entretien (-10'000)

314 Entretien des immeubles + 1'305'000

Une partie importante de l'augmentation (+ 830'000) est due au transfert des travaux de maintenance et d'entretien du réseau de l'éclairage public de la rubrique 312 selon recommandation de l'ICF. La RPT ainsi que les normes IPSAS contribuent également à la variation de ce type de charges.

Système de gestion pour entretien du réseau routier SGE (-120'000)

Contrôle des enrobés, campagne de reprofilage, dossiers de soumission

(-100'000)

Auscultation routière, portance, analyses diverses (+15'000)

Travaux courants (+830'000)

Ponts - contrats d'entretien et réparations (+30'000)

Prise en charge des dépenses liées aux stations de pompage

Autoroute - entretien courant (+150'000)

Autoroute - travaux suite accidents (+200'000)

Autoroute -entretien tranchée couverte sous halle 6 Palexpo (-100'000)

Autoroute - petits crédits de mesure liés aux gros entretiens (+100'000)

Autoroute - travaux à la charge du canton (+300'000)

315 Entretien et réparation de véhicules ou engins +3'526

317 Débours +250

318 Honoraires, prestations de service de tiers +305'000

Transfert des dépenses non activables figurant auparavant dans le budget des investissements (IPSAS):

Frais d'études, expertises diverses (300'000)

Frais de nettoyage des habits de travail (5'000)

33 Amortissements, provisions, irrécouvrables

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	19'565'116	-20'508'496	40'073'612	38'978'656.01

331 Amortissements ordinaires du patrimoine administratifs -20'508496

RPT : transfert autoroute (- 21'908'000)

39 Imputations internes

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	24'043'352	1'768'702	22'274'650	21'184'347.51

42 Revenus des biens

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	2'100	-20'000	22'100	0.15

427 Immeubles du patrimoine administratif -20'000

43 Recettes diverses

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	9'166'000	+5'510'000	3'656'000	4'454'960.33

435 Ventes de marchandises +10'000

436 Dédommagements de tiers +5'500'000 (RPT)

46 Subventions acquises

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	0	-2'100'000	2'100'000	2'159'052

460 Confédération -2'100'000 : suppression subvention (RPT)

49 Imputations internes

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	4'882'323	-233'527	5'115'850	4'037'342.31

Éléments budgétaires particuliers

Eléments IPSAS :

Les normes IPSAS impliquent les ajustements suivants :

Les postes agents spécialisés impliqués dans le projet CEVA n'étaient jusqu'à présent pas budgétisés. En effet, leurs salaires (921'925) sont intégralement pris en charge par les lois d'étude et de subvention du CEVA (8191 et 8719). Avec les normes IPSAS, ces postes doivent être budgétisés, puis faire l'objet d'une écriture correctrice dans les comptes. L'opération est neutre pour l'Etat de Genève.

Par ailleurs, il a été procédé à quelques réaffectations entre le fonctionnement et l'investissement, notamment au niveau des frais d'étude, pour un montant total de 125'000. Ce reclassement est compensé par une diminution égale des investissements.

Enfin, en ce qui concerne le subventionnement des nouvelles lignes de trams, la budgétisation ne s'effectue plus selon les prévisions d'encaissement proprement dit, mais selon la date d'exigibilité liée à l'avancement des travaux. Cet effet est estimé à 65'000'000 pour 2008.

Eléments RPT :

Dorénavant, avec la RPT, les travaux liés aux autoroutes seront intégralement remboursés par la Confédération. L'augmentation du montant des charges (+599'000) est donc intégralement compensée par des revenus. Au niveau des revenus, on constate la suppression de la subvention (-2'100'000) au profit de remboursements directs (+5'500'000). La différence à la hausse des montants perçus s'explique d'une part du fait que la Confédération paie le 100% des frais (ce qui n'était pas le cas auparavant) et d'autre part que les salaires du personnel est également intégralement remboursé.

05.06.00.00 Direction du logement

Mission

Mettre en œuvre la politique sociale du logement découlant des mandats constitutionnels et législatifs, assurer, par ailleurs, par le biais d'un contrôle des plans financiers et l'exercice du droit de préemption les conditions nécessaires à la mise en œuvre de cette politique.

Prestations

Prestations publiques ou de moyens fournis :

Conseils en matière de logement

Contrôle et surveillance en matière de logement

Mesures d'aide à la personne

Mesures incitatives à la construction et à l'exploitation d'immeubles subventionnés

Traitement des réclamations

Contribution aux prestations publiques suivantes fournies par d'autres CR :

Signalement des travaux réalisés en infraction de la Direction de la police des constructions

Encaissement surtaxes et recouvrement trop perçu d'allocation de la Direction de support

Versement allocations et subventions de la Direction de support

Fournir les éléments territoriaux de référence pour les projets du logement de la Direction de l'aménagement du territoire

Gérer le processus ACE au bénéfice de la norme de la ZD de la Direction de l'aménagement du territoire

Prestations publiques pouvant faire l'objet de la facturation d'un émolument conformément à l'art. 9 de la LGAF :

Toutes les prestations donnant lieu à émolument sont facturées. Une modification règlementaire a été proposée et mise en œuvre dans le sens d'un relèvement des prix planchers de certaines prestations.

Objectifs 2008 / Priorités

Mise en place de la nouvelle loi pour la construction des logements d'utilité publique. Intégration, dans cette mesure, d'un nombre important de logements, en particulier ceux acquis, dans le champ de contrôle de la DLO

Accompagnement des grands projets d'aménagement et du troisième train de mesure en matière de plans d'affectation spéciaux. Mise en place du RDU, 1ère étape et du 1er lot d'un nouveau système d'information.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	6'383'174	259'564	6'123'610	6'176'360.28

301 Traitements du personnel

Total	5'323'464	204'534	5'118'930	5'183'928.10
Effectifs	51.80	-2.46	54.26	

Suppression de postes	-2.00
Réduction taux d'activité (mesure 8)	-0.50
Ajustement taux d'activité	+0.04

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	172'350	-45'085	217'435	133'359.62

312 Eau, énergie, combustibles - 56'000 : sous réserve d'une démolition des pavillons de Pré-Bois

314 Entretien des immeubles +11'000

317 Débours +4'750

318 Honoraires, prestations de service de tiers -6'000

36 Subventions accordées

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	73'701'819	+4'792'819	68'909'000	70'945'789.84

363 Propres établissements : +838'819

Subventions tacites - intérêts dotations FIDP (+665'000).

Subventions tacites - intérêts dotations FPLC (+50'000)

Ces subventions non monétaires sont calculées sur les dotations versées (3%) Ces augmentations sont intégralement compensées par des revenus non monétaires (voir natures 426).

365 Indemnité pour intérêt, rente droit superficie et couverture du budget d'exploitation - extension Cité U -366'000

La dotation n'a pas encore été versée et ne devrait l'être qu'en partie en 2008. Il en résulte une diminution de la subvention non monétaire liée à cet intérêt (-96'000). De plus l'extension ne sera pas achevée en 2008, donc pas de couverture budgétaire à assurer (-270'000)

366 Personnes physiques : +4'320'000

L'augmentation des allocations de logement est justifiée par la croissance soutenue du nombre de demandeurs. Par ailleurs le nombre de logement hm qui vont être mis sur le marché augmente significativement. Ces deux phénomènes haussiers sont partiellement compensés par une réduction des subventions au logement social. Les variations sont les suivantes:

Subventions au logement social (-1'475'000)

Subventions épargne logement (+90'000)

Allocations de logement du secteur subventionné (+1'200'000)

Allocations de logement du secteur libre (+1'350'000)

Subventions pour habitations mixtes (+3'190'000)

Prise en charge des loyers impayés de personnes évacuées et relogées (-30'000)

39 Imputations internes

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	1'090'598	723'598	367'000	282'994.43

391 Frais de bâtiments -292'000

397 Facturation interne -70'000

42 Revenus des biens

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	5'870'000	589'000	5'281'000	5'808'819.35

426 Participations permanentes du patrimoine administratif +619'000

Augmentation de revenus non monétaires liés à l'augmentation des dotations aux fondations (voir nature 363):

Subvention tacites - intérêts dotations FIDP (+665'000)

Subventions tacites - intérêts dotations FPLC (+50'000)

Intérêt (tacite) extension cité U (-96'000). Lié à la diminution de la subvention tacite correspondante (voir nature 365).

427 Logements d'urgence (-31'000)

43 Recettes diverses

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	7'851'500	-3'609'500	11'461'000	10'106'333.73

431 Emoluments versés à l'office financier du logement (-100'000)

Surtaxe HLM en diminution (-3'500'000)

46 Subventions acquises

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	210'000	-1'180'000	1'390'000	1'821'091.70

466 Personnes physiques -1'180'000 : diminution des remboursements et des subventions suivantes :

allocations de logement-secteur subventionné (-550'000)

allocations de logement-secteur libre (-550'000)

subventions pour habitations mixtes (-80'000)

49 Imputations internes

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	1'716	-75'034	76'750	1'010.30

05.07.00.00 Direction du patrimoine et des sites

Mission

La direction du patrimoine et des sites (DPS) est responsable de la sauvegarde du patrimoine culturel bâti et naturel du canton de Genève. Sa mission est fondée sur les dispositions légales, fédérales et cantonales, prévues à cet effet (LPN, LAT, LALAT, LCI, LPMNS). Celles-ci orientent son action dans trois directions principales: identification du patrimoine (fouilles archéologiques, recherches, études), gestion du patrimoine (mise en œuvre des mesures légales), sensibilisation du public au patrimoine (manifestations, publications).

Prestations

Prestations publiques ou de moyens fournis :

Connaissance du patrimoine 1. Acquisition et développement des outils du savoir et de l'action au moyen de: fouilles archéologiques; recherches historiques; recensements et inventaires; constitution et tenue à jour de la documentation spécialisée; rapports et études scientifiques.

Connaissance du patrimoine 2. Sensibilisation et information du public, des milieux professionnels et spécialisés: publications, site internet, manifestations publiques, information quotidienne auprès du public.

Protection du patrimoine et des sites: élaboration et mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de sauvegarde du patrimoine, évaluation des objets recensés dignes de protection; instruction des procédures de mise sous protection; constitution de documentation technique spécialisée; collaboration avec les instances municipales et fédérales en matière de sauvegarde; expertises et conseils.

Application des mesures légales: traitement des dossiers d'autorisation de construire relevant de la compétence de la DPS; suivis de chantier publics ou privés, contrôle et vérification de l'application des mesures de protection, surveillance de la bonne maintenance du patrimoine protégé; traitement des dossiers de demandes de subventions.

Contribution aux prestations publiques suivantes fournies par d'autres CR :

Collaboration à l'élaboration de plans d'aménagement comportant une dimension patrimoniale. (département du territoire).

Documentation et expertise des immeubles protégés propriété de l'Etat. (Direction des bâtiments)

Émission de préavis dans cadre de procédures d'autorisations de construire. (Direction de la police des constructions).

Expertises sur les qualités patrimoniales d'ouvrages d'art ou de voirie (Direction du génie civil).

Expertises patrimoniales sur des édifices de logement anciens. (Direction du logement).

Collaboration à l'élaboration de projets et suivis de chantiers de l'Etat. (Direction es bâtiments).

Prestations publiques pouvant faire l'objet de la facturation d'un émolument conformément à l'art. 9 de la LGAF : aucune

Objectifs 2008 / Priorités

Terminer la révision de la LPMNS et la faire adopter par le CE et le GC

Ouvrir les procédures de mise sous protection résultant de la LPMNS révisée notamment en matière d'inscription à l'inventaire

Poursuivre le recensement des immeubles et sites dignes de protection et l'inventaire des grands domaines non protégés

Publier le tome III (*Genève, Cité: morphologie et fortifications*) de l'Inventaire des monuments d'art et d'histoire et entamer les études du tome IV

Mettre en œuvre les nouvelles conventions-programmes avec la Confédération dans le cadre de l'entrée en vigueur de la nouvelle RPT (sous réserve des éventuelles décisions du CF concernant un moratoire des aides fédérales à la conservation du patrimoine).

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	4'545'286	480'086	4'065'200	4'445'827.13

301 Traitements du personnel

Total	3'618'166	402'986	3'215'180	3'550'855.40
Effectifs	29.65	1.97	27.68	

Suppression de poste différée	1.0
Augmentations (4) taux d'activité	0.9
Ajustement taux d'activité	0.07

Les 2 agents spécialisés à temps partiel auparavant pris en charge sur le budget MNS émargent désormais au budget de fonctionnement (IPSAS)

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	2'868'800	2'364'265	504'535	420'943.60

314 Entretien des immeubles + 300'000 (IPSAS, voir explication sous éléments budgétaires particuliers)

317 Débours +8'400

318 Honoraires, prestations de service de tiers +2'353'000

-75'000 : suppression de la prestation au musée des cultures

+2'128'000 (IPSAS, voir explication sous éléments budgétaires particuliers)

33 Amortissements, provisions, irrécouvrables

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	2'171'000	30'000	2'141'000	622'157.40

331 Amortissements ordinaires du patrimoine administratif +30'000 :

+ 30'000 augmentation liée aux dépenses annuelles sur la loi 8390 études pour recensement pour mesures de protection du patrimoine.

36 Subventions accordées

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	514'000	374'000	140'000	140'000.00

362 Communes +64'000 (IPSAS, voir explication sous éléments budgétaires particuliers)

365 Institutions privées +270'000 (IPSAS, voir explication sous éléments budgétaires particuliers)

366 Personnes physiques +40'000 (IPSAS, voir explication sous éléments budgétaires particuliers)

38 Attributions aux financements spéciaux

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	0	-2'000'000	2'000'000	3'000'000.00

381 Versement sur financements spéciaux -2'000'000 : (IPSAS, voir explication sous éléments budgétaires particuliers)

39 Imputations internes

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	609'119	448'369	160'750	144'749.27

43 Recettes diverses

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	1'000	-4'000	5'000	755.00

435 Ventes de publications -4'000

ajustement aux recettes réelles

46 Subventions acquises

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	900'0000	900'000	0	0.00

460 Confédération + 900'000 : (IPSAS, voir explication sous éléments budgétaires particuliers)

49 Imputations internes

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	252'588	211'038	41'550	815.39

Éléments budgétaires particuliers

Impact IPSAS : le fonds MNS fonctionnait jusqu'en 2007 via les comptes de bilan. Un montant annuel était attribué à ce fonds. En fin d'année était calculé un prélèvement sur le fonds ou une dotation supplémentaire, selon le résultat annuel du fonds. Dès 2008, l'ensemble des charges et revenus liés au fonds doit être prévu au budget de fonctionnement, soit:

3'000 sur la nature 310 Fournitures de bureau, imprimés, matériel

300'000 sur la nature 314 Entretien des immeubles

2'128'000 sur la nature 318 Honoraires, prestation de service de tiers

64'000 sur la nature 362 Subventions accordées aux communes

270'000 sur la nature 365 Subventions accordées aux institutions privées

40'000 sur la nature 366 Subventions accordées aux personnes physiques

Un revenu de 900'000 au titre de subvention de la Confédération est constaté (460).

L'attribution au financement spécial (381) 2'000'000 n'est par contre plus budgétisée.

Au global, les charges augmentent de 2'805'000 (natures 31 et 36) et diminuent de 2'000'000 (nature 38), soit une variation nette de F 805'000. Les revenus, quant à eux augmentent de F 900'000 (nature 46).

05.08.00.00 CENTRE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Mission

Le centre des technologies de l'information (ci-après le CTI) est l'office cantonal responsable de l'informatique et des télécommunications. En collaboration avec les départements et la chancellerie d'Etat, il est chargé de concevoir, choisir, développer, mettre en œuvre, exploiter, maintenir, renouveler de manière centralisée et gérer l'ensemble des moyens informatiques et de télécommunications dont il assure la pérennité et la sécurité. Il définit avec les départements et la chancellerie d'Etat la stratégie globale, l'architecture, la politique de développement des logiciels et d'acquisition des équipements et remplit le rôle d'autorité de normalisation et de standardisation en matière informatique et de télécommunications.

En outre, il participe aux travaux des structures de coordination transversales sur les systèmes d'information, notamment dans les domaines de la sécurité, de la planification et de la mise en priorité des projets informatiques.

Prestations

En plus de participer à la définition de la stratégie en matière de technologies de l'information et de la communication pour l'administration cantonale, le CTI fournit les prestations de moyens suivantes :

Assistance et support aux utilisateurs : assistance et support aux utilisateurs via le help-desk CTI ou la prise en charge des demandes de support via BPM ;

Environnement informatique utilisateur : mise à disposition, gestion et renouvellement des matériels et logiciels bureautiques équipant une place de travail (pc, imprimantes, périphériques) et des serveurs bureautiques ;

Nouvelles solutions et évolutions informatiques : fourniture de nouvelles capacités ou fonctionnalités, soit tous les projets de développement (y compris les maintenances évolutives), les projets techniques de la production et les projets d'infrastructure (déménagements, NPA, etc) ;

Hébergement et exploitation métier : fonctionnement courant des applications en production et mise à disposition des données ;

Télécommunication : étude, réalisation, gestion et entretien de tous les réseaux informatiques et toutes les installations téléphoniques de l'administration cantonale permettant l'accès et le transport de données (données, voix, images), constitués de tous les équipements permettant d'interconnecter de manière sécurisée les postes et serveurs informatiques et de donner l'accès à des réseaux externes ;

Editique : impression de masse et post-traitement. Prestation en cours de mise en place qui correspond à tout ce qui à trait à la gestion de l'édition et de la mise sous pli des output informatiques de masse.

Prestations publiques pouvant faire l'objet de la facturation d'un émolument conformément à l'art. 9 de la LGAF :

L'ensemble des prestations de moyens susmentionnées peut faire l'objet d'une facturation si sollicitation d'une entité tierce dans le cadre d'un partenariat avec l'administration cantonale

Le département proposera prochainement une modification réglementaire à cet effet si nécessaire.

Objectifs 2008 / Priorités

L'année 2008 sera consacrée à la professionnalisation croissante du CTI par la poursuite de la mise en œuvre des processus issus des projets ITIL (*Information Technology Infrastructure Library* - cadre de référence sur les meilleures pratiques en matière de management des services informatiques) et CMMI (*Capability Maturity Model Integration* - modèle de référence sur les bonnes pratiques du génie logiciel), à l'approche de la notion de partenariat privé-publique (PPP), à la poursuite des orientations prises dans l'utilisation des logiciels libres, et enfin à la mise en place de l'e-administration afin de faciliter la relation du citoyen avec l'Etat.

La loi 8593 « Cyberadministration – élaboration d'un concept global » du 14 juin 2002 a ouvert un crédit d'investissement de 600'000 francs afin de financer une étude en la matière. Celle-ci s'est achevée en 2006 et ses conclusions seront prochainement transmises au parlement en annexe d'un nouveau projet de loi-cadre d'investissement pluriannuel établi par le CTI, qui est apparu comme le mieux adapté au développement de la cyberadministration : projet d'évolution de l'informatique de l'Etat pour aborder le 21e siècle et projet de modernisation du fonctionnement de l'administration.

Cette loi-cadre d'investissement devra permettre de financer plusieurs prestations publiques en ligne ainsi que la mise en œuvre d'une architecture commune de composants partagés.

Le Conseil d'Etat voit dans la cyberadministration ou "l'administration en ligne" un outil structurant important permettant d'avancer vers des objectifs à plus long terme, pour :

continuer le développement du fonctionnement interne de l'administration (revalorisation de la fonction publique, gains de productivité, fluidité des rapports avec les usagers),

favoriser les conditions-cadre permettant le développement économique du canton.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
	39'692'837	**-12'643'213**	**52'336'050**	**49'756'900**
301 Traitements du personnel				
Total	33'098'287	-10'519'553	43'617'840	41'540'687
Effectifs	338.75	- 28.60	367.35	

La variation des postes de travail se décompose comme suit :

Réorganisation ORFEM	
Postes transférés à DSU:	-19.10
Postes supprimés :	- 5.90
Réduction efficience :	- 2.75
Mesure 8 (temps partiel):	- 1.10
Ajustement taux d'activité	+1.30
Transferts avec autres départements :	
- au DF :	- 2.00
- du DT :	+ 1.00

La diminution de charges de personnel provient essentiellement de l'activation des salaires selon les normes IPSAS ainsi que de la réduction des effectifs.

Il faut toutefois relever que ce n'est que le mode de comptabilisation retenu (charges négatives) qui fait baisser la masse salariale. En 2008, celle-ci se monte effectivement à F. 41'440'437.- en 301 (33'098'287 + 8'342'150) et à **F. 49'692'867** en 30 avec les charges (39'692'837 + 10'000'003).

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	49'520'756	- 6'136'900	55'657'656	48'725'898(*)

(*) hors report de crédit

310 Fournitures générales -268'800

Réductions partiellement liées au transfert des budgets de l'ex DAF-CTI à la direction de support et à des diminutions sur les fournitures générales et les abonnements à des revues/sites techniques. Transfert en 315 de redevances à des sites techniques. Transfert des cartouches du robot de sauvegarde en investissements (IPSAS).

311 Achats de matériels et logiciels -260'300

Réductions partiellement liées au transfert des budgets de l'ex DAF-CTI à la direction de support et diminutions sur l'achat de petits matériels et logiciels informatiques. Transfert des investissement des petits logiciels et matériels informatiques compris dans des lois (ISPAS).

313 Marchandises -1'100

315 Entretien +76'300

Rubrique essentiellement consacrée à des engagements contractuels liés au maintien des prestations du CTI d'où sa stabilité. Toutefois, les diminutions budgétaires effectuées par rapport au projet budget initial (-1,5 mio) engendreront une révision des périmètres avec les DSI départementales.

316 Frais de location téléphonie -569'000

Diminution des abonnements en raison de la mise en place de la téléphonie sous IP

317 Débours -53'000

318 Honoraires et prestations de service de tiers -5'061'054

Réduction du recours à des prestations de services de tiers externes. Cette très sensible diminution impliquera de revoir les priorités des projets/maintenances avec les DSI départementales.

39 Imputations internes

Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
25'407'999	2'591'699	22'816'300	11'893'139.54

49 Imputations internes

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	122'840'556	111'606'056	11'234'500	6'886'322.52

La très forte augmentation de revenu s'explique par un changement de méthode. Désormais, le coût complet de l'ensemble des prestations informatiques et de télécommunication est facturé par poste travail alors que précédemment seuls les frais de téléphonie étaient imputés.

05.09.00.00 Direction de support

Mission

Soutenir le chef de département, le secrétariat général et les directions "métiers" en leur donnant les moyens humains, financiers et les informations ainsi que le support logistique nécessaires à l'accomplissement de leurs missions et à la délivrance de leurs prestations.

Prestations

Prestations publiques ou de moyens fournis :

Gestion des finances et des comptabilités

Gestion des ressources humaines

Services généraux (logistique)

Systèmes d'information

Contribution aux prestations publiques suivantes fournies par d'autres CR :

Aucune de manière directe, mais toutes de façon indirecte

Prestations publiques pouvant faire l'objet de la facturation d'un émolument conformément à l'art. 9 de la LGAF :

Émolument pour recherche et reproduction de documents archivés.

Objectifs 2008 / Priorités

Mettre en place la nouvelle gestion financière des investissements, des immobilisations et des projets ainsi que les normes IPSAS y relatives

Moderniser la gestion des ressources humaines en portant l'accent sur la gestion des compétences, la mobilité des personnes et la relève des cadres

Mettre en œuvre les fondements du système de contrôle interne dans le domaine des finances et des ressources humaines

Optimiser les prestations de type « services généraux » et l'allocation des ressources dans le domaine de la logistique

Finaliser le plan directeur des systèmes d'information du département et assister les maîtrises d'ouvrage (secrétariat général et directions métiers) dans la planification, la conception et la mise en œuvre des projets prioritaires

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	9'771'841	6'721'421	3'050'420	3'483'879.66

301 Traitements du personnel

Total	8'173'001	5'618'441	2'554'560	2'917'818.00
Effectifs	83.30	56.30	27.00	

Réorganisation ORFEM / création de la direction de support (DSU)

Postes transférés du SG (ex DSI, RH, LOG)	33.76
Postes transférés de l'ex DRF	24.00
Postes transférés du CTI (ex DAF)	19.10
Postes transférés de la SC	4.00
Poste transféré du RF	1.00
Ajustement taux d'activité	0.64
Postes d'encadrement créés (*1)	8.00
Nouveaux postes finances (*2)	3.00
Postes transférés au SG (op. foncières)	-5.40
Poste transféré à la DB (secrétaire)	-0.50
Postes supprimés (ex DRF/ ex DSI) (*1)	-3.80
Réduction des effectifs	-0.50
Total	83.30

*1 = les postes de cadres qui ont été supprimés au CTI (5.9), à l'ex-DRF (3) et au secrétariat général (0.8) ont servi à créer de nouveaux postes d'encadrement à la DSU (8) et au SG (2)

*2 = création de 3 postes nécessaires pour assumer les nouvelles tâches (gestion des immobilisations et des projets) découlant de la centralisation de la gestion financière des investissements au DCTI.

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	2'939'055	1'734'710	1'204'345	1'101'816.84

31 +881'853 transférés depuis le secrétariat général et les autres directions du département. Il s'agit du transfert d'une partie des dépenses auparavant inscrites dans les budgets des directions entrepris dans le cadre de la centralisation.

310 : +207'051 **311** : +19'824 **313** : +1'977 **315** : +9'312
316 : +237'617 **318** : +406'072

310 Fournitures de bureau, imprimés, matériel +173'925 :

Transferts d'autres directions (+207'051)

Frais d'insertion de communiqués (+10'042)

Réduction des fournitures générales (-42'120)

311 Mobilier, machines et véhicules -21'409 :

Transferts d'autres directions (+19'824)

Remplacement mobilier (-22'501) transféré sur le crédit de programme

Acquisition mobilier (-10'508), de matériel et machines (-10'252)

313 Marchandises +2'000 : Transferts d'autres directions

315 Entretien de mobilier par des tiers +26'333 :

Transferts d'autres directions (+9'312)

Entretien du matériel et des machines de microfilmage et de reprographie (+16'933)

316 Loyers, fermages, redevances +270'200

Transferts d'autres directions (+237'617)

Location et taxes de machines à photocopier (+32'583) en augmentation en raison de la réduction du nombre d'imprimantes individuelles remplacées par des mopieurs collectifs

317 Débours +65'200

Transferts du secrétariat général et du CTI

318 Honoraires, prestations de service de tiers +1'218'461

Transferts d'autres directions (+402'000)

Frais de port et d'affranchissement (-8'000)

Assurances RC, incendie, vol (+46'300)

Sous-traitance de prestations logistiques (+240'000)

Dans le cadre des nombreuses réformes en cours qui concernent les fonctions de support, le recours ponctuel à des prestataires spécialisés et à des experts s'avère nécessaire dans les domaines suivants :

Frais d'études, expertises diverses et mise en place des nouveaux systèmes de gestion dans le domaine des finances (+270'000)

Accompagnement au changement, bilans de compétence et aides à la réorientation professionnelle, formation des apprentis handicapés (+240'000)

Etudes et réalisations de systèmes d'information (+30'000)

33 Amortissements, provisions, irrécouvrables

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	55'000	-149'000	204'000	61'462.10

331 Amortissements, provisions, irrécouvrables -150'000

Arrêt de l'amortissement annuel de l'investissement pour la mise en place d'une comptabilité analytique.

36 Subventions accordées

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	970'000	-13'700	983'700	979'120.00

363 Propres établissements -13'700

39 Imputations internes

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	1'114'968	906'568	208'400	132'142.83

42 Revenus des biens

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	5'660'000	-19'498'780	25'158'780	669'120.00

424 Gains comptables sur les placements du patrimoine financier -19'500'000

Selon calendrier de la mesure 68 du plan de mesures du CE, les revenus prévus en 2008 sont en sensible diminution par rapport à 2007.

49 Imputations internes

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	860	-49'990	50'850	584.82

05.11.00.00 Sécurité civile

Mission

PREVENIR la survenue de sinistres ;

SECOURIR en assurant des moyens de sauvetage et d'assistance ;

PROTEGER en garantissant la mise à l'abri des personnes et des biens.

CONTRÔLER les organisations de PCi et les corps de sapeurs-pompiers

Prestations

Prestations publiques ou de moyens fournis :

Intervention du détachement de spécialiste du déminage

Organisation de la protection civile dans le canton

Organisation des sapeurs-pompiers dans le canton

Prévention incendie et sécurité

Contribution aux prestations publiques suivantes fournies par d'autres CR :

Cours dispensés par la police en matière de transport et circulation

Prestations publiques pouvant faire l'objet de la facturation d'un émolument conformément à l'art. 9 de la LGAF :

Facturation des cours de prévention incendie aux entreprises soumises à contrôles

Émoluments fixes et taxes lors d'installations d'ascenseurs

Émoluments annuels fixes pour les concessions de ramonage.

Objectifs 2008 / Priorités

Mettre en œuvre la nouvelle législation cantonale d'application des dispositions fédérales sur la protection civile.

Consolider le concept sapeurs-pompiers XXI.

Augmenter la capacité technique d'intervention du détachement de déminage

Transférer certaines tâches aux communes selon l’accord passé entre elles et le canton de Genève

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	8'957'867	-969'913	9'927'780	8'080'137.51

301 Traitements du personnel

Total	7'483'117	-711'683	8'194'800	6'747'949.05
Effectifs	68.71	-8.39	77.10	

Réduction d'effectifs*1	-4.0
ORFEM: transfert à la direction de support	-4.0
Ajustement taux d'activité	-0.39

*1 = dans le cadre du transfert de tâches aux communes

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	1'034'400	-192'760	1'227'160	1'122'663.59

31 -151'758 transférés de la sécurité civile vers la direction de support

310 : -89'063 **311** : -18'880 **315** : -7'829 **316** : -8'403 **318** : -27'583

310 Fournitures de bureau, imprimés, matériel -93'361

Transfert à la direction de support (-89'063)

Travaux d'impression de brochures et rapports (-4'298)

311 Mobilier, machines et véhicules -22'980

Transfert à la direction de support (-18'880)

Achat de matériel pour l'inspection cantonale du feu (-4'000)

313 Marchandises -45'231

Constructions cantonale PC (-30'000)

Matériel PC (-10'000)

Prévention ICF (-5'000)

314 Entretien des immeubles -67'000

Constructions cantonales PC (-35'000)

Maintenance du réseau des sirènes (-9'000)

Transfert vers les investissements des charges d'entretien de la maison de feux et des terrains d'exercice, selon normes IPSAS (-23'000)

315 Entretien de mobilier par des tiers -7'908

Transfert à la direction de support (-7'829)

316 Loyers, fermages, redevances +31'497

Transfert à la direction de support (-8'403)

Location de télécommandes du réseau des sirènes (+40'000)

317 Débours +27'500

318 Honoraires, prestations de service de tiers -15'277

Transfert à la direction de support (-27'583)

Instruction (+65'000), augmentation liée à l'Euro 2008

Honoraires d'ingénieurs pour constructions (-30'000)

Taxes appel local B (-30'000)

Prévention (+43'000)

Honoraires (-16'000)

Maintenance et gestion des données (-15'000)

35 Dédommagements à des collectivités publiques

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	15'000	-650'000	665'000	663'109.90

352 Communes -650'000 : Suppression du versement aux SIS, transfert de tâches aux communes.

36 Subventions accordées

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	207'450	-160'000	367'450	359'049.45

362 Communes -160'000 : Subventions matériel et équipement aux communes, transfert de tâches aux communes

39 Imputations internes

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	2'345'744	1'068'644	1'277'100	1'082'199.10

43 Recettes diverses

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	151'900	72'000	79'900	160'549.05

434 Redevances diverses (+73'000)

45 Dédommagements de collectivités publiques

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	340'000	-17'000	357'000	298'790.30

452 Communes -17'000

Participation des communes aux frais d'entretien des constructions cantonales

49 Imputations internes

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	1'600'000	-115'400	1'715'400	1'538'738.51

Éléments budgétaires particuliers

Le transfert des charges du canton aux communes se traduit par les réductions suivantes:

Charges de personnel (30): - 539'000

Dépenses générales (31): - 126'000

Dédommagements aux collectivités publiques (35):- 650'000

Subventions accordées (36): -160'000

05.12.00.00 Registre foncier

Mission

Conformément à l'article 942 CC, le registre foncier donne l'état des droits sur les immeubles

Prestations

Prestations publiques ou de moyens fournis :

Garantie des Droits réels liés aux immeubles et des transactions immobilières.

Contribution aux prestations publiques suivantes fournies par d'autres CR :

Fourniture de l'état descriptif des immeubles et du plan "registre foncier" de la direction cantonale de la mensuration officielle.

Prestations publiques pouvant faire l'objet de la facturation d'un émolument conformément à l'art. 9 de la LGAF :

Délivrance d'attestions d'inscriptions.

Délivrance d'extraits.

Objectifs 2008 / Priorités

Poursuite de la mise au feuillet fédéral

Numérisation des feuillets et des pièces justificatives (éventuellement en 2009)

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	3'890'687	-399'683	4'290'370	4'154'488.23

301 Traitements du personnel

Total	3'261'647	-336'243	3'597'890	3'480'719.25
Effectifs	31.80	-4.85	36.65	

Suppression de postes	-3.0
Transfert à la direction de support	-1.0
Transfert au secrétariat général	-0.9
Ajustement taux d'activité	+0.15

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	158'500	-131'722	290'222	284'415.25

31 -132'189 transférés du registre foncier vers la direction de support

310 : -66'615 **315** : -1'483 **316** : -29'602 **318** : -34'489

317 Débours +1'800

33 Amortissements, provisions, irrécouvrables

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	36'016	-18'193	54'209	281'693.00

331 Amortissements ordinaires du patrimoine administratif -18'193

39 Imputations internes

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	822'878	704'528	118'350	129'033.41

43 Recettes diverses

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	20'500'000	+499'800	20'000'200	18'173'029.03

431 Émoluments administratifs +20'500'000

436 Dédommagements de tiers -20'000'200

Il a été procédé à une reclassification dans le compte idoine des montants encaissés par le registre foncier. Ils le sont désormais au titre d'émoluments en lieu et place de dédommagements. Par ailleurs, une augmentation des émoluments perçue est prévisible, eu égard à la bonne conjoncture économique et à la croissance des actes y relatifs (+500'000).

49 Imputations internes

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	0	-29'950	29'950	0.00

05.13.00.00 Comité de sécurité des systèmes d'information

Mission

Amélioration de la sécurité des systèmes d'information sous les aspects disponibilité, intégrité et confidentialité des informations

Prestations

Prestations publiques ou de moyens fournis :

Sécurité des systèmes d'information

Contribution aux prestations publiques suivantes fournies par d'autres CR : aucune

Prestations publiques pouvant faire l'objet de la facturation d'un émolument conformément à l'art. 9 de la LGAF : aucune

Objectifs 2008 / Priorités

Détermination et évaluation des risques pour les applications prioritaires et les projets. Traitement et fixation des objectifs de sécurité et des actions de traitement des risques identifiés pour 10 des 40 applications prioritaires.

Établissement et expérimentation d'une méthode d'élaboration d'un plan de secours.

Maîtrise globale des moyens affectés à la sécurité des SI. Identifier, mesurer et suivre l'évolution des coûts sécurité, dans le contexte global des coûts des SI.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	387'256	-42'944	430'200	420'561.85

301 Traitements du personnel

Total	323'376	-38'004	361'380	352'430.95
Effectifs	2.50	0.00	2.50	

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	184'600	-25'634	210'234	137'132.82

31 -26'134 transférés du comité de sécurité des systèmes d'information vers la direction de support

310 : -23'303 **311** : -944 **316** : -1'887

317 Débours +500

39 Imputations internes

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	50'046	-2'696	47'350	41'598.76

49 Imputations internes

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	0	-12'400	12'400	95.42

05.90.01.00 Commission du Sport-toto

Mission

Valorisation du sport dans l'ensemble des domaines de la santé, l'éducation, le social (...) Garant de l'application des lois fédérales en matière de sport, assurer la représentation et la défense des intérêts du canton en matière de sport..

Répartition des subventions reçues par la Loterie romande au profit du sport : aide aux communes associations, organismes…

Prestations

Prestations publiques ou de moyens fournis :

Politique cantonale du sport :Valorisation du sport dans l'ensemble des domaines de la santé, l'éducation, le social …

Sport-toto: Répartition des subventions reçues principalement de la Loterie romande au profit du sport.

Contribution aux prestations publiques suivantes fournies par d'autres CR : aucune

Prestations publiques pouvant faire l'objet de la facturation d'un émolument conformément à l'art. 9 de la LGAF : aucune

Objectifs 2008 / Priorités

Poursuivre la réalisation de la mission

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	81'170	-4'770	85'940	90'993.86
Effectifs	0.40	0.00	0.40	

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	8'900	-7'549	16'449	3'187.30

311 Mobilier, machines et véhicules -2'466

315 Entretien de mobilier par des tiers -1'997

317 Débours -3'500

36 Subventions accordées

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	3'750'000	-1'250'000	5'000'000	3'577'865.00

362 Communes -1'000'000

Diminution des subventions versées aux communes

365 Institutions privées -250'000

Diminution des subventions versées aux institutions privées

38 Attributions aux financements spéciaux

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	0	-390'000	390'000	1'018'000.61

380 Versement sur financements spéciaux -390'000, voir explication sous éléments budgétaires particuliers

39 Imputations internes

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	1'493	1'493	0	374.60

41 Patentes et concessions

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	4'500'000	200'000	4'300'000	4'202'828.64

410 Versement de la société du sport-toto +200'000

48 Prélèvements sur les financements spéciaux

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	0	-1'134'399	1'134'399	175'000.00

480 Prélèvements sur financements spéciaux -1'134'399, voir explication sous éléments budgétaires particuliers

49 Imputations internes

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	239	239	0	25.68

Éléments budgétaires particuliers

Impact IPSAS : Le sport-toto, en qualité de financement spécial, est une entité dont les comptes se doivent d'être équilibrés. A ce titre, jusqu'en 2007, les excédents de charges et de revenus étaient compensés, au budget et dans les comptes, par des prélèvements ou des attributions à la fortune du fonds. Avec l'application des normes IPSAS, cet équilibrage n'est plus effectué dans le budget. Il est uniquement constaté dans les comptes après détermination du résultat.

En 2007, le fonds laissait apparaître en définitive, un excédent de charges de 744'399, qui était épongé via un prélèvement identique sur la fortune du fonds. Pour 2008, le calcul présenterait un excédent de revenus de 655'000, qui alimenterait la fortune du fonds.

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
05.00.00.00	**CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION**						
3	**CHARGES**	**734.976.852**		**36.643.502**	**5,2**	**698.333.350**	**685.195.662,75**
4	**REVENUS**		**478.248.159**	**173.712.395**	**57,0**	**304.535.764**	**246.607.941,36**
	COUVERTURE en F	**-256.728.693**		**137.068.893**		**-393.797.586**	**-438.587.721,39**
	COUVERTURE en %	**65,07%**			**21,5**	**43,61%**	**35,99%**
05.01.00.00	**CONSEIL D'ETAT, SECRÉTARIAT GÉNÉRAL - DCTI**						
3	**CHARGES**	**8.890.251**		**-315.523**	**-3,4**	**9.205.774**	**37.384.142,10**
4	**REVENUS**		**44.557.099**	**43.400.629**	**NS**	**1.156.470**	**976.295,82**
	COUVERTURE en F	**35.666.848**		**43.716.152**		**-8.049.304**	**-36.407.846,28**
	COUVERTURE en %	**501,19%**			**488,6**	**12,56%**	**2,61%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	374.828		-3.170.727	-89,4	3.545.555	6.453.982,03
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	5.965.800		4.851.838	435,5	1.113.962	951.835,40
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	596.000		-2.778.457	-82,3	3.374.457	28.683.391,75
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	596.000		-2.778.457	-82,3	3.374.457	2.847.291,75
338	PROVISIONS ET RÉSERVES						25.836.100,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	20.000		0	0,0	20.000	20.000,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	20.000		0	0,0	20.000	20.000,00
7150	ASSOC. HANDICAPES ARCHITECTURE URBANISME (HAU)	20.000		0	0,0	20.000	20.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.933.623		781.823	67,9	1.151.800	1.274.932,92
42	REVENUS DES BIENS		27.850.596	27.550.596	NS	300.000	221.820,77
43	RECETTES DIVERSES		577.000	7.030	1,2	569.970	521.211,20
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		16.122.000	16.122.000	ND		
450	CONFÉDÉRATION		16.122.000	16.122.000	ND		
49	IMPUTATIONS INTERNES		7.503	-278.997	-97,4	286.500	233.263,85

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
05.02.00.00	**POLICE DES CONSTRUCTIONS**						
3	**CHARGES**	**9.993.455**		**364.525**	**3,8**	**9.628.930**	**10.477.466,27**
4	**REVENUS**		**3.150.956**	**10.656**	**0,3**	**3.140.300**	**2.610.956,45**
	COUVERTURE en F	**-6.842.499**		**-353.869**		**-6.488.630**	**-7.866.509,82**
	COUVERTURE en %	**31,53%**			**-1,1**	**32,61%**	**24,92%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	6.899.440		-277.090	-3,9	7.176.530	8.978.693,48
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	178.600		-25.150	-12,3	203.750	226.301,30
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	2.000.000		0	0,0	2.000.000	1.130.885,60
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	2.000.000		0	0,0	2.000.000	1.130.885,60
39	IMPUTATIONS INTERNES	915.415		666.765	268,2	248.650	141.585,89
42	REVENUS DES BIENS						0,65
43	RECETTES DIVERSES		3.150.000	75.000	2,4	3.075.000	2.610.306,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		956	-64.344	-98,5	65.300	649,80
05.04.00.00	**BÂTIMENTS**						
3	**CHARGES**	**344.514.156**		**59.438.952**	**20,9**	**285.075.204**	**264.184.968,04**
4	**REVENUS**		**242.029.283**	**38.632.863**	**19,0**	**203.396.420**	**178.677.079,47**
	COUVERTURE en F	**-102.484.873**		**-20.806.089**		**-81.678.784**	**-85.507.888,57**
	COUVERTURE en %	**70,25%**			**-1,1**	**71,35%**	**67,63%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	25.232.311		-166.569	-0,7	25.398.880	25.572.810,89
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	147.505.850		8.235.407	5,9	139.270.443	136.824.686,27
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	46.517.445		2.374.876	5,4	44.142.569	41.922.774,05
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	46.517.445		2.374.876	5,4	44.142.569	41.922.774,05
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	2.553.212		-347.000	-12,0	2.900.212	2.267.695,00
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS			-325.000	-100,0	325.000	324.920,00
0151	FONDATION DU STADE DE GENÈVE . DROIT DE SUPERFICIE (PART CFF)			-325.000	-100,0	325.000	324.920,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	2.553.212		-22.000	-0,9	2.575.212	1.942.775,00
6150	FRAIS D'EXPLOITATIONDE GENÈVE-PLAGE	780.000		0	0,0	780.000	750.414,00
7250	LOCATION AUPRES DE TIERS POUR O.N.G.	150.000		-22.000	-12,8	172.000	
7251	LOCATION AUPRES DE TIERS POUR P.M.A. ET O.M.C.	1.200.000		0	0,0	1.200.000	962.361,00
7252	LOCATION POUR ONUSIDA						230.000,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
05.04.00.00	**BÂTIMENTS** (Suite)						
7350	ECOLE INTERNATIONALE (DIFF S/DROIT DE SUPERFICIE)	423.212		0	0,0	423.212	
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-202.000	-100,0	202.000	72.399,35
380	VERSEMENT SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-202.000	-100,0	202.000	72.399,35
39	IMPUTATIONS INTERNES	122.705.338		49.544.238	67,7	73.161.100	57.524.602,48
42	REVENUS DES BIENS		44.979.652	5.782.932	14,8	39.196.720	23.093.854,58
43	RECETTES DIVERSES		3.626.000	-2.107.900	-36,8	5.733.900	3.511.166,73
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-202.000	-100,0	202.000	72.399,35
480	PRÉLÈVEMENTS SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-202.000	-100,0	202.000	72.399,35
49	IMPUTATIONS INTERNES		193.423.631	35.159.831	22,2	158.263.800	151.999.658,81
05.05.00.00	**GÉNIE CIVIL**						
3	**CHARGES**	**87.772.089**		**-17.906.714**	**-16,9**	**105.678.803**	**107.237.116,09**
4	**REVENUS**		**17.011.168**	**3.156.473**	**22,8**	**13.854.695**	**13.647.471,19**
	COUVERTURE en F	**-70.760.921**		**21.063.187**		**-91.824.108**	**-93.589.644,90**
	COUVERTURE en %	**19,38%**			**6,3**	**13,11%**	**12,73%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	16.514.221		205.351	1,3	16.308.870	15.287.332,42
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	13.149.400		627.729	5,0	12.521.671	12.337.469,15
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	19.565.116		-20.508.496	-51,2	40.073.612	38.978.656,01
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	19.565.116		-20.508.496	-51,2	40.073.612	38.978.656,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES						0,01
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	14.500.000		0	0,0	14.500.000	19.449.311,00
352	COMMUNES	14.500.000		0	0,0	14.500.000	19.449.311,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	24.043.352		1.768.702	7,9	22.274.650	21.184.347,51
42	REVENUS DES BIENS		2.100	-20.000	-90,5	22.100	0,15
43	RECETTES DIVERSES		9.166.000	5.510.000	150,7	3.656.000	4.454.960,33
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		2.960.745	0	0,0	2.960.745	2.996.116,40
450	CONFÉDÉRATION		2.960.745	0	0,0	2.960.745	2.996.116,40

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
05.05.00.00	**GÉNIE CIVIL** (Suite)						
46	SUBVENTIONS ACQUISES			-2.100.000	-100,0	2.100.000	2.159.052,00
460	CONFÉDÉRATION			-2.100.000	-100,0	2.100.000	2.125.552,00
461	CANTONS						33.500,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		4.882.323	-233.527	-4,6	5.115.850	4.037.342,31
05.06.00.00	**LOGEMENT**						
3	**CHARGES**	**82.061.941**		**5.725.896**	**7,5**	**76.336.045**	**79.030.426,42**
4	**REVENUS**		**13.933.216**	**-4.275.534**	**-23,5**	**18.208.750**	**17.737.255,08**
	COUVERTURE en F	**-68.128.725**		**-10.001.430**		**-58.127.295**	**-61.293.171,34**
	COUVERTURE en %	**16,98%**			**-6,9**	**23,85%**	**22,44%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	6.383.174		259.564	4,2	6.123.610	6.176.360,28
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	172.350		-45.085	-20,7	217.435	133.359,62
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	714.000		-5.000	-0,7	719.000	1.491.922,25
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	4.000		0	0,0	4.000	3.900,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	710.000		-5.000	-0,7	715.000	1.488.022,25
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	73.701.819		4.792.819	7,0	68.909.000	70.945.789,84
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	5.838.819		838.819	16,8	5.000.000	5.395.548,00
8050	SUBVENTIONS TACITES - INTERETS DOTATIONS FIDP- 56-1530101 / 56-4268001			-4.000.000	-100,0	4.000.000	4.351.182,00
8051	SUBVENTIONS TACITES - INTERETS DOTATIONS FPLC- 56-1530201 / 56-4268002			-1.000.000	-100,0	1.000.000	1.044.366,00
8050	SUBVENTION TACITES - INTÉRÊTS DOTATIONS FIDP - 56-1560101 / 56-4268001	4.788.819		4.788.819	ND		
8051	SUBVENTION TACITES - INTÉRÊTS DOTATIONS FPLC- 56-1530201 / 56-4268002	1.050.000		1.050.000	ND		
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	1.253.000		-366.000	-22,6	1.619.000	90.050,00
7151	SUBVENTION AU RASSEMBLEMENT EN FAVEUR D'UNE POLITIQUE SOCIALE DU LOGEMENT	50.000		0	0,0	50.000	50.000,00
8050	SUBVENTION TACITE - INTERETS -PRET FONDATION LOGEMENT ETUDIANT (FULE)			-50.000	-100,0	50.000	40.050,00
8150	INDEMNITÉ POUR RENTE DROIT SUPERFICIE + COUVERTURE BUD. EXPL. CITÉ U	280.000		-539.000	-65,8	819.000	
8151	INDEMNITÉ POUR INT. + RENTE DROIT SUPERFICIE + COUV. BUD EXPL. EXTENSION CITÉ U			-700.000	-100,0	700.000	
8050	SUBVENTION TACITE - INTÉRÊTS - PRÊT FONDATION LOGEMENT ÉTUDIANT (FULE)	50.000		50.000	ND		

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
05.06.00.00	**LOGEMENT** (Suite)						
8150	INDEMNITÉ POUR RENTE DROIT SUPERFICIE + COUVERTURE BUD. EXPL. CITÉ U	539.000		539.000	ND		
8151	INDEMNITÉ POUR INT. + RENTE DROIT SUPERFICIE + COUVERTURE BUD. EXPL. EXTENSION CITÉ U	334.000		334.000	ND		
366	PERSONNES PHYSIQUES	66.610.000		4.320.000	6,9	62.290.000	65.460.191,84
7750	SUBVENTIONS AU LOGEMENT SOCIAL	35.525.000		-1.475.000	-4,0	37.000.000	39.836.482,40
7850	CHARGES DES PRETS SANS INTERETS ET A TAUX REDUITS (HCM-HLM)	95.000		-5.000	-5,0	100.000	
7950	ALLOCATIONS DE LOGEMENT DU SECTEUR SUBVENTIONNE	11.200.000		1.200.000	12,0	10.000.000	10.728.512,19
8050	ALLOCATIONS DE LOGEMENT DU SECTEUR LIBRE	11.450.000		1.350.000	13,4	10.100.000	9.823.868,75
8150	SUBVENTIONS POUR HABITATIONS MIXTES	8.190.000		3.190.000	63,8	5.000.000	5.056.738,70
8250	SUBVENTIONS EPARGNE LOGEMENT SELON LOI DU 26.9.03	100.000		90.000	900,0	10.000	
8850	PRISE EN CHARGE DES LOYERS IMPAYES DE PERSONNES EVACUEES ET RELOGEES	50.000		-30.000	-37,5	80.000	14.589,80
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.090.598		723.598	197,2	367.000	282.994,43
42	REVENUS DES BIENS		5.870.000	589.000	11,2	5.281.000	5.808.819,35
43	RECETTES DIVERSES		7.851.500	-3.609.500	-31,5	11.461.000	10.106.333,73
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						573.320,00
46	SUBVENTIONS ACQUISES		210.000	-1.180.000	-84,9	1.390.000	1.821.091,70
466	PERSONNES PHYSIQUES		210.000	-1.180.000	-84,9	1.390.000	1.821.091,70
49	IMPUTATIONS INTERNES		1.716	-75.034	-97,8	76.750	1.010,30
05.07.00.00	**PATRIMOINE ET SITES**						
3	**CHARGES**	**10.708.205**		**1.696.720**	**18,8**	**9.011.485**	**8.773.677,40**
4	**REVENUS**		**1.153.588**	**1.107.038**	**NS**	**46.550**	**1.570,39**
	COUVERTURE en F	**-9.554.617**		**-589.682**		**-8.964.935**	**-8.772.107,01**
	COUVERTURE en %	**10,77%**			**10,3**	**0,52%**	**0,02%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	4.545.286		480.086	11,8	4.065.200	4.445.827,13
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	2.868.800		2.364.265	468,6	504.535	420.943,60
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	2.171.000		30.000	1,4	2.141.000	622.157,40
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	2.171.000		30.000	1,4	2.141.000	622.157,40
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	514.000		374.000	267,1	140.000	140.000,00
362	COMMUNES	64.000		64.000	ND		

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
05.07.00.00	**PATRIMOINE ET SITES** (Suite)						
7456	SUBVENTION AUX COMMUNES, DANS LE CADRE DU FONDS MNS	64.000		64.000	ND		
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	410.000		270.000	192,9	140.000	140.000,00
6151	FRAIS ENTR. MUSEE HABITAT RURAL A BALLENBERG	32.000		0	0,0	32.000	32.000,00
6250	FRAIS ENTR. CATHEDRALE ST-PIERRE	108.000		0	0,0	108.000	108.000,00
7456	SUBVENTIONS AUX INSTITUTIONS PRIVÉES, DANS LE CADRE DU FONDS MNS	270.000		270.000	ND		
366	PERSONNES PHYSIQUES	40.000		40.000	ND		
7456	SUBVENTIONS AUX PERSONNE PHYSIQUES, DANS LE CADRE DU FONDS MNS	40.000		40.000	ND		
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-2.000.000	-100,0	2.000.000	3.000.000,00
381	DOTATIONS AUX FONDS SPÉCIAUX			-2.000.000	-100,0	2.000.000	3.000.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	609.119		448.369	278,9	160.750	144.749,27
43	RECETTES DIVERSES		1.000	-4.000	-80,0	5.000	755,00
46	SUBVENTIONS ACQUISES		900.000	900.000	ND		
460	CONFÉDÉRATION		900.000	900.000	ND		
49	IMPUTATIONS INTERNES		252.588	211.038	507,9	41.550	815,39
05.08.00.00	**CENTRE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (CTI)**						
3	**CHARGES**	**153.475.464**		**-19.102.366**	**-11,1**	**172.577.830**	**150.138.158,56**
4	**REVENUS**		**123.239.556**	**111.766.056**	**974,1**	**11.473.500**	**6.982.957,52**
	COUVERTURE en F	**-30.235.908**		**130.868.422**		**-161.104.330**	**-143.155.201,04**
	COUVERTURE en %	**80,30%**			**73,7**	**6,65%**	**4,65%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	39.692.837		-12.643.213	-24,2	52.336.050	49.756.900,09
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	96.200		96.200	ND		
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	49.520.746		-6.136.910	-11,0	55.657.656	48.725.897,93
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	38.853.882		-2.913.942	-7,0	41.767.824	39.762.221,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	38.853.882		-2.913.942	-7,0	41.767.824	39.762.221,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	25.407.999		2.591.699	11,4	22.816.300	11.893.139,54
43	RECETTES DIVERSES		399.000	160.000	66,9	239.000	96.635,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		122.840.556	111.606.056	993,4	11.234.500	6.886.322,52

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
05.09.00.00	**DIRECTION DE SUPPORT**						
3	**CHARGES**	**14.850.864**		**9.199.999**	**162,8**	**5.650.865**	**5.758.421,43**
4	**REVENUS**		**5.700.860**	**-19.548.770**	**-77,4**	**25.249.630**	**1.048.313,50**
	COUVERTURE en F	**-9.150.004**		**-28.748.769**		**19.598.765**	**-4.710.107,93**
	COUVERTURE en %	**38,39%**			**-408,4**	**446,83%**	**18,20%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	9.771.841		6.721.421	220,3	3.050.420	3.483.879,66
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	2.939.055		1.734.710	144,0	1.204.345	1.101.816,84
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	55.000		-149.000	-73,0	204.000	61.462,10
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	45.000		-150.000	-76,9	195.000	45.000,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	10.000		1.000	11,1	9.000	16.462,10
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	970.000		-13.700	-1,4	983.700	979.120,00
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	970.000		-13.700	-1,4	983.700	979.120,00
0350	SUBVENTION TACITE - FONDATION DU STADE DE GENÈVE - INTÉRÊTS SUR LE CAPITAL DE DOTATION, CONTREPARTIE 426.02			-658.780	-100,0	658.780	669.120,00
0450	SUBVENTION TACITE - FONDATION DU STADE DE GENÈVE - DROIT DE SUPERFICIE PAR ETAT, CONTREPARTIE 427.52			-324.920	-100,0	324.920	310.000,00
0350	SUBVENTION TACITE - FONDATION DU STADE DE GENÈVE - INTÉRÊTS SUR LE CAPITAL DE DOTATION, CONTREPARTIE 426.02	660.000		660.000	ND		
0450	SUBVENTION TACITE - FONDATION DU STADE DE GENÈVE - DROIT DE SUPERFICIE PAR ETAT, CONTREPARTIE 427.52	310.000		310.000	ND		
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.114.968		906.568	435,0	208.400	132.142,83
42	REVENUS DES BIENS		5.660.000	-19.498.780	-77,5	25.158.780	669.120,00
43	RECETTES DIVERSES		40.000	0	0,0	40.000	378.608,68
49	IMPUTATIONS INTERNES		860	-49.990	-98,3	50.850	584,82
05.11.00.00	**SÉCURITÉ CIVILE**						
3	**CHARGES**	**13.331.881**		**-896.209**	**-6,3**	**14.228.090**	**12.063.059,55**
4	**REVENUS**		**2.407.100**	**-60.400**	**-2,4**	**2.467.500**	**2.304.201,81**
	COUVERTURE en F	**-10.924.781**		**835.809**		**-11.760.590**	**-9.758.857,74**
	COUVERTURE en %	**18,06%**			**0,7**	**17,34%**	**19,10%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	8.957.867		-969.913	-9,8	9.927.780	8.080.137,51
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	1.034.400		-192.760	-15,7	1.227.160	1.122.663,59

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
05.11.00.00	**SÉCURITÉ CIVILE** (Suite)						
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	538.420		7.820	1,5	530.600	529.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	536.820		7.820	1,5	529.000	529.000,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	1.600		0	0,0	1.600	
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	15.000		-650.000	-97,7	665.000	663.109,90
352	COMMUNES	15.000		-650.000	-97,7	665.000	663.109,90
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	207.450		-160.000	-43,5	367.450	359.049,45
362	COMMUNES	195.000		-160.000	-45,1	355.000	341.449,45
7011	INSTRUCTION	68.000		0	0,0	68.000	84.007,25
7015	SUBVENTIONS MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENT	14.000		-160.000	-92,0	174.000	193.882,90
7211	MATÉRIEL	113.000		0	0,0	113.000	63.559,30
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	12.450		0	0,0	12.450	17.600,00
7015	INSTRUCTION	650		0	0,0	650	100,00
7111	ASSOCIATION POUR LA FORMATION DE JEUNES SAPEURS POMPIERS	1.000		0	0,0	1.000	2.200,00
7212	MATÉRIEL	2.400		0	0,0	2.400	
7711	FÉDÉRATION DES CORPS DE SAPEURS - POMPIERS	4.000		0	0,0	4.000	6.400,00
9915	DIVERSES SUBVENTIONS	4.400		0	0,0	4.400	8.900,00
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	233.000		0	0,0	233.000	226.900,00
372	COMMUNES	201.000		0	0,0	201.000	200.800,00
375	INSTITUTIONS PRIVÉES	32.000		0	0,0	32.000	26.100,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	2.345.744		1.068.644	83,7	1.277.100	1.082.199,10
41	PATENTES ET CONCESSIONS		35.000	0	0,0	35.000	35.000,00
410	PATENTES		35.000	0	0,0	35.000	35.000,00
42	REVENUS DES BIENS		200	0	0,0	200	155,95
43	RECETTES DIVERSES		151.900	72.000	90,1	79.900	160.549,05
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		340.000	-17.000	-4,8	357.000	298.790,30
452	COMMUNES		330.000	-17.000	-4,9	347.000	288.790,30
453	PROPRES ÉTABLISSEMENTS		10.000	0	0,0	10.000	10.000,00
46	SUBVENTIONS ACQUISES		47.000	0	0,0	47.000	44.068,00
460	CONFÉDÉRATION		47.000	0	0,0	47.000	44.068,00
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER		233.000	0	0,0	233.000	226.900,00
470	CONFÉDÉRATION		233.000	0	0,0	233.000	226.900,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		1.600.000	-115.400	-6,7	1.715.400	1.538.738,51

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
05.12.00.00	**REGISTRE FONCIER**						
3	**CHARGES**	**4.908.081**		**154.930**	**3,3**	**4.753.151**	**4.849.629,89**
4	**REVENUS**		**20.500.000**	**469.850**	**2,3**	**20.030.150**	**18.173.029,48**
	COUVERTURE en F	**15.591.919**		**314.920**		**15.276.999**	**13.323.399,59**
	COUVERTURE en %	**417,68%**			**-3,7**	**421,41%**	**374,73%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	3.890.687		-399.683	-9,3	4.290.370	4.154.488,23
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	158.500		-131.722	-45,4	290.222	284.415,25
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	36.016		-18.193	-33,6	54.209	281.693,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	35.016		-18.193	-34,2	53.209	280.204,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	1.000		0	0,0	1.000	1.489,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	822.878		704.528	595,3	118.350	129.033,41
42	REVENUS DES BIENS						0,45
43	RECETTES DIVERSES		20.500.000	499.800	2,5	20.000.200	18.173.029,03
49	IMPUTATIONS INTERNES			-29.950	-100,0	29.950	
05.13.00.00	**COMITÉ DE SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION**						
3	**CHARGES**	**621.902**		**-65.882**	**-9,6**	**687.784**	**599.293,43**
4	**REVENUS**		**94**	**-12.306**	**-99,2**	**12.400**	**95,42**
	COUVERTURE en F	**-621.808**		**53.576**		**-675.384**	**-599.198,01**
	COUVERTURE en %	**0,02%**			**-1,8**	**1,80%**	**0,02%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	387.256		-42.944	-10,0	430.200	420.561,85
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	184.600		-25.634	-12,2	210.234	137.132,82
39	IMPUTATIONS INTERNES	50.046		2.696	5,7	47.350	41.598,76
49	IMPUTATIONS INTERNES		94	-12.306	-99,2	12.400	95,42
05.90.01.00	**COMMISSION DU SPORT-TOTO**						
3	**CHARGES**	**3.848.563**		**-1.650.826**	**-30,0**	**5.499.389**	**4.699.303,57**
4	**REVENUS**		**4.565.239**	**-934.160**	**-17,0**	**5.499.399**	**4.448.715,23**
	COUVERTURE en F	**716.676**		**716.666**		**10**	**-250.588,34**
	COUVERTURE en %	**118,62%**			**18,6**	**100,00%**	**94,67%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	81.170		-4.770	-5,6	85.940	90.993,86
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	8.900		-7.549	-45,9	16.449	3.187,30

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
05.90.01.00	**COMMISSION DU SPORT-TOTO** (Suite)						
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	7.000		0	0,0	7.000	8.882,20
351	CANTONS	7.000		0	0,0	7.000	8.882,20
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	3.750.000		-1.250.000	-25,0	5.000.000	3.577.865,00
362	COMMUNES	900.000		-1.000.000	-52,6	1.900.000	810.000,00
7016	SUBVENTIONS ORDINAIRES	700.000		-800.000	-53,3	1.500.000	800.000,00
7110	SUBVENTIONS CONDITIONNELLES	50.000		-150.000	-75,0	200.000	10.000,00
7212	SUBVENTIONS POUR DES PROJETS SPORTIFS DE MOYENNE ET GRANDE ENVERGURE	150.000		-50.000	-25,0	200.000	
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	2.850.000		-250.000	-8,1	3.100.000	2.767.865,00
7012	ASSOCIATIONS ET SOCIÉTÉS SPORTIVES, SUBVENTIONS ORDINAIRES	2.400.000		100.000	4,3	2.300.000	2.479.865,00
7112	ASSOCIATIONS ET SOCIETÉS SPORTIVES, SUBVENTIONS CONDITIONNELLES	50.000		-50.000	-50,0	100.000	113.000,00
7214	SUBVENTIONS POUR DES PROJETS SPORTIFS DE MOYENNE ET GRANDE ENVERGURE	200.000		-300.000	-60,0	500.000	
8811	ASSOCIATIONS ET SOCIÉTÉS SPORTIVES, AIDE EN FAVEUR DES SÉLECTIONS SPORTIVES CANTONALES	200.000		0	0,0	200.000	175.000,00
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-390.000	-100,0	390.000	1.018.000,61
380	VERSEMENT SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-390.000	-100,0	390.000	1.018.000,61
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.493		1.493	ND		374,60
41	PATENTES ET CONCESSIONS		4.500.000	200.000	4,7	4.300.000	4.202.828,64
410	PATENTES		4.500.000	200.000	4,7	4.300.000	4.202.828,64
42	REVENUS DES BIENS		40.000	0	0,0	40.000	35.332,11
43	RECETTES DIVERSES		25.000	0	0,0	25.000	35.528,80
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-1.134.399	-100,0	1.134.399	175.000,00
480	PRÉLÈVEMENTS SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-1.134.399	-100,0	1.134.399	175.000,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		239	239	ND		25,68

Récapitulation du département
TERRITOIRE

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.00.00.00	**TERRITOIRE**						
3	**CHARGES**	**361.378.052**		**-115.512.292**	**-24,2**	**476.890.344**	**477.496.731,18**
4	**REVENUS**		**103.766.904**	**-140.373.888**	**-57,5**	**244.140.792**	**247.610.670,64**
	COUVERTURE en F	**-257.611.148**		**-24.861.596**		**-232.749.552**	**-229.886.060,54**
	COUVERTURE en %	**28,71%**			**-22,5**	**51,19%**	**51,86%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	63.787.041		-4.217.613	-6,2	68.004.654	71.313.145,33
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	33.669.282		-70.985.946	-67,8	104.655.228	101.343.753,58
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	17.975.658		-50.653.466	-73,8	68.629.124	75.976.724,31
34	PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION	4.400.000		0	0,0	4.400.000	4.326.715,50
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	6.113.736		1.328.936	27,8	4.784.800	4.691.404,93
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	191.244.461		34.107.234	21,7	157.137.227	145.424.674,20
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	25.062.800		-915.200	-3,5	25.978.000	24.338.295,70
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-3.799.630	-100,0	3.799.630	10.333.131,92
39	IMPUTATIONS INTERNES	19.125.074		-20.376.607	-51,6	39.501.681	39.748.885,71
41	PATENTES ET CONCESSIONS		12.022.000	5.065.000	72,8	6.957.000	5.788.789,76
42	REVENUS DES BIENS		26.641.013	-43.905.494	-62,2	70.546.507	69.317.562,87
43	RECETTES DIVERSES		31.494.161	-61.422.675	-66,1	92.916.836	94.341.432,90
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		3.040.760	-14.686.740	-82,8	17.727.500	19.666.155,70
46	SUBVENTIONS ACQUISES		2.865.200	744.200	35,1	2.121.000	2.439.686,26
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER		25.062.800	-915.200	-3,5	25.978.000	24.338.295,70
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-9.635.513	-100,0	9.635.513	15.719.470,58
49	IMPUTATIONS INTERNES		2.640.970	-15.617.466	-85,5	18.258.436	15.999.276,87

6. DÉPARTEMENT DU TERRITOIRE

Le budget 2008 du département du territoire s'inscrit dans le cadre strict imposé par le Conseil d'Etat au travers du Plan financier quadriennal 2006-2009 (PFQ). Il illustre la volonté du département de contribuer avec détermination au retour à l'équilibre des comptes voulu pour 2009, à l'appui d'instruments de conduite favorisant la nouvelle gouvernance de l'Etat. Les charges sont à nouveau fortement comprimées et l'effort de recherche de recettes complémentaires renouvelé.

Les grandes lignes des actions qui seront conduites en 2008 à l'appui des ressources à disposition se présentent comme suit :

- Projet d'agglomération franco-valdo-genevois : consolidation et prémices du futur Plan directeur cantonal

Le projet d'agglomération s'inscrit résolument dans une optique régionale de planification et de développement. Après la validation, en décembre 2007, par le Conseil d'Etat, du projet définitif et son envoi à la Confédération, il s'agira, durant l'année 2008, de préciser les principes contenus dans ce document par des schémas directeurs de secteurs (est, ouest et sud). Ceux-ci feront l'objet de démarches d'aménagement qui seront entreprises dans le cadre des périmètres d'aménagement coordonnés de l'agglomération (PAC agglo), visant à établir des plans directeurs de quartier. A souligner la mobilisation très importante en termes de ressources départementales (aménagement du territoire - mobilité - environnement - nature et paysages - eau - agriculture) pour mener à bien ces démarches complexes qui concernent des périmètres réunissant plusieurs communes.

- Grands dossiers d'aménagement au profit de l'habitat et du développement des activités : une avancée significative est attendue

Dans le cadre de la mise en œuvre du discours de Saint-Pierre, les objectifs principaux portent sur les projets d'envergure suivants :

a) Praille-Acacias-Vernets

Suite à la validation par le Conseil d'Etat du Masterplan le 9 mai 2007, la direction de l'aménagement, en coordination avec la Fondation des terrains industriels (FTI) a entrepris plusieurs démarches visant à créer les conditions pour accueillir les 40'000 emplois et 9'000 logements prévus. Il s'agit, en premier lieu, d'établir, puis de mener en 2008 les procédures des différents plans d'affectations préalables à l'introduction de la mixité désirée à cet endroit. Cet important travail consistera à établir un ou plusieurs avant-projets de loi pour modifier la zone, actuellement industrielle, puis à établir plusieurs plans d'affectation spéciaux destinés à préciser l'aménagement des terrains. Ce processus sera mené en parallèle avec plusieurs études d'aménagement, indispensables pour définir les règles de manière à garantir un aménagement de qualité, respectueux des principes environnementaux, tout en veillant à l'optimisation économique des opérations.

b) Les Vergers et la Chapelle les Sciers

L'année 2007 ayant été consacrée à finaliser la planification directrice de ces périmètres, il s'agit, en 2008, de mener à terme la mise au point et l'adoption des plans localisés de quartier qui permettront la réalisation des deux quartiers qui totalisent environ 2000 logements.

c) MICA

Dans le cadre des négociations menées avec la commune de Thônex, il a été décidé qu'un projet de

plan localisé de quartier sera établi, sous forme de projet-test, préalablement à la poursuite de la procédure d'adoption du plan directeur de quartier. Cette démarche sera menée en 2008 et permettra, d'une part, de réactiver la planification directrice et, d'autre part, la modification des limites de zones.

- Coopération transfrontalière : mise en œuvre d'une législation cantonale pionnière en faveur de la coopération transfrontalière, suite à l'entrée en vigueur, le 1er juillet 2004, de l'Accord de Karlsruhe applicable au canton de Genève

La nouvelle législation cantonale, au stade de l'examen par le Grand Conseil, permettra désormais la création d'organismes de coopération transfrontalière (OCT), sur le territoire genevois.

Le développement de nouveaux outils juridiques de coopération de droit suisse sont particulièrement bienvenus, après que des groupements de locaux de coopération transfrontalière (GLCT) de droit français aient été récemment mis en place (GLCT galerie de Choully / GLCT exploitation du Téléphérique du Salève / GLCT transports publics transfrontaliers).

Genève va ainsi être à même de remplir pleinement les conditions nécessaires à l'accueil d'organismes transfrontaliers dotés de la personnalité juridique, tout en assurant un cadre et une sécurité juridique à ses partenaires français.

- Lignes de tram et dossier ferroviaire CEVA : un pilotage de dossiers dans une optique de réalisation aussi rapide que possible, grâce à l'appui financier de la Confédération

En matière de mobilité, le DT va s'investir fortement sur les dossiers de lignes de tram Cornavin - Onex - Bernex (TCOB) et Cornavin - Meyrin - CERN (TCMC), tout comme sur le dossier ferroviaire Cornavin - Eaux- Vives - Annemasse (CEVA). Pour le TCOB, il convient de suivre la procédure de construire, avec notamment la mise à l'enquête publique. S'agissant du TCMC, il s'agit de traiter les recours de la deuxième étape Avanchet - Meyrin - CERN. Concernant CEVA, il convient d'assurer le suivi des procédures, afin d'obtenir l'autorisation de construire. Au-delà, les dossiers fédéraux en cours, dont notamment celui de la troisième voie Genève - Lausanne, seront suivis très attentivement (3ème voie CFF).

- Plan directeur de l'énergie : vers une société à 2000 watts

Les objectifs de la politique énergétique se fondent sur la législation sur l'énergie et le CO2, sur les principes du développement durable, les obligations contractées par la Suisse dans le cadre du protocole de Kyoto, ainsi que sur la vision à long terme d'une société à 2000 watts, à l'appui d'un approvisionnement durable.

Dans ce contexte, la mise en œuvre du Plan directeur de l'énergie (PDE) constitue l'un des points forts de l'action environnementale du département en 2008. Le PDE est la traduction opérationnelle des orientations définies dans la Conception générale de l'énergie soumise au Grand Conseil en 2007. Pour la période 2005 - 2009, il s'articule autour de 13 programmes d'actions, dont les étapes de réalisation et les objectifs ont été chiffrés. Les programmes d'actions, renforcés par rapport au PDE, sont déployés sur l'ensemble des filières énergétiques et de ses acteurs, pour engager le canton sur la voie ambitieuse, mais nécessaire, de la société à 2000 watts.

- Renaturation des cours d'eau : poursuite des améliorations favorisant une gestion adéquate de l'hydraulicité

En 2008, le DT mettra un accent particulier sur la protection du hameau de Vireloup (Collex-Bossy), contre les crues. Dans un contexte transfrontalier, avec la Communauté de communes du Pays de Gex, un bassin de rétention des crues du Marquet, d'un volume de 18'000 m3, sera réalisé sur la commune de Collex-Bossy. Il viendra compléter un dispositif franco-suisse composé d'un premier

bassin sur le Nant (Prévessin-Moëns), déjà réalisé, et d'un second à réaliser sur l'Ouye (Ornex - Ferney-Voltaire) en 2008 par nos partenaires français. Ce dispositif permettra de protéger définitivement le hameau de Vireloup contre les inondations liées aux crues centennales.

Le bassin de la Haute-Seymaz connaîtra une nouvelle étape de renaturation, entreprise entre le pont de la Motte et celui de Chevrier (Choulex). Cette réalisation est rendue possible par la gestion des eaux mise en place à Sionnet dans le cadre de la première étape de renaturation de la Haute-Seymaz, conduite en 2005.

Enfin les travaux rivière liés au projet de renaturation de l'Aire entre Certoux et Lully démarreront au printemps 2008, permettant à la fois la sécurisation complète et définitive du Bas-Lully contre les inondations, et l'amélioration de la qualité biologique et paysagère du cours d'eau.

- Transferts d'actifs entre l'Etat et SIG, respectivement les TPG : consolidation progressive du processus engagé

Outre les aspects financiers, les volets organisationnels et patrimoniaux liés à ces opérations d'envergure sont poursuivis en vue de leur bouclement définitif.

Sur le plan budgétaire, il convient de préciser que le projet de budget 2008 n'est comparable qu'en très peu de points avec les budgets des années précédentes notamment en raison de la prise en compte :

- des normes IPSAS;
- des transferts d'actifs en faveur des TPG et de SIG;
- du transfert de l'exploitation du site de Châtillon à SIG;
- de la nouvelles répartition des tâches et ressources entre la Confédération et les cantons (RPT);
- de la valorisation de subventions non-monétaires;
- de la reclassification de montants apparentés jusqu'ici de près ou de loin à de l'investissement tant en investissement qu'en fonctionnement.

Dans les grandes lignes, le PB 2008 se présente comme suit :

- charges courantes (30 - 31 - 34 - 35 et 36): F. 299'214'520.--, soit de F. 2'457'389.-- inférieures au PFQ (- 0,81%), comprenant en particulier une forte compression du groupe 30 (personnel), de 6,39% et du groupe 31 (dépenses générales), de 12,83%;

- revenus courants (41 - 42 - 43 - 44 - 45 et 46): F. 76'063'134.--, soit de F. 775'883.-- supérieurs à l'enveloppe du PFQ attribuée au département et corrigée des effets du transfert des revenus de la RPLP et des droits de superficie SIG au DCTI non pris en compte dans le PFQ départementalisé (+ 1,03%);

- taux de couverture des charges par les revenus conforme à celui attendu par le PFQ soit 30%.

S'agissant des ressources humaines, l'effort attendu du département en termes d'efficience se poursuit en 2008. Aux 6,9 postes supprimés au budget 2007 viennent ainsi s'ajouter 7,2 postes en 2008 soit, une fois encore, plus de 1,3% du nombre de postes du département. A cela vient s'additionner le transfert de 12,6 postes aux SIG (Site de Châtillon), 15 postes faisant par ailleurs l'objet de transferts internes au profit d'autres départements (Taxe militaire - DF, Centralisation de la fonction finance - DF, Office vétérinaire cantonal - DES, etc.).

Le nombre total de postes attribué au DT, en forte diminution, correspond ainsi à 483,9 pour 2008

(518,6 en 2007 et 525,5 en 2006).

Sur un plan général, le budget présenté tient compte des profondes mutations auxquelles le département devra faire face durant l'exercice 2008.

a) Mise en conformité avec les directives d'application des normes IPSAS

Les fonds et financements spéciaux sont intégrés aux budgets des directions générales auxquelles ils sont attachés. Ils ne sont donc plus traités en tant que centres de responsabilité, mais leurs budgets sont intégrés à ceux des services opérationnels qui les gèrent.

Ceci se traduit de la manière suivante :

Dénomination fonds ou financement spécial	**Direction générale de rattachement**
Fonds viticole	Agriculture
Fonds de compensation agricole	
Fonds de promotion agricole	
Fonds énergie des collectivités publiques	Environnement
Fonds cantonal pour la gestion des déchets	
Fonds pour les énergies renouvelables	
Fonds de la faune	Nature et paysage
Fonds piscicole	
Fonds forestier	
Fonds pour la réalisation des mesures compensatoires	
Fonds de renaturation	Eau
Taxe d'équipement part Etat	Aménagement du territoire

b) Valorisation des subventions non-monétaires au titre desquelles la mise à disposition de personnel à la fondation Neptune, la mise à disposition de locaux aux corps de musique ou encore à l'OPAGE.

c) Reclassification de certaines dépenses en fonction de leur typologies, tant en fonctionnement qu'en investissement. A titre d'exemple on peut citer les études stratégiques relatives au développement des transports publics remontées d'investissement en fonctionnement tout comme celles relatives aux sites pollués.

d) Transferts d'actifs TPG / SIG et transfert d'exploitation du site de Châtillon à SIG

Les centres de responsabilité du fonds cantonal d'assainissement des eaux, de la régie usine des Cheneviers, de la régie de traitement des eaux et de la Nappe souterraine de Vessy, n'émargent plus au budget de fonctionnement du département, comme prévu dans la loi 9826 d'aliénation découlant d'opérations de transferts d'actifs entre l'Etat de Genève et les Services industriels de Genève

Il en va de même du financement spécial du site de Châtillon et du fonds des épizooties en lien avec l'office vétérinaire cantonal, transféré au DES. Au surplus, la redevance sur le trafic des poids lourds est transférée au DCTI, les revenus de celle-ci étant directement affectés à une provision destinée à couvrir les charges financières liées à la construction de CEVA dont le crédit d'investissement est inscrit au DCTI.

Enfin, le Service des constructions environnementales disparaît en 2008, en raison du transfert des actifs opéré avec SIG, s'agissant en particulier des infrastructures liées au traitement de l'eau (stations d'épuration, etc.), la construction et l'entretien relevant du patrimoine concédé étant désormais financés et réalisés par SIG. Les activités résiduelles sont reprises en grande partie par la direction générale de la nature et du paysage et par la direction générale de l'eau.

Le département a absorbé l'impact de tous les facteurs déterminants rappelés ci-avant dans son projet de budget, conformément à l'enveloppe allouée par le PFQ.

Les profondes mutations décrites font que le budget 2008, tant sur le plan de sa présentation que de son contenu, est incomparable à celui des années antérieures. Le budget est présenté par direction générale, pour faciliter la comparabilité des budgets au cours des années à venir, cela indépendamment de réorganisations internes.

Pour mettre en œuvre toutes les mutations actuelles en absorbant les coûts supplémentaires liés à la RPT et en appliquant les normes IPSAS, le département entend continuer résolument à s'appuyer sur les instruments de gouvernance dont il s'est progressivement doté durant les précédents exercices, que sont, pour l'essentiel, le déploiement systématique du contrôle interne, la gestion de projets, la valorisation des prestations, puis leur analyse stratégique, de même que les Plans de mesures P1, P2 et P+.

En outre, à l'appui d'organigrammes départementaux standardisés et l'instauration de collèges spécialisés interdépartementaux pour les grandes fonctions transversales de l'Etat (logistique, contrôle interne, finances, ressources humaines et systèmes d'information), le DT sera à même, comme l'ensemble des départements, d'œuvrer encore de manière plus coordonnée, plus transparente, plus efficace et plus efficiente.

Cette organisation en collèges spécialisés pour les fonctions transversales se matérialise au DT par la mise en place de cinq secteurs / services supports intégrés au Secrétaire général. Par ailleurs, des structures support légères sont constituées dans chaque direction générale à des fins de relais opérationnels permettant l'application concrète des principes et lignes directrices adoptés.

****

Pour des questions d'efficience et de rationalisation dans l'utilisation du papier, les prestations GE-Pilote n'ont pas été recopiées. Elles sont intégralement disponibles à l'adresse http://ge-pilote.etat-ge-ch où elles sont détaillées.

06.01.00.00 SECRETARIAT GENERAL

Mission

Le Secrétariat général constitue la direction générale du département. Il est en charge du pilotage des ressources humaines et financières, du contrôle interne, des systèmes d'information et d'organisation, veille à l'application de la directive MSST (santé et sécurité au travail) et offre un appui logistique aux services.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	4'688'645	192'815	4'881'460	5'851'733,25
Effectifs	52.34	-0,31	52.650	52.15

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
318 Honoraires, prestations de service de tiers				
Total	3'853'020	2'875'340	977'680	790'975,61

Frais du personnel de la STEP et de l'Usine des Cheneviers restés au statut Etat payés directement par l'Office du personnel (3'069'200 F, voir nature 427), désormais imputés au Secrétariat général.

33 Amortissements, provisions, irrécouvrables

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
331 Amortissements ordinaires du patrimoine administratif				
Total	1'397'000	1'249'613	147'387	139'000

Amortissements relatifs aux investissements du département et de la FTI.

36 Subventions accordées

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
363 Propres établissements				
Total	9'000'000	9'000'000	0	0

Indemnité de restructuration des déchets spéciaux versée aux SIG.

369 Subventions remboursées				
Total	0	17'000'000	- 17'000'000	- 5'000'000

Les subventions prises en charge par le Fonds d'équipement communal ne sont plus enregistrées au DT mais au DF.

42 Revenus des biens

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
425 Prêts du patrimoine administratif				
Total	500'813	500'813	0	275'074

Prêt du patrimoine administratif à la CGN (275'000 F) et subvention non monétaire liée à la CGN (intérêt sur prêt de 225'813 F).

426 Participations permanentes du patrimoine administratif

Total	11'750'000	11'750'000	0	0

Part des bénéfices de la Fondation pour les terrains industriels de Genève (FTI) enregistrée dès 2008 au Secrétariat général.

427 Immeubles du patrimoine administratif

Total	3'069'200	3'069'200	0	0

Refacturation aux SIG des frais du personnel de la STEP et de l'Usine des Cheneviers restés au statut Etat payés directement par l'Office du personnel (voir nature 318).

Éléments budgétaires particuliers

- Impacts IPSAS: 225'813 F (subventions tacite et non monétaire CGN).
- Impacts RPT: 0 F.
- Impacts nets transferts d'actifs: 9'000'000 F (indemnité de restructuration des déchets spéciaux versée aux SIG).

06.02.00.00 DIRECTION GENERALE DE L'INTERIEUR

Mission

La direction générale de l'intérieur regroupe plusieurs services, dont les missions sont indiquées ci-après:

Service de surveillance des communes (SSCO)

- Contrôler, valider les délibérations municipales et préparer les arrêtés du Conseil d'Etat y relatifs.
- Contrôler les budgets et les comptes des communes en vue de leur approbation par le Conseil d'Etat.

Service des affaires extérieures (SAE)

- Appliquer la politique extérieure du Conseil d'Etat
- Contribuer au développement harmonieux des relations/coopérations transfrontalières, intercantonales et fédérales, ainsi qu'à la mise en place des conditions administratives, institutionnelles et juridiques utiles à la réalisation des objectifs du Conseil d'Etat et du magistrat en charge des affaires extérieures.

Service de l'information et de la communication (SIC)

- Assurer l'information et la communication pour l'ensemble des thématiques relevant du département du territoire (DT).

Direction cantonale de la mensuration officielle (DCMO)

- Assurer le cadre de référence spatial des systèmes d'information du territoire du canton de Genève.
- Diriger, surveiller, vérifier et coordonner les travaux de la mensuration officielle fédérale et cantonale.
- Contrôler l'existence et la qualité des données de la mensuration officielle qui comprend les données spatiales de référence et les données thématiques ainsi que la fourniture des produits et des prestations qui leur sont liés.
- Garantir une veille technologique prospective et créative en s'impliquant dans le développement des compétences des spécialistes en mensuration et en géomatique, collaborateurs des services publics et privés.
- Contribuer à la communication et à la promotion des méthodes, des données, des produits et des prestations.

Service des affaires militaires (SAM)

- Assurer les relations avec la Confédération dans le domaine militaire;
- Effectuer toutes les tâches dévolues au canton dans le domaine militaire (à l'exception de la perception de la taxe d'exemption de l'obligation de servir);
- Mettre à disposition et exploiter les infrastructures de la place d'armes de Genève au profit de l'armée;
- Gérer le poste de rétablissement de Genève et entretenir du matériel d'armée, sur mandat de la base logistique de l'armée;
- Effectuer des prestations logistiques et de maintenance au profit d'autres instances cantonales;
- Appuyer et surveiller les corps de musique militaire cantonaux ("Elite" et "Landwehr");
- Appuyer les sociétés militaires et patriotiques cantonales;
- Élaborer, en collaboration avec le département des institutions, la capacité logistique à coopérer entre la Confédération et le canton lors d'événements majeurs (conférences internationales, etc.).

Budget de la direction générale de l'intérieur

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	7'577'101	558'901	7'018'200	5'737'117,35
Effectifs	68.357	+ 2,1	66.250	72.20

33 Amortissements, provisions, irrécouvrables

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
331 Amortissements ordinaires du patrimoine administratif				
Total	376'000	- 1'324'650	1'700'650	6'120'842,65

Amortissements liés à la Fondation pour les terrains industriels de Genève (FTI) enregistrés dès 2008 au Secrétariat général (CR 06.01.00.00, nature 331).

42 Revenus des biens

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
426 Participations permanentes du patrimoine administratif				
Total	0	- 10'800'000	10'800'000	10'400'000

Part des bénéfices de la Fondation pour les terrains industriels de Genève (FTI) enregistrée dès 2008 au Secrétariat général (CR 06.01.000, nature 426).

43 Recettes diverses

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
436 Dédommagements de tiers				
Total	900	- 789'830	790'730	860

Le rattrapage salarial par la Confédération du personnel cantonal travaillant pour la base logistique de l'armée était une opération unique.

Éléments budgétaires particuliers

- Impacts IPSAS: 150'000 F (Subventions tacites Corps de musique).
- Impacts RPT: 0 F.
- Impacts nets transferts d'actifs: 0 F.

06.03.00.00 DIRECTION GENERALE DE LA MOBILITE

Mission

L'Office Cantonal de la Mobilité (OCM) est l'autorité cantonale organisatrice des déplacements, de la circulation et du stationnement.

Il assure de manière cohérente sur tout le territoire cantonal, et d'entente avec les autorités fédérales, cantonales et autorités françaises compétentes, la planification, la régulation et le contrôle des

- liaisons propres à permettre la mobilité des personnes et des marchandises par la route, le rail, les voies navigables et les itinéraires cyclables et pédestres
- espaces de stationnement pour les moyens de déplacement.

Il veille à leur bonne exploitation et porte une attention particulière à leur sécurité d'utilisation.

Il contribue, d'entente avec les offices fédéraux concernés, le DCTI et le DES, à un aménagement équilibré du territoire, facteur de développement durable.

Il respecte les principes constitutionnels applicables en matière de déplacement.

En d'autres termes, l'office cantonal de la mobilité est en charge d'élaborer et de mettre en œuvre la politique de la mobilité du canton de Genève.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	6'292'552	110'602	6'181'950	5'401'964,05
Effectifs	58.68	- 0.02	58.70	54.70

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
318 Honoraires, prestations de service de tiers				
Total	3'368'500	2'243'028	1'125'472	758'523,71

Transfert des études de développement des transports publics, des études générales en transports ainsi que l'Observatoire des déplacements des investissements (518) en fonctionnement suite au nouveau règlement sur les investissements.

35 Dédommagements à des collectivités publiques

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
350 Confédération				
Total	5'677'116	1'477'116	4'200'000	4'229'688

Adaptation de l'indemnité CFF pour les trains régionaux et impact RPT de 944'116 F (compensation par le canton de la baisse des subventions fédérales).

36 Subventions accordées

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
360 Confédération				
Total	835'611	835'611	0	0

Indemnités tarifaires Unireso pour les CFF (part CFF reprise de la nature 365).

363 Propres établissements

Total	161'166'262	13'759'635	147'406'627	139'067'151,70

Regroupement de l'ensemble des natures concernant les TPG, y compris les indemnités tarifaires Unireso (10'510'152 F) et les effets RPT (2'100'693 F). Se trouve également dans la nature 363 une subvention tacite de 258'000 en faveur de la Fondation des parkings (IPSAS).

365 Institutions privées

Total	2'838'942	- 10'627'058	13'466'000	2'272'643,15

Les indemnités tarifaires Unireso pour les TPG et les CFF sont respectivement enregistrées sur les natures 363 et 360.

367 Étranger

Total	2'635'000	1'770'000	865'000	529'460,51

Le groupement local de coopération transfrontalière (GLCT) des transports publics transfrontaliers a été crée en décembre 2006. Il est l'autorité organisatrice des lignes de transports publics transfrontalières (lignes D, F et Y). Auparavant, le budget y relatif était enregistré sur la nature 363.

Éléments budgétaires particuliers

- Impacts IPSAS: 2'427'000 F en charges (études en nature 318) et 546'000 F en revenus.
- Impacts RPT: augmentation des charges de 3'081'837 F et diminution des revenus de 59'800 F.
- Impacts nets transferts d'actifs: 0 F.

06.04.00.00 DIRECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT

Mission

La protection de l'environnement a pour objectif de protéger les hommes, les animaux et les plantes contre les atteintes nuisibles ou incommodantes et de conserver durablement les ressources naturelles. La politique de l'énergie vise à maîtriser et réduire la consommation énergétique et à promouvoir la production et l'utilisation des énergies renouvelables. La mission de la direction générale de l'environnement est de proposer et mettre en œuvre ces deux politiques, ainsi que d'appliquer les législations et les plans de mesures correspondants, notamment le plan OPair (protection de l'air), le plan directeur de l'énergie et le plan de gestion des déchets.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	8'969'639	-1'456'721	10'426'360	10'634'965,50
Effectifs	75.857	-14.143	90.000	75.50

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
314 Entretien des immeubles				
Total	6'000	-3'364'000	-3'370'000	2'361'462,30

Diminution des frais d'entretien des immeubles en raison du transfert de l'exploitation Châtillon à SIG.

318 Honoraires, prestations de service de tiers				
Total	6'644'661	-3'375'629	10'020'290	8'609'837,06

33 Amortissements, provisions, irrécouvrables

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
331 Amortissements ordinaires du patrimoine administratif				
Total	1'779'471	-19'834'264	21'613'735	21'790'700,90

36 Subventions accordées

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
361 Cantons				
Total	2'154'500	354'500	1'800'000	271'951,25

L'augmentation de la subvention accordée au canton en provenance du Fonds énergie des collectivités publiques est entièrement couverte par la redevance SIG.

362 Communes				
Total	1'901'083	501'083	1'400'000	474'600

L'augmentation de la subvention accordée aux communes (+ 351'083 F) en provenance du Fonds énergie des collectivités publiques est entièrement couverte par la redevance SIG.

Suite à la décision de la commission de gestion globale des déchets (15 mars 2007), il est prévu un montant de 150'000 F pour le soutien de projets de communication des communes genevoises. Cette nouvelle subvention est entièrement couverte et autofinancée par la redevance sur les déchets.

42 Revenus des biens

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
422 Capitaux du patrimoine financier				
Total	1'500'000	1'500'000	0	0

Il s'agit de revenus d'intérêts provenant du Fonds des énergies renouvelables encaissés par la Direction de la protection de l'environnement (impact IPSAS).

427 Immeubles du patrimoine administratif				
Total	0	-26'311'883	26'311'883	25'337'320,85

Diminution des revenus suite au transfert d'actifs aux SIG (Usine des Cheneviers).

43 Recettes diverses

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
439 Dissolutions et provisions				
Total	1'600'000	1'600'000	0	204'900

Il s'agit de la dissolution de provisions en faveur du service de géologie.

Éléments budgétaires particuliers

- Impacts liés au nouveau règlement sur les investissements: + 500'000 F liés au transfert d'études du budget des investissements au budget de fonctionnement.
- Impacts IPSAS: la suppression des attributions aux financements spéciaux engendre une diminution de 805'400 F (Fonds énergie des collectivités publiques et Fonds cantonal de gestion des déchets). Par ailleurs, les recettes augmentent de 1'500'000 F (en provenance du Fonds des énergies renouvelables inscrit en bilan).
- Impacts RPT: 0 F.
- Impacts nets transferts d'actifs: diminutions des charges et des revenus de 29'420'143 F (26'311'883 F pour l'Usine des Cheneviers et 3'098'260 pour la Nappe de Vessy).

06.05.00.00 DIRECTION GENERALE DE LA NATURE ET DU PAYSAGE

Mission

Il incombe à la direction générale de la nature et du paysage de garantir durablement au bénéfice de la population genevoise, le développement d'un patrimoine naturel de haute valeur, en particulier au niveau des espèces de la faune et de la flore sauvages - par le maintien et la gestion active d'espaces suffisants**.**

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	8'181'794	-239'506	8'421'300	8'070'913,20
Effectifs	81.426	-2.324	83.750	84.90

37 Subventions redistribuées

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
37x Confédération (370), cantons (371), communes (372) et institutions privées (375)				
Total	995'000	- 1'497'000	2'492'000	1'645'533

Diminution des subventions redistribuées (voir nature 47)

47 Confédération (470), cantons (471), communes (472) et institutions privées (475)

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	995'000	- 1'497'000	2'492'000	1'645'533

Diminution des subventions à redistribuer (voir nature 37)

Éléments budgétaires particuliers

- Impacts liés au nouveau règlement sur les investissements: - 780'500 F liés au transfert du budget de fonctionnement au budget des investissements.
- Impacts IPSAS: la suppression des attributions aux financements spéciaux engendre une diminution des charges de 1'129'920 F. Par ailleurs, se trouvent inscrits en charges (et l'équivalent en recettes pour la contrepartie) des subventions non-monétaires valorisées à hauteur de 220'000 F (Fondation Neptune).
- Impacts RPT: 0 F.
- Impacts nets transferts d'actifs: 0 F.

06.06.00.00 DIRECTION GENERALE DE L'AGRICULTURE

Mission

La direction générale de l'agriculture a pour objectif de:

- mettre en œuvre la politique agricole fédérale et cantonale en apportant notamment un soutien économique à cette branche d'activité ;

- sauvegarder la viabilité des espaces ruraux tout en favorisant une production diversifiée préservant l'environnement, les ressources naturelles et le paysage ;

- promouvoir l'agriculture genevoise et les produits issus de sa région tout en renforçant les liens entre la ville et la campagne, dans une perspective de plus grande proximité ;

- garantir une formation ainsi qu'une vulgarisation agricole de qualité et veiller à l'état sanitaire des cultures ;

- exploiter le vignoble de l'Etat et élaborer le vin aux armoiries de la République et canton de Genève.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	2'802'336	-945'833	3'748'169	3'543'454,20
Effectifs	24.098	-9.10	33.200	32.20

36 Subventions accordées

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
365 Institutions privées				
Total	3'986'150	1'059''650	2'926'500	2'321'007,70

Subventions liées à la promotion agricole et aux améliorations structurelles en provenance de fonds inscrits jusqu'alors en bilan (effet IPSAS).

43 Recettes diverses

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
434 Redevances d'utilité et prestations de service				
Total	710'000	+679'000	31'000	28'274,00

Il s'agit de redevances inscrites auparavant dans les fonds et financements spéciaux.

Éléments budgétaires particuliers

- Impacts IPSAS : en raison de Fonds (de promotion et de compensation) inscrits jusqu'alors en bilan, et de subvention non-monétaires valorisées, les charges augmentent de 3'351'150 F, et les recettes de 1'955'150 F.
- Impacts RPT : baisse des subventions de 52'000 F.
- Impacts nets transferts d'actifs : 0 F.

06.08.00.00 DIRECTION GENERALE DE L'EAU

Mission

1. Observer et rapporter

DomEau rapporte sur l'état qualitatif et quantitatif des eaux superficielles du canton, des influences humaines qu'elles subissent et des risques qu'elles représentent pour la population. Ces connaissances sont complétées par une veille environnementale, légale et technique.

2. Protéger

DomEau est un acteur essentiel en matière de protection des personnes et des biens contre les atteintes dommageables dues à l'eau. Il assure également la protection des cours d'eau et des rives contre les atteintes anthropiques et participe activement à la protection de la ressource eau potable.

3. Restaurer

En s'impliquant au niveau cantonal et transfrontalier, DomEau contribue à la restauration du cycle de l'eau en milieu urbain et rural, des cours d'eau et de leurs rives ainsi que des ressources en eau.

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301 Traitements du personnel				
Total	8'698'012	7'280'052	1'417'960	616'780,10
Effectifs	78.181	-8.369	86.550	104.35

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
318 Honoraires, prestations de service de tiers				
Total	2'850'500	-2'550'235	5'400'735	4'617'282,10

Diminutions des honoraires en raison du transfert d'actifs SIG.

33 Amortissements, provisions, irrécouvrables

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
331 Amortissements ordinaires du patrimoine administratif				
Total	1'472'670	- 13'198'760	14'626'430	14'216'093,75

Diminution des amortissements ordinaires du patrimoine administratif en raison du transfert d'actifs SIG.

34 Parts et contribution sans affectation

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
340 Parts des communes aux recettes				
Total	4'300'000	4'300'000	0	0

41 Patentes et concessions

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
410 Patentes				

Total	11'692'000	5'072'000	6'620'000	5'511'061,40

Nouvelles redevances sur les captages à des fins de production d'eau potable.

42 Revenus des biens

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
427 Immeubles du patrimoine administratif				
Total	75'000	-24'064'390	24'139'390	23'684'433,47

Diminution des revenus suite aux transferts d'actifs SIG.

43 Recettes diverses

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
436 Dédommagements de tiers				
Total	13'151'260	13'030'260	121'000	98'413,30

Produits de refacturations diverses aux SIG (salaires et fournitures).

46 Subventions acquises

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
460 Confédération				
Total	1'254'000	749'000	505'000	1'106'018

Augmentation des subventions en provenance de la Confédération, liée à la RPT.

Éléments budgétaires particuliers

- Impacts liés au nouveau règlement sur les investissements: transfert du budget de fonctionnement au budget d'investissements liés de 97'500 F (auparavant inscrits sous la nature 31).
- Impacts IPSAS : la suppression des attributions aux financements spéciaux engendre une diminution des charges de 590'000 F et des recettes de 2'572'879 F.
- Impacts RPT : 754'000 F de recettes supplémentaires.
- Impacts nets transferts d'actifs : diminution des charges de 105'324'665 F et des revenus de 114'185'107 F.

06.10.00.00 DIRECTION GENERALE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Mission

La direction générale de l'aménagement du territoire est chargée de contribuer à l'élaboration de la politique de l'aménagement du territoire et de la mettre en œuvre. Son objectif est d'aménager le territoire de manière concertée et de créer et maintenir un cadre de vie attractif, en assurant une utilisation rationnelle du sol, qui favorise le développement des activités économiques, sociales et culturelles et mette en valeur l'environnement naturel et bâti.

La politique d'aménagement du territoire est définie notamment dans la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT) et sa loi cantonale d'application (LaLAT), ainsi que dans le plan directeur cantonal établi en vertu de cette législation.

La direction générale de l'aménagement du territoire a pour mission de coordonner la planification des infrastructures et les politiques publiques ayant une incidence sur l'organisation de l'espace, d'établir les conditions nécessaires aux projets d'aménagement privés, tout en ménageant l'intérêt général de la collectivité. Il la conduit dans une vision prospective, respectant l'héritage culturel du développement urbain propre à Genève, tout en l'ouvrant à son contexte transfrontalier.

Budget du service

30	**Charges de personnel**				
		Budget 2008	**Variation 2008/2007**	**Budget 2007**	**Comptes 2006**
301	**Traitements du personnel**				
	Total	5'625'241	-272'339	5'897'580	5'660'105,20
	Effectifs	44.942	-2.558	47.500	49.50
31	**Dépenses générales**				
		Budget 2008	**Variation 2008/2007**	**Budget 2007**	**Comptes 2006**
318	**Honoraires, prestations de service de tiers**				
	Total	2'117'303	619'282	1'498'021	1'607'11,51

Honoraires liés au projet d'agglomération franco valdo genevois.

Éléments budgétaires particuliers

- Impacts IPSAS: augmentation des charges de 850'000 F, soit 700'000 F d'imputations internes au titre de compensations financières d'aménagement et 150'000 F d'honoraires, et augmentation des revenus de 200'000 F, liée à la part Etat des taxes d'équipement qui passent du bilan au fonctionnement.
- Impacts RPT : 0 F.
- Impacts nets transferts d'actifs : 0 F.

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.00.00.00	**TERRITOIRE**						
3	**CHARGES**	**361.378.052**		**-115.512.292**	**-24,2**	**476.890.344**	**477.496.731,18**
4	**REVENUS**		**103.766.904**	**-140.373.888**	**-57,5**	**244.140.792**	**247.610.670,64**
	COUVERTURE en F	**-257.611.148**		**-24.861.596**		**-232.749.552**	**-229.886.060,54**
	COUVERTURE en %	**28,71%**			**-22,5**	**51,19%**	**51,86%**
06.01.00.00	**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**						
3	**CHARGES**	**25.814.044**		**32.935.924**	**-462,5**	**-7.121.880**	**5.740.523,46**
4	**REVENUS**		**16.572.841**	**15.419.291**	**NS**	**1.153.550**	**1.685.343,11**
	COUVERTURE en F	**-9.241.203**		**-17.516.633**		**8.275.430**	**-4.055.180,35**
	COUVERTURE en %	**64,20%**			**80,4**	**-16,20%**	**29,36%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	5.802.476		-232.929	-3,9	6.035.405	7.042.396,85
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	4.107.020		2.814.692	217,8	1.292.328	1.039.858,58
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	1.400.000		1.245.613	806,8	154.387	139.162,12
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	1.397.000		1.249.613	847,8	147.387	139.000,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	1.000		-1.000	-50,0	2.000	
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	2.000		-3.000	-60,0	5.000	162,12
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	10.603.313		26.313.313	-167,5	-15.710.000	-3.578.898,00
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	9.000.000		9.000.000	ND		
0104	INDEMNITÉ DE RESTRUCTURATION DÉCHETS SPÉCIAUX SIG	9.000.000		9.000.000	ND		
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	1.603.313		313.313	24,3	1.290.000	1.421.102,00
0131	SUBVENTIONS ASSOCIATIONS DIVERSES	32.500		-57.500	-63,9	90.000	72.500,00
1014	SUBVENTIONS CGN	1.345.000		145.000	12,1	1.200.000	1.348.602,00
0102	SUBVENTION TACITE CGN, PRÊT	204.849		204.849	ND		
0104	SUBVENTION NON MONÉTAIRE - CGN - INTÉRÊT SUR PRÊTS	20.964		20.964	ND		
369	SUBVENTIONS REMBOURSÉES			17.000.000	-100,0	-17.000.000	-5.000.000,00
0101	SUBVENTIONS PRISES EN CHARGE PAR LE FEC			17.000.000	-100,0	-17.000.000	-5.000.000,00
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	600.000		40.000	7,1	560.000	580.912,00
375	INSTITUTIONS PRIVÉES	600.000		40.000	7,1	560.000	580.912,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	3.301.235		2.755.235	504,6	546.000	517.091,91
42	REVENUS DES BIENS		15.320.563	15.320.413	NS	150	276.294,47
43	RECETTES DIVERSES		580.650	-3.000	-0,5	583.650	809.083,90
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						437.600,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.01.00.00	**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL** (Suite)						
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER		600.000	40.000	7,1	560.000	580.912,00
472	COMMUNES		600.000	40.000	7,1	560.000	580.912,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		71.628	61.878	634,6	9.750	19.052,74
06.02.00.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'INTÉRIEUR**						
3	**CHARGES**	**13.608.158**		**-500.044**	**-3,5**	**14.108.202**	**19.346.061,09**
4	**REVENUS**		**5.345.524**	**-11.389.614**	**-68,1**	**16.735.138**	**16.334.964,64**
	COUVERTURE en F	**-8.262.634**		**-10.889.570**		**2.626.936**	**-3.011.096,45**
	COUVERTURE en %	**39,28%**			**-79,3**	**118,62%**	**84,44%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	9.028.481		652.581	7,8	8.375.900	6.866.669,00
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	1.393.016		-181.536	-11,5	1.574.552	764.961,94
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	376.000		-1.324.650	-77,9	1.700.650	9.617.467,26
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	376.000		-1.324.650	-77,9	1.700.650	6.120.842,65
338	PROVISIONS ET RÉSERVES						450.871,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES						3.045.753,61
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	1.800		0	0,0	1.800	1.089,00
351	CANTONS	1.800		0	0,0	1.800	1.089,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	1.155.500		151.000	15,0	1.004.500	796.171,80
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	379.000		151.000	66,2	228.000	218.861,80
0105	HABILLEMENT ET ÉQUIPEMENT DES MUSIQUES CANTONALES	6.000		0	0,0	6.000	
0203	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AUX MUSIQUES CANTONALES	60.000		0	0,0	60.000	60.000,00
0302	RÉTRIBUTION DES CHEFS DE MUSIQUE	163.000		1.000	0,6	162.000	158.861,80
0103	SUBVENTION TACITE ELITE CORPS DE MUSIQUE, LOCAUX	75.000		75.000	ND		
0104	SUBVENTION TACITE LANDWEHR CORPS DE MUSIQUE, LOCAUX	75.000		75.000	ND		
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	526.500		0	0,0	526.500	254.300,00
0312	CÉRÉMONIE À LA MÉMOIRE DES SOLDATS MORTS AU SERVICE DU PAYS (MON - REPOS)	500		0	0,0	500	500,00
0614	MUSÉE MILITAIRE GENEVOIS	54.000		0	0,0	54.000	54.000,00
0716	VIEUX ARTILLEURS (ENTRETIEN DES UNIFORMES)	2.000		0	0,0	2.000	2.000,00
9601	PROJETS RÉGIONAUX ET TRANSFRONTALIERS	140.000		140.000	ND		
9602	GLCT - RECTANGLE D'OR			-80.000	-100,0	80.000	
9814	GLCT - TÉLÉPHÉRIQUE DU SALÈVE	300.000		0	0,0	300.000	150.000,00
9912	AUTRES SUBVENTIONS	30.000		-60.000	-66,7	90.000	47.800,00
367	ETRANGER	250.000		0	0,0	250.000	323.010,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.02.00.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'INTÉRIEUR** (Suite)						
0214	INTERREG IV	250.000		0	0,0	250.000	323.010,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.653.361		202.561	14,0	1.450.800	1.299.702,09
42	REVENUS DES BIENS		383.000	-10.777.000	-96,6	11.160.000	10.756.120,47
43	RECETTES DIVERSES		1.943.651	-441.137	-18,5	2.384.788	1.720.572,80
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS			-50.000	-100,0	50.000	225.731,00
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		2.955.760	-34.240	-1,1	2.990.000	3.819.965,00
450	CONFÉDÉRATION		2.955.760	-34.240	-1,1	2.990.000	3.819.965,00
46	SUBVENTIONS ACQUISES		10.000	0	0,0	10.000	13.300,00
460	CONFÉDÉRATION		10.000	0	0,0	10.000	13.300,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		53.113	-137.237	-72,1	190.350	25.006,37
06.03.00.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA MOBILITÉ**						
3	**CHARGES**	**198.017.920**		**9.764.382**	**5,2**	**188.253.538**	**171.861.624,58**
4	**REVENUS**		**8.793.441**	**750.240**	**9,3**	**8.043.201**	**7.455.666,69**
	COUVERTURE en F	**-189.224.479**		**-9.014.142**		**-180.210.337**	**-164.405.957,89**
	COUVERTURE en %	**4,44%**			**0,2**	**4,27%**	**4,34%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	7.547.402		126.942	1,7	7.420.460	6.480.529,95
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	7.091.500		2.230.060	45,9	4.861.440	3.885.847,15
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	8.971.908		252.727	2,9	8.719.181	12.133.658,10
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	8.971.908		252.727	2,9	8.719.181	12.045.873,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES						84.690,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES						3.095,10
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	5.677.116		1.477.116	35,2	4.200.000	4.229.688,00
350	CONFÉDÉRATION	5.677.116		1.477.116	35,2	4.200.000	4.229.688,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	167.475.815		5.738.188	3,5	161.737.627	141.869.255,36
360	CONFÉDÉRATION	835.611		835.611	ND		
0116	INDEMNITÉS TARIFAIRES UNIRESO POUR LE CFF	835.611		835.611	ND		
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	161.166.262		13.759.635	9,3	147.406.627	139.067.151,70
0107	AUGMENTATION SUBVENTION AUX TPG DUE AU TRANSFERT D'ACTIFS			-5.300.936	-100,0	5.300.936	
0113	TRANSPORTS PUBLICS GENEVOIS	160.908.262		160.908.262	ND		

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.03.00.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA MOBILITÉ** (Suite)						
0114	ENVELOPPE BUDGÉTAIRE TPG POUR LE TRAFIC D'AGGLOMÉRATION			-132.605.691	-100,0	132.605.691	116.015.342,70
0212	SUBVENTION SPÉCIALE POUR LE RENOUVELLEMENT DU MATÉRIEL ROULANT						12.000.000,00
0511	INDEMNITÉS AUX TPG POUR LE TRAFIC RÉGIONAL			-9.500.000	-100,0	9.500.000	9.203.400,00
0601	RESTITUTION RÉSULTAT						1.848.409,00
0221	SUBVENTION FONDATION DES PARKINGS	258.000		258.000	ND		
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	2.838.942		-10.627.058	-78,9	13.466.000	2.272.643,15
0124	SOCIÉTÉ DES MOUETTES GENEVOISES NAVIGATION SA	1.896.960		160.960	9,3	1.736.000	1.834.997,65
0404	INDEMNITÉS AUX TPN POUR LE TRAFIC RÉGIONAL	207.028		27.028	15,0	180.000	96.531,50
0502	FRAIS COMMUNAUTÉ TARIFAIRE	300.000		-10.550.000	-97,2	10.850.000	321.114,00
0602	GARANTIE POUR DIMINUTION DES CONTRIBUTIONS FÉDÉRALES (PAB)	351.954		-348.046	-49,7	700.000	20.000,00
8002	SUBVENTIONS DIVERSES	80.000		80.000	ND		
0105	SUBVENTION NON MONÉTAIRE - FONDATION DES PARKINGS - CAPITAL DE DOTATION	3.000		3.000	ND		
367	ETRANGER	2.635.000		1.770.000	204,6	865.000	529.460,51
0114	INDEMNITÉS À LA SCNF POUR LES TRAINS RÉGIONAUX	630.000		-60.000	-8,7	690.000	529.460,51
0402	PARTICIPATION LIGNES TC CONSEIL GÉNÉRAL 74 (GLCT)	2.005.000		1.830.000	NS	175.000	
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.254.179		-60.651	-4,6	1.314.830	3.262.646,02
42	REVENUS DES BIENS		7.926.000	262.216	3,4	7.663.784	7.000.000,00
43	RECETTES DIVERSES		452.200	289.133	177,3	163.067	237.103,85
46	SUBVENTIONS ACQUISES		415.200	245.200	144,2	170.000	218.520,25
460	CONFÉDÉRATION		130.200	-39.800	-23,4	170.000	193.024,00
461	CANTONS		285.000	285.000	ND		25.496,25
49	IMPUTATIONS INTERNES		41	-46.309	-99,9	46.350	42,59
06.04.00.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT**						
3	**CHARGES**	**27.998.507**		**-37.340.472**	**-57,1**	**65.338.979**	**66.134.195,47**
4	**REVENUS**		**12.303.530**	**-36.743.299**	**-74,9**	**49.046.829**	**48.281.053,31**
	COUVERTURE en F	**-15.694.977**		**597.173**		**-16.292.150**	**-17.853.142,16**
	COUVERTURE en %	**43,94%**			**-31,1**	**75,07%**	**73,00%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	10.779.009		-1.784.881	-14,2	12.563.890	12.933.819,55
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	7.680.041		-7.804.959	-50,4	15.485.000	13.050.081,67

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.04.00.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT** (Suite)						
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	1.780.471		-19.834.264	-91,8	21.614.735	21.809.848,22
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	1.779.471		-19.834.264	-91,8	21.613.735	21.790.700,90
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	1.000		0	0,0	1.000	19.147,32
34	PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION	100.000		0	0,0	100.000	126.723,75
340	PART DES COMMUNES AUX RECETTES	100.000		0	0,0	100.000	126.723,75
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	79.820		79.820	ND		
352	COMMUNES	79.820		79.820	ND		
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	5.155.583		797.583	18,3	4.358.000	1.887.308,75
360	CONFÉDÉRATION			-58.000	-100,0	58.000	40.757,50
0115	SUBVENTIONS ETAT DE GENÈVE AU PROGRAMME CONFÉDÉRATION / CANTON			-28.000	-100,0	28.000	25.083,00
0212	SUBVENTIONS DE L'ETAT DE GENÈVE AUX CENTRES INFOÉNERGIE			-30.000	-100,0	30.000	15.674,50
361	CANTONS	2.154.500		354.500	19,7	1.800.000	271.951,25
0115	SUBVENTIONS ACCORDÉES AU CANTON	2.154.500		354.500	19,7	1.800.000	271.951,25
362	COMMUNES	1.901.083		501.083	35,8	1.400.000	474.600,00
0111	SOUTIEN AUX ACTIVITÉS D'INFORMATION, DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION AUX COMMUNES GENEVOISES	150.000		150.000	ND		
0113	SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX COMMUNES	1.751.083		351.083	25,1	1.400.000	474.600,00
364	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	1.100.000		0	0,0	1.100.000	1.100.000,00
0117	SOUTIEN AUX ACTIVITÉS D'INFO DE SENSIBILISATION DE FORMATION À LA SADEC	100.000		0	0,0	100.000	100.000,00
0314	SUBVENTIONS POUR L'ENCOURAGEMENT À L'UTILISATION D'ÉNERGIES RENOUVELABLES ET À L'UTILISATION RATIONNELLE DE L'ÉNERGIE	1.000.000		0	0,0	1.000.000	500.000,00
0414	SUBVENTIONS POUR L'ENCOURAGEMENT AU RECOURS À L'ÉNERGIE RENOUVELABLE						500.000,00
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	350.000		178.000	103,5	172.000	192.709,00
371	CANTONS	70.000		35.600	103,5	34.400	
372	COMMUNES	70.000		35.600	103,5	34.400	33.344,00
374	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	70.000		35.600	103,5	34.400	
375	INSTITUTIONS PRIVÉES	70.000		35.600	103,5	34.400	26.100,00
376	PERSONNES PHYSIQUES	70.000		35.600	103,5	34.400	133.265,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.04.00.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT** (Suite)						
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-2.423.083	-100,0	2.423.083	7.104.490,94
380	VERSEMENT SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-2.423.083	-100,0	2.423.083	7.104.490,94
39	IMPUTATIONS INTERNES	2.073.583		-6.548.688	-76,0	8.622.271	9.029.213,59
41	PATENTES ET CONCESSIONS			-25.000	-100,0	25.000	27.467,36
410	PATENTES			-25.000	-100,0	25.000	27.467,36
42	REVENUS DES BIENS		1.500.000	-24.811.883	-94,3	26.311.883	25.337.322,49
43	RECETTES DIVERSES		10.199.000	-6.825.618	-40,1	17.024.618	18.025.747,53
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		1.600.000	1.600.000	ND		204.900,00
46	SUBVENTIONS ACQUISES		210.000	-500.000	-70,4	710.000	309.706,25
460	CONFÉDÉRATION		210.000	-500.000	-70,4	710.000	309.706,25
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER		350.000	178.000	103,5	172.000	192.709,00
470	CONFÉDÉRATION		350.000	178.000	103,5	172.000	192.709,00
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-1.071.642	-100,0	1.071.642	416.787,11
480	PRÉLÈVEMENTS SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-1.071.642	-100,0	1.071.642	416.787,11
49	IMPUTATIONS INTERNES		44.530	-3.687.156	-98,8	3.731.686	3.971.313,57
06.05.00.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA NATURE ET DU PAYSAGE**						
3	**CHARGES**	**18.071.414**		**-2.961.881**	**-14,1**	**21.033.295**	**19.834.383,53**
4	**REVENUS**		**7.706.758**	**-1.722.206**	**-18,3**	**9.428.964**	**9.618.867,90**
	COUVERTURE en F	**-10.364.656**		**1.239.675**		**-11.604.331**	**-10.215.515,63**
	COUVERTURE en %	**42,65%**			**-2,2**	**44,83%**	**48,50%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	9.933.824		-229.026	-2,3	10.162.850	9.743.600,13
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	3.794.950		-573.278	-13,1	4.368.228	4.217.068,57
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	272.000		-180.000	-39,8	452.000	607.751,61
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	272.000		-44.000	-13,9	316.000	198.610,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES			-131.000	-100,0	131.000	222.346,28
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES			-5.000	-100,0	5.000	186.795,33
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	595.100		190.000	46,9	405.100	277.957,50

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.05.00.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA NATURE ET DU PAYSAGE** (Suite)						
362	COMMUNES	52.000		0	0,0	52.000	23.326,00
7014	SUBVENTIONS AUX COMMUNES (LIÉES AUX SUBVENTIONS FÉDÉRALES)	52.000		0	0,0	52.000	23.326,00
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	190.000		190.000	ND		
0108	MISE À DISPOSITION DE PERSONNEL À LA FONDATION NEPTUNE	190.000		190.000	ND		
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	353.100		0	0,0	353.100	254.631,50
7018	SUBVENTIONS DIVERSES	43.000		33.000	330,0	10.000	
7117	SUBVENTIONS DIVERSES (LIÉES AUX SUBVENTIONS FÉDÉRALES)			-33.000	-100,0	33.000	15.000,00
7912	INDEMNITÉS AUX PÊCHEURS PROFESSIONNELS POUR L'ÉCOULEMENT DU POISSON BLANC	2.100		0	0,0	2.100	1.600,00
8213	SUBVENTIONS RELATIVES À LA NATURE ET AUX SITES NATURELS	38.000		0	0,0	38.000	11.250,00
8311	SUBVENTIONS RELATIVES À L'ÉDUCATION À LA NATURE	10.000		0	0,0	10.000	35.024,00
8312	SUBVENTIONS RELATIVES À LA FAUNE	30.000		-30.000	-50,0	60.000	35.597,20
8412	SUBVENTIONS SUITE AUX DÉGATS CAUSÉS PAR DES SANGLIERS						135.250,85
8511	SUBVENTIONS LIÉS AUX DÉGATS DUS À LA FAUNE	200.000		0	0,0	200.000	20.909,45
0101	SUBVENTION TACITE FONDATION NEPTUNE, DOTATION	30.000		30.000	ND		
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	995.000		-1.497.000	-60,1	2.492.000	1.645.533,00
371	CANTONS	665.000		-1.529.000	-69,7	2.194.000	1.570.150,00
372	COMMUNES	125.000		32.000	34,4	93.000	65.618,00
375	INSTITUTIONS PRIVÉES	205.000		0	0,0	205.000	9.765,00
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-287.517	-100,0	287.517	445.593,20
380	VERSEMENT SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-287.517	-100,0	287.517	445.593,20
39	IMPUTATIONS INTERNES	2.480.540		-385.060	-13,4	2.865.600	2.896.879,52
41	PATENTES ET CONCESSIONS		330.000	20.000	6,5	310.000	248.956,00
410	PATENTES		330.000	20.000	6,5	310.000	248.956,00
42	REVENUS DES BIENS		1.311.300	40.000	3,1	1.271.300	2.263.391,68
43	RECETTES DIVERSES		3.471.000	724.986	26,4	2.746.014	2.895.723,42
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS			-500	-100,0	500	321.152,93
46	SUBVENTIONS ACQUISES		700.000	338.000	93,4	362.000	348.225,00
460	CONFÉDÉRATION		700.000	338.000	93,4	362.000	318.225,00
461	CANTONS						30.000,00
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER		995.000	-1.497.000	-60,1	2.492.000	1.645.533,00
470	CONFÉDÉRATION		995.000	-1.497.000	-60,1	2.492.000	1.645.533,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.05.00.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA NATURE ET DU PAYSAGE** (Suite)						
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX						211.693,30
480	PRÉLÈVEMENTS SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX						211.693,30
49	IMPUTATIONS INTERNES		899.458	-1.348.192	-60,0	2.247.650	2.005.345,50
06.06.00.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AGRICULTURE**						
3	**CHARGES**	**34.001.751**		**402.649**	**1,2**	**33.599.102**	**31.461.420,14**
4	**REVENUS**		**26.194.606**	**2.102.438**	**8,7**	**24.092.168**	**22.907.215,75**
	COUVERTURE en F	**-7.807.145**		**1.699.789**		**-9.506.934**	**-8.554.204,39**
	COUVERTURE en %	**77,04%**			**5,3**	**71,70%**	**72,81%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	3.515.676		-1.137.713	-24,4	4.653.389	4.398.956,70
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	744.920		-144.643	-16,3	889.563	677.513,75
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	487.000		29.000	6,3	458.000	423.698,74
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	472.000		34.000	7,8	438.000	423.695,62
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	10.000		-5.000	-33,3	15.000	
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	5.000		0	0,0	5.000	3,12
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	35.000		-200.000	-85,1	235.000	173.827,30
351	CANTONS	35.000		0	0,0	35.000	30.001,65
352	COMMUNES			-200.000	-100,0	200.000	143.825,65
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	4.729.150		1.441.150	43,8	3.288.000	2.681.882,80
362	COMMUNES	205.000		187.000	NS	18.000	3.259,00
7210	AMÉLIORATIONS FONCIÈRES	200.000		200.000	ND		
8010	LUTTE OBLIGATOIRE CONTRE LES MALADIES ET LES RAVAGEURS	5.000		-13.000	-72,2	18.000	3.259,00
364	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	538.000		194.500	56,6	343.500	357.616,10
7210	AMÉLIORATIONS FONCIÈRES	250.000		250.000	ND		
7310	AGRIDEA	500		-52.000	-99,0	52.500	51.347,00
7410	CENTRALE SUISSE DE CULTURE MARAICHÈRE	9.000		0	0,0	9.000	8.650,00
7510	AGRI GENÈVE, VULGARISATION	163.000		0	0,0	163.000	163.000,00
7610	UNION MARAICHÈRE DE GENÈVE, VULGARISATION	91.000		0	0,0	91.000	91.000,00
7710	RECHERCHE ET VULGARISATION BIOLOGIQUE	7.000		-3.000	-30,0	10.000	
8910	SERVICE DE CONSULTATION EN MATIÈRE D'ÉCONOMIE LAITIÈRE						31.161,10
9110	CENTRE NATIONAL DU CHEVAL	5.000		0	0,0	5.000	5.000,00
9210	OFFICE INTERCANTONAL DE CERTIFICATION	7.500		-500	-6,3	8.000	7.458,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.06.00.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AGRICULTURE** (Suite)						
9911	SUBVENTIONS DIVERSES	5.000		0	0,0	5.000	
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	3.986.150		1.059.650	36,2	2.926.500	2.321.007,70
0120	MESURES D'URGENCE EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE GENEVOISE						-176.175,40
0222	SUBVENTION AU FONDS DE COMPENSATION AGRICOLE			-300.000	-100,0	300.000	300.000,00
0320	PROMOTION AGRICOLE	2.240.000		570.000	34,1	1.670.000	1.670.000,00
1017	MODES DE PRODUCTION ET MATIÈRES PREMIÈRES RENOUVELABLES	50.000		0	0,0	50.000	20.000,00
1116	PRÉSERVATION ESPACE RURAL ET RESSOURCES NATURELLES	222.000		127.000	133,7	95.000	
2220	AMÉLIORATIONS STRUCTURELLES	600.000		600.000	ND		
7210	AMÉLIORATIONS FONCIÈRES	40.000		0	0,0	40.000	18.725,20
7813	SOCIETÉS ET ORGANISATIONS AGRICOLES	106.000		94.500	821,7	11.500	10.365,50
8012	LUTTE OBLIGATOIRE CONTRE LES MALADIES ET LES RAVAGEURS	30.000		5.000	20,0	25.000	
8212	SUBVENTIONS À L'AOVG			-32.000	-100,0	32.000	32.000,00
8711	ENCOURAGEMENT À LA PRODUCTION ANIMALE	100.000		0	0,0	100.000	69.054,40
9311	CONTRIBUTIONS POUR DES PRESTATIONS ÉCOLOGIQUES	420.000		-180.000	-30,0	600.000	377.038,00
9912	AUTRES SUBVENTIONS	3.000		0	0,0	3.000	
0103	SUBVENTION TACITE OFFICE DE PROMOTION DES PRODUITS AGRICOLES DE GENÈVE, DOTATION	150		150	ND		
0407	SUBVENTION NON MONÉTAIRE, PRESTATIONS DE SERVICE ET MISE À DISPOSITION DE LOCAUX EN FAVEUR DE L'OPAGE	90.000		90.000	ND		
2420	SUBVENTION NON MONÉTAIRE, PRÊTS CANTONAUX, DE DÉSENDETTEMENT ET AEP À TAUX D'INTÉRÊTS 0%	85.000		85.000	ND		
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	23.117.800		363.800	1,6	22.754.000	21.919.141,70
371	CANTONS	1.000		0	0,0	1.000	
372	COMMUNES	110.000		74.000	205,6	36.000	6.518,00
374	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	200.000		200.000	ND		
375	INSTITUTIONS PRIVÉES	22.806.800		89.800	0,4	22.717.000	21.912.623,70
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.372.205		51.055	3,9	1.321.150	1.186.399,15
41	PATENTES ET CONCESSIONS			-2.000	-100,0	2.000	1.305,00
410	PATENTES			-2.000	-100,0	2.000	1.305,00
42	REVENUS DES BIENS		125.150	125.150	ND		0,25
43	RECETTES DIVERSES		1.402.800	559.282	66,3	843.518	770.718,20
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		5.000	0	0,0	5.000	4.826,80
46	SUBVENTIONS ACQUISES		226.000	-88.000	-28,0	314.000	207.513,70
460	CONFÉDÉRATION		226.000	-88.000	-28,0	314.000	207.513,70
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER		23.117.800	363.800	1,6	22.754.000	21.919.141,70

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.06.00.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AGRICULTURE** (Suite)						
470	CONFÉDÉRATION		23.117.800	363.800	1,6	22.754.000	21.919.141,70
49	IMPUTATIONS INTERNES		1.322.856	1.144.206	640,5	178.650	8.536,90
06.08.00.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'EAU**						
3	**CHARGES**	**29.140.545**		**-19.500.565**	**-40,1**	**48.641.110**	**39.974.486,77**
4	**REVENUS**		**26.649.726**	**-11.630.779**	**-30,4**	**38.280.505**	**36.233.773,52**
	COUVERTURE en F	**-2.490.819**		**7.869.786**		**-10.360.605**	**-3.740.713,25**
	COUVERTURE en %	**91,45%**			**12,8**	**78,70%**	**90,64%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	10.387.322		8.694.352	513,6	1.692.970	736.966,40
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	6.416.382		-2.041.808	-24,1	8.458.190	6.685.422,21
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	1.428.670		-13.197.760	-90,2	14.626.430	14.216.093,78
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	1.427.670		-13.198.760	-90,2	14.626.430	14.216.093,75
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	1.000		1.000	ND		0,03
34	PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION	4.300.000		4.300.000	ND		
340	PART DES COMMUNES AUX RECETTES	4.300.000		4.300.000	ND		
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	70.000		-15.000	-17,6	85.000	50.945,25
350	CONFÉDÉRATION	70.000		-15.000	-17,6	85.000	50.945,25
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	1.530.000		-20.000	-1,3	1.550.000	978.756,24
360	CONFÉDÉRATION			-20.000	-100,0	20.000	
0112	PARTICIPATION À LA CONFÉDÉRATION			-20.000	-100,0	20.000	
362	COMMUNES	200.000		0	0,0	200.000	135.000,00
0113	SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX COMMUNES	200.000		0	0,0	200.000	135.000,00
364	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	170.000		0	0,0	170.000	165.000,00
8511	SUBVENTIONS MANOEUVRE DU SEUJET	170.000		0	0,0	170.000	165.000,00
366	PERSONNES PHYSIQUES	50.000		0	0,0	50.000	38.248,00
7010	PARTICIPATION À DES PRIVÉS	50.000		0	0,0	50.000	38.248,00
367	ETRANGER	1.110.000		0	0,0	1.110.000	640.508,24
0211	CIPEL	110.000		0	0,0	110.000	96.943,25
7010	PARTICIPATION DU CANTON DE GENÈVE DANS LE CADRE DES CONTRATS DE RIVIÈRES TRANSFRONTALIERS	1.000.000		0	0,0	1.000.000	543.564,99
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX						1.687.364,63

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.08.00.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'EAU** (Suite)						
380	VERSEMENT SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX						1.687.364,63
39	IMPUTATIONS INTERNES	5.008.171		-17.220.349	-77,5	22.228.520	15.618.938,26
41	PATENTES ET CONCESSIONS		11.692.000	5.072.000	76,6	6.620.000	5.511.061,40
410	PATENTES		11.692.000	5.072.000	76,6	6.620.000	5.511.061,40
42	REVENUS DES BIENS		75.000	-24.064.390	-99,7	24.139.390	23.684.433,47
43	RECETTES DIVERSES		13.244.860	13.065.513	NS	179.347	135.883,90
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		85.000	0	0,0	85.000	71.825,20
451	CANTONS		70.000	0	0,0	70.000	54.204,60
452	COMMUNES		15.000	0	0,0	15.000	17.620,60
46	SUBVENTIONS ACQUISES		1.304.000	749.000	135,0	555.000	1.342.421,06
460	CONFÉDÉRATION		1.254.000	749.000	148,3	505.000	1.106.018,00
461	CANTONS						210.285,20
467	SUBVENTIONS ÉTRANGERS		50.000	0	0,0	50.000	26.117,86
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-141.118	-100,0	141.118	
480	PRÉLÈVEMENTS SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-141.118	-100,0	141.118	
49	IMPUTATIONS INTERNES		248.866	-6.311.784	-96,2	6.560.650	5.488.148,49
06.10.00.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**						
3	**CHARGES**	**14.725.713**		**-1.023.682**	**-6,5**	**15.749.395**	**10.557.034,86**
4	**REVENUS**		**200.478**	**128.644**	**179,1**	**71.834**	**317.298,80**
	COUVERTURE en F	**-14.525.235**		**1.152.326**		**-15.677.561**	**-10.239.736,06**
	COUVERTURE en %	**1,36%**			**0,9**	**0,46%**	**3,01%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	6.792.851		-327.819	-4,6	7.120.670	6.843.547,95
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	2.441.453		774.479	46,5	1.666.974	1.698.250,66
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	3.259.609		-1.959.642	-37,5	5.219.251	344.500,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	3.259.609		-1.959.642	-37,5	5.219.251	331.000,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES						13.500,00
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	250.000		0	0,0	250.000	71.500,00
352	COMMUNES	250.000		0	0,0	250.000	71.500,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.10.00.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE** (Suite)						
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES						20.000,00
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS						20.000,00
7150	UNIVERSITE POUR JOURNAL D'ARCHITECTURES (FACES)						20.000,00
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-700.000	-100,0	700.000	700.000,00
381	DOTATIONS AUX FONDS SPÉCIAUX			-700.000	-100,0	700.000	700.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.981.800		1.189.300	150,1	792.500	879.236,25
43	RECETTES DIVERSES		200.000	158.266	379,2	41.734	316.973,90
49	IMPUTATIONS INTERNES		478	-29.622	-98,4	30.100	324,90

Récapitulation du département
SOLIDARITÉ ET EMPLOI

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.00.00.00	**SOLIDARITÉ ET EMPLOI**						
3	**CHARGES**	**1.537.628.244**		**-9.407.105**	**-0,6**	**1.547.035.349**	**1.604.203.957,90**
4	**REVENUS**		**364.992.111**	**93.600.641**	**34,5**	**271.391.470**	**320.787.021,17**
	COUVERTURE en F	**-1.172.636.133**		**103.007.746**		**-1.275.643.879**	**-1.283.416.936,73**
	COUVERTURE en %	**23,74%**			**6,2**	**17,54%**	**20,00%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	85.875.684		678.014	0,8	85.197.670	83.143.772,91
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	5.542.827		-522.793	-8,6	6.065.620	3.954.245,38
32	INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS						418,00
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	17.680.066		34.716	0,2	17.645.350	95.676.021,34
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	108.270.000		-11.875.200	-9,9	120.145.200	138.436.086,32
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	1.297.025.718		-8.624.291	-0,7	1.305.650.009	1.263.482.610,07
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	1.200.000		0	0,0	1.200.000	189.006,00
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX						859.804,62
39	IMPUTATIONS INTERNES	22.033.949		10.902.449	97,9	11.131.500	18.461.993,26
40	IMPÔTS		13.887.804	13.887.804	ND		18.599.983,39
41	PATENTES ET CONCESSIONS		50.000	-20.000	-28,6	70.000	48.950,00
42	REVENUS DES BIENS		26.351.700	1.942.000	8,0	24.409.700	46.891.871,87
43	RECETTES DIVERSES		83.231.158	39.768.833	91,5	43.462.325	78.047.087,81
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		44.234.568	237.998	0,5	43.996.570	42.131.545,00
46	SUBVENTIONS ACQUISES		195.580.252	54.124.146	38,3	141.456.106	134.035.577,35
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER		1.200.000	0	0,0	1.200.000	189.006,00
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-1.367.013	-100,0	1.367.013	316.206,95
49	IMPUTATIONS INTERNES		456.629	-14.973.127	-97,0	15.429.756	526.792,80

7. DEPARTEMENT DE LA SOLIDARITE ET DE L'EMPLOI

1. Introduction

Le budget 2008 du département de la solidarité et de l'emploi a été élaboré sur la base d'une triple ambition politique :

a) contribuer au redressement des finances publiques tout en assurant les grandes fonctions sociales de l'Etat;

b) moderniser le fonctionnement des administrations et entités placées sous sa responsabilité;

c) réformer, dans le cadre des engagements pris lors du discours de Saint-Pierre, la politique en matière d'emploi, de lutte contre le chômage et l'exclusion sociale.

Depuis le début de la législature, le département s'est engagé dans la voie des réformes et d'importants projets ont été mis en œuvre. Il s'agit notamment :

a) du regroupement des institutions spécialisées dans le domaine du handicap pour mineurs au département de l'instruction publique et pour adultes au département de la solidarité et de l'emploi (dès le début de la législature et finalisé avec le budget 2007);

b) de la simplification et de la rationalisation des règles de gestion des établissements médico-sociaux (EMS) et des établissements pour personnes handicapées (EPH) (janvier 2006);

c) de la réforme de la gouvernance de l'Hospice général et des règles qui président à sa gestion (mars 2006);

d) de la réforme de la gouvernance des Ports Francs et Entrepôts de Genève SA comprenant notamment une réduction sensible de la taille de son conseil d'administration (juin 2006);

e) de la réforme du service cantonal d'avance et de recouvrement des pensions alimentaires (SCARPA) afin d'assurer la pérennité de ses activités (juin 2006, déploiement des effets de la nouvelle loi le 1er juillet 2007);

f) de la modernisation de l'aide sociale, la suppression des effets de seuils négatifs et l'introduction de mécanismes incitatifs de réinsertion dans le cadre de l'entrée en vigueur de l'aide sociale individuelle (juillet 2006);

g) du transfert des actifs de l'Aéroport international de Genève, qui permettra une gestion plus saine et transparente de cet équipement vital au développement de notre région (loi adoptée en novembre 2006 par le Grand Conseil et en juin 2007 par le peuple);

h) de la suppression des doublons Ville-Etat en matière de subventionnement et de contrôle des institutions sociales en garantissant le montant total des appuis publics qui leur sont accordés (loi adoptée en novembre 2006, entrée en vigueur le 1er janvier 2008);

i) du regroupement de l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT) et de l'office de la main d'œuvre étrangère en vue d'assurer une meilleure lutte contre le travail au noir (décembre 2006);

j) de l'introduction progressive du revenu déterminant unique visant à garantir une meilleure équité et une rationalisation dans l'octroi de diverses prestations sociales (janvier 2007);

k) de la suppression, par accord contractuel avec les assureurs-maladie, des suspensions d'assurance pour les assurés insolvables selon l'art. 64 LAMal (accord signé en février 2007 et concernant à ce jour plus de 60% des assurés);

l) de la refonte de la loi cantonale sur l'intégration des personnes handicapées en vue de la création des établissements publics pour l'intégration (EPI) regroupant autour d'une structure commune des ateliers et des institutions publiques (loi adoptée en mai 2007, entrée en vigueur au 1er janvier 2008);

m) d'une révision en profondeur de la loi cantonale en matière de chômage visant à accélérer la réinsertion des demandeurs d'emploi et à lutter contre l'exclusion sociale notamment par la création de nouveaux emplois de solidarité (loi adoptée en juin 2007 et votation référendaire le 16 décembre 2007);

n) de la mise en œuvre de la 3ème étape de l'introduction progressive de la libre circulation des personnes (juin 2007);

o) de la modernisation des Ports Francs et la construction d'un nouveau bâtiment (juin 2007);

p) du dépôt d'un projet de loi transformant la structure juridique de Palexpo, en ouvrant une partie minoritaire de son capital à des partenaires privés afin d'assurer, notamment, le financement de sa modernisation (juin 2007);

q) de l'adoption d'un plan directeur 2007-2011 pour l'Aéroport international de Genève, prévoyant l'extension et le développement du terminal principal, en vue notamment d'améliorer l'accueil des passagers (début des travaux septembre 2007);

r) du dépôt d'un projet de loi modernisant les règles de gouvernance au sein du conseil d'administration de l'Aéroport international de Genève (juillet 2007);

s) de l'exigence d'une participation accrue des familles aisées aux frais d'assistance (en vigueur depuis août 2007);

t) de l'élaboration d'un mandat de prestations entre l'Hospice général et l'Etat (octobre 2007).

2. Grands chantiers influençant l'élaboration du budget 2008

2.1. Cible du plan financier quadriennal

Le Conseil d'Etat a fixé comme cadre d'élaboration du projet de budget 2008 (hors IPSAS et RPT), le respect du plan financier quadriennal 2006 - 2009 (PFQ).

Le PFQ intègre pour le département des augmentations de charges qui concernent les prestations aux personnes physiques et les impacts des augmentations de places en EMS et EPH. Le montant global de 70'749'000 F se décompose ainsi :

•	Adaptation des subventions aux EMS à l'évolution de la capacité d'accueil. 171 places ouvertes courant 2007 bénéficient en 2008 d'un financement pour l'intégralité de l'exercice. 13 places seront ouvertes en 2008. L'augmentation n'intègre pas les effets de l'IN 125 en cours d'évaluation.	**+ 2'240'000 F**
•	Adaptation des subventions aux établissements pour personnes handicapées (EPH). 59 places ouvertes courant 2007 bénéficient en 2008 d'un financement pour l'intégralité de l'exercice. 117 places seront ouvertes en 2008.	**+ 3'009'000 F**
•	Adaptation du budget des prestations complémentaires AVS-AI compte tenu des nouvelles places en EMS et EPH selon la planification des ouvertures, de l'augmentation des bénéficiaires et de la hausse des loyers pris en charge.	**+ 15'300'000 F**
•	Adaptation du budget des subsides complets d'assurance-maladie tenant compte de l'augmentation du nombre de bénéficiaires OCPA et de l'Hospice général, d'une légère progression des primes et des primes impayées à la charge du canton (13 % par an, soit + 4'500'000F).	**+ 12'000'000 F**
•	Adaptation de la subvention pour prestations versée à l'Hospice général afin de tenir compte de la hausse des dossiers RMCAS, de l'impact de la modification de la loi fédérale sur l'asile et de l'augmentation du taux de provisionnement des dossiers AI.	**+ 19'200'000 F**
•	Prise en charge par le canton des allocations familiales pour les personnes sans activité, suite à un arrêt du Tribunal fédéral.	**+ 19'000'000 F**

2.2. Plans de mesures

Toutes les mesures verticales des plans P1 et P2 concernant le département ont désormais été mises en œuvre. Pour mémoire, il s'agit :

Mesure 15 : Transférer les bâtiments, les installations et les équipements aux établissements publics autonomes qui les exploitent

Suite à l'acceptation en votation populaire du 17 juin 2007, par 59.4 % de OUI, la loi relative au transfert d'actifs à l'Aéroport international de Genève (AIG) est entrée en vigueur le 1er juillet 2007. L'AIG est dès cette date devenu propriétaire de ses bâtiments.

Très concrètement, cette mesure signifie pour l'Etat :

- un apport en espèces de 147.8 millions de francs versés par l'AIG comme prix du transfert d'actifs (correspondant à la valeur comptable à la date précise du transfert desdits actifs dans les comptes de l'Etat). Ce montant a d'ores et déjà été réglé par l'AIG, valeur 1er juillet 2007;
- le versement nouveau d'une rente de superficie pour les terrains mis à disposition de l'AIG, estimée à 4.7 millions de francs par an.

Mesure 49 : Introduire un subventionnement quadriennal 2007-2010 des établissements médico-sociaux (EMS) et des établissements pour handicapés (EPH) garanti et bloqué. Suspendre parallèlement les procédures bureaucratiques des demandes de subventions.

Cette mesure est appliquée depuis le budget 2006. C'est ainsi que les indemnités versées aux EMS et aux EPH sont stables, à l'exception des nouvelles places créées qui amènent une augmentation de l'indemnité attribuée à l'établissement concerné, respectivement à une diminution en cas de réduction du nombre de places. Pour les EPH, cette mesure se comprend sans le subventionnement jusqu'alors fourni par la Confédération et repris par le canton en vertu de la RPT.

Mesure 50 : Recentrer les activité du service cantonal d'avance et de recouvrement des pensions alimentaires (SCARPA) sur les avances et le recouvrement des pensions alimentaires pendant une durée de 3 ans.

La loi a été adoptée par le Grand Conseil le 23 juin 2006. Elle a commencé à porter ses effets à partir du 1er juillet 2007. Cette loi vise à limiter la durée des appuis à trois ans, à freiner la croissance des débiteurs et limiter le coût du contentieux.

Pour le projet de budget 2008, cela implique une stabilisation des coûts, alors que l'évolution constatée ces dernières années montrait une inflation inquiétante de ceux-ci. Afin d'évaluer les effets de la nouvelle loi, une observation précise des cas concernés est prévue. Les premiers indicateurs montrent qu'il n'y a pas d'afflux important à l'Hospice général contrairement à certaines craintes émises lors de son adoption.

Sans cette mesure, la provision pour pertes sur les avances de pensions alimentaires aurait dû croître - en regard de l'évolution constatée ces dernières années - de près de 7.9 millions de francs en 2008.

Mesure 51 : Créer une inspection cantonale du travail regroupant l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT) et l'office de la main-d'œuvre étrangère (OME) et élargir sa mission à la lutte contre le travail au noir.

La fusion entre les deux offices est opérationnelle depuis déjà fin 2006. Les préparatifs nécessaires à la mise en œuvre de la nouvelle loi fédérale contre le travail au noir sont très avancés. Le Grand Conseil sera saisi à l'automne du projet de loi d'application.

Mesure 52 : Introduire, par étapes successives, le revenu déterminant unifié (RDU) pour diverses prestations sociales sur la base des déclarations fiscales de l'année précédente.

Le 1er janvier 2007, le revenu déterminant unifié (RDU) est entré en vigueur, à titre de première étape, pour les prestations versées par le service de l'assurance maladie et par l'Hospice général.

De nouvelles étapes seront franchies en 2008 avec l'intégration dans le RDU de diverses prestations tarifaires, puis ultérieurement des allocations logement.

Mesure 53 : Regrouper les institutions spécialisées dans le domaine du handicap pour mineurs au département de l'instruction publique et pour adultes au département de la solidarité et de l'emploi.

Cette mesure a été intégralement mise en œuvre dans le cadre du budget 2007.

Mesure 22 (P2) : Regrouper autour d'une structure commune les ateliers et institutions publiques pour personnes handicapées adultes.

La loi relative à la fusion des établissements publics socio-éducatifs pour personnes handicapées mentales (EPSE) et du centre d'intégration professionnel (CIP) a été adoptée par le Grand Conseil le 4 mai 2007.

Elle entrera en vigueur le 1er janvier 2008, donnant ainsi naissance aux établissements publics pour l'intégration (EPI).

Mesure 23 (P2) : Exiger une participation accrue des familles aisées aux frais d'assistance.

Le règlement d'exécution de la loi sur l'aide sociale individuelle (J 4 04.01), entré en vigueur le 1er août 2007, fixe désormais des critères clairs à l'Hospice général pour exiger une contribution de la famille, conformément à l'article 328 du code civil suisse.

A titre d'exemple, une telle contribution est exigée d'un couple, sans enfant à charge :

- dès 80'000F de revenus si la personne aidée est un jeune adulte jusqu'à 25 ans;
- dès 200'000F de revenus si la personne aidée est plus âgée.

Le revenu déterminant est composé du revenu imposable et d'une partie de la fortune calculée selon le taux recommandé par la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS).

* * *

Par rapport aux cibles du PFQ et aux efforts liés aux plans de mesures, le budget 2008 du département se présente, hors impacts IPSAS et RPT pour permettre une comparaison, de la manière suivante :

NATURES	BUDGET 2007	PFQ 2008	PB 2008 HORS MESURES	MESURES HORS IPSAS ET RPT	PB 2008 HORS IPSAS ET RPT
3 Charges	**1'534'703'849**	**1'606'282'417**	**1'621'076'101**	**-25'615'713**	**1'595'460'388**
30 Charges de personnel	85'197'670	85'802'844	86'921'561	-1'523'697	85'397'864
31 Dépenses générales	6'065'620	6'004'964	5'616'125	-73'298	5'542'827
33 Amortissements, provisions, irrécouvrables	17'645'350	17'636'000	25'585'066	-7'905'000	17'680'066
35 Dédommagements à des collectivités publiques	120'145'200	120'145'200	110'070'000	-	110'070'000
36 Subventions accordées	1'305'650'009	1'376'693'409	1'392'883'349	-16'113'718	1'376'769'631

Les mesures engagées permettent une réduction des charges du budget du département, grâce à quatre éléments :

a) la réduction des effectifs du personnel;

b) le blocage quadriennal des subventions octroyées aux établissements médico-sociaux (EMS) et aux établissements pour handicapés (EPH);

c) la limitation de la durée maximale des avances de pensions alimentaires par le SCARPA;

d) l'importante baisse de chômage constatée ces douze derniers mois.

2.3. Répartition Ville - Canton des subventions "social-santé"

La loi répartissant les subventions dans le domaine social-santé entre la Ville de Genève et l'Etat a été adoptée le 30 novembre 2006. Suite au moratoire d'une année souhaité par le Conseil municipal de la Ville de Genève, cette nouvelle répartition sera effective au 1er janvier 2008.

Elle implique, pour le budget 2008, de nombreux mouvements concernant les subventionnés. Certains disparaissent et leur subvention est reprise par la Ville de Genève. D'autres voient leur subvention augmentée de la part jusqu'alors assumée par cette dernière.

Le tableau ci-dessous détaille cette opération. Celle-ci se solde, pour le département, par une diminution des subventions de 476'080 F. Pour l'Etat, dans son ensemble, elle est en revanche neutre dès lors que le département de l'économie et de la santé, également concerné, compense cet effet pour garantir la neutralité des coûts.

SUBVENTIONNES	BUDGET 2007 DSE	Impact loi 9902	PB 2008 DSE (hors IPSAS et RPT)
Transferts du DSE à la Ville de Genève			
Armée du salut - accueil de nuit	145'000	(145'000)	-
Aspasie	347'000	(347'000)	-
Association Le Trialogue	80'000	(80'000)	-
Association pour le bateau Genève	200'000	(200'000)	-
Au coeur des grottes	250'000	(250'000)	-
AVIVO	75'000	(75'000)	-
Carrefour-Rue	182'480	(182'480)	-
Centre genevois du volontariat	80'000	(80'000)	-
Club en fauteuil roulant	50'000	(50'000)	-
La Coulou	100'000	(100'000)	-
Le Caré	110'000	(110'000)	-
Le Racard	375'000	(375'000)	-
Lestime	100'000	(100'000)	-
Sous-total des subventions transférées à la Ville de Genève	***2'094'480***	***-2'094'480***	***0***
Subventions reprises de la Ville de Genève			
Association genevoise d'insertion sociale (AGIS)	28'350	20'000	48'350
AGORA	0	15'000	15'000
Appartenances - genève	0	95'000	95'000
Arabelle	500'000	45'000	545'000
ARGOS	2'800'000	35'000	2'835'000
Association arcade 84	93'462	40'000	133'462
Association autrement aujourd'hui	70'000	85'200	155'200
Association danse habile	0	35'000	35'000
Association des familles monoparentales	58'500	30'000	88'500
Association ELISA	0	35'000	35'000
Association parole	115'000	10'000	125'000
Association pour la défense des personnes âgées en EMS et de leurs familles (APAF)	200'000	5'000	205'000
Association pour l'appartement de jour	200'000	15'000	215'000
Association viol secours	255'000	40'000	295'000
Bureau d'intégration des réfugiés pour demain (BIRD)	0	25'000	25'000
Caritas	300'000	130'000	430'000
Carrefour Prison	150'000	25'000	175'000
Centre social protestant genève et atelier Galiffe	300'000	160'000	460'000
Centre de liaison des associations féminines genevoises (GLAFG)	0	18'000	18'000
Compagna	25'000	10'000	35'000
Croix rouge genevoise	850'000	50'000	900'000
Entreprise sociale l'Orangerie	171'000	75'000	246'000
Entraide protestante suisse (EPER)	0	25'000	25'000
EPH - Association La Corolle	486'000	13'500	499'500
EPH - Fondation Clair-Bois	7'085'569	7'200	7'092'769
EPH - Fondation Trajets	1'776'804	50'000	1'826'804
Fédération genevoise de services privés de consultations conjugales et familiales	230'000	70'000	300'000
Fondation Cap Loisirs	975'000	25'100	1'000'100

SUBVENTIONNES	BUDGET 2007 DSE	Impact loi 9902	PB 2008 DSE (hors IPSAS et RPT)
Fondation Transport Handicap	626'500	22'500	649'000
Insieme	60'000	50'000	110'000
IPT Fondation intégration pour tous	160'000	31'500	191'500
Lavi - association du centre genevois de consultation pour les victimes d'infractions	800'000	20'000	820'000
Pluriels	220'000	15'000	235'000
Pro - infirmis	140'000	19'500	159'500
Pro Filia	20'250	10'000	30'250
Pro Mente Sana	200'000	5'000	205'000
Pro Senectute	0	30'600	30'600
Solidarité femmes	600'000	126'000	726'000
SOS Femmes	280'000	75'000	355'000
La main tendue	103'500	24'300	127'800
Sous-total des subventions reprises à la Ville de Genève	***19'879'935***	***1'618'400***	***21'498'335***
Total général	***21'974'415***	***-476'080***	***21'498'335***

En plus des impacts liés à la loi 9902, l'aide financière de 180'000 F accordée jusqu'alors par le département à l'association Pro Juventute est transférée au département de l'instruction publique.

2.4 Nouvelle répartition des tâches Confédération-cantons

Le budget du département est fortement influencé par l'entrée en vigueur le 1er janvier 2008 de la réforme de la péréquation financière et répartition des charges entre la Confédération et les cantons (RPT). Les impacts sont les suivants :

NATURES	PB 2008 SANS RPT	RPT	PB 2008 TOTAL
3 Charges	**1'598'176'297**	***-83'782'002***	**1'514'394'295**
30 Charges de personnel (reprise des tâches liées au handicap)	85'397'864	*477'820*	85'875'684
31 Dépenses générales	5'542'827	-	5'542'827
33 Amortissements, provisions, irrécouvrables	17'680'066	-	17'680'066
35 Dédommagements à des collectivités publiques	110'070'000		108'270'000
Assurance-chômage obligatoire		*-1'800'000*	
36 Subventions accordées	1'379'485'540	-82'459'822	1'297'025'718
Suppression participation canton à l'AVS		*-82'553'000*	
Suppression participation canton à l'AI		*-122'293'000*	
Paiements arriérés AI : décision Confédération		*42'433'833*	
Soutien aux organismes d'aide aux personnes âgées et aux personnes handicapées (activités cantonales et communales)		*894'000*	
Subventions pour l'exploitations d'homes, ateliers et centres de jour - secteur majeur		*72'705'945*	
Subventions aux organismes formant des spécialistes dans le domaine social (SGIPA)		*89'000*	
Prestations complémentaires fédérales et cantonales AVS/AI		*6'263'400*	
4 Revenus	**267'465'185**	**95'870'297**	**363'335'482**
Recettes diverses	125'321'397		167'755'230
Dissolution de provisions (paiements arriérés AI)		42'433'833	
46 Subventions acquises	142'143'788	53'436'464	195'580'252
Prestations complémentaires fédérales AVS/AI		*65'799'389*	
Frais administratifs prestations complémentaires AVS/AI		*2'421'050*	
Subsides d'assruance-maladie		*-14'783'975*	
5 Investissements	**3'518'598**	**500'000**	**4'018'598**
50 Réduction globale investissements	-1'639'555		-1'639'555
51 Autres investissements	870'000	500'000	1'370'000
56 Subventions investissements	4'288'153		4'288'153

2.5 Normes IPSAS

L'introduction des normes IPSAS au 1er janvier 2008 a un impact limité pour le département. Les effets détaillés figurent ci-dessous. Ils concernent essentiellement :

a) la valorisation des subventions non monétaires concernant les locaux;

b) les financements spéciaux qui ne sont plus systématiquement équilibrés sur une base annuelle. Une réserve, créée pour chaque financement spécial, évolue en fonction du résultat net. L'équilibrage des deux financements spéciaux du département (fonds de lutte contre la drogue et fonds du droit des pauvres), jusqu'ici inscrits au budget, est donc supprimé dans le budget 2008.

CR publiés	NATURES	PB 2008 IMPACT IPSAS
	3 Charges	**2'715'909**
	363 Propres établissements	**1'023'474**
07.14.11.00	363.0121 Hospice général - utilisation immeuble	305'472
07.14.11.00	363.0801 EPI - Etablissements publics pour l'Intégration - utilisation immeuble	718'002
	365 Institutions privées	**1'632'435**
07.14.11.00	365.0405 EPH-Fondation Aigues Vertes - utilisation immeuble	38'539
07.14.11.00	365.0504 EPH-Fondation Clair-Bois - utilisation immeuble	205'092
07.14.11.00	365.0603 EPH-Fondation ensemble - utilisation immeuble	30'544
07.14.11.00	365.0702 EPH-Fondation Foyer-Handicap - utilisation immeuble	260'820
07.14.11.00	365.0812 Section genevoise Croix-Rouge - location	46'610
07.14.11.00	365.0902 EPH-Fondation Trajets - utilisation immeuble	18'396
07.14.11.00	365.2002 EPH - SGIPA - utilisation immeuble	691'150
07.14.11.00	365.2911 Emmaüs - location	144'531
07.14.11.00	365.3700 Association Cérébral - location	124'345
07.14.11.00	365.4610 Centre social protestant - utilisation immeuble	43'383
07.14.11.00	365.4710 Caritas - utilisation d'immeuble	29'025
	366 Personnes physiques	**60'000**
07.11.05.00	366.0501 Appui social	60'000
	4 Revenus	**-1'620'985**
	42 Revenus des biens	**42'000**
07.14.33.00	421.0114 Intérêts des comptes courants divers	7'000
07.11.05.00	421.0400 Intérêts sur fonds	35'000
	480 Prélèvements sur financements spéciaux	**-1'662'985**
07.14.11.00	480.00115 Prélèvement sur le fonds contre la drogue	-250'000
07.14.11.00	480.00118 Prélèvement sur les financements spéciaux	-1'412'985

2.6 Refonte des centres de responsabilité

Le département a amélioré la lisibilité de ses budgets et états financiers en les faisant correspondre aux structures de l'organigramme et en simplifiant la structure des centres de responsabilité.

Les principaux changements opérés sont :

- L'Aéroport de Genève, la Fondation du Palais des Expositions et les Ports Francs figurent sous la Présidence et secrétariat général.
- L'application du régime d'établissement subventionné à l'Hospice général dont le budget figure sous la direction générale de l'action sociale.

- Le rattachement, sous la direction générale de l'action sociale, du Fonds de lutte contre la drogue et du Fonds du droit des pauvres.

3. Projet de budget 2008

Le projet de budget 2008 du département, **hors imputations internes et subventions à redistribuer,** présente :

a) une baisse des charges 1'514'394'295 F, soit - 20'309'554 F;

b) une augmentation des revenus 363'335'482 F, soit + 108'573'768 F.

3. 1. Charges

Comme indiqué précédemment la RPT introduit pour le département une réduction de 83'782'002 F. Si l'on neutralise cet effet, le budget du département est en hausse, pour des montants liés à des prestations délivrées à la population, en vertu de dispositions légales (prestations complémentaires AVS-AI, subsides d'assurance maladie, accueil en EMS, etc.).

3.1.1. Charges de personnel

Hors services pris en charge par la Confédération, le nombre de postes passe de 421.54 postes en 2006 à 406.40 postes en 2008, soit une diminution de 15.14 postes (3.59%). La RPT implique la création de 3.40 postes pour la reprise des tâches de l'office fédéral des assurances sociales. Le total des postes 2008 s'élève donc au final à 409.80.

Concernant l'office cantonal de l'emploi (part fédérale) l'effort s'effectue sur les postes d'auxiliaires qui passent de 75 en 2006 à 48 en 2008.

Tous les postes fixes supprimés seront effectivement vacants au 1er janvier 2008. En effet, par souci de prudence, seuls les départs certains et effectifs à cette date ont été pris en compte.

Service	B 06	B 07	Postes supprimés en 2008	*Total postes supprimés 2006-2008*	*%*	PB 08	Cible indicative 2009 (-5%)	RPT - Transferts ext.	*PB 08*
SG	36.67	34.95	0.00	*-1.72*	*-4.69%*	34.95	34.84		*34.95*
OCIRT (+OME)	76.04	73.68	-1.38	*-3.74*	*-4.92%*	72.30	73.19		*72.30*
OCE Cant.	61.45	61.45	-1.15	*-1.15*	*-1.87%*	60.30	57.43		*60.30*
SCARPA	27.90	27.90	0.00	*0.00*	*0.00%*	27.90	26.51		*27.90*
Tuteur adultes	70.30	70.30	-1.50	*-1.50*	*-2.13%*	68.80	66.79		*68.80*
DGAS	16.75	15.70	0.00	*-1.05*	*-6.27%*	15.70	15.91 [1]	3.40	*19.10*
OCPA	104.70	101.20	-1.80	*-5.30*	*-5.06%*	99.40	99.47		*99.40*
SAM	27.73	27.23	-0.18	*-0.68*	*-2.45%*	27.05	26.34		*27.05*
Sous-total cant.	***421.54***	***412.41***	***-6.01***	***-15.14***	***-3.59%***	***406.40***	***400.47***	***3.40***	***409.80***
OCE féd.(fixes)	216.00	216.00	0.00	*0.00*	*0.00%*	216.00	216.00		*216.00*
OCE féd.(aux)	75.00	68.80	-20.80	*-27.00*	*-36.00%*	48.00	57.45		*48.00*
CCGC	60.00	60.00	0.00	*0.00*	*0.00%*	60.00	60.00		*60.00*
Sous-total féd.	***351.00***	***344.80***	***-20.80***	***-27.00***	***-7.69%***	***324.00***	***333.45***	***0.00***	***324.00***
Total général	**772.54**	**757.21**	**-26.81**	***-42.14***	***-5.45%***	**730.40**	**733.92**	**3.40**	***733.80***

3.1.2. Dépenses générales

Les dépenses générales sont en diminution (- 8.6 %) conformément aux objectifs du Conseil d'Etat.

Le budget 2008 est de 5'542'827 F contre 6'065'620 F pour 2007.

3.1.3. Amortissements, provisions, irrécouvrables

Ce poste est en légère augmentation de 34'716 F (17'680'066 F par rapport à 17'645'350 F), pour l'essentiel dû à la sous nature 331 "Amortissements ordinaires du patrimoine administratif".

3.1.4. Dédommagements à des tiers

La nature 35 "Dédommagement à des collectivités publiques" est en baisse de 11'875'200 F :

- 10 millions sont liés à la baisse du chômage ;
- 1.8 millions correspond à un effet RPT (modification du mode de calcul de la participation des cantons aux mesures du marché du travail dans le cadre de l'assurance-chômage fédérale).

3.1.5. Subventions accordées

Les subventions baissent globalement de 8'624'291 F, passant de 1'305'650'009 F à 1'297'025'718 F. Il convient toutefois de distinguer les montants versés à la Confédération, des subventions versées aux propres établissements, aux institutions privées et aux personnes physiques, qui présentent des différences sensibles.

Confédération (360)		
Nouvelle répartition des charges entre le Canton et la Confédération (part du canton à l'AVS et à l'AI)	-	162.4 mios
Établissements propres (363)		
• Nouvelle répartition des charges entre le Canton et la Confédération (subvention de fonctionnement EPI)	+	16.6 mios
• Hospice général - fonctionnement	-	2.1 mios
• Normes IPSAS	+	1 mio
Institutions privées (365)		
• Nouvelle répartition des charges entre le Canton et la Confédération (subventions de fonctionnements EPH)	+	56.2 mios
• EMS et EPH (augmentation du nombre de places)	+	5.2 mios
• Réajustement de subventions aux EPH	+	1.2 mios
• Loi répartissant les subventions dans le domaine social-santé entre la Ville de Genève et l'Etat (effet neutre au niveau Etat de Genève)	-	0.4 mio
• Transfert de la subvention de l'association Pro Juventute au DIP	-	0.1 mio
• Normes IPSAS	+	1.6 mios
Personnes physiques (366)		
• Nouvelle répartition des charges entre le Canton et la Confédération :		
• prestations complémentaires fédérales	+	21.2 mios
• prestations complémentaires cantonales	-	15 mios
• mesures de soutien aux personnes âgées	+	0.8 mio
• Hospice général - prestations aux personnes physiques	+	21.3 mios
• Prise en charge par le canton des allocations familiales pour les personnes sans activité lucrative (arrêt du Tribunal fédéral)	+	19 mios
• OCPA : augmentation hors RPT des prestations complémentaires fédérales et cantonales (accroissement du nombre de dossier + frais de loyer + nouvelles places EMS-EPH)	+	15.3 mios
• SAM : augmentation des subsides (croissance du nombre de dossier) et des provisions pour créances irrécouvrables (art. 64 LAMal)	+	12 mios

3.1.6. Investissements

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 4'018'598 F contre 6'413'842 F au budget 2007.
Les recettes d'investissement s'élèvent à 450'000 F, versés par la Confédération pour des investissements réalisés par l'office cantonal de l'emploi.

DETAIL DES INVESTISSEMENTS	Crédit Programme Crédit Ouvrage	PB08
Investissements mobilier machines véhicules équipement pour département	CP	30'000
Investissements OCE part fédérale	CP	50'000
Investissements OCE part fédérale : gestion électronique de documents	CP	400'000
Confédération subvention à recevoir sur investissements	CP	-450'000
Subvention d'investissement - Plan directeur informatique HG/FSASD 2007-2010	CO	4'288'153
Subvention d'investissement EPI	CP	390'000
Subvention d'investissement : reprise 1/3 OFAS agencements des ateliers (RPT)	CP	500'000
Réduction globale 2008		-1'639'555
	Total des dépenses	**4'018'598**
	Total des recettes	**-450'000**

3.2. Revenus

Les revenus, **hors imputations internes et subventions à redistribuer,** s'élèvent à 363'335'482 F contre 254'761'714 F au budget 2007. La raison principale de la progression tient à la RPT qui fait progresser la nature 46 " Subventions acquises" de 53.4 millions. A ce montant doit être ajoutée la dissolution de la réserve constituée dans le cadre de la RPT, d'un montant de 42.4 millions.

Concernant les principaux autres postes de revenus, on peut mentionner :

- à la baisse :

Cotisation PCM perçues par les Caisses de chômage	-	0.33 mio
Prélèvement sur financements spéciaux (Fonds de lutte contre la drogue et Fonds du droit des pauvres) dû à l'impact IPSAS sur les financements spéciaux	-	1.62 mios
Revenus du service de l'assurance-maladie découlant du transfert de la compétence pour le contentieux au département des finances	-	2.4 mios
Enveloppe de la Confédération pour l'OCE	-	1 mio

- à la hausse :

Revenus de l'OCIRT-OME suite à la nouvelle loi sur le travail au noir et l'augmentation de la participation de la Confédération à la libre circulation des personnes	+	0.27 mio
Participation de la Confédération à la caisse cantonale d'assurance contre le chômage	+	0.29 mio
Loyer des Ports Francs et Entrepôts de Genève SA	+	0.2 mio
Part de l'Etat au bénéfice de l'Aéroport international de Genève	+	1.7 mios

3.3. Commentaires par service

07.01.00.00 Présidence, secrétariat général

Les diverses modifications sont exclusivement liées au rapatriement des CR jusqu'alors consacrés à l'Aéroport international de Genève, à Palexpo, et aux Ports Francs et Entrepôts de Genève SA (cf. chiffre 2.6). Il s'agit :

- des amortissements, provisions, irrécouvrables qui passent de 123'000 F à 914'000 F (+ 791'000 F) et liés aux investissements à Palexpo et aux Ports Francs;
- des revenus des biens qui s'élèvent à 26'300'000 F et se décomposent comme suit :
  - droit de superficie AIG de 4'700'000 F (effet du transfert d'actifs);
  - part de l'Etat au bénéfice de l'AIG de 15'300'000 F (+ 1'700'000 F par rapport à 2007);
  - part de l'Etat au bénéfice des Ports Francs de 6'300'000F (+ 200'000 F par rapport à 2007).

07.03.00.00 OCIRT

Le nouvel OCIRT, résultant de la fusion de l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail et de l'office de la main-d'œuvre étrangère, mettra en œuvre la loi fédérale sur le travail au noir (LTN) et la nouvelle loi fédérale sur les étrangers (LEtr) dès le 1er janvier 2008.

Diverses mesures organisationnelles ont déjà été prises par l'OCIRT à cette fin, notamment pour mettre en place la coordination interdépartementale indispensable dans ce domaine.

Sur le plan financier, les effets de ces lois se traduiront en 2008 par :

- une augmentation des recettes d'émoluments et d'amendes de 210'000 F;
- une augmentation de la subvention fédérale couvrant les coûts opérationnels de la mise en œuvre de la LTN de 290'000 F.

Office cantonal de l'emploi (OCE)

07.04.01.00 Part cantonale

Prestations complémentaires maladie (PCM)

Cette assurance obligatoire assure son équilibre financier. Au projet de budget 2008, les prestations à verser s'élèvent à 13.2 millions de francs pour 16.2 millions de cotisations perçues. Le différentiel permet de couvrir les frais de gestion (personnel, locaux, indemnisation des caisses de chômage pour la perception des cotisations, réserve pour risques, etc.).

07.02.02.00 Part fédérale

Comme chaque année, le canton négocie avec le SECO le montant de l'enveloppe destinée à couvrir les frais d'exécution de la loi fédérale sur le chômage.

Pour 2008, le montant accordé à Genève n'est pas encore connu définitivement. Il se situera vraisemblablement aux alentours de 36 millions, contre 37 millions en 2007. Cette diminution est la conséquence logique de la décrue du chômage.

Les charges, auxquelles il convient d'ajouter 3 millions (imputations internes relatives aux frais de bâtiments), ont été réduites pour être équilibrées avec les recettes escomptées. Un ajustement n'est pas exclu en fonction de l'enveloppe définitive qui sera accordée au canton par le SECO.

07.04.04.00 Caisse cantonale genevoise de chômage

Pas de commentaires particuliers.

07.04.09.00 Mesures cantonales

Emplois temporaires cantonaux (ETC)

Conformément à la doctrine du Conseil d'Etat, le budget est établi sur la base des lois définitivement adoptées. C'est la raison pour laquelle, le projet de budget 2008 ne tient pas compte de la modification de la loi sur le chômage qui sera soumis en votation référendaire le 16 décembre 2007.

Dans cette perspective, le budget des mesures cantonales baisse globalement de 10 millions pour tenir compte de la décrue désormais sensible du chômage dans notre canton.

Les éléments retenus sont les suivants :

- les allocations de retour en emploi (ARE) augmentent de 1'000'000 F, passant de 4'500'000 F en 2007 à 5'500'000 F en 2008. Ceci pour tenir compte d'une promotion plus active qui se vérifie d'ores et déjà sur l'exercice 2007;
- les frais de formation pour les personnes en ETC restent identiques à 1'300'000 F;
- les emplois temporaires cantonaux (ETC) baissent de 11'000'000 F, passant de 87'000'000 F en 2007 à 76'000'000 F en 2008. Cette baisse est en ligne avec ce que l'on observe depuis une année (- 7.5% de juillet 2006 à juillet 2007).

Si le peuple genevois accepte la nouvelle loi, les sommes seront intégralement réaffectées au nouveau dispositif. Cette réaffectation sera progressive en raison de la transition entre les deux régimes, en accord avec la commission des finances du Grand Conseil qui sera saisie en temps utile des ajustements.

07.10.06.00 SCARPA

La modification de la loi sur l'avance et le recouvrement des pensions alimentaires permet une stabilisation des dépenses. Sans cette mesure, celles-ci auraient dû progresser de 7.9 millions.

07.11.05.00 Service des tutelles d'adultes

Pas de commentaires particuliers.

07.14.11.00 DGAS

Subventions EPH / EMS

Le subventionnement quadriennal pour la période 2007-2010 des établissements médico-sociaux (EMS) et des établissements pour personnes handicapées (EPH) stabilise et garantit le montant des indemnités, sauf variation du nombre de places et effets de la RPT.

Etablissements pour personnes handicapées (EPH)

Pour l'ouverture de 117 places supplémentaires en 2008 (64 places résidentielles et 53 en ateliers) ainsi que l'annualisation du coût des places créées courant 2007 (28 places résidentielles et 31 places en ateliers), l'enveloppe additionnelle pour les EPH s'élève à 3'009'000 F (établissements publics compris).

Précisons que le coût de ces places supplémentaires est calculé en tenant compte de la date prévisionnelle de mise en disponibilité et au prorata du nombre de places de l'établissement concerné avec un facteur de réduction de 33 % pour tenir compte des coûts fixes déjà pris en charge par l'indemnité préexistante.

La fusion des établissements publics socio-éducatifs pour personnes handicapées mentales (EPSE) et du centre d'intégration professionnelle (CIP) a engendré la création d'un seul compte intitulé établissements publics pour l'intégration (EPI).

L'entrée en vigueur au 1er janvier 2008 de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT) implique la reprise par le canton de la part du financement des institutions et ateliers pour personnes handicapées qui était jusqu'alors assumée par la Confédération.

Ainsi, le montant supplémentaire consacré à l'exploitation des EPH à la charge du canton, dès le 1er janvier 2008, s'élève à 68'536'171 F auquel il convient d'ajouter ce que la Confédération aurait versé pour la création des nouvelles places dans les EPH en 2008, soit 4'258'774 F. Relevons que ces montants intègrent la valorisation de la reprise du subventionnement de la Confédération dévolue aux trois entités pour personnes handicapées des Hôpitaux Universitaires de Genève (HUG) (Cordiers, Bains et Pâquis).

CR 07.14.11.00	Etablissements	RPT (Contrat TAEP 07)	Subventions cantonales	Transfert Ville de Genève	Mesure 22 (P2)	Subventions PB 2008
363.0501	EPI (EPSE-CIP)	16'553'186	16'286'496		-17'638	32'822'044
365.0160	HUG - Atelier Les Cordiers	638'020	*HUG*			638'020
365.0161	HUG - Foyer Les Bains	667'519	*HUG*			667'519
365.0162	HUG - Foyer Les Pâquis	871'951	*HUG*			871'951
365.0232	Centre Espoir	2'744'116	1'292'000			4'036'116
365.0235	Pro - Entreprise sociale privée	2'613'227				2'613'227
365.0236	Point du Jour	279'585				279'585
365.0304	FHP	2'875'184	3'805'000			6'680'184
365.0405	Fondation Aigues-Vertes	6'881'009	5'664'273			12'545'282
365.0504	Fondation Clair-Bois	6'660'059	6'585'569	7'200		13'252'828
365.0603	Fondation Ensemble	4'759'450	3'085'482			7'844'932
365.0702	Fondation Foyer-Handicap	11'209'384	4'475'946			15'685'330
365.0802	Association La Corolle	1'566'891	486'000	13'500		2'066'391
365.0902	Fondation Trajets	2'801'923	1'776'804	50'000		4'628'727
365.1002	Maison des Champs	577'365	801'943			1'379'308
365.2002	SGIPA (secteur majeur)	6'011'418	8'934'289			14'945'707
365.4501	Association pour l'appartement de jour	295'972	200'000	15'000		510'972
365.4610	Centre social protestant - atelier Galiffe	110'851	300'000	160'000		570'851
365.7910	Arcade 84	269'738	93'462	40'000		403'200
365.9610	Réalise	149'323	350'000			499'323
365.0234	Annualisation des places créées en 2007 et nouvelles places 2008	4'258'774	3'009'000			7'267'774
	Totaux	**72'794'945**	**57'146'264**	**285'700**	**-17'638**	**130'209'271**

Etablissements médico-sociaux (EMS)

L'enveloppe additionnelle (hors IN 125) s'élève à 2'240'000 F compte tenu des ouvertures et des fermetures (provisoires ou définitives), représentant 13 lits supplémentaires en 2008 et l'annualisation du coût de 171 lits supplémentaires en 2007.

Institutions subventionnées

Les diverses indemnités et aides financières dans le secteur "social-santé" subissent des modifications sensibles en raison de la mise en œuvre de la loi 9902 relative à la répartition de ces subventions entre la Ville de Genève et l'Etat.

Cette répartition est globalement neutre pour chacune des collectivités publiques et un tableau détaillant les changements de cette nouvelle loi figure au point 2.3.

Hospice général

La subvention accordée à l'Hospice général augmente de 19.2 millions, passant de 242'502'933 F à 261'702'933 F.

Afin d'être comparable, et selon la décomposition du nouveau mandat de prestations de l'institution, le montant de la subvention fédérale (3.6 millions) de l'Office Fédéral des Migrations (ODM) correspondant aux charges de fonctionnement de l'Aide aux requérants d'asile a été reclassé.

Subvention Hospice général	2007 Voté	*2007 Reclassement subv. ODM Fonctionnement*	***2007 après reclassement***	**2008 Evolution (PFQ)**	**2008 Projet de Budget**
Prestations aux ayants droit	161'332'850	***-3'600'000***	***157'732'850***	**21'300'000**	**179'032'850**
Participation aux frais de fonctionnement	81'170'083	***3'600'000***	***84'770'083***	**-2'100'000**	**82'670'083**
Total subvention	242'502'933	***0***	***242'502'933***	**19'200'000**	**261'702'933**

L'augmentation prend en compte les paramètres suivants :

Subvention pour prestations aux ayants droit **+ 21.3 mios**

Report de charges fédérales liés à la révision de la loi sur l'Asile ***+ 9.6 mios***

Modification du mode de financement de l'ODM + 6.4 mios

Prise en charge des NEM (Non Entrée en Matière) et des déboutés + 3.2 mios

Charges d'aide sociale ***+ 11.7 mios***

Stabilisation des prestations d'aide sociale p.m.

Augmentation des dossiers RMCAS et impact de la diminution du délai cadre fédéral (+ 200 dossiers) + 5.2 mios

Augmentation du taux de provisionnement des dossiers AI + 6.5 mios

Subvention de fonctionnement **- 2.1 mios**

Suppression de 21 postes (fixes et auxiliaires) afin d'absorber les mécanismes salariaux et poursuite de la mise en œuvre depuis 2006 des mesures d'économie sur les charges de fonctionnement

Total **+ 19.2 mios**

07.14.33.00 OCPA

Subventions aux personnes physiques

Les prestations directement versées aux personnes physiques augmentent globalement de 21'399'400 F (457'295'700 F par rapport à 435'896'300 F).

La participation de la Confédération aux dépenses relatives aux prestations complémentaires fédérales augmente de 68'908'121 F en raison du nouveau mode de financement lié à la RPT (94'024'121 F par rapport à 25'116'000 F).

Les subventions aux personnes physiques se répartissent comme suit :

Nature	Budget 07	Budget 08	Ecart	%
PCF	248'895'066	279'290'174	30'395'108	12.2%
PCC	175'977'234	167'145'526	- 8'831'708	- 5.0%
Total PC	**424'872'300**	**446'435'700**	**21'563'400**	**5.1%**
Assistance	4'450'000	4'450'000	0	0.0 %
TPG	6'564'000	6'400'000	- 164'000	-2.5%
Total	**11'014'000**	**10'850'000**	**- 164'000**	**-1.5%**
TOTAL	**435'886'300**	**457'285'700**	**21'399'400**	**4.9 %**
Service social	10'000	10'000	0	0.0 %
TOTAL 366	**435'896'300**	**457'295'700**	**21'399'400**	**4.9 %**

Les différentes hypothèses retenues sont les suivantes :

1. Impact hors RPT

   a) l'augmentation générale du nombre de bénéficiaires de 1.5 %, basée sur l'évolution des dernières années;

b) l'augmentation des loyers (dépenses reconnues) de 3 %, selon constat historique;

c) les nouvelles places en EMS et en EPH selon la planification des ouvertures.

2. Impact RPT

Pour les prestations complémentaires fédérales à l'AVS-AI, les principales différences sont :

a) le déplafonnement des prestations (PCF);

b) la prise en compte de la totalité des frais médicaux par le canton;

c) l'augmentation de la participation de la Confédération à hauteur de 5/8 (auparavant 10 %) des besoins vitaux à domicile pour tous les bénéficiaires;

d) l'introduction d'une participation de la Confédération aux frais administratifs.

La nouvelle loi fédérale sur les institutions destinées à promouvoir l'intégration des personnes invalides (LIPPI) a amené une renégociation de la convention intercantonale relative aux institutions sociales qui détermine le financement des séjours extracantonaux des personnes handicapées.

Au niveau financier, les impacts suivants sont pris en compte :

a) la modification de la répartition PCF - PCC en raison du déplafonnement des PCF et de la prise en charge des frais de maladie et d'invalidité par les PCC;

b) le financement des séjours des personnes handicapées en institutions hors canton, estimé à 6'263'400 F;

c) l'augmentation de la participation de la Confédération.

Budget 2008 des PC (PCF ET PCC)	**Montant**	
Comptes 2006 retraités[1)]		**404'752'950**
Augmentations en 2007		
Augmentation des loyers 2007 + 3%		4'862'000
Augmentation des lits EMS 2007		4'412'000
Augmentation des places EPH 2007		727'000
Indexation (montant retenu en 2007)		2'100'000
Sous-total		**416'853'950**
Augmentation du nombre de dossiers + 1.5 %		6'252'800
Total des prestations 2007		**423'106'750**
Prestations 2008 hors RPT		
Augmentation des loyers 2008 + 3%		5'020'000
Augmentation des lits EMS 2008		2'723'000
Augmentation des places EPH 2008		2'790'000
Sous-total		**433'639'750**
Augmentation du nombre de dossiers + 1.5%		6'532'550
Total des prestations 2008 hors RPT		**440'172'300**
Prestations 2008 avec RPT		
Impact RPT/CIIS - financement des séjours hors canton		6'263'400
Budget 2008 y.c. RPT		**446'435'700**
Répartition PCF-PCC[2)]		
Prestations complémentaires fédérales (PCF)	62.56 %	279'290'174
Prestations complémentaires cantonales (PCC)	37.44 %	167'145'526
Total	**100 %**	**446'435'700**

1) Après neutralisation des opérations à caractère exceptionnel effectuées en 2006

(rattrapage des retours des frais médicaux).

2) *La répartition PCF - PCC résulte de la simulation RPT effectuée par l'OCPA selon le nouveau mode de financement.*

Les recettes de la Confédération en relation avec les prestations complémentaires fédérales augmentent comme suit :

Recettes - participation de la Confédération				
Nature	**Budget 07**	**Budget 08**	**Ecart**	**%**
PCF - Subvention fédérale	25'116'000	91'603'071	66'487'071	264.7 %
PCF - Participation frais administ.	0	2'421'050	2'421'050	-
Total PC	**25'116'000**	**94'024'121**	**68'908'121**	**274.4 %**

07.14.51.00 Service de l'assurance maladie

Les subventions aux personnes physiques augmentent de 12 millions de francs, passant de 261.7 millions à 273.7 millions. Elles se décomposent ainsi :

a)	augmentation du nombre de bénéficiaires d'un subside complet (OCPA et HG)	+	7.5 mios
b)	augmentation moyenne de 13 % des débiteurs (primes non payées) sur la base de l'évolution 1998-2006	+	4.5 mios
	Total	**+**	**12 mios**

Les recettes de la Confédération diminuent de 14.8 millions de francs (101.55 millions en 2008 par rapport à 116.34 en 2007), en raison de la RPT.

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.00.00.00	**SOLIDARITÉ ET EMPLOI**						
3	**CHARGES**	**1.537.628.244**		**-9.407.105**	**-0,6**	**1.547.035.349**	**1.604.203.957,90**
4	**REVENUS**		**364.992.111**	**93.600.641**	**34,5**	**271.391.470**	**320.787.021,17**
	COUVERTURE en F	**-1.172.636.133**		**103.007.746**		**-1.275.643.879**	**-1.283.416.936,73**
	COUVERTURE en %	**23,74%**			**6,2**	**17,54%**	**20,00%**
07.01.00.00	**PRÉSIDENCE, SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**						
3	**CHARGES**	**8.098.596**		**3.184.992**	**64,8**	**4.913.604**	**5.675.576,83**
4	**REVENUS**		**26.833.118**	**26.107.168**	**NS**	**725.950**	**237.383,63**
	COUVERTURE en F	**18.734.522**		**22.922.176**		**-4.187.654**	**-5.438.193,20**
	COUVERTURE en %	**331,33%**			**316,6**	**14,77%**	**4,18%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	3.825.216		-110.004	-2,8	3.935.220	4.936.248,06
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	554.525		-11.059	-2,0	565.584	404.915,76
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	914.000		791.000	643,1	123.000	33.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	824.000		791.000	NS	33.000	33.000,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	50.000		0	0,0	50.000	
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	40.000		0	0,0	40.000	
39	IMPUTATIONS INTERNES	2.804.855		2.515.055	867,9	289.800	301.413,01
42	REVENUS DES BIENS		26.300.000	26.300.000	ND		37,23
43	RECETTES DIVERSES		533.000	-130.000	-19,6	663.000	236.768,32
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						23.046,30
49	IMPUTATIONS INTERNES		118	-62.832	-99,8	62.950	578,08
07.03.00.00	**OFFICE CANTONAL DE L'INSPECTION ET DES RELATIONS DU TRAVAIL**						
3	**CHARGES**	**13.337.291**		**1.665.770**	**14,3**	**11.671.521**	**8.875.057,86**
4	**REVENUS**		**2.922.593**	**-34.352**	**-1,2**	**2.956.945**	**1.597.646,09**
	COUVERTURE en F	**-10.414.698**		**-1.700.122**		**-8.714.576**	**-7.277.411,77**
	COUVERTURE en %	**21,91%**			**-3,4**	**25,33%**	**18,00%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	9.234.352		498.092	5,7	8.736.260	6.688.484,40
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	676.492		-72.219	-9,6	748.711	283.277,76
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	19.000		0	0,0	19.000	57.171,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	19.000		0	0,0	19.000	19.000,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.03.00.00	**OFFICE CANTONAL DE L'INSPECTION ET DES RELATIONS DU TRAVAIL** (Suite)						
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES						38.171,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	3.407.447		1.239.897	57,2	2.167.550	1.846.124,70
43	RECETTES DIVERSES		1.332.795	270.000	25,4	1.062.795	402.108,09
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						35.240,00
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		1.590.000	290.000	22,3	1.300.000	1.195.718,00
450	CONFÉDÉRATION		1.590.000	290.000	22,3	1.300.000	1.195.718,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		-202	-594.352	-100,0	594.150	-180,00
07.04.01.00	**OCE - PART CANTONALE**						
3	**CHARGES**	**34.945.479**		**-1.105.265**	**-3,1**	**36.050.744**	**36.729.000,23**
4	**REVENUS**		**16.250.116**	**-472.834**	**-2,8**	**16.722.950**	**16.909.251,30**
	COUVERTURE en F	**-18.695.363**		**632.431**		**-19.327.794**	**-19.819.748,93**
	COUVERTURE en %	**46,50%**			**0,1**	**46,39%**	**46,04%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	7.215.021		-67.079	-0,9	7.282.100	7.020.936,19
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	25.000		0	0,0	25.000	19.901,90
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	518.543		-1.001	-0,2	519.544	381.711,16
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	11.953		-47	-0,4	12.000	437.650,43
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	11.953		-47	-0,4	12.000	12.000,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES						295.106,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES						130.544,43
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	25.470.000		-1.800.000	-6,6	27.270.000	28.055.395,35
350	CONFÉDÉRATION	10.750.000		-1.800.000	-14,3	12.550.000	14.812.760,50
356	DÉDOMMAGEMENT À DES PERSONNES PHYSIQUES	14.720.000		0	0,0	14.720.000	13.242.634,85
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	350.000		-80.000	-18,6	430.000	230.000,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	350.000		-80.000	-18,6	430.000	230.000,00
0219	INTERMITTENTS DU SPECTACLE	150.000		0	0,0	150.000	150.000,00
0505	PROGRAMMES D'OCCUPATION	200.000		0	0,0	200.000	
5910	ASSOCIATION LE TRIALOGUE			-80.000	-100,0	80.000	80.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.379.962		842.862	156,9	537.100	603.307,10
41	PATENTES ET CONCESSIONS		50.000	-20.000	-28,6	70.000	48.950,00
410	PATENTES		50.000	-20.000	-28,6	70.000	48.950,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.04.01.00	**OCE - PART CANTONALE** (Suite)						
42	REVENUS DES BIENS						8.999,56
43	RECETTES DIVERSES		16.200.000	-335.000	-2,0	16.535.000	16.851.181,75
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						133.680,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		116	-117.834	-99,9	117.950	119,99
07.04.02.00	**OCE - PART FÉDÉRALE**						
3	**CHARGES**	**40.011.301**		**1.652.515**	**4,3**	**38.358.786**	**34.460.901,97**
4	**REVENUS**		**36.024.024**	**-975.976**	**-2,6**	**37.000.000**	**34.589.035,90**
	COUVERTURE en F	**-3.987.277**		**-2.628.491**		**-1.358.786**	**128.133,93**
	COUVERTURE en %	**90,03%**			**-6,4**	**96,46%**	**100,37%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	30.934.559		-1.942.591	-5,9	32.877.150	29.778.373,38
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	500.000		0	0,0	500.000	137.005,00
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	1.771.869		-527.267	-22,9	2.299.136	1.476.056,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES						137.550,25
364	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE						137.550,25
0121	SUBVENTIONS EN FAVEUR DE LA POLITIQUE DU MARCHÉ DU TRAVAIL						137.550,25
39	IMPUTATIONS INTERNES	7.304.873		4.122.373	129,5	3.182.500	3.068.922,34
43	RECETTES DIVERSES						192.117,35
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		36.009.928	-348.822	-1,0	36.358.750	34.582.884,60
450	CONFÉDÉRATION		36.009.928	-348.822	-1,0	36.358.750	34.582.884,60
46	SUBVENTIONS ACQUISES						-200.551,65
460	CONFÉDÉRATION						-200.551,65
49	IMPUTATIONS INTERNES		14.096	-627.154	-97,8	641.250	14.585,60
07.04.04.00	**CAISSE CANTONALE GENEVOISE DE CHÔMAGE**						
3	**CHARGES**	**6.634.640**		**296.820**	**4,7**	**6.337.820**	**6.256.006,76**
4	**REVENUS**		**6.634.640**	**296.820**	**4,7**	**6.337.820**	**6.228.838,90**
	COUVERTURE en F						**-27.167,86**
	COUVERTURE en %	**100,00%**				**100,00%**	**99,57%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	6.634.640		296.820	4,7	6.337.820	6.256.006,76
43	RECETTES DIVERSES						30.407,30

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.04.04.00	**CAISSE CANTONALE GENEVOISE DE CHÔMAGE** (Suite)						
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		6.634.640	296.820	4,7	6.337.820	6.198.431,60
450	CONFÉDÉRATION		6.634.640	296.820	4,7	6.337.820	6.198.431,60
07.04.09.00	**MESURES CANTONALES CHÔMAGE**						
3	**CHARGES**	**82.800.000**		**-10.075.200**	**-10,8**	**92.875.200**	**110.380.690,97**
4	**REVENUS**		**120.000**	**0**	**0,0**	**120.000**	**157.010,90**
	COUVERTURE en F	**-82.680.000**		**10.075.200**		**-92.755.200**	**-110.223.680,07**
	COUVERTURE en %	**0,14%**				**0,13%**	**0,14%**
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	82.800.000		-10.075.200	-10,8	92.875.200	110.380.690,97
355	DÉDOMMAGEMENT À DES INSTITUTIONS PRIVÉES	5.500.000		964.000	21,3	4.536.000	4.899.673,30
356	DÉDOMMAGEMENT À DES PERSONNES PHYSIQUES	77.300.000		-11.039.200	-12,5	88.339.200	105.481.017,67
43	RECETTES DIVERSES		120.000	0	0,0	120.000	2.500,10
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES						154.510,80
452	COMMUNES						154.510,80
07.05.00.00	**OFFICE DE LA MAIN D'OEUVRE ÉTRANGÈRE**						
3	**CHARGES**	**402.543**		**402.543**	**ND**		**2.807.941,20**
4	**REVENUS**		**10.210**	**10.210**	**ND**		**1.014.923,39**
	COUVERTURE en F	**-392.333**		**-392.333**			**-1.793.017,81**
	COUVERTURE en %	**2,54%**			**2,5**		**36,14%**
30	CHARGES DE PERSONNEL						2.313.553,07
31	DÉPENSES GÉNÉRALES						132.734,30
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES						7.926,36
338	PROVISIONS ET RÉSERVES						3.000,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES						4.926,36
39	IMPUTATIONS INTERNES	402.543		402.543	ND		353.727,47
42	REVENUS DES BIENS						12,59
43	RECETTES DIVERSES						622.569,75

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.05.00.00	**OFFICE DE LA MAIN D'OEUVRE ÉTRANGÈRE** (Suite)						
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						3.750,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		10.210	10.210	ND		392.341,05
07.09.51.00	**FONDS DE PRÉVENTION DE LA VIOLENCE**						
3	**CHARGES**						**400.000,00**
	COUVERTURE en F						**-400.000,00**
	COUVERTURE en %						
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES						400.000,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES						400.000,00
9910	ACTIONS PONCTUELLES						400.000,00
07.09.90.00	**FONDATION DU PALAIS DES EXPOSITIONS**						
3	**CHARGES**	**0**		**-2.650.000**	**-100,0**	**2.650.000**	**40.161.000,00**
	COUVERTURE en F			**2.650.000**		**-2.650.000**	**-40.161.000,00**
	COUVERTURE en %						
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES			-1.447.000	-100,0	1.447.000	38.935.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF			-1.447.000	-100,0	1.447.000	1.435.000,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES						37.500.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES			-1.203.000	-100,0	1.203.000	1.226.000,00
07.09.92.00	**AÉROPORT INTERNATIONAL DE GENÈVE**						
3	**CHARGES**						**17.675.000,00**
4	**REVENUS**		**0**	**-18.300.000**	**-100,0**	**18.300.000**	**39.972.354,00**
	COUVERTURE en F			**-18.300.000**		**18.300.000**	**22.297.354,00**
	COUVERTURE en %						**226,15%**
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES						12.855.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF						12.855.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES						4.820.000,00
42	REVENUS DES BIENS			-18.300.000	-100,0	18.300.000	39.972.354,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.09.93.00	**PORTS FRANCS ET ENTREPÔTS DE GENÈVE SA**						
3	**CHARGES**	**0**		**-343.000**	**-100,0**	**343.000**	**347.000,00**
4	**REVENUS**		**0**	**-6.100.000**	**-100,0**	**6.100.000**	**6.763.861,15**
	COUVERTURE en F			**-5.757.000**		**5.757.000**	**6.416.861,15**
	COUVERTURE en %				**NS**	**1.778,43%**	**1.949,24%**
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES			-155.000	-100,0	155.000	155.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF			-155.000	-100,0	155.000	155.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES			-188.000	-100,0	188.000	192.000,00
42	REVENUS DES BIENS			-6.100.000	-100,0	6.100.000	6.763.861,15
07.09.95.00	**FONDS VITICOLE**						
4	**REVENUS**						**-71,40**
	COUVERTURE en F						**-71,40**
	COUVERTURE en %						
43	RECETTES DIVERSES						-71,40
07.10.06.00	**SERVICE CANTONAL D'AVANCE ET DE RECOUVREMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES**						
3	**CHARGES**	**15.109.900**		**589.357**	**4,1**	**14.520.543**	**14.270.920,30**
4	**REVENUS**		**3.532.957**	**-15.993**	**-0,5**	**3.548.950**	**4.772.620,92**
	COUVERTURE en F	**-11.576.943**		**-605.350**		**-10.971.593**	**-9.498.299,38**
	COUVERTURE en %	**23,38%**			**-1,1**	**24,44%**	**33,44%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	3.096.298		235.628	8,2	2.860.670	2.717.939,84
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	198.498		-375	-0,2	198.873	143.378,25
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	10.900.000		0	0,0	10.900.000	11.099.922,05
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	8.400.000		0	0,0	8.400.000	8.600.000,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	2.500.000		0	0,0	2.500.000	2.499.922,05
39	IMPUTATIONS INTERNES	915.104		354.104	63,1	561.000	309.680,16
42	REVENUS DES BIENS		700	0	0,0	700	685,15
43	RECETTES DIVERSES		3.532.200	0	0,0	3.532.200	4.771.877,22
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		2.500.000	0	0,0	2.500.000	2.499.922,05
49	IMPUTATIONS INTERNES		57	-15.993	-99,6	16.050	58,55

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.11.05.00	**SERVICE DES TUTELLES D'ADULTES**						
3	**CHARGES**	**7.731.781**		**80.995**	**1,1**	**7.650.786**	**8.292.704,09**
4	**REVENUS**		**68.000**	**-35.000**	**-34,0**	**103.000**	**88.755,72**
	COUVERTURE en F	**-7.663.781**		**-115.995**		**-7.547.786**	**-8.203.948,37**
	COUVERTURE en %	**0,88%**			**-0,5**	**1,35%**	**1,07%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	7.325.208		161.218	2,3	7.163.990	7.392.801,42
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	172.673		-823	-0,5	173.496	144.782,32
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	70.000		-115.000	-62,2	185.000	25.171,80
338	PROVISIONS ET RÉSERVES			-110.000	-100,0	110.000	
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	70.000		-5.000	-6,7	75.000	25.171,80
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	110.000		60.000	120,0	50.000	36.252,30
366	PERSONNES PHYSIQUES	110.000		60.000	120,0	50.000	36.252,30
0501	APPUI SOCIAL	110.000		60.000	120,0	50.000	19.001,00
0502	SUBSIDES PARTIELS AUX ASSURÉS À RESSOURCES MODESTES						17.251,30
39	IMPUTATIONS INTERNES	53.900		-24.400	-31,2	78.300	693.696,25
42	REVENUS DES BIENS		35.000	35.000	ND		
43	RECETTES DIVERSES		33.000	-70.000	-68,0	103.000	88.755,72
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						25.171,80
07.14.11.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION SOCIALE**						
3	**CHARGES**	**575.542.703**		**208.384.120**	**56,8**	**367.158.583**	**233.523.883,05**
4	**REVENUS**		**59.021.637**	**56.491.687**	**NS**	**2.529.950**	**223.220,50**
	COUVERTURE en F	**-516.521.066**		**-151.892.433**		**-364.628.633**	**-233.300.662,55**
	COUVERTURE en %	**10,26%**			**9,6**	**0,69%**	**0,10%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	3.746.114		1.132.064	43,3	2.614.050	2.586.396,02
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	426.442		-55.265	-11,5	481.707	102.456,30
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	2.865.000		342.650	13,6	2.522.350	22.825.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	2.865.000		342.650	13,6	2.522.350	1.625.000,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES						21.200.000,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	565.570.018		206.120.242	57,3	359.449.776	207.170.459,65
360	CONFÉDÉRATION	42.433.833		-162.412.167	-79,3	204.846.000	194.834.922,00
0111	PART DU CANTON À L'AVS			-82.553.000	-100,0	82.553.000	79.434.100,00
0211	PART DU CANTON À L'AI	42.433.833		-79.859.167	-65,3	122.293.000	115.400.822,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.14.11.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION SOCIALE** (Suite)						
361	CANTONS	82.442		8.340	11,3	74.102	69.514,00
0211	CSIAP, CONFÉRENCE SUISSE DES INSTITUTIONS D'ASSISTANCE PUBLIQUE	14.000		0	0,0	14.000	13.740,00
0312	CONFÉRENCE DES DIRECTEURS DES AFFAIRES SOCIALES	63.942		8.340	15,0	55.602	53.524,00
0410	FÉDÉRATION ROMANDE ET TESSINOISE DES SERVICES DE CONSULATION CONJUGALE	4.500		0	0,0	4.500	2.250,00
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	119.751.431		100.329.105	516,6	19.422.326	51.364,55
0101	EPH-ÉTABLISSEMENTS SOCIO-ÉDUCATIFS POUR PERSONNES HANDICAPÉES MENTALES - EPSE - FONCTIONNEMENT			-12.629.475	-100,0	12.629.475	
0112	COMMISSION MIXTE DE TOXICOMANIE	4.500		0	0,0	4.500	1.399,55
0121	HOSPICE GÉNÉRAL - FONCTIONNEMENTHOSPICE GÉNÉRAL - FONCTIONNEMENT	82.670.083		82.670.083	ND		
0201	EPH-ÉTABLISSEMENTS SOCIO-ÉDUCATIFS POUR PERSONNES HANDICAPÉES MENTALES - EPSE - UTILISATION IMMEUBLE			-3.020.710	-100,0	3.020.710	
0210	INDEMNITÉ MISSIONS D'INTÉRÊT GÉNÉRAL HUG	50.000		0	0,0	50.000	49.965,00
0301	EPH-CENTRE D'INTÉGRATION PROFESSIONNELLE - FONCTIONNEMENT			-3.657.021	-100,0	3.657.021	
0401	EPH-CENTRE D'INTÉGRATION PROFESSIONNELLE - IMMEUBLE			-60.620	-100,0	60.620	
0501	EPI - ETABLISSEMENTS PUBLICS POUR L'INTÉGRATION - FONCTIONNEMENT	32.822.044		32.822.044	ND		
9910	FONDS DE LUTTE CONTRE LA DROGUE - ACTIONS SOCIALES ET PONCTUELLES	100.000		100.000	ND		
0121	HOSPICE GÉNÉRAL - SUBV. NON MONÉTAIRE - UTILISATION IMMEUBLE	305.472		305.472	ND		
0801	EPI - ETABLISSEMENTS PUBLICS POUR L'INTÉGRATION - UTILISATION IMMEUBLE	3.799.332		3.799.332	ND		
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	202.624.462		69.268.114	51,9	133.356.348	10.524.124,60
0134	EMS - SUBVENTION D'EXPLOITATION	87.735.000		2.240.000	2,6	85.495.000	
0160	HUG - ATELIER LES CORDIERS	638.020		638.020	ND		
0161	HUG - FOYER LES BAINS	667.519		667.519	ND		
0162	HUG - FOYER LES PÂQUIS	871.951		871.951	ND		
0232	EPH-CENTRE ESPOIR (ARMÉE DU SALUT)	4.036.116		2.744.116	212,4	1.292.000	
0234	ANNUALISATION DES PLACES EPH CRÉÉES EN 2007 ET NOUVELLES PLACES 2008	7.267.774		7.267.774	ND		
0235	EPH - PRO ENTREPRISE SOCIALE PRIVÉE	2.613.227		2.613.227	ND		
0236	EPH - POINT DU JOUR	279.585		279.585	ND		
0304	EPH-FHP FONDATION POUR L'HÉBERGEMENT PERSONNES HANDICAPÉES PSYCHIQUES	6.680.184		2.875.184	75,6	3.805.000	
0405	EPH-FONDATION AIGUES VERTES	12.545.282		6.881.009	121,5	5.664.273	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.14.11.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION SOCIALE** (Suite)						
0504	EPH-CLAIR-BOIS FONDATION EN FAVEUR DES PERSONNES POLYHANDICAPÉES	13.252.828		6.167.259	87,0	7.085.569	
0512	LE RACARD - CENTRE D'HÉBÈRGEMENT ET LIEU DE VIE AVEC SOUTIEN PSYCHOSOCIAL			-375.000	-100,0	375.000	375.000,00
0603	EPH-FONDATION ENSEMBLE	7.844.932		4.759.450	154,3	3.085.482	
0610	LAVI - ASSOCIATION DU CENTRE GENEVOIS DE CONSULTATION POUR LES VICTIMES D'INFRACTIONS	820.000		20.000	2,5	800.000	800.000,00
0702	EPH-FOYER HANDICAP	15.685.330		11.209.384	250,4	4.475.946	
0802	EPH-ASSOCIATION LA COROLLE - COMMUNAUTÉ DE L'ARCHE	2.066.391		1.580.391	325,2	486.000	
0812	CROIX ROUGE GENEVOISE	900.000		50.000	5,9	850.000	850.000,00
0902	EPH-FONDATION TRAJETS POUR L'INTÉGRATION SOCIALE	4.628.727		2.851.923	160,5	1.776.804	
1000	CENTRE DE LIAISON DES ASSOCIATIONS FÉMININES GENEVOISES (CLAFG)	18.000		18.000	ND		
1002	EPH-LA MAISON DES CHAMPS	1.379.308		277.365	25,2	1.101.943	
1102	FONDATION POUR L'EXPLOITATION DE PENSIONS POUR PERSONNES ÂGÉES LA VESPÉRALE (TERRAINS)			-416.000	-100,0	416.000	
1811	FONDATION TRANSPORT HANDICAP - MOBILITÉ POUR TOUS	150.000		0	0,0	150.000	150.000,00
2002	EPH - SOCIÉTÉ GENEVOISE POUR L'INTÉGRATION PROFESSIONNELLE D'ADOLESCENTS ET D'ADULTES - SGIPA	14.945.707		8.011.418	115,5	6.934.289	
2010	PRO JUVENTUTE - CARTE FAMILLE GIGOGNE			-180.000	-100,0	180.000	180.000,00
2110	ASSOCIATION DES FAMILLES MONOPARENTALES	88.500		30.000	51,3	58.500	58.500,00
2211	COMPAGNA	35.000		10.000	40,0	25.000	25.000,00
2310	PRO MENTE SANA ASSOCIATION ROMANDE	205.000		205.000	ND		
2312	PRO FILIA GENÈVE	30.250		10.000	49,4	20.250	20.250,00
2410	FÉDÉRATION GENEVOISE DE SERVICES PRIVÉS DE CONSULTATIONS CONJUGALES ET FAMILIALES	300.000		70.000	30,4	230.000	230.000,00
2510	ASSOCIATION PAROLE	125.000		125.000	ND		
3100	FONDATION HEALTH ON THE NET	685.000		685.000	ND		
3200	SOLIDARITÉ FEMMES	726.000		726.000	ND		
3202	PRO SENECTUTE	30.600		30.600	ND		
3203	AGORA	15.000		15.000	ND		
3210	FONDATION PHENIX	370.000		0	0,0	370.000	370.000,00
3400	ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DES PERSONNES ÂGÉES EN ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX (EMS) ET DE LEURS FAMILLES (APAF)	205.000		205.000	ND		
3410	FORUM SANTÉ	40.000		0	0,0	40.000	20.000,00
3600	ASSOCIATION VIOL SECOURS	295.000		295.000	ND		
3700	ASSOCIATION CÉRÉBRAL GENÈVE	80.000		80.000	ND		
3810	ASSUAS - ASSOCIATION SUISSE DES ASSURÉS	40.000		0	0,0	40.000	40.000,00
3900	ASSOCIATION AUTREMENT AUJOURD'HUI	155.200		155.200	ND		
4000	ASSOCIATION LA PÂQUERETTE DES CHAMPS	205.000		205.000	ND		

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.14.11.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION SOCIALE** (Suite)						
4010	CGV - CENTRE GENEVOIS DU VOLONTARIAT			-80.000	-100,0	80.000	40.000,00
4310	TÉL 143 LA MAIN TENDUE	127.800		24.300	23,5	103.500	103.500,00
4410	LE CARE (CARITAS ACCUEIL RENCONTRE ECHANGE)			-110.000	-100,0	110.000	55.000,00
4501	ASSOCIATION POUR L'APPARTEMENT DE JOUR	510.972		510.972	ND		
4510	LA COULOU - ABRI POUR SANS ABRI			-100.000	-100,0	100.000	200.000,00
4610	CENTRE SOCIAL PROTESTANT GENÈVE - ATELIER GALIFFE	570.851		270.851	90,3	300.000	300.000,00
4702	ENTREPRISE SOCIALE L'ORANGERIE	246.000		246.000	ND		
4710	CARITAS GENÈVE	430.000		130.000	43,3	300.000	300.000,00
4802	SOS FEMMES	355.000		355.000	ND		
4902	ARABELLE FOYER D'HÉBERGEMENT AVEC CRÈCHE	545.000		545.000	ND		
4910	ARMÉE DU SALUT - ACCUEIL DE NUIT			-145.000	-100,0	145.000	145.000,00
5002	IPT FONDATION INTÉGRATION POUR TOUS	191.500		191.500	ND		
5101	MAISON GENEVOISE DES MÉDIATIONS	128.000		128.000	ND		
5102	APPARTENANCES - GENÈVE	95.000		95.000	ND		
5103	BIRD - BUREAU D'INTÉGRATION DES RÉFUGIÉS POUR DEMAIN	25.000		25.000	ND		
5104	ELISA	35.000		35.000	ND		
5105	EPER	25.000		25.000	ND		
5110	PLURIELS - CENTRE DE CONSULTATION ET D'ÉTUDES ETHNOPSYCHOLOGIQUES POUR MIGRANTS	235.000		15.000	6,8	220.000	220.000,00
6010	ARGOS - ASSOCIATION SPÉCIALISÉE DANS L'AIDE À L'ABSTINENCE ET À L'INSERTION DES PERSONNES TOXICO-DÉPENDANTES	2.835.000		35.000	1,3	2.800.000	2.800.000,00
6110	ASSOCIATION POUR LE BATEAU GENÈVE			-200.000	-100,0	200.000	200.000,00
6210	ASSOCIATION POUR LE PATRIMOINE INDUSTRIEL - API	151.000		0	0,0	151.000	151.000,00
6302	ASSOCIATION ANYATAS POUR PERSONNES MENTALEMENT HANDICAPÉES	40.000		0	0,0	40.000	20.000,00
6400	ASSOCIATION DANSE-HABILE	35.000		35.000	ND		
6500	FONDS HÉLIOS - ACTIONS SOUTIEN INTÉGRATION PERSONNES HANDICAPÉES	500.000		0	0,0	500.000	90.319,60
6610	INSIEME GENÈVE - ASSOCIATION GENEVOISE DE PARENTS ET D'AMIS DE PERSONNES MENTALEMENT HANDICAPÉES	110.000		50.000	83,3	60.000	60.000,00
7215	FONDATION TRANSPORT HANDICAP	649.000		22.500	3,6	626.500	626.500,00
7411	FÉDÉRATION SUISSE DE CONSULTATION EN MOYENS AUXILIAIRES POUR PERSONNES HANDICAPÉES - FSCMA	2.500		0	0,0	2.500	
7512	DIVERSES ACTIONS SOCIALES PONCTUELLES	750.000		0	0,0	750.000	18.900,00
7612	PRO - INFIRMIS	159.500		19.500	13,9	140.000	140.000,00
7810	FONDATION CAP LOISIRS	1.000.100		25.100	2,6	975.000	975.000,00
7910	ASSOCIATION ARCADE 84	403.200		309.738	331,4	93.462	90.000,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.14.11.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION SOCIALE** (Suite)						
8310	ANTENNE DROGUE FAMILLE - ASSOCIATION GENEVOISE DES PERSONNES CONCERNÉES PAR LES PROBLÈMES LIÉS À LA DROGUE	36.000		0	0,0	36.000	18.000,00
8812	PROJECT ASSOCIATION	38.000		0	0,0	38.000	38.000,00
8910	CEFCA - CENTRE DE FORMATION CONTINUE POUR ADULTES	67.500		0	0,0	67.500	67.500,00
9110	AGIS - ASSOCIATION GENEVOISE D'INSERTION SOCIALE	48.350		20.000	70,5	28.350	14.175,00
9310	CLUB EN FAUTEUIL ROULANT GENÈVE			-50.000	-100,0	50.000	50.000,00
9610	ASSOCIATION RÉALISE	499.323		149.323	42,7	350.000	350.000,00
9710	CARREFOUR-RUE / ORGANISME DE PRÉVENTION ET D'ACTION SOCIALE			-182.480	-100,0	182.480	182.480,00
9810	CARREFOUR PRISON	175.000		25.000	16,7	150.000	150.000,00
9911	FONDS DE LUTTE CONTRE LA DROGUE - ACTIONS SOCIALES ET PONCTUELLES	400.000		400.000	ND		
9913	BÉNÉFICIAIRES DU DROIT DES PAUVRES	500.000		500.000	ND		
0405	EPH-FONDATION AIGUES VERTES - UTILISATION IMMEUBLE	38.539		38.539	ND		
0504	EPH-CLAIR-BOIS FONDATION EN FAVEUR DES PERSONNES POLYHANDICAPÉES - UTILISATION IMMEUBLE	205.092		205.092	ND		
0603	EPH-FONDATION ENSEMBLE - UTILISATION IMMEUBLE	30.544		30.544	ND		
0702	EPH-FOYER HANDICAP - UTILISATION IMMEUBLE	260.820		260.820	ND		
0812	SUBVENTION NON MONÉTAIRE - SECT. GENEV. CROIX-ROUGE - LOCATION	46.610		46.610	ND		
0902	EPH-FONDATION TRAJETS POUR L'INTÉGRATION SOCIALE - UTILISATION IMMEUBLE	18.396		18.396	ND		
1102	FONDATION POUR L'EXPLOITATION DE PENSIONS POUR PERSONNES ÂGÉES LA VESPÉRALE - UTILISATION IMMEUBLE	416.000		416.000	ND		
2002	EPH - SOCIÉTÉ GENEVOISE POUR L'INTÉGRATION PROFESSIONNELLE D'ADOLESCENTS ET D'ADULTES - SGIPA - UTILISATION IMMEUBLE	691.150		691.150	ND		
2911	SUBVENTION NON MONÉTAIRE - EMMAüS - LOCATION	144.531		144.531	ND		
3700	SUBVENTION NON MONÉTAIRE - ASSOCIATION CÉRÉBRAL GENÈVE - LOCATION	124.345		124.345	ND		
4610	CENTRE SOCIAL PROTESTANT GENÈVE - UTILISATION IMMEUBLE	43.383		43.383	ND		
4710	CARITAS GENÈVE - UTILISATION D'IMMEUBLE	29.025		29.025	ND		
366	PERSONNES PHYSIQUES	200.677.850		198.926.850	NS	1.751.000	1.690.534,50
0102	HOSPICE GÉNÉRAL - PRESTATIONS	179.032.850		179.032.850	ND		
0112	LAVI - ASSOCIATION DU CENTRE GENEVOIS DE CONSULTATION POUR LES VICTIMES D'INFRACTIONS (PRESTATIONS DESTINÉES AUX VICTIMES)	581.000		0	0,0	581.000	581.000,00
0200	INSTANCE D'INDEMNISATION LAVI	990.000		0	0,0	990.000	1.109.534,50

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.14.11.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION SOCIALE** (Suite)						
0302	ALLOCATIONS FAMILIALES POUR PERSONNES NON ACTIVES	19.000.000		19.000.000	ND		
0409	MESURES DE SOUTIEN AUX PERSONNES ÂGÉES (101 LAVS)	894.000		894.000	ND		
1002	CONTRIBUTION AU PLACEMENT HORS CANTON DANS LE CADRE DE LA CIIS	180.000		0	0,0	180.000	
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	1.200.000		0	0,0	1.200.000	189.006,00
373	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	600.000		0	0,0	600.000	
375	INSTITUTIONS PRIVÉES	600.000		0	0,0	600.000	189.006,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.735.129		844.429	94,8	890.700	650.565,08
40	IMPÔTS		13.887.804	13.887.804	ND		
406	AUTRES IMPÔTS CANTONAUX		13.887.804	13.887.804	ND		
01	RECETTES DU SERVICE		13.887.804	13.887.804	ND		
43	RECETTES DIVERSES		43.933.833	42.683.833	NS	1.250.000	34.214,50
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		42.433.833	42.433.833	ND		
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER		1.200.000	0	0,0	1.200.000	189.006,00
470	CONFÉDÉRATION		1.200.000	0	0,0	1.200.000	189.006,00
49	IMPUTATIONS INTERNES			-79.950	-100,0	79.950	
07.14.29.00	**HOSPICE GÉNÉRAL**						
3	**CHARGES**	**78.712**		**-242.552.071**	**-100,0**	**242.630.783**	**254.074.473,00**
4	**REVENUS**		**128.634**	**-9.247.685**	**-98,6**	**9.376.319**	**21.412.204,77**
	COUVERTURE en F	**49.922**		**233.304.386**		**-233.254.464**	**-232.662.268,23**
	COUVERTURE en %	**163,42%**			**159,6**	**3,86%**	**8,43%**
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES			-77.000	-100,0	77.000	513.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF			-77.000	-100,0	77.000	513.000,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES			-242.502.933	-100,0	242.502.933	253.044.388,00
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS			-81.170.545	-100,0	81.170.545	74.112.000,00
0119	INDEMNITÉ DE FONCTIONNEMENT CLINIQUES DE JOLI-MONT ET MONTANA			-81.170.545	-100,0	81.170.545	74.112.000,00
366	PERSONNES PHYSIQUES			-161.332.388	-100,0	161.332.388	178.932.388,00
0102	HOSPICE GÉNÉRAL - PRESTATIONS			-161.332.388	-100,0	161.332.388	170.632.388,00
0415	SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE OCAI						8.300.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	78.712		27.862	54,8	50.850	517.085,00
40	IMPÔTS						13.019.988,37

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.14.29.00	**HOSPICE GÉNÉRAL** (Suite)						
406	AUTRES IMPÔTS CANTONAUX						13.019.988,37
01	RECETTES DU SERVICE						10.400.895,82
02	PRODUIT IMPÔT SUR LES CASINOS						2.619.092,55
43	RECETTES DIVERSES						8.300.000,00
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						8.300.000,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		128.634	-9.247.685	-98,6	9.376.319	92.216,40
07.14.33.00	**OFFICE CANTONAL DES PERSONNES ÂGÉES**						
3	**CHARGES**	**474.912.910**		**23.817.699**	**5,3**	**451.095.211**	**591.461.814,28**
4	**REVENUS**		**110.112.616**	**68.541.786**	**164,9**	**41.570.830**	**68.120.871,83**
	COUVERTURE en F	**-364.800.294**		**44.724.087**		**-409.524.381**	**-523.340.942,45**
	COUVERTURE en %	**23,19%**			**14,0**	**9,22%**	**11,52%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	10.951.247		330.937	3,1	10.620.310	10.772.999,36
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	839.572		-2.029	-0,2	841.601	695.497,66
32	INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS						418,00
329	AUTRES INTÉRÊTS PASSIFS						418,00
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	2.900.113		695.113	31,5	2.205.000	6.428.384,70
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	700.113		695.113	NS	5.000	646.000,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES						2.970.250,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	2.200.000		0	0,0	2.200.000	2.812.134,70
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	457.295.700		21.399.400	4,9	435.896.300	570.172.003,32
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS						19.121.330,00
0101	EPH-ÉTABLISSEMENTS SOCIO-ÉDUCATIFS POUR PERSONNES HANDICAPÉES MENTALES - EPSE - FONCTIONNEMENT						12.550.000,00
0201	EPH-ÉTABLISSEMENTS SOCIO-ÉDUCATIFS POUR PERSONNES HANDICAPÉES MENTALES - EPSE - UTILISATION IMMEUBLE						3.020.710,00
0301	EPH-CENTRE D'INTÉGRATION PROFESSIONNELLE - FONCTIONNEMENT						3.490.000,00
0401	EPH-CENTRE D'INTÉGRATION PROFESSIONNELLE - IMMEUBLE						60.620,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES						122.229.769,00
0134	EMS - SUBVENTION D'EXPLOITATION						81.661.746,00
0232	EPH-CENTRE ESPOIR (ARMÉE DU SALUT)						1.292.000,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.14.33.00	**OFFICE CANTONAL DES PERSONNES ÂGÉES** (Suite)						
0304	EPH-FHP FONDATION POUR L'HÉBERGEMENT PERSONNES HANDICAPÉES PSYCHIQUES						3.805.000,00
0405	EPH-FONDATION AIGUES VERTES						5.537.000,00
0504	EPH-CLAIR-BOIS FONDATION EN FAVEUR DES PERSONNES POLYHANDICAPÉES						15.459.000,00
0603	EPH-FONDATION ENSEMBLE						6.342.080,00
0702	EPH-FOYER HANDICAP						4.405.000,00
0802	EPH-ASSOCIATION LA COROLLE - COMMUNAUTÉ DE L'ARCHE						486.000,00
0902	EPH-FONDATION TRAJETS POUR L'INTÉGRATION SOCIALE						1.724.000,00
1002	EPH-LA MAISON DES CHAMPS						1.101.943,00
1102	FONDATION POUR L'EXPLOITATION DE PENSIONS POUR PERSONNES ÂGÉES LA VESPÉRALE (TERRAINS)						416.000,00
366	PERSONNES PHYSIQUES	457.295.700		21.399.400	4,9	435.896.300	428.820.904,32
0114	PREST. COMPLÉM. FÉDÉR. (PCF) - OCPA	279.290.174		30.395.108	12,2	248.895.066	249.903.345,28
0214	ABONNEMENTS TPG - OCPA	6.400.000		-164.000	-2,5	6.564.000	6.185.261,00
0314	SERVICE SOCIAL	10.000		0	0,0	10.000	1.490,00
0412	PREST. COMPLÉM. CANTON. (PCC)-OCPA	167.145.526		-8.831.708	-5,0	175.977.234	167.568.882,33
0512	PRESTATIONS D'ASSISTANCE	4.450.000		0	0,0	4.450.000	5.024.425,71
0601	JOURNAL GÉNÉRATIONS						137.500,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	2.926.278		1.394.278	91,0	1.532.000	3.392.511,24
42	REVENUS DES BIENS		16.000	7.000	77,8	9.000	145.922,19
43	RECETTES DIVERSES		16.046.330	0	0,0	16.046.330	43.853.406,51
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						11.810.000,00
46	SUBVENTIONS ACQUISES		94.024.121	68.908.121	274,4	25.116.000	24.094.470,00
460	CONFÉDÉRATION		94.024.121	68.908.121	274,4	25.116.000	24.094.470,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		26.165	-373.335	-93,5	399.500	27.073,13
07.14.49.00	**CENTRE DE RÉADAPTATION PROFESSIONNELLE POUR PERSONNES HANDICAPÉES**						
3	**CHARGES**	**71.168**		**71.168**	**ND**		**0,00**
4	**REVENUS**		**277.435**	**277.435**	**ND**		**0,00**
	COUVERTURE en F	**206.267**		**206.267**			
	COUVERTURE en %	**389,83%**			**389,8**		
39	IMPUTATIONS INTERNES	71.168		71.168	ND		
49	IMPUTATIONS INTERNES		277.435	277.435	ND		

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.14.51.00	**SERVICE DE L'ASSURANCE MALADIE**						
3	**CHARGES**	**277.951.220**		**12.793.902**	**4,8**	**265.157.318**	**232.606.967,29**
4	**REVENUS**		**103.056.131**	**-17.302.225**	**-14,4**	**120.358.356**	**112.494.093,50**
	COUVERTURE en F	**-174.895.089**		**-30.096.127**		**-144.798.962**	**-120.112.873,79**
	COUVERTURE en %	**37,08%**			**-8,3**	**45,39%**	**48,36%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	2.913.029		142.929	5,2	2.770.100	2.680.034,41
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	384.213		147.245	62,1	236.968	189.435,87
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES						2.303.795,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES						2.303.795,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	273.700.000		12.000.000	4,6	261.700.000	227.084.031,50
366	PERSONNES PHYSIQUES	273.700.000		12.000.000	4,6	261.700.000	227.084.031,50
0118	SUBSIDES AUX ASSURÉS À RESSOURCES MODESTE OU DÉBITEURS	183.600.000		7.500.000	4,3	176.100.000	143.551.079,10
0313	CRÉANCE IRRÉCOUVRABLES DES ASSURÉS À RESSOURCES MODESTES	39.000.000		4.500.000	13,0	34.500.000	27.244.868,25
0502	SUBSIDES PARTIELS AUX ASSURÉS À RESSOURCES MODESTES	51.100.000		0	0,0	51.100.000	56.288.084,15
39	IMPUTATIONS INTERNES	953.978		503.728	111,9	450.250	349.670,51
43	RECETTES DIVERSES		1.500.000	-2.400.000	-61,5	3.900.000	2.352.434,50
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						1.085.850,00
46	SUBVENTIONS ACQUISES		101.556.131	-14.783.975	-12,7	116.340.106	110.141.659,00
460	CONFÉDÉRATION		101.556.131	-14.783.975	-12,7	116.340.106	110.141.659,00
49	IMPUTATIONS INTERNES			-118.250	-100,0	118.250	
07.90.50.00	**FONDS DE LUTTE CONTRE LA DROGUE**						
3	**CHARGES**	**0**		**-500.000**	**-100,0**	**500.000**	**590.025,05**
4	**REVENUS**		**0**	**-500.000**	**-100,0**	**500.000**	**590.025,05**
	COUVERTURE en F						
	COUVERTURE en %				**-100,0**	**100,00%**	**100,00%**
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES			-500.000	-100,0	500.000	590.025,05
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS			-100.000	-100,0	100.000	70.000,00
9910	FONDS DE LUTTE CONTRE LA DROGUE - ACTIONS SOCIALES ET PONCTUELLES			-100.000	-100,0	100.000	70.000,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES			-400.000	-100,0	400.000	520.025,05
9911	FONDS DE LUTTE CONTRE LA DROGUE - ACTIONS SOCIALES ET PONCTUELLES			-400.000	-100,0	400.000	520.025,05
43	RECETTES DIVERSES			-250.000	-100,0	250.000	273.818,10

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.90.50.00	**FONDS DE LUTTE CONTRE LA DROGUE** (Suite)						
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-250.000	-100,0	250.000	316.206,95
480	PRÉLÈVEMENTS SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-250.000	-100,0	250.000	316.206,95
07.90.52.00	**FONDS DU DROIT DES PAUVRES**						
3	**CHARGES**	**0**		**-5.121.000**	**-100,0**	**5.121.000**	**5.614.995,02**
4	**REVENUS**		**0**	**-5.140.300**	**-100,0**	**5.140.300**	**5.614.995,02**
	COUVERTURE en F			**-19.300**		**19.300**	
	COUVERTURE en %				**-100,4**	**100,38%**	**100,00%**
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES			-5.121.000	-100,0	5.121.000	4.617.900,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES			-5.121.000	-100,0	5.121.000	4.617.900,00
2210	AU COEUR DES GROTTES - FOYER POUR FEMMES SEULES OU AVEC LEURS ENFANTS			-250.000	-100,0	250.000	250.000,00
2310	PRO MENTE SANA ASSOCIATION ROMANDE			-200.000	-100,0	200.000	200.000,00
2510	ASSOCIATION PAROLE			-115.000	-100,0	115.000	115.000,00
2911	EMMAüS GENÈVE						50.000,00
3100	FONDATION HEALTH ON THE NET			-685.000	-100,0	685.000	700.000,00
3200	SOLIDARITÉ FEMMES			-600.000	-100,0	600.000	600.000,00
3400	ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DES PERSONNES ÂGÉES EN ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX (EMS) ET DE LEURS FAMILLES (APAF)			-200.000	-100,0	200.000	75.500,00
3500	AVIVO - ASSOCIATION DE DÉFENSE ET DE DÉTENTE DE TOUS LES RETRAITÉS ET FUTURS RETRAITÉS			-75.000	-100,0	75.000	75.000,00
3600	ASSOCIATION VIOL SECOURS			-255.000	-100,0	255.000	240.000,00
3700	ASSOCIATION CÉRÉBRAL GENÈVE			-80.000	-100,0	80.000	40.000,00
3800	LESTIME			-100.000	-100,0	100.000	100.000,00
3900	ASSOCIATION AUTREMENT AUJOURD'HUI			-70.000	-100,0	70.000	70.000,00
4000	ASSOCIATION LA PÂQUERETTE DES CHAMPS			-205.000	-100,0	205.000	205.000,00
4501	ASSOCIATION POUR L'APPARTEMENT DE JOUR			-200.000	-100,0	200.000	200.000,00
4602	ASPASIE			-347.000	-100,0	347.000	347.000,00
4702	ENTREPRISE SOCIALE L'ORANGERIE			-171.000	-100,0	171.000	171.000,00
4802	SOS FEMMES			-280.000	-100,0	280.000	280.000,00
4902	ARABELLE FOYER D'HÉBERGEMENT AVEC CRÈCHE			-500.000	-100,0	500.000	500.000,00
5002	IPT FONDATION INTÉGRATION POUR TOUS			-160.000	-100,0	160.000	160.000,00
5101	MAISON GENEVOISE DES MÉDIATIONS			-128.000	-100,0	128.000	64.000,00
9913	BÉNÉFICIAIRES DU DROIT DES PAUVRES			-500.000	-100,0	500.000	175.400,00
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX						859.804,62
380	VERSEMENT SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX						859.804,62

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.90.52.00	**FONDS DU DROIT DES PAUVRES** (Suite)						
39	IMPUTATIONS INTERNES						137.290,40
40	IMPÔTS						5.579.995,02
406	AUTRES IMPÔTS CANTONAUX						5.579.995,02
01	RECETTES DU SERVICE						4.457.526,79
02	PRODUIT IMPÔT SUR LES CASINOS						1.122.468,23
43	RECETTES DIVERSES						35.000,00
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-1.117.013	-100,0	1.117.013	
480	PRÉLÈVEMENTS SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-1.117.013	-100,0	1.117.013	
49	IMPUTATIONS INTERNES			-4.023.287	-100,0	4.023.287	

Récapitulation du département
ECONOMIE ET SANTÉ

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.00.00.00	**ECONOMIE ET SANTÉ**						
3	**CHARGES**	**1.025.009.684**		**18.785.105**	**1,9**	**1.006.224.579**	**1.007.910.027,60**
4	**REVENUS**		**41.295.668**	**-11.695.352**	**-22,1**	**52.991.020**	**87.456.107,43**
	COUVERTURE en F	**-983.714.016**		**-30.480.457**		**-953.233.559**	**-920.453.920,17**
	COUVERTURE en %	**4,03%**			**-1,2**	**5,27%**	**8,68%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	31.382.022		1.487.329	5,0	29.894.693	38.069.306,90
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	7.839.007		-312.055	-3,8	8.151.062	8.270.764,16
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	34.247.230		-12.797.871	-27,2	47.045.101	60.358.863,14
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	101.000		101.000	ND		
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	935.789.468		49.432.251	5,6	886.357.217	880.867.003,97
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX						190.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	15.650.957		-19.125.549	-55,0	34.776.506	20.154.089,43
40	IMPÔTS		23.350.000	-13.450.000	-36,5	36.800.000	17.857.118,07
41	PATENTES ET CONCESSIONS		562.250	105.750	23,2	456.500	390.403,85
42	REVENUS DES BIENS		658.980	658.980	ND		29.651.939,84
43	RECETTES DIVERSES		13.749.235	842.465	6,5	12.906.770	37.255.963,70
46	SUBVENTIONS ACQUISES		1.675.700	306.200	22,4	1.369.500	1.444.244,80
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-306.200	-100,0	306.200	165.510,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		1.299.503	147.453	12,8	1.152.050	690.927,17

8. DEPARTEMENT DE L'ECONOMIE ET DE LA SANTE

1. Généralités

Le projet de budget 2008, hors imputations internes liées aux bâtiments, du département de l'économie et de la santé présente :

- 1'017'611'727 F aux dépenses
- 40'943'013 F aux revenus

Par rapport au budget voté :

- Il augmente, aux dépenses de 15'431'698 F (+ 1,54 %)
- Il diminue, aux revenus de 10'895'957 F (- 21.01 %)

L'augmentation des charges est due notamment aux effets de l'entrée en vigueur de la RPT qui entraîne pour le département des dépenses supplémentaires à hauteur de 27'355'509 F, pour l'essentiel dans le domaine de l'aide à domicile. Cette nouvelle charge est compensée en partie par la modification demandée par l'inspection cantonale des finances concernant l'enregistrement des revenus du droit des pauvres (13'410'956 F au budget 2007) qui jusqu'en 2007 figuraient en revenus au budget du service du droit des pauvres. Après déduction des charges d'encaissement, le solde net était rétrocédé au département de la solidarité et de l'emploi sous la forme d'une imputation interne. Dès 2008, les revenus sont directement imputés dans les comptes du département de la solidarité et de l'emploi et seuls les frais d'encaissement font l'objet d'une imputation interne.

La diminution des revenus est liée à l'application des recommandations de l'Inspection cantonale des finances concernant la comptabilisation des revenus du droit des pauvres qui sont dorénavant comptabilisées directement dans les comptes du département de la solidarité et de l'emploi.

2. Éléments budgétaires particuliers pour 2008

2.1. Transfert de l'Office vétérinaire cantonale

Conformément à la décision du Conseil d'Etat, l'Office vétérinaire cantonale est transféré du département du territoire au département de l'économie et de la santé dès le 1er janvier 2008. Du point de vue budgétaire, les impacts sont les suivants :

- Transfert de 10,8 postes en provenance du département du territoire;
- Augmentation des charges de 2'235'281 F;
- Augmentation des revenus de 613'551 F.

2.2. Impacts RPT

Suite à l'entrée en vigueur au 1er janvier 2008 de la RPT, les effets financiers pour le département de l'économie et de la santé s'élèvent à 27'355'509 F soit :

- Augmentation de l'indemnité de fonctionnement à la FSASD pour un montant de 25'854'219 F;
- Augmentation des indemnités pour les foyers de jour pour un montant de 678'780 F;
- Augmentation de l'indemnité financière aux Hôpitaux universitaires de Genève pour un montant de 822'510 F.

2.3. Impacts IPSAS

Afin de tenir compte de l'entrée en vigueur des IPSAS dès le 1er janvier 2008, le projet de budget a dû inclure certaines modifications dont la principale est la qualification en locations-financement des immeubles construits par l'Etat de Genève et mis à disposition des Hôpitaux universitaires de Genève et des cliniques genevoises de Joli-Mont et Montana.

Ainsi, une part des amortissements et des frais liés à l'intérêt de la dette figure dès 2008 sous la forme de subventions non monétaires à savoir :

- Hôpitaux universitaire de Genève, indemnité non monétaire pour un montant de 20'382'000 F;
- Cliniques genevoises de Joli-Mont et Montana pour un montant de 17'000 F.

De plus, et afin de tenir compte des subventions "tacites", les intérêts sur les prêts et capitaux de dotation ont été incorporés dans le projet de budget 2008 pour les montants suivants :

- Intérêt sur le prêt à la FONGIT pour 4'500 F;
- Intérêt sur le capital de dotation de l'OGCM pour 45'000 F;
- Intérêt sur le capital de dotation de la Fondation d'aide aux entreprises pour 600'180 F.

2.4. Fusion office cantonal du commerce et service des autorisations et patentes

Conformément à la décision du département de l'économie et de la santé, la fusion entre l'office cantonal du commerce et le service des autorisations et patentes est intégrée au projet de budget 2008 par le regroupement sous un seul centre de responsabilité "Service du commerce" portant le numéro 08.07.61.00.

3. Le budget par nature du département

		Budget 2008	Variation 2007/2008	En %	Budget 2007	Comptes 2006
30	Charges de personnel	31'382'022 F	+1'487'329 F	+4,97	29'894'693 F	38'069'306 F
31	Dépenses générales	7'839'007 F	-312'055 F	-3,83	8'151'062 F	8'270'764 F
33	Amortissements	34'015'230 F	-13'029'871 F	-38,31	47'045'101 F	60'358'863 F
35	Dédommagement à des tiers	101'000 F	+101'000 F	N/A	0 F	0 F
36	Subventions accordées	935'789'468 F	+49'432'251 F	+5.28	886'357'217 F	880'867'003 F
38	Financements spéciaux	0 F	0 F	N/A	0 F	190'000 F
39	Imputations internes (hors bâtiments)	8'253'000 F	-22'478'956 F	-73,15	30'731'956 F	16'692'570 F
40	Impôts	23'350'000 F	-13'450'000 F	36,55	36'800'000 F	17'857'118 F
41	Patentes, concessions	562'250 F	+105'750 F	+23,16	456'500 F	390'403 F
42	Revenus de biens	658'980 F	+658'980 F	N/A	0 F	29'651'939 F
43	Recettes diverses	13'749'235 F	+842'465 F	+6,53	12'906'770 F	37'255'963 F
46	Subventions acquises	1'675'700 F	+306'200 F	+22,35	1'369'500 F	1'444'244.80
48	Prélèvements sur financements spéciaux	0 F	-306'200 F	-100.00	306'200 F	165'510 F
49	Imputations internes (hors bâtiments)	946'848 F	+531'848 F	+128.16	415'000 F	690'927 F

30 Charges de personnel

L'augmentation des charges de personnels de 1'487'329 F est due au transfert des 10,8 postes de l'Office vétérinaire cantonal.

31 Dépenses générales

La diminution de 312'055 F est principalement due à la diminution de 8,5 % en application du plan de mesures du Conseil d'Etat ainsi qu'aux décisions de réduction des dépenses générales prises par le Conseil d'Etat. Cette diminution est toutefois compensée partiellement par l'augmentation due au transfert de l'office vétérinaire cantonal

33 Amortissements

La diminution de 13'029'871 F est liée à l'application des normes IPSAS et à la qualification dès 2008 d'une partie des amortissement en location-financement qui sont budgétisées sous la rubrique 36, indemnités non monétaire.

35 Dédommagements de tiers

L'augmentation de 101'000 F concerne les participations de l'Etat de Genève dans le cadre de la lutte contre certaines maladies et épizooties ainsi que pour le ramassage des déchets carnés.

36 Subventions accordées

L'augmentation de 49'432'251 F est principalement due

- pour un montant de 20'399'000 F à l'introduction des normes IPSAS (locations financement) pour les Hôpitaux universitaires de Genève et les cliniques genevoises de Joli-Mont et Montana;
- pour un montant 649'680 F à l'introduction des normes IPSAS (intérêts sur prêts et capitaux de dotation);
- pour un montant de 27'335'509 F à l'entrée en vigueur de la RPT.

38 Financements spéciaux

Avec l'entrée en vigueur au 1er janvier 2008 des normes IPSAS, la méthode de comptabilisations des fonds est modifiée et cette rubrique ne sera plus utilisée.

39 Imputations internes (hors bâtiments)

La diminution de 22'478'956 F est principalement due :

- pour un montant de 13'410'956 F à la modification exigée par l'inspection cantonale des finances concernant la méthode de comptabilisation des revenus du droit des pauvres. Jusqu'au budget 2007, les revenus figuraient au budget du service du droit des pauvres. Après déduction des charges d'encaissement, le solde net était rétrocédé au département de la solidarité et de l'emploi sous la forme dune imputation interne. Dès 2008, les revenus sont directement imputés dans les comptes du département de la solidarité et de l'emploi et seuls les frais d'encaissement font l'objet d'une imputation interne;
- pour un montant 8'689'000 F lié à l'introduction des normes IPSAS (qualification des intérêts de la dette en locations financement).

40 Impôts

La diminution de 13'450'000 F est due à la modification de la comptabilisation demandée par l'Inspection cantonale des finances concernant les revenus du droit des pauvres. Dès 2008, les revenus estimés à 14'000'000 F seront directement comptabilisés dans les comptes du département de la solidarité et de l'emploi.

41 Patentes, concessions

L'augmentation de 105'750 F est liée à une augmentation du volume des patentes délivrées.

42 Revenus des biens

L'augmentation de 658'980 F est liée à la budgétisation des intérêts sur prêts et capitaux de dotation pour 649'680 F afin de respecter les normes IPSAS. Le solde, soit 9'300 F correspond à la budgétisation des frais de rappel qui sont facturés aux débiteurs en retard.

43 Recettes diverses

L'augmentation de 842'465 F est liée notamment à l'augmentation du volume de certains émoluments ainsi qu'au transfert des émoluments facturés par l'Office vétérinaire cantonal. De plus, certains revenus non monétaires sont en augmentation notamment en ce qui concerne la mise à disposition de matériel informatique en faveur de la FSASD.

46 Subventions acquises

L'augmentation de 306'200 F provient de l'application des normes IPSAS concernant la modification de la comptabilisation des prélèvements sur les financements spéciaux qui, jusqu'en 2007 sont comptabilisés sous une nature 48 mais qui, dès 2008, le seront sous une nature 46.

48 Prélèvement sur les financements spéciaux

Avec l'entrée en vigueur au 1er janvier 2008 des normes IPSAS, la méthode de comptabilisations des fonds est modifiée et cette rubrique ne sera plus utilisée.

49 Imputations internes (hors bâtiments)

L'augmentation de 531'848 F est due au transfert en provenance du département du territoire de la subvention cantonale en faveur des épizooties pour 400'000 F et à la comptabilisation sous forme d'imputation interne des frais relatifs à l'encaissement du droit des pauvres.

4. Le personnel

Le nombre de postes du département passe de 216.31 en 2007 à 223.33 pour 20097, soit une augmentation de 7.02 postes équivalent à 3.24 % et se décompose de la manière suivante :

a) une réduction de 3.78 postes (1.75 %) conformément au plan de mesure du Conseil d'Etat;

b) un transfert de 10.80 postes en provenance du département du territoire relatif au transfert de l'office vétérinaire cantonal.

Centre de responsabilité	B2007	Réduction selon plan de mesure	Transfert externe	Transfert interne	PB2008
Présidence et secrétariat général	29.78	-1.30	+0.50	+8.67	37.65
Service du développement durable	5.80	0.00	0.00	0.00	5.80
Service financier	4.00	0.00	0.00	-4.00	0.00
Service du personnel	4.20	0.00	0.00	-4.20	0.00
Direction générale des CASS	9.90	0.00	0.00	2.10	12.00
Direction générale de la santé	39.05	0.00	+0.80	-1.30	38.55
Service du pharmacien cantonal	7.95	0.00	0.00	0.00	7.95
Service de protection de la consommation	44.08	-0.48	+9.50	-0.47	52.63
Commission de surveillance	4.35	0.00	0.00	0.00	4.35
Direction des hôpitaux	1.00	0.00	0.00	-1.00	0.00
Direction des affaires économiques	7.60	0.00	0.00	0.00	7.60
Service de la promotion économique	12.00	0.00	0.00	0.00	12.00
Office cantonal de l'inspection du commerce	12.60	0.00	0.00	-12.60	0.00
Registre du commerce	14.50	0.00	0.00	0.00	14.50
Service des autorisations et patentes	19.50	-2.00	0.00	-17.50	0.00
Service du commerce	0.00	0.00	0.00	+30.30	30.30
Total	216.31	-3.78	+10.80	0.00	223.33

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.00.00.00	**ECONOMIE ET SANTÉ**						
3	**CHARGES**	**1.025.009.684**		**18.785.105**	**1,9**	**1.006.224.579**	**1.007.910.027,60**
4	**REVENUS**		**41.295.668**	**-11.695.352**	**-22,1**	**52.991.020**	**87.456.107,43**
	COUVERTURE en F	**-983.714.016**		**-30.480.457**		**-953.233.559**	**-920.453.920,17**
	COUVERTURE en %	**4,03%**			**-1,2**	**5,27%**	**8,68%**
08.01.11.00	**PRÉSIDENCE ET SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**						
3	**CHARGES**	**9.793.137**		**2.395.534**	**32,4**	**7.397.603**	**6.476.382,01**
4	**REVENUS**		**6.989.082**	**-85.048**	**-1,2**	**7.074.130**	**6.444.429,21**
	COUVERTURE en F	**-2.804.055**		**-2.480.582**		**-323.473**	**-31.952,80**
	COUVERTURE en %	**71,37%**			**-24,3**	**95,63%**	**99,51%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	5.594.369		1.305.916	30,5	4.288.453	3.395.490,78
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	2.072.361		1.141.277	122,6	931.084	194.159,42
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES			-1.325.000	-100,0	1.325.000	1.325.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF			-1.325.000	-100,0	1.325.000	1.325.000,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	1.621.666		973.600	150,2	648.066	1.393.349,75
361	CANTONS	651.666		3.600	0,6	648.066	532.349,75
0210	CONFÉRENCE DES DIRECTEURS DES AFFAIRES SANITAIRES	195.972		0	0,0	195.972	138.181,00
0511	OBSERVATOIRE DE LA SANTÉ	90.000		3.600	4,2	86.400	3.800,00
1010	CRASS CONFÉRENCE ROMANDE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	365.694		0	0,0	365.694	390.368,75
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	970.000		970.000	ND		861.000,00
0114	RÉSERVE POUR DÉCISIONS CONSEIL D'ETAT ET GRAND CONSEIL	970.000		970.000	ND		
0116	FONDATION IRIS						861.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	504.741		299.741	146,2	205.000	168.382,06
40	IMPÔTS		6.800.000	0	0,0	6.800.000	6.432.435,70
400	IMPÔTS SUR LE REVENU ET LA FORTUNE		6.800.000	0	0,0	6.800.000	6.432.435,70
01	TAXE PERSONNELLE		6.800.000	0	0,0	6.800.000	6.432.435,70
43	RECETTES DIVERSES		189.057	-51.173	-21,3	240.230	11.968,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		25	-33.875	-99,9	33.900	25,51

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.01.15.00	**SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**						
3	**CHARGES**	**1.318.266**		**-96.674**	**-6,8**	**1.414.940**	**1.174.639,66**
4	**REVENUS**			**-28.400**	**-100,0**	**28.400**	**30.000,00**
	COUVERTURE en F	**-1.318.266**		**68.274**		**-1.386.540**	**-1.144.639,66**
	COUVERTURE en %				**-2,0**	**2,01%**	**2,55%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	811.320		-16.310	-2,0	827.630	754.391,47
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	297.665		-89.645	-23,1	387.310	244.441,50
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	90.000		0	0,0	90.000	90.000,00
362	COMMUNES	50.000		0	0,0	50.000	50.000,00
0112	SOUTIEN AUX AGENDAS 21 COMMUNAUX	50.000		0	0,0	50.000	50.000,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	40.000		0	0,0	40.000	40.000,00
0221	PRIX CANTONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	40.000		0	0,0	40.000	40.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	119.281		9.281	8,4	110.000	85.806,69
43	RECETTES DIVERSES						10.000,00
46	SUBVENTIONS ACQUISES						20.000,00
460	CONFÉDÉRATION						20.000,00
49	IMPUTATIONS INTERNES			-28.400	-100,0	28.400	
08.02.12.00	**SERVICE FINANCIER**						
3	**CHARGES**	**100.348**		**-3.335.542**	**-97,1**	**3.435.890**	**6.150.713,10**
4	**REVENUS**		**36.283**	**-105.067**	**-74,3**	**141.350**	**1.818.919,21**
	COUVERTURE en F	**-64.065**		**3.230.475**		**-3.294.540**	**-4.331.793,89**
	COUVERTURE en %	**36,16%**			**32,0**	**4,11%**	**29,57%**
30	CHARGES DE PERSONNEL			-635.300	-100,0	635.300	653.608,88
31	DÉPENSES GÉNÉRALES			-1.488.040	-100,0	1.488.040	1.061.034,79
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES			-65.000	-100,0	65.000	3.398.170,10
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF			-65.000	-100,0	65.000	2.798.170,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES						600.000,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES						0,10
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES			-1.150.000	-100,0	1.150.000	927.907,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES			-1.150.000	-100,0	1.150.000	927.907,00
0114	RÉSERVE POUR DÉCISIONS CONSEIL D'ETAT ET GRAND CONSEIL			-1.150.000	-100,0	1.150.000	927.907,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	100.348		2.798	2,9	97.550	109.992,33

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.02.12.00	**SERVICE FINANCIER** (Suite)						
42	REVENUS DES BIENS						-1.767,10
43	RECETTES DIVERSES			-136.500	-100,0	136.500	1.797.782,97
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						850,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		36.283	31.433	648,1	4.850	22.903,34
08.02.13.00	**SERVICE DU PERSONNEL**						
3	**CHARGES**	**9.153**		**-582.616**	**-98,5**	**591.769**	**572.030,21**
4	**REVENUS**		**5**	**-6.445**	**-99,9**	**6.450**	**35.144,68**
	COUVERTURE en F	**-9.148**		**576.171**		**-585.319**	**-536.885,53**
	COUVERTURE en %	**0,05%**			**-1,0**	**1,09%**	**6,14%**
30	CHARGES DE PERSONNEL			-552.110	-100,0	552.110	554.573,52
31	DÉPENSES GÉNÉRALES			-15.159	-100,0	15.159	8.701,05
39	IMPUTATIONS INTERNES	9.153		-15.347	-62,6	24.500	8.755,64
43	RECETTES DIVERSES						35.139,60
49	IMPUTATIONS INTERNES		5	-6.445	-99,9	6.450	5,08
08.03.21.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DES CENTRES D'ACTION SOCIALE ET DE SANTÉ**						
3	**CHARGES**	**124.901.444**		**27.617.876**	**28,4**	**97.283.568**	**91.492.130,76**
4	**REVENUS**		**2.271.357**	**320.099**	**16,4**	**1.951.258**	**14.657.087,00**
	COUVERTURE en F	**-122.630.087**		**-27.297.777**		**-95.332.310**	**-76.835.043,76**
	COUVERTURE en %	**1,82%**			**-0,2**	**2,01%**	**16,02%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.932.398		176.968	10,1	1.755.430	2.101.224,81
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	529.267		-109.394	-17,1	638.661	427.718,60
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	2.023.357		309.899	18,1	1.713.458	
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	2.023.357		309.899	18,1	1.713.458	
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	119.837.572		27.067.153	29,2	92.770.419	88.755.250,00
362	COMMUNES	1.563.950		0	0,0	1.563.950	1.563.950,00
0100	LOCAUX MIS À DISPOSITION DE L'HOSPICE GÉNÉRAL	1.563.950		0	0,0	1.563.950	1.563.950,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	118.273.622		27.067.153	29,7	91.206.469	87.191.300,00
0117	FSASD - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	110.377.078		25.444.789	30,0	84.932.289	83.458.000,00
0141	SUBVENTION EN NATURE FSASD MISE À DISPOSITION DE PERSONNEL			-239.780	-100,0	239.780	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.03.21.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DES CENTRES D'ACTION SOCIALE ET DE SANTÉ** (Suite)						
0142	SUBVENTION EN NATURE FSASD MISE À DISPOSITION DE MATÉRIEL INFORMATIQUE			-1.891.458	-100,0	1.891.458	
0204	AUTRES INSTITUTIONS	5.186.580		1.043.638	25,2	4.142.942	3.733.300,00
0306	ACTIONS PONCTUELLES D'AIDE À DOMICILE	250.000		250.000	ND		
0141	SUBVENTION EN NATURE FSASD - MISE À DISPOSITION DE PERSONNEL	188.607		188.607	ND		
0142	SUBVENTION EN NATURE FSASD - MISE À DISPO MATÉRIEL INFORMATIQUE	2.271.357		2.271.357	ND		
39	IMPUTATIONS INTERNES	578.850		173.250	42,7	405.600	207.937,35
43	RECETTES DIVERSES		2.271.357	379.899	20,1	1.891.458	14.657.087,00
49	IMPUTATIONS INTERNES			-59.800	-100,0	59.800	
08.03.22.00	**SERVICE D'INFORMATIQUE SOCIALE - CFI1**						
3	**CHARGES**	**448.588**		**448.588**	**ND**	**0**	**9.147.615,59**
4	**REVENUS**						**1.981,95**
	COUVERTURE en F	**-448.588**		**-448.588**			**-9.145.633,64**
	COUVERTURE en %						**0,02%**
30	CHARGES DE PERSONNEL						4.893.200,50
31	DÉPENSES GÉNÉRALES						2.899.392,97
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES						911.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF						911.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	448.588		448.588	ND		444.022,12
43	RECETTES DIVERSES						1.981,95
08.03.23.00	**CENTRES D'ACTION SOCIALE ET DE SANTÉ - CFI1**						
3	**CHARGES**						**5.628.779,44**
4	**REVENUS**						**21.277,20**
	COUVERTURE en F						**-5.607.502,24**
	COUVERTURE en %						**0,38%**
30	CHARGES DE PERSONNEL						5.281.228,10
31	DÉPENSES GÉNÉRALES						347.551,34
43	RECETTES DIVERSES						21.277,20

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.05.11.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ**						
3	**CHARGES**	**850.158.119**		**825.669.374**	**NS**	**24.488.745**	**25.707.065,47**
4	**REVENUS**		**2.924.075**	**2.210.930**	**310,0**	**713.145**	**323.609,70**
	COUVERTURE en F	**-847.234.044**		**-823.458.444**		**-23.775.600**	**-25.383.455,77**
	COUVERTURE en %	**0,34%**			**-2,6**	**2,91%**	**1,26%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	5.669.751		140.691	2,5	5.529.060	5.286.221,78
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	1.507.571		-88.422	-5,5	1.595.993	672.944,54
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	31.540.000		30.197.000	NS	1.343.000	3.667.587,13
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	31.535.000		30.192.000	NS	1.343.000	3.396.956,39
338	PROVISIONS ET RÉSERVES						268.487,64
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	5.000		5.000	ND		2.143,10
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	802.870.150		787.141.608	NS	15.728.542	15.723.859,10
361	CANTONS	60.000		0	0,0	60.000	50.000,00
0113	INTERASSOCIATION DE SAUVETAGE	30.000		0	0,0	30.000	30.000,00
0201	CENTRE DE DOCUMENTATION LAUSANNE	20.000		0	0,0	20.000	20.000,00
0301	PIPADES	10.000		0	0,0	10.000	
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	787.459.550		785.702.550	NS	1.757.000	1.757.000,00
0108	INDEMNITÉ UNITÉ EIS - UNIVERSITÉ DE GENÈVE	20.000		20.000	ND		
0117	INDEMNITÉ DE FONCTIONNEMENT HUG	635.922.645		635.922.645	ND		
0119	INDEMNITÉ DE FONCTIONNEMENT CLINIQUES DE JOLI-MONT ET MONTANA	15.721.990		15.721.990	ND		
0209	INDEMNITÉ RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT HUG	75.000.000		75.000.000	ND		
0210	INDEMNITÉ MISSIONS D'INTÉRÊT GÉNÉRAL HUG	38.540.000		38.540.000	ND		
0216	HUG, CENTRALE 144			-1.757.000	-100,0	1.757.000	1.757.000,00
0106	INDEMNITÉ MISE À DISPOSITION PERSONNEL UNITÉ EIS	280.525		280.525	ND		
0110	INDEMNITÉ LOCATION FINANCEMENT BÂT.-ÉQUIP. JOLI-MONT MONTANA	8.000		8.000	ND		
0111	INDEMNITÉ LOCATION FINANCEMENT BÂTIMENTS ET ÉQUIPEMENTS HUG	11.701.000		11.701.000	ND		
0112	INDEMNITÉ LOCATION FINANCEMENT INTÉRÊT DE LA DETTE HUG	8.681.000		8.681.000	ND		
0113	INDEMNITÉ LOCATION FINANCEMENT INTÉRÊT DE LA DETTE JOLI-MONT MONTANA	9.000		9.000	ND		
0202	INDEMNITÉ UTILISATION TERRAINS ET BÂTIMENT JOLI-MONT ET MONTANA	1.575.390		1.575.390	ND		
364	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	50.000		0	0,0	50.000	
0101	ONEX SANTÉ	50.000		0	0,0	50.000	
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	11.700.600		1.439.058	14,0	10.261.542	9.555.604,50
0110	ACTIONS DE PRÉVENTIONS	1.100.000		1.100.000	ND		
0138	ACTIONS DE PRÉVENTION DE LA SANTÉ	390.900		-272.492	-41,1	663.392	612.454,50

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.05.11.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ** (Suite)						
0206	FEGPA - FÉDÉRATION GENEVOISE POUR LA PRÉVENTION DE L'ALCOOLISME	446.200		446.200	ND		
0302	CROIX-BLEUE GENEVOISE	110.000		110.000	ND		
2112	LIGUE PULMONAIRE GENEVOISE	12.500		350	2,9	12.150	12.150,00
2212	LIGUE GENEVOISE CONTRE LE RHUMATISME	91.000		0	0,0	91.000	81.000,00
4311	RIEN NE VA PLUS - CENTRE DE PRÉVENTION DES PROBLÈMES DU JEU EXCESSIF	154.800		154.800	ND		
7014	GROUPE SIDA GENÈVE	1.770.000		0	0,0	1.770.000	1.520.000,00
7115	DIALOGAI	705.000		0	0,0	705.000	680.000,00
7209	PVA	210.000		0	0,0	210.000	200.000,00
7401	PREMIÈRE LIGNE	2.560.000		0	0,0	2.560.000	2.500.000,00
7610	ASI-GENÈVE ASSOCIATION SUISSE DES INFIRMIÈRES-INFIRMIERS SECTION DE GENÈVE	150.000		0	0,0	150.000	150.000,00
7911	ASSOCIATION POUR LA PRÉVENTION DU TABAGISME	500.000		0	0,0	500.000	500.000,00
8210	FONDATION GENEVOISE POUR LE DÉPISTAGE DU CANCER DU SEIN	1.000.000		0	0,0	1.000.000	1.000.000,00
8513	FEGEMS	2.355.000		-145.000	-5,8	2.500.000	2.300.000,00
8601	ASFAG	100.000		0	0,0	100.000	
9702	ACTION PRÉVENTION DU JEU	45.200		45.200	ND		
366	PERSONNES PHYSIQUES	3.600.000		0	0,0	3.600.000	4.361.254,60
0212	HOSPITALISATION HORS CANTON	3.600.000		0	0,0	3.600.000	4.361.254,60
39	IMPUTATIONS INTERNES	8.570.647		8.278.497	NS	292.150	356.452,92
40	IMPÔTS		200.000	200.000	ND		
406	AUTRES IMPÔTS CANTONAUX		200.000	200.000	ND		
02	PRODUIT IMPÔT SUR LES CASINOS		200.000	200.000	ND		
41	PATENTES ET CONCESSIONS		6.250	1.750	38,9	4.500	7.370,00
410	PATENTES		6.250	1.750	38,9	4.500	7.370,00
42	REVENUS DES BIENS		600	600	ND		230,00
43	RECETTES DIVERSES		1.061.025	400.880	60,7	660.145	316.009,70
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						2.121,10
46	SUBVENTIONS ACQUISES		1.656.200	1.656.200	ND		
464	FONDS ALLOUÉS PAR DES TIERS		1.656.200	1.656.200	ND		
49	IMPUTATIONS INTERNES			-48.500	-100,0	48.500	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.05.41.00	**SERVICE DU PHARMACIEN CANTONAL**						
3	**CHARGES**	**1.399.672**		**119.225**	**9,3**	**1.280.447**	**1.239.697,14**
4	**REVENUS**		**103.550**	**47.510**	**84,8**	**56.040**	**65.675,00**
	COUVERTURE en F	**-1.296.122**		**-71.715**		**-1.224.407**	**-1.174.022,14**
	COUVERTURE en %	**7,40%**			**3,0**	**4,38%**	**5,30%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.103.456		8.966	0,8	1.094.490	1.069.372,32
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	44.007		-5.250	-10,7	49.257	37.693,96
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	2.000		0	0,0	2.000	600,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	2.000		0	0,0	2.000	600,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	68.800		3.800	5,8	65.000	77.598,00
361	CANTONS	68.800		3.800	5,8	65.000	63.598,00
0311	CENTRE SUISSE D'INFORMATION TOXICOLOGIQUE	68.800		3.800	5,8	65.000	63.598,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES						14.000,00
7211	ASSOCIATION DES PHARMACIENS						14.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	181.409		111.709	160,3	69.700	54.432,86
41	PATENTES ET CONCESSIONS		4.000	4.000	ND		1.200,00
410	PATENTES		4.000	4.000	ND		1.200,00
43	RECETTES DIVERSES		99.050	61.960	167,1	37.090	64.475,00
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						2.187,50
46	SUBVENTIONS ACQUISES		500	0	0,0	500	
460	CONFÉDÉRATION		500	0	0,0	500	
49	IMPUTATIONS INTERNES			-18.450	-100,0	18.450	
08.05.51.00	**SERVICE DE LA PROTECTION DE LA CONSOMMATION**						
3	**CHARGES**	**9.450.600**		**2.327.925**	**32,7**	**7.122.675**	**6.141.841,63**
4	**REVENUS**		**1.356.051**	**390.329**	**40,4**	**965.722**	**701.808,57**
	COUVERTURE en F	**-8.094.549**		**-1.937.596**		**-6.156.953**	**-5.440.033,06**
	COUVERTURE en %	**14,35%**			**0,8**	**13,56%**	**11,43%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	6.749.453		1.405.263	26,3	5.344.190	4.966.994,54
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	929.354		181.762	24,3	747.592	574.702,98
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	398.873		29.230	7,9	369.643	330.349,57

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.05.51.00	**SERVICE DE LA PROTECTION DE LA CONSOMMATION** (Suite)						
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	398.873		29.230	7,9	369.643	323.380,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES						5.252,60
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES						1.716,97
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	101.000		101.000	ND		
350	CONFÉDÉRATION	12.000		12.000	ND		
351	CANTONS	9.000		9.000	ND		
352	COMMUNES	80.000		80.000	ND		
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	14.000		14.000	ND		
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	14.000		14.000	ND		
0107	SUBVENTIONS SUITE À DES ÉPIZOOTIES	14.000		14.000	ND		
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.257.920		596.670	90,2	661.250	269.794,54
41	PATENTES ET CONCESSIONS		2.000	2.000	ND		
410	PATENTES		2.000	2.000	ND		
42	REVENUS DES BIENS		500	500	ND		235,00
43	RECETTES DIVERSES		864.551	77.379	9,8	787.172	682.818,77
46	SUBVENTIONS ACQUISES		19.000	0	0,0	19.000	18.754,80
460	CONFÉDÉRATION		19.000	0	0,0	19.000	18.754,80
49	IMPUTATIONS INTERNES		470.000	310.450	194,6	159.550	
08.05.61.00	**COMMISSION DE SURVEILLANCE**						
3	**CHARGES**	**1.541.009**		**15.597**	**1,0**	**1.525.412**	**1.435.827,83**
4	**REVENUS**			**-13.500**	**-100,0**	**13.500**	**2.040,00**
	COUVERTURE en F	**-1.541.009**		**-29.097**		**-1.511.912**	**-1.433.787,83**
	COUVERTURE en %				**-0,9**	**0,89%**	**0,14%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	800.368		-236.652	-22,8	1.037.020	1.001.489,65
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	606.238		169.496	38,8	436.742	387.154,65
39	IMPUTATIONS INTERNES	134.403		82.753	160,2	51.650	47.183,53
43	RECETTES DIVERSES						2.040,00
49	IMPUTATIONS INTERNES			-13.500	-100,0	13.500	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.06.11.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DES HÔPITAUX**						
3	**CHARGES**	**4.568**		**-271.589**	**-98,3**	**276.157**	**189.437,94**
4	**REVENUS**		**2**	**-3.248**	**-99,9**	**3.250**	**2,55**
	COUVERTURE en F	**-4.566**		**268.341**		**-272.907**	**-189.435,39**
	COUVERTURE en %	**0,04%**			**-1,1**	**1,18%**	**0,00%**
30	CHARGES DE PERSONNEL			-226.610	-100,0	226.610	184.020,10
31	DÉPENSES GÉNÉRALES			-37.097	-100,0	37.097	1.663,60
39	IMPUTATIONS INTERNES	4.568		-7.882	-63,3	12.450	3.754,24
49	IMPUTATIONS INTERNES		2	-3.248	-99,9	3.250	2,55
08.06.20.00	**HÔPITAUX UNIVERSITAIRES DE GENÈVE**						
3	**CHARGES**	**1.589.662**		**-804.184.738**	**-99,8**	**805.774.400**	**796.192.843,67**
4	**REVENUS**		**285.284**	**246.134**	**628,7**	**39.150**	**9.309.225,68**
	COUVERTURE en F	**-1.304.378**		**804.430.872**		**-805.735.250**	**-786.883.617,99**
	COUVERTURE en %	**17,95%**			**17,9**	**0,00%**	**1,17%**
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES			-41.359.000	-100,0	41.359.000	35.422.792,30
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF			-41.359.000	-100,0	41.359.000	35.422.792,30
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES			-746.845.000	-100,0	746.845.000	743.795.000,00
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS			-746.845.000	-100,0	746.845.000	743.795.000,00
0117	INDEMNITÉ DE FONCTIONNEMENT HUG			-671.845.000	-100,0	671.845.000	
0119	INDEMNITÉ DE FONCTIONNEMENT CLINIQUES DE JOLI-MONT ET MONTANA						668.795.000,00
0209	INDEMNITÉ RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT HUG			-75.000.000	-100,0	75.000.000	75.000.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.589.662		-15.980.738	-91,0	17.570.400	16.975.051,37
43	RECETTES DIVERSES						9.113.000,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		285.284	246.134	628,7	39.150	196.225,68

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.06.30.00	**CLINIQUES DE JOLI-MONT ET MONTANA**						
3	**CHARGES**			**-18.265.390**	**-100,0**	**18.265.390**	**19.314.990,00**
4	**REVENUS**						**445.971,69**
	COUVERTURE en F			**18.265.390**		**-18.265.390**	**-18.869.018,31**
	COUVERTURE en %						**2,31%**
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES			-740.000	-100,0	740.000	1.556.600,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF			-740.000	-100,0	740.000	1.556.600,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES			-17.320.390	-100,0	17.320.390	17.550.390,00
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS			-17.320.390	-100,0	17.320.390	17.550.390,00
0117	INDEMNITÉ DE FONCTIONNEMENT HUG			-15.745.000	-100,0	15.745.000	
0119	INDEMNITÉ DE FONCTIONNEMENT CLINIQUES DE JOLI-MONT ET MONTANA						15.975.000,00
0202	SUBVENTION UTILISATION TERRAINS ET BÂTIMENTS			-1.575.390	-100,0	1.575.390	1.575.390,00
39	IMPUTATIONS INTERNES			-205.000	-100,0	205.000	208.000,00
43	RECETTES DIVERSES						445.971,69
08.07.11.00	**DIRECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES**						
3	**CHARGES**	**3.957.356**		**1.880.472**	**90,5**	**2.076.884**	**1.557.817,57**
4	**REVENUS**		**202.734**	**-109.506**	**-35,1**	**312.240**	**103.458,43**
	COUVERTURE en F	**-3.754.622**		**-1.989.978**		**-1.764.644**	**-1.454.359,14**
	COUVERTURE en %	**5,12%**			**-9,9**	**15,03%**	**6,64%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.295.913		67.243	5,5	1.228.670	1.016.945,20
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	196.492		-28.722	-12,8	225.214	36.359,55
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	2.408.000		1.785.000	286,5	623.000	498.000,00
360	CONFÉDÉRATION	13.000		0	0,0	13.000	13.000,00
0114	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ACCORDÉES À L'OFFICE NATIONAL DU TOURISME	13.000		0	0,0	13.000	13.000,00
361	CANTONS	460.000		460.000	ND		
0117	RÉSEAU ROMAND CCSO	450.000		450.000	ND		
2602	CDEP-SO CONF. DÉPT ECONOMIE PUBLIQUE DE SUISSE OCCIDENTALE	10.000		10.000	ND		
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	1.935.000		1.325.000	217,2	610.000	485.000,00
0207	PRIX MICHEL BAETTIG	5.000		0	0,0	5.000	
0314	LEONARDO	25.000		0	0,0	25.000	
0315	FONDATION POUR LE TOURISME	485.000		0	0,0	485.000	485.000,00
0506	BIO ALPS	120.000		60.000	100,0	60.000	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.07.11.00	**DIRECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES** (Suite)						
0604	FFSRT (FONDATION FRANCO-SUISSE POUR RECHERCHES ET TECHNOLOGIES)	35.000		0	0,0	35.000	
1302	SUBVENTION OPI	1.265.000		1.265.000	ND		
39	IMPUTATIONS INTERNES	56.951		56.951	ND		6.512,82
43	RECETTES DIVERSES		200.000	12.760	6,8	187.240	103.165,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		2.734	-122.266	-97,8	125.000	293,43
08.07.21.00	**OFFICE DE LA PROMOTION ÉCONOMIQUE**						
3	**CHARGES**	**11.568.966**		**-924.779**	**-7,4**	**12.493.745**	**25.983.063,57**
4	**REVENUS**		**658.719**	**582.419**	**763,3**	**76.300**	**32.150.514,61**
	COUVERTURE en F	**-10.910.247**		**1.507.198**		**-12.417.445**	**6.167.451,04**
	COUVERTURE en %	**5,69%**			**5,1**	**0,61%**	**123,74%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.781.423		-45.367	-2,5	1.826.790	1.760.592,39
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	1.044.047		-98.908	-8,7	1.142.955	1.037.601,98
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES						12.170.358,15
330	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE FINANCIER						12.000.000,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES						170.358,15
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	8.153.680		-1.091.320	-11,8	9.245.000	10.459.050,12
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	4.700.000		-1.000.000	-17,5	5.700.000	5.745.115,16
0103	SUBVENTION FAE- FONDATION AIDE AUX ENTREPRISES	4.700.000		-1.000.000	-17,5	5.700.000	5.745.115,16
364	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	300.000		49.000	19,5	251.000	145.627,46
0102	MIPIM	110.000		0	0,0	110.000	
0115	PROMOTION ÉCONOMIQUE, FRAIS DE FONCTIONNEMENT						145.627,46
0202	BIODATA	30.000		-20.000	-40,0	50.000	
0302	BIO ALPS - ADM.			-60.000	-100,0	60.000	
0401	PRIX INDUSTRIE ET HORLOGERIE	60.000		29.000	93,5	31.000	
0402	EURO 2008	60.000		60.000	ND		
0403	TELECOM 2009	40.000		40.000	ND		
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	3.153.680		-140.320	-4,3	3.294.000	4.568.307,50
0314	LEONARDO						25.000,00
0514	OFFICE GENEVOIS DE CAUTIONNEMENT MUTUEL POUR COMMERCANTS ET ARTISANTS						19.400,00
0615	OFFICE SUISSE D'EXPANSION COMMERCIALE	4.000		0	0,0	4.000	4.000,00
0903	SUBVENTION LAPMI						1.310.697,25
0914	SERVICE DE L'INTÉRÊT AUX PMI						8.210,25
1212	INCUBATEURS ÉCLOSION	2.500.000		200.000	8,7	2.300.000	2.176.000,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.07.21.00	**OFFICE DE LA PROMOTION ÉCONOMIQUE** (Suite)						
1302	SUBVENTION OPI			-990.000	-100,0	990.000	990.000,00
9701	FONDATION FRANCO-SUISSE - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT						35.000,00
0152	SUBVENTION NON MONÉTAIRE FONGITS - INTÉRÊTS SUR PRÊTS DU PA	4.500		4.500	ND		
0161	SUBVENTION NON MONÉTAIRE - OGCM - CAPITAL DE DOTATION	45.000		45.000	ND		
0171	SUBVENTION NON MONÉTAIRE - FAE - CAPITAL DE DOTATION	600.180		600.180	ND		
39	IMPUTATIONS INTERNES	589.816		310.816	111,4	279.000	555.460,93
42	REVENUS DES BIENS		649.680	649.680	ND		29.652.198,81
43	RECETTES DIVERSES			-3.000	-100,0	3.000	2.488.962,50
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						2.482.320,50
49	IMPUTATIONS INTERNES		9.039	-64.261	-87,7	73.300	9.353,30
08.07.31.00	**OFFICE CANTONAL DE L'INSPECTION DU COMMERCE**						
3	**CHARGES**	**567.272**		**-1.891.363**	**-76,9**	**2.458.635**	**1.968.201,79**
4	**REVENUS**			**-1.291.705**	**-100,0**	**1.291.705**	**274.448,55**
	COUVERTURE en F	**-567.272**		**599.658**		**-1.166.930**	**-1.693.753,24**
	COUVERTURE en %				**-52,5**	**52,54%**	**13,94%**
30	CHARGES DE PERSONNEL			-1.644.990	-100,0	1.644.990	1.510.248,19
31	DÉPENSES GÉNÉRALES			-210.095	-100,0	210.095	92.370,30
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES			-58.000	-100,0	58.000	45.865,50
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF			-58.000	-100,0	58.000	41.000,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES						4.482,65
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES						382,85
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES			-15.600	-100,0	15.600	15.600,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES			-15.600	-100,0	15.600	15.600,00
0115	FÉDÉRATION ROMANDE DES CONSOMMATRICES, SECTION GENEVOISE			-15.600	-100,0	15.600	15.600,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	567.272		37.322	7,0	529.950	304.117,80
41	PATENTES ET CONCESSIONS			-452.000	-100,0	452.000	
410	PATENTES			-452.000	-100,0	452.000	
43	RECETTES DIVERSES			-692.705	-100,0	692.705	274.448,55

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.07.31.00	**OFFICE CANTONAL DE L'INSPECTION DU COMMERCE** (Suite)						
49	IMPUTATIONS INTERNES			-147.000	-100,0	147.000	
08.07.41.00	**REGISTRE DU COMMERCE ET RÉGIMES MATRIMONIAUX**						
3	**CHARGES**	**1.910.013**		**102.993**	**5,7**	**1.807.020**	**1.680.299,01**
4	**REVENUS**		**4.206.403**	**-410.237**	**-8,9**	**4.616.640**	**4.028.524,50**
	COUVERTURE en F	**2.296.390**		**-513.230**		**2.809.620**	**2.348.225,49**
	COUVERTURE en %	**220,23%**			**-35,3**	**255,48%**	**239,75%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.594.038		-6.262	-0,4	1.600.300	1.562.069,20
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	97.310		-8.760	-8,3	106.070	59.348,15
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	25.000		0	0,0	25.000	33.974,05
338	PROVISIONS ET RÉSERVES						22.500,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	25.000		0	0,0	25.000	11.474,05
39	IMPUTATIONS INTERNES	193.665		118.015	156,0	75.650	24.907,61
42	REVENUS DES BIENS		4.000	4.000	ND		596,38
43	RECETTES DIVERSES		4.183.120	-413.620	-9,0	4.596.740	4.023.444,64
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						11.373,70
49	IMPUTATIONS INTERNES		19.283	-617	-3,1	19.900	4.483,48
08.07.51.00	**SERVICE DES AUTORISATIONS ET PATENTES**						
3	**CHARGES**	**724.125**		**-15.912.579**	**-95,6**	**16.636.704**	**4.059.907,82**
4	**REVENUS**			**-33.844.940**	**-100,0**	**33.844.940**	**15.270.988,90**
	COUVERTURE en F	**-724.125**		**-17.932.361**		**17.208.236**	**11.211.081,08**
	COUVERTURE en %				**-203,4**	**203,44%**	**376,14%**
30	CHARGES DE PERSONNEL			-2.303.650	-100,0	2.303.650	2.078.295,27
31	DÉPENSES GÉNÉRALES			-103.798	-100,0	103.798	163.923,98
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES			-45.000	-100,0	45.000	1.496.566,34
338	PROVISIONS ET RÉSERVES						1.454.894,93
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES			-45.000	-100,0	45.000	41.671,41
39	IMPUTATIONS INTERNES	724.125		-13.460.131	-94,9	14.184.256	321.122,23
40	IMPÔTS			-30.000.000	-100,0	30.000.000	11.224.682,37
406	AUTRES IMPÔTS CANTONAUX			-30.000.000	-100,0	30.000.000	11.224.682,37

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.07.51.00	**SERVICE DES AUTORISATIONS ET PATENTES** (Suite)						
01	RECETTES DU SERVICE			-14.000.000	-100,0	14.000.000	
02	PRODUIT IMPÔT SUR LES CASINOS			-16.000.000	-100,0	16.000.000	11.224.682,37
41	PATENTES ET CONCESSIONS						381.833,85
410	PATENTES						381.833,85
42	REVENUS DES BIENS						446,75
43	RECETTES DIVERSES			-3.674.490	-100,0	3.674.490	3.206.391,13
49	IMPUTATIONS INTERNES			-170.450	-100,0	170.450	457.634,80
08.07.61.00	**OFFICE CANTONAL DU COMMERCE**						
3	**CHARGES**	**5.520.537**		**5.520.537**	**ND**		
4	**REVENUS**		**22.262.123**	**22.262.123**	**ND**		
	COUVERTURE en F	**16.741.586**		**16.741.586**			
	COUVERTURE en %	**403,26%**			**403,3**		
30	CHARGES DE PERSONNEL	4.049.533		4.049.533	ND		
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	481.404		481.404	ND		
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	258.000		258.000	ND		
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	58.000		58.000	ND		
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	200.000		200.000	ND		
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	725.600		725.600	ND		
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	15.600		15.600	ND		
0115	FÉDÉRATION ROMANDE DES CONSOMMATRICES, SECTION GENEVOISE	15.600		15.600	ND		
366	PERSONNES PHYSIQUES	710.000		710.000	ND		
4001	REMBOURSEMENT TAXES	710.000		710.000	ND		
39	IMPUTATIONS INTERNES	6.000		6.000	ND		
40	IMPÔTS		16.350.000	16.350.000	ND		
406	AUTRES IMPÔTS CANTONAUX		16.350.000	16.350.000	ND		
02	PRODUIT IMPÔT SUR LES CASINOS		16.350.000	16.350.000	ND		
41	PATENTES ET CONCESSIONS		550.000	550.000	ND		
410	PATENTES		550.000	550.000	ND		
42	REVENUS DES BIENS		4.200	4.200	ND		
43	RECETTES DIVERSES		4.881.075	4.881.075	ND		

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.07.61.00	**OFFICE CANTONAL DU COMMERCE** (Suite)						
49	IMPUTATIONS INTERNES		476.848	476.848	ND		
08.07.99.00	**OFFICE CANTONAL POUR L'APPROVISIONNEMENT ÉCONOMIQUE DU PAYS**						
3	**CHARGES**	**46.849**		**8.454**	**22,0**	**38.395**	**26.403,19**
4	**REVENUS**			**-600**	**-100,0**	**600**	
	COUVERTURE en F	**-46.849**		**-9.054**		**-37.795**	**-26.403,19**
	COUVERTURE en %				**-1,6**	**1,56%**	
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	33.291		-2.704	-7,5	35.995	24.000,80
39	IMPUTATIONS INTERNES	13.558		11.158	464,9	2.400	2.402,39
49	IMPUTATIONS INTERNES			-600	-100,0	600	
08.09.20.00	**CONTRÔLE DE LA VENDANGE**						
3	**CHARGES**						**-659,80**
	COUVERTURE en F						**659,80**
	COUVERTURE en %						
30	CHARGES DE PERSONNEL						-659,80
08.90.98.00	**PRÉVENTION DU JEU**						
3	**CHARGES**			**-200.000**	**-100,0**	**200.000**	**200.000,00**
4	**REVENUS**			**-200.000**	**-100,0**	**200.000**	**200.000,00**
	COUVERTURE en F						
	COUVERTURE en %				**-100,0**	**100,00%**	**100,00%**
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES			-200.000	-100,0	200.000	10.000,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES			-200.000	-100,0	200.000	10.000,00
4311	RIEN NE VA PLUS - CENTRE DE PRÉVENTION DES PROBLÈMES DU JEU EXCESSIF			-154.800	-100,0	154.800	10.000,00
9702	ACTION PRÉVENTION DU JEU			-45.200	-100,0	45.200	
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX						190.000,00
380	VERSEMENT SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX						190.000,00
40	IMPÔTS						200.000,00
406	AUTRES IMPÔTS CANTONAUX						200.000,00
02	PRODUIT IMPÔT SUR LES CASINOS						200.000,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.90.98.00	**PRÉVENTION DU JEU** (Suite)						
49	IMPUTATIONS INTERNES			-200.000	-100,0	200.000	
08.90.99.00	**DIME DE L'ALCOOL**						
3	**CHARGES**			**-1.656.200**	**-100,0**	**1.656.200**	**1.571.000,00**
4	**REVENUS**			**-1.656.200**	**-100,0**	**1.656.200**	**1.571.000,00**
	COUVERTURE en F						
	COUVERTURE en %				**-100,0**	**100,00%**	**100,00%**
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES			-1.656.200	-100,0	1.656.200	1.571.000,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES			-1.656.200	-100,0	1.656.200	1.571.000,00
0110	ACTIONS DE PRÉVENTIONS			-1.100.000	-100,0	1.100.000	1.071.000,00
0206	FEGPA - FÉDÉRATION GENEVOISE POUR LA PRÉVENTION DE L'ALCOOLISME			-446.200	-100,0	446.200	430.000,00
0302	CROIX-BLEUE GENEVOISE			-110.000	-100,0	110.000	70.000,00
46	SUBVENTIONS ACQUISES			-1.350.000	-100,0	1.350.000	1.405.490,00
460	CONFÉDÉRATION			-1.350.000	-100,0	1.350.000	1.405.490,00
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-306.200	-100,0	306.200	165.510,00
480	PRÉLÈVEMENTS SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-306.200	-100,0	306.200	165.510,00

Récapitulation du département
GRAND CONSEIL

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
11.00.00.00	**GRAND CONSEIL**						
3	**CHARGES**	**12.224.985**		**1.851.674**	**17,9**	**10.373.311**	**9.787.050,17**
4	**REVENUS**		**110.230**	**35.480**	**47,5**	**74.750**	**47.422,87**
	COUVERTURE en F	**-12.114.755**		**-1.816.194**		**-10.298.561**	**-9.739.627,30**
	COUVERTURE en %	**0,90%**			**0,2**	**0,72%**	**0,48%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	7.692.308		343.704	4,7	7.348.604	7.052.061,67
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	2.521.580		-94.247	-3,6	2.615.827	2.208.335,66
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	166.850		-33.130	-16,6	199.980	404.028,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.844.247		1.635.347	782,8	208.900	122.624,84
43	RECETTES DIVERSES		27.200	200	0,7	27.000	27.859,50
49	IMPUTATIONS INTERNES		83.030	35.280	73,9	47.750	19.563,37

11. GRAND CONSEIL

1.1. GRAND CONSEIL

11.01.01.00 GRAND CONSEIL

Mission

Le parlement est l'organe législatif du canton, l'un des trois Pouvoirs de l'Etat. Il a notamment pour compétence de voter les lois, de traiter les initiatives populaires, d'adopter des motions et des résolutions, de recevoir des pétitions, de lancer des interpellations, de visiter les prisons et d'accorder la grâce.

Prestations

Prestations publiques pouvant faire l'objet de la facturation d'un émolument conformément à l'art. 9 de la LGAF :

Vente du Mémorial et des tirés à part.

Objectifs 2008 / Priorités

S'agissant des objectifs et priorités pour 2008, de même que des perspectives 2009, ces développements sont très difficiles à prévoir en ce qui concerne le Grand Conseil, car des décisions politiques peuvent intervenir à tout moment, certaines pouvant également avoir des impacts financiers. Il convient toutefois de relever qu'en 2008 auront lieu les élections du Pouvoir judiciaire avec prestation de serment devant le Grand Conseil; 2009 étant l'année des élections au Grand Conseil et du Conseil d'Etat.

Budget du Grand Conseil

30 Charges de personnel

		Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
300	Autorités, commissions				
	Total	4'132'000	0	4'132'000	4'442'760
301	Traitements du personnel				
	Total	321'930	-90	322'020	275'000

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	1'678'900	+59'736	1'619'164	1'453'541

L'augmentation entre le budget 2007 et 2008 s'explique par l'inscription d'une enveloppe de CHF 120'000 destinée à couvrir les frais de la prestation de serment du Pouvoir judiciaire qui aura lieu en 2008. La diminution de certaines natures s'explique par l'application des normes IPSAS et du nouveau règlement sur les investissements. Une partie des dépenses qui étaient jusqu'alors comptabilisées comme dépenses de fonctionnement le seront désormais comme investissements et figurent d'ores et déjà dans le projet de loi de crédit de programme relatif au Grand Conseil et à son service.

11.02.01.00 SERVICE DU GRAND CONSEIL

Mission

Le Service du Grand Conseil apporte un soutien technique, administratif et logistique à toutes les activités du parlement. Il seconde notamment le travail de la Présidence et du Bureau dans l'organisation des sessions. Il organise les séances des commissions parlementaires et assure le suivi de leurs décisions. Il traite les demandes du public et assure la diffusion des séances et des décisions du Grand Conseil.

Objectifs 2008 / Priorités

Ces objectifs et priorités sont calqués sur ceux du Grand Conseil, tels que décrits plus haut.

Budget du service

30 Charges de personnel

		Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
301	Traitements du personnel				
	Total	2'395'498	+275'798	2'119'700	1'902'906
	Effectifs	21,97	+ 1,00	20,97	19,97

Outre les mécanismes salariaux, la variation entre le budget 2007 et 2008 s'explique par deux décisions du Bureau.

1. création d'un poste supplémentaire de secrétaire scientifique de commission

Pour poursuivre la démarche initiée par le précédent Bureau et assurer à terme un appui scientifique à chaque commission parlementaire, le Bureau a décidé d'inscrire au budget 2008 un poste supplémentaire de secrétaire scientifique de commission. Ce nouvel engagement s'inscrit également dans l'application incomplète jusqu'à présent des dispositions de l'article 189A de la loi portant règlement du Grand Conseil et prend en compte le rapport de la Commission des droits politiques et du règlement du Grand Conseil sur le projet de loi 9923 qui vise à améliorer l'efficacité du travail des commissions, notamment par un appui renforcé de secrétaires scientifiques.

2. enveloppe budgétaire en vue d'une réorganisation du Service du Grand Conseil

Dans le but d'évaluer et de mettre sur pied d'égalité son secrétariat général avec ceux des autres départements, tout en offrant un plan de carrière à ses collaborateurs, le Bureau du Grand Conseil a décidé de prévoir à son budget 2008 une enveloppe permettant de réaliser cette réorganisation et de répondre aux exigences fixées par le Conseil d'Etat dans sa réponse à l'interpellation urgente écrite 409 en prévoyant la couverture budgétaire. Cette démarche s'effectue dans le cadre de l'autonomie du Grand Conseil et des compétences du Bureau prévues à l'article 40 de la loi portant règlement du Grand Conseil.

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	842'680	-153'983	996'663	754'795

La diminution entre le budget 2007 et 2008 s'explique par l'application des normes IPSAS et du nouveau règlement sur les investissements. Une partie des dépenses qui étaient jusqu'alors comptabilisées comme dépenses de fonctionnement le seront désormais comme investissements et figurent d'ores et déjà dans le projet de loi de crédit de programme relatif au Grand Conseil et à son service.

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
11.00.00.00	**GRAND CONSEIL**						
3	**CHARGES**	**12.224.985**		**1.851.674**	**17,9**	**10.373.311**	**9.787.050,17**
4	**REVENUS**		**110.230**	**35.480**	**47,5**	**74.750**	**47.422,87**
	COUVERTURE en F	**-12.114.755**		**-1.816.194**		**-10.298.561**	**-9.739.627,30**
	COUVERTURE en %	**0,90%**			**0,2**	**0,72%**	**0,48%**
11.01.01.00	**GRAND CONSEIL**						
3	**CHARGES**	**8.445.273**		**1.742.891**	**26,0**	**6.702.382**	**6.565.636,29**
4	**REVENUS**		**52.018**	**21.368**	**69,7**	**30.650**	**17.286,12**
	COUVERTURE en F	**-8.393.255**		**-1.721.523**		**-6.671.732**	**-6.548.350,17**
	COUVERTURE en %	**0,62%**			**0,2**	**0,46%**	**0,26%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	4.801.010		13.900	0,3	4.787.110	4.752.654,23
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	1.678.900		59.736	3,7	1.619.164	1.453.540,63
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	166.850		842	0,5	166.008	286.700,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	166.850		842	0,5	166.008	286.700,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.798.513		1.668.413	NS	130.100	72.741,43
43	RECETTES DIVERSES		2.200	200	10,0	2.000	5.548,10
49	IMPUTATIONS INTERNES		49.818	21.168	73,9	28.650	11.738,02
11.02.01.00	**SERVICE DU GRAND CONSEIL**						
3	**CHARGES**	**3.779.712**		**108.783**	**3,0**	**3.670.929**	**3.221.413,88**
4	**REVENUS**		**58.212**	**14.112**	**32,0**	**44.100**	**30.136,75**
	COUVERTURE en F	**-3.721.500**		**-94.671**		**-3.626.829**	**-3.191.277,13**
	COUVERTURE en %	**1,54%**			**0,3**	**1,20%**	**0,94%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	2.891.298		329.804	12,9	2.561.494	2.299.407,44
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	842.680		-153.983	-15,4	996.663	754.795,03
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES			-33.972	-100,0	33.972	117.328,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF			-33.972	-100,0	33.972	117.328,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	45.734		-33.066	-42,0	78.800	49.883,41
43	RECETTES DIVERSES		25.000	0	0,0	25.000	22.311,40
49	IMPUTATIONS INTERNES		33.212	14.112	73,9	19.100	7.825,35

Récapitulation du département
COUR DES COMPTES

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
12.00.00.00	**COUR DES COMPTES**						
3	**CHARGES**	**3.352.261**		**855.859**	**34,3**	**2.496.402**	**6.003,50**
	COUVERTURE en F	**-3.352.261**		**-855.859**		**-2.496.402**	**-6.003,50**
	COUVERTURE en %						
30	CHARGES DE PERSONNEL	3.129.193		821.883	35,6	2.307.310	
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	173.188		-15.904	-8,4	189.092	6.003,50
39	IMPUTATIONS INTERNES	49.880		49.880	ND		

12. COUR DES COMPTES

12.01.01.00 COUR DES COMPTES

Mission

La Cour des comptes a pour but d'assurer un contrôle indépendant et autonome de l'administration cantonale, des communes et des institutions qui en dépendent, des institutions cantonales de droit public, des institutions privées dans lesquelles l'Etat possède une participation majoritaire et des organismes subventionnés (art. 3 D 1 12).

La Cour des comptes vérifie d'office et selon son libre choix la légalité des activités et la régularité des recettes et des dépenses décrites dans les comptes et s'assure du bon emploi des crédits, fonds et valeurs gérés par les entités contrôlées (art. 1 al. 2 D 1 12).

La Cour exerce ses contrôles conformément à l'art. 174a al.1 de la Constitution genevoise qui précise que « l'administration de l'Etat de Genève et des communes doit être fonctionnelle, efficace et structurée de manière à éviter des lenteurs, des travaux faits à double et, d'une manière générale, des dépenses sans relation avec le résultat recherché » (art. 8 al. 1 loi D 1 12).

Chaque contrôle fait l'objet d'un rapport détaillé (art. 8 al. 2 D 1 12). La Cour des comptes rend publics ses rapports. Elle y consigne ses observations, les conclusions de ses investigations, les enseignements qui peuvent en être tirés et ses recommandations éventuelles (art. 9 al. 1 et 2 D 1 12).

Prestations

Prestations publiques ou de moyens fournis :

- rapports publics relatifs à la légalité des activités (« audit de légalité »);
- rapports publics relatifs à la régularité des comptes (« audit financier ») ;
- rapports publics relatifs au bon emploi des fonds (« audit de gestion ») ;

Contribution aux prestations publiques suivantes fournies par d'autres CR :

- contrôles et rapports de l'ICF (CR 02.09.10.00) ;
- évaluations et rapports de la CEPP (CR 02.09.01.00) ;
- surveillance exercée par le Parlement (CR 11.01.01.00) ;
- de manière générale, les recommandations de la Cour procurent à l'entité contrôlée une opinion indépendante quant à sa conformité avec la loi, et visent une meilleure transparence, une meilleure utilisation des compétences ainsi que de meilleures conditions-cadre pour l'accomplissement de prestations publiques accompagnées de la recherche de revenus additionnels et d'économie de charges. En outre, les coûts de fonctionnement de la Cour sont largement compensés par les mesures d'économies contenues dans ses rapports.

Objectifs 2008 / Priorités

- Poursuivre et améliorer les prestations tant à l'égard de l'administration qu'à celui des administrés dans une perspective de clarté et d'information du public.
- Conduire des audits stratégiques portant sur la structure de l'Etat et des communes afin d'en améliorer la gestion (éviter les dysfonctionnements, doublons, lenteurs, etc.), parallèlement aux audits spécifiques portant sur les problématiques opérationnelles des entités (légalité des activités, régularité des comptes, bon emploi des fonds).

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
300 Autorités, commissions et juges				
301 Traitements du personnel				
Total (300)	741'535			
Total (301)	1'914'988			
Total 300+301	2'656'523	730'253	1'926'270	0
Effectifs (300)	3.2			
Effectifs (301)	13.4			
Total 300+301	16.6		Non spécifié	0

Note : le budget 2007 n'ayant pas utilisé la nature 300 mais seulement la 301, ce qui n'est pas conforme à la réalité du statut du personnel de la Cour, il convient dès lors de cumuler les natures 300 et 301 afin de pouvoir déterminer une variation cohérente.

Nature 300 : il s'agit du salaire des 3 magistrats titulaires à temps plein et de la rémunération des 3 magistrats suppléants, indemnisés par des jetons de présence pour les séances plénières et pour leur suppléance dans les missions d'audit de la Cour (estimée à l'équivalent d'un poste à 20%).

Nature 301 : il s'agit du salaire des 13.4 collaborateurs de la Cour.

Le budget 2008 est le premier exercice représentatif d'une activité de la Cour basée sur 12 mois effectifs. La hausse de 730'253 s'explique par le fait que le budget 2007 correspondait à une activité de la Cour équivalente à 8 mois d'activité réelle, en raison de l'échelonnement des entrées en service des collaborateurs durant l'année.

31 Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	173'188	-15'904	189'092	6'004

Contribution volontaire de la Cour (- 8.4%) à la baisse des dépenses générales de l'Etat

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
12.00.00.00	**COUR DES COMPTES**						
3	**CHARGES**	**3.352.261**		**855.859**	**34,3**	**2.496.402**	**6.003,50**
	COUVERTURE en F	**-3.352.261**		**-855.859**		**-2.496.402**	**-6.003,50**
	COUVERTURE en %						
12.01.00.00	**COUR DES COMPTES**						
3	**CHARGES**	**3.352.261**		**855.859**	**34,3**	**2.496.402**	**6.003,50**
	COUVERTURE en F	**-3.352.261**		**-855.859**		**-2.496.402**	**-6.003,50**
	COUVERTURE en %						
30	CHARGES DE PERSONNEL	3.129.193		821.883	35,6	2.307.310	
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	34.000		34.000	ND		
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	173.188		-15.904	-8,4	189.092	6.003,50
39	IMPUTATIONS INTERNES	49.880		49.880	ND		

Récapitulation du département
POUVOIR JUDICIAIRE

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
14.00.00.00	**POUVOIR JUDICIAIRE**						
3	**CHARGES**	**99.661.111**		**5.289.926**	**5,6**	**94.371.185**	**89.406.349,71**
4	**REVENUS**		**26.387.727**	**-484.473**	**-1,8**	**26.872.200**	**26.106.159,70**
	COUVERTURE en F	**-73.273.384**		**-5.774.399**		**-67.498.985**	**-63.300.190,01**
	COUVERTURE en %	**26,48%**			**-2,0**	**28,48%**	**29,20%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	63.039.563		604.051	1,0	62.435.512	58.929.443,02
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	8.239.610		-759.413	-8,4	8.999.023	9.002.020,02
32	INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS	5.000		-2.000	-28,6	7.000	
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	353.270		-448.865	-56,0	802.135	1.193.732,64
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	6.412.865		0	0,0	6.412.865	5.758.350,95
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	11.255.000		0	0,0	11.255.000	10.181.753,18
39	IMPUTATIONS INTERNES	10.355.803		5.896.153	132,2	4.459.650	4.341.049,90
42	REVENUS DES BIENS		534	34	6,8	500	1.881,44
43	RECETTES DIVERSES		26.280.800	2.527.150	10,6	23.753.650	23.084.924,65
49	IMPUTATIONS INTERNES		106.393	-3.011.657	-96,6	3.118.050	3.019.353,61

14. POUVOIR JUDICIAIRE (PROPOSITION DE BUDGET DU CONSEIL D'ETAT)

14.1. Considérations générales

Selon la teneur de l'article 75A, alinéa 3, de la loi sur l'organisation judiciaire (E 2 05) entré en vigueur le 1er janvier 2001 : *"Les moyens financiers nécessaires au fonctionnement du Pouvoir judiciaire font l'objet d'une inscription annuelle au budget de l'Etat, votée par le Grand Conseil, dans le cadre et selon la procédure de l'approbation du budget de l'Etat et conformément à la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat de Genève, du 7 octobre 1993. La proposition de la Commission de gestion est soumise à l'approbation du Conseil d'Etat. Elle est intégrée au projet de budget général de l'Etat sous un chapitre séparé du projet de budget du département des institutions. Si le Conseil d'Etat modifie la proposition de la commission de gestion, la proposition initiale doit figurer en marge du projet de budget."*

Le 2 juillet 2007, la Commission de gestion a adopté le projet de budget 2008 du Pouvoir judiciaire. Au cours des discussions qui ont eu lieu durant l'été entre le Procureur général et le Conseiller d'Etat en charge du département des finances, il est apparu que les obligations et les objectifs du Conseil d'Etat, respectivement du Pouvoir judiciaire, étaient inconciliables au niveau budgétaire. La décision a été ainsi prise, d'un commun accord, de soumettre au Grand Conseil les deux projets de budget, soit celui de la Commission de gestion et celui du Conseil d'Etat.

L'objectif premier qui a dirigé les travaux du Conseil d'Etat pour l'élaboration du projet de budget 2008 a été le respect du plan financier quadriennal (PFQ). Or, la proposition de budget de la Commission de gestion s'écartait notablement de cette cible pour toutes les natures de charges. Le Conseil d'Etat a dès lors souhaité revoir le projet de budget du Pouvoir judiciaire, afin de proposer sa propre version qui se situe dans les limites du PFQ et respecte ainsi le cadre qu'il a défini pour l'ensemble des départements, la Chancellerie, le Grand Conseil, la Cour des comptes et le Pouvoir judiciaire.

Pour l'établissement de sa version, le Conseil d'Etat a tenu compte des efforts consentis en faveur du Pouvoir judiciaire au cours des dernières années. En effet, sur 10 ans, soit depuis 1999, les moyens octroyés au Pouvoir judiciaire, hors imputations internes, ont augmenté d'environ 50 %, alors que, pour la même période, le budget global de l'Etat (hors imputations internes et subventions redistribuées), a progressé de 31 %. En termes d'effectifs, (magistrats et personnel administratif), l'évolution a été d'environ + 53 % pour le Pouvoir judiciaire et + 10 % pour l'ensemble de l'Etat.

14.00.00.00 POUVOIR JUDICIAIRE

Mission

Voir l'exposé des motifs du Pouvoir judiciaire

Prestations

Voir l'exposé des motifs du Pouvoir judiciaire

Objectifs 2008 / Priorités

Voir l'exposé des motifs du Pouvoir judiciaire

Perspectives 2009

Voir l'exposé des motifs du Pouvoir judiciaire

Budget du service

30 Charges de personnel

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
300 Traitements des magistrats				
Total	20'909'716	- 494'794	21'404'510	20'862'588.80
Effectifs	92.00	+ 5.00	87.00	
301 Traitements du personnel administratif				
Total	33'657'253	+ 947'623	32'709'630	30'412'669.25
Effectifs	330.92	+ 5.00	325.92	

Le Conseil d'Etat a décidé d'attribuer 10 postes supplémentaires au Pouvoir judiciaire, soit 5 postes de magistrats et 5 postes administratifs (greffiers).

Les 5 postes de magistrats se décomposent de la manière suivante :

- 2 postes de juge d'instruction pour renforcer la filière pénale conformément au PL 10038 actuellement pendant devant le Grand Conseil;

- 2 postes de juge pour renforcer la filière civile du TPI, conformément au PL proposé par le Pouvoir judiciaire qui sera prochainement transmis au Grand Conseil;

- 1 poste de juge pour renforcer les cours pénales de la Cour de justice, conformément au PL proposé par le Pouvoir judiciaire qui sera prochainement transmis au Grand Conseil.

Chacun des magistrats doit pouvoir disposer des services d'un greffier, ce qui justifie les 5 postes administratifs demandés.

Pour 2008, les charges de personnel en francs ont été prévues pour une période de 7 mois, soit une entrée en fonction des nouveaux magistrats et collaborateurs administratifs au 1er juin 2008, avec le début de la nouvelle législature judiciaire.

Pour le surplus, le budget global pour le traitement des magistrats est en diminution en raison notamment de la réduction technique linéaire et de montants plus faibles pour les indemnités versées aux juges assesseurs.

Autres natures de charge

Pour les autres natures de charge, le Conseil d'Etat n'a pas souhaité identifier et mettre en lien précisément des montants avec des éléments budgétaires ou des juridictions particulières.

Dans le respect des enveloppes allouées, le Pouvoir judiciaire pourra ainsi affecter les montants aux différentes juridictions en fonction de leurs besoins.

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
14.00.00.00	**POUVOIR JUDICIAIRE**						
3	**CHARGES**	**99.661.111**		**5.289.926**	**5,6**	**94.371.185**	**89.406.349,71**
4	**REVENUS**		**26.387.727**	**-484.473**	**-1,8**	**26.872.200**	**26.106.159,70**
	COUVERTURE en F	**-73.273.384**		**-5.774.399**		**-67.498.985**	**-63.300.190,01**
	COUVERTURE en %	**26,48%**			**-2,0**	**28,48%**	**29,20%**
14.00.00.00	**POUVOIR JUDICIAIRE**						
4	**REVENUS**						**125,05**
	COUVERTURE en F						**125,05**
	COUVERTURE en %						
42	REVENUS DES BIENS						0,20
43	RECETTES DIVERSES						124,85
14.01.00.00	**ADMINISTRATION DU POUVOIR JUDICIAIRE**						
3	**CHARGES**	**99.661.111**		**5.289.926**	**5,6**	**94.371.185**	**89.406.349,71**
4	**REVENUS**		**26.387.727**	**-484.473**	**-1,8**	**26.872.200**	**26.106.034,65**
	COUVERTURE en F	**-73.273.384**		**-5.774.399**		**-67.498.985**	**-63.300.315,06**
	COUVERTURE en %	**26,48%**			**-2,0**	**28,48%**	**29,20%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	63.039.563		604.051	1,0	62.435.512	58.929.443,02
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	155.000		-60.000	-27,9	215.000	139.457,81
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	8.239.610		-759.413	-8,4	8.999.023	9.002.020,02
32	INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS	5.000		-2.000	-28,6	7.000	
320	ENGAGEMENTS COURANTS	5.000		-2.000	-28,6	7.000	
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	353.270		-448.865	-56,0	802.135	1.193.732,64
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	63.270		-3.865	-5,8	67.135	144.324,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES			-444.000	-100,0	444.000	701.965,82
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	290.000		-1.000	-0,3	291.000	347.442,82
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	6.412.865		0	0,0	6.412.865	5.758.350,95
351	CANTONS	6.412.865		0	0,0	6.412.865	5.758.350,95
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	11.255.000		0	0,0	11.255.000	10.181.753,18
366	PERSONNES PHYSIQUES	11.255.000		0	0,0	11.255.000	10.181.753,18

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
14.01.00.00	**ADMINISTRATION DU POUVOIR JUDICIAIRE** (Suite)						
0110	EMOLUMENTS AJ	1.524.729		-145.271	-8,7	1.670.000	1.286.253,90
0215	TRADUCTEURS, TÉMOINS EXPERTISES AJ	293.325		168.513	135,0	124.812	509.896,50
0311	FRAIS D'ASSISTANCE JURIDIQUE	9.436.946		-23.242	-0,2	9.460.188	8.385.566,78
0312	FRAIS D'ASSISTANCE JURIDIQUE (FRAIS D'ENQUÊTES)						36,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	10.355.803		5.896.153	132,2	4.459.650	4.341.049,90
42	REVENUS DES BIENS		534	34	6,8	500	1.881,24
43	RECETTES DIVERSES		26.280.800	2.527.150	10,6	23.753.650	23.084.799,80
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		350.000	54.500	18,4	295.500	347.442,82
49	IMPUTATIONS INTERNES		106.393	-3.011.657	-96,6	3.118.050	3.019.353,61

POUVOIR JUDICIAIRE

PROJET DE LA COMMISSION DE GESTION

Préambule

Selon la teneur de l'article 75A al.3 de la loi sur l'organisation judiciaire (E 2 05) entré en vigueur le 1er janvier 2001 (PL 8085 - autonomie du Pouvoir judiciaire): " Les moyens financiers nécessaires au fonctionnement du Pouvoir judiciaire font l'objet d'une inscription annuelle au budget de l'Etat, votée par le Grand Conseil, dans le cadre et selon la procédure de l'approbation du budget de l'Etat et conformément à la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat de Genève, du 7 octobre 1993. La proposition de la Commission de gestion est soumise à l'approbation du Conseil d'Etat. Elle est intégrée au projet de budget général de l'Etat sous un chapitre séparé du projet de budget du département des institutions.[(131)] Si le Conseil d'Etat modifie la proposition de la Commission de gestion, la proposition initiale doit figurer en marge du projet de budget."

Le 2 juillet 2007, la Commission de gestion a adopté le projet de budget 2008 du Pouvoir judiciaire. Au cours des discussions qui ont eu lieu durant l'été entre le Procureur général et le Conseiller d'État en charge du département des finances, il est apparu que les obligations et les objectifs du Conseil d'État, respectivement du Pouvoir judiciaire étaient inconciliables au niveau budgétaire. La décision a été ainsi prise, d'un commun accord, de soumettre au Grand Conseil les deux projets de budget, soit celui de la Commission de gestion et celui du Conseil d'État.

Considérations générales

Le respect de l'État de droit exige que la Justice dispose des moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Notre société se caractérise par une demande toujours croissante de résolution judiciaire des conflits. Les justiciables sont toujours plus nombreux à fréquenter les tribunaux genevois. En matière civile et administrative, ceux-ci font partie du quotidien des habitants et des habitantes de Genève ou de sa région. Les juridictions pénales, autorités de poursuite ou de sanction, contribuent au maintien de l'ordre public, entendent les victimes, préviennent la récidive. Le Pouvoir judiciaire doit disposer des moyens de participer pleinement à la sécurité de tous et au bon fonctionnement de la société alors que le bassin de « recrutement » des justiciables est largement plus important que la population du canton ; il suffit de penser à cet égard, à titre d'exemple, aux relations du travail ou aux litiges fiscaux, qui sont de la compétence des juridictions genevoises, même si les travailleurs ou les contribuables sont domiciliés à l'étranger.

Consciente des contraintes budgétaires, la Commission de gestion, présente un projet de budget 2008, qui est, dans la perspective des très importantes réformes de la justice conduites au niveau fédéral, le compromis minimal pour maintenir les conditions (efficacité, rapidité, coûts, accueil) dans lesquelles les réponses judiciaires sont données. Il a pour objectif de lutter contre la montée d'un sentiment d'injustice au sein de la population.

La Commission de gestion du Pouvoir judiciaire, vous demande de voter le budget 2008, hors imputations internes, suivant :*

F. 96'051'454 de charges et

F. 27'124'300 de revenus;

soit un coût net de F. 68'927'154 en augmentation de F. 2'769'769 par rapport à 2007.

**les montants des imputations internes, notamment les frais de bâtiments, enregistrent une augmentation très importante (+ F 6'454'436) liée à un nouveau mode de facturation de la maintenance des postes de travail par le DCTI dont la commission de gestion n'avait pas connaissance le 2 juillet 2007.*

14 Pouvoir judiciaire

Mission

La mission du Pouvoir judiciaire, troisième pouvoir de l'Etat, est de rendre la justice avec dignité, rigueur, assiduité, diligence et humanité, à tous également, au pauvre comme au riche, au faible comme au puissant, à l'étranger comme à l'habitant du pays (cf. art 1, Loi instituant un conseil supérieur de la magistrature - E 2 20 et art. 73, Loi sur l'organisation judiciaire - E 2 05).

Les juridictions civiles règlent les rapports entre personnes physiques ou morales et tranchent les litiges entre celles-ci.

Le ministère public et les juridictions pénales poursuivent et sanctionnent les comportements constitutifs d'infractions.

Les juridictions administratives quant à elles tranchent les conflits entre les collectivités publiques et les particuliers. Elles ont un rôle de contrôle de l'activité des autorités administratives, des établissements de droit public ou des institutions de droit privé investis du pouvoir de décision par le droit fédéral ou cantonal.

Afin de rendre leurs décisions, les autorités de poursuites pénales, les tribunaux et commissions judiciaires procèdent à l'instruction des affaires; ils convoquent et auditionnent les parties et les témoins éventuels, ils ordonnent des expertises, effectuent des transports sur place, décernent des commissions rogatoires, défèrent aux autorités compétentes toutes les infractions, poursuivent les contrevenants sans aucune acception de personne, veillent à l'observation des lois et des règlements et défendent tous les intérêts que la société leurs confie, ceux des majeurs, des mineurs, des interdits et de toutes les personnes qui réclament une protection spéciale.

Prestations

Prestations publiques ou de moyens fournis :

- *Conduite de la poursuite pénale et jugement des affaires pénales*
- *Traitement des litiges et décisions en matière de droit privé*
- *Traitement des litiges et décisions en matière administrative*
- *Accès à la justice, transcriptions de jugements, délivrance de documents et information*
- *Transmission d'informations judiciaires aux diverses autorités fédérales (casier judiciaire fédéral, délinquance des mineurs, diverses données statistiques…)*
- *Gestion des ressources humaines (magistrats, auxiliaires de la justice, personnel permanent et non permanent…)*
- *Gestion des finances liées aux procédures judiciaires et extrajudiciaires*
- *Gestion des systèmes d'information du Pouvoir judiciaire, de l'archivage des données, de la documentation interne et des bibliothèques*
- *Communication institutionnelle*
- *Gestion de la sécurité des personnes, des locaux et des dossiers*
- *Gestion des achats (commandes et livraisons)*
- *Gestion du courrier et des expéditions*

Prestations publiques pouvant faire l'objet de la facturation d'un émolument conformément à l'art. 9 de la LGAF :

- *Modifications des règlements fixant les tarifs de greffe en matière pénale, civile et administrative*
- *Modification de la LJP (Loi sur la juridiction des Prud'hommes) - réduction du nombre des juges de cinq à trois et modification du règlement sur le tarif des greffes - introduction d'un émolument en matière prud'homale.*
- *Modification du mode de fonctionnement de la CCRI (Commission Cantonale de recours en matière d'impôts).*
- *Modification de la loi sur la juridiction des baux et loyers - procédures devant la Commission de conciliation et introduction d'un émolument.*
- *Suppression de la gratuité de la procédure devant la Commission de taxation des honoraires d'avocats.- introduction d'un émolument.*
- *Facturation de frais de gestion des comptes de consignation des loyers.*
- *Modification de règlement de la Commission du barreau - simplification du fonctionnement et introduction d'un émolument.*

Le Pouvoir judiciaire a déjà proposé ou proposera prochainement les modifications législatives ou réglementaires nécessaires.

Objectifs 2008 / Priorités

- *Maintenir un rythme soutenu de l'instruction des causes et de leur jugement.*
- *Préparer et organiser, en collaboration avec le Grand Conseil, les élections générales et la prestation de serment des magistrats du Pouvoir judiciaire.*
- *Fixer les nouveaux objectifs institutionnels en fonction des résultats des enquêtes de satisfaction conduites en novembre 2007 auprès des justiciables, des avocats et des notaires.*
- *Préparer l'adoption et la mise en œuvre des dispositions d'exécution relatives à la compétence, à l'organisation et à la procédure des tribunaux cantonaux supérieurs chargés de statuer comme autorités précédents immédiatement le Tribunal fédéral (art. 130 al. 2 et art. 86 al. 2 et 3 de la loi sur le Tribunal fédéral). Entrée en vigueur : 01 Janvier 2009.*
- *Préparer l'adoption et la mise en œuvre de l'unification des procédures pénales (majeurs et mineurs) et civile au niveau fédéral. Entrée en vigueur prévue : 01 Janvier 2010.*
- *Préparer l'adoption et la mise en œuvre de la révision du droit de la tutelle (Révision du code civil suisse : protection de l'adulte, droit des personnes et droit de la filiation). Entrée en vigueur prévue : 01 Janvier 2010.*
- *Contribuer à l'effort collectif d'efficacité et d'efficience en mettant en pratique, selon leur degré de faisabilité, les plans des mesures P1 et P2 du Conseil d'Etat ainsi que les propositions de "Simplifications / Économies / Recettes Nouvelles" (SERN) recensées au sein du Pouvoir judiciaire.*
- *Élaborer et mettre en œuvre des conventions entre le Pouvoir judiciaire et l'ensemble des services transversaux de l'Etat dans le cadre de la rédaction de la partie II du manuel de contrôle interne du Pouvoir judiciaire (contrôle interne transversal).*
- *Élaborer un projet de budget 2009 par prestations.*

Perspectives 2009 - 2010

- *Préparer et mettre en œuvre l'unification des procédures pénales (majeurs et mineurs) et civile au niveau fédéral. Entrée en vigueur prévue : 01 Janvier 2010.*
- *Préparer et mettre en œuvre la révision du droit de la tutelle (Révision du code civil suisse : protection de l'adulte, droit des personnes et droit de la filiation). Entrée en vigueur prévue : 01 Janvier 2010.*
- *Finaliser une cartographie des risques.*
- *Rédiger et mettre en œuvre la partie III du manuel de contrôle interne du Pouvoir judiciaire (contrôle interne vertical - métier).*

30 Charges de personnel

		Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
300	Traitements des magistrats				
	Total	22'747'631	+1'343'121	21'404'510	20'862'589
	Effectifs	87	0	87	83
301	Traitements du personnel				
	Total	34'352'504	+1'730'768	32'709'630	30'412'669
	Effectifs	335.92	+10	325.92	308.52

Total effectif

(magistrats + personnel) : 422.92

Depuis l'entrée en vigueur, le 1er janvier 2001, de la révision de la LOJ accordant davantage d'autonomie au Pouvoir judiciaire, ce dernier a dû faire face d'une part à l'augmentation du nombre et de la complexité des procédures (augmentation de la population, attractivité de Genève, libre circulation des personnes, etc.) et d'autre part à l'extension du périmètre "justice" soit par l'attribution ou le transfert de compétences soit par la création de nouvelles juridictions (2001 : Commissions cantonales de recours; 2002 : Commission de surveillance des OPF; 2003 :Tribunal cantonal des assurances sociales; 2007 : Tribunal d'application des peines et mesures). Ces changements, accompagnés d'augmentations significatives des effectifs, ont nécessité de gros efforts d'adaptation et de nombreuses réorganisations pour améliorer les processus et la qualité du travail. Les gains de productivité ont permis des réallocations de ressources et le maintien du niveau de prestations. Toutefois, comme l'a relevé le Conseil supérieur de la magistrature dans son rapport d'activités pour l'année 2005: "…. si le volume des affaires continue à augmenter sans contrepartie en effectif de collaborateurs, juristes et magistrats, le Conseil devra réexaminer les critères de célérité en regard de l'augmentation du travail." (cf. ***RD 636*** *, p.5 du 2 mai 2006).*

Compte tenu de ses objectifs et priorités pour 2008, la Commission de gestion a décidé d'inscrire à son projet de budget 10 postes supplémentaires de collaborateurs administratifs (6) ou scientifiques (4) pour les greffes de juridictions pénales (Tribunal de la jeunesse, Instruction, Parquet) et civiles (Prud'hommes, Tribunal de 1ère instance, Tribunal des baux et loyers).

Elle a, par ailleurs, adopté trois projets de loi visant à renforcer les effectifs de l'instruction, de la filière civile du Tribunal de 1ère instance et des Cours pénales de la Cour de justice.

Le retard accumulé dans le traitement des procédures pendantes devant les Cours pénales, pour cause d'insuffisance de moyens, a été relevé par le Conseil supérieur de la magistrature dans son rapport d'activités pour l'année 2006. Il considère que: " … la

*situation des Cours pénales, déjà énoncée lors du rapport de 2005, devient alarmante… le stock des affaires en attente de jugement ne cesse de croître, les délais de convocation pour les procédures sans détenus étant de l'ordre de 10 mois à un an." (cf. **RD 687**, p.7 du 30 mai 2007).*

Un risque de blocage de l'institution est à craindre si des mesures ne sont pas rapidement prises.

Le bien fondé de l'ensemble de ces demandes est confirmé par des comparaisons intercantonales (benchmark) qui démontrent clairement que les effectifs du Pouvoir judiciaire genevois sont très inférieurs à ceux de cantons comparables tels que Bâle-Ville et Zurich (cf. annexe).

Traitements des magistrats

Les rubriques vacations des juges de la Cour de Cassation et des Prud'hommes (30004100), Indemnités juges assesseurs (30004200), Indemnités juges suppléants (30004300) et jetons de présence commissions (30004400) sont en hausse de + F. 1'079'210 par rapport au budget 2007. Cette hausse est liée à l'augmentation du :

- nombre de recours en cassation (+ 31,35% en un an)

- nombre des audiences prud'homales

- nombre des audiences pénales (not. dédoublement des audiences des cours pénales)

- nombre des audiences avec juges assesseurs (TCAS, CJ, TBL, TP)

- nombre des audiences avec commissaires (CCRPE, CCBL, CR impôts)

ce qui se traduit par un :

- recours accru aux juges de la Cour de cassation (+ F. 180'000)

- recours accru aux juges Prud'hommes (+ F. 40'050)

- recours accru aux juges suppléants (+ F. 581'760)

- recours accru aux juges assesseurs (+ F. 118'530)

- recours accru aux commissaires (+ F. 158'870)

Les trois projets de loi, entre les mains, l'un du Grand Conseil, les 2 autres du Conseil d'Etat proposent la création de postes de juges supplémentaires (Instruction - PL 10038, Cour de justice et Tribunal de 1ère instance). Leur adoption rapide permettrait de limiter le recours aux juges suppléants.

Traitements du personnel

Évolution des effectifs

Depuis 2005, à périmètre constant, le Pouvoir judiciaire demande 25 postes supplémentaires de collaborateurs administratifs (16) et scientifiques (9) pour absorber l'augmentation de travail. Il en a obtenu : 0 en 2005, 2 en 2006 et 8,4 en 2007. Cette année, comme les précédentes, les demandes ont été actualisées et ont fait l'objet d'un examen attentif d'abord quant aux possibilités de rationalisation ou de solidarité interjuridictionnelle puis quant aux conséquences (risques) de la non attribution de chacun des postes supplémentaires demandés pour 2008.

Dix postes, jugés prioritaires ont été retenus. Ils représentent une augmentation de la masse salariale, charges sociales comprises, de l'ordre de F. 1'200'000.

Un budget auxiliaire (30100300) de l'ordre de F 100'000 est, ainsi que cela ressort des comptes 2006, insuffisant pour faire face aux besoins de toute l'administration du PJ, notamment en cas d'absences de longue durée. De plus, comme annoncé, l'application du nouveau règlement sur l'assistance juridique nécessite, dans l'attente d'outils de gestion informatisée du contentieux prévus pour 2010, le recours à trois auxiliaires chargés du suivi et du recouvrement des avances faites au titre de l'assistance juridique. L'augmentation de la rubrique est de l'ordre de F. 400'000. Il convient de la mettre en relation avec l'augmentation du montant des remboursements de frais d'assistance juridique qui est budgétisée à F. 1'500'000 .

31. Dépenses générales

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	*10'545'157*	*1'546'134* *+ 17.19%*	*8'999'023*	*9'002'020*

L'augmentation est liée essentiellement à la reprise du contrat de surveillance des bâtiments budgétisée auparavant au niveau du DCTI (+F. 851'495), à l'augmentation du tarif des huissiers judiciaires négociée par le Conseil d'Etat (+F. 275'330) et à l'application du nouveau code pénal des mineurs qui engendre toute une gamme de mesures protectrices comme par exemple le soin par traitements ambulatoires (+F. 348'000)

Le Pouvoir judiciaire maintient ainsi ses efforts en matière maîtrise des dépenses générales.

35. Dédommagements à des collectivités publiques

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	*7'156'993*	*744'128* *+ 11.61%*	*6'412'865*	*5'758'351*

Cette rubrique concerne les frais de placement des mineurs, qui sont budgétisés en augmentation de F. 744'128.

Cette augmentation est notamment justifiée par :

- le nombre croissant des placements hors canton en raison du manque de structures adéquates à Genève,

- la hausse des tarifs appliqués par les établissements spécialisés d'accueil,

- l'augmentation des procédures complexes entraînant plus fréquemment des mesures d'éloignement du milieu familial et un rallongement de leur durée moyenne,

- l'entrée en vigueur du nouveau code pénal des mineurs en vertu duquel la durée maximale de placement peut être étendue à 4 ans.

36. Subventions

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	*11'525'605*	*270'605* *+ 2.41%*	*11'255'000*	*10'181'753*

En préambule, il y a lieu de rappeler que les honoraires d'avocats qui constituent l'essentiel de ce poste figuraient auparavant sous la rubrique 318 "prestations de tiers".

En 1995, le département des finances les a passées sous la rubrique 366 "subventions". Le terme "subventions" prête à confusion. Les "subventions" ou "subsides" tels que prévus en matière d'assurance-maladie ou d'assistance judiciaire ne sont octroyés que si un nombre de conditions sont remplies. (Cf. compte rendu de la séance 11 Octobre 2002 consacrée au PB2003 du Pouvoir judiciaire, Propos du député rapporteur M. Renaud Gautier).

Le droit à l'assistance judiciaire est un droit constitutionnel complété par une jurisprudence précise du Tribunal Fédéral, qui ne laissent guère de marge de manœuvre tant en ce qui concerne les règles régissant l'octroi de l'assistance juridique que celles relatives à l'indemnisation des avocat-e-s. Les projections budgétaires de l'Assistance juridique calculées sur la base des données des exercices 1989 à 2006 ont permis de constater une évolution moyenne de 2.41 % des coûts liés aux honoraires d'avocat ces prochaines années en tenant également compte de l'augmentation du nombre des procédures et de la situation économique.

Avec l'entrée en vigueur du nouveau code pénal des mineurs, ces derniers pourront recourir à un avocat dès le 1er jour après leur arrestation. Cette modification engendre, en 2008, selon les estimations du Pouvoir judiciaire, une hausse de F. 120'000 au niveau de la rubrique "Honoraires d'avocats".

Les dépenses en matière d'Assistance juridique sont en étroite corrélation avec la conjoncture du canton de Genève. Ainsi, les dépenses augmentent de 2.41% entre 2007 et 2008 par rapport à une hausse de 4.5% entre 2006 et 2007.

43 Recettes diverses

	Budget 2008	***Variation 2008/2007***	***Budget 2007***	***Comptes 2006***
Total	*27'123'800*	*+3'370'150* *+14.19%*	*23'753'650*	*23'084'925*

L'augmentation des émoluments (431) est de 4.33%. Elle est liée aux mesures prises dès 2005 pour renforcer le suivi financier des procédures ainsi qu'à la valorisation des prestations grâce à diverses propositions de modifications de règlements et tarifs des greffes.

On relèvera que le produit des confiscations (434) est en diminution (- F. 101'000). Cette rubrique est aléatoire. Le Pouvoir judiciaire a appliqué le principe de précaution.

Le remboursement des frais d'assistance juridique (436) est en augmentation de plus de F. 1'500'000 grâce à la modification du règlement sur l'Assistance juridique adoptée le 10 Janvier 2007.

On notera un transfert de rubrique budgétaire au niveau des rétrocessions du Service des Contraventions. Auparavant, les produits des amendes et frais de justice encaissés par ce dernier étaient comptabilisés en 494 et maintenant en 436.

Éléments budgétaires particuliers

Les montants budgétisés auparavant en 311 « Acquisition de mobilier » font l'objet d'un crédit de programme en cours d'adoption budgétisé au niveau de la nature 506 (cf. exposé des motifs à l'appui des investissements)

Statistiques justice effectifs 2006 – budget 2007

		Genève	Vaud	Berne	Zurich	Bâle-Ville
Nombre d'habitants:		445'300	658'600	957'000	1'250'000	187'400
Ratios par nombre d'habitant:		**1.00**	**1.48**	**2.15**	**2.81**	**0.42**
Budget 2007 :						
Charges cantonales (mio)		7'184.00	6'640.00	8'756.30	11'386.00	3'871.80
Coût par habitant **(mille)**:		16.13	10.08	9.15	9.11	20.66
Recettes cantonales (mio)		6'992.90	6'651.00	8'863.10	11'098.50	3'924.80
Charges périmètre justice équivalent Genève (mio)		94.37	116.30	163.60	326.70	60.54
Recettes périmètre justice équivalent Genève (mio)		26.87	41.76	63.60	70.71	23.53
ratio budgétaire justice/Etat		1.31%	1.75%	1.87%	2.87%	1.56%
Tribunal cantonal (2ème inst.)	Magistrats	17.00	15.00	20.00	39.35	4.00
	Secrétaire juristes	10.50	18.90	22.20	92.40	4.50
	Administration	22.90	46.85	19.60	73.40	11.70
	ETP total	50.40	80.75	61.80	205.15	20.20
Tribunaux de 1ère instance (districts) et tribunaux spéciaux	Magistrats	25.00	47.00	58.80	125.00	**18.85**
	Secrétaire juristes + autres spécialistes	19.25	56.60	35.10	201.00	19.75
	Administration (y compris AJ à Genève)	91.73	121.60	105.90	329.00	76.26
	ETP total	135.98	225.20	199.80	655.00	114.86
Juridictions administratives	Magistrats	7.00	12.10	17.00	10.00	0.00
	Secrétaire juristes + autres spécialistes	11.15	14.10	31.00	9.50	0.00
	Administration	20.20	11.50	14.70	5.50	0.00
	ETP total	38.35	37.70	62.70	25.00	0.00
Tribunal des Ass. sociales	Magistrats	5.00	5.00		9.00	3.00
	Secrétaire juristes + autres spécialistes	3.90	6.00		36.00	4.00
	Administration	8.65	5.00		10.00	2.10
	ETP total	17.55	16.00	0.00	55.00	9.10
Autorités de poursuite pénale (y compris mineurs)	Magistrats	29.00	38.20	62.20	125.50	29.70
	Secrétaire juristes + autres spécialistes	9.30	45.80	5.50	79.80	35.00
	Administration	66.05	64.55	105.80	167.70	42.30
	ETP total	104.35	148.55	173.50	373.00	107.00
Administration (si services centraux ou indépendants)	Administration	48.47		8.40		
	ETP total	48.47	0.00	8.40	0.00	
Consolidation						
Effectifs au 31.12.2006	Magistrats	83.0	117.3	158.0	308.9	55.55
	Ratios :	*1.00*	*1.41*	*1.90*	*3.72*	*0.67*
	Secrétaire juristes + autres spécialistes	54.1	141.4	93.8	418.7	63.25
	Ratios :	*1.00*	*2.61*	*1.73*	*7.74*	*1.17*
	Administration	258.0	249.5	254.4	585.6	132.36
	Ratios :	*1.00*	*0.97*	*0.99*	*2.27*	*0.51*
	ETP total	**395.10**	**508.20**	**506.20**	**1'313.15**	**251.16**
	Ratios :	**1.00**	**1.29**	**1.28**	**3.32**	**0.64**

ETP: équivalent temps plein

Comparaisons intercantonales

Projet de la commission de gestion

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
14.00.00.00	**POUVOIR JUDICIAIRE**						
3	**CHARGES**	**106.407.257**		**12.036.072**	**12,8**	**94.371.185**	**89.406.349,71**
4	**REVENUS**		**27.823.693**	**951.493**	**3,5**	**26.872.200**	**26.106.159,70**
	COUVERTURE en F	**-78.583.564**		**-11.084.579**		**-67.498.985**	**-63.300.190,01**
	COUVERTURE en %	**26,15%**			**-2,3**	**28,48%**	**29,20%**
14.00.00.00	**POUVOIR JUDICIAIRE**						
4	**REVENUS**						**125,05**
	COUVERTURE en F						**125,05**
	COUVERTURE en %						
42	REVENUS DES BIENS						0,20
43	RECETTES DIVERSES						124,85
14.01.00.00	**ADMINISTRATION DU POUVOIR JUDICIAIRE**						
3	**CHARGES**	**106.407.257**		**12.036.072**	**12,8**	**94.371.185**	**89.406.349,71**
4	**REVENUS**		**27.823.693**	**951.493**	**3,5**	**26.872.200**	**26.106.034,65**
	COUVERTURE en F	**-78.583.564**		**-11.084.579**		**-67.498.985**	**-63.300.315,06**
	COUVERTURE en %	**26,15%**			**-2,3**	**28,48%**	**29,20%**
30	CHARGES DE PERSONNEL	65.925.429		3.489.917	5,6	62.435.512	58.929.443,02
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	157.000		-58.000	-27,0	215.000	139.457,81
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	10.545.157		1.546.134	17,2	8.999.023	9.002.020,02
32	INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS	5.000		-2.000	-28,6	7.000	
320	ENGAGEMENTS COURANTS	5.000		-2.000	-28,6	7.000	
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	893.270		91.135	11,4	802.135	1.193.732,64
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	63.270		-3.865	-5,8	67.135	144.324,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	500.000		56.000	12,6	444.000	701.965,82
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	330.000		39.000	13,4	291.000	347.442,82
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	7.156.993		744.128	11,6	6.412.865	5.758.350,95
351	CANTONS	7.156.993		744.128	11,6	6.412.865	5.758.350,95
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	11.525.605		270.605	2,4	11.255.000	10.181.753,18
366	PERSONNES PHYSIQUES	11.525.605		270.605	2,4	11.255.000	10.181.753,18

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION B08 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
14.01.00.00	**ADMINISTRATION DU POUVOIR JUDICIAIRE** (Suite)						
0110	EMOLUMENTS AJ	1.593.105		-76.895	-4,6	1.670.000	1.286.253,90
0215	TRADUCTEURS, TÉMOINS EXPERTISES AJ	300.000		175.188	140,4	124.812	509.896,50
0311	FRAIS D'ASSISTANCE JURIDIQUE	9.632.500		172.312	1,8	9.460.188	8.385.566,78
0312	FRAIS D'ASSISTANCE JURIDIQUE (FRAIS D'ENQUÊTES)						36,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	10.355.803		5.896.153	132,2	4.459.650	4.341.049,90
42	REVENUS DES BIENS		500	0	0,0	500	1.881,24
43	RECETTES DIVERSES		27.123.800	3.370.150	14,2	23.753.650	23.084.799,80
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		350.000	54.500	18,4	295.500	347.442,82
49	IMPUTATIONS INTERNES		699.393	-2.418.657	-77,6	3.118.050	3.019.353,61

BUDGET D’INVESTISSEMENTS

Plan comptable 2008

Le passage aux normes IPSAS ainsi que l'introduction à partir de 2008 d'une comptabilité des immobilisations (module FA de la CFI) a rendu nécessaire l'adoption du nouveau plan de natures (MCH2) pour les dépenses et recettes d'investissements ainsi que pour les comptes de bilan qui leur sont associés.

Les natures de bilan sont passées de 3 à 5 positions.
Les natures d'investissement sont passées de 3 à 4 positions.

Actifs / Invest.	Natures MCH2

14 Patrimoine administratif

- **140 Immobilisations corporelles**
  - 14000 Terrains
  - 14010 Routes et voies de communication
  - 14020 Aménagement des cours d'eau
  - 14030 Autres travaux de génie civil
  - 14040 Bâtiments
  - 14050 Forêts
  - 1406x Biens meubles
    - 14061 Biens meubles
    - 14062 Informatique et télécommunication
  - 1407x Installations en construction
    - 14071 Génie civil
    - 14072 Aménagement des cours d'eau
    - 14073 Autres travaux de génie civil
    - 14074 Bâtiments
  - 14090 Autres biens d'investissement
- **142 Immobilisations incorporelles**
  - 14200 Logiciels et applications
  - 14210 Brevets et licences d'exploitation
  - 14270 Immobilisations incorporelles en cours
  - 14290 Autres immobilisations incorporelles
- **144 Prêts**
  - 14400 Prêts / Confédération et entreprises fédérales
  - 14410 Prêts / cantons et concordats
  - 14420 Prêts / communes et groupements intercommunaux
  - 14430 Prêts / assurances sociales publiques
  - 1444x Prêts / entreprises publiques
    - 14440 Autres entités
    - 14441 Entités du groupe
  - 1445x Prêts / entreprises privées
    - 14450 Autres entités
    - 14451 Entités du groupe
  - 1446x Prêts / organisations privées à but non lucratif
    - 14460 Autres entités
    - 14461 Entités du groupe
  - 14470 Prêts / personnes physiques
  - 14480 Prêts / étranger
  - 1449x Créance résultant de location-financement
    - 14490 Autres entités
    - 14491 Entités du groupe

Actifs / Invest.	Natures MCH2
145	**Participations et capitaux sociaux**
14500	Participations / Confédération et entreprises fédérales
14510	Participations / cantons et concordats
14520	Participations / communes et aux groupes intercommunaux
14530	Participations / assurances sociales publiques
1454x	Participations / entreprises publiques
14540	Autres entités
14541	Entités du groupe
1455x	Participations / entreprises privées
14550	Autres entités
14551	Entités du groupe
1456x	Participations / organisations privées à but non lucratif
14560	Autres entités
14561	Entités du groupe
14580	Participations / étranger
146	**Subventions d'investissements accordées**
14600	Subventions / Confédération et entreprises fédérales
14610	Subventions / cantons et concordats
14620	Subventions / communes et aux groupes intercommunaux
14630	Subventions / assurances sociales publiques
1464x	Subventions / entreprises publiques
14640	Autres entités
14641	Entités du groupe
1465x	Subventions / entreprises privées
14650	Autres entités
14651	Entités du groupe
1466x	Subventions / organisations privées à but non lucratif
14660	Autres entités
14661	Entités du groupe
14670	Subventions / personnes physiques
14680	Subventions / étranger
50	**Biens d'investissement**
5000	Terrains
5010	Routes et voies de communication
5020	Aménagement des cours d'eau
5030	Autres travaux de génie civil
5040	Bâtiments
5050	Forêts
506x	Biens meubles
5061	Biens meubles
5062	Informatique et télécommunication
5090	Autres biens d’investissement
52	**Immobilisations incorporelles**
5201	Logiciels et applications
5202	Charges de personnel interne activables
5210	Brevets et licences d'exploitation
5290	Autres immobilisations incorporelles
54	**Prêts**
5400	Confédération et entreprises fédérales
5410	Cantons et concordats
5420	Communes et groupes intercommunaux
5430	Assurances sociales publiques
544x	Entreprises publiques
5440	Autres entités
5441	Entités du groupe
545x	Entreprises privées
5450	Autres entités

		5451	Entités du groupe
	546x	Organisations privées à but non lucratif	
		5460	Autres entités
		5461	Entités du groupe
	5470	Personnes physiques	
	5480	Etranger	
	549x	Créance résultant de location-financement	
		5490	Autres entités
		5491	Entités du groupe
55	**Participations et capitaux sociaux**		
	5500	Confédération et entreprises fédérales	
	5510	Cantons et concordats	
	5520	Communes et groupements intercommunaux	
	5530	Assurances sociales publiques	
	554x	Entreprises publiques	
		5540	Autres entités
		5541	Entités du groupe
	555x	Entreprises privées	
		5550	Autres entités
		5551	Entités du groupe
	556x	Organisations privées à but non lucratif	
		5560	Autres entités
		5561	Entités du groupe
	5570	Personnes physiques	
	5580	Etranger	
56	**Subventions d'investissements accordées**		
	5600	Confédération et entreprises fédérales	
	5610	Cantons et concordats	
	5620	Communes et groupements intercommunaux	
	5630	Assurances sociales publiques	
	564x	Entreprises publiques	
		5640	Autres entités
		5641	Entités du groupe
	565x	Entreprises privées	
		5650	Autres entités
		5651	Entités du groupe
	566x	Organisations privées à but non lucratif	
		5660	Autres entités
		5661	Entités du groupe
	5670	Personnes physiques	
	5680	Etranger	
57	**Subventions d'investissements redistribuées**		
	5700	Confédération et entreprises fédérales	
	5710	Cantons et concordats	
	5720	Communes et groupements intercommunaux	
	5730	Assurances sociales publiques	
	574x	Entreprises publiques	
		5740	Autres entités
		5741	Entités du groupe
	575x	Entreprises privées	
		5750	Autres entités
		5751	Entités du groupe
	576x	Organisations privées à but non lucratif	
		5760	Autres entités
		5761	Entités du groupe
	5770	Personnes physiques	
	5780	Etranger	
59	**Report au bilan**		
	5900	Inscription au passif	

60 Cession de biens d'investissement
- 6000 Terrains
- 6010 Routes et voies de communication
- 6020 Aménagements des cours d'eau
- 6030 Autres travaux de génie civil
- 6040 Bâtiments
- 6050 Forêts
- 606x Biens meubles
  - 6061 Biens meubles
  - 6062 Informatique et télécommunication
- 6090 Autres biens d'investissement

62 Cession de biens d'investissements immatériels
- 6200 Logiciels et applications
- 6210 Brevets et licences d'exploitation
- 6290 Autres immobilisations incorporelles

63 Subventions acquises
- 6300 Confédération et entreprises fédérales
- 6310 Cantons et concordats
- 6320 Communes et groupements intercommunaux
- 6330 Assurances sociales publiques
- 634x Entreprises publiques
  - 6340 Autres entités
  - 6341 Entités du groupe
- 635x Entreprises privées
  - 6350 Autres entités
  - 6351 Entités du groupe
- 636x Organisations privées à but non lucratif
  - 6360 Autres entités
  - 6361 Entités du groupe
- 6370 Personnes physiques
- 6380 Etranger

64 Remboursement de prêts
- 6400 Confédération et entreprises fédérales
- 6410 Cantons et concordats
- 6420 Communes et groupements intercommunaux
- 6430 Assurances sociales publiques
- 644x Entreprises publiques
  - 6440 Autres entités
  - 6441 Entités du groupe
- 645x Entreprises privées
  - 6450 Autres entités
  - 6451 Entités du groupe
- 646x Organisations privées à but non lucratif
  - 6460 Autres entités
  - 6461 Entités du groupe
- 6470 Personnes physiques
- 6480 Etranger
- 549x Créance résultant de location-financement
  - 5490 Autres entités
  - 5491 Entités du groupe

65 Cession de participations
- 6500 Confédération et entreprises fédérales
- 6510 Cantons et concordats
- 6520 Communes et groupements intercommunaux
- 6530 Assurances sociales publiques
- 654x Entreprises publiques
  - 6540 Autres entités
  - 6541 Entités du groupe
- 655x Entreprises privées

		6550	Autres entités
		6551	Entités du groupe
	656x	Organisations privées à but non lucratif	
		6560	Autres entités
		6561	Entités du groupe
	6580	Etranger	
66	**Remboursement de contributions à des invest. propres**		
	6600	Confédération et entreprises fédérales	
	6610	Cantons et concordats	
	6620	Communes et groupements intercommunaux	
	6630	Assurances sociales publiques	
	664x	Entreprises publiques	
		6640	Autres entités
		6641	Entités du groupe
	665x	Entreprises privées	
		6650	Autres entités
		6651	Entités du groupe
	666x	Organisations privées à but non lucratif	
		6660	Autres entités
		6661	Entités du groupe
	6670	Personnes physiques	
	6680	Etranger	
67	**Contributions à des investissements redistribuées**		
	6700	Confédération et entreprises fédérales	
	6710	Cantons et concordats	
	6720	Communes et groupements intercommunaux	
	6730	Assurances sociales publiques	
	674x	Entreprises publiques	
		6740	Autres entités
		6741	Entités du groupe
	675x	Entreprises privées	
		6750	Autres entités
		6751	Entités du groupe
	676x	Organisations privées à but non lucratif	
		6760	Autres entités
		6761	Entités du groupe
	6770	Personnes physiques	
	6780	Etranger	
69	**Report au bilan**		
	6900	Inscriptions à l'actif	

La table de correspondance entre l'ancien plan des natures d'investissement (NMC) et le nouveau plan (MCH2) se présente ainsi :

	NMC		IPSAS	MCH2
Nature	Libellé	Nature		Libellé
500	Terrains non bâtis	5000	Immo corp	Terrains
501	Ouvrages de génie civil	5010	Immo corp	Routes / voies de communication
501	Ouvrages de génie civil	5020	Immo corp	Aménagement des cours d'eau
501	Ouvrages de génie civil	5030	Immo corp	Autres travaux de génie civil
503	Bâtiments	5040	Immo corp	Bâtiments
505	Forêts	5050	Immo corp	Forêts
506	Mobilier, machines, véhicules, équipements	5061	Immo corp	Biens meubles
506	Mobilier, machines, véhicules, équipements	5062	Immo corp	Informatique et télécommunication
508	Etudes	…	…	…
509	Autres investissements	5090	Immo corp	Autres biens d'investissement
506	Mobilier, machines, véhicules, équipements	5201	Immo incorp	Logiciels et applications
506	…	5202	Immo incorp	Charges de personnel interne activables
506	Mobilier, machines, véhicules, équipements	5290	Immo incorp	Autres immobilisations incorporelles
510	Terrains non bâtis	5000	Immo corp	Terrains
511	Ouvrages de génie civil	5010	Immo corp	Routes / voies de communication
511	Ouvrages de génie civil	5020	Immo corp	Aménagement des cours d'eau
511	Ouvrages de génie civil	5030	Immo corp	Autres travaux de génie civil
513	Bâtiments	5040	Immo corp	Bâtiments
514	Subventions d'investissements	56xx	…	…
515	Forêts	5050	Immo corp	Forêts
516	Mobilier, machines, véhicules, équipements	5061	Immo corp	Biens meubles
516	Mobilier, machines, véhicules, équipements	5062	Immo corp	Informatique et télécommunication
516	Mobilier, machines, véhicules, équipements	5201	Immo incorp	Logiciels et applications
516	…	5202	Immo incorp	Charges de personnel interne activables
516	Mobilier, machines, véhicules, équipements	5290	Immo incorp	Autres immobilisations incorporelles
518	Etudes	…	…	…
519	Autres biens	5090	Immo corp	Autres biens d'investissement
523	Propres établissements	5441	Prêts	Entreprises publiques - Entités du groupe
523	Propres établissements	5440	Prêts	Entreprises publiques
523	Propres établissements	5541	Participations	Entreprises publiques - Entités du groupe
523	Propres établissements	5540	Participations	Entreprises publiques
524	Sociétés d'économie mixte	5441	Prêts	Entreprises publiques - Entités du groupe
524	Sociétés d'économie mixte	5440	Prêts	Entreprises publiques
524	Sociétés d'économie mixte	5441	Prêts	Entreprises privées - Entités du groupe
524	Sociétés d'économie mixte	5440	Prêts	Entreprises privées
524	Sociétés d'économie mixte	5451	Prêts	Entreprises publiques - Entités du groupe
524	Sociétés d'économie mixte	5450	Prêts	Entreprises publiques
524	Sociétés d'économie mixte	5451	Prêts	Entreprises privées - Entités du groupe
524	Sociétés d'économie mixte	5450	Prêts	Entreprises privées
524	Sociétés d'économie mixte	5541	Participations	Entreprises publiques - Entités du groupe
524	Sociétés d'économie mixte	5540	Participations	Entreprises publiques
524	Sociétés d'économie mixte	5541	Participations	Entreprises privées - Entités du groupe
524	Sociétés d'économie mixte	5540	Participations	Entreprises privées
524	Sociétés d'économie mixte	5551	Participations	Entreprises publiques - Entités du groupe
524	Sociétés d'économie mixte	5550	Participations	Entreprises publiques
524	Sociétés d'économie mixte	5551	Participations	Entreprises privées - Entités du groupe
524	Sociétés d'économie mixte	5550	Participations	Entreprises privées
525	Institutions privées	5451	Prêts	Entreprises privées - Entités du groupe
525	Institutions privées	5450	Prêts	Entreprises privées
525	Institutions privées	5461	Prêts	Organisations privées à but non lucratif - Entités du groupe
525	Institutions privées	5460	Prêts	Organisations privées à but non lucratif - Autres entités
525	Institutions privées	5551	Participations	Entreprises privées - Entités du groupe
525	Institutions privées	5550	Participations	Entreprises privées
525	Institutions privées	5561	Participations	Organisations privées à but non lucratif - Entités du groupe
525	Institutions privées	5560	Participations	Organisations privées à but non lucratif

	NMC		IPSAS	MCH2
526	Personnes physiques	5470	Prêts	Personnes physiques
526	Personnes physiques	5570	Participations	Personnes physiques
533	Bâtiments	5040	Immo corp	Bâtiments
535	Forêts	5050	Immo corp	Forêts
536	Mobilier, machines, véhicules, équipements	5061	Immo corp	Biens meubles
536	Mobilier, machines, véhicules, équipements	5062	Immo corp	Informatique et télécommunication
536	Mobilier, machines, véhicules, équipements	5201	Immo incorp	Logiciels et applications
536	Mobilier, machines, véhicules, équipements	5290	Immo incorp	Autres immobilisations incorporelles
538	Etudes	…	…	…
539	Autres investissements	5090	Immo corp	Autres biens d'investissement
540	Terrains non bâtis	5000	Immo corp	Terrains
541	Ouvrages de génie civil	5010	Immo corp	Routes / voies de communication
541	Ouvrages de génie civil	5030	Immo corp	Autres travaux de génie civil
543	Bâtiments	5040	Immo corp	Bâtiments
546	Mobilier, machines, véhicules, équipements	5061	Immo corp	Biens meubles
548	Etudes	50xx	Immo corp	…
549	Autres biens	5090	Immo corp	Autres biens d'investissement
552	Communes	5620	Subv. accordées	Communes et groupements intercommunaux
553	Propres établissements	5641	Subv. accordées	Entreprises publiques - Entités du groupe
553	Propres établissements	5640	Subv. accordées	Entreprises publiques - Autres entités
554	Sociétés d'économie mixte	56xx	Subv. accordées	…
555	Institutions privées	5651	Subv. accordées	Entreprises privées - Entités du groupe
555	Institutions privées	5650	Subv. accordées	Entreprises privées - Autres entités
555	Institutions privées	5661	Subv. accordées	Organisations privées à but non lucratif - Entités du groupe
555	Institutions privées	5660	Subv. accordées	Organisations privées à but non lucratif
556	Personnes physiques	5670	Subv. accordées	Personnes physiques
560	Confédération	5600	Subv. accordées	Confédération et entreprises fédérales
561	Cantons	5610	Subv. accordées	Cantons et concordats
562	Communes	5620	Subv. accordées	Communes et groupements intercommunaux
563	Propres établissements	5641	Subv. accordées	Entreprises publiques - Entités du groupe
563	Propres établissements	5640	Subv. accordées	Entreprises publiques
564	Sociétés d'économie mixte	56xx	Subv. accordées	…
565	Institutions privées	5651	Subv. accordées	Entreprises privées - Entités du groupe
565	Institutions privées	5650	Subv. accordées	Entreprises privées
565	Institutions privées	5661	Subv. accordées	Organisations privées à but non lucratif - Entités du groupe
565	Institutions privées	5660	Subv. accordées	Organisations privées à but non lucratif
568	Relance économique	56xx	Subv. accordées	…
570	Confédération	5700	Subv. invest. red.	Confédération et entreprises fédérales
572	Communes	5720	Subv. invest. red.	Communes et groupements intercommunaux
573	Propres établissements	5741	Subv. invest. red.	Entreprises publiques - Entités du groupe
573	Propres établissements	5740	Subv. invest. red.	Entreprises publiques
574	Sociétés d'économie mixte	574x	Subv. invest. red.	…
575	Institutions privées	5751	Subv. invest. red.	Entreprises privées - Entités du groupe
575	Institutions privées	5750	Subv. invest. red.	Entreprises privées
575	Institutions privées	5761	Subv. invest. red.	Organisations privées à but non lucratif - Entités du groupe
575	Institutions privées	5760	Subv. invest. red.	Organisations privées à but non lucratif
585	Institutions privées	…	…	Nature supprimée (vers prêts)
586	Personnes physiques	…	…	Nature supprimée (vers fonctionnement)
600	terrains non bâtis	6000	Cession immo corp	Terrains
601	néant	6010	Cession immo corp	Routes / voies de communication
601	néant	6020	Cession immo corp	Aménagement des cours d'eau
601	néant	6030	Cession immo corp	Autres travaux de génie civil
603	néant	6040	Cession immo corp	Bâtiments
605	néant	6050	Cession immo corp	Forêts
606	néant	6061	Cession immo corp	Biens meubles
606	néant	6062	Cession immo corp	Informatique et télécommunication
609	Autres biens	6090	Cession immo corp	Autres biens d'investissement
606	…	6201	Cession immo incorp	Logiciels et applications
606	…	6202	Cession immo incorp	Charges de personnel interne activables
606	…	6290	Cession immo incorp	Autres immobilisations incorporelles

	NMC		IPSAS	MCH2
610	Confédération	6300	Subv reçue	Confédération et entreprises fédérales
611	Ouvrages de Génie civil	63xx	Subv reçue	…
615	Institutions privées	63xx	Subv reçue	…
616	Mobilier, machines, véhicules, équipements	63xx	Subv reçue	…
618	Etudes	63xx	Subv reçue	…
623	Propres établissements	6441	Prêts	Entreprises publiques - Entités du groupe
623	Propres établissements	6440	Prêts	Entreprises publiques
624	Sociétés d'économie mixte	64xx	Prêts	…
625	Institutions privées	6451	Prêts	Entreprises privées - Entités du groupe
625	Institutions privées	6450	Prêts	Entreprises privées
625	Institutions privées	6461	Prêts	Organisations privées à but non lucratif - Entités du groupe
625	Institutions privées	6460	Prêts	Organisations privées à but non lucratif
626	Personnes physiques	6470	Prêts	Personnes physiques
623	Propres établissements	6541	Participations	Entreprises publiques - Entités du groupe
623	Propres établissements	6540	Participations	Entreprises publiques
624	Sociétés d'économie mixte	65xx	Participations	…
625	Institutions privées	6551	Participations	Entreprises privées - Entités du groupe
625	Institutions privées	6550	Participations	Entreprises privées
625	Institutions privées	6561	Participations	Organisations privées à but non lucratif - Entités du groupe
625	Institutions privées	6560	Participations	Organisations privées à but non lucratif
633	Bâtiments	63xx	Subv reçue	…
638	Etudes	63xx	Subv reçue	…
640	Confédération	6300	Subv reçue	Confédération et entreprises fédérales
645	Institutions privées	6351	Subv reçue	Entreprises privées - Entités du groupe
645	Institutions privées	6350	Subv reçue	Entreprises privées
645	Institutions privées	6361	Subv reçue	Organisations privées à but non lucratif - Entités du groupe
	NMC		IPSAS	MCH2
645	Institutions privées	6360	Subv reçue	Organisations privées à but non lucratif
650	Confédération	6300	Subv reçue	Confédération et entreprises fédérales
651	Cantons	6310	Subv reçue	Cantons et concordats
652	Communes	6320	Subv reçue	Communes et groupements intercommunaux
653	Propres établissements	6341	Subv reçue	Entreprises publiques - Entités du groupe
653	Propres établissements	6340	Subv reçue	Entreprises publiques
654	Sociétés d'économie mixte	63xx	Subv reçue	…
660	Confédération	6300	Subv reçue	Confédération et entreprises fédérales
661	Cantons	6310	Subv reçue	Cantons et concordats
662	Communes	6320	Subv reçue	Communes et groupements intercommunaux
663	Propres établissements	6341	Subv reçue	Entreprises publiques - Entités du groupe
663	Propres établissements	6340	Subv reçue	Entreprises publiques
664	Sociétés d'économie mixte	63xx	Subv reçue	…
665	Institutions privées	6351	Subv reçue	Entreprises privées - Entités du groupe
665	Institutions privées	6350	Subv reçue	Entreprises privées
665	Institutions privées	6361	Subv reçue	Organisations privées à but non lucratif - Entités du groupe
665	Institutions privées	6360	Subv reçue	Organisations privées à but non lucratif
669	Autres subventions	63xx	Subv reçue	…
670	Confédération	6700	Subv reçue	Confédération et entreprises fédérales
…	…	6600	Rbt sub acc. / redistr.	Confédération et entreprises fédérales
…	…	6610	Rbt sub acc. / redistr.	Cantons et concordats
…	…	6620	Rbt sub acc. / redistr.	Communes et groupements intercommunaux
…	…	6641	Rbt sub acc. / redistr.	Entreprises publiques - Entités du groupe
…	…	6640	Rbt sub acc. / redistr.	Entreprises publiques
…	…	6651	Rbt sub acc. / redistr.	Entreprises privées - Entités du groupe
…	…	6650	Rbt sub acc. / redistr.	Entreprises privées
…	…	6661	Rbt sub acc. / redistr.	Organisations privées à but non lucratif - Entités du groupe
…	…	6660	Rbt sub acc. / redistr.	Organisations privées à but non lucratif

1. CHANCELLERIE D'ETAT

01010200 SECRETARIAT GENERAL

Budget du service

Mobilier, machines, véhicules, équipements (biens meubles)

immobilisations génériques	Budget 2008	Variation 2007/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Total	**30'000**	**0**	**0**	**0**

Suite à l'introduction du nouveau règlement sur les investissements (D1 05.06) et conformément aux normes IPSAS les investissements liés des départements et de la chancellerie d'Etat doivent faire l'objet d'un crédit programme d'une durée de validité de 3 ans. Les investissements liés consistent en des dépenses servant au remplacement ou au renouvellement de biens mobiliers déjà existants sans en modifier la fonctionnalité.

Le montant de 30'000 F pour le mobilier est notamment destiné au remplacement des places de travail les plus anciennes des collaborateurs et des collaboratrices de la chancellerie d'Etat ainsi qu'à l'équipement des différentes salles de l'Hôtel de Ville.

Les années précédentes, ce budget était inscrit en fonctionnement sur les rubriques 311 des services de la chancellerie qui ont été désormais mises à zéro. Le montant total a été transféré en investissement sans aucune augmentation par rapport à la dotation des dernières années.

.

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
01.00.00.00	**CHANCELLERIE**					
5	**DÉPENSES**	**30.000**		**30.000**		
	CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1					
	CRÉDITS DE PROGRAMME - 2					
5	**DÉPENSES**	**30.000**		**30.000**		
	DOTATIONS - 3					
	PRÊTS					
01.01.02.00	**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**					
5	**DÉPENSES**	**30.000**		**30.000**		
	CRÉDIT DE PROGRAMME 2008 - 2011 - CHANCELLERIE - 2908010	**30.000**		**30.000**		
5061	BIENS MEUBLES	30.000		30.000		

2. DEPARTEMENT DES FINANCES

02.21.00.00 SECRETARIAT GENERAL

Objectifs 2008 / Priorités

Dans le cadre de la réforme du règlement sur les investissements, une part des dépenses de renouvellement de mobilier-matériels-machines a été transférée en investissement. Un crédit de programme de 200'000 F au total sur 3 années a été demandé afin de permettre le renouvellement progressif du matériel utilisé.

Pour 2008, ledit programme est réparti entre le renouvellement de mobilier pour 38'000 F et le renouvellement du petit matériel informatique à hauteur de 12'000 F.

Perspectives 2009

Poursuivre la tendance annoncée.

Budget du service

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Crédits de programme				
Immobilisations génériques	50'000	N/A	N/A	N/A
Immobilisations métier	0	N/A	N/A	N/A
Total	50'000	N/A	NS	NS

Eléments budgétaires particuliers

Dans le cadre de la réduction globale souhaitée par le Conseil d'État, le CR 02.21.00.00 enregistre une réduction globale technique sur les investissements de l'ensemble du département à hauteur de 1'479'586 mios sur la nature 50900102 "réduction globale des investissements".

Impacts IPSAS : néant

Impact nouveau règlement des investissements : voir commentaire ci-dessus.

Impacts RPT : néant

Impacts transferts d'actifs : néant

02.22.00.00 DIRECTION GENERALE DES FINANCES DE L'ETAT

La gestion de la caisse centralisée est intégrée au centre de responsabilité de la DGFE

Objectifs 2008 / Priorités

Mise en œuvre du concept de gestion des liquidités au sein de l'administration dans l'optique de poursuivre la stratégie adoptée en matière de gestion de la dette et de la trésorerie du canton. Il s'agit d'optimiser les flux et les coûts financiers par une centralisation des liquidités au sein de la trésorerie générale, permettant ainsi de revoir les volumes d'emprunts et de mieux planifier les flux de trésorerie.

Perspectives 2009

Finaliser le projet

Budget du service

Crédits d'ouvrage

N° loi	Libellé	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
9734	Caisse centralisée	1'500'000	- 440'000	1'940'000	512'041

Eléments budgétaires particuliers

Néant

02.25.00.00 OFFICE DU PERSONNEL DE L'ETAT

La gestion du SIRH est désormais intégrée au Centre de responsabilité de l'Office du personnel de l'Etat.

Objectifs 2008 / Priorités

L'année 2008 constitue la fin de la deuxième phase du plan de projet SIRH; ce dernier ayant pour objectif le déploiement des fonctions suivantes :

- Elaborer le budget de personnel
- Gérer les postes
- Gérer la formation continue

Perspectives 2009

Mettre en place la gestion des compétences (recrutement, mobilité professionnelle, évaluations, etc.)

Budget du service

Crédits d'ouvrage

N° loi	Libellé	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
8479	SIRH	3'200'000	- 1'450'000	4'650'000	5'444'802

Eléments budgétaires particuliers

Néant

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
02.00.00.00	**FINANCES**					
5	**DÉPENSES**	**3.270.414**		**197.680.414**	**-194.410.000**	**39.794.680,43**
6	**RECETTES**					**17.029.341,00**
	CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1					
5	**DÉPENSES**	**3.220.414**		**221.630.414**	**-218.410.000**	**5.956.843,43**
6	**RECETTES**					**17.029.341,00**
	CRÉDITS DE PROGRAMME - 2					
5	**DÉPENSES**	**50.000**		**50.000**		
	DOTATIONS - 3					
5	**DÉPENSES**			**-24.000.000**	**24.000.000**	**33.837.837,00**
	PRÊTS					
02.21.00.00	**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**					
5	**DÉPENSES**	**-1.429.586**		**223.570.414**	**-225.000.000**	
	REDUCTION GLOBALE DES INVESTISSEMENTS - 1000001	**-1.479.586**		**223.520.414**	**-225.000.000**	
5090	AUTRES BIENS DíINVESTISSEMENT	-1.479.586		223.520.414	-225.000.000	
	CRÉDIT DE PROGRAMME 2008 - 2011 - FINANCES - 2908020	**50.000**		**50.000**		
5061	BIENS MEUBLES	38.000		38.000		
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	12.000		12.000		
02.22.00.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES DE L'ETAT - DGFE**					
5	**DÉPENSES**	**1.500.000**		**-24.440.000**	**25.940.000**	**34.349.878,02**
6	**RECETTES**					**17.029.341,00**
	TRANSFERT DU PA AU PF PALEXPO HALLE 7 - 1000010					**-17.029.341,00**
6040	BÂTIMENTS					17.029.341,00
	CAISSE CENTRALISÉE - 1009734	**1.500.000**		**-440.000**	**1.940.000**	**512.041,02**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	1.500.000		-440.000	1.940.000	512.041,02
	AUGMENTATION DU CAPITAL DE DOTATION DES TPG - 3009845			**-24.000.000**	**24.000.000**	
5541	ENTREPRISES PUBLIQUES - ENTITÉS DU GROUPE			-24.000.000	24.000.000	
	DOTATION PALEXPO HALLE 7 - 3800002					**33.837.837,00**

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
02.22.00.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES DE L'ETAT - DGFE** (Suite)					
5541	ENTREPRISES PUBLIQUES - ENTITÉS DU GROUPE					33.837.837,00
02.25.00.00	**OFFICE DU PERSONNEL DE L'ETAT - OPE**					
5	**DÉPENSES**	**3.200.000**		**-1.450.000**	**4.650.000**	**5.444.802,41**
	APPLICATION RESSOURCES HUMAINES (SIRH)-REALISA-TION - 1008479	**3.200.000**		**-1.450.000**	**4.650.000**	**5.444.802,41**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	3.200.000		-1.450.000	4.650.000	5.444.802,41

3. DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Objectifs 2008 / Priorités

Le budget d'investissement 2008 s'élève à 41 mios, avant la réduction globale sur les investissements. Il augmente par rapport au budget 2007 de 13 mios, soit + 46.53 % (après introduction de la réduction globale sur les investissements, il s'élève à 29 mios et augmente de 1 mio, soit +3.56%). Cette croissance s'explique, pour l'essentiel, par une augmentation des crédits de renouvellement de 17.6 mios; composée en partie par une diminution des crédits d'ouvrages de - 3.5 mios et par l'extinction du train annuel de loi, qui amène à une réduction de - 1.2 mios.

Compte tenu des modifications légales, le DIP va déposer 2 projets de loi de crédit de programme :

1) Crédit de programme de l'Université : les récentes modification légales ont amené à intégrer l'essentiel des investissements dans le crédit de programme, qui s'élève à 18 mios pour 2008. Le crédit de programme de l'université pour 2008-2010 se monte à 55.1 mios.

La comparaison entre la LBA 2007 et le crédit de programme 2008 fait ressortir une hausse de 8.7 mios, sachant qu'une partie importante des dépenses contenues dans le crédit de programme 2008 se rapporte au remplacement d'équipements scientifiques à valeur ajoutée et qui ont connu des ruptures technologiques.

2) Crédit de programme du DIP : il se décompose en 2 volets.

- Un crédit de renouvellement d'équipements nécessaire au maintien des prestations de formation et d'éducation ainsi qu'à l'assurance du respect des normes de sécurité ;

- 5 projets d'extension limitée.

Le crédit de programme du DIP pour 2008-2010 se monte à 29.5 mios. La tranche 2008 s'élève à 14 mios, soit +8.9 mios par rapport à 2007. Cette augmentation est constituée pour l'essentiel par la tranche 2008 des 2 projets d'extension limitée suivants :

- la mise en place du projet DIP-PÔLES dans l'enseignement secondaire postobligatoire, à hauteur de 5.4 mios ;

- le projet de création d'une troisième école de culture générale dans l'enseignement secondaire du postobligatoire, à hauteur de 1.1 mios ;

Perspectives 2009

Afin d'absorber l'augmentation des effectifs du cycle d'orientation dans le Sud-Ouest du canton, le cycle d'orientation de Drize sera mis en service pour la rentrée scolaire 2009. Parallèlement les travaux de rénovation et d'agrandissement du cycle d'orientation de la Florence vont débuter en 2008 et s'amplifier à partir de 2009, avec pour cible la rentrée 2011.

Par ailleurs, la forte augmentation des effectifs d'élèves du postobligatoire entraîne la mise à niveau des infrastructures suivantes :

- la reconstruction du collège Sismondi ;

- la réalisation du nouveau collège de Frontenex pour la rentrée 2013, les travaux d'études se poursuivant en 2009 ;

- l'installation de la troisième école de culture générale dans le secteur Rhône-Arve qui sera réalisée pour cette même rentrée 2009, avec un regroupement sur un seul site.

- enfin, le projet DIP-PÔLES sera dans sa deuxième étape (mise à disposition de nouvelles classes, et transformations d'ateliers existants).

Pour mettre en service le nouveau bâtiment de la haute école de gestion à Grange-Collomb (Batelle - B) en 2010, les travaux entamés en 2008 se poursuivront en 2009. Plusieurs autres projets seront développés parallèlement au cours des années suivantes (nouveau bâtiment E de l'EIG à la rue de Lyon, restructuration des bâtiments existants à La Prairie, bâtiment de liaison entre les ailes existantes C et F à Batelle pour la HES-Santé).

Pour ce qui est de l'Université, les travaux se poursuivent afin de garantir la mise en service de la 5e étape du CMU en 2011, et une mise à disposition des locaux des bâtiments des Bastions et de l'ancienne école de médecine en 2010.

Budget du service

		Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Crédits d'ouvrage					
PL 10047	SMP-ouverture nouveaux centres de jour et renforcement de structures existantes	180'000	-	180'000	-
L 8131	CO Montbrillant + villa coray-équipement	-	-	-	157'634
L 9038	C.O. Cayla – équipement	1'300'000	-	1'300'000	2'246'081
L 9504	CO Seymaz-équipement	200'000	-3'300'000	3'500'000	-
L 9295	CO Florence-équipements	-	-	-	15'195

L 9181	CO Drize pavillons provisoires – équipements	-	-100'000	100'000	41'674
L 9464	ECG Henry-Dunant-étage supérieur-équipement	-	-200'000	200'000	726'590
L 8837	CEPTA-équipement matériel pédagogique	-	-	-	42'040
L 9585	CEPTA-Projet I-CH	-	-50'000	50'000	229'363
L 9015	Collège Sismondi démolition et reconstruction	200'000	-200'000	400'000	23'018
L 9708	CEC Aimée Stitelmann (ex-Rolliet)-équipement	3'500'000	3'500'000	-	-
L 9486	CEC Aimée Stitelmann – pavillons provisoires – équipement	500'000	200'000	300'000	133'453
L 9485	CEC E. Gourd et A. Chavannes – pavillons provisoires-équipement	60'000	-10'000	70'000	40'484
L 9919	CEC E. Gourd, collège Rousseau et ECG Jean-Piaget-pavillons provisoires-équipement	210'000	-862'000	1'072'000	-
L 9889	CEFOPS-école d'aide familiale - équipement	5'000	-91'000	96'000	96'816
PL programmé	ESBA helvétique-équipement	-	-300'000	300'000	-
L 9890	École d'ingénieur agronome de Lullier – équipement	-	-	-	351'421

L 9803	Équipement de l'École des Arts Décoratifs	-	-97'000	97'000	28'067
L 8840	Équipement technologie de l'information et de la communicatio n	-	-	-	1'217'958
L 9928	Uni - informatique	1'000'000	-339'000	1'339'000	-
L 9948	Uni - stérilisation instruments (smd)	-	1'290'000	1'290'000	-
L 10006	CRER 2-sentier roseraie-équipement	200'000	-100'000	300'000	-
L 9329	SMP – Jeux extérieurs + équipements	-	-225'000	225'000	199'024
PL 10047	SMP-ouverture nouveaux centres de jour et renforcement de structures existantes	200'000	-49'000	249'000	-
Total		**7'555'000**	**-3'513'000**	**11'068'000**	**5'548'819**
	Train annuel de loi				
L 8323	Programme tripartite Unige-unil-EPFL	-	-750'000	750'000	3'893'157
L 8324	Introduction comptabilité analytique	-	-425'000	425'000	222'071
Total		**-**	**-1'175'000**	**1'175'000**	**4'115'228**
	Crédits de programme				
Départemental					
Immobilisations génériques		1'222'000	N/A	N/A	N/A
Immobilisation métier		12'533'000	N/A	N/A	N/A
Subventions d'investissement		200'000	N/A	N/A	N/A
Total		**13'955'000**	**-420'390**	**14'375'390**	

Université				
Dépenses	18'000'000	18'000'000	N/A	N/A
Recettes	2'000'000	2'000'000	N/A	N/A
Autres investissements				
Prêts	880'000	43'200	836'800	843'494
Achats et commandes d'œuvres	610'000	85'000	525'000	427'115
Réduction globale des investissements				
Réduction globale des investissements	-12'023'837	N/A	N/A	N/A
Total	**28'976'163**	**995'973**	**27'980'190**	**24'559'121**

Éléments budgétaires particuliers

Impact IPSAS : transfert vers le fonctionnement de 0.4 mios (cf. fonctionnement).

Impact RPT : introduction d'une subvention d'investissement pour la formation scolaire spéciale dans le crédit de programme pour les années 2008 à 2010, à hauteur de 0.2 mios par an (0.6 mios au total).

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
03.00.00.00	**INSTRUCTION PUBLIQUE**					
5	**DÉPENSES**	**28.976.163**		**995.973**	**27.980.190**	**24.559.120,63**
6	**RECETTES**		**3.209.500**	**-55.000**	**3.264.500**	**977.747,10**
	CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1					
5	**DÉPENSES**	**-3.858.837**		**-16.626.837**	**12.768.000**	**10.091.161,18**
6	**RECETTES**					**-54.630,00**
	CRÉDITS DE PROGRAMME - 2					
5	**DÉPENSES**	**31.955.000**		**17.579.610**	**14.375.390**	**13.624.465,45**
6	**RECETTES**		**2.444.500**	**-47.000**	**2.491.500**	**462.390,40**
	DOTATIONS - 3					
	PRÊTS					
5	**DÉPENSES**	**880.000**		**43.200**	**836.800**	**843.494,00**
6	**RECETTES**		**765.000**	**-8.000**	**773.000**	**569.986,70**
03.11.00.00	**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**					
5	**DÉPENSES**	**1.931.163**		**-3.098.227**	**5.029.390**	**3.916.876,65**
6	**RECETTES**		**544.500**	**-47.000**	**591.500**	**562.390,40**
	REDUCTION GLOBALE DES INVESTISSEMENTS - 1000001	**-12.023.837**		**-12.023.837**		
5090	AUTRES BIENS D'INVESTISSEMENT	-12.023.837		-12.023.837		
	ANCIENNE LBA (CORRESPONDANT AUX CRÉDITS DE PROGRAMME) - 2000000			**-4.537.890**	**4.537.890**	**3.454.486,25**
5061	BIENS MEUBLES			-5.029.390	5.029.390	3.916.876,65
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES			-231.000	231.000	197.791,00
6340	ENTREPRISES PUBLIQUES - AUTRES ENTITÉS			-260.500	260.500	264.599,40
	CRÉDIT DE PROGRAMME 2008 - 2011 - INSTRUCTION PUBLIQUE - 2908030	**13.955.000**	**444.500**	**13.510.500**		
5061	BIENS MEUBLES	13.755.000		13.755.000		
5651	ENTREPRISES PRIVÉES - ENTITÉS DU GROUPE	200.000		200.000		
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES		205.000	205.000		
6340	ENTREPRISES PUBLIQUES - AUTRES ENTITÉS		239.500	239.500		
	REMBOURSEMENT ECOLE INTERNATIONALE - 4800004		**100.000**		**-100.000**	**-100.000,00**
6450	ENTREPRISES PRIVÉES - AUTRES ENTITÉS		100.000		100.000	100.000,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
03.13.00.00	**SERVICES PARTAGÉS ET LOGISTIQUES**					
5	**DÉPENSES**	**610.000**		**85.000**	**525.000**	**427.114,81**
	FONDS CANTONAL D'ART CONTEMPORAIN - 1000430	**610.000**		**85.000**	**525.000**	**427.114,81**
5090	AUTRES BIENS D'INVESTISSEMENT	610.000		85.000	525.000	427.114,81
03.21.00.00	**ENSEIGNEMENT PRIMAIRE**					
5	**DÉPENSES**	**180.000**			**180.000**	
	NOUVELLES INSTITUTIONS DU SMP - 1010047	**180.000**			**180.000**	
5061	BIENS MEUBLES	180.000			180.000	
03.22.00.00	**CYCLE D'ORIENTATION**					
5	**DÉPENSES**	**1.500.000**		**-3.400.000**	**4.900.000**	**2.460.585,17**
	CO MONTBRILLANT-CONSTR. - 1008131					**157.634,32**
5061	BIENS MEUBLES					157.634,32
	CO CAYLA-CONSTRUCTION - 1009038	**1.300.000**			**1.300.000**	**2.246.081,25**
5061	BIENS MEUBLES	1.300.000			1.300.000	2.246.081,25
	CO PROVISOIRE DRIZE - 1009181			**-100.000**	**100.000**	**41.674,20**
5061	BIENS MEUBLES			-100.000	100.000	41.674,20
	CO FLORENCE-EXTENSION -CONSTRUCTION - 1009295					**15.195,40**
5061	BIENS MEUBLES					15.195,40
	CO SEYMAZ - CONSTRUCTION - 1009504	**200.000**		**-3.300.000**	**3.500.000**	
5061	BIENS MEUBLES	200.000		-3.300.000	3.500.000	
03.23.02.00	**COLLÈGE DE GENÈVE ET ECOLES DE COMMERCES**					
5	**DÉPENSES**	**4.390.000**		**2.914.000**	**1.476.000**	**196.954,65**
6	**RECETTES**					**-236.710,00**
	COLLÈGE SISMONDI-DEMOL ET RECONSTRUCTION - 1009015	**200.000**		**-200.000**	**400.000**	**23.018,10**
5061	BIENS MEUBLES	200.000		-200.000	400.000	23.018,10
	EQ PAV PROV CHAVANNE + GOURD - 1009485	**60.000**		**-10.000**	**70.000**	**158.073,75**
5061	BIENS MEUBLES	60.000		-10.000	70.000	40.483,75
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES					-117.590,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
03.23.02.00	**COLLÈGE DE GENÈVE ET ECOLES DE COMMERCES** (Suite)					
	PAVILLONS PROVISOIRES ROLLIET - 1009486	**500.000**		**200.000**	**300.000**	**252.572,80**
5061	BIENS MEUBLES	500.000		200.000	300.000	133.452,80
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES					-119.120,00
	PO AIMÉE STITELMANN - CONSTRUCTION - 1009708	**3.500.000**		**3.500.000**		
5061	BIENS MEUBLES	3.500.000		3.500.000		
	PAVILLONS - 1009919	**130.000**		**-576.000**	**706.000**	
5061	BIENS MEUBLES	130.000		-576.000	706.000	
03.23.05.00	**ECOLES DE CULTURE GÉNÉRALE**					
5	**DÉPENSES**	**80.000**		**-486.000**	**566.000**	**726.589,85**
	ECG HENRY-DUNANT-ÉTAGE SUPÉRIEUR-CONSTRUCTION - 1009464			**-200.000**	**200.000**	**726.589,85**
5061	BIENS MEUBLES			-200.000	200.000	726.589,85
	PAVILLONS - 1009919	**80.000**		**-286.000**	**366.000**	
5061	BIENS MEUBLES	80.000		-286.000	366.000	
03.23.11.00	**ECOLES D'ARTS**					
6	**RECETTES**					**38.250,00**
	NOUVELLE FORMATION DE CONCEPTEURS EN MULTIMÉDIAS À L'ÉCOLE DES ARTS DÉCORATIFS - 1008605					**-38.250,00**
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES					38.250,00
03.23.12.00	**CEPTA - CENTRE D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL TECHNIQUE ET ARTISANAL**					
5	**DÉPENSES**			**-50.000**	**50.000**	**271.403,20**
6	**RECETTES**					**143.830,00**
	CEPTA-ÉQUIPEMENT MATÉRIEL PÉDAGOGIQUE - 1008837					**-101.789,95**
5061	BIENS MEUBLES					42.040,05
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES					143.830,00
	PROJET I-CH AU CEPTA - 1009585			**-50.000**	**50.000**	**229.363,15**
5061	BIENS MEUBLES			-50.000	50.000	229.363,15

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
03.23.16.00	**CENTRE DE FORMATIONS PROFESSIONNELLES SANTÉ-SOCIAL**					
5	**DÉPENSES**	**5.000**		**-91.000**	**96.000**	**96.815,65**
	CEFOPS - EQUIPEMENT DE L'ÉCOLE D'AIDES FAMILIALES - 1009889	**5.000**		**-91.000**	**96.000**	**96.815,65**
5061	BIENS MEUBLES	5.000		-91.000	96.000	96.815,65
03.25.00.00	**HAUTE ÉCOLE SPÉCIALISÉE DE GENÈVE**					
5	**DÉPENSES**			**-397.000**	**397.000**	**379.488,10**
	HES - EQUIPEMENT DE L'ECOLE DES ARTS DÉCORATIFS - 1009803			**-97.000**	**97.000**	**28.067,45**
5061	BIENS MEUBLES			-97.000	97.000	28.067,45
	HES - ÉQUIPEMENT DE L'ÉCOLE D'INGÉNIEURS DE LULLIER - 1009890					**351.420,65**
5061	BIENS MEUBLES					351.420,65
	ESBA HELVETIQUE-ÉQUIP. - 1908002			**-300.000**	**300.000**	
5061	BIENS MEUBLES			-300.000	300.000	
03.26.00.00	**UNIVERSITÉ**					
5	**DÉPENSES**	**19.000.000**		**5.850.000**	**13.150.000**	**15.040.774,25**
6	**RECETTES**		**2.000.000**		**2.000.000**	
	PROGRAMME TRIPARTITE UNIGE-UNIL-EPFL - 1008323			**-750.000**	**750.000**	**3.893.157,00**
5641	ENTREPRISES PUBLIQUES - ENTITÉS DU GROUPE			-750.000	750.000	3.893.157,00
	INTRODUCTION COMPTABILITE ANALYTIQUE - 1008324			**-425.000**	**425.000**	**222.070,75**
5641	ENTREPRISES PUBLIQUES - ENTITÉS DU GROUPE			-425.000	425.000	222.070,75
	UNI - ÉQUIPEMENT TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION - 1008840					**1.217.957,70**
5061	BIENS MEUBLES					1.217.957,70
	UNI - STÉRILISATION INSTRUMENTS (SMD) - 1009488			**-1.290.000**	**1.290.000**	
5061	BIENS MEUBLES			-1.290.000	1.290.000	
	UNI-INFORMATIQUE - 1009928	**1.000.000**		**-339.000**	**1.339.000**	
5061	BIENS MEUBLES	1.000.000		-339.000	1.339.000	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
03.26.00.00	**UNIVERSITÉ** (Suite)					
	ANCIENNE LBA (CORRESPONDANT AUX CRÉDITS DE PROGRAMME) - 2000000			**-7.346.000**	**7.346.000**	**9.707.588,80**
5061	BIENS MEUBLES			-9.346.000	9.346.000	9.707.588,80
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES			-2.000.000	2.000.000	
	CRÉDIT DE PROGRAMME 2008 - 2011 - DIP - UNIVERSITÉ - 2908031	**18.000.000**	**2.000.000**	**16.000.000**		
5641	ENTREPRISES PUBLIQUES - ENTITÉS DU GROUPE	18.000.000		18.000.000		
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES		2.000.000	2.000.000		
03.31.00.00	**OFFICE DE LA JEUNESSE**					
5	**DÉPENSES**	**400.000**		**-374.000**	**774.000**	**199.024,30**
	EQUIPEMENT SERVICES DE L'OFFICE DE LA JEUNESSE - 1009329			**-225.000**	**225.000**	**199.024,30**
5061	BIENS MEUBLES			-225.000	225.000	199.024,30
	CONSTRUCTION NOUVEAU BÂTIMENT CRER II - 1010006	**200.000**		**-100.000**	**300.000**	
5061	BIENS MEUBLES	200.000		-100.000	300.000	
	NOUVELLES INSTITUTIONS DU SMP - 1010047	**200.000**		**-49.000**	**249.000**	
5061	BIENS MEUBLES	200.000		-49.000	249.000	
03.32.00.00	**OFPC - OFFICE POUR L'ORIENTATION, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET CONTINUE**					
5	**DÉPENSES**	**880.000**		**43.200**	**836.800**	**843.494,00**
6	**RECETTES**		**665.000**	**-8.000**	**673.000**	**469.986,70**
	PRÊTS AUX ETUDIANTS ET APPRENTIS (PERFECTIONNEMENT PROF.) - 4800001	**30.000**		**-70.000**	**100.000**	
5470	PERSONNES PHYSIQUES	30.000		-70.000	100.000	
	PRÊTS AUX ETUDIANTS ET APPRENTIS (ECOLES DIVERSES) - 4800002	**850.000**		**113.200**	**736.800**	**843.494,00**
5470	PERSONNES PHYSIQUES	850.000		113.200	736.800	843.494,00
	REMBOURSEMENT DE PRÊTS (PERFECTIONNEMENT PROF.) - 4800005		**15.000**	**2.000**	**-17.000**	**-5.395,00**
6470	PERSONNES PHYSIQUES		15.000	-2.000	17.000	5.395,00
	REMBOURSEMENT DE PRÊTS - 4800006		**650.000**	**6.000**	**-656.000**	**-464.591,70**
6470	PERSONNES PHYSIQUES		650.000	-6.000	656.000	464.591,70

4. INSTITUTIONS

Préambule

Le présent exposé des motifs sur les investissements du département des institutions ne donne que quelques chiffres et quelques informations générales sur la situation des investissement pour 2008. Pour plus de détails, le lecteur est prié de se référer au projet de loi pour le crédit de programme du DI.

04.01.01.00 CONSEIL D'ETAT ET SECRETARIAT GENERAL

Budget du service

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Réduction globale sur les investissements				
Rubrique 509.00102	- 5'171'844	- 5'171'844	0	0

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Crédits de programme				
Immobilisations génériques	3'461'000	N/A	N/A	N/A
Immobilisations métier	2'299'000	N/A	N/A	N/A
Total	5'760'000	390'672	5'369'328	3'823'972

Eléments budgétaires particuliers

Dans le cadre de la réforme du règlement sur les investissements, une part des dépenses de renouvellement de mobilier, matériel et machines a été transférée du fonctionnement en investissement. Un montant de 107'000 F a ainsi été transféré du budget d'investissement au budget de fonctionnement et un montant de 95'000 F du budget de fonctionnement au budget d'investissement, soit un mouvement net de 12'000 F du budget d'investissement au budget de fonctionnement.

04.04.00.00 CORPS DE POLICE

Budget du service

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Crédits d'ouvrage				

N° loi	Libellé	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
7694	Equipement du GSD	Recettes : 35'000	- 326'590	361'590	26'530
10034	POLYCOM	Dépenses : 21'895'292	+ 11'895'292	10'000'000	0
		Recettes : 11'208'592	+ 11'280'592	0	0

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
04.00.00.00	**INSTITUTIONS**					
5	**DÉPENSES**	**22.483.448**		**3.362.427**	**19.121.021**	**4.206.927,77**
6	**RECETTES**		**11.243.592**	**10.882.002**	**361.590**	**26.530,00**
	CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1					
5	**DÉPENSES**	**16.723.448**		**2.971.755**	**13.751.693**	**382.956,00**
6	**RECETTES**		**11.243.592**	**10.882.002**	**361.590**	**26.530,00**
	CRÉDITS DE PROGRAMME - 2					
5	**DÉPENSES**	**5.760.000**		**390.672**	**5.369.328**	**3.823.971,77**
	DOTATIONS - 3					
	PRÊTS					
04.01.00.00	**PRÉSIDENCE, SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**					
5	**DÉPENSES**	**588.156**		**588.156**		
	REDUCTION GLOBALE DES INVESTISSEMENTS - 1000001	**-5.171.844**		**-5.171.844**		
5090	AUTRES BIENS DíINVESTISSEMENT	-5.171.844		-5.171.844		
	CRÉDIT DE PROGRAMME 2008 - 2011 - INSTITUTIONS - 2908040	**5.760.000**		**5.760.000**		
5061	BIENS MEUBLES	5.760.000		5.760.000		
04.01.01.00	**CONSEIL D'ETAT ET SECRÉTARIAT GÉNÉRAL - DI**					
5	**DÉPENSES**			**-5.369.328**	**5.369.328**	**3.823.971,77**
	ANCIENNE LBA (CORRESPONDANT AUX CRÉDITS DE PROGRAMME) - 2000000			**-5.369.328**	**5.369.328**	**3.823.971,77**
5061	BIENS MEUBLES			-5.369.328	5.369.328	3.823.971,77
04.03.03.00	**DIRECTION CANTONALE DE L'ÉTAT CIVIL**					
5	**DÉPENSES**			**-52.875**	**52.875**	
	EQUIPEMENT ET MOBILIER - CHANCY 88 - 1009873			**-52.875**	**52.875**	
5061	BIENS MEUBLES			-52.875	52.875	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
04.03.04.00	**OFFICE CANTONAL DE LA POPULATION**					
5	**DÉPENSES**			**-2.041.219**	**2.041.219**	**276.128,15**
	GESTION ÉLÉCTRONIQUE DES DOSSIERS-O.C.P. - 1009332			**-250.000**	**250.000**	**276.128,15**
5202	CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES			-250.000	250.000	276.128,15
	EQUIPEMENT ET MOBILIER - CHANCY 88 - 1009873			**-1.791.219**	**1.791.219**	
5061	BIENS MEUBLES			-1.791.219	1.791.219	
04.03.06.00	**SERVICE CANTONAL DES NATURALISATIONS**					
5	**DÉPENSES**			**-69.709**	**69.709**	
	EQUIPEMENT ET MOBILIER - CHANCY 88 - 1009873			**-69.709**	**69.709**	
5061	BIENS MEUBLES			-69.709	69.709	
04.04.00.00	**CORPS DE POLICE**					
5	**DÉPENSES**	**21.895.292**		**11.257.402**	**10.637.890**	
6	**RECETTES**		**11.243.592**	**10.882.002**	**361.590**	**26.530,00**
	ACQUISITIONS ÉQUIPEMENTS GSD - 1007694		**35.000**	**63.700**	**-98.700**	**-26.530,00**
5061	BIENS MEUBLES			-262.890	262.890	
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES		35.000	-326.590	361.590	26.530,00
	POLYCOM - 1010034	**21.895.292**	**11.208.592**	**686.700**	**10.000.000**	
5061	BIENS MEUBLES	21.895.292		11.895.292	10.000.000	
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES		7.430.764	7.430.764		
6320	COMMUNES ET GROUPEMENTS INTERCOMMUNAUX		3.742.040	3.742.040		
6350	ENTREPRISES PRIVÉES - AUTRES ENTITÉS		35.788	35.788		
	SERVICES GÉNÉRAUX-ÉTUDES - 1908003			**-300.000**	**300.000**	
5090	AUTRES BIENS DíINVESTISSEMENT			-300.000	300.000	
	ACQUISITION DE MATÉRIEL NRBC - 1908004			**-75.000**	**75.000**	
5061	BIENS MEUBLES			-75.000	75.000	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
04.05.02.00	**PRISON DE CHAMP-DOLLON**					
5	**DÉPENSES**			**-950.000**	**950.000**	
	SÉCURITÉ COMMUNICATIONS - 1908005			**-950.000**	**950.000**	
5040	BÂTIMENTS			-950.000	950.000	
04.07.02.00	**OFFICE DES POURSUITES**					
5	**DÉPENSES**					**106.827,85**
	DÉMÉNAGEMENT OPF - 2005 - 1009473					**106.827,85**
5061	BIENS MEUBLES					106.827,85

5. DEPARTEMENT DES CONSTRUCTIONS ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Préambule

Les priorités et objectifs 2008 ainsi que les missions et prestations des CR publiés figurent dans l'exposé des motifs du budget de fonctionnement tandis que les explications relatives à la nouvelle présentation du budget des investissements sont indiquées dans l'exposé général des motifs.

Les investissements qui ne disposent pas d'une tranche annuelle 2008 ne sont pas mentionnés dans le présent exposé des motifs, sauf s'ils sont concernés par un impact IPSAS.

Situation générale des investissements du DCTI

INVESTISSEMENTS DCTI	Dépenses	Revenus	Net
Crédit d'ouvrage			
Bâtiments	184'644'703	11'400'000	173'244'703
Génie civil	28'800'000	0	28'800'000
TRAM	105'150'000	40'000'000	65'150'000
Technologies de l'information	41'578'692	0	41'578'692
Autres	34'150'000	0	34'150'000
Total	**394'323'395**	**51'400'000**	**342'923'395**
Crédits de programme			
Bâtiments	66'001'000	500'000	65'501'000
Génie civil	42'465'000	7'241'116	35'223'884
TRAM	47'167'000	0	47'167'000
Technologies de l'information	2'515'000	660'000	1'855'000
Autres	**158'148'000**	**8'401'116**	**149'746'884**
Total			
Prêts et dotations DLO	53'900'000	0	53'900'000
Location-financement	0	40'599'638	-40'599'638
Total	**53'900'000**	**40'599'638**	**13'300'362**
Total avant réduction linéaire	**606'371'395**	**100'400'754**	**505'970'641**
Réduction linéaire	*-148'417'105*		
Total après réduction linéaire	**457'954'290**	**100'400'754**	**357'553'536**

La réduction linéaire de 148,4 millions correspond à la part de la réduction globale de 200 millions que le DCTI doit absorber. Elle sera affectée en fonction d'une révision des priorités.

05.01.01.00 SECRETARIAT GENERAL

Ce CR regroupe les crédits d'ouvrage du CEVA ainsi que le crédit de programme départemental.

Budget du service

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Crédits d'ouvrage				
N° loi				
317 FRAIS D'ÉTUDES				
Dépenses	0	-3.000.000	3.000.000	2.420.291,75

Dépenses non activables transférées sur le budget de fonctionnement conformément aux normes IPSAS

8719 LIAISON FERROVIAIRE CEVA – SUBVENTION				
Dépenses	20.000.000	-10.000.000	30.000.000	4.454.518,90
Recettes	0	0	0	6.230.011,45

Révision à la baisse de la tranche annuelle en raison du retard consécutif aux recours

Crédit de programme				
2000000 ANCIENNE LBA (CORRESPONDANT AU CRÉDIT DE PROGRAMME)				
Dépenses	0	-210.000	210.000	51.160,00
Recettes	0	-30.000.000	30.000.000	9.686,15
2908050 CRÉDIT DE PROGRAMME 2008 - 2011 - CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION				
Dépenses	2.515.000	+ 2.515.000	0	0
Recettes	660.000	+ 660.000	0	0

Il s'agit du crédit de programme départemental du DCTI qui comporte deux catégories d'immobilisations :

- Générique pour le mobilier, les machines de bureau et l'audiovisuel de l'ensemble des directions ainsi les véhicules de la Sécurité civile Genevoise.
- Spécifiques ou métiers pour le matériel et les équipements de la Sécurité civile Genevoise ainsi que le système d'information des bâtiments (SIBAT) qui est un référentiel pour la gestion des locaux de l'Etat de Genève.

05.02.01.00 DIRECTION DE LA POLICE DES CONSTRUCTIONS

Budget du service

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Crédit d'ouvrage				
7292 BONUS CONJONCTUREL A LA RÉNOVATION (LDTR)				
Dépenses	2.000.000	0	2.000.000	1.130.885,60

DIRECTION DES BATIMENTS

Les crédits d'ouvrage et autres investissements de la direction des bâtiments sont répartis dans les trois divisions suivantes:

- Etudes & constructions
- Maintenance
- Gérance et conciergerie

Le crédit de programme des bâtiments est porté par la division de la maintenance.

05.04.02.00 DIVISION DES ETUDES ET CONSTRUCTIONS

Cette division est en charge de planifier, concevoir et construire les bâtiments publics nécessaire aux différents services de l'Etat de Genève. A cet effet, elle mène les projets suivants:

Budget du service

Crédits d'ouvrage

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
9015 COLLÈGE SISMONDI- DEMOLITION ET RECONSTRUCTION				
Dépenses	15.000.000	6.000.000	9.000.000	770.741,15

Les travaux de la 1ère étape de démolition - reconstruction du collège Sismondi, qui ont démarré en 2007, s'achèveront en avril 2009. Démarrage des travaux de la 2ème étape prévue en 2008.

9038 CO CAYLA-CONSTRUCTION				
Dépenses	11.700.000	-300.000	12.000.000	11.938.120,93

La 2ème étape du CO Cayla sera achevée d'ici mai 2008.

9348 FONDATION HEBERGEMENT PERSONNES HANDICAPEES				
Dépenses	800.000	800.000	0	0,00

9422 HÔPITAL CANTONAL-MATERNITÉ 3ÈME ÉTAPE-CONSTRUCTION

Dépenses	25.000.000	10.000.000	15.000.000	6.622.356,30

L'effort sera porté sur le chantier de l'étape 3.1 de l'extension de la Maternité.

9463 ENVIRONNEMENT - REGROUPEMENT DES SERVICES - TERRAINS

Dépenses	8.000.000	6.900.000	1.100.000	0,00

Les travaux du nouveau bâtiment regroupant les services de l'environnement, situé au 76 route des Acacias, démarreront à la fin du printemps 2008 et s'achèveront à fin 2010**.**

9497 FONDATION AIGUES-VERTES : RÉNOVATION -SUBVENTION

Dépenses	470.000	-4.130.000	4.600.000	0,00

9504 CO SEYMAZ - CONSTRUCTION

Dépenses	6.100.000	-9.900.000	16.000.000	21.251.528,22

Construction terminée, solde factures et garanties

9548 ETUDE POUR CONSTRUCTION NOUVEAU BÂTIMENT DES LITS (BDL 2) DE L'HÔPITAL CANTONAL

Dépenses	4.764.000	-1.236.000	6.000.000	1.514.397,74

La phase d'étude du nouveau bâtiment des lits (BDL2) sera achevée et le projet de loi de construction présenté au Conseil d'Etat.

9596 SUBVENTION FONDATION CLAIR-BOIS - CRÉATION D'UN NOUVEAU FOYER

Dépenses	2.000.000	-1.000.000	3.000.000	0,00

9610 SUBVENTION POUR LA CONSTRUCTION DE 3 EMS

Dépenses	12.030.000	-14.370.000	26.400.000	0,00

Trois chantiers sont actuellement en cours dont un sera achevé en 2008

9622 PRISON DE CHAMP-DOLLON - ETUDE (EXCURABILLIS)

Dépenses	530.000	-2.470.000	3.000.000	65.450,20

Les études du projet CURABILIS à Champ-Dollon s'achèveront courant 2008.

9708 PO AIMÉE STITELMANN - CONSTRUCTION

Dépenses	18.000.000	4.000.000	14.000.000	17.777.288,20
Recettes	3.000.000	1.000.000	2.000.000	0,00

Les bâtiments du PO Stitelmann devront être terminés pour la rentrée scolaire 2008.

9751 SUBVENTION CANTONALE POUR CRÉDIT D'ÉTUDE POUR LABORATOIRES CLUSE - ROSERAIE

Dépenses	1.000.000	0	1.000.000	21.220,75

La phase d'étude du futur bâtiment (BATLAB) qui regroupe l'ensemble des laboratoires de l'hôpital cantonal sera terminée et le projet de loi de construction présenté au Conseil d'Etat**.**

9864 NOUVELLE STRUCTURE DÉTENTION À PUPLINGES

Dépenses	6.080.000	-5.920.000	12.000.000	41.923,65
Recettes	4.400.000	2.400.000	2.000.000	0,00

9891 3È PHASE TRAVAUX AIGUES-VERTES

Dépenses	4.100.000	2.100.000	2.000.000	0,00

Poursuite des travaux de la 3ème étape du réaménagement du village d'Aigues-Vertes.

9897 CO DRIZE - CONSTRUCTION

Dépenses	15.000.000	8.000.000	7.000.000	11.073.837,70

Les travaux du CO Drize se poursuivront en 2008 et s'achèveront pour la rentrée 2009.

9919 PAVILLONS

Dépenses	3.531.000	-3.469.000	7.000.000	289.347,95

Construction de 3 pavillons

9995 CONSTRUCTION 5ÈME ÉTAPE CMU

Dépenses	17.000.000	13.000.000	4.000.000	0,00
Recettes	4.000.000	4.000.000	0	0,00

Les travaux préparatoires de la 5ème étape du CMU vont démarrer en 2008**.**

10043 EMS - CONSTRUCTION EMS BUTINI - SUBVENTION

Dépenses	5.960.000	-2.740.000	8.700.000	0,00

1908011 EMS - CONSTRUCTION EMS PRIEURÉ - SUBVENTION

Dépenses	1.000.000	-4.000.000	5.000.000	0,00

1908054 MAISON DU TERROIR

Dépenses	200.000	200.000	0	0,00

Sous réserve du vote du projet de loi par le Grand-Conseil.

05.04.03.00 DIVISION DE LA MAINTENANCE

Cette division est en charge de maintenir, rénover, transformer et exploiter le parc immobilier en propriété ou en location. A cet effet, elle mène les projets suivants:

Budget du service

Crédits d'ouvrage

8053	**HÔTEL-DE-VILLE,6 - TOITURE ET FACADES**				
	Dépenses	342.860	342.860	0	0,00
8519	**EFFACEMENT DES TAGS SUR DIVERS BÂTIMENTS ÉTAT**				
	Dépenses	500.000	-700.000	1.200.000	599.479,05
9294	**CO FLORENCE- ÉTUDE**				
	Dépenses	208.402	208.402	0	0,00
9295	**CO FLORENCE- EXTENSION - CONSTRUCTION**				
	Dépenses	700.000	700.000	0	0,00
9330	**PRISON DE CHAMP-DOLLON-ÉTUDE**				
	Dépenses	465.669	465.669	0	0,00
9727	**REMPLACEMENT FLUIDES RÉFRIGÉRANTS**				
	Dépenses	1.200.000	1.200.000	0	0,00
9733	**ETUDE TRANSFORMATION ET RÉNOVATION ANCIENNE ECOLE DE MÉDECINE**				
	Dépenses	339.280	339.280	0	0,00
9860	**GENÈVE PLAGE - TRANSFORMATION**				
	Dépenses	4.900.000	300.000	4.600.000	0,00
1010006	**CONSTRUCTION NOUVEAU BÂTIMENT CRER II**				
	Dépenses	3.000.000	3.000.000	0	0,00
1010025	**COLLÈGE CALVIN-TOITURE ET FACADES**				
	Dépenses	4.000.000	2.000.000	2.000.000	0,00
1908015	**TRAVAUX D’INVESTISSEMENTS POUR ASSAINISSEMENT ÉNERGÉTIQUE**				
	Dépenses	1.000.000	200.000	800.000	0,00

Crédit de programme

2000000 ANCIENNE LBA (CORRESPONDANT AU CRÉDIT DE PROGRAMME)

Dépenses	0	-53.740.000	53.740.000	43.452.156,00

2908054 CRÉDIT DE PROGRAMME 2008 - 2011 - DCTI -BATIMENTS

Dépenses	66.001.000	66.001.000	0	0,00
Recettes	500.000	500.000	0	0,00

Il s'agit du crédit de programme destiné à la maintenance et à la rénovation de 1'841 bâtiments cadastrés. Le nombre de chantiers exécutés par année s'élève à environ 500.

05.04.04.00 DIVISION DE LE GERANCE ET DE LA CONCIERGERIE

Cette division est en charge de gérer administrativement le patrimoine immobilier (conclusion de baux à loyer, droits de superficie et actes ayant trait à des charges foncières) et les locaux loués par l'administration auprès de tiers privés.

Budget du service

Autres investissements

4800013 REMBOURSEMENT DE PRÊTS POUR LOCATIONS-FINANCEMENTS

Dotations	recettes	40.599.638	40.599.638	0	0,00

La norme IPSAS sur la location-financement engendre une diminution de charges d'amortissements de F 40.6 millions car les immobilisations mises à disposition de l'Université, des HUG et des cliniques de Jolimont & Montana sont reclassées au bilan de l'Etat en tant que prêts. Symétriquement, les entités précitées enregistreront l'actif immobilisé et une dette dans leur bilan en contrepartie. Afin de pouvoir constater le remboursement et la rémunération de cette dette, il est prévu de leur octroyer une subvention non monétaire (nature 3631) composée de deux parties :

- un montant équivalent à l'amortissement calculé sur les immobilisations pour le remboursement de la dette ;
- un montant pour le coût de la dette (au taux moyen de la dette de l'Etat, soit 3 %).

L'opération se traduit par un jeu d'écritures réciproques sans incidence sur le résultat de l'Etat et des entités. Elle permet aux entités d'inscrire à l'actif les immobilisations dont elles ont la jouissance et d'enregistrer la charge d'amortissement y relative, même si elles ne sont pas propriétaires de ces biens. Il est en effet important de souligner que l'Etat est et demeurera propriétaire des immobilisations car la location-financement ne constitue pas un transfert de propriété. Le dispositif prévu par la norme IPSAS a exclusivement pour but de rendre compte de la réalité économique; il n'empêche ni ne favorise de futurs transferts de la propriété des actifs vers ces entités dont la décision relève de la seule compétence du législateur

05.05.01.00 DIRECTION DU GENIE CIVIL

Les crédits d'ouvrage et autres investissements de la direction du génie civil sont répartis dans les divisions suivantes:

- Division des ouvrages d'art
- Division des routes

Le crédit de programme du génie civil est porté par la direction.

Crédits de programme

		Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
2000000	**ANCIENNE LBA (CORRESPONDANT AU CRÉDIT DE PROGRAMME)**				
	Dépenses	0	-45.176.500	45.176.500	25.691.865,89
	Recettes	0	-4.441.116	4.441.116	4.516.180,35
2908055	**CRÉDIT DE PROGRAMME 2008 - 2011 - DCTI - GÉNIE CIVIL**				
	Dépenses	42.465.000	42.465.000	0	0,00
	Recettes	7.241.116	7.241.116	0	0,00

Ce crédit de programme concerne la réfection et les gros entretiens des routes et infrastructures pour le réseau des transports publics, le remplacement de véhicules ou engins nécessaires à l'entretien du réseau routier ainsi que les subventions versées.

05.05.02.00 DIVISION DES OUVRAGES D'ART

Budget du service

Crédits d'ouvrage

1000150	**EXTENSION DES TRAMS**				
	Dépenses	105.150.000	52.450.000	52.700.000	41.308.879,22
	Recettes	40.000.000	36.000.000	4.000.000	-6.181.057,85

S’agissant d’investissements nouveaux, l’extension du réseau des trams (TCMC/TCOB) est désormais assimilée à un crédit d'ouvrage.

7618	**RÉSEAU CHAUFFAGE DISTANCE (HP,SCIENCES II/III) - ÉQUIPEMENT**				
	Dépenses	4.800.000	2.000.000	2.800.000	37.624,90
8795	**PASSERELLE DES SPORTS A LA PRAILLE**				
	Dépenses	2.800.000	-3.200.000	6.000.000	136.988,70

05.05.05.00 DIVISION DES ROUTES

Budget du service

Crédits d'ouvrage

8662 TRAVERSÉE DE VÉSENAZ

Dépenses	2.500.000	2.500.000	0	0,00

05.06.08.00 SERVICE IMMOBILIER

Le service immobilier est rattaché à la direction du logement qui est en charge de mettre en place de la nouvelle loi pour la construction des logements d'utilité publique (LUP).

Budget du service

Crédits d'ouvrage

10008 ACHATS, CONSTRUCTIONS LUP

Dépenses	10.000.000	10.000.000	0	0,00

Acquisition de terrains ou d'immeubles pour la constitution du socle de LUP

Autres investissements

3009429 DOTATIONS AUX FONDATIONS IMMOBILIERES DE DROIT PUBLIC (LOIS NO.7244,8488,9429)

Prêts	Dépenses	5.500.000	-7.500.000	13.000.000	8.490.200,00

3009431 FONDATION PR LA PROMOTION LOGEMENT BON MARCHE & HABITAT COOPERATIF-L.9431/50 MIOS

Prêts	Dépenses	44.900.000	14.900.000	30.000.000	0,00

30 millions pour l'acquisition des immeubles de la FVA BCGE, 4,9 millions pour l'acquisition d'allées au Lignon et 10 millions pour diverses dotations (pour un motif technique, ce budget ne figure pas sous la bonne rubrique et sera transféré par amendement)

3009975 DOTATION A LA FONDATION CITE UNIVERSITAIRE POUR EXTENSION PL 9975.

Prêts	Dépenses	2.000.000	0	2.000.000	0,00

4008427 PRÊTS AUX COOPÉRATIVES D'HABITATION LOI 8427 (I4 05) 560000.155.11

Dotations	Dépenses	1.500.000	800.000	700.000	32.800,00
Dotations	Recettes	0	-1.500	1.500	0,00

05.07.01.00 DIRECTION DU PATRIMOINE ET DES SITES

Budget du service

Crédits d'ouvrage

7937 SUBV.INVEST.RESTAURATION BÂTIMENTS (MNS)

Dépenses	2.000.000	0	2.000.000	582.137,40

8390 ETUDES ET RECENSEMENTS POUR MESURES PROTECTION DU PATRIMOINE

Dépenses	150.000	30.000	120.000	40.020,00

05.08.00.00 CENTRE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Les investissements dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC) ont fait l'objet d'un examen attentif par la commission de gestion du portefeuille des projets (CGPP) qui s'est prononcée non seulement sur les nouveaux projets, mais aussi sur l'ensemble des investissements prévus au budget 2008 du centre des technologies de l'information (CTI).
Le budget des investissements du CTI se décompose en 3 catégories suite à l'entrée en vigueur du règlement sur les investissements :

- le crédit de renouvellement et d'amélioration du parc existant (crédit de programme) qui se monte à F 47'167'000 permet de financer le socle, soit d'assurer le renouvellement et l'amélioration des équipements, logiciels et applications du patrimoine des technologies de l'information et de la communication de l'administration et des écoles de l'Etat de Genève (socle);
- le crédit d'extension et nouvelles TIC (crédit d'ouvrage) qui se monte à F 12'001'000 permet de financer les extensions du socle existant et les nouvelles petites application n'entrant pas dans le crédit de programme (enveloppes d'acquisitions d'équipements et logiciels pour les département, petits projets applicatifs à forte valeur ajoutée, …);
- les tranches annuelles des projets de loi votés ou à venir pour F 29'577'692.

Au total, le budget se monte à 88'745'692 francs. Par rapport aux 70'860'670 francs prévus au budget 2007 et à des fins de comparaison, il convient de noter que le budget 2008 inclut pour près de 15 millions de francs transférés du budget de fonctionnement en application des normes IPSAS, notamment l'activation des charges salariales pour 10 millions..

Budget du service

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Crédit de programme	47'167'000	N/A	N/A	N/A
Crédit d'ouvrage : extension et nouvelles TIC 2008-2009	12'001'000	N/A	N/A	N/A

Ce crédit de programme concerne le remplacement des équipements et logiciels gérés par le CTI. Il inclut également l'amélioration de performance apportée aux applications de l'Etat de Genève, qui jusqu'à 2007 était considérée comme de la maintenance et comptabilisée en fonctionnement. Par ailleurs, il inclut également une série de portages techniques d'applications et de plateformes afin de permettre l'évolution des systèmes.

Conformément au nouveau règlement sur les investissements, les nouveaux investissements (soit l'extension substantielle d'équipements et licences existantes, les nouveaux petits projets applicatifs) font dorénavant l'objet d'un crédit d'ouvrage.

Crédits d'ouvrage

N° loi			Variation 2007-2008
7138	**Gages immobiliers et évolution système RF (Capitastra)**		**-157'224**
	Tranche annuelle - Ancien train annuel - montant transféré sur le fonctionnement - Etude	-157'224	
8129	**Système d'information des bâtiments (SIBAT)**		**41'900**
	Tranche annuelle - Ancien train annuel- montant transféré sur le fonctionnement	-63'369	
	Développement interne	105'269	
8212	**Fédération**		**200'000**
	Tranche annuelle	809'945	
	Transferts fonctionnement - prestations de conseil/expertise & formation	-609'945	
8216	**I-juge 2001**		**2'170'500**
	Tranche annuelle	1'800'000	
	Développement interne	370'500	
8218	**Police 2000**		**753'533**
	Tranche annuelle	623'533	
	Développement interne	130'000	
8316	**Application amendes d'ordres**		**756'708**
	Tranche annuelle	85'908	
	Développement interne	670'800	
8479	***SIRH***		***299'000***
	Tranche annuelle au DF		
	Développement interne	*299'000*	
8580	**Extension aux 600 classes primaires**		**350'000**
	Tranche annuelle		

N° loi	Libellés		Montant 2008
8581	**Extension d'infrastructure de communication pour la pédagogie**		**58'500**
	Tranche annuelle		
8600	**Etude SI pénitentiaire**		**157'224**
	Tranche annuelle - Ancien train annuel - montant transféré sur le fonctionnement	-136'201	
	Lois regroupées avant 2003 - ancien train annuel (L 8600 / 7138))		293'425
8601	**Constitution Système d'information et de pilotage du DES**		**-17'500**
	Tranche annuelle - Ancien train annuel - montant transféré sur le fonctionnement	-100'000	
	Développement interne/Logiciels	82'500	

8602	**Etude et mise en œuvre système d'information Santé (VISAGE)**		**-78'500**
	Tranche annuelle - Ancien train annuel- montant transféré sur le fonctionnement	-300'000	
	Développement interne	221'500	
	NOUVELLE FORMATION DE CONCEPTEURS EN MULTIMÉDIAS À L'ÉCOLE DES ARTSDÉCORATIFS		
8605	**Lois regroupées avant 2003 - ancien train annuel (L 8363 / 8601 / 8602 / 8129)**		**642'934**
9332	**GED OCP**		**443'000**
	Tranche annuelle	300'000	
	Développement interne	143'000	
9421	**Refonte AFC suite**		**4'678'250**
	Tranche annuelle	3'700'000	
	Développement interne	978'250	
9465	**SI STG & SPJ**		**2'563'838**
	Tranche annuelle	2'330'000	
	Transferts fonctionnement - Prestation de conseil	- 152'000	
	Développement interne	385'450	
9486	**Pavillons provisoires Rolliet**		**300'000**
	Tranche annuelle		
9573	**Refonte du SI du service des automobiles**		**2'101'019**
	Tranche annuelle du projet	2'165'019	
	Transferts fonctionnement - Étude	-129'000	
	Développement interne	65'000	
9581	**OGIMI 2ème étape**		**80'000**
	Tranche annuelle		
	Développement interne		
9594	**Mise en oeuvre du SI-DGS**		**250'000**
	Tranche annuelle		
9616	**Portail énergie**		**559'450**
	Tranche annuelle	330'000	
	Développement interne	229'450	
9708	**PO Rolliet (Plan-les-Ouates)**		**448'000**
	Tranche annuelle		
9734	***Caisse centralisée***		***130'000***
	Tranche annuelle au DF		
	Développement interne	*130'000*	

9815	**Remplacement de VOTA**		**101'583**
	Tranche annuelle	36'583	
	Développement interne	65'000	
9871	**BiblioDIP**		**196'328**
	Tranche annuelle	200'000	
	Transferts fonctionnement - Prestations de conseil	-92'722	
	Développement interne	89'050	
9906	**Métrologie**		**298'500**
	Tranche annuelle	149'000	
	Développement interne	149'500	
9961	**Gestion des prestations cantonales en cas de maladie**		**742'150**
	Tranche annuelle	462'000	
	Développement interne	280'150	
9971	**AFC Tourisme**		**329'600**
	Tranche annuelle	322'800	
	Développement interne	6'800	
10006	**CRER II Sentier roseraie**		**120'000**
	Tranche annuelle		
10027	**CYCLOPE**		**2'163'000**
	Tranche annuelle du projet de loi, sous réserve du vote du Grand Conseil	2'163'000	
908042	**SI de l'office des faillites**		**1'767'000**
	Tranche annuelle du projet de loi, sous réserve du vote du Grand Conseil	1'800'000	
	Transferts fonctionnement - prestations de conseil	-33'000	
908043	**SI de l'office des poursuites**		**400'000**
	Tranche annuelle du projet de loi, sous réserve du vote du Grand Conseil		
908044	**Refonte SI Logement**		**1'352'450**
	Tranche annuelle du projet de loi, sous réserve du vote du Grand Conseil	1'057'000	
	Développement interne	295'450	
908045	**GED Police**		**739'000**
	Tranche annuelle, sous réserve du vote du Grand Conseil	700'000	
	Développement interne	39'000	
908047	**PO ECPEN - Bougeries**		**55'000**
	Tranche annuelle du projet de loi, sous réserve du vote du Grand Conseil		
908048	**Gestion électronique documentaire CFI**		**372'700**
	Tranche annuelle du projet de loi, sous réserve du vote du Grand Conseil	395'000	
	Transfert fonctionnement - Formation	-28'800	
	Développement interne	6'500	

908049	**Refonte du REG**		**1'305'000**
	Tranche annuelle du projet de loi, sous réserve du vote du Grand Conseil	1'019'000	
	Développement interne	286'000	
908050	**SI du commerce logiciels et applications**		**706'500**
	Tranche annuelle du projet de loi, sous réserve du vote du Grand Conseil	531'000	
	Développement interne	175'500	
	Enveloppe pour les priorités du CE 2008		
AEL	**Logiciels-applications/Équipement**		**4'997'690**
	Transfert fonctionnement - accompagnement au changement	-1'600'000	
	Développement interne	363'291	
Autres priorités	**Équipement informatique et télécommunications**	**600'000**	**2'334'399**
	Logiciels et applications	1'901'390	
	Transfert fonctionnement -Prestations de conseil	-400'000	
	Développement interne	233'009	
xxxx	Réduction linéaire sur Grands Travaux en cours par CGPP		-2'870'441
Total des projets de loi			**29'577'692**

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
05.00.00.00	**CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION**					
5	**DÉPENSES**	**457.954.290**		**-86.777.516**	**544.731.806**	**284.968.938,28**
6	**RECETTES**		**100.400.754**	**51.853.138**	**48.547.616**	**16.660.874,00**
	CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1					
5	**DÉPENSES**	**245.906.290**		**-109.617.096**	**355.523.386**	**171.786.183,92**
6	**RECETTES**		**51.400.000**	**38.455.000**	**12.945.000**	**11.551.991,20**
	CRÉDITS DE PROGRAMME - 2					
5	**DÉPENSES**	**158.148.000**		**17.439.580**	**140.708.420**	**98.659.754,36**
6	**RECETTES**		**8.401.116**	**-26.100.000**	**34.501.116**	**4.781.181,80**
	DOTATIONS - 3					
5	**DÉPENSES**	**52.400.000**		**7.400.000**	**45.000.000**	**14.490.200,00**
	PRÊTS					
5	**DÉPENSES**	**1.500.000**		**-2.000.000**	**3.500.000**	**32.800,00**
6	**RECETTES**		**40.599.638**	**39.498.138**	**1.101.500**	**327.701,00**
05.01.01.00	**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**					
5	**DÉPENSES**	**-125.902.105**		**-165.112.105**	**39.210.000**	**14.847.491,70**
6	**RECETTES**		**660.000**	**-33.340.000**	**34.000.000**	**10.302.197,60**
	REDUCTION GLOBALE DES INVESTISSEMENTS - 1000001	**-148.417.105**		**-148.417.105**		
5090	AUTRES BIENS DíINVESTISSEMENT	-148.417.105		-148.417.105		
	FRAIS D'ÉTUDES - 1000317			**-3.000.000**	**3.000.000**	**2.420.291,75**
5040	BÂTIMENTS			-3.000.000	3.000.000	2.420.291,75
	INDEMNISATION ZONES NNI AÉROPORT - 1007610			**3.000.000**	**-3.000.000**	**-3.972.328,30**
5090	AUTRES BIENS DíINVESTISSEMENT			-1.000.000	1.000.000	90.171,70
6341	ENTREPRISES PUBLIQUES - ENTITÉS DU GROUPE			-4.000.000	4.000.000	4.062.500,00
	ÉTUDE CEVA - 1008191			**-5.000.000**	**5.000.000**	**7.831.349,35**
5010	ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION			-5.000.000	5.000.000	7.831.349,35
	LIAISON FERROVIAIRE CEVA - SUBVENTION INVESTISSEMENT - 1008719	**20.000.000**		**-10.000.000**	**30.000.000**	**-1.775.492,55**
5600	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES	20.000.000		-10.000.000	30.000.000	4.454.518,90
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES					6.230.011,45
	ANCIENNE LBA (CORRESPONDANT AUX CRÉDITS DE PROGRAMME) - 2000000			**29.790.000**	**-29.790.000**	**41.473,85**
5040	BÂTIMENTS			-90.000	90.000	
5061	BIENS MEUBLES			-120.000	120.000	41.473,85

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
05.01.01.00	**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL** (Suite)					
5720	COMMUNES ET GROUPEMENTS INTERCOMMUNAUX					9.686,15
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES			-30.000.000	30.000.000	
6700	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES					9.686,15
	CRÉDIT DE PROGRAMME 2008 - 2011 - CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION - 2908050	**2.515.000**	**660.000**	**1.855.000**		
5061	BIENS MEUBLES	1.285.000		1.285.000		
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	1.230.000		1.230.000		
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES		660.000	660.000		
05.02.01.00	**DIRECTION DE LA POLICE DES CONSTRUCTIONS**					
5	**DÉPENSES**	**2.000.000**			**2.000.000**	**1.130.885,60**
	BONUS CONJONCTUREL A LA RÉNOVATION (LDTR) - 1007292	**2.000.000**			**2.000.000**	**1.130.885,60**
5670	PERSONNES PHYSIQUES	2.000.000			2.000.000	1.130.885,60
05.04.02.00	**DIVISION DES ÉTUDES ET CONSTRUCTIONS**					
5	**DÉPENSES**	**167.265.000**		**-26.685.000**	**193.950.000**	**96.546.350,39**
6	**RECETTES**		**11.400.000**	**7.400.000**	**4.000.000**	**7.239.011,00**
	FRAIS D'ÉTUDES - 1000317					**-2.000.000,00**
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES					2.000.000,00
	HÔPITAL CANTONAL-MATERNITÉ AILE SUD-2E ETAPE-TRANSF. & RÉNOVATION - 1007421					**5.636,00**
5040	BÂTIMENTS					5.636,00
	HÔPITAL CANTONAL-HÔPITAL DES ENFANTS-CONSTR. (CRED.COMP. 8508) - 1007613					**322.361,60**
5040	BÂTIMENTS					322.361,60
	BOIS-DE-BAY, ASSAINISSEMENT DE LA ZONE DES DEMOLISSEURS - 1007708					**3.096,50**
5030	AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL					3.096,50
	HÔTEL-DE-VILLE,6-TOITURE ET FACADES - 1008053					**1.210.533,20**
5040	BÂTIMENTS					1.210.533,20

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
05.04.02.00	**DIVISION DES ÉTUDES ET CONSTRUCTIONS** (Suite)					
	SCIENCES III-2E ÉTAPE-CONSTRUCTION - 1008132					**-3.953.071,00**
5040	BÂTIMENTS					15.956,00
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES					3.969.027,00
	UNI PIGNON-CONSTRUCTION - 1008142					**54.810,00**
5040	BÂTIMENTS					54.810,00
	ES ART VISUEL-ÉTUDE-BD HELVETIQUE,9 - 1008518					**128.999,00**
5040	BÂTIMENTS					128.999,00
	MONTFLEURY BÂTIMENT DÉTENTION POUR MINEURS-CONSTR.& ADAPT.BAT.VENEL/ PINCHAT - 1008557					**121.035,55**
5040	BÂTIMENTS					121.035,55
	SUBVENTION INVEST-ÉTUDE, PARC-RELAIS P/R SECHERON ET PARKING OMC - 1008565			**-400.000**	**400.000**	**140.151,85**
5640	ENTREPRISES PUBLIQUES - AUTRES ENTITÉS			-400.000	400.000	140.151,85
	COLLÈGE SISMONDI-ÉTUDE - 1008632			**-900.000**	**900.000**	**2.125.624,85**
5040	BÂTIMENTS					23.864,80
5660	ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF - AUTRES ENTITÉS			-900.000	900.000	2.101.760,05
	HUG-HÔPITAL DES ENFANTS -BÂTIMENT HAUT-2ÈME ÉTAPE-CONSTRUCTION - 1008709					**99.834,00**
5040	BÂTIMENTS					99.834,00
	HALTE FERROVIAIRE SECHERON-NATIONS - 1008805					**986.051,95**
5040	BÂTIMENTS					986.051,95
	HUG-SÉCURITÉ INCENDIE DES BÂTIMENTS - 1008822	**9.000.000**		**-3.000.000**	**12.000.000**	**1.891.622,00**
5040	BÂTIMENTS	9.000.000		-3.000.000	12.000.000	1.891.622,00
	VIGNOBLE ÉTAT-NOUVEAU BÂTIMENT-ÉTUDE- CRED.EXTRAORDIN. - 1008888					**200,00**
5040	BÂTIMENTS					200,00
	CO SEYMAZ-ÉTUDE - 1008889					**103.683,25**

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
05.04.02.00	**DIVISION DES ÉTUDES ET CONSTRUCTIONS** (Suite)					
5040	BÂTIMENTS					103.683,25
	BIBLIOTHEQUE INST. UNIV. HAUTES ÉTUDES INTERN. (IUHEI)-ÉTUDE - 1008909			**-700.000**	**700.000**	
5040	BÂTIMENTS			-700.000	700.000	
	PRISON DE CHAMP-DOLLON-SÉCURITÉ - 1008950					**322.275,00**
5040	BÂTIMENTS					322.275,00
	PAVILLONS ECOLE ROMANDE DE PHARMACIE - 1008951					**-1.269.484,00**
5040	BÂTIMENTS					500,00
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES					1.269.984,00
	POLICE-BAT.ADMINISTRATIF-2ÈME ÉTAPE-ÉTUDE - 1008989			**-1.500.000**	**1.500.000**	
5040	BÂTIMENTS			-1.500.000	1.500.000	
	COLLÈGE SISMONDI-DEMOL ET RECONSTRUCTION - 1009015	**15.000.000**		**6.000.000**	**9.000.000**	**770.741,15**
5040	BÂTIMENTS	15.000.000		6.000.000	9.000.000	770.741,15
	CO CAYLA-CONSTRUCTION - 1009038	**11.700.000**		**-300.000**	**12.000.000**	**11.938.120,93**
5040	BÂTIMENTS	11.700.000		-300.000	12.000.000	11.938.120,93
	PO AIMÉE STITELMANN - ETUDE - 1009093					**147.184,20**
5040	BÂTIMENTS					147.184,20
	RÉNOVATION BUREAU DES AUTOS-ÉTUDE - 1009196			**-200.000**	**200.000**	**49.324,70**
5040	BÂTIMENTS			-200.000	200.000	49.324,70
	EMS-CONSTRUC. DE 3 EMS-SUBVENTION - 1009277			**-9.700.000**	**9.700.000**	**9.269.100,00**
5650	ENTREPRISES PRIVÉES - AUTRES ENTITÉS			-9.700.000	9.700.000	9.269.100,00
	CMU-5ÈME ÉTAPE-ÉTUDE - 1009279					**2.885.893,90**
5040	BÂTIMENTS					2.885.893,90
	CO FLORENCE-ÉTUDE - 1009294					**1.047.158,00**
5040	BÂTIMENTS					1.047.158,00
	CO FLORENCE-EXTENSION -CONSTRUCTION - 1009295			**-500.000**	**500.000**	**311.754,10**
5040	BÂTIMENTS			-500.000	500.000	311.754,10

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
05.04.02.00	**DIVISION DES ÉTUDES ET CONSTRUCTIONS** (Suite)					
	PRISON DE CHAMP-DOLLON-ÉTUDE - 1009330			**-500.000**	**500.000**	**386.727,85**
5040	BÂTIMENTS			-500.000	500.000	386.727,85
	EPSE-EXTENS. MONTFALCON-SUBVENTION - 1009347			**-1.000.000**	**1.000.000**	
5640	ENTREPRISES PUBLIQUES - AUTRES ENTITÉS			-1.000.000	1.000.000	
	FONDATION PR HEBERGEMENT PERSONNES HANDICAPEES - 1009348	**800.000**		**800.000**		
5660	ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF - AUTRES ENTITÉS	800.000		800.000		
	SUBV À FOYER HANDICAP POUR RÉSIDENCE GABRIELLE-SABET - 1009349			**-50.000**	**50.000**	
5660	ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF - AUTRES ENTITÉS			-50.000	50.000	
	CO DRIZE-ÉTUDE - 1009411					**239.579,75**
5040	BÂTIMENTS					239.579,75
	HÔPITAL CANTONAL-MATERNITÉ 3ÈME ÉTAPE-CONSTR. - 1009422	**25.000.000**		**10.000.000**	**15.000.000**	**6.622.356,30**
5040	BÂTIMENTS	25.000.000		10.000.000	15.000.000	6.622.356,30
	ENVIRONNEMENT - REGROUP. DES SERVICES-TERRAINS - 1009463	**8.000.000**		**6.900.000**	**1.100.000**	
5000	TERRAINS			-1.100.000	1.100.000	
5040	BÂTIMENTS	8.000.000		8.000.000		
	ECG HENRY-DUNANT-ÉTAGE SUPÉRIEUR-CONSTRUCTION - 1009464			**-900.000**	**900.000**	**3.333.217,10**
5040	BÂTIMENTS			-900.000	900.000	3.333.217,10
	FOND.AIGUES-VERTES-RÉNOV.-SUBVENTION - 1009497	**470.000**		**-4.130.000**	**4.600.000**	
5660	ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF - AUTRES ENTITÉS	470.000		-4.130.000	4.600.000	
	ETUDE POUR CONSTRUCTION BÂTIMENT POUR HEG À BATTELLE - 1009503			**-1.500.000**	**1.500.000**	**865.812,25**
5040	BÂTIMENTS			-1.500.000	1.500.000	865.812,25
	CO SEYMAZ - CONSTRUCTION - 1009504	**6.100.000**		**-9.900.000**	**16.000.000**	**21.251.528,22**
5040	BÂTIMENTS	6.100.000		-9.900.000	16.000.000	21.251.528,22
	PALAIS DE JUSTICE-ÉTUDE - 1009509			**-500.000**	**500.000**	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
05.04.02.00	**DIVISION DES ÉTUDES ET CONSTRUCTIONS** (Suite)					
5040	BÂTIMENTS			-500.000	500.000	
	ETUDE POUR CONSTRUCTION NOUVEAU BÂT DES LITS (BDL 2) DE L'HÔPITAL CANTONAL - 1009548	**4.764.000**		**-1.236.000**	**6.000.000**	**1.514.397,74**
5040	BÂTIMENTS	4.764.000		-1.236.000	6.000.000	1.514.397,74
	SUBV. FONDATION CLAIRE-BOIS - CRÉATION D'UN NOUVEAU FOYER - 1009596	**2.000.000**		**-1.000.000**	**3.000.000**	
5660	ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF - AUTRES ENTITÉS	2.000.000		-1.000.000	3.000.000	
	SUBVENTION POUR LA CONSTRUCTION DE 3 EMS - 1009610	**12.030.000**		**-14.370.000**	**26.400.000**	
5650	ENTREPRISES PRIVÉES - AUTRES ENTITÉS	12.030.000		-14.370.000	26.400.000	
	PRISON DE CHAMP-DOLLON - ETUDE (EX-CURABILLIS) - 1009622	**530.000**		**-2.470.000**	**3.000.000**	**65.450,20**
5040	BÂTIMENTS	530.000		-2.470.000	3.000.000	65.450,20
	PO AIMÉE STITELMANN - CONSTRUCTION - 1009708	**18.000.000**	**3.000.000**	**3.000.000**	**12.000.000**	**16.777.288,20**
5000	TERRAINS					4.385.285,25
5040	BÂTIMENTS	18.000.000		4.000.000	14.000.000	12.392.002,95
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES		3.000.000	1.000.000	2.000.000	
	ETUDE TRANSFORMATION ET RÉNOVATION ANCIENNE ECOLE DE MÉDECINE - 1009733			**-500.000**	**500.000**	
5040	BÂTIMENTS			-500.000	500.000	
	SUBVENTION CANTONALE POUR CRÉDIT D'ÉTUDE POUR LABORATOIRES CLUSE - ROSERAIE - 1009751	**1.000.000**			**1.000.000**	**21.220,75**
5641	ENTREPRISES PUBLIQUES - ENTITÉS DU GROUPE	1.000.000			1.000.000	21.220,75
	ETUDE TRANSFORMATION ET AMÉN. HDE 3E ÉTAPE - 1009804			**-600.000**	**600.000**	**112.015,00**
5040	BÂTIMENTS			-600.000	600.000	112.015,00
	NOUVELLE STRUCTURE DÉTANTION À PUPLINGES - 1009864	**6.080.000**	**4.400.000**	**-8.320.000**	**10.000.000**	**41.923,65**
5040	BÂTIMENTS	6.080.000		-5.920.000	12.000.000	41.923,65
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES		4.400.000	2.400.000	2.000.000	
	3È PHASE TRAVAUX AIGUES-VERTES - 1009891	**4.100.000**		**2.100.000**	**2.000.000**	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
05.04.02.00	**DIVISION DES ÉTUDES ET CONSTRUCTIONS** (Suite)					
5660	ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF - AUTRES ENTITÉS	4.100.000		2.100.000	2.000.000	
	CO DRIZE - CONSTRUCTION - 1009897	**15.000.000**		**8.000.000**	**7.000.000**	**11.073.837,70**
5000	TERRAINS					11.073.837,70
5040	BÂTIMENTS	15.000.000		8.000.000	7.000.000	
	PAVILLONS - 1009919	**3.531.000**		**-3.469.000**	**7.000.000**	**289.347,95**
5040	BÂTIMENTS	3.531.000		-3.469.000	7.000.000	289.347,95
	CONSTRUCTION 5ÈME ÉTAPE CMU - 1009995	**17.000.000**	**4.000.000**	**9.000.000**	**4.000.000**	
5040	BÂTIMENTS	17.000.000		13.000.000	4.000.000	
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES		4.000.000	4.000.000		
	CONSTRUCTION NOUVEAU BÂTIMENT CRER II - 1010006			**-2.000.000**	**2.000.000**	
5040	BÂTIMENTS			-2.000.000	2.000.000	
	EMS - CONSTR. EMS BUTINI - SUBVENTION - 1010043	**5.960.000**		**-2.740.000**	**8.700.000**	
5650	ENTREPRISES PRIVÉES - AUTRES ENTITÉS	5.960.000		-2.740.000	8.700.000	
	ROCADE CEVA - AMÉNAGEMENTS DIVERS - 1908006			**-2.000.000**	**2.000.000**	
5040	BÂTIMENTS			-2.000.000	2.000.000	
	HUG - HÔPITAL DES ENFANTS TRANSFORMATION 3E ÉTAPE - CONSTRUCTION - 1908007			**-500.000**	**500.000**	
5040	BÂTIMENTS			-500.000	500.000	
	PO TULETTE-FRONTENEX-ÉTUDE - 1908009			**-700.000**	**700.000**	
5040	BÂTIMENTS			-700.000	700.000	
	CLAIR-BOIS LANCY - 1908010			**-500.000**	**500.000**	
5660	ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF - AUTRES ENTITÉS			-500.000	500.000	
	EMS - CONSTR. EMS PRIEURÉ - SUBVENTION - 1908011	**1.000.000**		**-4.000.000**	**5.000.000**	
5650	ENTREPRISES PRIVÉES - AUTRES ENTITÉS	1.000.000		-4.000.000	5.000.000	
	MAISON DU TERROIR - 1908054	**200.000**		**200.000**		
5040	BÂTIMENTS	200.000		200.000		

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
05.04.03.00	**DIVISION DE LA MAINTENANCE**					
5	**DÉPENSES**	**83.380.703**		**17.940.703**	**65.440.000**	**44.306.942,75**
6	**RECETTES**		**500.000**	**500.000**		
	RÉSEAU CHAUFFAGE DISTANCE (HP,SCIENCES II/III)- ÉQUIPEMENT - 1007618	**723.492**		**723.492**		
5061	BIENS MEUBLES	723.492		723.492		
	TRANSFORMATION CHAUFFERIEBÂTIMENTS DE L'ÉTAT NORMES OPAIR 92 - 1007748					**6.157,05**
5040	BÂTIMENTS					6.157,05
	HÔTEL-DE-VILLE,6-TOITURE ET FACADES - 1008053	**342.860**		**342.860**		
5040	BÂTIMENTS	342.860		342.860		
	EFFACEMENT DES TAGS S/DIV BÂTIMENTS ÉTAT - 1008519	**500.000**		**-700.000**	**1.200.000**	**599.479,05**
5040	BÂTIMENTS	500.000		-700.000	1.200.000	599.479,05
	GENÈVE-PLAGE-ÉTUDE - 1008906					**227.400,45**
5040	BÂTIMENTS					227.400,45
	ENVIRONNEMENT-REGROUP.DES SERVICES-ÉTUDE - 1008908					**21.750,20**
5040	BÂTIMENTS					21.750,20
	CO FLORENCE-ÉTUDE - 1009294	**208.402**		**208.402**		
5040	BÂTIMENTS	208.402		208.402		
	CO FLORENCE-EXTENSION -CONSTRUCTION - 1009295	**700.000**		**700.000**		
5040	BÂTIMENTS	700.000		700.000		
	PRISON DE CHAMP-DOLLON-ÉTUDE - 1009330	**465.669**		**465.669**		
5040	BÂTIMENTS	465.669		465.669		
	REMPLACEMENT FLUIDES RÉFRIGÉRANTS - 1009727	**1.200.000**		**1.200.000**		
5040	BÂTIMENTS	1.200.000		1.200.000		
	ETUDE TRANSFORMATION ET RÉNOVATION ANCIENNE ECOLE DE MÉDECINE - 1009733	**339.280**		**339.280**		
5040	BÂTIMENTS	339.280		339.280		
	GENÈVE PLAGE - TRANSFORMATION - 1009860	**4.900.000**		**300.000**	**4.600.000**	
5040	BÂTIMENTS	4.900.000		400.000	4.500.000	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
05.04.03.00	**DIVISION DE LA MAINTENANCE** (Suite)					
5061	BIENS MEUBLES			-100.000	100.000	
	EQUIPEMENT ET MOBILIER - CHANCY 88 - 1009873			**-2.400.000**	**2.400.000**	
5040	BÂTIMENTS			-2.400.000	2.400.000	
	CONSTRUCTION NOUVEAU BÂTIMENT CRER II - 1010006	**3.000.000**		**3.000.000**		
5040	BÂTIMENTS	3.000.000		3.000.000		
	COLLÈGE CALVIN-TOITURE ET FACADES - 1010025	**4.000.000**		**2.000.000**	**2.000.000**	
5040	BÂTIMENTS	4.000.000		2.000.000	2.000.000	
	RELOGEMENT DES FORAINS A VERSOIX - 1908014			**-700.000**	**700.000**	
5040	BÂTIMENTS			-700.000	700.000	
	TRAVAUX D'INVESTISSEMENTS POUR ASSAINISSEMENT ÉNERGÉTIQUE - 1908015	**1.000.000**		**200.000**	**800.000**	
5040	BÂTIMENTS	1.000.000		200.000	800.000	
	ANCIENNE LBA (CORRESPONDANT AUX CRÉDITS DE PROGRAMME) - 2000000			**-53.740.000**	**53.740.000**	**43.452.156,00**
5040	BÂTIMENTS			-47.990.000	47.990.000	38.695.100,75
5620	COMMUNES ET GROUPEMENTS INTERCOMMUNAUX			-4.000.000	4.000.000	3.961.040,00
5660	ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF - AUTRES ENTITÉS			-1.750.000	1.750.000	796.015,25
	CRÉDIT DE PROGRAMME 2008 - 2011 - DCTI - BATIMENTS - 2908054	**66.001.000**	**500.000**	**65.501.000**		
5040	BÂTIMENTS	65.001.000		65.001.000		
5660	ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF - AUTRES ENTITÉS	1.000.000		1.000.000		
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES		500.000	500.000		
05.04.04.00	**DIVISION DE LA GÉRANCE ET DE LA CONCIERGERIE**					
5	**DÉPENSES**			**-550.793**	**550.793**	
6	**RECETTES**		**40.599.638**	**40.599.638**		
	TRANSFERT D'ACTIF - TPG - 1009845			**-550.793**	**550.793**	
5000	TERRAINS			-550.793	550.793	
	REMBOURSEMENT DE PRÊTS POUR LOCATIONS-FINANCEMENTS - 4800013		**40.599.638**	**-40.599.638**		
6441	ENTREPRISES PUBLIQUES - ENTITÉS DU GROUPE		40.599.638	40.599.638		

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
05.05.01.00	**DIRECTION DU GÉNIE CIVIL**					
5	**DÉPENSES**	**42.465.000**		**-2.711.500**	**45.176.500**	**25.691.865,89**
6	**RECETTES**		**7.241.116**	**2.800.000**	**4.441.116**	**4.516.180,35**
	ANCIENNE LBA (CORRESPONDANT AUX CRÉDITS DE PROGRAMME) - 2000000			**-40.735.384**	**40.735.384**	**21.175.685,54**
5000	TERRAINS			-1.312.500	1.312.500	497.582,42
5010	ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION			-37.883.000	37.883.000	23.387.580,77
5030	AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL			-500.000	500.000	338.482,35
5061	BIENS MEUBLES			-3.181.000	3.181.000	828.220,35
5620	COMMUNES ET GROUPEMENTS INTERCOMMUNAUX			-1.600.000	1.600.000	
5660	ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF - AUTRES ENTITÉS			-700.000	700.000	640.000,00
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES			-4.441.116	4.441.116	4.516.180,35
	CRÉDIT DE PROGRAMME 2008 - 2011 - DCTI - GÉNIE CIVIL - 2908055	**42.465.000**	**7.241.116**	**35.223.884**		
5000	TERRAINS	1.000.000		1.000.000		
5010	ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION	35.505.000		35.505.000		
5061	BIENS MEUBLES	4.260.000		4.260.000		
5620	COMMUNES ET GROUPEMENTS INTERCOMMUNAUX	1.000.000		1.000.000		
5660	ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF - AUTRES ENTITÉS	700.000		700.000		
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES		7.241.116	7.241.116		
05.05.02.00	**DIVISION DES OUVRAGES D'ART**					
5	**DÉPENSES**	**112.750.000**		**51.250.000**	**61.500.000**	**41.483.492,82**
6	**RECETTES**		**40.000.000**	**36.000.000**	**4.000.000**	**-6.181.057,85**
	EXTENSION DES TRAMS - 1000150	**105.150.000**	**40.000.000**	**16.450.000**	**48.700.000**	**47.489.937,07**
5010	ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION	105.150.000		52.450.000	52.700.000	41.308.879,22
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES		40.000.000	36.000.000	4.000.000	-8.272.736,35
6320	COMMUNES ET GROUPEMENTS INTERCOMMUNAUX					2.091.678,50
	RÉSEAU CHAUFFAGE DISTANCE (HP,SCIENCES II/III)- ÉQUIPEMENT - 1007618	**4.800.000**		**2.000.000**	**2.800.000**	**37.624,90**
5010	ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION	4.800.000		2.000.000	2.800.000	37.624,90
	PASSERELLE DES SPORTS A LA PRAILLE - 1008795	**2.800.000**		**-3.200.000**	**6.000.000**	**136.988,70**
5010	ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION	2.800.000		-3.200.000	6.000.000	136.988,70

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
05.05.05.00	**DIVISION DES ROUTES**					
5	**DÉPENSES**	**21.200.000**		**5.926.164**	**15.273.836**	**1.316.643,80**
6	**RECETTES**			**-600.000**	**600.000**	
	PISTES CYCLABLES - 1008050	**200.000**		**-2.800.000**	**3.000.000**	**48.788,05**
5010	ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION	200.000		-2.800.000	3.000.000	48.788,05
	MESURES OPB - 1008644	**15.000.000**		**9.800.000**	**5.200.000**	**840.514,73**
5010	ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION	15.000.000		9.200.000	5.800.000	840.514,73
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES			-600.000	600.000	
	TRAVERSÉE DE VÉSENAZ - 1008662	**3.000.000**		**3.000.000**		**10.652,40**
5000	TERRAINS	2.500.000		2.500.000		
5010	ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION	500.000		500.000		10.652,40
	RTE DES NATIONS ET ADAPTATION JONCTION FERNEY-ÉTUDE - 1008757	**2.000.000**		**-300.000**	**2.300.000**	**416.688,62**
5010	ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION	2.000.000		-300.000	2.300.000	416.688,62
	CYCLOPE - 1010027	**1.000.000**		**-1.507.000**	**2.507.000**	
5030	AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL	1.000.000		-1.507.000	2.507.000	
	FOUILLES GÉNIE CIVIL SYCOTRIN - 1908016			**-1.300.000**	**1.300.000**	
5030	AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL			-1.300.000	1.300.000	
	ETUDE RTE SUISSE À VERSOIX RC8 - 1908018			**-366.836**	**366.836**	
5040	BÂTIMENTS			-366.836	366.836	
05.06.08.00	**SERVICE IMMOBILIER**					
5	**DÉPENSES**	**63.900.000**		**15.400.000**	**48.500.000**	**14.523.000,00**
6	**RECETTES**			**-1.101.500**	**1.101.500**	**327.701,00**
	ACHATS, CONSTRUCTIONS LUP - 10008 - 1010008	**10.000.000**		**10.000.000**		
5040	BÂTIMENTS	10.000.000		10.000.000		
	FONDATION PR LA PROMOTION LOGT BON MARCHE&HABITAT COOPERATIF-L.8885/10 MIOS - 3008885					**6.000.000,00**
5561	ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF - ENTITÉS DU GROUPE					6.000.000,00
	DOTATIONS AUX FONDATIONS IMMOB. DE DROIT PUBLIC (LOIS NO.7244,8488,9429) - 3009429	**5.500.000**		**-7.500.000**	**13.000.000**	**8.490.200,00**
5561	ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF - ENTITÉS DU GROUPE	5.500.000		-7.500.000	13.000.000	8.490.200,00
	FONDATION PR LA PROMOTION LOGT BON MARCHE&HABITAT COOPERATIF-L.9431/50 MIOS - 3009431	**44.900.000**		**14.900.000**	**30.000.000**	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
05.06.08.00	**SERVICE IMMOBILIER** (Suite)					
5561	ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF - ENTITÉS DU GROUPE	44.900.000		14.900.000	30.000.000	
	DOTATION A LA FONDATION CITE UNIVERSITAIRE POUR EXTENSION LOI.NO. - 3009975	**2.000.000**			**2.000.000**	
5560	ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF - AUTRES ENTITÉS	2.000.000			2.000.000	
	PRÊTS AUX COOPÉRATIVES D'HABITATION-LOI 8427 (I4 05) 560000.155.11 - 4008427	**1.500.000**		**801.500**	**698.500**	**32.800,00**
5460	ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF - AUTRES ENTITÉS	1.000.000		500.000	500.000	
5470	PERSONNES PHYSIQUES	500.000		300.000	200.000	32.800,00
6470	PERSONNES PHYSIQUES			-1.500	1.500	
	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES HLM-HBM DE L'ÉTAT AU LOGEMENT - 4800003			**-2.800.000**	**2.800.000**	
5460	ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF - AUTRES ENTITÉS			-2.800.000	2.800.000	
	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES HLM - AVEC INTÉRÊTS - 4800007					**-134.934,00**
6461	ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF - ENTITÉS DU GROUPE					134.934,00
	REMBOURSEMENTS DE PRÊTS & DE PARTICIPATIONS PERMA-NENTES - 4800009			**1.100.000**	**-1.100.000**	**-192.767,00**
6460	ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF - AUTRES ENTITÉS			-1.100.000	1.100.000	192.767,00
05.07.01.00	**DIRECTION DU PATRIMOINE ET DES SITES**					
5	**DÉPENSES**	**2.150.000**		**30.000**	**2.120.000**	**622.157,40**
	SUBV.INVEST.RESTAURATION BÂTIMENTS (MNS) - 1007937	**2.000.000**			**2.000.000**	**582.137,40**
5650	ENTREPRISES PRIVÉES - AUTRES ENTITÉS	2.000.000			2.000.000	582.137,40
	ETUDES ET RECENSEMENTS POUR MESURES PROTECTION DU PATRIMOINE - 1008390	**150.000**		**30.000**	**120.000**	**40.020,00**
5040	BÂTIMENTS	150.000		30.000	120.000	40.020,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
05.08.00.00	**CENTRE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (CTI)**					
5	**DÉPENSES**	**88.745.692**		**17.885.015**	**70.860.677**	**44.500.107,93**
6	**RECETTES**			**-405.000**	**405.000**	**456.841,90**
	RÉDUCTION LINÉAIRE GRANDS TRAVAUX EN COURS CTI - 1000002	**-2.870.441**		**-2.870.441**		
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	-1.000.000		-1.000.000		
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	-2.299.441		-2.299.441		
5202	CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES	429.000		429.000		
	GAGES IMMOBILIERS ET ÉVOLUTION SYSTÈME RF (CAPITASTRA) - 1007138	**-157.224**		**-157.224**		
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	-157.224		-157.224		
	SI DES BÂTIMENTS (SIBAT) - 1008129	**41.900**		**41.900**		
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	-63.369		-63.369		
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	58.469		58.469		
5202	CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES	46.800		46.800		
	FÉDÉRATION CENTRE TRAIT. INFO. ÉTAT (CTI) - 1008212	**200.000**		**-870.395**	**1.070.395**	**392.746,70**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION			-1.070.395	1.070.395	392.746,70
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	200.000		200.000		
	MODERNISATION ET REFONTE APPLIC. INFO.(JUGES) - 1008216	**2.170.500**		**1.020.500**	**1.150.000**	**491.407,20**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	275.000		-875.000	1.150.000	491.407,20
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	1.525.000		1.525.000		
5202	CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES	370.500		370.500		
	REFONTE SYSTEME INTEGRAT. DONNÉES(POLICE 2000) - 1008218	**753.533**		**-477.809**	**1.231.342**	**82.808,95**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION			-1.231.342	1.231.342	82.808,95
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	623.533		623.533		
5202	CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES	130.000		130.000		
	OCPA 2001 (CRÉDIT COMPL. LOI 9420) - 1008313					**376.031,55**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION					376.031,55
	REFONTE SYSTEME INFORMATIQUE - 1008314					**864.377,20**

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
05.08.00.00	**CENTRE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (CTI)** (Suite)					
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION					864.377,20
	REFONTE APPLIC. AMENDES D'ORDRES/ CONTRAVENTIONS - 1008316	**756.708**		**564.195**	**192.513**	**763.404,80**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION			-192.513	192.513	763.404,80
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	85.908		85.908		
5202	CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES	670.800		670.800		
	ACQUISITION ET DÉVELOPPEMENT DU LOGICIEL PROGRES AU SERVICE DU TUTEUR GÉNÉRAL - 1008335					**94.257,60**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION					94.257,60
	CONDUITE OPÉRATIONNELLE DU PERSONNEL DE POLICE - 1008363					**107.038,75**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	-179.565		-179.565		107.038,75
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	179.565		179.565		
	EXTENSION ÉQUIPEMENT 600 CLASSES PRIM. - 1008580	**350.000**		**300.000**	**50.000**	**97.344,05**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	350.000		300.000	50.000	97.344,05
	EXTENSION D'INFRASTRUCTURE DE COMMUNICATION POUR LA PÉDAGOGIE - 1008581					**9.880,10**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION					9.880,10
	CYBER-ADMINISTRATION- ÉLABORATION D'UN CONCEPT GLOBAL DE L'ETAT DE GENÈVE - 1008593					**9.464,10**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION					9.464,10
	RÉALISATION D'UN AUDIT DE LA SÉCURITÉ ACTUELLE DES SYSTÈMES D'INFORMATION DE LA POLICE - 1008597					**260.969,40**
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS					260.969,40
	INVENTAIRE CANTONAL DES DÉCHETS (ACHAT MATÉRIEL LOGICIEL) - 1008598					**61.870,00**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION					61.870,00
	REMPLACEMENT DU PROGICIEL GÉRANCE - 1008599			**-128.776**	**128.776**	**345.659,70**

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
05.08.00.00	**CENTRE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (CTI)** (Suite)					
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION			-128.776	128.776	345.659,70
	MODERNISATION DU SYSTÈME D'INFORMATION DE L'OFFICE PÉNITENTIAIRE - 1008600	**157.224**		**139.490**	**17.734**	
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	157.224		-110.510	267.734	
6340	ENTREPRISES PUBLIQUES - AUTRES ENTITÉS			-250.000	250.000	
	MISE EN PLACE DU SYSTÈME D'INFORMATION DU DÉPARTEMENT DE L'ACTION SOCIALE ET DE LA SANTÉ (DASS) - 1008601	**-17.500**		**-17.500**		**87.535,15**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	-100.000		-100.000		87.535,15
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	50.000		50.000		
5202	CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES	32.500		32.500		
	ETUDE ET MISE EN OEUVRE SI SANTÉ (VISAGE) - 1008602	**-78.500**		**-78.500**		
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	-300.000		-300.000		
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	150.000		150.000		
5202	CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES	71.500		71.500		
	NOUVELLE FORMATION DE CONCEPTEURS EN MULTIMÉDIAS À L'ÉCOLE DES ARTS DÉCORATIFS - 1008605	**642.934**		**-87.899**	**730.833**	
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	642.934		-87.899	730.833	
	PROGICIEL AIDE ENGAGEMENT POLICE - DISPATCH - 1008617					**1.860.310,30**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION					1.860.310,30
	EQUIPEMENTS INFORMATIQUES MOBILES ES - 1008961			**-285.000**	**285.000**	**225.043,80**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION			-360.000	360.000	222.543,80
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES			-75.000	75.000	-2.500,00
	COURS D'INTRODUCTION AUX APPRENTI(E)S-ACQUISITION MATÉRIEL - 1008963					**-24.326,60**
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES					24.326,60

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
05.08.00.00	**CENTRE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (CTI)** (Suite)					
	ACQUISITION ET INSTALLATION MATÉRIEL INFORMATIQUE CEPTA - 1008964					**185.071,38**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION					235.301,38
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES					50.230,00
	RÉFORME DE LA FORMATION COMMERCIALE DE BASE (RFCB) - 1008966					**-14.007,90**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION					582,10
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES					14.590,00
	CO PROVISOIRE DRIZE - 1009181					**3.981,80**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION					3.981,80
	CO FLORENCE-EXTENSION -CONSTRUCTION - 1009295					**23.021,70**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION					23.021,70
	GESTION ÉLÉCTRONIQUE DES DOSSIERS-O.C.P. - 1009332	**443.000**		**243.000**	**200.000**	**1.018.741,79**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	161.000		-39.000	200.000	1.018.741,79
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	139.000		139.000		
5202	CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES	143.000		143.000		
	POLICE-EXTENSION INFRAST.BUREAUTIQUE - 1009334			**-117.686**	**117.686**	**504.427,54**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION			-117.686	117.686	504.427,54
	GRAND-PRE 64-66-AMÉNAGEMENT-ÉQUIPEMENT - 1009335					**582.362,20**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION					582.362,20
	REFONTE AFC (SUITE DE LA LOI 8713) - 1009421	**4.678.250**		**-321.750**	**5.000.000**	**4.851.314,70**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	100.000		-4.900.000	5.000.000	4.851.314,70
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	3.600.000		3.600.000		
5202	CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES	978.250		978.250		
	ECG HENRY-DUNANT-ÉTAGE SUPÉRIEUR-CONSTRUCTION - 1009464			**-50.000**	**50.000**	**272.056,40**

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
05.08.00.00	**CENTRE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (CTI)** (Suite)					
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION			-50.000	50.000	272.056,40
	SI STG & SPJ - 1009465	**2.563.838**		**-236.162**	**2.800.000**	**720.323,30**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	177.000		-2.623.000	2.800.000	720.323,30
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	2.001.388		2.001.388		
5202	CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES	385.450		385.450		
	DÉMÉNAGEMENT OPF - 2005 - 1009473					**2.528,60**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION					2.528,60
	EQ PAV PROV CHAVANNE + GOURD - 1009485					**-14.755,55**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION					29.154,45
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES					43.910,00
	PAVILLONS PROVISOIRES ROLLIET - 1009486	**300.000**		**300.000**		**-47.446,65**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	300.000		300.000		23.523,35
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES					70.970,00
	CO SEYMAZ - CONSTRUCTION - 1009504			**-574.000**	**574.000**	
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION			-574.000	574.000	
	REFONTE SYSTEME D'INFORMATION DU SAN - 1009573	**2.101.019**		**-998.981**	**3.100.000**	**270.775,70**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	346.000		-2.754.000	3.100.000	270.775,70
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	1.690.019		1.690.019		
5202	CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES	65.000		65.000		
	OGIMI 2 ÈME ÉTAPE - 1009581	**138.500**		**-41.500**	**180.000**	
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	40.000		-140.000	180.000	
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	40.000		40.000		
5202	CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES	58.500		58.500		
	MISE EN OEUVRE REFONTE SI DGS - 1009594	**250.000**		**-202.000**	**452.000**	
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	250.000		-202.000	452.000	
	RÉALISATION DU PORTAIL ÉNERGIE - 1009616	**559.450**		**176.117**	**383.333**	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
05.08.00.00	**CENTRE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (CTI)** (Suite)					
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION			-383.333	383.333	
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	330.000		330.000		
5202	CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES	229.450		229.450		
	ETUDE RDU - 1009668			**-120.000**	**120.000**	**156.374,05**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION					156.374,05
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS			-120.000	120.000	
	PO AIMÉE STITELMANN - CONSTRUCTION - 1009708	**448.000**		**448.000**		
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	448.000		448.000		
	REMPLACEMENT DE VOTA - 1009815	**101.583**		**-53.417**	**155.000**	**213.417,05**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION			-155.000	155.000	213.417,05
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	36.583		36.583		
5202	CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES	65.000		65.000		
	NOUVELLE STRUCTURE DÉTANTION À PUPLINGES - 1009864			**-42.600**	**42.600**	
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION			-42.600	42.600	
	PROJET BIBIODIP - 1009871	**196.328**		**-219.672**	**416.000**	
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION			-416.000	416.000	
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	107.278		107.278		
5202	CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES	89.050		89.050		
	EQUIPEMENT ET MOBILIER - CHANCY 88 - 1009873			**-442.015**	**442.015**	
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION			-442.015	442.015	
	CEFOPS - EQUIPEMENT DE L'ÉCOLE D'AIDES FAMILIALES - 1009889			**-47.000**	**47.000**	
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION			-47.000	47.000	
	METROLOGIE - 1009906	**298.500**		**109.500**	**189.000**	
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION			-189.000	189.000	
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	149.000		149.000		
5202	CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES	149.500		149.500		

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
05.08.00.00	**CENTRE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (CTI)** (Suite)					
	PAVILLONS - 1009919			**-198.000**	**198.000**	
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION			-218.000	218.000	
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES			-20.000	20.000	
	GESTION DES PRESTATIONS CANTONALES EN CAS DE MALADIE - 1009961	**742.150**		**342.150**	**400.000**	
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION			-400.000	400.000	
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	462.000		462.000		
5202	CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES	280.150		280.150		
	AFC TOURISME - 1009971	**329.600**		**6.800**	**322.800**	
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION			-322.800	322.800	
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	322.800		322.800		
5202	CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES	6.800		6.800		
	CONSTRUCTION NOUVEAU BÂTIMENT CRER II - 1010006	**120.000**			**120.000**	
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	120.000			120.000	
	CYCLOPE - 1010027	**2.163.000**		**163.000**	**2.000.000**	
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	1.751.000		-249.000	2.000.000	
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	412.000		412.000		
	NOUVELLES INSTITUTIONS DU SMP - 1010047			**-117.000**	**117.000**	
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION			-117.000	117.000	
	SYCOTRIN - 1908027			**-1.300.000**	**1.300.000**	
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION			-1.300.000	1.300.000	
	RÉNOVATION DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DES BEAUX-ARTS (ESBA) - 1908028			**-83.000**	**83.000**	
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION			-83.000	83.000	
	REFONTE DE L'APPLICATION SAEA - 1908030			**-400.000**	**400.000**	
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION			-400.000	400.000	
	EQUIPEMENTS RESPONSABLES ECOLES PRIMAIRES - 1908031			**-357.730**	**357.730**	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
05.08.00.00	**CENTRE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (CTI)** (Suite)					
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION			-357.730	357.730	
	REFONTE SMP - 1908033			**-1.300.000**	**1.300.000**	
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION			-1.300.000	1.300.000	
	ETUDE DE DÉPLOIEMENT E-ADMINISTRATION - 1908034			**-300.000**	**300.000**	
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS			-300.000	300.000	
	EXTENSIONS ET NOUVELLES TIC - 1908041	**12.001.000**		**12.001.000**		
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	5.508.000		5.508.000		
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	5.493.000		5.493.000		
5202	CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES	1.000.000		1.000.000		
	SI DE L'OFFICE DES FAILLITES LOGICIELS ET APPLICATIONS - 1908042	**1.767.000**		**-43.000**	**1.810.000**	
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION			-1.810.000	1.810.000	
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	1.767.000		1.767.000		
	SI DE L'OFFICE DES POURSUITES INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS - 1908043	**400.000**		**400.000**		
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	400.000		400.000		
	REFONTE SI LOGEMENT - 1908044	**1.352.450**		**1.152.450**	**200.000**	
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	107.700		-92.300	200.000	
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	949.300		949.300		
5202	CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES	295.450		295.450		
	GED POLICE - 1908045	**739.000**		**439.000**	**300.000**	
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	160.000		-140.000	300.000	
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	540.000		540.000		
5202	CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES	39.000		39.000		
	PO ECPEN - BOUGERIES : ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS - 1908047	**55.000**		**55.000**		
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	55.000		55.000		
	GESTION ÉLECTRONIQUE DOCUMENTAIRE CFI INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS - 1908048	**372.700**		**372.700**		

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
05.08.00.00	**CENTRE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (CTI)** (Suite)					
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	76.600		76.600		
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	289.600		289.600		
5202	CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES	6.500		6.500		
	REFONTE DU REG INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS - 1908049	**1.305.000**		**1.305.000**		
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	199.000		199.000		
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	820.000		820.000		
5202	CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES	286.000		286.000		
	SI DU COMMERCE INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS - 1908050	**706.500**		**706.500**		
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	31.500		31.500		
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	499.500		499.500		
5202	CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES	175.500		175.500		
	ENVELOPPE POUR LES PRIORITÉS DU CEINFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS - 1908051	**4.997.690**		**4.997.690**		
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	1.001.390		1.001.390		
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	3.400.000		3.400.000		
5202	CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES	596.300		596.300		
	MANDATS CONFIÉS À DES TIERS - 1908057	**500.000**		**-100.000**	**600.000**	
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	500.000		-100.000	600.000	
	ANCIENNE LBA (CORRESPONDANT AUX CRÉDITS DE PROGRAMME) - 2000000			**-41.521.920**	**41.521.920**	**29.209.257,17**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION			-41.581.920	41.581.920	28.952.507,97
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS					512.064,50
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES			-60.000	60.000	255.315,30
	CRÉDIT DE PROGRAMME 2008 - 2011 - DCTI - CTI - 2908058	**47.167.000**		**47.167.000**		
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	27.252.000		27.252.000		
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	17.515.000		17.515.000		
5202	CHARGES DE PERSONNEL INTERNE ACTIVABLES	2.400.000		2.400.000		

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
05.09.00.00	**DIRECTION DE SUPPORT**					
5	**DÉPENSES**			**-150.000**	**150.000**	
	MISE EN PLACE D'UNE COMPTABILITE ANALYTIQUE PAR PRÉSTATIONS - 1008326			**-150.000**	**150.000**	
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS			-150.000	150.000	

6. DEPARTEMENT DU TERRITOIRE

EVOLUTION DU PROJET DE BUDGET D'INVESTISSEMENTS 2008 PAR RAPPORT AU BUDGET 2007

Situation au 11 septembre 2007

		Projet de budget **2008**	Budget **2007**	Ecarts F	Ecarts %
DEPENSES					
50/56	Travaux d'utilité publique	-6'738'789	3'764'527	-10'503'316	-279.0%
53/55	Train annuel des lois	521'530	1'150'000	-628'470	-54.6%
51	Loi budgétaire annuelle	19'972'300	17'270'000	2'702'300	15.6%
52	Prêts et participations permanentes	7'615'000	150'000	7'465'000	4976.7%
	Sous-Total	21'370'041	22'334'527	-964'486	-4.3%
57	Subventions redistribuées	0	300'000	-300'000	-100.0%
54	Financements spéciaux	14'600'000	57'500'000	-42'900'000	-74.6%
58	Autres dépenses à porter à l'actif	0	3'200'000	-3'200'000	
	Total	35'970'041	83'334'527	-47'364'486	-56.8%
RECETTES					
65	Train annuel des lois	175'000	100'000	75'000	75.0%
66	Subventions acquises	0	0	0	
63	Facturation à des tiers	0	0	0	
	Sous-Total	175'000	100'000	75'000	75.0%
60	Transfert au patrimoine financier	432'549'115	69'427'520	363'121'595	
67	Subventions à redistribuer	0	300'000	-300'000	-100.0%
61	Contributions de tiers	419'983	696'000	-1'135'000	
62	Remboursements de prêts	560'000	16'000	544'000	3400.0%
64	Recettes affectées	250'000	400'000	100'000	
	Total	433'954'098	70'939'520	362'405'595	510.9%

COMMENTAIRES

Les dépenses d'investissement du projet de budget 2008 sont inférieures à celles du projet de budget 2007 de 47,36 millions.
Les recettes d'investissement augmentent de 362,4 millions en raison des transferts d'actifs SIG.
La réduction globale sur les investissements (RGI) décidée par le Conseil d'Etat, hors autofinancés, hors IPSAS et hors transferts d'actifs, s'élève à - 8'588'789 F pour l'ensemble du DT.

06.01.00.00 SECRETARIAT GENERAL

Budget du service

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Crédits de programme				
Immobilisations génériques	351'490 F	N/A	N/A	N/A
Immobilisations métier	16'195'310 F	N/A	N/A	N/A
Subventions accordées	330'000 F	N/A	N/A	N/A
Recettes de la Confédération	-75'000 F	N/A	N/A	N/A
Sous-total	16'801'800 F	N/A	N/A	N/A
Immobilisations métier FTI	3'095'500 F	1'178'500 F	1'950'000 F	977'668.50 F
Recettes FTI	- 419'983 F	- 246'017 F	- 666'000 F	- 2'599'464.00 F
Total	19'477'317 F	18'193'317 F	1'284'000 F	- 1'621'795.50 F

Les recettes et dépenses d'investissement de la FTI sont intégrées dès 2008 au Secrétariat général alors qu'elles étaient auparavant inscrites au CR N° 06.02.79.00 Zones industrielles.

06.02.00.00 DIRECTION GENERALE DE L'INTERIEUR

Budget du service

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Autres investissements				
Prêts et participations permanentes	15'000 F	-135'000 F	150'000 F	46'575.38 F
Trains annuels de lois	371'530 F	-628'470 F	1'000'000 F	1'122'349.35 F
Recettes de la Confédération	100'000 F	0 F	100'000 F	157'727.65 F

Les investissements de la Direction générale de l'intérieur concernent d'une part le service des affaires extérieures pour ce qui est des augmentations de capital ou de nouvelles prises de participations dans des sociétés d'économies mixtes dans le cadre de la collaboration transfrontalière et régionale et, d'autre part, la direction cantonale de la mensuration officielle, relatif au train annuel de loi N° 7004 relatif à la digitalisation des plans semi-graphiques du cadastre.

Les recettes de la Confédération consistent pour l'essentiel en subventions relatives aux mensurations cadastrales.

06.03.00.00 DIRECTION GENERALE DE LA MOBILITE

Budget du service

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Autres investissements				
Participation	0 F	- 30'000 F	30'000 F	0 F

Éléments budgétaires particuliers

Impacts liés au nouveau règlement sur les investissements: 2'166'000 F passent du budget des dépenses d'investissement au budget de fonctionnement (études) ainsi que 285'000 F pour ce qui est des recettes (participation Interreg).

06.04.00.00 DIRECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT

Budget du service

		Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Crédits d'ouvrage					
N° loi	Libellé	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
9729	Assainissement rue de la tannerie 3	1'300'000 F	+ 1'100'000 F	200'000 F	33'767.22 F
8269	Étude nouvelle décharge	200'000 F	+ 200'000 F	0 F	0 F
8821	Remplacement des stations ROPAG	0 F	- 200'000 F	200'000 F	164'295.10 F
9354	Acquisition et renouvellement de matériel scientifique	350'000 F	+ 50'000 F	300'000 F	256'906.33 F
Autres investissements					
Prêts et participations permanentes		3'000'000 F	- 3'000'000 F	0 F	0 F
Remboursements prêts		300'000 F	+ 284'000 F	16'000 F	16'000 F
Transferts au patrimoine financier (transferts d'actifs)		171'409'800 F	+ 171'409'800F	0 F	0 F

Éléments budgétaires particuliers

- Impacts IPSAS: + 3'000'000 F en charges (prêts) et + 300'000 F en recettes (remboursement de prêts). Ces éléments figuraient auparavant au bilan (Fonds des énergies renouvelables).
- Impacts liés au nouveau règlement sur les investissements: - 500'000 F en charges (transfert d'études du budget des investissements au budget de fonctionnement).
- Impacts liés aux transferts d'actifs: recettes de 171'409'800 F (8'861'260 F pour Vessy et 162'548'540 pour l'Usine des Cheneviers).

06.05.00.00 DIRECTION GENERALE DE LA NATURE ET DU PAYSAGE

Budget du service

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Autres investissements				
Acquisition de forêts ou de terrains assimilés (TAL)	150'000 F	0 F	150'000 F	177'896.90 F

06.06.00.00 DIRECTION GENERALE DE L'AGRICULTURE

Budget du service

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Autres investissements				
Prêts et participations permanentes	4'600'000 F	+ 4'600'000 F	0 F	0 F
Remboursements prêts	260'000 F	+ 260'000 F	0 F	0 F

Éléments budgétaires particuliers

- Impacts liés au nouveau règlement sur les investissements: transfert du budget des investissements au budget de fonctionnement de 716'000 F en charges et de 40'000 F en recettes.
- Impacts IPSAS: Suppression des comptes relatifs au Fonds de compensation agricole (du bilan) et du compte des dépenses à porter à l'actif: + 4'600'000 F en dépenses (prêts) et + 260'000 F en recettes (remboursement de prêts).

06.08.00.00 DIRECTION GENERALE DE L'EAU

Budget du service

		Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Crédits d'ouvrage					
N° loi	Libellé	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
8804	Établissement des plans régionaux d'évacuation des eaux (PREE)	900'000 F	- 700'000 F	1'600'000 F	785'869.20 F
7852	SEYMAZ - Renaturation 1ère étape	1'000'000 F	0 F	1'000'000 F	2'940.00 F
9522	AIRE - travaux de renaturation 2ème étape tronçon Certoux-Lully	7'000'000 F	+ 4'000'000 F	3'000'000 F	167'748.45 F
9522	Aire - travaux de renaturation-terrains	1'000'000 F	- 1'000'000 F	2'000'000 F	0 F
7808	Travaux Teppes du Véré et du Biolay	400'000 F	+ 300'000 F	100'000 F	0 F
8490	AIRE - Travaux de renaturation 1ère étape tronçon Centenaire-Marais	100'000 F	- 300'000 F	400'000 F	549'815.90 F
8522	SEYMAZ - Renaturation 2ème étape Chambet-Touvière	300'000 F	+ 100'000 F	200'000 F	3'169'360.85 F
8130	Développement domaine eau du système d'info sur environnement et énergie	400'000 F	+ 100'000 F	300'000 F	0 F
9956	Renaturation de l'Aire-Pont de Lully	3'500'000 F	+ 1'400'000 F	2'100'000 F	0 F
Autres investissements					
Subvention de la Confédération liée aux PREE		250'000 F	+ 250'000 F	0 F	167'892,00 F
Transferts au patrimoine financier (transferts d'actifs)		261'139'315 F	- 261'139'315 F	0 F	0 F

Éléments budgétaires particuliers

- Impacts liés aux transferts d'actifs: recettes de 261'139'315 (Régie traitement des eaux)
- Transfert à la direction générale de la nature et du paysage de la totalité des investissements relatifs à l'aménagement du lac, des cours d'eau, des plages et des ports du lac, y compris les débarcadères.

06.10.00.00 DIRECTION GENERALE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Budget du service

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006

Éléments budgétaires particuliers

- Les frais d'étude pour le réseau des transports publics ont été transférés en 2007 à la direction générale de la mobilité (- 3'000'000 F).

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
06.00.00.00	**TERRITOIRE**					
5	**DÉPENSES**	**35.970.041**		**-47.364.486**	**83.334.527**	**38.513.353,25**
6	**RECETTES**		**433.954.098**	**363.014.578**	**70.939.520**	**5.471.251,85**
	CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1					
5	**DÉPENSES**	**8.382.741**		**-57.231.786**	**65.614.527**	**24.090.814,24**
6	**RECETTES**		**432.899.115**	**362.971.595**	**69.927.520**	**2.499.669,85**
	CRÉDITS DE PROGRAMME - 2					
5	**DÉPENSES**	**19.972.300**		**2.402.300**	**17.570.000**	**12.886.363,63**
6	**RECETTES**		**494.983**	**-501.017**	**996.000**	**2.708.422,00**
	DOTATIONS - 3					
5	**DÉPENSES**	**15.000**		**-135.000**	**150.000**	**1.046.575,38**
	PRÊTS					
5	**DÉPENSES**	**7.600.000**		**7.600.000**		**489.600,00**
6	**RECETTES**		**560.000**	**544.000**	**16.000**	**263.160,00**
06.01.00.00	**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**					
5	**DÉPENSES**	**11.383.511**		**-6.186.489**	**17.570.000**	**13.375.963,63**
6	**RECETTES**		**494.983**	**-501.017**	**996.000**	**2.955.582,00**
	REDUCTION GLOBALE DES INVESTISSEMENTS - 1000001	**-8.588.789**		**-8.588.789**		
5090	AUTRES BIENS DíINVESTISSEMENT	-8.588.789		-8.588.789		
	ANCIENNE LBA (CORRESPONDANT AUX CRÉDITS DE PROGRAMME) - 2000000			**-16.574.000**	**16.574.000**	**10.177.941,63**
5000	TERRAINS			-500.000	500.000	76.984,70
5010	ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION			-7.500.000	7.500.000	5.121.426,64
5020	AMÉNAGEMENT DES COURS D'EAU			-1.500.000	1.500.000	1.571.945,75
5030	AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL			-20.000	20.000	305.006,15
5050	FORÊTS			-110.000	110.000	103.855,05
5061	BIENS MEUBLES			-6.690.000	6.690.000	5.589.848,34
5640	ENTREPRISES PUBLIQUES - AUTRES ENTITÉS			-900.000	900.000	8.339,00
5650	ENTREPRISES PRIVÉES - AUTRES ENTITÉS			-50.000	50.000	
5740	ENTREPRISES PUBLIQUES - AUTRES ENTITÉS			-300.000	300.000	108.958,00
6310	CANTONS ET CONCORDATS			-30.000	30.000	
6350	ENTREPRISES PRIVÉES - AUTRES ENTITÉS			-666.000	666.000	2.599.464,00
6700	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES			-300.000	300.000	108.958,00
	CRÉDIT DE PROGRAMME 2008 - 2011 - TERRITOIRE - 2908060	**16.876.800**	**75.000**	**16.801.800**		
5020	AMÉNAGEMENT DES COURS D'EAU	5.595.000		5.595.000		
5050	FORÊTS	1.382.500		1.382.500		
5061	BIENS MEUBLES	8.886.800		8.886.800		

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
06.01.00.00	**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL** (Suite)					
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	72.500		72.500		
5290	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	610.000		610.000		
5620	COMMUNES ET GROUPEMENTS INTERCOMMUNAUX	330.000		330.000		
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES		75.000	75.000		
	CRÉDIT DE PROGRAMME 2008 - 2011 - DT - FTI - 2908061	**3.095.500**	**419.983**	**2.675.517**		
5010	ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION	3.095.500		3.095.500		
6350	ENTREPRISES PRIVÉES - AUTRES ENTITÉS		419.983	419.983		
	CGN-PRÊT POUR RÉNOVATION - 4008558					**242.440,00**
5440	ENTREPRISES PUBLIQUES - AUTRES ENTITÉS					489.600,00
6440	ENTREPRISES PUBLIQUES - AUTRES ENTITÉS					247.160,00
06.02.00.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'INTÉRIEUR**					
5	**DÉPENSES**	**386.530**		**-763.470**	**1.150.000**	**1.168.924,73**
6	**RECETTES**		**100.000**		**100.000**	**157.727,65**
	RENOUVELLEMENT DES MENSURATIO OFF. ET DU PLAN D'ENSEMBLE - 1007139		**100.000**		**-100.000**	**214.884,10**
5090	AUTRES BIENS DíINVESTISSEMENT					372.611,75
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES		100.000		100.000	157.727,65
	HONORAIRES POUR L'ÉTABLISSEMENT DE LA BASE DE DONNÉES CADASTRALES - 1007433	**371.530**		**-628.470**	**1.000.000**	**749.737,60**
5090	AUTRES BIENS DíINVESTISSEMENT	371.530		-628.470	1.000.000	749.737,60
	SOCIETES D'ÉCONOMIE MIXTE-RECTANGLE D'OR - 3800004	**15.000**		**-135.000**	**150.000**	**46.575,38**
5540	ENTREPRISES PUBLIQUES - AUTRES ENTITÉS	15.000		-135.000	150.000	46.575,38

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
06.03.00.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA MOBILITÉ**					
5	**DÉPENSES**			**-2.524.527**	**2.524.527**	**2.200.000,00**
6	**RECETTES**			**-69.427.520**	**69.427.520**	
	DÉPÔT POUR OTC - 1009075					**2.200.000,00**
5040	BÂTIMENTS					2.200.000,00
	TRANSFERT D'ACTIF - AIG - 1009827			**-2.524.527**	**2.524.527**	
5061	BIENS MEUBLES			-2.524.527	2.524.527	
	TRANSFERT D'ACTIF - TPG - 1009845			**69.427.520**	**-69.427.520**	
6030	AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL			-69.427.520	69.427.520	
06.04.00.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT**					
5	**DÉPENSES**	**4.850.000**		**3.150.000**	**1.700.000**	**2.227.600,13**
6	**RECETTES**		**171.709.800**	**171.693.800**	**16.000**	**2.011.706,20**
	STATION NAPPE EAU VESSY -DÉPLACEMENT PRISE D'EAU -D.I.E.R. - 1007289			**-300.000**	**300.000**	**110.198,85**
5030	AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL			-300.000	300.000	110.198,85
	ETABLISSEMENT DU CADASTRE DES SITES POLLUÉS-SUBVENTION CONFÉDÉRATION - 1008111					**-434.155,25**
5090	AUTRES BIENS DíINVESTISSEMENT					8.844,75
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES					443.000,00
	NOUVELLE DÉCHARGE-ÉTUDE - 1008269			**-200.000**	**200.000**	
5030	AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL			-200.000	200.000	
	ASSAINISSEMENT JARDINS D'ONEX - 1008711					**-1.160.078,12**
5061	BIENS MEUBLES					392.628,08
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES					1.053.322,00
6320	COMMUNES ET GROUPEMENTS INTERCOMMUNAUX					499.384,20
	REMPLACEMENT DES STATIONS ROPAG - 1008821			**-200.000**	**200.000**	**164.295,10**
5061	BIENS MEUBLES			-200.000	200.000	164.295,10
	CREATION D'UN ESPACE DE RECUPERATION DES CHANATS - 1008845					**1.020.853,45**
5030	AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL					1.020.853,45
	DÉPÔT POUR OTC - 1009075			**-500.000**	**500.000**	**240.106,35**
5030	AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL			-500.000	500.000	240.106,35

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
06.04.00.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT** (Suite)					
	REMPL. ET ACQUIS. MATÉRIEL SCIENTIF. SERVICES PROT. ENVIRONN. ET EAU - 1009354	**350.000**		**50.000**	**300.000**	**256.906,33**
5061	BIENS MEUBLES	350.000		50.000	300.000	256.906,33
	ASSAINISSEMENT TANNERIE 3 - 1009729	**1.300.000**		**1.100.000**	**200.000**	**33.767,22**
5061	BIENS MEUBLES	1.300.000		1.100.000	200.000	33.767,22
	TRANSFERT D'ACTIF - SIG - 1009826		**171.409.800**	**-171.409.800**		
6010	ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION		518.500	518.500		
6040	BÂTIMENTS		170.891.300	170.891.300		
	ETUDE NOUVELLE DÉCHARGE - 1908053	**200.000**		**200.000**		
5030	AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL	200.000		200.000		
	REMBOURSEMENT DE PRÊTS - 4800008			**16.000**	**-16.000**	**-16.000,00**
6470	PERSONNES PHYSIQUES			-16.000	16.000	16.000,00
	PRÊTS INVESTISSEMENT ET DÉSENDETTEMENT - 4800010	**3.000.000**	**300.000**	**2.700.000**		
5450	ENTREPRISES PRIVÉES - AUTRES ENTITÉS	3.000.000		3.000.000		
6450	ENTREPRISES PRIVÉES - AUTRES ENTITÉS		300.000	300.000		
06.05.00.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA NATURE ET DU PAYSAGE**					
5	**DÉPENSES**	**150.000**			**150.000**	**1.177.896,90**
	ACQUISITIONS DE FORETS OU DE TERRAINS ASSIMILES - 1008327	**150.000**			**150.000**	**177.896,90**
5050	FORÊTS	150.000			150.000	177.896,90
	CAPITAL DE DOTATION - FONDATION NEPTUNE - 3800003					**1.000.000,00**
5560	ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF - AUTRES ENTITÉS					1.000.000,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
06.06.00.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AGRICULTURE**					
5	**DÉPENSES**	**4.600.000**		**860.000**	**3.740.000**	**1.778.395,50**
6	**RECETTES**		**260.000**	**260.000**		
	FONDS DE COMPENSATION AGRICOLE - 1000130			**-3.200.000**	**3.200.000**	**1.600.000,00**
5560	ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF - AUTRES ENTITÉS			-3.200.000	3.200.000	1.600.000,00
	SERVICE AGRICULTURE-MISE CONFORM. DET.ANIMAUX - 1008747					**-11.500,00**
5660	ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF - AUTRES ENTITÉS					-11.500,00
	SERVICE AGRICULTURE-AMÉLIORATIONS FONCIÈRES - 1008863			**-400.000**	**400.000**	**189.895,50**
5650	ENTREPRISES PRIVÉES - AUTRES ENTITÉS			-400.000	400.000	189.895,50
	AGRANDISSEMENT DE LA FOURRIÈRE CANTONALE - 1908019			**-140.000**	**140.000**	
5040	BÂTIMENTS			-140.000	140.000	
	PRÊTS INVESTISSEMENT ET DÉSENDETTEMENT - 4800011	**4.300.000**	**210.000**	**4.090.000**		
5450	ENTREPRISES PRIVÉES - AUTRES ENTITÉS	4.300.000		4.300.000		
6450	ENTREPRISES PRIVÉES - AUTRES ENTITÉS		210.000	210.000		
	PRÊTS AIDES AUX EXPLOITATIONS PAYSANNES - AEP - 4800012	**300.000**	**50.000**	**250.000**		
5470	PERSONNES PHYSIQUES	300.000		300.000		
6470	PERSONNES PHYSIQUES		50.000	50.000		
06.08.00.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'EAU**					
5	**DÉPENSES**	**14.600.000**		**-41.900.000**	**56.500.000**	**16.584.572,36**
6	**RECETTES**		**261.389.315**	**260.989.315**	**400.000**	**346.236,00**
	STEP AIRE-2ÈME ÉTAPE - 1007503					**1.037.422,85**
5030	AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL					1.041.967,85
6351	ENTREPRISES PRIVÉES - ENTITÉS DU GROUPE					4.545,00
	SE PLAINE DE L'AIRE & ST JULIEN(FRANCE) - 1007657					**269.159,00**
5030	AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL					357.355,00
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES					88.196,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
06.08.00.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'EAU** (Suite)					
	DARDAGNY - LA PLAINE- RACCORDEMENT - 1007659					**1.030.906,15**
5030	AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL					1.106.057,15
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES					75.151,00
	AMÉNAGEMENT TEPPES VERE,BIOLAY & VERBOIS FONDS RENATURATION - 1007808	**400.000**		**300.000**	**100.000**	
5020	AMÉNAGEMENT DES COURS D'EAU	400.000		300.000	100.000	
	RENATURATION DE LA SEYMAZ FONDS DE RENATURATION - 1007852	**1.000.000**			**1.000.000**	**2.940,00**
5020	AMÉNAGEMENT DES COURS D'EAU	1.000.000			1.000.000	2.940,00
	SYST.INFO ENVIRONNEMENT &ÉNERGIE (SIENG) - 1008130	**400.000**		**100.000**	**300.000**	**26.426,55**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	400.000		100.000	300.000	26.426,55
	AIRE-FONDS RENATURATION - 1008490	**100.000**		**-400.000**	**500.000**	**736.858,15**
5020	AMÉNAGEMENT DES COURS D'EAU	100.000		-400.000	500.000	736.858,15
	SEYMAZ 2ÈME ÉTAPE-TRAVAUX FONDS RENATURATION - 1008522	**300.000**		**100.000**	**200.000**	**3.087.360,85**
5020	AMÉNAGEMENT DES COURS D'EAU	300.000		100.000	200.000	3.087.360,85
	PLAN REGIONAL ÉVACUATION DES EAUX (PREE) - 1008804	**900.000**		**-300.000**	**1.200.000**	**607.525,20**
5020	AMÉNAGEMENT DES COURS D'EAU	900.000		900.000		
5030	AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL			-1.600.000	1.600.000	785.869,20
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES			-400.000	400.000	178.344,00
	REAMÉNAGEMENT DES BERGES DE LA VERSOIX - 1009018			**-200.000**	**200.000**	**438.537,40**
5000	TERRAINS			-100.000	100.000	
5020	AMÉNAGEMENT DES COURS D'EAU			-100.000	100.000	438.537,40
	AIRE - TRAVAUX DE RENATURATION - 1009522	**10.500.000**	**250.000**	**5.150.000**	**5.100.000**	**167.748,45**
5020	AMÉNAGEMENT DES COURS D'EAU	10.500.000		5.400.000	5.100.000	167.748,45
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES		250.000	250.000		
	CONSTRUCTION DE LA STEP DE BOIS-DE-BAY - 1009582			**-43.000.000**	**43.000.000**	**8.833.451,76**
5030	AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL			-43.000.000	43.000.000	8.833.451,76
	TRANSFERT D'ACTIF - SIG - 1009826		**261.139.315**	**-261.139.315**		
6010	ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION		24.413.640	24.413.640		

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
06.08.00.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'EAU** (Suite)					
6040	BÂTIMENTS		236.725.675	236.725.675		
	RENATURATION-PONT DE LULLY - 1009956	**1.000.000**		**-1.000.000**	**2.000.000**	
5000	TERRAINS	1.000.000		-1.000.000	2.000.000	
	RACCORDEMENT SORAL-LACONNEX - 1908020			**-2.500.000**	**2.500.000**	
5030	AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL			-2.500.000	2.500.000	

7. DEPARTEMENT DE LA SOLIDARITE ET DE L'EMPLOI

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 4'018'598 F contre 6'413'842 F au budget 2007.
Les recettes d'investissement s'élèvent à 450'000 F, versés par la Confédération pour des investissements réalisés par l'office cantonal de l'emploi.

DETAIL DES INVESTISSEMENTS	Crédit Programme Crédit Ouvrage	PB08
Investissements mobilier machines véhicules équipement pour département	CP	30'000
Investissements OCE part fédérale	CP	50'000
Investissements OCE part fédérale : gestion électronique de documents	CP	400'000
Confédération subvention à recevoir sur investissements	CP	-450'000
Subvention d'investissement - Plan directeur informatique HG/FSASD 2007-2010	CO	4'288'153
Subvention d'investissement EPI	CP	390'000
Subvention d'investissement : reprise 1/3 OFAS agencements des ateliers (RPT)	CP	500'000
Réduction globale 2008		-1'639'555
	Total des dépenses	**4'018'598**
	Total des recettes	**-450'000**

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
07.00.00.00	**SOLIDARITÉ ET EMPLOI**					
5	**DÉPENSES**	**4.018.598**		**-2.395.244**	**6.413.842**	**12.409.560,14**
6	**RECETTES**		**450.000**	**-154.253.647**	**154.703.647**	**611.875,70**
	CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1					
5	**DÉPENSES**	**2.648.598**		**-2.920.244**	**5.568.842**	**11.017.684,44**
6	**RECETTES**			**-154.248.647**	**154.248.647**	
	CRÉDITS DE PROGRAMME - 2					
5	**DÉPENSES**	**1.370.000**		**525.000**	**845.000**	**1.391.875,70**
6	**RECETTES**		**450.000**	**-5.000**	**455.000**	**611.875,70**
	DOTATIONS - 3					
	PRÊTS					
07.01.00.00	**PRÉSIDENCE, SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**					
5	**DÉPENSES**	**-269.555**		**-1.166.085**	**896.530**	**1.391.875,70**
6	**RECETTES**		**450.000**	**-154.253.647**	**154.703.647**	**611.875,70**
	REDUCTION GLOBALE DES INVESTISSEMENTS - 1000001	**-1.639.555**		**-1.639.555**		
5090	AUTRES BIENS DíINVESTISSEMENT	-1.639.555		-1.639.555		
	TRANSFERT D'ACTIF - AIG - 1009827			**154.197.117**	**-154.197.117**	
5000	TERRAINS			-51.530	51.530	
6010	ROUTES ET VOIES DE COMMUNICATION			-154.248.647	154.248.647	
	ANCIENNE LBA (CORRESPONDANT AUX CRÉDITS DE PROGRAMME) - 2000000			**-390.000**	**390.000**	**780.000,00**
5061	BIENS MEUBLES			-55.000	55.000	20.272,35
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION			-400.000	400.000	591.603,35
5640	ENTREPRISES PUBLIQUES - AUTRES ENTITÉS			-390.000	390.000	780.000,00
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES			-455.000	455.000	611.875,70
	CRÉDIT DE PROGRAMME 2008 - 2011 - SOLIDARITÉ ET EMPLOI - 2908070	**1.370.000**	**450.000**	**920.000**		
5061	BIENS MEUBLES	80.000		80.000		
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	400.000		400.000		
5600	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES	500.000		500.000		
5640	ENTREPRISES PUBLIQUES - AUTRES ENTITÉS	390.000		390.000		
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES		450.000	450.000		

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
07.14.11.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION SOCIALE**					
5	**DÉPENSES**	**4.288.153**		**-1.229.159**	**5.517.312**	**6.527.484,44**
	FOND.AIGUES-VERTES-RÉNOV.-SUBVENTION - 1009497					**5.527.484,44**
5660	ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF - AUTRES ENTITÉS					5.527.484,44
	SUBV. FONDATION CLAIRE-BOIS - CRÉATION D'UN NOUVEAU FOYER - 1009596					**1.000.000,00**
5660	ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF - AUTRES ENTITÉS					1.000.000,00
	HOSPICE GÉNÉRAL - PLAN DIRECTEUR 2007-2010 - 1908039	**4.288.153**		**-1.229.159**	**5.517.312**	
5641	ENTREPRISES PUBLIQUES - ENTITÉS DU GROUPE	4.288.153		-1.229.159	5.517.312	
07.14.33.00	**OFFICE CANTONAL DES PERSONNES ÂGÉES**					
5	**DÉPENSES**					**4.490.200,00**
	SUBVENTION POUR LA CONSTRUCTION DE 3 EMS - 1009610					**4.490.200,00**
5650	ENTREPRISES PRIVÉES - AUTRES ENTITÉS					4.490.200,00

8. DEPARTEMENT DE L'ECONOMIE ET DE LA SANTE

08.01.11.00 PRESIDENCE ET SECRETARIAT GENERAL

Crédits de programme

Crédit programme 2008-2010

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Immobilisations génériques	874 000 F	N/A	N/A	N/A

Conformément au nouveau règlement sur les investissements, les investissements liés font dorénavant l'objet d'un crédit programme. Le montant de 874 000 F concerne :

- Le remplacement de meubles non prévisible à ce jour au sein de l'ensemble du département pour un montant de 47 000 F.
- La part du crédit programme départemental concernant les cliniques de Joli-Mont et Montana pour un montant de 609 000 F pour des travaux de rénovation des bâtiments et de remplacement d'équipement.
- Le remplacement de véhicules pour un montant de 55 000 F.
- Le remplacement et l'acquisition de mobilier et équipements pour la Direction générale de la santé dans le cadre de son déménagement pour un montant de 150 000 F.
- L'acquisition d'un scanner performant pour la numérisation de l'ensemble des dossiers du service suite à une exigence de la Confédération pour un montant de 13 000 F.

08.03.21.00 DIRECTION GENERALE DES CENTRES D'ACTION SOCIALE ET DE SANTE

Autres investissements

Informatique des CASS

		Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
N° loi	10063	5 593 300 F	-3 698 025F	9 291 325 F	0 F

Deuxième tranche du projet de loi ouvrant un crédit quinquennal (2007-2011) au titre d'indemnité d'investissement de 33 682 121 F, soit 16 930 525 F pour financer l'informatique de la Fondation des services d'aide et de soins à domicile (FSASD) et 16 751 596 F pour financer l'informatique de l'Hospice général.

Le montant inscrit de 5 593 300 F concerne exclusivement la FSASD; la part relative à l'Hospice général figure au projet de budget du département de la solidarité et de l'emploi.

08.05.11.00 DIRECTION GENERALE DE LA SANTE

Autres investissements

Hôpitaux universitaire de Genève

Subventions accordées	45 923 420 F	N/A	N/A	N/A

Conformément au nouveau règlement sur les investissements, les investissements liés font dorénavant l'objet d'un crédit programme relatif aux Hôpitaux universitaire de Genève pour 45 923 400 F et faisant l'objet d'un projet de loi spécifique.

Bâtiments - maintenance

N° loi	9977	3 600 000 F	-3 400 000 F	7 000 000 F	0 F

Dernière tranche de la loi 9977 ouvrant un crédit au titre d'indemnité d'investissement de 7 000 000 F pour financer les travaux d'entretien et de rénovation des installations et bâtiments des Hôpitaux universitaires de Genève.

Remplacement centrale thermique

N° loi	9730	800 000 F	+800 000 F	0 F	0 F

Dernière tranche de la loi 9730 ouvrant un crédit au titre de subvention cantonale d'investissement de 3 855 000 F pour financer le remplacement de la centrale thermique de l'Hôpital de gériatrie des Hôpitaux universitaires de Genève.

Rénovation de la centrale thermique site de Cluse Roseraie

N° loi	9867	2 200 000 F	+800 000 F	1 400 000 F	0 F

Dernière tranche de la loi 9867 ouvrant un crédit au titre de subvention cantonale d'investissement de 2 400 000 F pour financer la rénovation de la centrale thermique du site Cluse-Roseraie des Hôpitaux universitaires de Genève.

Rénovation blocs opératoires chirurgie urgence

N° loi	9978	5 240 000 F	+2 000 000 F	3 240 000 F	0 F

Dernière tranche de la loi 9978 ouvrant un crédit au titre d'indemnité d'investissement de 6 240 000 F pour financer la rénovation et la mise aux normes des salles d'opération de la chirurgie ambulatoire sur le site Cluse-Roseraie des Hôpitaux universitaires de Genève.

Rénovation réseau d'eau claire psychiatrie

N° loi	9980	3 067 000 F	-400 000 F	3 467 000 F	0 F

Dernière tranche de la loi 9980 ouvrant un crédit au titre d'indemnité d'investissement de 3 567 000 F pour financer la rénovation du réseau d'alimentation en eau potable et défense incendie de la clinique de psychiatrie des Hôpitaux universitaires de Genève.

Renouvellement bombe cobalt

N° loi	9979	2 200 000 F	-300 000 F	2 500 000 F	0 F

Dernière tranche de la loi 9979 ouvrant un crédit au titre d'indemnité cantonale d'investissement de 4 350 000 F pour financer le remplacement d'une bombe au cobalt par un équipement de radiothérapie externe pour le service de radio oncologie aux Hôpitaux universitaires de Genève.

Acquisition centrale de surveillance - anesthésie

N° loi	-	1 000 000 F	+1 000 000 F	0 F	0 F

Première tranche du projet de loi ouvrant un crédit au titre d'indemnité d'investissement de 2 000 000 F pour financer l'acquisition d'une centrale de surveillance des fonctions physiologiques en anesthésie aux Hôpitaux universitaires de Genève.

Acquisition de 2 scanners multi barrettes service de radiologie

N° loi	-	1 000 000 F	+1 000 000 F	0 F	0 F

Première tranche du projet de loi ouvrant un crédit au titre d'indemnité d'investissement de 3 000 000 F pour financer l'acquisition de deux scanners multi barrettes au service de radiologie du département d'imagerie et des sciences de l'information médicale des Hôpitaux universitaires de Genève.

08.05.51.00 SERVICE DE PROTECTION DE LA CONSOMMATION

Programme renouvellement de l'équipement scientifique 2006-2008

N° loi	9736	500 000 F	+100 000 F	400 000 F	382 077 F

Dernière tranche de la loi 9736 ouvrant un crédit d'investissement de 1 170 000 F pour financer le programme de renouvellement (2006-2008) de l'équipement scientifique du service de protection de la consommation.

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
08.00.00.00	**ECONOMIE ET SANTÉ**					
5	**DÉPENSES**	**49.344.313**		**4.465.988**	**44.878.325**	**49.392.259,76**
6	**RECETTES**					**13.552.000,00**
	CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1					
5	**DÉPENSES**	**2.546.893**		**-41.651.432**	**44.198.325**	**17.451.255,19**
6	**RECETTES**					**13.552.000,00**
	CRÉDITS DE PROGRAMME - 2					
5	**DÉPENSES**	**46.797.420**		**46.117.420**	**680.000**	**11.935.004,57**
	DOTATIONS - 3					
5	**DÉPENSES**					**20.006.000,00**
	PRÊTS					
08.01.11.00	**PRÉSIDENCE ET SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**					
5	**DÉPENSES**	**-21.779.407**		**-21.779.407**		**2.832.117,57**
	REDUCTION GLOBALE DES INVESTISSEMENTS - 1000001	**-22.653.407**		**-22.653.407**		
5090	AUTRES BIENS DíINVESTISSEMENT	-22.653.407		-22.653.407		
	ANCIENNE LBA (CORRESPONDANT AUX CRÉDITS DE PROGRAMME) - 2000000					**2.832.117,57**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION					2.832.117,57
	CRÉDIT DE PROGRAMME 2008 - 2011 - ECONOMIE ET SANTÉ - 2908080	**874.000**		**874.000**		
5061	BIENS MEUBLES	265.000		265.000		
5641	ENTREPRISES PUBLIQUES - ENTITÉS DU GROUPE	609.000		609.000		
08.03.21.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DES CENTRES D'ACTION SOCIALE ET DE SANTÉ**					
5	**DÉPENSES**	**5.593.300**		**-3.698.025**	**9.291.325**	**924.443,16**
	INFORMATIQUE DES CASS - 1008610					**924.443,16**
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION					924.443,16
	SUBVENTION POUR INFORMATIQUE DE LA FSASD - 1908040	**5.593.300**		**-3.698.025**	**9.291.325**	
5640	ENTREPRISES PUBLIQUES - AUTRES ENTITÉS	5.593.300		-3.698.025	9.291.325	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
08.05.11.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ**					
5	**DÉPENSES**	**65.030.420**		**29.843.420**	**35.187.000**	**25.247.621,66**
6	**RECETTES**					**1.552.000,00**
	RESTITUTION PROTONTHÉRAPIE - 1008614					**-1.552.000,00**
6341	ENTREPRISES PUBLIQUES - ENTITÉS DU GROUPE					1.552.000,00
	HUG-RENOUVELLEMENT DE L'ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE2ÈME PROGRAMME - 1008817			**-10.900.000**	**10.900.000**	**7.000.000,00**
5641	ENTREPRISES PUBLIQUES - ENTITÉS DU GROUPE			-10.900.000	10.900.000	7.000.000,00
	HUG-RENOUVELLEMENT DES ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX-5ÈME CRÉDIT - 1008818			**-6.000.000**	**6.000.000**	**8.000.000,00**
5641	ENTREPRISES PUBLIQUES - ENTITÉS DU GROUPE			-6.000.000	6.000.000	8.000.000,00
	SUBVENTION POUR ACQUISITION IRM 1.5 TESLA - RADIOLOGIE - 1009498					**1.144.734,66**
5641	ENTREPRISES PUBLIQUES - ENTITÉS DU GROUPE					1.144.734,66
	REMPLACEMENT CENTRALE THERMIQUE HÔPITAL DE GÉRIATRIE - 1009730	**800.000**		**800.000**		
5641	ENTREPRISES PUBLIQUES - ENTITÉS DU GROUPE	800.000		800.000		
	RÉNOVATION DE LA CENTRALE THERMIQUE SITE DE CLUSE ROSERAIE - 1009867	**2.200.000**		**800.000**	**1.400.000**	
5641	ENTREPRISES PUBLIQUES - ENTITÉS DU GROUPE	2.200.000		800.000	1.400.000	
	TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE RÉNOVATION DES HUG - 1009977	**3.600.000**		**-3.400.000**	**7.000.000**	
5641	ENTREPRISES PUBLIQUES - ENTITÉS DU GROUPE	3.600.000		-3.400.000	7.000.000	
	RÉNOVATION BLOCS OPÉRATOIRES CHIRURGIE URGENCE - 1908021	**5.240.000**		**2.000.000**	**3.240.000**	
5641	ENTREPRISES PUBLIQUES - ENTITÉS DU GROUPE	5.240.000		2.000.000	3.240.000	
	RÉNOVATION RÉSEAU D'EAU CLAIRE PSYCHIATRIE - 1908022	**3.067.000**		**-400.000**	**3.467.000**	
5641	ENTREPRISES PUBLIQUES - ENTITÉS DU GROUPE	3.067.000		-400.000	3.467.000	
	RENOUVELLEMENT BOMBE COBALT - 1908023	**2.200.000**		**-300.000**	**2.500.000**	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
08.05.11.00	**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ** (Suite)					
5641	ENTREPRISES PUBLIQUES - ENTITÉS DU GROUPE	2.200.000		-300.000	2.500.000	
	ACQUISITION CENTRALE DE SURVEILLANCE ANESTHÉSIE - 1908055	**1.000.000**		**1.000.000**		
5641	ENTREPRISES PUBLIQUES - ENTITÉS DU GROUPE	1.000.000		1.000.000		
	ACQUISITION 2 SCANNERS MULTIBARRETTES SERVICE RADIOLOGIE - 1908056	**1.000.000**		**1.000.000**		
5641	ENTREPRISES PUBLIQUES - ENTITÉS DU GROUPE	1.000.000		1.000.000		
	ANCIENNE LBA (CORRESPONDANT AUX CRÉDITS DE PROGRAMME) - 2000000					**9.102.887,00**
5640	ENTREPRISES PUBLIQUES - AUTRES ENTITÉS					660.000,00
5641	ENTREPRISES PUBLIQUES - ENTITÉS DU GROUPE					8.442.887,00
	DIVERS INVESTISSEMENTS LIÉS POUR JOLIMONT ET MONTANA - 2010056			**-680.000**	**680.000**	
5641	ENTREPRISES PUBLIQUES - ENTITÉS DU GROUPE			-680.000	680.000	
	CRÉDIT DE PROGRAMME 2008 - 2011 - DES - HUG - 2908081	**45.923.420**		**45.923.420**		
5641	ENTREPRISES PUBLIQUES - ENTITÉS DU GROUPE	45.923.420		45.923.420		
08.05.51.00	**SERVICE DE LA PROTECTION DE LA CONSOMMATION**					
5	**DÉPENSES**	**500.000**		**100.000**	**400.000**	**382.077,37**
	SPECTROMÈTRE DE MASSE - 1009736	**500.000**		**100.000**	**400.000**	**382.077,37**
5061	BIENS MEUBLES	500.000		100.000	400.000	382.077,37
08.07.21.00	**OFFICE DE LA PROMOTION ÉCONOMIQUE**					
5	**DÉPENSES**					**20.006.000,00**
6	**RECETTES**					**12.000.000,00**
	FAE - FONDATION D'AIDE AUX ENTREPRISES#N/A - 1009524					**-12.000.000,00**
6300	CONFÉDÉRATION ET ENTREPRISES FÉDÉRALES					12.000.000,00
	FAE - FONDATION D'AIDE AUX ENTREPRISES - 3009524					**20.000.000,00**

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
08.07.21.00	**OFFICE DE LA PROMOTION ÉCONOMIQUE** (Suite)					
5540	ENTREPRISES PUBLIQUES - AUTRES ENTITÉS					20.000.000,00
	FONDATION FRANCO-SUISSE POUR LA RECHERCHE ET LA TECHNOLOGIE - 3800001					**6.000,00**
5560	ORGANISATIONS PRIVÉES À BUT NON LUCRATIF - AUTRES ENTITÉS					6.000,00

11. GRAND CONSEIL

11.1. Grand Conseil

11.01.01.00 GRAND CONSEIL

Objectifs 2008 / Priorités

Le budget d'investissement ci-dessous prévoit le remplacement d'une partie du mobilier de la buvette du Grand Conseil et l'équipement de certaines salles de commission. Un montant est également prévu pour le renouvellement du matériel informatique dans la salle du Grand Conseil. En ce qui concerne le Service du Grand Conseil, un montant est prévu pour le remplacement des mobiliers ordinaires et l'équipement d'une nouvelle place de travail. Il comprend également un budget pour le développement d'applications informatiques, notamment la gestion électronique des documents et la gestion des indemnités versées aux députés, de même que l'acquisition du matériel informatique spécifique.

Perspectives 2009

L'année 2009 verra les élections du Grand Conseil, avec notamment le remplacement complet des ordinateurs portables des députés.

Budget du Grand Conseil

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Crédits de programme				
Immobilisations génériques	60'500	N/A	0	0
Immobilisations métier	152'000	N/A	0	0
Total	212'500	N/A	0	0

Eléments budgétaires particuliers

Avec l'application des normes IPSAS et celle du règlement des investissements, une nouvelle ventilation a été opérée avec l'inscription au budget d'investissement des montants conformes, lesquels figuraient auparavant au budget de fonctionnement.

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
11.00.00.00	**GRAND CONSEIL**					
5	**DÉPENSES**	**212.500**		**212.500**		
	CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1					
	CRÉDITS DE PROGRAMME - 2					
5	**DÉPENSES**	**212.500**		**212.500**		
	DOTATIONS - 3					
	PRÊTS					
11.01.01.00	**GRAND CONSEIL**					
5	**DÉPENSES**	**212.500**		**212.500**		
	CRÉDIT DE PROGRAMME 2008 - 2011 - GRAND CONSEIL - 2908110	**212.500**		**212.500**		
5061	BIENS MEUBLES	60.500		60.500		
5062	BIENS MEUBLES - INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION	42.000		42.000		
5201	LOGICIELS ET APPLICATIONS	110.000		110.000		

14. POUVOIR JUDICIAIRE

14010101 POUVOIR JUDICIAIRE

Objectifs 2008 / Priorités

- Préparer l'adoption et la mise en œuvre des dispositions d'exécution relatives à la compétence, à l'organisation et à la procédure des tribunaux cantonaux supérieurs chargés de statuer comme autorités précédents immédiatement le Tribunal fédéral (art. 130 al. 2 et art. 86 al. 2et 3 de la loi sur le Tribunal fédéral). Entrée en vigueur : 01 Janvier 2009
- Préparer la mise en œuvre de l'unification des procédures pénales (majeurs et mineurs) et civiles au niveau fédéral. Entrée en vigueur : 01 Janvier 2010
- Élaboration du budget par prestations
- Mise en place de conventions entre le Pouvoir judiciaire et l'ensemble des services transversaux de l'Etat dans le cadre de la rédaction de la partie II du manuel de contrôle interne du Pouvoir judiciaire (contrôle interne transversal)

Perspectives 2009- ….

- Finaliser, avec le DCTI, les solutions pour répondre aux besoins en locaux et autres infrastructures liés à la réforme de la justice conduite au niveau fédéral
- Rédaction et mise en œuvre de la partie III du manuel de contrôle interne du Pouvoir judiciaire (contrôle interne vertical - métier)

Budget du service

	Budget 2008	Variation 2008/2007	Budget 2007	Comptes 2006
Crédits de programme				
Immobilisations génériques	137'500	N/A	N/A	N/A
Immobilisations métier	60'000	N/A	N/A	N/A
Total	197'500	121'143	76'357	0

Eléments budgétaires particuliers

Les investissements sont en hausse de +121'143 F. 2 facteurs en sont à l'origine.

- avec la mise en place des normes IPSAS, le Pouvoir judiciaire a effectué un transfert entre le fonctionnement et les investissements. Ainsi, en 2007, le budget voté comprend 76'357F. en 516 et 72'000F. en 311 tandis qu'en 2008, le projet de budget est 197'500F. De ce fait, la variation réelle (hors impact IPSAS) entre 2007 et 2008 est de +49'143F.
- cette variation de + 49'143F correspond à l'acquisition de mobilier pour les 10 nouveaux postes décidés par la Commission de gestion du Pouvoir judiciaire du 2 Juillet 2007 (40'000F) ainsi qu'une marge pour divers et imprévus
-

NO RUBRIQUE	LIBELLE	BUDGET 2008		VARIATION BU08-BU07	BUDGET 2007	COMPTE 2006
		DEPENSES	RECETTES			
14.00.00.00	**POUVOIR JUDICIAIRE**					
5	**DÉPENSES**	**213.823**		**137.466**	**76.357**	
5	**CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1** **DÉPENSES**	**16.323**		**-60.034**	**76.357**	
5	**CRÉDITS DE PROGRAMME - 2** **DÉPENSES**	**197.500**		**197.500**		
	DOTATIONS - 3					
	PRÊTS					
14.01.00.00	**ADMINISTRATION DU POUVOIR JUDICIAIRE**					
5	**DÉPENSES**	**213.823**		**137.466**	**76.357**	
	REDUCTION GLOBALE DES INVESTISSEMENTS - 1000001	**-25.877**		**-25.877**		
5090	AUTRES BIENS DíINVESTISSEMENT	-25.877		-25.877		
	MOBILIER, MACHINES, ÉQUIPEMENT, PALAIS DE JUSTICE - 1908024	**42.200**		**-34.157**	**76.357**	
5061	BIENS MEUBLES	42.200		-34.157	76.357	
	CRÉDIT DE PROGRAMME 2008 - 2011 - POUVOIR JUDICIAIRE - 2908140	**197.500**		**197.500**		
5061	BIENS MEUBLES	197.500		197.500		